



AVENANT N°2 A LA CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT 2019 - 2021

Relative à la participation aux Salons national et international des Professionnels de l'Immobilier (SIMI et MIPIM)

Entre :

TOULOUSE METROPOLE représentée par son Président en exercice, M. Jean-Luc MOUDENC, dûment habilité aux fins des présentes, dénommée ci-après «**Toulouse Métropole**», sise 6, rue René Leduc - BP 35821 - 31505 TOULOUSE Cedex 5,

La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU SICOVAL, représentée par son Président en exercice, M. Jacques Oberti, dûment habilité aux fins des présentes, dénommée ci-après «**le SICOVAL**», sise 65 rue du Chêne Vert - 31670 LABEGE,

Le MURETAIN AGGLO, représenté par son Président en exercice, M. André MANDEMENT, dûment habilité aux fins des présentes, dénommée ci-après «**MURETAIN AGGLO**», sis 8 bis avenue Vincent Auriol - 31601 MURET,

L'OBSERVATOIRE TOULOUSAIN DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE (OTIE) représentée par sa Présidente en exercice, Mme Michèle BELLAN, dûment habilitée aux fins des présentes, dénommé ci-après «**OTIE**», sis 11, Bd des Récollets - 31078 TOULOUSE Cedex,

La SEM D'AMENAGEMENT OPPIDEA, représenté par son Président en exercice, M. Gilles BROQUERE, dûment habilité aux fins des présentes, dénommé ci-après «**OPPIDEA**», sise 2, Esplanade Compans Cafarelli – BP 91003 – 31010 TOULOUSE Cedex 6,

La SPL ENOVA AMENAGEMENT, représentée par son Président en exercice, M. Alain SERIEYS, dûment habilité aux fins des présentes, dénommée ci-après «**ENOVA**», sise 436 rue Pierre et Marie Curie - 31670 LABEGE,

La CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE TOULOUSE HAUTE-GARONNE, représentée par son Président en exercice, M. Philippe ROBARDEY, dûment habilité aux fins des présentes, dénommée ci-après «**CCI Toulouse Haute Garonne**», sise 2 rue d'Alsace-Lorraine - BP 10202 - 31002 TOULOUSE Cedex 6,

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_01a-AU
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

Ci-après le « **Partenaire Organisateur** » ou le « **Partenaire** »

Ci-après les « **Partenaires** », ,

De deuxième part,

Et

L'AGENCE D'URBANISME ET D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (AUAT), représentée par sa Présidente en exercice, Mme Annette LAIGNEAU, dûment habilitée aux fins des présentes, dénommée ci-après « **AUAT** », sise 11, Bd des Récollets - 31078 TOULOUSE Cedex,

La **FEDERATION DES PROMOTEURS IMMOBILIERS (FPI) OCCITANIE TOULOUSE METROPOLE**, représentée par son Président en exercice, M. Patrick SAINT-AGNE, dûment habilité aux fins des présentes, dénommée ci-après « **FPI OCCITANIE** », sise 11 Bd des Récollets – 31078 TOULOUSE Cedex 4,

L'AGENCE D'ATTRACTIVITE DE TOULOUSE METROPOLE, représentée par son Président en exercice M. Jean-Luc MOUDENC, dûment habilité aux fins des présentes, dénommée ci-après « **l'Agence d'Attractivité** », sise Arche Marengo – 1 allée, Jacques Chaban-Delmas – 31500 TOULOUSE.

Ci-après les « **Structures Associées** »,

De troisième part,

Ci-après individuellement une « **Partie** » et collectivement les « **Parties** ».

PREAMBULE

1. Les Parties ont conclu en 2018 une convention cadre de partenariat pour l'organisation des salons SIMI et MIPIM 2019, 2020 et 2021.
2. Par le présent avenant, les Parties entendent intégrer deux nouveaux partenaires à la convention : le CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA HAUTE-GARONNE et la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées,

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'objet du présent avenant est de modifier le partenariat actuel en y intégrant le Conseil Départemental de la Haute-Garonne et la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et en définissant leurs obligations.

Article 2 – Suivi des modifications

Article 2.1 – intégration de 2 nouveaux partenaires

Les articles suivants de la convention sont modifiés :

Accusé de réception en préfecture 065-200069300-20191127-CC271119_01a-AU Date de télétransmission : 02/12/2019 Date de réception préfecture : 02/12/2019

ARTICLE 1 – PRESENTATION DES PARTIES

Article 1-1

Dans la phrase « il s'agit des partenaires suivants » sont ajoutés :

« - le Conseil Départemental, 1 Boulevard de la Marquette, 31090 Toulouse cedex 9
et

- la Communauté d'agglomérations Tarbes-Lourdes-Pyrénées, Zone Tertiaire Pyrène Aéro-
pôle Téléport 1, 65 290 JUILLAN ».

La phrase « il est précisé que dans le cadre de cette convention, la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées ne participera qu'au groupe technique (cf article 4.2) du salon SIMI et ne contribuera qu'au seul salon SIMI » est ajoutée.

Le reste de l'article 1 reste inchangé.

ARTICLE 4 – MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION POUR CHACUN DES DEUX SALONS

Article 4-1 Un groupe de suivi restreint pour chacun des deux Salons

4.1.1 Composition

La phrase « le Groupe de suivi restreint est composé d'un élu et d'un représentant technique pour chacun des Partenaires :

- le Conseil Départemental représenté par la SPL Haute Garonne Développement
- la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées »
est ajoutée.

La phrase « la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées ne participe qu'au groupe de suivi relatif au salon SIMI » est ajoutée.

Le reste de l'article 4-1 reste inchangé.

Article 4-2 Un Groupe Technique pour chacun des deux Salons

4.2-1 Composition

La phrase « Le Groupe Technique est composé d'un représentant du développement économique et d'un représentant de la communication (à l'exception de l'OTIE) pour chacun des Partenaires » est complétée par les partenaires suivants :

- le Conseil Départemental représenté par la SPL Haute Garonne Développement
- la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées ».

La phrase « la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées » ne participe qu'au groupe de suivi relatif au salon SIMI » est ajoutée.

Le reste de l'article 4-2 reste inchangé.

ARTICLE 5 – Rôles des partenaires

5.2 Rôle des partenaires

La phrase « *la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées* » ne participe qu'au groupe de suivi relatif au salon SIMI » est ajoutée.

Le reste de l'article 5.2 reste inchangé.

ARTICLE 7 – ENGAGEMENTS FINANCIERS DES PARTIES

Une nouvelle annexe précisant la nouvelle contribution du Conseil Départemental et de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, annule et remplace l'Annexe figurant dans la convention initiale.

Etant précisé que l'engagement financier du Conseil Départemental est fixé au regard des modalités suivantes :

- Pour le SIMI 2019 : 12 000 € TTC
- Pour le MIPIM 2020 : 34 500 € TTC

Le montant de la participation aux éditions suivantes (à savoir le SIMI 2020, le MIPIM 2021 et le SIMI 2021) sera conditionné à l'agrandissement des stands. Dans cette hypothèse, la participation du Conseil Départemental est fixée comme suit :

- Pour le SIMI 2020 : 16 000 euros TTC
- Pour le MIPIM 2021 : 46 000 euros TTC
- Pour le SIMI 2021 : 16 000 euros TTC

En l'absence d'agrandissement, la participation du Conseil Départemental est fixée comme suit :

- Pour le SIMI 2020 : 12 000 € TTC
- Pour le MIPIM 2021 : 34 500 € TTC
- Pour le SIMI 2021 : 12 000 € TTC

Les autres articles de la Convention restent inchangés.

Fait à Toulouse, le

En 11 (onze) exemplaires originaux,

Chaque Partie conservant un exemplaire original.

Toulouse Métropole

Le Président

**La Communauté d'Agglomération du
Sicoval**

Le Président

M. Jean-Luc MOUDENC

Le Muretain Agglo

Le Président,

M. Jacques OBERTI

**L'Observatoire Toulousain de
l'Immobilier d'Entreprises**

La Présidente,

M. André MANDEMENT

La SEM OPPIDEA

Le Président,

Mme Michèle BELLAN

**La Chambre de Commerce et d'Industrie
Toulouse Haute-Garonne**

Le Président

M. Gilles BROQUERE

**L'Agence d'Urbanisme et
d'Aménagement du Territoire**

La Présidente,

M. Philippe ROBARDEY

**La Fédération des Promoteurs
Immobiliers Occitanie Toulouse
Métropole**

Le Président,

Mme Annette LAIGNEAU

La SPL ENOVA AMENAGEMENT

Le Président,

M. Patrick SAINT-AGNE

L'Agence d'attractivité

Le Président,

M. Alain SERIEYS

M. Jean-Luc MOUDENC

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_01a-
AU
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

Le Conseil Départemental

Le Président,

M. Georges MERIC

**La Communauté d'agglomération Tarbes-
Lourdes-Pyrénées**

Le Président,

M. Gérard TRÉMÈGE

ANNEXE – ENGAGEMENTS FINANCIERS ANNUELS DES PARTIES

BUDGET SALONS MIPIM ET SIMI 2019-2021 TTC		
BUDGETS SALONS SIMI ET MIPIM TTC	BUDGET ANNUEL	
partenaires institutionnels financeurs		
Toulouse Métropole	100 750 €	x%
Sicoval	29 500 €	x%
Muretain	10 000 €	x%
CCI de Toulouse	30 000 €	x%
OTIE	1 327 €	x%
OPPIDEA	20 000 €	x%
ENOVA	6 000 €	x%
FPI	5 000 €	x%
Conseil départemental de Haute-Garonne	46 500 € (SIMI 2019 et MIPIM 2020)	x%
Communauté d'agglomérations Tarbes-Lourdes-Pyrénées	7000 €	x%
Prévisionnel partenaires sponsors financeurs		
Partenaires MIPIM packs or : 6 (2 500 €)	15 000 €	x%
Partenaires MIPIM pack diamant : 6 (12 000 €)	72 000 €	
Partenaire MIPIM pack soirée OFF+ : 2 (6 000 €)	12 000 €	
ATB pour SIMI+MIPIM	5 000 €	
Partenaires SIMI 5 (2000€)	10 000 €	
Partenaires pack attractivité 3 (2500€)	7 500 €	
TOTAL	349 077 €	100,0 %

Conseil Communautaire du mercredi 27 novembre 2019

Délibération n° 1

**Convention cadre de partenariat entre la CATLP et Toulouse
Métropole relative à la participation aux Salons national et
international des Professionnels de l'Immobilier**

Date de la convocation : le 14 novembre 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
Mme Josette BOURDEU
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. Jacques LAHOILLE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
Mme Christiane ARAGNOU
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Emmanuel DUBIE
M. Jacques GARROT
M. Christian LABORDE
Mme Evelyne LABORDE
Mme Yvette LACAZE
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES

M. Bruno VINUALES
M. Jean-Christian AMARE
Mme Elisabeth ARHEIX
Mme Marie-Paule BARON
M. Philippe BAUBAY
M. Michel BONZOM
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Alain GARROT
M. Romain GIRAL
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Bernard LACOSTE
M. Charles LACRAMPE
M. Francis LAFON PUYO
M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA
Mme Chantal MORERA

Mme Madeleine NAVARRO
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
M. Michel RICAUD
Mme Céline ROULET
M. Michel SAJOUX
M. Roger SEMMARTIN

M. Jacques SEVILLA
M. Robert SUBERCAZES
M. Jean-Marie TAPIE
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

M. Marc GARROCCQ
Mme Michèle PHAM-BARANNE
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Charles HABAS
M. Laurent PENIN
M. Laurent TEIXEIRA
Mme Florence GASSAN
Mme Anne-Marie ARGOUNES donne pouvoir à M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Serge DUCLOS donne pouvoir à M. Marc BEGORRE
Mme Geneviève ISSON donne pouvoir à M. Philippe BAUBAY
M. Alain TALBOT donne pouvoir à M. Claude LESGARDS
Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Lucien BOUZET donne pouvoir à M. Michel BONZOM
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE

Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à M. Francis TOUYA
Mme Marie-Françoise CRANCEE donne pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. Daniel DARRE donne pouvoir à M. Alain LUQUET
Mme Martine FOCHE SATO donne pouvoir à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Simone GASQUET donne pouvoir à Mme Evelyne RICART
M. Paul LAFAILLE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Paul SADER donne pouvoir à M. André LABORDE
M. Jean TOUYA donne pouvoir à Mme Ginette CURBET

Absent(s) :

M. Michel AUSINA
M. Michel DUBARRY
M. David LARRAZABAL
Mme Myriam MENDES
M. Philippe SUBERCAZES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Jean-Pierre BALESTAT

M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. TREMEGE

Objet : Convention cadre de partenariat entre la CATLP et Toulouse Métropole relative à la participation aux Salons national et international des Professionnels de l'Immobilier

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes,

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_01-DE
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigne, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

EXPOSE DES MOTIFS :

La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et Toulouse Métropole ont marqué, par une lettre d'intention signée le 24 août 2018, leur volonté commune de mettre en œuvre, sous la forme d'un contrat de partenariat spécifique, ce dialogue et engager un mode de coopération nouveau et original.

La Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et Toulouse Métropole sont compétents en matière de développement économique et de promotion du territoire. Les deux collectivités mènent ainsi des actions concrètes pour répondre aux enjeux de rayonnement et de développement territorial.

Toulouse Métropole a engagé, en 2016 en stratégie et en moyens (création de l'agence d'attractivité de Toulouse Métropole), une politique active dans les domaines de la promotion, de la prospection et de l'accueil économique, touristique et événementiel.

Face à une concurrence territoriale toujours plus vive et dans un contexte de fragilité économique comme de repli démographique, la CATLP a défini et mis en œuvre une stratégie offensive de marketing territorial pour mieux rayonner à l'extérieur (équipe dédiée, supports et vecteurs promotionnels...)

L'objectif est de mettre en synergie certaines actions engagées par chaque territoire en visant à déployer une offre territoriale plus large, commune ou en complémentarité.

Dans le cadre de ce partenariat, les premières actions communes à engager en matière d'attractivité et de rayonnement territorial sont les suivantes :

- Echange d'expériences autour des pratiques et des politiques conduites par l'agence d'attractivité de Toulouse Métropole,

- Accueil (édition 2018) puis participation (édition 2019) de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées au stand de Toulouse Métropole sur le Salon International du Marché Immobilier de Paris (SIMI),

- Accueil sur Toulouse d'un événementiel de promotion touristique de la destination Tarbes-Lourdes-Pyrénées,

- Echanges sur le développement du tourisme d'affaires.

A ce titre, il est aujourd'hui proposé que la CA TLP intègre la convention cadre de partenariat relative à la participation aux Salons national et international des Professionnels de l'Immobilier (SIMI et MIPIM) et d'autoriser le Président à signer l'Avenant à la convention cadre de partenariat 2019-2021 (cf. annexe).

L'avenant susvisé prévoit une participation financière de la CA TLP de 7 000€ uniquement pour les éditions du Salon de l'Immobilier d'Entreprise (SIMI) 2019, 2020, 2021.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Accusé de réception en préfecture 065-200069300-20191127-CC271119_01-DE Date de télétransmission : 02/12/2019 Date de réception préfecture : 02/12/2019
--


Article 1 : d'approuver la Convention de partenariat 2019-2021 relative à la participation aux Salons national et international des Professionnels de l'Immobilier (SIMI et MIPIM) et l'avenant qui permet d'intégrer la CATLP dans celle-ci.

Article 2 : de verser 7 000€ au titre de 2019 pour la participation au Salon de l'Immobilier d'Entreprise (SIMI) du 11 au 13 décembre 2019.

Article 3 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

RÉGIES A AUTONOMIE FINANCIERE

GESTION DES SERVICES PUBLICS

ASSAINISSEMENT ET EAU POTABLE

STATUTS

ARTICLE 1 : Objet des régies

Il est créé deux régies, une pour l'Assainissement de la CATLP et une pour l'Eau potable de la CA TLP, dotées de la seule autonomie financière, ayant pour objet la gestion du service public d'assainissement pour l'une et eau potable pour l'autre.

Ces services sont des services publics à caractère industriel et commercial.

Le siège de ces deux régies est celui de la Communauté d'Agglomération de Tarbes-Lourdes-Pyrénées, zone tertiaire Pyrène Aéro Pôle, Téléport 1 à Juillan.

Elles sont constituées à partir du 1^{er} janvier 2020.

ARTICLE 2 : Organisation administrative des régies

Conformément à l'article R 2221-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, un même conseil d'exploitation et un même directeur sont chargés de l'administration et de la direction de la régie de l'assainissement et de la régie de l'eau potable.

Article 2-1 : Le conseil d'exploitation

Le conseil d'exploitation est composé de deux collèges :

- Le collège des conseillers communautaires est composé de :
 - 27 membres
- Le collège des personnes extérieures est composé de :
 - 2 conseillers municipaux

Les conseillers communautaires doivent détenir la majorité des sièges du conseil d'exploitation.

Les membres du conseil d'exploitation sont nommés par le Conseil Communautaire sur proposition du Président.

La durée de leurs fonctions est identique à celle des conseillers communautaires. Leurs fonctions prennent fin en même temps que celles des conseillers communautaires.

Les membres du conseil d'exploitation remplaçant les membres décédés, démissionnaires ou remplacés pour toute autre cause, sont nommés par l'assemblée délibérante de la CATLP sur proposition du Président et pour la durée restant à courir du mandat de leurs prédécesseurs.

Les fonctions de membres du conseil d'exploitation sont exercées à titre gratuit.

Les membres du conseil d'exploitation ne peuvent :

- Prendre ou conserver un intérêt dans les entreprises en rapport avec les régies ;
- Occuper une fonction dans ces entreprises ;
- Assurer une prestation pour ces entreprises ;
- Prêter leur concours à titre onéreux aux régies.

En cas d'infraction à ces dispositions, l'intéressé est déchu de son mandat.

Article 2-2 : Le Président de la CATLP

Le Président de la CATLP, est le représentant légal des deux régies et il en est l'ordonnateur.

Il prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du conseil communautaire relatives aux régies. Il présente au conseil communautaire les budgets et les comptes administratifs.

Il affecte les agents qui sont employés aux régies.

Article 2-3 : Le Président et le vice-président du conseil d'exploitation des régie Assainissement et Eau potable

Le conseil d'exploitation élit en son sein, à la majorité absolue et lors de la première réunion suivant la désignation des membres du conseil d'exploitation, un président et un vice-président.

Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative.

Leurs fonctions prennent fin en même temps que celles des membres du conseil d'exploitation. Ils sont élus pour la même durée.

Le Président de la CATLP conserve le pouvoir de nomination et de révocation du personnel et des employés des régies et exerce à leur égard tous les actes de gestion.

En cas d'absence, le président du conseil d'exploitation est remplacé dans la plénitude de ses fonctions par le vice-président délégué.

Article 2-4 : Le Directeur des régies

Le DGS de la CATLP avec les services de la CATLP assurent le fonctionnement des services des régies, à cet effet :

- Il prépare les budgets ;
- Il assure la responsabilité technique des régies ;
- Il procède, sous l'autorité du Président, aux ventes et aux achats courants, dans les conditions fixées par les statuts ;
- Il est remplacé, en cas d'absence ou d'empêchement, par un des fonctionnaires ou employés du service, désigné par le Président après avis du conseil d'exploitation.

Le directeur ne peut prendre ou conserver aucun intérêt dans les entreprises en rapport avec les régies, occuper aucune fonction dans ces entreprises, ni assurer des prestations pour leur compte.

En cas d'infraction à ces interdictions, le directeur est démis de ses fonctions par le Président de la CATLP.

En matière de personnel, le directeur assure la responsabilité managériale de l'équipe.

Il informe le conseil d'exploitation du fonctionnement du service.

Article 2-5 : Le Comptable

Les fonctions de comptable des régies sont assumées par le comptable de la CATLP.

ARTICLE 3 : Fonctionnement du conseil d'exploitation

Article 3-1 : Réunions du conseil d'exploitation

Le conseil d'exploitation se réunit au moins une fois tous les trois mois sur convocation de son président. Il est en outre réuni chaque fois que le Président du conseil d'exploitation le juge utile, ou sur demande du préfet ou de la majorité de ses membres.

Les convocations sont adressées par le Président du conseil d'exploitation au moins 5 jours francs avant la séance.

L'ordre du jour est arrêté par le Président du conseil d'exploitation et transmis avec la convocation.

Les séances du conseil d'exploitation ne sont pas publiques.

Le quorum est atteint si au moins la moitié des membres du conseil d'exploitation sont présents ou représentés.

Un membre du conseil d'exploitation empêché d'assister à une séance peut donner mandat à un autre membre du conseil d'exploitation, en l'absence des suppléants ou si ceux-ci représentent déjà d'autres membres, pour le représenter à cette séance. Le membre ainsi désigné ne peut cumuler plusieurs mandats.

En cas de partage égal des voix, celle du Président est prépondérante.

Article 3-1 : Compétences du conseil communautaire et du conseil d'exploitation

Article 3-2-1 : Le conseil communautaire

Le conseil communautaire, outre les compétences qui lui sont reconnues à l'article R 2221-72 du CGCT, est compétent pour l'acquisition et la cession des biens immobiliers affectés aux régies.

La commission d'appel d'offres des régies est celle de la CATLP.

Les contrats de prestations de services, de délégation ou de travaux pour le compte d'autres collectivités ou d'établissements publics sont de la compétence du conseil communautaire sous réserve des délégations consenties par ce dernier au Bureau et au Président de la CATLP.

De manière générale, le conseil communautaire est compétent pour délibérer sur tous les sujets relatifs au fonctionnement des régies Assainissement et Eau potable, le conseil d'exploitation dispose d'un rôle uniquement consultatif.

Article 3-2-2 : Le conseil d'exploitation

Le conseil communautaire disposant du pouvoir de décision sur toutes les décisions relatives au fonctionnement des régies Assainissement et Eau potable, le conseil d'exploitation dispose d'un rôle uniquement consultatif.

Celui-ci doit toutefois être obligatoirement consulté sur les dispositions d'ordre général intéressant le fonctionnement des régies.

Le conseil d'exploitation peut procéder à toutes mesures d'investigation et de contrôle.

Le conseil d'exploitation présente au Président de la CATLP toutes propositions utiles.

ARTICLE 4 : Dispositions financières

Article 4-1 : Gestion budgétaire et financière

Le Président de la CATLP est l'ordonnateur des régies et, à ce titre, prescrit l'exécution des recettes et des dépenses

Les produits des régies dotées de la seule autonomie financière, y compris les taxes ainsi que les charges, font l'objet de deux budgets annexes au budget de la CATLP votés par le conseil communautaire.

Le Président de la CATLP présente au conseil communautaire les budgets et les comptes des régies. Le conseil communautaire, après avis du conseil d'exploitation, vote les budgets des régies et délibère sur les comptes.

En fin d'exercice, l'ordonnateur établit les comptes administratifs et le comptable établit les comptes de gestion. Les comptes sont soumis pour avis au conseil d'exploitation. Puis ces documents sont présentés au conseil communautaire pour adoption.

La tarification des prestations et produits fournis par les régies est fixée par les instances communautaires, après avis du conseil d'exploitation.

Article 4-2 : Dotation initiale

Les régies sont dotées de l'ensemble des installations et équipements nécessaires au service public Assainissement et Eau potable.

Article 4-3 : Participation aux frais d'administration générale

Une participation au titre des frais d'administration générale sera demandée par la CATLP aux régies, notamment pour les prestations fournies par le service financier, le service des ressources humaines, etc.

Article 4-4 : Prestations/travaux extérieurs

Les interventions qui seront effectuées par les régies pour le compte d'autres collectivités, communes, syndicats mixtes ou établissements publics, seront retracées dans des états annexés au budget des régies.

Article 4-5 : Emprunts

Les emprunts affectés aux budgets annexes du service Assainissement et Eau potable de la CATLP seront transférés aux régies pour que tous les contrats soient parfaitement identifiés.

ARTICLE 5 : Durée de la régie

Les régies sont créées à compter du 1^{er} janvier 2020 et pour une durée illimitée.

Conseil Communautaire du mercredi 27 novembre 2019

Délibération n° 2

**Création des régies à autonomie financière de l'assainissement et
de l'eau potable.**

Date de la convocation : le 14 novembre 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
Mme Josette BOURDEU
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. Jacques LAHOILLE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
Mme Christiane ARAGNOU
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Emmanuel DUBIE
M. Jacques GARROT
M. Christian LABORDE
Mme Evelyne LABORDE
Mme Yvette LACAZE
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Francis TOUYA

M. Guy VERGES
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Christian AMARE
Mme Elisabeth ARHEIX
Mme Marie-Paule BARON
M. Philippe BAUBAY
M. Michel BONZOM
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Alain GARROT
M. Romain GIRAL
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Bernard LACOSTE
M. Charles LACRAMPE
M. Francis LAFON PUYO
M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA

Mme Chantal MORERA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
M. Michel RICAUD
Mme Céline ROULET
M. Michel SAJOUX

M. Roger SEMMARTIN
M. Jacques SEVILLA
M. Rôbert SUBERCAZES
M. Jean-Marie TAPIE
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

M. Marc GARROCQ
Mme Michèle PHAM-BARANNE
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Charles HABAS
M. Laurent PENIN
M. Laurent TEIXEIRA
Mme Florence GASSAN
Mme Anne-Marie ARGOUNES donne pouvoir à M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Serge DUCLOS donne pouvoir à M. Marc BEGORRE
Mme Geneviève ISSON donne pouvoir à M. Philippe BAUBAY
M. Alain TALBOT donne pouvoir à M. Claude LESGARDS
Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Lucien BOUZET donne pouvoir à M. Michel BONZOM
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE

Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à M. Francis TOUYA
Mme Marie-Françoise CRANCEE donne pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. Daniel DARRE donne pouvoir à M. Alain LUQUET
Mme Martine FOCHE SATO donne pouvoir à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Simone GASQUET donne pouvoir à Mme Evelyne RICART
M. Paul LAFAILLE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Paul SADER donne pouvoir à M. André LABORDE
M. Jean TOUYA donne pouvoir à Mme Ginette CURBET

Absent(s) :

M. Michel AUSINA
M. Michel DUBARRY
M. David LARRAZABAL
M. Philippe SUBERCAZES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Yves CARDEILHAC

M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. TREMEGE

Objet : Création des régies à autonomie financière de l'assainissement et de l'eau potable.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1412-1, R 2221-1 à R 2221-17, R 2221-63 à R 2221-94
Vu l'article 66 de la Loi 2015-991 du 7 août 2015

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_02-DE
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,
Vu la délibération N° 13 du Conseil Communautaire du 25 septembre 2019 créant deux budgets annexes eau et assainissement,
Vu l'avis de la Commission consultative des Services Publics Locaux du 18 novembre 2019,
Vu l'avis du Comité Technique Paritaire en date du 21 novembre 2019.

EXPOSE DES MOTIFS :

L'article 66 de la Loi Notre du 7 août 2015 a ajouté dans les compétences obligatoires des communautés d'agglomération les compétences assainissement et eau.

L'article L 1412-1 du CGCT dispose que pour exploiter directement un service public industriel et commercial les collectivités territoriales doivent constituer une régie, après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services publics locaux.

Au regard de ces dispositions, la CATLP a donc l'obligation de créer une régie à autonomie financière ou une régie à autonomie financière et personnalité morale.

Il est proposé, afin que le conseil communautaire conserve la compétence pour les actes relatifs aux régies, de créer une régie à autonomie financière pour l'assainissement et une régie à autonomie financière pour l'eau potable.

L'article R. 2221-69 du CGCT dispose que « les recettes et les dépenses de fonctionnement et d'investissement de chaque régie font l'objet d'un budget distinct du budget de la commune ». Les budgets des régies seront présentés sous la forme de deux budgets annexés au budget principal de la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées. Le Président de la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées reste l'ordonnateur de la régie. Le comptable de la régie étant un agent public, cette fonction sera assurée par le comptable de la Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées.

Les régies ayant la seule autonomie financière ne disposent pas d'un patrimoine, puisqu'elles ne sont pas des personnes morales. A cet égard, et en application de l'article R. 2221-1 du CGCT, il est proposé de fixer le montant de la dotation initiale, sous forme d'une simple affectation des biens, laquelle, en espèce, est constituée par les équipements nécessaires à l'exploitation et au fonctionnement du service public d'assainissement et d'eau potable.

D'autre part et afin de faciliter la mise en place des deux régies, il est proposé de faire une avance remboursable de 1 million d'euros du budget principal au budget annexe de l'assainissement et une avance remboursable de 1 million d'euros du budget principal au budget annexe de l'eau potable

Le Conseil Communautaire

DECIDE,

Article 1 : de créer une régie à autonomie financière pour le service public assainissement et une régie à autonomie financière pour le service public eau potable.

Article 2 : d'approuver les statuts des régies tels qu'ils sont annexés à la présente délibération

Article 3 : d'approuver les dotations initiales telles qu'exposées ci-dessus et de procéder au versement d'une avance remboursable de 1 ME du budget principal au budget annexe de l'assainissement et une avance remboursable de 1ME du budget principal au budget annexe de l'eau potable

Article 4 : de désigner comme membres du conseil d'exploitation :

- En qualité de conseillers communautaires :

M.AMARE Jean-Christian ; M.ARTIGANAVE Jean-Pierre ; M.BAUBAY Philippe ; M. BORDENAVE Francis ; MME CANDEBAT-REQUET Anne ; M.CASTAING Philippe ; M.CASTEROT Jean-Claude ; M.CRAMPE Jean-Louis ; MME CUQ Annette ; M.DUBARRY Michel ; M.DUCLOS Serge ; M.GARROCQ Marc ; MME ISSON Geneviève ; MME LABORDE Evelyne ; M.LACOSTE Bernard ; M.LAFON-PUYO Francis ; MME LANNE Valérie ; MME LAYRE CASSOU Fabienne ; M.LESGARDS Claude ; M.LUQUET Alain ; MME MENDES Myriam ; M.MONTOYA Pierre ; M.PIRON Jean-Claude ; M.POURCHIER Eugène ; M.SENMARTIN Roger ; M.VINUALES Bruno.

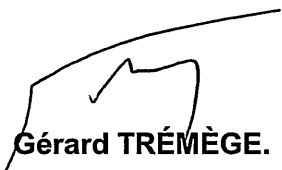
- En qualité de personnes extérieures au conseil communautaire :

-M.ALONSO Emmanuel ; MME BALERI Annick.

Article 4 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président à signer tout document afférent à la présente décision.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

CONVENTION

OPÉRATIONNELLE

Commune de Séméac
« Entrée Parc Adour »
Axe 2

N° de la convention :

Signée le

Approuvée par le Préfet de Région le.....



DONNONS DU SENS
A L'ACTION FONCIERE

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_03a-AU
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019
1 sur 21

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET ET DUREE DE LA CONVENTION	6
1.1 Objet.....	6
1.2 Durée	6
ARTICLE 2 – PERIMETRE D’INTERVENTION	6
ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE L’EPF	6
3.1 Engagements opérationnels.....	6
3.2 Engagement financier.....	7
3.3 RECOURS A L’EMPRUNT	7
3.4 INTERVENTION D’UN TIERS.....	7
ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L’EPCI	8
Article 5 – Cofinancement des études pre-operationnelles par l’epf	9
Article 6 – Modalités d’intervention opérationnelle.....	10
6.1 Modalités d’acquisition foncière.....	10
6.2 Durées de la période d’acquisition et du portage foncier.....	11
▪ Durée d’acquisition.....	11
▪ Durée de portage foncier	11
6.3 Conditions de gestion foncière des biens acquis.....	12
6.4 Cession des biens acquis.....	12
▪ Conditions générales de cession	12
6.5 DETERMINATION DU PRIX DE CESSION	13
ARTICLE 7 - MODALITES DE PILOTAGE DE LA CONVENTION.....	14
ARTICLE 8 - RESILIATION DE LA CONVENTION	14
8.1 RESILIATION D’UN COMMUN ACCORD	14
8.2 RESILIATION UNILATERALE.....	15
ARTICLE 9 – SUIVI DU PROJET APRES CESSION	15
9.1 Suivi du projet.....	15
9.2 Suivi des biens portés par l’epf.....	16
ARTICLE 10 – COMMUNICATION SUR L’ACTION DE L’EPF	16
ARTICLE 11 - CONTENTIEUX	16
ARTICLE 12 – MODIFICATIONS ULTERIEURES DE LA CONVENTION	16
ANNEXE 1.....	18
ANNEXE 2.....	19

Entre

La communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, représentée par Monsieur Gérard Trémège, président, dûment habilité à signer la présente convention par une délibération du conseil communautaire en date du

Dénommée ci-après "L'EPCI",

D'une part,

Et

L'établissement public foncier d'Occitanie, établissement d'État à caractère industriel et commercial dont le siège est domicilié au 1025 rue Henri Becquerel – Parc du Millénaire Bat. 19 - à Montpellier (34000), inscrit au RCS de Montpellier n° 509 167 680, représenté par madame Sophie Lafenêtre, directrice générale, agissant en vertu de la délibération n°..../.... du Bureau en date du 26 novembre 2019, approuvée le par le préfet de Région,

Dénommé ci-après "EPF",

D'autre part,

PREAMBULE

L'Etablissement public foncier d'Occitanie, est un établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial. Créé par le décret n°2008-670 du 2 juillet modifié par le décret n°2017-836 du 5 mai 2017, l'EPF est habilité à procéder à toutes acquisitions foncières et opérations immobilières et foncières de nature à faciliter les opérations d'aménagement.

Il contribue à la définition et la mise en œuvre de stratégies foncières pour favoriser le développement durable des territoires et la lutte contre l'étalement urbain.

Par son action foncière, il contribue à la réalisation de programmes :

- de logements, notamment de logements sociaux, en tenant compte des priorités définies par les programmes locaux de l'habitat ;
- d'activités économiques ;
- de protection contre les risques technologiques et naturels ainsi qu'à titre subsidiaire, à la préservation des espaces naturels et agricoles.

Ces missions peuvent être réalisées pour le compte de l'Etat et de ses établissements publics, des collectivités territoriales, de leurs groupements, ou de leurs établissements publics en application de conventions passées avec eux et dans les conditions définies à la fois par l'article L.321-1 et suivants du code de l'urbanisme ainsi que par son programme pluriannuel d'intervention (PPI) en vigueur.

La communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées (CATLP), située dans le département des Hautes-Pyrénées est composée de 86 communes pour une population globale de 126 811 habitants.

Au titre de sa compétence « Développement économique », l'EPCI assure la gestion, l'aménagement, l'animation et la commercialisation de 24 Zones d'activités économiques (ZAE).

Face aux difficultés économiques qu'a pu rencontrer la communauté d'agglomération, le nombre de friches industrielles et commerciales s'est accru sur le territoire. C'est pourquoi la CALTP a déposé un dossier de « Reconquête des friches » dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt mené par la Région Occitanie et ses partenaires, duquel elle a été lauréate en Septembre 2019.

Dans cette perspective de renouvellement urbain, l'EPCI a identifié le projet de Zone d'Activité Economique « Parc de l'Adour » comme un secteur à fort potentiel pour le développement économique de l'intercommunalité et de la commune de Séméac.

Cette ZAE est inscrite depuis 2002 dans le schéma directeur de l'agglomération, et participe à l'affirmation des principaux axes stratégiques économiques retenus, permettant:

- d'accompagner la restructuration du site d'Alstom,
- de créer une offre maîtrisée de terrains permettant l'accueil de nouvelles entreprises,
- de créer une porte d'entrée urbaine sur l'agglomération tarbaise à partir de son entrée est.

Initialement orientée sur une vocation mixte et commerciale, une étude de repositionnement de la ZAE Parc Adour Pyrénées, approuvée par l'EPCI lors d'un comité de

pilotage survenu fin octobre 2019, a redéfini la vocation de cette zone qui porte à présent tournée vers la logistique, l'agro-alimentaire et les services aux entreprises.

De plus, dans le cadre d'une hiérarchisation des ZAE de l'agglomération définie par une délibération du bureau communautaire de l'EPCI, en date du 30 août 2017, le secteur « Parc de l'Adour » a été identifié comme une zone d'activité stratégique et d'intérêt communautaire.

D'une surface d'environ 100 ha, cette ZAE se situe à cheval sur les communes de Séméac et Soues, à la sortie Tarbes-Est de l'autoroute A64. Sur son périmètre, plusieurs friches industrielles sont présentes. Une d'entre elle, située sur la commune de Séméac et ancien bâtiment de l'établissement Pomiers, a notamment été identifiée comme représentant un enjeu fort pour le projet de ZAE, de par son positionnement à la sortie de l'autoroute. La CATLP poursuit donc l'objectif de réinvestir cette friche, située à l'entrée de la zone d'activité, qui est par ailleurs identifiée comme stratégique au sein de l'étude de repositionnement de la ZAE Parc Adour Pyrénées.

Au-delà de cette reconversion urbaine du site des Pomiers, l'EPCI souhaite s'inscrire dans une opération d'ensemble, en disposant de la maîtrise foncière d'un périmètre élargi à l'entrée de la zone d'activité. A ce jour, l'intercommunalité n'a pas la maîtrise foncière nécessaire pour la réalisation d'une opération d'aménagement qui permettra de requalifier ce secteur aujourd'hui vacant.

Par ailleurs, un protocole de partenariat en date du 21 septembre 2018 a été conclu entre la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et l'EPF. Ce protocole prévoit la contribution de l'EPF dans la réalisation des objectifs en termes d'attractivité économique du territoire, notamment par la reconversion de friches industrielles.

C'est dans ce contexte foncier, économique et urbanistique que la CATLP a sollicité l'EPF afin d'avoir la maîtrise foncière de l'entrée du secteur Parc Adour Pyrénées à la fois sur les fonciers bâtis et sur les fonciers libres attenants pour une superficie de 15 ha, impliquant la friche des Pomiers et un périmètre plus large en entrée de la ZAE.

Pour mener à bien cette démarche, les parties ont convenu de la mise en place d'une convention opérationnelle.

L'action foncière conduite par l'EPF aura pour finalité :

- Pendant la phase d'élaboration ou de finalisation du projet la réalisation des acquisitions par voie amiable et par délégation des droits de préemption et de priorité et, le cas échéant, par voie de délaissement ;
- Dès validation de ce projet par la collectivité compétente, la maîtrise de l'ensemble des biens nécessaires au projet.

La présente convention opérationnelle vise à :

- définir les engagements et obligations que prennent les parties pour conduire sur le moyen/long terme une politique foncière sur le périmètre défini en annexe, dans le respect des dispositions du programme pluriannuel d'intervention (PPI) de l'EPF et de son règlement d'intervention en vigueur à la date de la signature de la présente, dispositions que la collectivité est réputée parfaitement connaître et qui s'appliquent dans leur intégralité à la présente convention ;
- préciser la portée de ces engagements.

Cela étant exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET ET DUREE DE LA CONVENTION

1.1 OBJET

L'EPCI confie à l'EPF qui l'accepte une mission d'acquisitions foncières sur le secteur « Entrée Parc de l'Adour » en vue de réaliser une opération d'aménagement à vocation économique, notamment dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt « Reconquête des friches en Occitanie ».

1.2 DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de **huit ans** à compter de son approbation par le préfet de Région.

Cette durée est automatiquement prolongée, sans nécessité d'avenant, en cas de procédure contentieuse retardant la maîtrise foncière, jusqu'à l'obtention d'une décision de justice définitive et cession, par l'EPF, des biens concernés.

ARTICLE 2 – PERIMETRE D'INTERVENTION

Dans le cadre de la présente convention opérationnelle, l'EPF est habilité à intervenir sur le secteur « Entrée Parc de l'Adour » dont le périmètre figure en annexe 1 de la présente convention.

De manière ponctuelle et exceptionnelle, l'EPF pourra intervenir à la demande de l'EPCI, afin d'acquérir toutes parcelles limitrophes à ce périmètre si ces acquisitions présentent un intérêt économique ou technique pour l'opération poursuivie.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE L'EPF

Conformément à ses statuts, l'EPF conditionne son intervention, à la réalisation de projets publics vertueux assurant la promotion des principes de mixité sociale, fonctionnelle, de développement de la ville durable et de limitation de consommation des espaces naturels et agricoles.

3.1 ENGAGEMENTS OPERATIONNELS

Au titre de la présente convention, l'EPF s'engage :

- à assurer une veille foncière active sur le périmètre d'intervention tel que défini en annexe 1 de la présente convention en recherchant notamment les opportunités d'acquisition à l'amiable et en préemptant chaque fois que cela s'avère nécessaire par délégation du droit de préemption, du droit de priorité, et par voie de délaissement ;
- dès validation du projet par la collectivité compétente, et dès lors que l'opération est déclarée d'utilité publique, l'EPF pourra procéder à l'acquisition des derniers tenements nécessaires au projet, soit par voie amiable, soit par voie judiciaire et selon les modalités fixées à l'article 5 de la présente convention ;

- à contribuer à la mise en place par l'EPCI des outils fonciers nécessaires à la maîtrise foncière des terrains d'assiette du projet ;
- à réaliser, si nécessaire, l'ensemble des études et diagnostics techniques liés aux acquisitions foncières (diagnostic de l'état bâtiminaire, de la structure gros-œuvre et des éléments de sécurité, des études sites et sols pollués selon la législation en vigueur dans le cas de friches à reconvertir, des diagnostics amiante et plomb si bâtiments à démolir, ...) ;
- à réaliser, si nécessaire, des travaux de mise en sécurité des sites acquis par l'établissement (fermeture de sites afin d'éviter les intrusions,—nettoyage et défrichage de terrains, travaux de confortement de structures porteuses si besoin afin d'éviter tout péril, ...) et à titre exceptionnel, les travaux nécessaires à la mise en décence de logements acquis occupés et ne répondant pas aux normes en vigueur en la matière ;
- à conduire, à la demande de la collectivité, la réalisation de travaux préalables à l'aménagement : travaux de requalification foncière des tènements dégradés acquis, démolition totale ou partielle des bâtiments, purge des sols, accompagnement paysager... Les travaux éventuels de dépollution des sites seront traités dans le respect du principe du « pollueur payeur », sauf cas particulier nécessitant une participation publique en accord avec la collectivité concernée et de l'autorité administrative compétente ;
- à aider, si l'EPCI en fait la demande, à la consultation et au choix d'un bailleur social ou d'un aménageur.

3.2 ENGAGEMENT FINANCIER

Le montant prévisionnel de l'engagement financier de l'EPF au titre de la présente convention est fixé à **UN MILLION CINQ CENT MILLE EUROS (1.500.000,00 €)**.

Les acquisitions se feront dans le cadre de l'enveloppe budgétaire disponible chaque année. Dans le cas où l'EPF ne pourrait procéder aux acquisitions et travaux envisagés au regard des crédits disponibles, il le fera savoir expressément à l'EPCI.

Si besoin, l'engagement financier précité sera augmenté par voie d'avenant.

3.3 RECOURS A L'EMPRUNT

L'EPF se laisse la possibilité, si cela s'avère nécessaire, de recourir à un emprunt auprès d'un organisme bancaire après mise en concurrence, d'un montant qui ne pourra être supérieur au 1/3 du montant prévisionnel de l'opération.

Dans ce cas, cet emprunt devra être garanti par la collectivité signataire ou toute autre collectivité territoriale intéressée au projet.

3.4 INTERVENTION D'UN TIERS

Pour l'accomplissement de sa mission, l'EPF peut solliciter le concours de toute personne, morale ou physique, dont il jugera l'intervention nécessaire à la réalisation de sa mission et qui se révélera nécessaire : bureau d'études, géomètre, notaire, huissier, avocat...

Il est précisé que toute commande de prestation nécessaire à l'exécution de la présente convention est soumise aux règles de la commande publique en vigueur applicables à l'Etat et ses établissements publics.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'EPCI

L'EPCI s'engage sur le périmètre défini à l'article 2 de la présente convention :

Sur les 3 premières années :

- à définir ou finaliser son projet d'aménagement en réalisant l'ensemble des études complémentaires nécessaires ;
- à mettre en place les outils opérationnels et fonciers relevant de sa compétence en vue de la réalisation de son projet dès validation de celui-ci par son instance délibérante ;
- à identifier un opérateur économique, susceptible d'intervenir en vue de la mise en œuvre du projet objet de la présente convention ;

Sur la durée de la convention fixée à l'article 1.2 de la présente convention :

- à élaborer ou mettre à jour son programme d'études et le calendrier prévisionnel de leur réalisation et à le communiquer régulièrement à l'EPF tout en l'associant au comité de pilotage des dites études ;
- à rechercher un certain niveau de qualité dans la réalisation de son projet et à réaliser, à ce titre, des opérations d'aménagement ou de construction sur le foncier acquis par l'EPF :
 - dans le cadre de démarches vertueuses en termes de villes et territoires durables alliant qualité architecturale et urbaine, respect de l'environnement existant et de l'identité locale ;
 - en promouvant, lorsque c'est possible, des outils et des techniques constructives innovantes sur le champ des matériaux, des énergies, des usages ;
- à conduire ou à impulser les démarches relatives à la modification éventuelle des documents de planification et/ou d'urbanisme afin de permettre la réalisation de l'opération ;
- à associer l'EPF à la rédaction du ou des cahiers des charges en vue du choix d'un aménageur, d'un maître d'œuvre, ou d'un bureau d'études (participation d'un représentant de l'EPF au jury ou commission ad hoc) ;
- à traiter, dans le cadre d'une opération d'aménagement (ZAC, PUP, expropriation,...), la question du relogement conformément aux obligations de l'article L. 314-1 du code de l'urbanisme si celles-ci sont applicables en l'espèce, ou à défaut, à contribuer au relogement des occupants et, en présence de commerçants, artisans ou d'industriels, à aider à leur transfert dans un local équivalent avec l'appui de l'EPCI selon les possibilités et disponibilités du pôle économique ;

- à transmettre dès notification de la présente à l'EPF, sous support numérique et si besoin sous format papier, l'ensemble des données actualisées pouvant être utiles à la réalisation de sa mission (délibérations ou arrêtés relatifs au droit de préemption ou de priorité, données SIG, documents d'urbanisme...).

ARTICLE 5 – COFINANCEMENT DES ETUDES PRE-OPERATIONNELLES PAR L'EPF

L'EPF peut, par décision de la directrice générale et dans la limite des crédits alloués par le conseil d'administration pour chaque exercice, contribuer au financement d'études de faisabilité ou autres études pré opérationnelles en lien avec le projet objet de la présente convention.

La contribution de l'EPF ne pourra excéder un plafond correspondant à 50 % du montant de l'étude tel qu'arrêté lors de la notification du marché par la collectivité.

La part de financement assurée par l'EPF ne pourra être revalorisée en cas d'avenant en plus-value au marché sauf si le recours à l'avenant résulte d'une demande expresse de la directrice générale de l'EPF présentée à l'EPCI.

En contrepartie dudit cofinancement, la collectivité bénéficiaire s'engage à :

En amont de la notification du marché cofinancé

- associer l'EPF à la rédaction du cahier des charges (ou de tout document en tenant lieu) ;
- associer l'EPF à l'analyse des candidatures et des offres et inviter, avec voix consultative, un de ses représentants aux commissions d'appel d'offres ou toutes autres commissions ad hoc ;

Après notification du marché cofinancé

- adresser à l'EPF une copie du marché notifié ;
- inviter un représentant de l'EPF aux comités techniques et de pilotage de l'étude ;
- adresser à l'EPF une copie des rapports d'études au maximum 5 jours ouvrés à compter de leur réception et à l'associer à la validation des livrables découlant du marché (rapports d'étapes et rapport final) ;
- informer l'EPF de toutes difficultés liées à l'exécution du marché (retard de production d'études, mise en demeure, résiliation...) ;

Après service fait dûment constaté par l'EPCI, et sur présentation de la facture ou des factures acquittées par celle-ci, l'EPF procédera à un virement administratif au profit de l'EPCI à hauteur du pourcentage de cofinancement accordé, dans un délai global de 30 jours maximum.

Les dépenses relatives au cofinancement des études ne sont pas comptabilisées dans le calcul du prix revient par l'EPF.

Cependant, dès lors qu'il sera constaté par l'EPF que l'EPCI ne respecte pas les engagements définis par la présente, l'EPF se réserve la possibilité de réclamer- après mise

en demeure restée infructueuse- le remboursement des sommes qu'il aura versées à l'EPCI dans un délai de 6 mois à compter de la date de ladite mise en demeure.

ARTICLE 6 – MODALITES D'INTERVENTION OPERATIONNELLE

6.1 MODALITES D'ACQUISITION FONCIERE

L'EPF s'engage à procéder à l'acquisition des parcelles situées dans le périmètre défini à l'article 2, soit à l'amiable, soit par exercice des droits de préemption et de priorité définis par le code de l'urbanisme s'il en est délégataire ou titulaire soit, le cas échéant, par voie d'expropriation.

L'EPF peut également procéder, à la demande de la collectivité, à l'acquisition de biens faisant l'objet d'une procédure de délaissement en application des articles L. 211-5, L.212-3 et L.230-1 et suivants du code de l'urbanisme.

L'ensemble des acquisitions effectuées par l'EPF est réalisé dans la limite du prix fixé par la direction départementale des finances publiques lorsque son avis est obligatoire ou, le cas échéant, par la juridiction de l'expropriation.

Les acquisitions seront formalisées par acte notarié.

■ Acquisition à l'amiable

L'EPC informe l'EPF des opportunités de cession jugées intéressantes pour le futur projet dans la mesure où elle en a connaissance.

L'EPF, sous réserve des dispositions réglementaires qui lui sont applicables, rappelées précédemment, procède à l'ensemble des négociations foncières en vue des acquisitions amiables portant sur les biens immobiliers bâtis ou non bâtis, volumes et droits mobiliers, situés dans le périmètre défini en annexe 1 de la présente.

Un accord écrit du représentant habilité de la collectivité concernée sera demandé préalablement à toute acquisition amiable par l'EPF.

L'EPF informe par courrier ou courriel l'EPCI dès signature d'un acte d'acquisition ou de tout avant contrat de vente.

■ Acquisition par délégation du droit de préemption à l'EPF

L'autorité compétente peut déléguer à l'EPF l'exercice des droits de préemption conformément aux dispositions de l'article L.213.3 du code de l'urbanisme, soit sur l'ensemble du périmètre visé à l'article 2 de la présente convention, soit ponctuellement à l'occasion d'aliénation se réalisant sur ledit périmètre.

Les déclarations d'intention d'aliéner reçues sont transmises par la collectivité compétente à l'EPF dans les 8 jours suivants leur réception en mairie en lui faisant savoir celles pour lesquelles elle souhaite que l'EPF donne suite.

L'EPF procédera à la consultation de la direction départementale des finances publiques lorsque cet avis est obligatoire, dans le délai légal des deux mois à compter de la date de l'avis de réception ou de la décharge de la déclaration ou, en cas d'adjudication, dans le délai de trente jours à compter de l'adjudication.

■ Acquisition par délégation du droit de priorité à l'EPF

L'autorité compétente peut déléguer à l'EPF l'exercice du droit de priorité conformément aux dispositions des articles L.240-1 et L.213-3 du code de l'urbanisme sur le périmètre visé à l'article 2 de la présente convention.

Les déclarations d'intention d'aliéner reçues sont transmises par la collectivité compétente à l'EPF dans les 8 jours suivant leur réception en mairie en lui faisant savoir celles pour lesquelles elle souhaite que l'EPF donne suite.

Dans le délai légal des deux mois pour notifier la décision de préemption au propriétaire, l'EPF procédera à la consultation de la direction départementale des finances publiques.

■ Acquisition par voie de délaissement

En cas d'exercice d'un droit de délaissement par un propriétaire, en application de l'article L.230-1 et suivants du code de l'urbanisme, l'EPF peut, avec l'accord préalable de la collectivité compétente, procéder à l'acquisition, par voie amiable ou le cas échéant, par voie judiciaire, du ou des biens objet de la mise en demeure d'acquiescer.

Lorsque le délaissement exercé est inhérent à l'instauration d'un droit de préemption urbain en application de l'article L.211-5 du code de l'urbanisme ou d'un droit de préemption ZAD, en application de l'article L.212-3 du même code, l'EPF ne peut procéder à l'acquisition des biens délaissés que lorsqu'il est délégataire du droit de préemption fondant le délaissement.

■ Acquisition par la procédure d'expropriation

Si l'autorité compétente décide de mettre en place une procédure de déclaration d'utilité publique (DUP), l'arrêté préfectoral pris en ce sens pourra, à la demande de la collectivité, habilitier l'EPF à réaliser les acquisitions foncières et immobilières nécessaires à la réalisation du projet par voie d'expropriation.

Dans ces hypothèses, l'EPF procédera à la constitution du dossier d'enquête parcellaire et aux notifications qui y sont rattachées. Le dossier constitué sera soumis pour approbation de l'instance délibérante de l'autorité compétente avant envoi au préfet.

L'EPF, dans les limites réglementaires qui lui sont applicables, procède par voie d'expropriation à l'acquisition des biens immobiliers bâtis ou non bâtis, volumes et droits mobiliers, situés dans le périmètre définitif du projet pour lesquels une procédure d'acquisition amiable a échoué.

6.2 DUREES DE LA PERIODE D'ACQUISITION ET DU PORTAGE FONCIER

■ Durée d'acquisition

L'EPF procède aux acquisitions pendant toute la durée de la présente convention telle que précisée à l'article 1.2.

■ Durée de portage foncier

La durée de portage des biens acquis par l'EPF, y compris ceux acquis au titre de la convention pré opérationnelle, s'achève, au plus tard, au terme de la présente convention quelle que soit la date de leur acquisition.

6.3 CONDITIONS DE GESTION FONCIERE DES BIENS ACQUIS

Dès que l'EPF est propriétaire des biens et en a la jouissance, il est convenu, qu'il procède au transfert de garde et de gestion des biens à la collectivité selon les modalités définies à l'annexe 2 de la présente convention.

A titre exceptionnel, l'EPF peut assurer la gestion desdits biens, notamment en cas d'impossibilité manifeste de l'EPCI de l'assumer. Dans ce cas, tout accès au bien immobilier bâti ou non bâti propriété de l'EPF, par le personnel de la collectivité ou par toute personne intervenant pour son compte, devra préalablement et obligatoirement faire l'objet d'une demande d'autorisation d'accès ou d'occupation écrite adressée à l'EPF par l'EPCI. La délivrance de l'autorisation sera alors assortie d'une décharge de responsabilité de l'EPF.

6.4 CESSIION DES BIENS ACQUIS

■ Conditions générales de cession

Les biens acquis par l'EPF ont vocation à être cédés, au plus tard à l'échéance de la présente convention, à l'opérateur désigné par la collectivité suivant les règles concurrentielles en vigueur pour réaliser son opération. A défaut d'une telle désignation, l'EPCI s'engage, d'une part à racheter l'ensemble des biens acquis par l'EPF dans le cadre de la présente convention et, d'autre part, à prévoir les fonds nécessaires à son budget afin de procéder au paiement au moment de la cession.

Dans le cadre de cession à un opérateur autre que l'EPCI, celle-ci se réalise sur la base:

- d'une part, d'un cahier des charges joint à l'acte de vente approuvé par la commune ou l'EPCI et précisant les droits et obligations du preneur ;
- d'autre part, d'un bilan financier de l'opération approuvé dans les mêmes conditions.

L'acquéreur, quel que soit son statut, prend les immeubles dans l'état où ils se trouvent lors de leur prise de possession, jouissant des servitudes actives et supportant les servitudes passives.

La cession a lieu par acte notarié ou par acte administratif aux frais de l'acquéreur dans les conditions ci-après définies, sans préjudice des dispositions du PPI qui s'appliquent à toute cession.

■ Cession à la demande de la collectivité

Si la collectivité en fait la demande, les biens acquis peuvent être cédés avant l'échéance de la convention à son profit ou à celui de l'opérateur économique qu'elle aura désigné en vue de la réalisation de l'opération.

■ Cession à la demande de l'EPF

Au cas où la collectivité ou l'opérateur qu'elle aura désigné, souhaite entreprendre des travaux sur des biens acquis par l'EPF durant la période de portage en vue de la réalisation du projet d'aménagement, elle devra en faire préalablement la demande par écrit à

l'EPF pour accord. Selon l'état d'avancement du projet et la nature des travaux, l'EPF se réservera alors la possibilité de proposer une cession de la totalité ou d'une partie des biens acquis.

6.5 DETERMINATION DU PRIX DE CESSION

■ Cession au prix de revient

Dans le cas de cession à l'EPCI ou l'opérateur qu'elle aura désigné à cet effet, le prix de cession des biens correspond à un prix de revient prévisionnel comprenant:

- le prix d'achat des terrains ;
- les dépenses liées aux acquisitions :
 - les frais accessoires : frais de notaire, de géomètre, d'avocat, frais de publicité et autres frais liés aux acquisitions... ;
 - les indemnités d'éviction, de transfert et de relogement ;
 - les frais d'agence ou de négociation mis à la charge de l'acquéreur ;
 - les frais d'études engagés par l'EPF, hors cofinancement ;
 - les frais accessoires engagés par l'EPF, suite à un recours contentieux, même en cas d'échec de la procédure d'acquisition ;
- les frais de portage : impôts fonciers, assurances... ;
- les dépenses de gestion (frais de sécurisation, de conservation,...) réalisées à l'initiative de l'EPF ou sur demande de la collectivité ;
- les dépenses de travaux réalisées à la demande expresse du représentant de la collectivité cocontractante, comprenant les travaux préalables à l'aménagement (démolition, désamiantage, curage, pré-verdissement, renaturation, remise en état des sols selon le principe « pollueur-payeur en lien avec le projet futur, etc.), de clos et couvert pour les bâtiments conservés, ainsi que l'ensemble des prestations intellectuelles et études techniques s'y rattachant ;
- les éventuelles annuités d'actualisation en fonction de la durée de portage ;
- les frais financiers liés au remboursement éventuel de l'emprunt adossé à l'opération.

Le prix de cession correspondra au prix de revient prévisionnel, pour le cas où certains éléments de dépenses ne seraient pas connus de manière définitive au moment de la cession. L'établissement du prix prévisionnel se fera alors sur la base d'un bilan prévisionnel prenant en compte l'ensemble des coûts connus ainsi que les éléments de dépenses dont on pourra établir un coût prévisionnel à la date de cession.

Lorsqu'il y a actualisation, le prix de revient est actualisé en tenant compte de l'érosion monétaire, c'est-à-dire au taux des moyennes annuelles des variations des indices des prix à la consommation publié par l'INSEE (application du dernier indice publié à la date de l'actualisation).

La première actualisation est appliquée le 1er janvier de la quatrième année qui suit la date du paiement des dépenses par l'EPF. Le prix de revient ne fait l'objet d'aucune actualisation dès lors que les biens cédés constituent l'assiette foncière d'une opération faisant l'objet d'une minoration foncière.

Le prix de revient sera éventuellement diminué des recettes de gestion, dans le cas où l'EPF assure en direct la gestion des biens acquis, et des minorations appliquées selon des dispositifs en vigueur.

■ Cession au prix fixé par la direction départementale des finances publiques

À défaut de désignation d'un opérateur économique par la collectivité cocontractante ou en cas de dévoiement par celle-ci de l'objet de la convention, l'EPF se réserve la possibilité de céder les biens dont il a assuré le portage à un opérateur tiers suivant les procédures concurrentielles en vigueur. Dès lors, le prix de cession correspond soit au prix estimé par la direction départementale des finances publiques au moment de la vente, soit au prix de revient actualisé, si celui-ci est supérieur.

■ Régime de TVA

Quel que soit le prix de cession, l'EPF est soumis au régime de TVA sur le prix de revient, cette taxe s'appliquant de droit aux transactions foncières et immobilières réalisées par l'EPF.

■ Paiement du prix

En cas de cession à l'EPCI ou tout opérateur économique soumis à la comptabilité publique, le paiement du prix est opéré au profit de l'EPF sur présentation du certificat du notaire.

Pour toute cession à un opérateur économique non soumis à la comptabilité publique, le paiement intervient à la date de signature de l'acte de vente.

■ Apurement des comptes

L'EPF pourra procéder à un apurement des comptes par émission d'un titre de recettes :

- complémentaire après cession totale ou partielle auprès du cocontractant ou de son opérateur économique, lorsque l'EPF aura connaissance de toutes les dépenses réelles imputables à l'opération ;
- unique auprès du cocontractant à échéance de la convention, ou à la date de sa résiliation en cas de dévoiement, si des dépenses ont été engagées et ce, même si aucune acquisition n'a été réalisée.

ARTICLE 7 - MODALITES DE PILOTAGE DE LA CONVENTION

L'EPF et l'EPCI conviennent de mettre en place une démarche de suivi de la présente convention, notamment à travers un bilan annuel d'exécution.

Cette démarche s'effectue à travers un comité de pilotage associant la collectivité et l'EPF, ainsi que, en tant que de besoin, tous les partenaires utiles.

Le comité de pilotage se réunit à l'initiative de l'un des deux signataires de la présente convention, au minimum une fois par an, pour faire un point d'avancement sur les dossiers.

ARTICLE 8 - RESILIATION DE LA CONVENTION

8.1 RESILIATION D'UN COMMUN ACCORD

La présente convention peut être résiliée d'un commun accord entre les parties.

Dans l'hypothèse d'une résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par l'EPF, dont il est dressé un inventaire.

L'EPCI est tenue de procéder aux rachats des biens acquis par l'EPF et de rembourser l'ensemble des dépenses et frais acquittés par ce dernier,

- dans un délai maximum de six mois suivant la décision de résiliation ;
- ou dans le délai de la convention si ce dernier est inférieur à 6 mois au moment de la résiliation.

Pour ce faire la collectivité s'engage à prévoir, en temps utile, les fonds nécessaires pour procéder à l'achat des biens immobiliers acquis et au remboursement des dépenses et frais acquittés par l'EPF.

8.2 RESILIATION UNILATERALE

Les parties s'engagent à exécuter la présente convention avec diligence et bonne foi.

Toutefois, l'EPF se réserve la possibilité, un mois après mise en demeure infructueuse, de résilier la présente convention :

- si, passé le délai visé à l'article 4 de la présente convention, il est constaté que la collectivité n'a pas exécuté ses engagements contractuels ;
- s'il est constaté que l'opération envisagée par la collectivité ne correspond pas au projet défini par la convention (dévoiement de l'objet de la convention).

Dans ce cadre, l'EPF se réserve la possibilité :

- soit d'exiger de la collectivité de procéder au rachat de l'ensemble des biens qu'il a acquis, au plus tard dans un délai de 6 mois suivant la notification de la décision de résiliation, avec une majoration du prix d'acquisition initial au taux annuel de 5% à compter des dates de comptabilisation des dépenses d'acquisition des biens ;
- soit de céder les biens en cause au profit d'un bailleur social, ou tout autre opérateur économique, au prix de revient ou à l'estimation de la direction départementale des finances publiques sans que cette dernière ne soit inférieure au prix de revient.

ARTICLE 9 – SUIVI DU PROJET APRES CESSION

9.1 SUIVI DU PROJET

La collectivité, et le cas échéant, l'opérateur qu'elle aura désigné, s'engage :

- à réaliser sur les biens dont l'EPF a assuré le portage le projet d'aménagement défini dans le cadre conventionnel ;
- à fournir tout élément permettant d'attester de la conformité de la réalisation à l'objet de la présente convention, une fois l'opération achevée.

L'EPF se réserve le droit de demander à la collectivité ou son opérateur tout élément permettant d'attester de la réalisation de l'opération.

A défaut de pouvoir justifier de l'état d'avancement d'un projet conforme, la collectivité, ou son opérateur, pourront se voir appliquer les pénalités définies dans l'acte de cession

des biens en cause, conformément aux dispositions du PPI et du règlement d'intervention en vigueur.

9.2 SUIVI DES BIENS PORTES PAR L'EPF

Sans préjudice des dispositions précédentes, si l'EPCI réalise une plus-value foncière en cas de cession des biens portés par l'EPF dans les six ans qui suivent leur acquisition à l'établissement, la plus-value réalisée devra être reversée pour moitié à l'EPF.

La plus-value s'entend comme la différence entre le prix de cession du bien par la collectivité ou l'EPCI et le prix de l'acquisition à l'EPF, stipulé dans le ou les actes de vente, diminué :

- des dépenses et frais de gestion inhérents aux biens en cause ;
- des dépenses de construction, de reconstruction, d'entretien ;
- des frais de voirie, réseaux et distribution en ce qui concerne les terrains à bâtir.

Cette différence est actualisée en fonction du dernier indice des prix à la consommation hors tabac publié par l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Ces dispositions seront reportées dans tout acte de cession de biens.

ARTICLE 10 – COMMUNICATION SUR L'ACTION DE L'EPF

L'EPCI s'engage à faire état de l'intervention de l'EPF sur les périmètres du projet, objet de la présente convention.

De fait, l'EPCI apposera le logo de l'EPF sur tous les supports de communication relatifs au projet, print et digitaux. Elle citera également l'établissement dans les documents à destination de la presse et insérera un encart de présentation de l'EPF dans le dossier de presse du projet.

L'EPCI s'engage à transférer cette exigence aux opérateurs ou aménageurs intervenant sur les immeubles ayant bénéficié de l'intervention de l'établissement.

Par ailleurs, l'EPF pourra, pendant la durée de la convention et après son échéance, en lien avec la politique de communication de la collectivité, diffuser des informations sur les biens dont il a assuré le portage et faire état de l'avancement sur tous supports.

ARTICLE 11 - CONTENTIEUX

A l'occasion de toute contestation ou litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable. Si un tel accord ne peut être trouvé, le litige sera porté devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 12 – MODIFICATIONS ULTERIEURES DE LA CONVENTION

Toute modification à caractère substantiel de la présente convention (engagement financier, évolution de périmètre et de l'objet de la convention...) fera nécessairement

l'objet d'un avenant approuvé dans les mêmes conditions que la présente.

En cas d'évolution du cadre normatif, notamment de répartition des compétences entre collectivités et établissements publics ou en cas de nécessité, pour des raisons tenant à la réalisation du projet, il pourra également être intégré par voie avenant un nouveau signataire à la présente convention.

Fait à

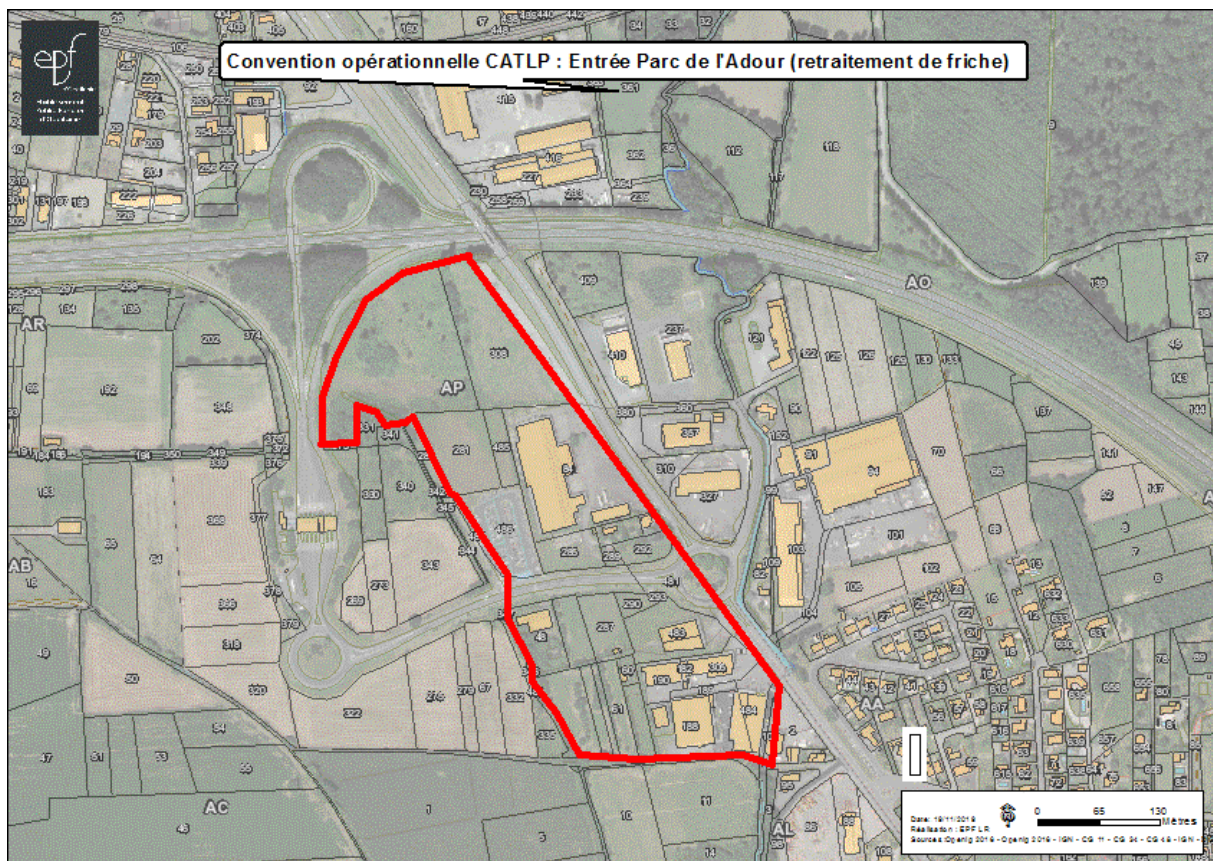
Le

En **2** exemplaires originaux

<p>L'établissement public foncier d'Occitanie</p> <p>La directrice générale,</p> <p>Sophie Lafenêtre</p>	<p>La communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées</p> <p>Le président,</p> <p>Gérard Trémège</p>
--	---

ANNEXE 1

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION



ANNEXE 2

JOUISSANCE ET GESTION DES BIENS ACQUIS PAR L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER

ARTICLE 1 : MISE A DISPOSITION DU BIEN

L'EPF met à disposition, à titre gratuit, de l'EPCI qui l'accepte expressément, les biens acquis libres en pleine jouissance ou occupés au titre de la présente convention en vue d'en assurer la gestion et la garde, cette dernière notion comprenant l'usage, la direction et le contrôle des biens objet des présentes en vertu de l'article 1242 alinéa 1 du Code civil.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION

En vue de la mise à disposition, chaque bien fera l'objet d'une fiche descriptive par l'EPF.

La mise à disposition de biens bâtis est constatée par procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de l'EPCI et de l'établissement public foncier.

Pour les biens non bâtis, la mise à disposition est constatée par procès-verbal établi unilatéralement par le représentant de l'établissement public foncier.

La signature du procès-verbal par les parties emporte transfert de gestion et de garde du bien jusqu'à la date de cession du bien par l'EPF à l'EPCI.

L'EPCI prendra les biens transférés dans l'état où ils se trouveront au jour de leur remise en gestion, sans pouvoir exiger de l'EPF à cette occasion, d'interventions, remises en état ou réparations.

Si l'état du bien acquis l'exige, l'EPF procédera avant tout transfert de garde :

- aux travaux dits de grosses réparations définies par l'article 606 du code civil ;
- aux travaux nécessaires à la mise en sécurité des biens (travaux de murage, clôture...).

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'EPCI

L'EPCI assure, à compter du transfert de gestion et de la garde, les travaux de gestion courante qui sont à sa charge, à savoir : les travaux de conservation, d'entretien, de nettoyage... Elle peut à cet effet passer les contrats ou marchés publics nécessaires.

L'EPCI ne peut en aucun cas changer la destination des biens dont la gestion et la garde lui sont transférés.

Elle est par ailleurs tenue :

- d'ouvrir une fiche par bien qu'elle a en gestion qui précise : la date d'acquisition du bien par l'établissement public foncier, les dates des procès-verbaux de transfert de gestion des biens à la collectivité, de visites du bien, l'évolution de l'état du bien, la liste des occupants, le montant et la nature des sommes qu'elle a perçues, la nature et le coût des interventions qu'elle a réalisés et autres observations relatives au bien ;
- de visiter le bien périodiquement, au moins une fois par trimestre, et après

chaque évènement climatique exceptionnel ;

- de procéder ou de faire procéder au gardiennage du bien si les circonstances l'exigent ;
- d'informer sous trois jours maximum l'établissement public foncier des évènements particuliers : atteinte au bien, squat, contentieux, ...
- de rechercher par tous moyens l'expulsion des occupants sans droit ni titre.

- Cas des biens occupés à la date de mise en gestion

L'EPCI se substitue à l'EPF et assume à ce titre toutes les obligations à l'égard des occupants existants telles qu'elles résultent du régime juridique applicable à ladite occupation (bail, convention d'occupation précaire...). Il est à ce titre précisé que ne peuvent donner lieu à occupation ou maintien dans les lieux que :

- les locaux respectant les normes de sécurité.
- Les logements répondant aux caractéristiques de décence telles que définies par le décret n°2002-120 du 30 janvier 2002.

Elle souscrit les polices d'assurance la garantissant contre les risques dits locatifs.

Elle encaissera directement à son profit les produits des biens transférés – loyers, indemnités d'occupation, charges récupérables, etc.... et en assurera le recouvrement, au besoin par voie judiciaire.

L'EPCI rédige et signe les conventions d'occupation, réalise les états des lieux, dresse quittance, donne congé, expulse les occupants. Elle est habilitée à intenter et diligenter toute action en vue de la résolution d'un litige l'opposant à un ou plusieurs occupants après en avoir informé préalablement l'EPF.

L'EPCI est garante des obligations d'assurance des occupants, à ce titre, l'occupant justifie auprès de la collectivité d'une assurance qui garantit les risques dits locatifs à compter du premier jour d'occupation du bien et jusqu'au terme de l'occupation.

Les nouvelles occupations doivent être préalablement acceptées par l'EPF, elles ne peuvent donner lieu à un droit au maintien dans les lieux ou au renouvellement.

- Cas des biens devenus vacants

Si les biens bâtis devenus vacants ont vocation à être démolis, l'EPCI informe l'EPF de leur libération aux fins que ce dernier puisse, le cas échéant, faire procéder sous sa maîtrise d'ouvrage, aux travaux de démolition.

Toute demande de nouvelle occupation, quel que soit l'usage projeté, doit être adressée à l'EPF pour information.

L'EPCI ne pourra consentir sur les biens dont elle a la gestion et la garde que des conventions d'occupation temporaire et révocable ne conférant à l'occupant aucun droit au maintien dans les lieux et de renouvellement du contrat.

ARTICLE 4 : DEPENSES

- A la charge de l'établissement public foncier

L'établissement public foncier acquitte uniquement la taxe foncière et les impôts normalement à la charge d'un propriétaire non occupant (ces impôts seront pris en compte dans le calcul du prix de revient du bien lors de la cession comme stipulé dans la présente convention) ; la taxe d'habitation est prise en charge par la collectivité, le cas échéant.

- A la charge de l'EPCI

L'EPCI supportera la totalité des charges et cotisations générales ou spéciales, ordinaires ou extraordinaires, afférentes aux biens dont la gestion et la garde sont transférés, susceptibles d'être dues (dont les charges de copropriété).

Fait à

Le

En deux exemplaires originaux.

L'établissement public foncier d'Occitanie	La communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées
La directrice générale,	Le président,
Sophie Lafenêtre	Gérard Trémège

Conseil Communautaire du mercredi 27 novembre 2019

Délibération n° 3

**Convention opérationnelle entre la Communauté d'Agglomération
Tarbes-Lourdes-Pyrénées et l'EPF Occitanie sur les friches Parc de
l'Adour à Séméac.**

Date de la convocation : le 14 novembre 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
Mme Josette BOURDEU
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. Jacques LAHOILLE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
Mme Christiane ARAGNOU
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Emmanuel DUBIE
M. Jacques GARROT
M. Christian LABORDE
Mme Evelyne LABORDE
Mme Yvette LACAZE
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE

M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Christian AMARE
Mme Elisabeth ARHEIX
Mme Marie-Paule BARON
M. Philippe BAUBAY
M. Michel BONZOM
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Alain GARROT
M. Romain GIRAL
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Bernard LACOSTE
M. Charles LACRAMPE
M. Francis LAFON PUYO
M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS

Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA
Mme Chantal MORERA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
M. Michel RICAUD
Mme Céline ROULET

M. Michel SAJOUX
M. Roger SEMMARTIN
M. Jacques SEVILLA
M. Robert SUBERCAZES
M. Jean-Marie TAPIE
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

M. Marc GARROCCQ
Mme Michèle PHAM-BARANNE
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Charles HABAS
M. Laurent PENIN
M. Laurent TEIXEIRA
Mme Florence GASSAN
Mme Anne-Marie ARGOUNES donne pouvoir à M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Serge DUCLOS donne pouvoir à M. Marc BEGORRE
Mme Geneviève ISSON donne pouvoir à M. Philippe BAUBAY
M. Alain TALBOT donne pouvoir à M. Claude LESGARDS
Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Lucien BOUZET donne pouvoir à M. Michel BONZOM
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE

Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à M. Francis TOUYA
Mme Marie-Françoise CRANCEE donne pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. Daniel DARRE donne pouvoir à M. Alain LUQUET
Mme Martine FOCHESTO donne pouvoir à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Simone GASQUET donne pouvoir à Mme Evelyne RICART
M. Paul LAFAILLE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Paul SADER donne pouvoir à M. André LABORDE
M. Jean TOUYA donne pouvoir à Mme Ginette CURBET

Absent(s) :

M. Michel AUSINA
M. Michel DUBARRY
M. David LARRAZABAL
M. Philippe SUBERCAZES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Yves CARDEILHAC

M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. VIGNES

Objet : Convention opérationnelle entre la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et l'EPF Occitanie sur les friches Parc de l'Adour à Séméac.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu la LOI n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République répartissant les compétences entre les collectivités notamment en matière de développement économique,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes,

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_03-DE
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

EXPOSE DES MOTIFS :

La Communauté d'agglomération a décidé de mener une politique forte de reconquête des friches industrielles et commerciales. Un diagnostic réalisé en 2017 a permis d'identifier les espaces bâtis stratégiques.

En juin 2019, la CATLP a déposé un dossier de candidature dans le cadre de l'AMI "Reconquête des friches en Occitanie" pour permettre une reconnaissance régionale de ces fonciers bâtis visant à être recyclés. En octobre 2019, la Région Occitanie a validé l'ensemble de la candidature de l'agglomération entraînant de facto l'accompagnement des partenaires institutionnels de l'AMI : EPF Occitanie, AUAT, ARAC, etc.

Trois d'entre elles sont situées dans la ZAC du Parc de l'Adour sur les communes de Séméac et Soues. Néanmoins, seule la friche dite « Pomiès » demeure une propriété privée.

Aujourd'hui, suite à la reconnaissance régionale, l'objectif est de mobiliser l'EPF Occitanie afin de se porter acquéreur du foncier identifié sur le périmètre joint.

Pour ce faire, la CATLP, souhaite, via la convention opérationnelle proposée ce jour au Conseil communautaire, maîtriser le foncier de l'ensemble du secteur.

L'action de l'EPF aura pour finalité la réalisation des acquisitions par voie amiable et, le cas échéant, par délégation du droit de préemption urbain, des biens pour de l'activité économique.

La présente convention opérationnelle vise à définir les engagements et obligations de chacune des parties pour réaliser les acquisitions foncières nécessaires à la réalisation du projet.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

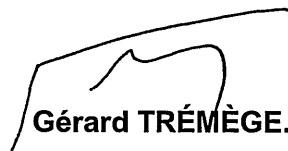
DECIDE

Article 1 : d'approuver le projet de convention opérationnelle tel qu'annexé à la présente délibération,

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_03-DE
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_03-DE
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

Conseil Communautaire du mercredi 27 novembre 2019

Délibération n° 4

**Séparation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (P.L.U.i) du
Pays de Lourdes et de son volet Habitat, valant Programme Local
de l'Habitat (PLH)**

Date de la convocation : le 14 novembre 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
Mme Josette BOURDEU
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. Jacques LAHOILLE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
Mme Christiane ARAGNOU
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Emmanuel DUBIE
M. Jacques GARROT
M. Christian LABORDE
Mme Evelynne LABORDE
Mme Yvette LACAZE
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelynne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE

M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Christian AMARE
Mme Elisabeth ARHEIX
Mme Marie-Paule BARON
M. Philippe BAUBAY
M. Michel BONZOM
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Alain GARROT
M. Romain GIRAL
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Bernard LACOSTE
M. Charles LACRAMPE
M. Francis LAFON PUYO
M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE

M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA
Mme Chantal MORERA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
M. Michel RICAUD
Mme Céline ROULET

M. Michel SAJOUX
M. Roger SEMMARTIN
M. Jacques SEVILLA
M. Robert SUBERCAZES
M. Jean-Marie TAPIE
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

M. Marc GARROCC
Mme Michèle PHAM-BARANNE
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Charles HABAS
M. Laurent PENIN
M. Laurent TEIXEIRA
Mme Florence GASSAN
Mme Anne-Marie ARGOUNES donne
pouvoir à M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Serge DUCLOS donne pouvoir à M.
Marc BEGORRE
Mme Geneviève ISSON donne pouvoir à M.
Philippe BAUBAY
M. Alain TALBOT donne pouvoir à M.
Claude LESGARDS
Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à M.
Jean BURON
M. Lucien BOUZET donne pouvoir à M.
Michel BONZOM
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir
à M. Gérard TREMEGE

Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE
donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE
RODRIGUEZ donne pouvoir à M. Francis
TOUYA
Mme Marie-Françoise CRANCEE donne
pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. Daniel DARRE donne pouvoir à M. Alain
LUQUET
Mme Martine FOCESATO donne pouvoir
à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Simone GASQUET donne pouvoir à
Mme Evelyne RICART
M. Paul LAFAILLE donne pouvoir à Mme
Christiane DURAND
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M.
Jean-François DRON
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir
à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Paul SADER donne pouvoir à M. André
LABORDE
M. Jean TOUYA donne pouvoir à Mme
Ginette CURBET

Absent(s) :

M. Michel AUSINA
M. Michel DUBARRY
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Yves CARDEILHAC

M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. VIGNES

**Objet : Séparation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (P.L.U.i) du Pays de
Lourdes et de son volet Habitat, valant Programme Local de l'Habitat (PLH)**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu le Code de l'Urbanisme,
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation,
Vu la loi de Solidarité et Renouvellement Urbain(SRU) du 13 décembre2000,
Vu la loi Urbanisme et Habitat (UH) du 2 juillet 2003,
Vu la loi portant Engagement National pour l'Environnement dite Grenelle 2 du 12 juillet
2010,

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_04-DE
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

Vu la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové du 24 mars 2014,
Vu la loi Egalité et Citoyenneté du 27 janvier 2017,
Vu la loi portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique du 23 novembre 2018,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,
Vu la délibération n°4 du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Lourdes en date du 15 décembre 2015 prescrivant l'élaboration du PLUiH et précisant les objectifs.

EXPOSE DES MOTIFS :

La CATLP a décidé, en application de l'article L.153-9 du Code de l'Urbanisme, de poursuivre l'élaboration du PLUi du Pays de Lourdes, prescrite par délibération de la CCPL le 15 décembre 2015,

La délibération de prescription du PLUi valant Programme de Local de l'Habitat (PLH) fixait dans les objectifs principaux celui d' *"Elaborer et mettre en œuvre une politique de l'habitat partagée avec une offre de logement diversifiée et de qualité en définissant notamment des objectifs adaptés aux communes"*

Il ressort des articles L.5261-5 du CGCT et L.302-1 I. du code de la Construction et de l'Habitation que la communauté d'agglomération dispose d'une compétence exclusive en matière de PLH et qu'elle doit l'établir pour l'ensemble de ses communes membres.

En application de l'article L 153-6 du Code de l'Urbanisme, modifié par la loi "Egalité et citoyenneté" du 27 janvier 2017, un PLUi en cours d'élaboration au moment de la fusion de plusieurs EPCI, ne pourrait tenir lieu de PLH.

Considérant l'impossibilité d'approuver un PLUi valant PLH s'il n'épouse pas le périmètre entier de la communauté d'agglomération, il est donc nécessaire, pour poursuivre l'élaboration du PLUi du Pays de Lourdes sans la reprendre à l'état initial de prescription, de séparer le PLUi de son volet habitat valant PLH.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : de retirer le volet "habitat" du PLUi du Pays de Lourdes,

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,


Gérard TRÉMÈGE.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_04-DE
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_04-DE
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

Conseil Communautaire du mercredi 27 novembre 2019

Délibération n° 5

Séparation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (P.L.U.i) du Canton d'Ossun et de son volet Habitat, valant Programme Local de l'Habitat (PLH)

Date de la convocation : le 14 novembre 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
Mme Josette BOURDEU
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. Jacques LAHOILLE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
Mme Christiane ARAGNOU
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Emmanuel DUBIE
M. Jacques GARROT
M. Christian LABORDE
Mme Evelyne LABORDE
Mme Yvette LACAZE
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE

M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Christian AMARE
Mme Elisabeth ARHEIX
Mme Marie-Paule BARON
M. Philippe BAUBAY
M. Michel BONZOM
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Alain GARROT
M. Romain GIRAL
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Bernard LACOSTE
M. Charles LACRAMPE
M. Francis LAFON PUYO
M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE

M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA
Mme Chantal MORERA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
M. Michel RICAUD
Mme Céline ROULET

M. Michel SAJOUX
M. Roger SEMMARTIN
M. Jacques SEVILLA
M. Robert SUBERCAZES
M. Jean-Marie TAPIE
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

M. Marc GARROCQ
Mme Michèle PHAM-BARANNE
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Charles HABAS
M. Laurent PENIN
M. Laurent TEIXEIRA
Mme Florence GASSAN
Mme Anne-Marie ARGOUNES donne
pouvoir à M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Serge DUCLOS donne pouvoir à M.
Marc BEGORRE
Mme Geneviève ISSON donne pouvoir à M.
Philippe BAUBAY
M. Alain TALBOT donne pouvoir à M.
Claude LESGARDS
Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à M.
Jean BURON
M. Lucien BOUZET donne pouvoir à M.
Michel BONZOM
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir
à M. Gérard TREMEGE

Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE
donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE
RODRIGUEZ donne pouvoir à M. Francis
TOUYA
Mme Marie-Françoise CRANCEE donne
pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. Daniel DARRE donne pouvoir à M. Alain
LUQUET
Mme Martine FOCHEATO donne pouvoir
à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Simone GASQUET donne pouvoir à
Mme Evelyne RICART
M. Paul LAFAILLE donne pouvoir à Mme
Christiane DURAND
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M.
Jean-François DRON
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir
à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Paul SADER donne pouvoir à M. André
LABORDE
M. Jean TOUYA donne pouvoir à Mme
Ginette CURBET

Absent(s) :

M. Michel AUSINA
M. Michel DUBARRY
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Yves CARDEILHAC

M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. VIGNES

Objet : Séparation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (P.L.U.i) du Canton d'Ossun et de son volet Habitat, valant Programme Local de l'Habitat (PLH)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu le Code de l'Urbanisme,
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation,
Vu la loi de Solidarité et Renouvellement Urbain(SRU) du 13 décembre 2000,
Vu la loi Urbanisme et Habitat (UH) du 2 juillet 2003,

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_05-DE
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

Vu la loi portant Engagement National pour l'Environnement dite Grenelle 2 du 12 juillet 2010,
Vu la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové du 24 mars 2014,
Vu la loi Egalité et Citoyenneté du 27 janvier 2017,
Vu la loi portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique du 23 novembre 2018,
Vu le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) du Grand Pau approuvé le 29 juin 2015,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.
Vu la délibération n°62/2014 conseil communautaire de la Communauté de Communes du Canton d'Ossun en date du 18 décembre 2014 prescrivant l'élaboration du PLUiH et précisant les objectifs,

EXPOSE DES MOTIFS :

La CATLP a décidé, en application de l'article L.153-9 du Code de l'Urbanisme, de poursuivre l'élaboration du PLUi du Canton d'Ossun, prescrite par délibération de la CCCO le 18 décembre 2014,

La délibération de prescription du PLUi valant Programme Local de l'Habitat (PLH) fixait dans les objectifs principaux celui de *"Privilégier une approche globale et concertée des problématiques d'aménagement, d'activité économique, d'habitat et de déplacement, le PLUi valant Programme Local de l'Habitat (PLH)"*

Il ressort des articles L.5261 du CGCT et L.302-1 I. du Code de la Construction et de l'Habitation que la communauté d'agglomération dispose d'une compétence exclusive en matière de PLH et qu'elle doit l'établir pour l'ensemble de ses communes membres.

En application de l'article L 153-6 du Code de l'Urbanisme, modifié par la loi "Egalité et Citoyenneté" du 27 janvier 2017, un PLUi en cours d'élaboration au moment de la fusion de plusieurs EPCI, ne pourrait tenir lieu de PLH.

Considérant l'impossibilité d'approuver le PLUi valant PLH s'il n'épouse pas le périmètre entier de la communauté d'agglomération, il est donc nécessaire, pour poursuivre l'élaboration du PLUi du Canton d'Ossun sans la reprendre à l'état initial de prescription, de séparer le PLUi de son volet habitat valant PLH.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : de retirer le volet "habitat" du PLUi du Canton d'Ossun.

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Bourgs-Centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée

Commune de JUILLAN

Communauté d'Agglomération TARBES-LOURDES-PYRENEES

PETR Cœur de Bigorre

Contrat Cadre

2019 - 2021



Entre,

Le Conseil Régional Occitanie / Pyrénées-Méditerranée représenté par Carole DELGA, sa Présidente,

Le Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées, représenté par Michel PELIEU, son Président,

La Commune de JUILLAN, représentée par Fabrice SAYOUS, Maire

La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, représentée par Gérard TREMEGE son Président

Le PETR de Cœur de Bigorre, représenté par Jacques BRUNE, son Président,

Vu le Code Général des Collectivités Locales,

Vu les délibérations N°CP/2016-DEC/11.20 et N°CP/2017-MAI/11.11 de la Commission Permanente du 16 décembre 2016 et du 19 mai 2017 du Conseil régional Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, relatives à la mise en œuvre de la politique régionale pour le développement et la valorisation des Bourgs-Centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée,

Vu les délibérations N°2017/AP-JUIN/09 et N°CP/2017-DEC/11.21 de l'Assemblée Plénière du Conseil Régional Occitanie / Pyrénées-Méditerranée du 30 juin 2017 et de la Commission Permanente du 15 décembre 2017, relatives à la mise en œuvre de la nouvelle génération des politiques contractuelles territoriales pour la période 2018 / 2021,

Vu la délibération n° CP/2018-DEC/11.11 du Conseil Régional Occitanie/ Pyrénées-Méditerranée du 07 décembre 2018 ayant approuvé le Contrat Territorial Occitanie de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées

Vu la délibération n° XXX de la Commission Permanente du XXXX du Conseil Régional Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, approuvant le Contrat Cadre Bourg-Centre Occitanie / Pyrénées-Méditerranée de la Commune de Juillan,

Vu les délibérations N°2017/AP-JUIN/09 et N°CP/2017-DEC/11.21 de l'Assemblée Plénière du Conseil Régional Occitanie / Pyrénées-Méditerranée du 30 juin 2017 et de la Commission Permanente du 15 décembre 2017, relatives à la mise en œuvre de la nouvelle génération des politiques contractuelles territoriales pour la période 2018 / 2021,

Vu la délibération n° XXX de la Commission Permanente du Conseil Départemental de/du XXXXX en date du XXXX, approuvant le Contrat Cadre Bourg-Centre Occitanie / Pyrénées-Méditerranée de la Commune de Juillan,

Vu la délibération en date du xxx de la Commune de Juillan, approuvant le Contrat Cadre Bourg-Centre Occitanie / Pyrénées-Méditerranée,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées en date du XXXXX, approuvant le Contrat Cadre Bourg-Centre Occitanie / Pyrénées-Méditerranée de la commune de Juillan,

Vu la délibération du Conseil Syndical du PETR Cœur de Bigorre en date du XXXXX,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

La structuration territoriale de la région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée se caractérise par une forte majorité de communes de très petite taille :

- 2 751 des 4 488 communes de notre région comptent moins de 500 habitants, ce qui représente 61 % des communes contre 55 % au niveau national,
- 3 475 communes ont moins de 1 000 habitants (77 % des communes),
- seulement 77 communes ont plus de 10 000 habitants.

2109 communes représentant 1,13 million d'habitants sont situées en zones de massifs (47 % des communes de la région) ; parmi elles, 1612 communes totalisant plus de 800 000 habitants sont situées en zones de montagne.

Selon les Schémas Départementaux de Coopération Intercommunale entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2017, notre région compte désormais 137 Communautés de Communes contre 264 en 2016.

Sur la base de la nomenclature définie par l'INSEE, notre région est constituée de 215 bassins de vie dont 167 bassins de vie ruraux.

Chacun d'eux comprend une « ville-centre » qui assure une fonction de centralité au service de la population de son bassin de vie ainsi que des communes qui peuvent également remplir la fonction de pôle de services de proximité.

En ce qui concerne plus particulièrement les bassins de vie ruraux, ces communes (Villes-centres et Communes/ Pôle de Services) doivent pouvoir offrir des services de qualité pour répondre aux attentes des populations existantes et nouvelles dans les domaines des services aux publics, de l'habitat, de la petite enfance, de la santé, de l'accès aux commerces, des équipements culturels, sportifs, de loisirs...

Par ailleurs, les communes rurales ou péri-urbaines ont besoin d'agir pour l'attractivité de leurs territoires en valorisant leur cadre de vie, le logement, leurs espaces publics, leur patrimoine,...

Pour leur développement économique, elles doivent également être en capacité d'apporter des réponses adaptées aux nouveaux besoins des entreprises : qualité des infrastructures d'accueil, Très Haut Débit,...

De par son rôle de chef de file dans le domaine de l'aménagement du territoire et plus particulièrement dans le cadre de ses politiques contractuelles territoriales, la Région a décidé de renforcer son soutien en faveur des investissements publics locaux en agissant notamment pour renforcer l'attractivité et le développement des « Bourgs Centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée »,

Cette nouvelle politique :

- vise à accompagner les Bourgs-Centres dans l'élaboration et la mise en œuvre pluriannuelle d'un Projet global de valorisation et de développement,
- s'inscrit dans les Contrats de Plan Etat-Région 2015/2020 des ex régions Languedoc Roussillon (*thématique 8.1 « équilibre territorial »*) et Midi Pyrénées (Article 28.2 « *soutenir les fonctions de centralité* »),
- est ciblée :
 - en direction des communes « villes centres » des bassins de vie ruraux tels que définis par l'INSEE,
 - vers les communes « Pôles de services » de plus de 1 500 habitants, qui, par leur offre de services (équipements, commerces,...) remplissent également une fonction de centralité en terme d'offres de services aux populations d'un bassin de vie

- enfin, vers les communes « Pôles de services » de moins de 1 500 habitants qui remplissent aussi un rôle pivot en termes de services dans les territoires de faible densité démographique de notre région (ancien chefs-lieux de canton).

Article 1 : Objet

Le présent contrat Bourg Centre Occitanie / Pyrénées-Méditerranée a pour but d'organiser la mise en œuvre du partenariat entre la Région, le Département des Hautes-Pyrénées, la Commune de JUILLAN, la Communauté d'Agglomération de TARBES-LOURDES-PYRENEES et le PETR Cœur de Bigorre en y associant les services de l'Etat, le CAUE et les Chambres consulaires.

Il a également pour objectifs d'agir sur les fonctions de centralité et l'attractivité de la Commune de Juillan vis-à-vis de son bassin de vie, dans les domaines suivants :

- la structuration d'une offre de services diversifiée et de qualité ;
- le développement de l'économie et de l'emploi ;
- la qualification du cadre de vie –qualification des espaces publics et de l'habitat ;
- la valorisation des spécificités locales –patrimoine naturel /architectural /culturel, ...

L'ensemble s'inscrit dans une démarche transversale de transition écologique et énergétique.

Article 2 : Contexte et enjeux

Présentation de la commune de Juillan

La commune de Juillan est une petite ville, située dans le département des Hautes-Pyrénées et la région Occitanie /Pyrénées-Méditerranée. La commune de Juillan fait partie de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées (CA TLP).

Elle s'étend sur 8,2 km² et compte 4 139 habitants (*Recensement INSEE 2015*). Sa densité de population est de 514 habitants par km².

Son territoire jouxte les communes de Tarbes, Odos, Louey, Azereix et Ibos.

La commune est située dans l'aire urbaine de Tarbes, à six kilomètres au sud-ouest de Tarbes.

Elle appartient au bassin de vie de Tarbes. Elle est la commune la plus peuplée du canton d'Ossun et occupe une fonction de centralité sur ce territoire.

Commune du piémont pyrénéen, Juillan s'étend sur une plaine alluviale drainée par la Rivière « l'Echez » et le Ruisseau de la « Geüne ». Elle est bordée au sud par les premières collines sous-pyrénéennes. Juillan est située à 325 mètres d'altitude en moyenne. Le relief est assez plat avec toutefois la subsistance d'îlots calcaires qui ont résisté à l'érosion. En effet, deux buttes se distinguent dans le paysage : une au sud-ouest de la commune au lieu-dit Turon (379 m d'altitude) et l'autre au sud-est au lieu-dit Bellevue (437 m d'altitude).

La moitié de la surface de la commune est consacrée aux terres agricoles (*Données RGA 2010*).

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_06-AU
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

Juillan est située sur l'axe Tarbes-Lourdes, au cœur de l'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, entre les deux villes majeures de ce territoire (Tarbes et Lourdes).

La CATLP a été créée le 1er janvier 2017 par fusion de la Communauté d'agglomération du Grand Tarbes, des communautés de communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère et de Gespe-Adour-Alaric. Elle compte 86 communes pour une population globale de 126 811 habitants et représente un territoire de 614 km², avec 59 km² de tissu urbain, 310 km² de terres agricoles, 180 km² de forêts et 65 km² d'espaces naturels.

Carte de situation de la commune au sein de la CA TLP



Une structuration urbaine morcelée.

La commune de Juillan est située entre Tarbes (6km) et Lourdes (15km). Son territoire est structuré entre deux grands axes routiers: la route de Lourdes (D921A) et RN21 (2x2 voies reliant l'A64 à Lourdes et aux vallées des gaves).

La proximité immédiate de Tarbes (qui compte plus de 40 000 habitants) ainsi que la bonne desserte de la commune (à proximité de l'aéroport, de la A64 et de la RN21) ont contribué au développement de Juillan et lui confèrent une certaine attractivité.

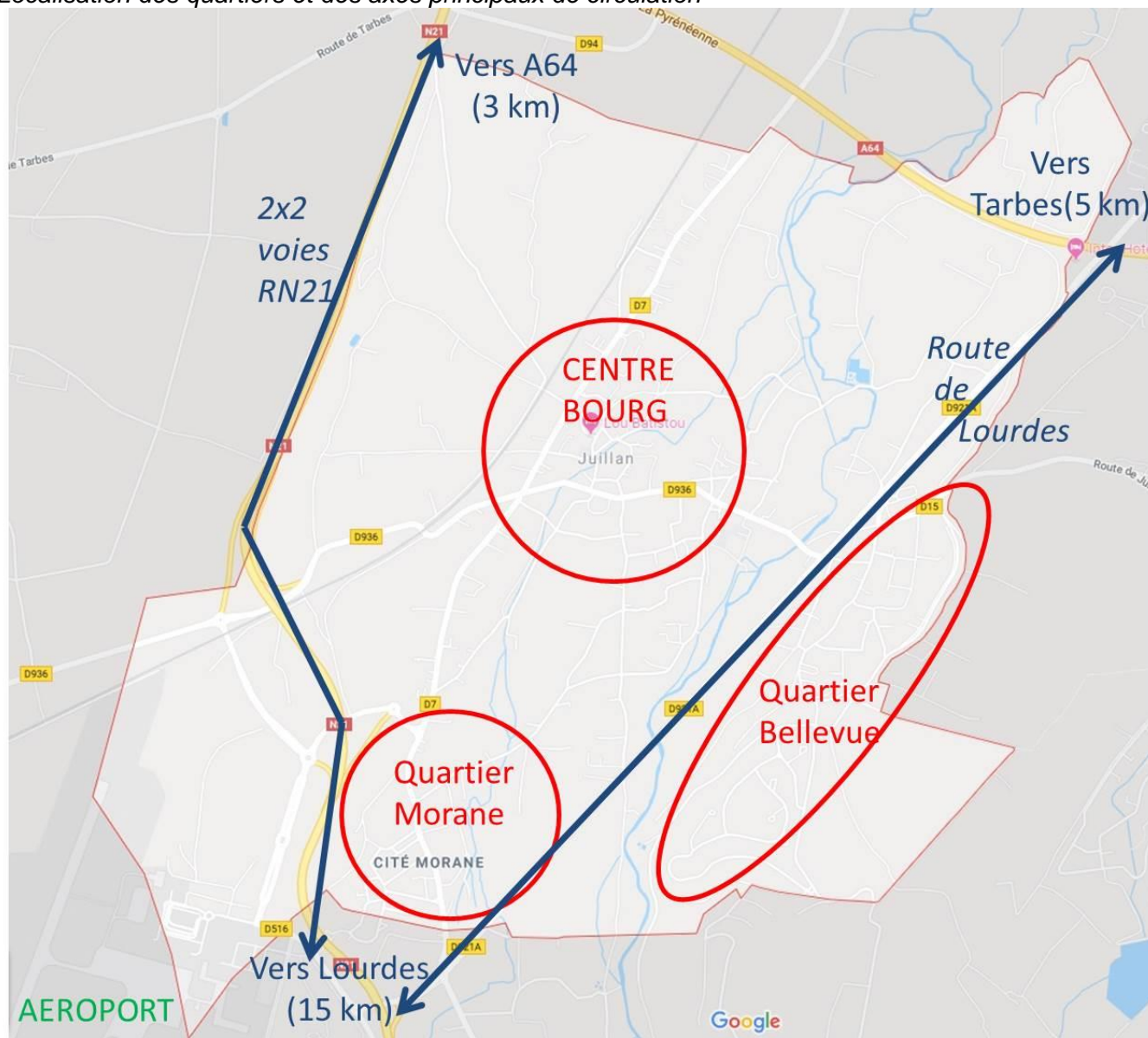
Le bourg est lui morcelé en 3 quartiers :

- le centre-bourg historique, qui accueille notamment la mairie, l'église et quelques commerces

- le quartier Morane situé à proximité de la zone aéroportuaire [zone industrielle (Daher) et zone tertiaire (Pyrène Aéroport)]. Historiquement, les salariés travaillant sur la zone aéroportuaire ont construit dans ce quartier qui est relié par liaison douce à la zone aéroportuaire (passerelle)
- le quartier Bellevue, quartier résidentiel situé sur la colline de l'autre côté de la route de Lourdes, accolée au territoire de la commune de Louey

Il est à noter que la Route de Lourdes fractionne le territoire, le quartier de Bellevue restant isolé par rapport au centre bourg.

Localisation des quartiers et des axes principaux de circulation



Une démographie en forte et constante croissance

Evolution démographique

Juillan a connu une nette hausse (+9.8%) de sa population depuis 2004.

Nous notons une croissance démographique annuelle de l'ordre de 1,62% ce qui est remarquable au vu de la stabilité de l'ensemble de l'aire urbaine. Cette croissance démographique valide le scénario d'une attractivité accentuée par la position centrale de la commune de Juillan au cœur de l'EPCI Tarbes Lourdes Pyrénées. Nous pouvons déjà anticiper une accélération de cette croissance démographique par plusieurs facteurs :

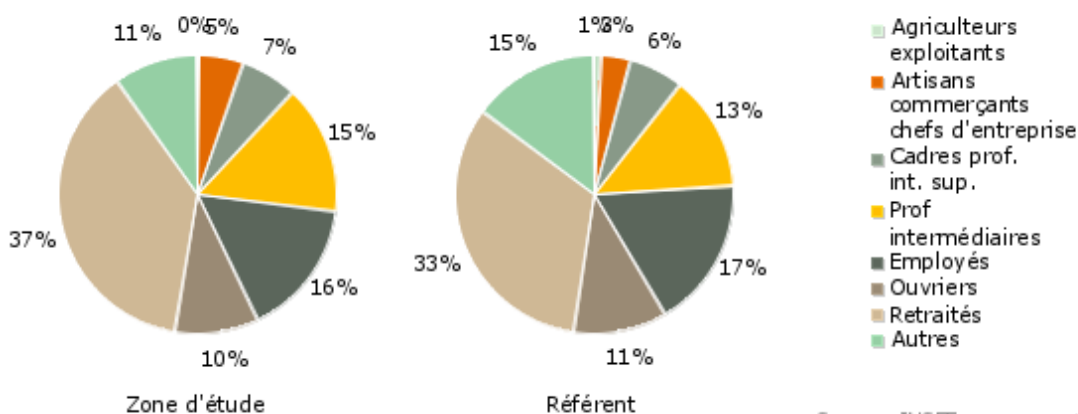
- Juillan accueille le siège de la nouvelle communauté d'agglomération ;

- le projet de territoire de l'EPCI voté très récemment confirme la volonté de concentrer les activités industrielles et les équipements structurants (Projet Universciel) à proximité de la zone aéroportuaire dont la commune de Juillan partage le foncier ;
- le projet de réalisation du futur centre hospitalier intercommunal sur la commune de Lanne, à proximité de Juillan, avec un investissement de près de 200M€ prévu à moyen terme.

Composition de la population

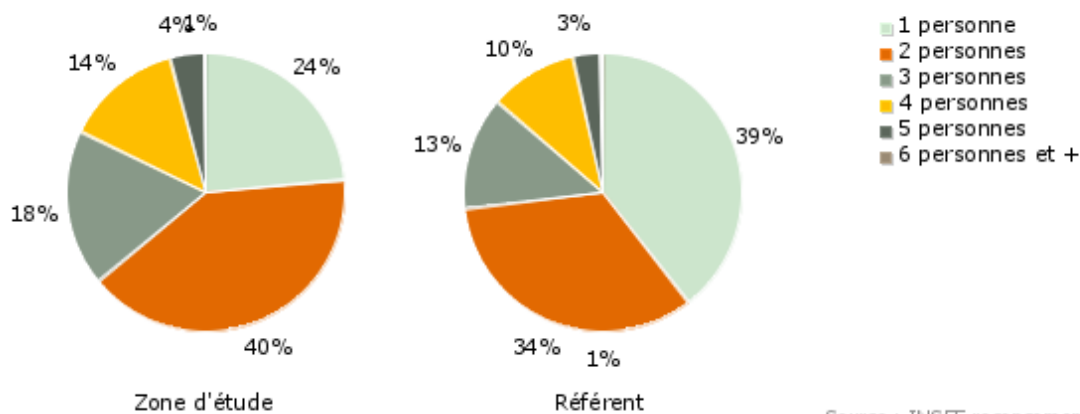
La population compte une forte proportion de retraités (37% de la population). Cette part y est plus importante que sur l'aire urbaine de Tarbes (33%).

Répartition de la population selon la catégorie socioprofessionnelle en 2015 (en %)



Il est à noter la part importante de familles avec enfants (36% de ménages comportent 3 personnes ou plus, contre 26% sur l'aire urbaine de Tarbes).

Répartition des ménages selon la taille en 2015 (en %)



Zone d'étude : JUILLAN

Zone de référence : Aire Urbaine de Tarbes

Un tissu économique dynamique au fort potentiel

La commune de Juillan a l'atout d'être située à proximité immédiate de l'**aéroport Tarbes-Lourdes-Pyrénées** (3^{ème} aéroport régional), ce qui en favorise le dynamisme économique.

Cette zone aéroportuaire porte une **OZE (Occitanie Zones Economiques)** incluant les **zones d'activités Pyrénia et Pyrène Aérople**. Celle-ci accueille principalement des activités du secteur aéronautique, dans un environnement au cœur du pôle d'excellence Aérospace-Valley.

Cette zone est située aux frontières des communes de Juillan, Louey, Lanne, Ossun et Azereix.

Pour ce qui est de Juillan, le sud-ouest de la commune porte :

- la **Zone tertiaire Pyrène Aéroport**, qui héberge le siège de la CA TLP ainsi que les entreprises Daher, Acticall, ISIA, Aéroport TLP, Oshino, Abelliom
- le **Pôle artisanal de l'Echez**, qui héberge les entreprises Suez, LIE, Sanguinet

Cartographie de la zone d'activités



Ce pôle est un bassin d'emploi important pour la commune, mais également pour tout le bassin de vie tarbais.

Les emplois sur la zone se répartissent comme suit :

- Zone Pyrène Aéro-pôle/ Pyrenia : 3 149 salariés
Pyrenia : 1 entreprise (TARMAC) / 180 emplois
Pyrène Aéro-pôle Tertiaire : 32 entreprises / 2 522 emplois
Pyrène Aéro-pôle Industrie : 13 entreprises / 447 emplois
- Pôle artisanal de l'Echez : 4 entreprises/ 43 emplois

L'**offre commerciale** de la commune est organisée en deux zones :

- la zone commerciale située sur axe de la route de Lourdes
- le commerce de centre bourg en restructuration

Les activités commerciales sont aujourd'hui concentrées à l'est de la commune le long de la route de Lourdes (route nationale 117). Ce secteur héberge de nombreux commerces : supermarché (avec DAB), restaurants, boulangerie, traiteur, garages automobiles, commerces divers.

De ce fait, le déséquilibre commercial et de services s'est accentué ces dernières années au détriment du commerce du cœur de bourg qui n'assure plus ses fonctions urbaines alors que la commune compte

4300 habitants. L'offre commerciale est aujourd'hui réduite dans le centre-bourg qui comporte un bureau de tabac, une pharmacie, une auto-école, un salon de coiffure. Un DAB est présent à La Poste.

Une dispersion de ces commerces peut être identifiée avec un manque d'espace d'animation et de regroupement. (pas de pôle commercial ni de marché de plein vent).

L'**économie touristique** est peu développée sur la commune de Juillan, située à proximité du Parc National des Pyrénées et des 4 Grands Sites touristiques de Lourdes, du Pic du Midi, du Pont d'Espagne et Gavarnie (inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO). Cependant, le projet « Universciel » (espace destiné au grand public et aux professionnels, industriels, chercheurs, universitaire, s'appuyant sur la réalité virtuelle, l'intelligence artificielle et la robotique pour proposer des expériences immersives et collaboratives, ludiques et professionnelles), porté par la CA TLP et dont l'implantation est prévue sur la commune de Juillan, à proximité de la RN21 et de la zone Pyrène Aéropôle, pourrait représenter un point d'attractivité touristique important (fréquentation attendue de 90 000 à 110 000 visiteurs annuels sur les 5 premières années).

Par ailleurs, la mise en tourisme prévue dans le cadre de l'aménagement d'une vélo-route, qui traversera le centre bourg de Juillan pour le relier à Tarbes, sera un atout complémentaire pour favoriser le développement touristique du secteur. En effet, la véloroute V 81 est un itinéraire cyclable de piémont qui va permettre de relier l'Atlantique à la Méditerranée. Le passage de cet itinéraire dans Juillan va permettre de développer une offre vélo loisirs locale, en ciblant une nouvelle clientèle des cyclistes itinérants et des touristes à vélo.

L'**économie agricole** de la commune subit une relative déprise. La pression foncière sur les terres agricoles est importante sur cette zone périurbaine.

Juillan comptait 25 exploitations agricoles en 2010 (contre 43 en 2000), représentant 12 unités de travail annuel. Les exploitations agricoles ont tendance à s'agrandir. La diminution de la Surface Agricole Utilisée est relativement faible : la commune compte 402 hectares de SAU en 2010 (contre 480 en 2000), dont 369 ha de terres labourables et 4ha de cultures permanentes et 28 ha de superficie toujours en herbe.

A la différence des communes environnantes et de la majorité des communes de la moitié nord du département des Hautes-Pyrénées, plutôt orientées vers la production de céréales et d'oléoprotéagineux, l'orientation technico-économique majoritaire de la commune de Juillan est la polyculture et le polyélevage.

(Données Recensement Général Agricole 2010)

Un habitat marqué par une logique d'accession à la propriété récente

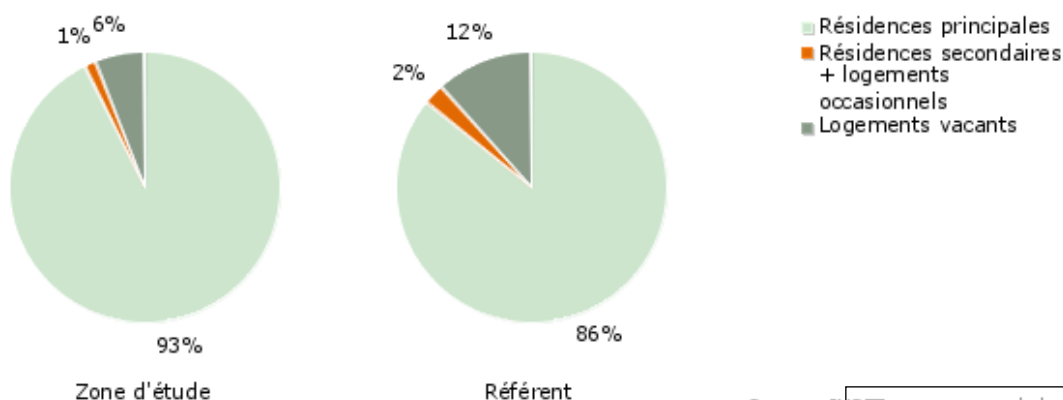
L'habitat de la commune de Juillan est caractérisé par une majorité de résidences principales en propriété. L'offre en logements locatifs est peu développée.

L'habitat est récent : une grande majorité des logements (69%) ont été construits entre 2000 et 2009.

Cela induit un risque de vieillissement de la population d'ici 15 ans, si la commune maintient une logique d'accession à la propriété.

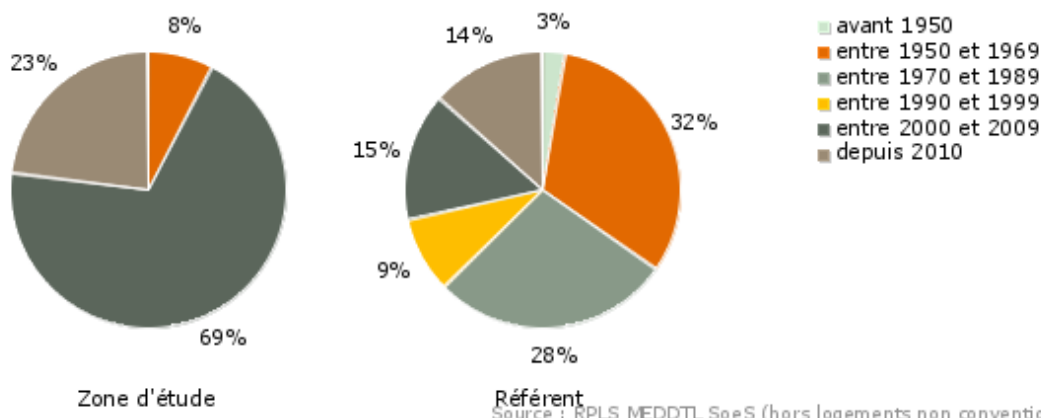
La vacance est faible sur la commune en comparaison avec l'aire urbaine de Tarbes, mais il peut être constaté une tendance à l'augmentation du nombre de logements vacants.

Répartition des logements selon le mode d'occupation en 2015 (en %)



Source : INSEE, recensement de la population 2015
Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_06-AU
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

Répartition des logements selon la période de construction en 2018 (en %)



Zone d'étude : JUILLAN

Zone de référence : Aire Urbaine de Tarbes

Initiée en avril 2014 par 3 communautés de communes de l'agglomération Tarbaise représentant 32 communes, dont la commune de Juillan, une **Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)** s'est clôturée en avril 2019 sous la conduite de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées. Dans le cadre de cette OPAH Gabas Adour Echez (GAZ), 280 dossiers ont été déposés depuis 2014, dont 35 pour la seule commune de Juillan. L'OPAH GAZ se poursuit jusqu'en octobre 2019 et laissera la place à une nouvelle OPAH qui couvrira l'ensemble du territoire de l'agglomération, hors les communes de Tarbes et Lourdes (couvertes par des OPAH-RU).

Celle-ci sera dédiée aux priorités de l'ANAH : efficacité énergétique, lutte contre l'habitat indigne, adaptation au vieillissement et à la perte d'autonomie. L'objectif sera également de développer l'offre locative à travers l'accompagnement des propriétaires-bailleurs.

Le Conseil Communautaire de la CA TLP a validé la mise en œuvre de cette nouvelle OPAH le 16 mai 2019. L'étude pré-opérationnelle, en cours de réalisation, permettra de définir la stratégie d'intervention, les objectifs et les enjeux spécifiques par commune.

L'un des objectifs pour la commune de Juillan sera d'accompagner les propriétaires de locaux vacants pour la création de logements locatifs.

La CA TLP poursuit son soutien en faveur de l'amélioration de l'habitat et envisage d'accorder des aides financières sous forme de primes et de subventions dans la limite de l'enveloppe budgétaire annuelle :

- une prime forfaitaire « sortie de vacance » ;
- une subvention pour l'habitat dégradé : cette subvention est destinée à favoriser des travaux d'amélioration pour réhabiliter un logement ou un immeuble dégradé ;
- une subvention Lutte contre l'Habitat Indigne/très dégradé : cette subvention est destinée à favoriser des travaux conséquents pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé (situation de péril, d'insalubrité ou de forte dégradation).

Le **parc du logement social** est composé d'une forte part de grands logements (46% de 4 pièces et plus).

Une offre de services riche en constante adaptation

• Santé

La commune a créé en 2018 un pôle santé regroupant 3 cabinets de médecins, deux cabinets d'infirmières, un ostéopathe, un kinésithérapeute, un podologue.

Sur l'ensemble de la commune, nous pouvons recenser :

- Quatre cabinets de kinésithérapie
- Quatre cabinets d'infirmiers
- Trois cabinets de dentistes
- Un pédiatre
- Un podologue

- Un réflexologue
- Un sophrologue
- Un service d'ambulances
- Une pharmacie
- Un orthophoniste

• Services à la personne

Juillan dispose d'une école primaire et maternelle publique ainsi que d'une école maternelle privée sous contrat et d'un centre de loisirs.

Pour les plus petits, Juillan adhère au service « relais assistante maternelle » et vient de reprendre la compétence petite enfance depuis le 1^{er} janvier 2018 ; Deux micro-crèches de 10 lits chacune sont gérées par l'ADMR et se situent sur la zone aéroportuaire Pyrénia. Une nouvelle micro-crèche privée gérée par l'association « les petits chaperons rouges », située sur la route de Lourdes, a ouvert en septembre 2019.

La commune possède une résidence pour personnes âgées et un service d'aide à domicile (ADMR).

• Services publics

Juillan est un pôle de services intermédiaire (qualification INSEE). La commune est pressentie pour accueillir la *Maison « France Service »* du Canton d'Ossun. Il est d'ores et déjà envisagé la permanence d'un agent de la trésorerie 1 fois par semaine, et la présence permanente d'un agent communal pour l'assistance informatique aux démarches administratives. Cette MFS serait implantée dans les locaux de l'ancienne mairie en centre-bourg.

• Equipements sportifs et culturels

La dynamique associative est importante sur Juillan, avec 34 associations basées sur la commune (dont 18 associations sportives: football, rugby, basket, VTT, tennis, danse, running etc.). Douze de ces associations utilisent l'espace associatif mutualisé Jouanolou.

La commune est par ailleurs dotée d'équipements sportifs structurants : un stade de football/rugby et un mur d'escalade.

En termes d'équipements culturels, elle dispose de l'Espace Jouanolou qui héberge une salle polyvalente, une salle d'activités récemment réhabilitée, une salle culturelle. Il s'agit d'un espace de vie associative. Cet équipement dispose d'une centaine de places de stationnement aménagées récemment.

• Mobilité

En termes de mobilité, les deux agglomérations de Tarbes Lourdes, situés au Nord et sud du nouvel EPCI, vont accroître les flux pendulaires au sein de cette nouvelle entité avec en corolaire des enjeux majeurs en terme d'aménagement des infrastructures routières et de transport. Le développement de l'offre de transport intercommunale devrait bénéficier à la commune de Juillan favorisant le déplacement des populations vers les deux pôles urbains (nord et sud). En effet, actuellement, Juillan n'est pas desservi par le réseau de bus urbains. Cela évoluera prochainement dans le cadre de la restructuration intercommunale de l'offre de transport à l'échelle de la CA TLP.

Concernant le développement des mobilités douces, la CA TLP lauréate de l'appel à projet de l'ADEME « Vélo et territoires », porte la réalisation d'un schéma directeur des mobilités actives et d'itinéraires cyclables à l'échelle de son territoire. Dans le cadre de ce schéma, des actions de développement d'itinéraires cyclables vont se réaliser notamment sur la commune de Juillan en lien avec la zone d'activités Pyrène Aéroport. Cela permettra ainsi de favoriser les déplacements doux entre le bourg centre et cette zone économique.

La commune de Juillan s'est par ailleurs déjà engagée dans la réalisation d'aménagements de bandes cyclables sur la commune. Ces aménagements cyclables déjà réalisés sont intégrés dans l'itinéraire de la véloroute V81 reliant Tarbes à Juillan et contribueront ainsi au développement des mobilités douces quotidiennes sur le territoire.

Par ailleurs, la carence commerciale en centre bourg a des répercussions en termes d'enjeux de mobilité des personnes. En effet, la commune est amenée à offrir des solutions de mobilités pour aller

au marché de Tarbes ou à l'Intermarché (navettes hebdomadaires, tous les jeudis matin en alternance, bien fréquentée).

Aujourd'hui, aucune liaison douce n'existe entre les différents quartiers du bourg, distants de quelques kilomètres.

Un aménagement de l'espace public sans « pôle central »

Aujourd'hui, plusieurs limites à un aménagement qualitatif de l'espace public peuvent être identifiées :

- les cheminements piétons, vélos, personnes à mobilité réduite (PMR) sont difficiles et dangereux : trottoirs peu praticables et discontinus, vitesses excessives des véhicules ;
- les commerces, aujourd'hui dispersés, manquent de visibilité et de mise en valeur ;
- les espaces publics sont peu attractifs et peu valorisés.

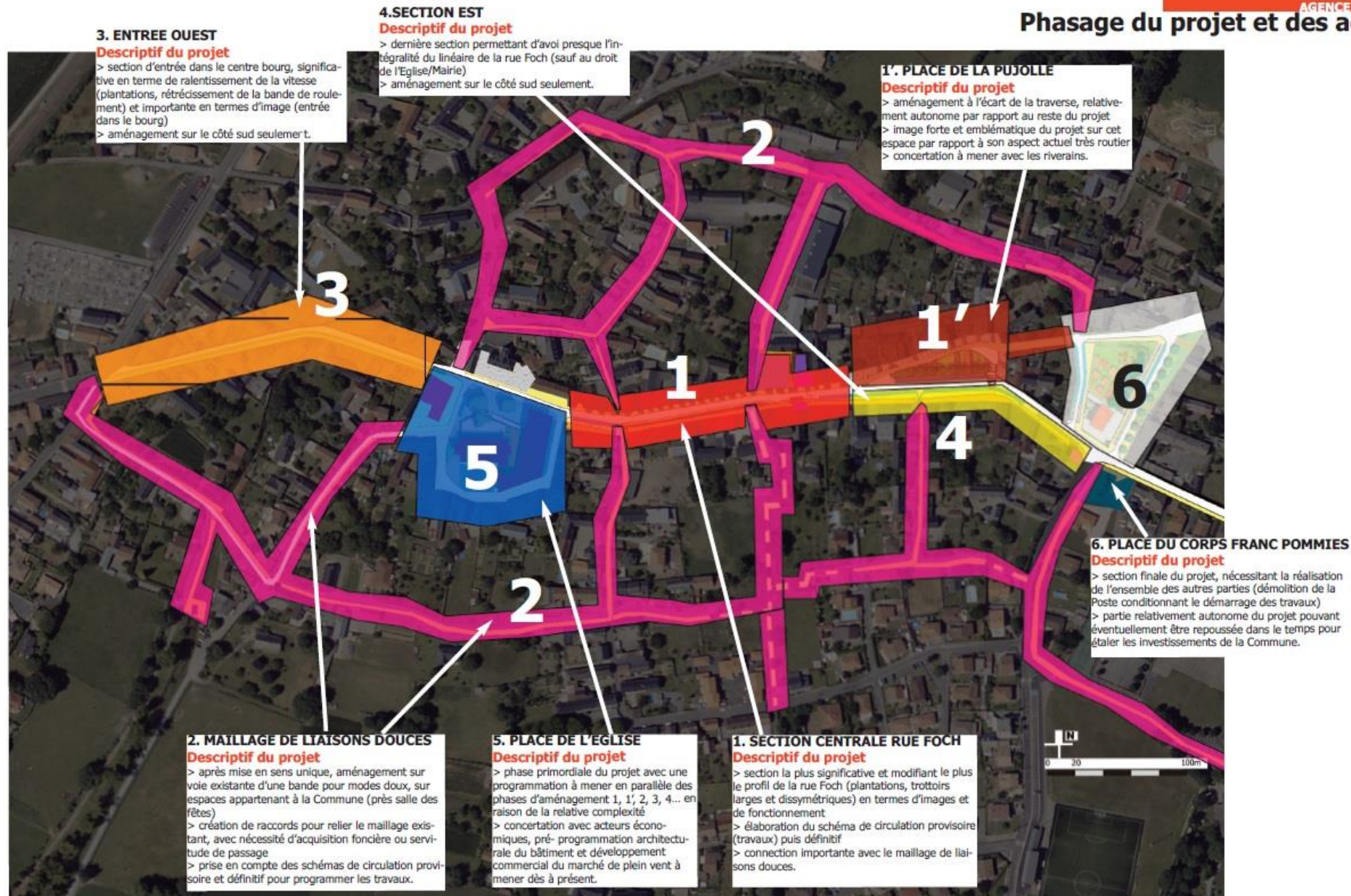
Les caractéristiques de structuration urbaine et de l'aménagement public de la Ville de Juillan ont amené la commune à réaliser en 2015 une étude urbaine et paysagère réalisée (confiée à l'agence Turbines) en 2015. Celle-ci a permis de poser un diagnostic sur le tissu commercial existant, de définir les orientations stratégiques et de proposer un plan d'actions en termes d'aménagements publics du secteur. Elle fixe ainsi le cadre du développement du village à moyen terme (5 à 10 ans) en mettant en relief la nécessité de renforcer la centralité du cœur de village et de créer des interactions entre les quartiers.

Le plan d'actions proposé dans cette étude inclut :

- 1/ *La requalification de l'espace public et dynamisation commerciale du centre du village*
- 2/ *L'élaboration d'un plan de liaison des quartiers (centre bourg, Bellevue, Morane)*

La mise en œuvre du projet global d'aménagement de l'espace public du centre bourg comporte 3 phases fonctionnelles, dont les premières sont d'ores et déjà engagées.

La carte de situation ci-après, issue de l'étude permet de localiser les différentes phases du projet.



Un engagement en faveur de la transition énergétique et écologique

La commune de Juillan est fortement engagée dans la transition énergétique et écologique avec des actions innovantes. Nous noterons la réfection de **l'éclairage public** en partenariat avec le SDE avec la route de Louey équipée d'un éclairage innovant à déclenchement temporisé basé sur une technologie « LED ».

Le projet de requalification urbaine comporte un traitement particulier de la chaussée avec un rétrécissement de la largeur de la voirie et la **restriction de la vitesse** autorisée avec des zones 20 km/h.

La réalisation de **pistes cyclables** sur l'ensemble de la commune est en cours de réalisation. Celles-ci seront intégrées dans le schéma des pistes cyclables qui sera réalisé par la CA TLP dans le cadre de l'appel à projet de l'ADEME « Vélo et territoires ».

Par ailleurs, la commune s'engage en faveur de la **réduction de déchets** : en vue de la mise en place de la taxe incitative, elle a créé un local à ordures fermé ainsi qu'une colonne à verre enterrée.

Enfin, la Communauté d'Agglomération porte un **Plan Climat Air Energie Territorial** dont la feuille de route pour la période 2019-2025 s'articule autour de 6 Orientations :

1. Coordonner la politique de la transition énergétique
2. Réduire les consommations d'énergie dans les bâtiments
3. Permettre à tous de se déplacer en polluant moins
4. Développer durablement nos territoires
5. Développer un modèle agricole et alimentaire respectueux de l'environnement et de notre santé
6. Multiplier par 4 la production d'énergies renouvelables

Outils de planification

Engagée en décembre 2014 par l'ex communauté de communes du Canton d'Ossun, l'élaboration du PLUi du canton d'Ossun, se poursuit aujourd'hui sous la conduite de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées. Le PADDi a été présenté et débattu en Conseil Communautaire du 28 septembre 2017. Il a également été présenté et débattu dans les 17 communes du Canton. Le débat en conseil municipal de Juillan s'est tenu le 15 novembre 2017.

Le travail sur la phase réglementaire du PLUi a débuté en octobre 2017 (comité de pilotage du 9 octobre) et se poursuit actuellement par la finalisation des zonages et du règlement écrit, avec pour objectif un arrêt du projet de PLUi en conseil communautaire de décembre 2019.

La Communauté d'Agglomération a décidé de lancer une étude globale pour l'élaboration d'un PLUi/SCOT valant PLH, plan global de mobilité et RLPI.

Par délibération n° 6 en date du 19 décembre 2018, le Conseil Communautaire a décidé de demander son adhésion à l'Agence d'Urbanisme et d'Aménagement de Toulouse aire métropolitaine (auaT), avec notamment pour objectif de pouvoir établir un partenariat avec cette structure dans le cadre de l'élaboration du futur PLUi-HD de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

La démarche d'élaboration du PLUi-HD pourra alimenter, le cas échéant, une démarche d'élaboration de SCoT. Le séminaire de lancement de la procédure s'est tenu le 18 avril 2019. Le calendrier prévisionnel s'échelonne sur 5 années.

Analyse Atouts-Faiblesses-Opportunités-Menaces (AFOM)

	Atouts	Faiblesses	Opportunités	Menaces	Enjeux
DEMOGRAPHIE	Forte croissance depuis plus de 10 ans	Peu de renouvellement de la population (faible turn-over)	Existence de locaux vacants en centre bourg pouvant être réhabilités en logements locatifs	Forte tendance à l'accession à la propriété Etalement urbain à l'œuvre	Enrayer le vieillissement prévisible de la population en favorisant le renouvellement de la population Favoriser la densification de l'habitat
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	Proximité de la zone aéroportuaire et de la zone d'activités Pyrène Aéroport Proximité des axes routiers : RN21 et A64 Siège de la CA TLP et des principaux services afférents	Faiblesses habituelles relatives à tous les territoires ruraux de France	Développement de la zone Pyrène Aéroport, sous l'impulsion de la CA TLP ainsi que du syndicat mixte Pyrénia (activité MRO...) Installation du projet Universciel	Evolution démographique et affluence touristique non maîtrisée	Accompagner le développement de la Zone Pyrène Aéroport et de la ZAC Pyrenia en développant une offre de services périphérique (Tiers lieu en centre bourg)
OFFRE COMMERCIALE	Commerces existants	Commerces, aujourd'hui dispersés Manque de visibilité et de mise en valeur ; Carence des fonctions urbaines centralisées ; Perte d'attractivité des commerces et activités en centre bourg ; Décentrement des activités commerciales en périphérie.	Regroupement des commerces et création d'un pôle d'animation en centre bourg Positionnement central de la commune sur l'axe nord – sud de l'agglomération	Concurrence des grandes zones commerciales périphériques	Restructurer l'offre commerciale et favoriser l'attractivité du commerce de centre bourg et créer une véritable fonction urbaine au centre-ville Capitaliser sur le positionnement de la commune au centre de l'agglomération et des flux pendulaires correspondants
ESPACES PUBLICS	Engagement politique de la mairie en faveur d'une requalification d'ampleur	Espaces publics peu attractifs et peu valorisés. Emiettement sans valeur d'usage des espaces publics et absence de centralité Aspect routier très marqué	Projet de requalification du centre bourg	Poids financier important pour la taille de la commune	Favoriser l'attractivité de la commune en requalifiant largement les espaces publics du centre bourg et en développant les liaisons entre quartiers

	Atouts	Faiblesses	Opportunités	Menaces	Enjeux
DEPLACEMENTS / MOBILITE	Axes de circulation principaux à proximité : Route de Lourdes, RN21 et A64	Chemins doux dangereux : trottoirs peu praticables et discontinus, vitesses excessives des véhicules ;	Développement d'itinéraires doux en centre bourg et inter-quartiers Restructuration de l'offre intercommunale de transports urbains	Insatisfaction de la population par rapport à l'offre actuelle proposée	Intégrer Juillan dans la nouvelle offre de transports urbains intercommunale Favoriser les déplacements doux et les modes alternatifs à la voiture individuelle (transports en commun, covoiturage, vélo etc.)
URBANISME / HABITAT	Position géographique de Juillan	Manque de logements locatifs et notamment sociaux Étalement urbain	Existence de locaux vacants Attractivité de la commune liée au développement économique et touristique Grands projets structurants prévus à proximité : Universciel, Hôpital de Lanne	Difficulté de satisfaire la demande croissante d'accession à la propriété	Augmenter l'offre en logements locatifs et notamment sociaux pour permettre le renouvellement de la population Faire face à la croissance démographique sans impacter l'équilibre budgétaire de la commune Densifier l'habitat
OFFRE DE SERVICES / EQUIPEMENTS (culture, santé, scolaire, sport, ...)	Présence de nombreux services	Manque de centralité : éloignement des quartiers Morane et Bellevue du centre bourg	Renforcement de la centralité du cœur de ville Développement des liaisons inter-quartiers	Coût de l'entretien et du fonctionnement Nécessité de mise aux normes régulière pour sécuriser les équipements	Développer l'offre de services, pour l'adapter à la croissance démographique et au potentiel accroissement de la fréquentation touristique sur la commune Renforcer l'attractivité du cœur de village

	Atouts	Faiblesses	Opportunités	Menaces	Enjeux
TOURISME	Proximité de Grands Sites Touristiques et situation au cœur de l'Agglo	Peu de points d'attractivité	Implantation du projet Universciel sur la commune Développement du trafic aérien en lien avec le nouveau modèle touristique lourdaïs (carrefour des pèlerinages)	Afflux touristique non maîtrisé	Adapter l'offre de services au potentiel accroissement du tourisme « capitaliser sur cette nouvelle clientèle captive »
AGRICULTURE	Un maintien de l'activité agricole en zone périurbaine Existence de circuits courts Cantine scolaire alimentée en circuits courts	Difficulté de cohabitation entre les agriculteurs (nuisances) et la population urbaine	Une orientation des exploitations vers la polyculture et le polyélevage : potentiel de développement de circuits courts (maraîchage, élevage, apiculture)	Pression foncière Nécessaire adaptation du monde agricole aux nouveaux aménagements en centre bourg (habitudes de circulation)	Favoriser les circuits courts pour soutenir les producteurs et faire évoluer les modes de consommation
TRANSITION ENERGETIQUE ET ECOLOGIQUE	Démarches engagées - Développement des itinéraires doux - éclairage public économe - rénovation énergétique - recyclage des déchets	Manque de moyens	Démarches portées à l'échelle intercommunale : - PCAET - Projet « »Vélo et Territoires » avec le soutien de l'ADEME	Insatisfaction de la population face à la mise en place de mesures impliquant un changement d'habitudes (ex : réduction de l'éclairage)	Répondre localement aux enjeux écologiques globaux Agir pour les générations futures Co construire les solutions de demain avec la population (zéro déchets)

Article 3 : La stratégie de développement et de valorisation

Il s'agit d'anticiper les mutations urbaines à l'œuvre et ancrer résolument la commune de Juillan au sein de la nouvelle dynamique territoriale issue de la création de la Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées

Ainsi, la stratégie de développement de la commune de Juillan visera à répondre aux **nouveaux enjeux de centralité liés à la recomposition du territoire intercommunal**. En effet, la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes- Pyrénées (5ème d'Occitanie) comporte près de 130 000 habitants et trouve son épicentre à Juillan. Cette position équidistante est stratégique dans le cadre de l'aménagement de cette nouvelle conurbation.

Aussi, il conviendra d'affirmer et revendiquer cette nouvelle centralité en anticipant et en capitalisant sur ces nouvelles opportunités

La stratégie de la commune s'inscrit donc plus largement dans le cadre de la recomposition de l'aire urbaine constituée par les deux pôles urbains de Tarbes et de Lourdes.

En effet, la commune de Juillan rayonne sur son environnement immédiat en tant que pôle de services secondaire, et permet à la population des communes environnantes de trouver à proximité une offre commerciale et de services adaptée, réduisant ainsi les déplacements.

En outre, le potentiel accroissement de de l'attractivité du territoire est à anticiper en termes d'apparition de nouveaux besoins.

Les enjeux de renforcement de la centralité du Bourg Centre de Juillan dans ce contexte s'expriment à plusieurs niveaux :

- la nécessité de renforcer et adapter l'équipement commercial et de services ;
- le besoin de fixer la population sur cette commune située au cœur de la nouvelle agglomération et ainsi limiter l'accroissement des déplacements ;
- la nécessité de créer des interactions entre les différents quartiers.

L'objectif recherché par la municipalité est de renforcer la **centralité de Juillan** et **l'attractivité de son centre-bourg**, en créant un **pôle d'animation économique, social et touristique dans l'espace public aménagé**.

La stratégie de la commune se traduit à court termes par la mise en œuvre du plan d'actions issu de l'étude urbaine et paysagère réalisée en 2015.

Il s'agit tout d'abord de **requalifier l'espace public pour renforcer la centralité du cœur de village** par :

- la valorisation des espaces publics du centre village (place de l'Eglise, Place de la Mariguère, Place de la Pujolle, Promenade du Juncassa, Place de la Poste)
- l'amélioration de la signalisation, sécurisation des cheminements et stationnements
- la mise en accessibilité PMR
- la mise en valeur du patrimoine

Il s'agit ensuite de **mettre en lien les trois quartiers (centre bourg, Bellevue, Morane)**, grâce à **l'élaboration d'un plan de liaison** favorisant des modes de déplacement doux respectueux de l'environnement (vélos, piétons). La création de ces continuités ou liaisons douces visera à redynamiser le centre du village, favoriser les modes actifs de déplacements et favoriser la mixité sociale en développant les interactions entre quartiers.

Le projet de requalification du bourg centre vise également à **rééquilibrer l'offre commerciale et de services du cœur de bourg en dynamisant le commerce du centre du village**.

Pour cela, un bâtiment à vocation commerciale sera créé, sur la place de l'église/Mairie, pour regrouper les commerces existants et ainsi créer un pôle d'animation commerciale. Cette nouvelle organisation spatiale des commerces sera un plus pour les commerçants en renforçant l'attractivité commerciale de ce secteur, et s'inscrit en cohérence avec la politique de la commune mise en œuvre au travers de l'OPAH, qui vise à redynamiser le centre bourg pour en limiter la vacance.

La stratégie de développement de la commune devra également **accompagner la croissance démographique** et le potentiel **développement touristique**, la conjoncture devant favoriser **l'attractivité du territoire**, tant au niveau de la population résidente que de la population de passage.

En effet, le développement économique et touristique porté par la CA TLP sur la zone Pyrène Aéroport, ainsi que l'implantation à venir de projets structurants sur la commune ou à proximité (Universciel, Hôpital commune Tarbes-Lourdes) laissent présager l'accentuation des installations sur la commune et l'apparition d'une affluente touristique dans les prochaines années.

De même, l'augmentation du trafic aérien sur la plateforme aéroportuaire Tarbes Lourdes Pyrénées (+17% entre 2015 et 2018) qui devrait s'accentuer du fait du déploiement de la nouvelle offre touristique sur Lourdes avec le concept de « Lourdes carrefour des pèlerinages », constitue également une opportunité et un fait à intégrer dans l'ensemble des décisions prises dans l'aménagement de la commune.

En outre, la commune prévoit l'implantation d'un tiers-lieu en cœur de village, ce qui attirera un nouveau type de population (travailleurs indépendants, télétravailleurs). Cet équipement, associé à une « Maison France Service », doit également permettre d'anticiper les nouveaux besoins émanant notamment des seniors et liés à la dématérialisation croissante des services publics (formalités administratives...). Il y a donc inévitablement un enjeu d'inclusion numérique pour la commune auquel cet équipement devra répondre.

Le projet de requalification du centre bourg devra donc anticiper ces mutations à venir en rééquilibrant l'offre commerciale autour du cœur de bourg, en développant les **activités économiques « résidentielles »** qui vont faire jour avec la croissance démographique.

Par ailleurs, les nouveaux usagers du territoire feront apparaître de **nouveaux besoins** en termes de services. La commune devra veiller à accompagner ce développement en proposant une offre de services adaptée. Le développement de **nouveaux services** pourra être envisagé pour répondre aux nouveaux besoins : services de restauration et d'hébergement touristique.

La croissance démographique à venir appelle également une **politique de l'habitat et du logement ambitieuse et audacieuse** visant notamment à lutter contre l'étalement urbain. Le sujet de la densification de l'habitat est au cœur du projet de requalification du centre bourg. En réaménageant le centre bourg, en localisant des activités de services et commerciales, en favorisant les espaces publics, nous poserons les bases d'un nouveau chapitre de la politique municipale de l'habitat et du logement qui privilégiera la rénovation des friches en cœur de bourg et le développement de l'habitat collectif.

Il s'agira notamment de favoriser et organiser le parcours résidentiel des nouveaux arrivants (de la location vers l'accession à la propriété) par le développement de l'offre de logements locatifs et de logements à caractère social.

Par ailleurs, l'enjeu de **création de logements locatifs** est important pour **enrayer le vieillissement de la population**, prévisible si la commune reste sur une logique d'accession à la propriété.

Le devenir des locaux vacants en centre bourg est un point essentiel, anticipé par la commune pour répondre à cet enjeu. En effet, le transfert des commerces vers la place de l'église va engendrer des locaux vacants sur l'axe central ou à proximité de la rue Foch ; la réaffectation potentielle de ces locaux est à prendre en compte pour la réussite de l'opération mais aussi pour son acceptation. La destination de ces locaux est de la responsabilité des propriétaires privés mais il est souhaitable de les accompagner dans cette démarche s'ils le souhaitent. Les locaux professionnels vacants pourraient être transformés en logements locatifs pour pallier le manque identifié à ce niveau. Dans le cadre de la nouvelle OPAH, il s'agira donc d'inciter les propriétaires à créer des logements locatifs.

En termes de **mobilité**, la commune devra veiller à proposer l'offre de transports la plus complète possible en s'appuyant sur la nouvelle offre de transports urbains intercommunale, qui desservira la commune. En outre, il s'agira de favoriser les déplacements doux et les modes alternatifs à la voiture individuelle (transports en commun, covoiturage, vélo etc.) en développant les aménagements adaptés.

Enfin, la commune de Juillan souhaite poursuivre son engagement en faveur de la **transition énergétique et écologique**. Elle s'appuiera pour cela sur les outils mis en place à l'échelle intercommunale (PCAET notamment).

L'ensemble de cette stratégie de développement, portée par la commune de Juillan, est en lien fort avec la **stratégie de développement économique impulsée par la CA TLP**, qui vise à accroître l'attractivité de la zone aéroportuaire et du territoire.

Le Parc d'activités Pyrène / Pyrénia, situé en partie sur la commune de Juillan, fait l'objet d'une stratégie de développement de la **ZAC Pyrenia** (Zone d'Aménagement Concerté) qui se voit confortée par le récent **Contrat Territoire d'Industrie Lacq-Pau-Tarbes**, signé le 15 juillet 2019, entre la CA TLP, le Pôle Métropolitain du Pays de Béarn, les Communautés de Communes du Pays de Nay et de la Haute Bigorre, l'Etat, les Régions Occitanie et Nouvelle Aquitaine ainsi qu'un ensemble de partenaires publics et privés. Ce contrat porte une ambition forte de développement industriel et économique sur ce territoire élargi.

En outre, une étude urbanistique et paysagère a été lancée par l'agglomération sur cette zone afin de répondre aux enjeux de transition énergétique et pour qualifier en termes d'urbanisme la zone d'activité. Un projet de cheminement doux (cycliste et piéton) sera étudié sur la zone d'activités Pyrène Aéro-Pôle Tertiaire en tenant compte des perspectives d'évolution du site et des enjeux de mobilité durable.

En termes de projets à court et moyens termes, sont notamment prévus l'implantation du projet Universciel et la création d'un espace de co-working sur ce secteur.

Une démarche de coordination des tiers lieux est mise en œuvre par la CA TLP sur son territoire afin de favoriser les complémentarités entre les différents espaces envisagés.

Le projet Universciel est un espace qui a pour ambition d'accueillir autour d'un thème transversal, la réalité virtuelle, à la fois le grand public pour la connaissance du ciel et de l'espace, mais également les professionnels pour le développement d'un savoir-faire industriel lié à l'aéronautique l'aérospatial, et la création d'un espace qui leur sera dédié.

Article 4 : Le Projet de développement et de valorisation

Les enjeux principaux pour la ville de Juillan sont :

- Renforcer la centralité de Juillan au cœur de l'Agglomération
- Favoriser l'attractivité de la commune en requalifiant largement les espaces publics du centre bourg, en développant les liaisons entre quartiers et en favorisant les déplacements doux
- Restructurer l'offre commerciale et favoriser l'attractivité du commerce de centre bourg
- Enrayer le vieillissement prévisible de la population en favorisant le renouvellement de la population via l'augmentation de l'offre en logements locatifs
- Développer l'offre de services et d'équipements, pour l'adapter à la croissance démographique et au potentiel accroissement de la fréquentation touristique sur la commune

L'objectif du Projet de Développement et de valorisation de la commune est donc de renforcer la centralité de Juillan en créant un pôle d'animation économique, social et touristique dans l'espace public aménagé.

Ce projet de développement se décline en **trois axes** :

Axe 1 : Renforcement et développement de l'équipement commercial et de services

Afin de renforcer l'attractivité commerciale du centre bourg et de rééquilibrer l'offre commerciale actuellement concentrée le long de la route départementale D921A, la commune créera un bâtiment à vocation commerciale, place de l'église qui regroupera : la Poste, le Tabac, les salons de coiffure, l'Auto-Ecole, la boulangerie-snack. Est également prévu un local supplémentaire pour pouvoir accueillir un point de vente de produits locaux.

En outre, afin d'animer le centre-ville, il est envisagé d'organiser un marché de plein vent bimensuel. Ce marché pendra tout son sens s'il apporte un plus à l'offre sédentaire. Ainsi, il serait préférable de lui donner une connotation circuit court et qualitative, et de compléter l'offre par des activités peu présentes sur la commune : produits exotiques, poissonnerie, produits alimentaires artisanaux élaborés...

L'offre commerciale devra par ailleurs être adaptée au potentiel développement du tourisme sur la commune dans le cadre de l'implantation d'Universciel (restauration, hébergement).

En termes de services, Juillan renforcera son rôle de centralité sur le canton en accueillant une Maison France Service et un Tiers Lieu. Ces services seront implantés dans le même bâtiment en centre-bourg. La commune s'attachera à compléter l'offre en équipements culturels et sportifs (espace associatif mutualisé, salle de spectacle, stade accessible).

Axe 2 : Création d'interactions entre les différents quartiers de la commune pour créer du lien social et développer les modes de déplacement doux

Afin de créer des interactions entre quartiers et favoriser des modes de déplacement doux, la commune mettra en œuvre un plan de liaison entre ses 3 quartiers. Il s'agira de cheminements piétonniers accessibles au PMR ainsi que de voies cyclables.

La création de ces liaisons douces sera à articuler avec le schéma des itinéraires cyclables qui sera mis en œuvre par la CA TLP, pour assurer les continuités.

La création d'une infrastructure permettant le franchissement de la route de Lourdes entre le centre bourg et le quartier Bellevue sera étudiée.

Par ailleurs, des aménagements seront réalisés pour favoriser l'échange et les rencontres. Plusieurs zones de rencontres seront aménagées dans les différents quartiers et une halle couverte sera construite sur la place du Corps Franc Pommiès et aura vocation à accueillir des animations et manifestations associatives ainsi que des commerces ambulants. Une réflexion sera menée pour compléter l'offre en espace de jeux ou de loisirs.

Axe 3 : Requalification de l'espace public du centre du village.

Afin d'améliorer le cadre de vie et ainsi répondre aux attentes de la population croissante, la commune réalisera d'importants travaux de réaménagement de l'espace public en vue de le requalifier.

Ils concerneront l'axe central du cœur de bourg (rue Foch) et seront réalisés en 3 tranches :

- la 1ère tranche portant sur l'aménagement de l'entrée ouest de la commune jusqu'à la place de la mairie/église et sur la requalification de la place de l'Eglise a été réalisée en 2018 ;
- La 2ème tranche portant sur l'aménagement de la section entre la place de la mairie/église et la place de La Pujolle et sur la requalification place de La Pujolle est réalisée en 2019 ;
- La 3ème tranche portant sur la requalification de la Place du Corps Franc Pommiès (place de la Poste) sera réalisée en 2020.

Les travaux concerneront la reprise de la voirie, la sécurisation des cheminements et leur mise en accessibilité PMR, et la création de stationnements. Ils porteront également sur un ensemble d'aménagements paysagers avec le réaménagement des trois places. Des aménagements seront également prévus pour favoriser les circulations cyclables.

Par ailleurs, une attention particulière sera portée sur la mise en place d'une signalétique renouvelée favorisant la fréquentation du centre-bourg. Celle-ci pourra être complétée dans un second temps par une technologie numérique.

Enfin, une mise en valeur du patrimoine sera envisagée, notamment avec l'engagement dans une démarche d'obtention de la labellisation « architecture contemporaine remarquable » pour le bâtiment Edmond Lay (ancienne mairie). En complément, un projet de valorisation du petit patrimoine bâti pourra être envisagé. Ces valorisations seront mises en lien avec le projet de « Parcours d'Architecture » porté par la CA TLP et visant à valoriser le patrimoine bâti du XXème siècle du territoire.

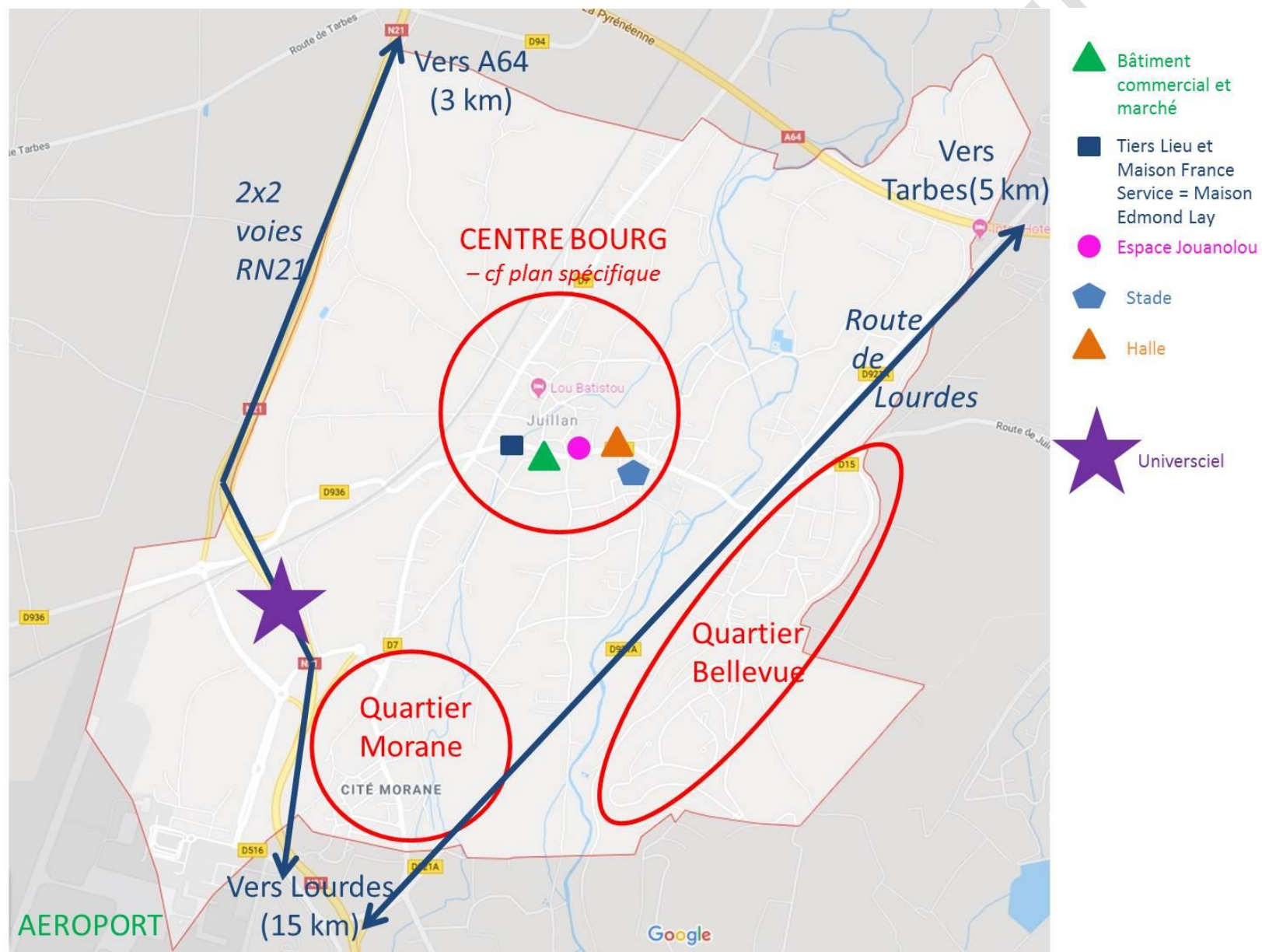
En effet, dans le cadre d'une volonté d'amélioration de la connaissance et de la valorisation du patrimoine bâti moderne et contemporain la Communauté d'Agglomération, a décidé de mettre en scène et en valeur pour tous et pour chacun la diversité et la richesse de l'architecture de son territoire. Ainsi après identification des sites remarquables, des parcours de visites seront créés. Ils seront accessibles grâce à une signalétique et des panneaux de médiation dotés de flash-codes ainsi que l'édition d'un guide de balades urbaines. Ce dispositif de médiation aura pour finalité de mettre en tourisme la richesse de ce territoire et d'offrir au plus grand nombre de visiteurs et habitants du territoire un accès privilégié et de qualité à un patrimoine encore méconnu.

Ce projet de développement et de valorisation se traduit dans le tableau suivant.

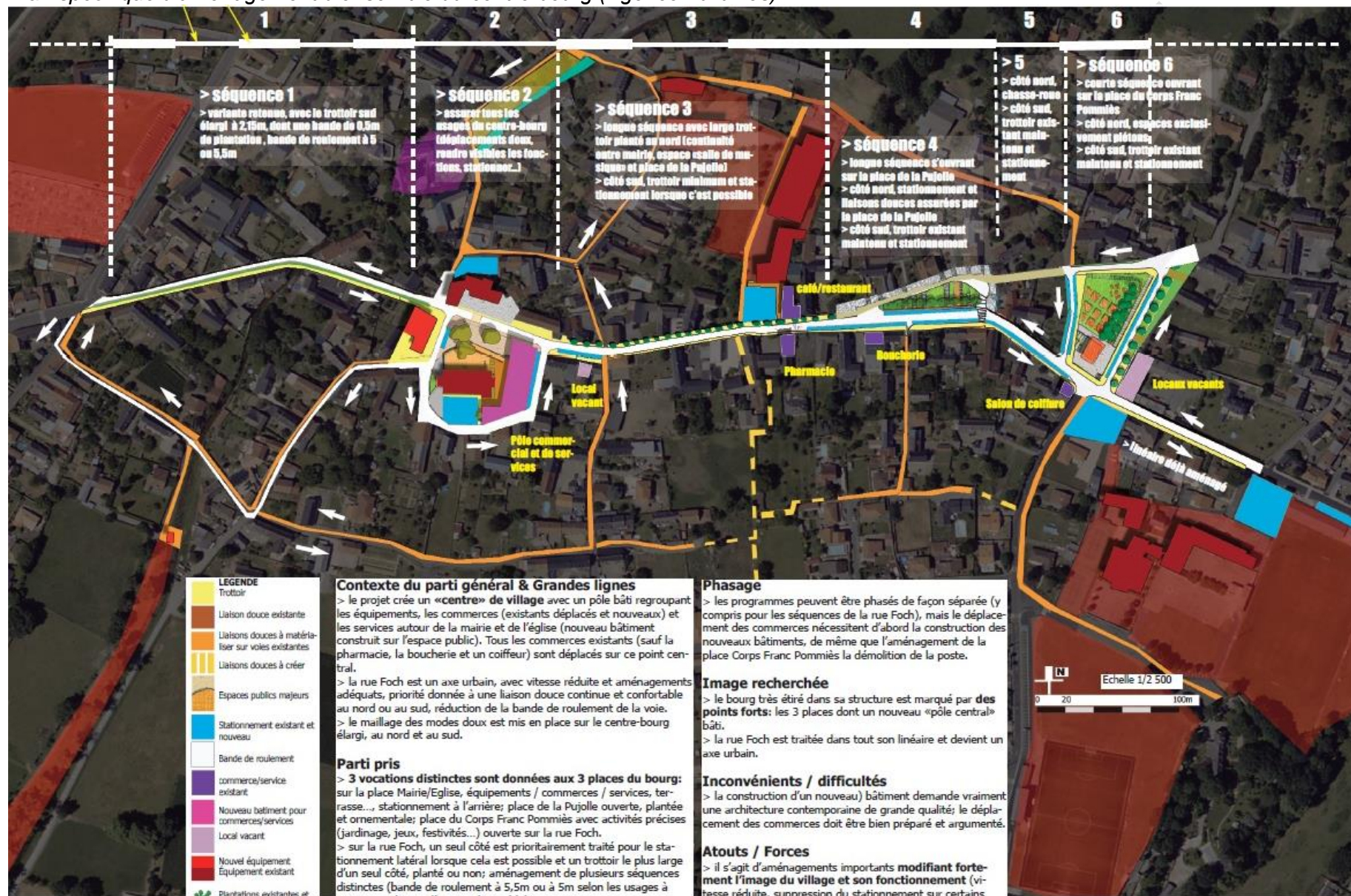
LE PROJET DE DEVELOPPEMENT ET DE VALORISATION DU BOURG CENTRE DE JUILLAN		Court terme	Moyen terme	Long terme
		(2019-2021)		
AXE STRATEGIQUE 1 : Renforcement et développement de l'équipement commercial et de services				
ACTION 1.1 Renforcer l'attractivité commerciale du centre bourg	Projet 1.1.1: Création d'un bâtiment à vocation commerciale			
	Projet 1.1.2 : Mise en place d'un marché de plein vent			
	Réflexion sur le développement de services de restauration en centre-bourg			
ACTION 1.2 Garantir l'accès aux services de base	Projet 1.2.1 : Création d'un service "tiers-lieu"			
	Projet 1.2.2 : Aménagement d'un espace associatif mutualisé			
	Réflexion sur l'implantation d'une Maison "France Service" (en lien avec le tiers lieu)			
	Réflexion sur la création d'une salle de spectacle			
	Réflexion sur la rénovation du stade (création d'une tribune accessible PMR + changement du stabilisé)			
	Poursuite de la démarche d'amélioration énergétique des bâtiments communaux (école maternelle; photovoltaïque)			
AXE STRATEGIQUE 2 : Création d'interactions entre les différents quartiers de la commune pour créer du lien social et développer les modes de déplacement doux				
ACTION 2.1 Créer des liaisons douces entre quartiers	Projet 2.1.1: création de liaisons douces (cheminements piétonniers et voies cyclables) pour relier les quartiers Bellevue et Morane			
	Réflexion sur les continuités cyclables entre le centre bourg et le réseau cyclable de la CA TLP / projet de vélo route			
	Réflexion sur la création d'une passerelle ou passage souterrain reliant le centre bourg à Bellevue			
Action 2.2 Amenager l'espace afin de favoriser le lien social	Projet 2.2.1: création de zones de rencontre			
	Projet 2.2.2 : création d'une halle			
	Réflexion sur l'aménagement de zones de jeu / espaces de loisirs / parcours santé			

AXE STRATEGIQUE 3 : Requalification de l'espace public du centre du village				
ACTION 3.1: Sécuriser et rendre accessibles les circulations en centre bourg	<i>Projet 3.1.1: travaux de requalification du centre bourg - Tranche 1</i>			
	<i>Projet 3.1.2: travaux de requalification du centre bourg - Tranche 2</i>			
	<i>Projet 3.1.2: travaux de requalification du centre bourg - Tranche 3</i>			
ACTION 3.2: Améliorer la signalétique du centre bourg	<i>Projet 3.2.1 : Mise en place d'une signalétique directionnelle et d'information</i>			
	<i>Réflexion sur l'implantation de bornes d'information numériques interactives</i>			
ACTION 3.3: Mettre en valeur le patrimoine	<i>Projet 3.3.1 : Démarche de labellisation "architecture contemporaine remarquable" concernant le bâtiment de l'ancienne mairie créé par l'architecte Edmond LAY en vue de sa valorisation</i>			
	<i>Réflexion sur la valorisation du petit patrimoine bâti (lavoirs, passerelle Edmond Lay)</i>			

SPATIALISATION DU PROJET DE DEVELOPPEMENT ET VALORISATION DU BOURG -CENTRE DE JUILLAN



Plan spécifique d'aménagement d'ensemble du centre bourg (Agence Turbines)



Article 5 : Le Programme Opérationnel pluriannuel 2018/2019 - 2021

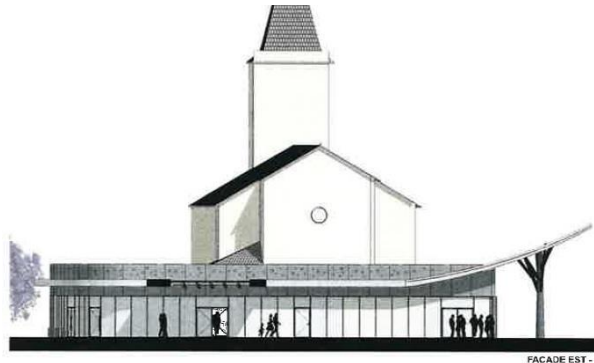
Le Programme Opérationnel Pluriannuel d'Actions présenté ci-après, a vocation à s'inscrire dans le cadre du contrat de développement territorial régional de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

Il se déclinera en programmes annuels qui feront l'objet d'un examen par les instances de concertation et de programmation prévus au titre du contrat de développement territorial régional de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

LE PROJET DE DEVELOPPEMENT ET DE VALORISATION DU BOURG CENTRE DE JUILLAN		Mise en œuvre		
		2018-19	2020	2021
AXE STRATEGIQUE 1 : Renforcement et développement de l'équipement commercial et de services				
ACTION 1.1 Renforcer l'attractivité commerciale du centre bourg	<i>Projet 1.1.1: Création d'un bâtiment à vocation commerciale</i>			
	<i>Projet 1.1.2 : Mise en place d'un marché de plein vent</i>			
ACTION 1.2 Garantir l'accès aux services de base	<i>Projet 1.2.1 : Création d'un service "tiers-lieu"</i>			
	<i>Projet 1.2.2 : Aménagement d'un espace associatif mutualisé</i>			
AXE STRATEGIQUE 2 : Création d'interactions entre les différents quartiers de la commune pour créer du lien social et développer les modes de déplacement doux				
ACTION 2.1 Créer des liaisons douces entre quartiers	<i>Projet 2.1.1: création de liaisons douces (cheminements piétonniers et voies cyclables) pour relier les quartiers Bellevue et Morane</i>			
Action 2.2 Aménager l'espace afin de favoriser le lien social	<i>Projet 2.2.1: création de zones de rencontre</i>			
	<i>Projet 2.2.2 : création d'une halle</i>			

AXE STRATEGIQUE 3 : Requalification de l'espace public du centre du village				
ACTION 3.1: Sécuriser et rendre accessibles les circulations en centre bourg	<i>Projet 3.1.1: travaux de requalification du centre bourg - Tranche 1</i>			
	<i>Projet 3.1.2: travaux de requalification du centre bourg - Tranche 2</i>			
	<i>Projet 3.1.2: travaux de requalification du centre bourg - Tranche 3</i>			
ACTION 3.2: Améliorer la signalétique du centre bourg	<i>Projet 3.2.1 : Mise en place d'une signalétique directionnelle et d'information</i>			
ACTION 3.3: Mettre en valeur le patrimoine	<i>Projet 3.3.1 : Démarche de labellisation "architecture contemporaine remarquable" concernant le bâtiment de l'ancienne mairie créé par l'architecte Edmond LAY en vue de sa valorisation</i>			

Ce programme est détaillé dans les fiches action suivantes. Les projets présentés dans ces fiches sont des projets prévisionnels présentés à titre indicatif ; leur financement par les partenaires cosignataires du présent contrat sera proposé dans le cadre des programmations annuelles des contrats territoriaux et sera conditionné par l'existence de dispositifs appropriés chez l'un ou plusieurs des cosignataires.

Axe 1	Fiche action 1.1
RENFORCEMENT ET DEVELOPPEMENT DE L'EQUIPEMENT COMMERCIAL ET DE SERVICES	RENFORCER L'ATTRACTIVITE COMMERCIALE DU CENTRE BOURG
PRESENTATION DE L'ACTION	
Contexte	
<p>Confrontée à la nécessité de créer des interactions entre les quartiers et d'anticiper les mutations économiques, sociales et environnementales à venir, la commune de Juillan a décidé le lancement d'une opération sur ce qui constitue son véritable cœur de village. Il s'agira prioritairement de recréer des fonctions urbaines au centre bourg (commerciales, sociales, ...) favorisant notamment un rééquilibrage de l'activité (commerciale et services) au profit du cœur de bourg.</p>	
Objectifs stratégiques	
<p>Cette fiche action vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - renforcer la centralité et les fonctions urbaines du centre bourg de Juillan en créant un pôle d'animation économique, social et touristique dans l'espace public aménagé. - fixer la population sur la commune située au cœur de la nouvelle agglomération et ainsi limiter l'accroissement des déplacements. 	
DESCRIPTIF DES PROJETS/OPERATIONS ENVISAGES	
<p>Projet 1.1.1: Création d'un bâtiment à vocation commerciale</p> <p>Descriptif : Cette opération consiste en la construction de 2 bâtiments à vocation commerciale et de services au centre bourg formant une « allée marchande » composée de :</p> <p>Bâtiment 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une boulangerie - une boutique - une auto-école - une toilette publique automatique <p>Bâtiment 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un salon de coiffure - un bureau de tabac - une poste avec un DAB <p>Une concertation avec les commerçants pour savoir qui a pour projet de s'installer dans ce nouveau quartier a été mise en œuvre en amont.</p> <p>Maître d'ouvrage : Commune de Juillan</p> <p>Coût estimatif : 1 097 407 €</p> <p>Calendrier prévisionnel :</p> <p><input type="checkbox"/> 2018</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> 2019</p> <p><input type="checkbox"/> 2020</p> <p><input type="checkbox"/> 2021</p>	
	

Partenaires potentiellement concernés :

Partenariat technique : Etat, commerçants, CA TLP

Partenariat financier : Etat

Projet 1.1.2 : Mise en place d'un marché de plein vent

Descriptif : En sus des projets bâtis et commerces sédentaires, la place de l'église sera animée également par un marché de plein vent (rythme souhaitable 2 fois/mois). Celui-ci devrait être instauré avant les travaux de façon à créer une attraction vers ce lieu et ainsi commencer à lui donner une vocation commerciale.

Ce marché pourrait réunir dans un premier temps des producteurs locaux : maraichage, fruits, des commerçants non sédentaires locaux et la personne déjà présente commercialisant des produits exotiques. Un food-truck proposant des aliments qualitatifs ou apportant une offre différente pourrait compléter l'offre.

Un contact, en partenariat avec la chambre d'agriculture, auprès de producteurs qui souhaitent développer la vente directe pourrait être pris de façon à évaluer la faisabilité de ce projet et d'en fixer le concept. Suite à ces premiers contacts, des appels à participation vers des activités non sédentaires ciblées pourront être lancés.

Maître d'ouvrage : Commune de Juillan

Coût estimatif : à définir (frais salariaux agent d'animation)

Calendrier prévisionnel :

☐ 2018

☐ 2019

☒ 2020

☐ 2021

Partenaires potentiellement concernés :

Partenariat technique : CCI, CMA

Partenariat financier : Etat, Département

ÉVALUATION ET SUIVI DE L'ACTION

Axe 1	Fiche action 1.2
RENFORCEMENT ET DEVELOPPEMENT DE L'EQUIPEMENT COMMERCIAL ET DE SERVICES	GARANTIR L'ACCES AUX SERVICES DE BASE
PRESENTATION DE L'ACTION	
Contexte	
<p>La population de Juillan connaît une croissance constante depuis plus de 10 ans. Cette évolution démographique implique l'apparition de nouveaux besoins en termes de services de base, de vie sociale et de développement économique. La commune est donc confrontée à un enjeu de maintien de son attractivité notamment envers les familles et les jeunes actifs.</p> <p>Il s'agit également d'anticiper les nouveaux besoins émanant notamment des seniors et liés à la dématérialisation croissante des services publics (formalités administratives...). Il y a donc inévitablement un enjeu d'inclusion numérique auquel la commune devra répondre via la mise en place d'un équipement adapté.</p>	
Objectifs stratégiques	
<p>Cette fiche action visera à favoriser le maintien de la population sur la commune en permettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le développement de l'activité économique sur la commune - Le développement d'activités attractives pour les familles 	
DESCRIPTIF DES PROJETS/OPERATIONS ENVISAGES	
<p>Projet 1.2.1 : Création d'un service "tiers-lieu"</p> <p>Descriptif : Dans le cadre du projet d'agglomération et afin de donner les outils nécessaires au développement d'activités économiques sur notre territoire, la CA TLP a lancé une étude de faisabilité à propos des tiers-lieux à l'échelle du territoire. Dans ce cadre, l'implantation d'un tiers-lieu sur la commune de Juillan sera envisagée, en centre-bourg. Celui-ci serait associé à la « <i>Maison France Service</i> », si une implantation est confirmée sur la commune.</p> <p>Ce projet est en lien avec la fiche action 3.3.1 car concerne le même bâtiment.</p> <p>Maître d'ouvrage : Commune de Juillan</p> <p>Coût estimatif :</p> <p>Calendrier prévisionnel :</p> <p><input type="checkbox"/> 2018</p> <p><input type="checkbox"/> 2019</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> 2020</p> <p><input type="checkbox"/> 2021</p> <div style="text-align: center;">  <p>Indépendants, salariés, étudiants, retraités, créez ou développez votre activité dans un lieu convivial et au sein d'un écosystème dynamique</p> </div> <p>Partenaires potentiellement concernés :</p> <p>Partenariat technique : CA TLP, habitants, Initiatives Pyrénées, CD65 (DSD)</p> <p>Partenariat financier : Etat, Région (dispositif Tiers Lieux), Département, CA TLP, LEADER</p>	

Projet 1.2.2 : Aménagement d'un espace associatif mutualisé

Descriptif : L'espace Jouanolou, situé en centre bourg, héberge une salle polyvalente, un mur d'escalade ainsi qu'une salle multiactivités récemment réhabilitée. Il dispose d'une centaine de places de stationnement créées dans le cadre du projet de requalification du centre bourg.

Ce projet concerne la réhabilitation de la Maison BIDAU, qui est intégrée à cet espace, en vue d'y aménager un espace associatif mutualisé proposant notamment des salles de réunion.

Maître d'ouvrage : Commune de Juillan

Coût estimatif : 30 000€ (estimatif)

Calendrier prévisionnel :

☐ 2018

☐ 2019

☒ 2020

☐ 2021



Partenaires potentiellement concernés :

Partenariat technique : Associations

Partenariat financier : Etat, Région (dispositif « espaces associatifs/mutualisés), Département, CA TLP

ÉVALUATION ET SUIVI DE L'ACTION

Axe 2	Fiche action 2.1
CREATION D'INTERACTIONS ENTRE LES DIFFERENTS QUARTIERS DE LA COMMUNE POUR CREER DU LIEN SOCIAL ET DEVELOPPER LES MODES DE DEPLACEMENT DOUX	CREER DES LIAISONS DOUCES ENTRE QUARTIERS
PRESENTATION DE L'ACTION	
Contexte	
<p>La commune de Juillan est morcelée en trois quartiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le centre bourg - Le quartier Morane - Le quartier Bellevue <p>Cette structuration limite les possibilités de déplacements doux et les échanges entre ces quartiers.</p>	
Objectifs stratégiques	
<p>Cette fiche action visera permettre la création d'interactions entre ces quartiers en développant les liaisons douces entre ces trois secteurs, en vue de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - favoriser les modes actifs de déplacements - favoriser la mixité sociale - redynamiser le centre du village <p>Ces liaisons douces seront implantées selon le plan d'aménagement défini dans l'étude urbaine et paysagère réalisée en 2015.</p>	
DESCRIPTIF DES PROJETS/OPERATIONS ENVISAGES	
<p>Projet 2.1.1: Création de liaisons douces (cheminements piétonniers et voies cyclables) pour relier les quartiers Bellevue et Morane</p> <p>Descriptif : Ce projet concerne le développement de liaisons douces entre les différents quartiers (Bellevue, Morane) via la création de continuités piétonnes et cyclables. L'ensemble de ces cheminements seront accessibles aux PMR. Ils concerneront les axes suivants : Rue Foch ; Route de Louey ; Quartier Bellevue ; quartier Morane Concernant les voies cyclables, il s'agit de créer un ensemble d'itinéraires en centre bourg et reliant les trois quartiers de Juillan. Ces voies cyclables seront aménagées sur des voies existantes sur lesquelles la priorité sera donnée aux cyclistes, en cohérence avec le schéma des itinéraires cyclables qui sera élaboré à l'échelle de la CA TLP.</p> <p>Maître d'ouvrage : Commune de Juillan</p> <p>Coût estimatif : 500 000€</p> <p>Calendrier prévisionnel :</p> <p>X <input type="checkbox"/> 2018</p> <p>X <input type="checkbox"/> 2019</p> <p>X <input type="checkbox"/> 2020</p> <p>X <input type="checkbox"/> 2021</p>	

Partenaires potentiellement concernés :

Partenariat technique : CA TLP, CAUE, CD65 (DRt)

Partenariat financier : Etat, Département, Région (dispositif « espaces publics » ou « équipements structurants »), CA TLP, ADEME

ÉVALUATION ET SUIVI DE L'ACTION

document de travail

Axe 2	Fiche action 2.2
CREATION D'INTERACTIONS ENTRE LES DIFFERENTS QUARTIERS DE LA COMMUNE POUR CREER DU LIEN SOCIAL ET DEVELOPPER LES MODES DE DEPLACEMENT DOUX	AMENAGER L'ESPACE AFIN DE FAVORISER LE LIEN SOCIAL
PRESENTATION DE L'ACTION	
Contexte	
L'aménagement de la commune de Juillan, de par sa structuration morcelée et l'historique de l'évolution de chacun de ses quartiers, ne favorise pas les échanges et la mixité sociale. Une carence d'espaces favorisant la rencontre peut être identifiée.	
Objectifs stratégiques	
La commune de Juillan se doit d'offrir un cadre de vie de qualité à ses habitants. C'est un atout fondamental pour le développement local. Ainsi, la valorisation des espaces publics est une nécessité vitale pour l'attractivité de notre commune. Il s'agit de favoriser les rencontres, l'échange, la convivialité, mêlant toutes catégories sociales et intergénérationnelles.	
DESCRIPTIF DES PROJETS/OPERATIONS ENVISAGES	
<p>Projet 2.2.1: Création de zones de rencontre</p> <p>Descriptif : Ce projet vise à créer des zones favorisant la rencontre et l'échange. Pour cela, il visera l'aménagement d'espaces confortables, agréables, et accessibles à tous. Il s'agit d'aménager des espaces adaptés à tous, afin de favoriser la vie de quartier. Ceci implique une attention particulière à la sécurité, en créant des espaces dédiés aux piétons et d'autres aux stationnements de véhicules Ce projet concernera : - l'espace vert de l'ancienne école quartier Morane par l'aménagement de table de pique-nique et barbecue, tout en améliorant l'accès et la sécurité - le Juncassa, afin d'en faire un lieu de promenade, agréable à vivre et facile d'accès, avec des stationnements supplémentaires pour véhicules - poursuivre l'attractivité de l'aire de jeux de Bellevue, en aménageant tables de pique-nique, barbecue et stationnement de véhicules supplémentaires</p> <p>Maître d'ouvrage : Commune de Juillan</p> <p>Coût estimatif : 124 852 €</p> <p>Calendrier prévisionnel : <input checked="" type="checkbox"/> 2018 <input type="checkbox"/> 2019 <input type="checkbox"/> 2020 <input type="checkbox"/> 2021</p> <p>Partenaires potentiellement concernés : Partenariat technique : Partenariat financier : Etat, Région (dispositif « espaces publics »), Département</p>	

Projet 2.2.2 : création d'une halle

Descriptif : Place du Corps Franc Pommiers, est prévue la destruction de l'actuel bâtiment de la Poste (qui sera relocalisée dans le bâtiment commercial place de l'église). La commune prévoit sur ce secteur un ensemble d'aménagements publics majeurs, incluant la création d'une Halle, en vue d'accueillir différentes animations et manifestations associatives ainsi que des commerces ambulants. Des sanitaires publics y seront aménagés. Cette zone marquera l'entrée est du centre bourg et sera matérialisée par un rond point et sécurisée.

Maître d'ouvrage : Commune de Juillan

Coût estimatif : 600 000€ (à définir)

Calendrier prévisionnel :

☐ 2018

☐ 2019

☒ 2020

☐ 2021



Partenaires potentiellement concernés :

Partenariat technique : Associations, CCI, CA TLP

Partenariat financier : Etat, Région (dispositif « espaces publics »/ « équipements structurants »), Département

ÉVALUATION ET SUIVI DE L'ACTION

Axe 3	Fiche action 3.1
REQUALIFICATION DE L'ESPACE PUBLIC DU CENTRE DU VILLAGE	SECURISER ET RENDRE ACCESSIBLES LES CIRCULATIONS EN CENTRE BOURG
PRESENTATION DE L'ACTION	
Contexte	
<p>Confrontée à la nécessité de créer des interactions entre les quartiers, la commune de Juillan a décidé le lancement d'une réflexion générale sur ce qui constitue son véritable cœur de village.</p> <p>Cette opération globale inclut :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'élaboration d'un plan de liaison des quartiers favorisant des modes de déplacement doux respectueux de l'environnement (vélos, piétons) - un projet de requalification de l'espace public et de dynamisation commerciale du centre du village 	
Objectifs stratégiques	
<p>L'objectif recherché est de renforcer la centralité de Juillan en créant un pôle d'animation économique, social et touristique dans l'espace public aménagé.</p> <p>Une étude urbaine et paysagère a été réalisée en 2015 permettant de poser un diagnostic sur le tissu commercial existant et proposer un plan d'actions relatif à la requalification du centre actuel du village.</p> <p>Le projet vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le renforcement de l'attractivité commerciale de ce secteur - L'amélioration de la signalisation, sécurisation des cheminements et stationnements - l'accessibilité PMR et la mise en valeur du patrimoine 	
DESCRIPTIF DES PROJETS/OPERATIONS ENVISAGES	
Projet 3.1.1: travaux de requalification du centre bourg - Tranche 1	
<p>Descriptif : La 1^{ère} tranche de ce projet porte sur l'aménagement de l'entrée ouest de la commune jusqu'à la place de la mairie/église et sur la requalification de la place de l'Eglise.</p>	
<p>Maître d'ouvrage : Commune de Juillan</p> <p>Coût estimatif : 2 000 000€</p> <p>Calendrier prévisionnel :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> 2018</p> <p><input type="checkbox"/> 2019</p> <p><input type="checkbox"/> 2020</p> <p><input type="checkbox"/> 2021</p>	
<p>Partenaires potentiellement concernés :</p> <p>Partenariat technique :</p> <p>Partenariat financier : Etat, Région (dispositif « espaces publics »), Département</p>	

Projet 3.1.2: travaux de requalification du centre bourg - Tranche 2

Descriptif : La 2^{ème} tranche de ce projet porte sur l'aménagement de la section entre la place de la mairie/église et la place de La Pujolle et sur la requalification place de La Pujolle.

Maître d'ouvrage : Commune de Juillan

Coût estimatif : 703 090€

Calendrier prévisionnel :

☐ 2018

☒ 2019

☐ 2020

☐ 2021



Partenaires potentiellement concernés :

Partenariat technique :

Partenariat financier : Etat, Région (dispositif « espaces publics »), Département

Projet 3.1.2: travaux de requalification du centre bourg - Tranche 3

Descriptif :

La 3^{ème} tranche de ce projet porte sur la requalification de la Place du Corps Franc Pommiès (place de la Poste).

Maître d'ouvrage : Commune de Juillan

Coût estimatif : 1 200 000€

Calendrier prévisionnel :

☐ 2018

☐ 2019

☒ 2020

☐ 2021



Partenaires potentiellement concernés :

Partenariat technique : CD65 (DRT)

Partenariat financier : Etat, Région (dispositif « espaces publics »), Département

ÉVALUATION ET SUIVI DE L'ACTION

Axe 3	Fiche action 3.2
REQUALIFICATION DE L'ESPACE PUBLIC DU CENTRE DU VILLAGE	AMELIORER LA SIGNALÉTIQUE DU CENTRE BOURG
PRESENTATION DE L'ACTION	
Contexte	
Le projet de requalification du centre bourg impliquera un renouveau en termes d'aménagements publics et de localisation des services et commerces. Le projet global devra être accompagné d'une signalétique directionnelle et d'information.	
Objectifs stratégiques	
<p>Cette fiche action visera, grâce à la mise en place d'une signalétique directionnelle et d'information sur la commune à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - faciliter les déplacements de la population - favoriser le fonctionnement des commerces locaux - recréer des habitudes de consommation locale 	
DESCRIPTIF DES PROJETS/OPERATIONS ENVISAGES	
<p>Projet 3.2.1 : Mise en place d'une signalétique directionnelle et d'information</p> <p>Descriptif : Ce projet visera à mettre en place une signalétique complète directionnelle et d'information relatives aux commerces et services implantés sur la commune et en centre bourg.</p> <p>Maître d'ouvrage : Commune de Juillan</p> <p>Coût estimatif : 15 000€</p> <p>Calendrier prévisionnel :</p> <p><input type="checkbox"/> 2018</p> <p><input type="checkbox"/> 2019</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> 2020</p> <p><input type="checkbox"/> 2021</p> <p>Partenaires potentiellement concernés : Partenariat technique : CA TLP, CD65 (DRT) Partenariat financier : Etat, Département (sous réserve)</p>	
ÉVALUATION ET SUIVI DE L'ACTION	

Axe 3	Fiche action 3.3
REQUALIFICATION DE L'ESPACE PUBLIC DU CENTRE DU VILLAGE	METTRE EN VALEUR LE PATRIMOINE
PRESENTATION DE L'ACTION	
Contexte	
<p>La commune de Juillan est située en zone périurbaine, au cœur de l'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées. Elle sera concernée par la mise en œuvre de la stratégie de développement touristique et culturelle intercommunale, qui inclura notamment la mise en valeur du patrimoine architectural du XXème siècle.</p> <p>Par ailleurs, la CA TLP porte une démarche de création d'un Parcours d'Architecture pour valoriser le patrimoine bâti du XXème siècle.</p>	
Objectifs stratégiques	
<p>Il s'agira de favoriser la mise en valeur du patrimoine existant sur la commune de Juillan dans le cadre d'une démarche « architecture contemporaine remarquable » et du Parcours d'Architecture de la CA TLP.</p>	
DESCRIPTIF DES PROJETS/OPERATIONS ENVISAGES	
<p>Projet 3.3.1 : Démarche de labellisation "architecture contemporaine remarquable" concernant le bâtiment de l'ancienne mairie créé par l'architecte Edmond LAY en vue de sa valorisation</p> <p>Descriptif : Le bâtiment de l'ancienne mairie de Juillan a été construit par l'architecte Edmond Lay. Le projet visera à mettre en valeur ce bâtiment dans le cadre de la labellisation architecture contemporaine remarquable". Ce bâtiment fera l'objet d'une réhabilitation intérieure afin d'accueillir un tiers lieu et la « <i>Maison France Service</i> ». Il ne sera aucunement modifié dans son aspect extérieur.</p> <p>Maître d'ouvrage : Commune de Juillan</p> <p>Coût estimatif :</p> <p>Calendrier prévisionnel :</p> <p><input type="checkbox"/> 2018</p> <p><input type="checkbox"/> 2019</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> 2020</p> <p><input type="checkbox"/> 2021</p> <p>Partenaires potentiellement concernés :</p> <p>Partenariat technique : DRAC, CAUE, CA TLP, CD65 (Directions Archives et Patrimoine et Culture), Région (Service Patrimoine)</p> <p>Partenariat financier :</p>	
ÉVALUATION ET SUIVI DE L'ACTION	



Article 6 : Articulation et complémentarité du Projet de développement et de valorisation avec la stratégie de développement :

- du territoire communautaire de la CA TLP

La stratégie de développement et de valorisation de la commune de Juillan est pensée en **articulation avec celle de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées**.

Dans le cadre de l'étude globale pour l'élaboration d'un PLUI/SCOT valant PLH, plan global de mobilité et RLPI, une attention très particulière est portée sur les actions de dynamisation des centres Villes, et notamment ceux situés sur l'axe stratégique Tarbes/Lourdes afin que l'ensemble s'inscrive dans la logique d'équilibre territorial.

En termes d'habitat cela doit permettre de créer un meilleur équilibre entre l'habitat urbain notamment de centre-ville et l'habitat périurbain. Dans ce cadre la dynamique enclenchée par la Commune de Juillan entre parfaitement dans les objectifs de densification de l'habitat en secteur périurbain, et ce d'autant plus que les zones d'activités économiques les plus stratégiques de l'agglomération sont à proximité immédiates.

Concernant la mobilité la définition d'un nouveau réseau est prévue à horizon 2020. Il intégrera la nécessité de relier le cœur de Ville objet du projet de la Commune à Tarbes, à Lourdes et aux zones d'activités environnantes. En outre, le plan global de déplacement travaillera sur les logiques de circulation douces.

- du territoire du PETR Cœur de Bigorre

La commune de Juillan est située sur le territoire du PETR Cœur de Bigorre. Son développement s'inscrit dans le cadre des différents outils contractuels mis en place à l'échelle du territoire de projet du PETR :

- un **contrat de ruralité** signé pour la période 2017-2021.

Ce contrat accompagne la mise en œuvre du projet de territoire à l'échelle du bassin de vie concerné. Il est articulé autour de 6 axes :

- Accès aux services et aux soins
- Revitalisation des bourgs centres, renforcement des centralités et soutien aux commerces de proximité
- Attractivité du territoire (économie, numérique, téléphonie mobile, tourisme, etc.)
- Transition Ecologique
- Mobilités
- Cohésion Sociale

- le **programme LEADER 2014-2020** « Plaines et Vallées de Bigorre ».

La priorité ciblée de ce programme est « innover et mutualiser pour un territoire dynamique et attractif ». Il est mis en œuvre à travers 6 fiches action :

- Fiche action n°1 : Soutenir l'économie de proximité et la valorisation des ressources locales
- Fiche-action n°2 : Soutenir des projets innovants et de qualité pour diversifier l'activité touristique et améliorer les conditions d'emploi des saisonniers
- Fiche-action n°3 : développer une offre culturelle riche et diversifiée et valoriser les richesses patrimoniales du territoire
- Fiche-action n°4 : Favoriser la mutualisation des moyens et la mise en réseau pour assurer des services de qualité et accessibles
- Fiche-action n°5 : Coopération
- Fiche-action n°6 : Ingénierie

Article 7 : Axes prioritaires et modalités d'intervention de la Région

La Région mobilisera ses dispositifs d'intervention en faveur de la mise en œuvre du Projet de développement et de valorisation du Bourg Centre de Juillan et ce, notamment dans les domaines suivants :

- développement économique,
- qualification du cadre de vie,

- valorisation des façades,
- habitat (dont éco-chèques),
- équipements de services à la population,
- qualification de l'offre touristique,
- valorisation du patrimoine,
- équipements culturels,
- équipements sportifs,
- mise en accessibilité des bâtiments publics,
- transition énergétique (rénovation énergétique des bâtiments publics, ...)
- projets ne s'inscrivant pas dans les dispositifs sectoriels existants mais présentant une réelle valeur ajoutée pour le Projet de développement et la valorisation du Bourg Centre,
- Etudes rendues indispensables pour approfondir et sécuriser la viabilité technique et économique d'opérations structurantes.

Dans ce cadre, les projets relevant du présent contrat cadre seront examinés dans le respect des dispositifs et taux d'intervention en vigueur à la date du dépôt des dossiers correspondants.

Le programme opérationnel pluriannuel relevant du présent contrat présenté par la Commune de Juillan et la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, a vocation à s'inscrire dans le cadre du Contrat de développement territorial de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées pour la période 2018/2019 - 2021.

Il se déclinera en programmes annuels qui feront l'objet d'un examen par les instances de concertation et de programmation prévus au titre du Contrat de développement territorial de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

Article 8 : Axes prioritaires et modalités d'intervention du Département des Hautes-Pyrénées

Le Conseil Départemental mobilisera, en faveur de la mise en œuvre du projet de développement et de valorisation du bourg-centre de Juillan, ses crédits sectoriels ou ses crédits spécifiquement dédiés aux politiques territoriales. Dans ce cadre, les projets relevant de la présente convention seront examinés dans le respect de ses dispositifs d'intervention en vigueur, des dates de dépôt des dossiers correspondants et dans la limite des engagements inscrits à son budget annuel.

Article 9 : Modalités d'intervention et contributions de la Communauté de Communes / d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées intervient au titre d'un fonds d'aide aux communes de moins de 5 000 habitants pour les travaux d'investissement et d'équipements supérieurs à 5 000 € et prioritairement sur :

- les équipements structurants concourant à la dynamique de vitalisation de la commune y compris équipements numériques et équipements pouvant avoir un caractère supra communal,
- la préservation et la mise en valeur du patrimoine communal,
- la valorisation et la réhabilitation des bâtiments communaux et des cœurs de villages,
- l'aménagement de circulations douces (voies cyclables et piétonnières).

Elle intervient également par l'attribution de fonds de concours aux communes qui sont maîtres d'ouvrage de travaux de mise en accessibilité des points d'arrêt de bus prioritaires, dans la limite d'un plafond correspondant à 50% du coût HT des travaux prévus par le SDA-ADAP.

Dans le cadre du Contrat Territorial Occitanie 2018-2021, la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées intervient en complément des crédits Régionaux pour les projets communaux relatifs aux infrastructures culturelles, touristiques, patrimoniales, sportives et aux projets de reconquête de qualification urbaine.

La Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées s'est engagée en faveur du développement économique, de l'emploi, de l'innovation et de l'attractivité, pour cela elle a mis en place un fonds d'intervention communautaire économique qui se traduit par les dispositifs d'aides suivants :

- Aide à l'immobilier d'entreprises artisanales et industrielles,
- Dispositif de soutien aux commerces de proximité en milieu rural,
- Dispositif de soutien aux commerces de proximité dans les bourg-centre,
- Dispositif de soutien aux commerces de proximité dans les centres villes
- Appel à projet annuel pour le soutien des entreprises de structuration et de transformation de la filière agricole et agro-alimentaire,
- Appel à projet annuel pour le soutien des entreprises de l'économie sociale et solidaire,
- Dispositif d'aides à destination des start-up,
- Soutien à l'évènementiel à rayonnement régional, national et international
- Soutien aux allocations de recherches doctorales

Article 10 : Contributions et modalités d'intervention du PETR Cœur de Bigorre

La commune de Juillan est située sur le territoire du PETR Cœur de Bigorre. Elle bénéficie ainsi des outils contractuels gérés par le PETR (contrat de ruralité et programme LEADER 2014-2020 « Plaines et Vallées de Bigorre »).

Le PETR Cœur de Bigorre mobilisera son ingénierie dédiée à l'animation des politiques contractuelles sur son périmètre pour favoriser l'élaboration du contrat et sa mise en œuvre. Un accompagnement au montage des dossiers sera notamment assuré.

Article 12 : Gouvernance

Un Comité de Pilotage « Bourg-Centre Occitanie / Pyrénées-Méditerranée » est créé. Il est constitué des signataires du présent contrat :

- la Région Occitanie
- la Commune de Juillan
- la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées
- le Département des Hautes-Pyrénées
- le PETR Cœur de Bigorre

Ce Comité de Pilotage associera également les partenaires souhaitant contribuer à la mise en œuvre du Projet de développement et de valorisation de la Commune de Juillan

- les services de l'Etat (Préfecture, DDT)
- CAUE
- Consulaires

L'organisation et le secrétariat permanent de cette instance de concertation sont assurés par la / les communes de Juillan.

Il a pour mission :

- de suivre attentivement l'état d'avancement des actions dont les plans de financement seront présentés dans le cadre des Programmes Opérationnels annuels du contrat de développement territorial régional de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées,
- de mobiliser les compétences requises pour la mise en œuvre du Projet de développement et de valorisation,
- de s'assurer de la bonne appropriation des actions engagées par la population et les acteurs socio-économiques locaux concernés.

Article 13 : Durée

Le présent contrat cadre est conclu pour une première période débutant à la date de sa signature et se terminant au 31 décembre 2021.

Fait à XXXXXXXXXXXX le XXXXXX

**La Présidente du Conseil Régional
Occitanie**

**Le Président du Conseil Départemental des
Hautes-Pyrénées**

Carole DELGA

Michel PELIEU

Le Maire de Juillan

**Le Président de la
Communauté
d'Agglomération Tarbes-
 Lourdes-Pyrénées**

**Le Président du PETR Cœur
de Bigorre**

Fabrice SAYOUS

Gérard TREMEGE

Jacques BRUNE

Conseil Communautaire du mercredi 27 novembre 2019

Délibération n° 6

Contrat bourg-centre de Juillan

Date de la convocation : le 14 novembre 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
Mme Josette BOURDEU
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. Jacques LAHOILLE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
Mme Christiane ARAGNOU
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Emmanuel DUBIE
M. Jacques GARROT
M. Christian LABORDE
Mme Evelyne LABORDE
Mme Yvette LACAZE
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES

M. Bruno VINUALES
M. Jean-Christian AMARE
Mme Elisabeth ARHEIX
Mme Marie-Paule BARON
M. Philippe BAUBAY
M. Michel BONZOM
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Alain GARROT
M. Romain GIRAL
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Bernard LACOSTE
M. Charles LACRAMPE
M. Francis LAFON PUYO
M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA
Mme Chantal MORERA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Yves PIETTE

Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
M. Michel RICAUD
Mme Céline ROULET
M. Michel SAJOUX
M. Roger SEMMARTIN
M. Jacques SEVILLA

M. Robert SUBERCAZES
M. Jean-Marie TAPIE
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

M. Marc GARROCCQ
Mme Michèle PHAM-BARANNE
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Charles HABAS
M. Laurent PENIN
M. Laurent TEIXEIRA
Mme Florence GASSAN
Mme Anne-Marie ARGOUNES donne pouvoir à M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Serge DUCLOS donne pouvoir à M. Marc BEGORRE
Mme Geneviève ISSON donne pouvoir à M. Philippe BAUBAY
M. Alain TALBOT donne pouvoir à M. Claude LESGARDS
Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Lucien BOUZET donne pouvoir à M. Michel BONZOM
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE

Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à M. Francis TOUYA
Mme Marie-Françoise CRANCEE donne pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. Daniel DARRE donne pouvoir à M. Alain LUQUET
Mme Martine FOCHE SATO donne pouvoir à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Simone GASQUET donne pouvoir à Mme Evelyne RICART
M. Paul LAFAILLE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Paul SADER donne pouvoir à M. André LABORDE
M. Jean TOUYA donne pouvoir à Mme Ginette CURBET

Absent(s) :

M. Michel AUSINA
M. Michel DUBARRY
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Yves CARDEILHAC

M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. VIGNES

Objet : Contrat bourg-centre de Juillan

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu la délibération de la Région Occitanie / Pyrénées-méditerranée n° 2017/AP-JUIN/09 de l'Assemblée Plénière du 30 juin 2017 et la délibération N°CP/2017-DEC/11.21 de la Commission Permanente du 15 décembre 2017 approuvant les orientations et les principes des nouvelles politiques contractuelles territoriales pour la période 2018-2021,
Vu la délibération n°3 du Conseil Communautaire du 28 novembre 2018 approuvant le Contrat Territorial Occitanie / Pyrénées Méditerranée 2018-2021,

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_06-DE
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

EXPOSE DES MOTIFS :

La Région a engagé et mis en œuvre une nouvelle génération des Politiques Contractuelles Territoriales pour la période 2018-2021, par la signature de Contrats Territoriaux Occitanie qui ont pour objectifs :

- Agir pour l'attractivité, la cohésion sociale, la croissance durable et l'emploi,
- Favoriser la structuration de territoires de projets,
- Mobiliser l'ensemble des dispositifs et moyens financiers des partenaires dans le cadre d'un contrat unique.

Dans ce cadre, la Région Occitanie a souhaité créer un sous-ensemble de ces contrats territoriaux en mettant en place une politique à caractère transversal à travers des contrats bourg-centre, afin de renforcer son soutien en faveur des investissements publics locaux en agissant notamment pour renforcer l'attractivité et le développement des « Bourgs Centres ».

Les communes concernées doivent répondre aux critères de ville-centre des bassins de vie ruraux ou de pôles de services qui remplissent une fonction de centralité.

La commune de Juillan répondant à ces critères, a déposé un dossier de candidature auprès de la Région Occitanie correspondant au projet de développement et de valorisation de la commune. Celui-ci constitue le socle stratégique et le cadre de référence des actions qui seront proposés dans le cadre de ce contrat.

La stratégie de développement de la commune de Juillan s'articule autour de 3 axes :

- Axe 1 : Renforcement et développement de l'équipement commercial et de services
- Axe 2 : Création d'interactions entre les différents quartiers de la commune pour créer du lien social et développer les modes de déplacement doux
- Axe 3 : Requalification de l'espace public du centre du village.

L'axe de renforcement et développement de l'équipement commercial et de services a pour objectif de renforcer l'attractivité commerciale du centre bourg et de rééquilibrer l'offre commerciale.

L'axe de création d'interactions entre les différents quartiers de la commune pour créer du lien social et développer les modes de déplacement doux a pour objectif la mise en œuvre d'un plan de liaisons entre ses 3 quartiers. Il s'agira de cheminements piétonniers accessibles au PMR ainsi que de voies cyclables.

L'axe consacré à la requalification de l'espace public du centre du village a pour objectif de réaliser d'importants travaux de réaménagement de l'espace public par la reprise de la voirie, la sécurisation des cheminements et leur mise en accessibilité PMR, et la création de stationnements. Ils porteront également sur un ensemble d'aménagements paysagers avec le réaménagement des trois places. Des aménagements seront également prévus pour favoriser les circulations cyclables.

Ce contrat bourg-centre a été présenté et validé par le comité de pilotage du 5 novembre 2019.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'approuver le Contrat Bourg-centre 2019-2021 de la commune de Juillan ci-annexé.

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Conseil Communautaire du mercredi 27 novembre 2019

Délibération n° 10

Contrat Territorial Occitanie 2018-2021 : attribution d'un fonds de concours à la ville de Tarbes pour la réhabilitation des courts de tennis couverts de la plaine de jeux Valmy

Date de la convocation : le 14 novembre 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
Mme Josette BOURDEU
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. Jacques LAHOILLE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
Mme Christiane ARAGNOU
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Emmanuel DUBIE
M. Jacques GARROT
M. Christian LABORDE
Mme Evelynne LABORDE
Mme Yvette LACAZE
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelynne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE

M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Christian AMARE
Mme Elisabeth ARHEIX
Mme Marie-Paule BARON
M. Philippe BAUBAY
M. Michel BONZOM
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Alain GARROT
M. Romain GIRAL
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Bernard LACOSTE
M. Charles LACRAMPE
M. Francis LAFON PUYO
M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE

M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA
Mme Chantal MORERA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
M. Michel RICAUD
Mme Céline ROULET

M. Michel SAJOUX
M. Roger SEMMARTIN
M. Jacques SEVILLA
M. Robert SUBERCAZES
M. Jean-Marie TAPIE
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

M. Marc GARROCC
Mme Michèle PHAM-BARANNE
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Charles HABAS
M. Laurent PENIN
M. Laurent TEIXEIRA
Mme Florence GASSAN
Mme Anne-Marie ARGOUNES donne
pouvoir à M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Serge DUCLOS donne pouvoir à M.
Marc BEGORRE
Mme Geneviève ISSON donne pouvoir à M.
Philippe BAUBAY
M. Alain TALBOT donne pouvoir à M.
Claude LESGARDS
Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à M.
Jean BURON
M. Lucien BOUZET donne pouvoir à M.
Michel BONZOM
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir
à M. Gérard TREMEGE

Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE
donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE
RODRIGUEZ donne pouvoir à M. Francis
TOUYA
Mme Marie-Françoise CRANCEE donne
pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. Daniel DARRE donne pouvoir à M. Alain
LUQUET
Mme Martine FOCESATO donne pouvoir
à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Simone GASQUET donne pouvoir à
Mme Evelyne RICART
M. Paul LAFAILLE donne pouvoir à Mme
Christiane DURAND
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M.
Jean-François DRON
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir
à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Paul SADER donne pouvoir à M. André
LABORDE
M. Jean TOUYA donne pouvoir à Mme
Ginette CURBET

Absent(s) :

M. Michel AUSINA
M. Michel DUBARRY
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Yves CARDEILHAC

M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. VIGNES

Objet : Contrat Territorial Occitanie 2018-2021 : attribution d'un fonds de concours à la ville de Tarbes pour la réhabilitation des courts de tennis couverts de la plaine de jeux Valmy

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,
Vu la délibération n°2-2 du conseil communautaire du 28 juin 2017 approuvant la création d'un fonds d'aide aux communes, d'un fonds de concours Contrat Régional Unique et d'un fonds de concours accessibilité, réseau de bus dans le cadre de l'ADAPT,
Vu la délibération n°3 du conseil communautaire du 28 novembre 2018 approuvant le Contrat Territorial Occitanie / Pyrénées-Méditerranée 2018-2021,
Vu la délibération n° du bureau communautaire du 22 novembre 2019 approuvant la deuxième programmation 2019 du Contrat Territorial Occitanie 2018-2021.

EXPOSE DES MOTIFS :

Le bâtiment des tennis couverts, situé dans l'enceinte de la plaine de jeux Valmy a été construit en 1982 et la surface est de 1 580 m². Il est décomposé en un espace sportif de 1 390 m² comportant deux terrains de tennis couverts, de vestiaires, de sanitaires et de douches et un espace administratif de 190 m².

Le projet consiste à réaliser des travaux de rénovation extérieure et intérieure, d'améliorer les performances énergétiques du bâtiment et agrandir la surface de l'espace administratif pour répondre aux besoins. Le coût de ces travaux s'élève à 805 000 € HT.

Dans le cadre du Contrat Territorial Occitanie 2018-2021, le dispositif d'intervention de la Région Occitanie prévoit pour les équipements structurants relevant d'un domaine de compétence partagée (Culture, Tourisme, Sport) portés par une collectivité qu'ils seront prioritairement soutenus lorsque leur maîtrise d'ouvrage est assurée par un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI). Lorsque la maîtrise d'ouvrage de ces projets est assurée par une commune membre d'une Métropole ou d'une Communauté d'Agglomération ou Urbaine, la participation de la Région est conditionnée à l'apport d'un fonds de concours de l'EPCI d'un montant au moins équivalent à celui de la Région.

Le plan de financement est le suivant :

Région Occitanie	100 000 €
Département des Hautes-Pyrénées	100 000 €
Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées	100 000 €
Comité Départemental de Tennis	100 000 €
Ville de Tarbes	405 000 €
TOTAL :	805 000 €

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'attribuer un fonds de concours de 100 000 € à la ville de Tarbes pour la réhabilitation des tennis couverts de la plaine de jeux Valmy, ~~dans le cadre de la~~

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_10-DE
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

programmation 2019 du Contrat Territorial Occitanie 2018-2021. Cette dépense est inscrite au budget 20120 – imputation 2041412.

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Conseil Communautaire du mercredi 27 novembre 2019

Délibération n° 11

Adhésion 2020 au pôle de compétitivité DERBI

Date de la convocation : le 14 novembre 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
Mme Josette BOURDEU
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. Jacques LAHOILLE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
Mme Christiane ARAGNOU
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Emmanuel DUBIE
M. Jacques GARROT
M. Christian LABORDE
Mme Evelyne LABORDE
Mme Yvette LACAZE
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES

M. Bruno VINUALES
M. Jean-Christian AMARE
Mme Elisabeth ARHEIX
Mme Marie-Paule BARON
M. Philippe BAUBAY
M. Michel BONZOM
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Alain GARROT
M. Romain GIRAL
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Bernard LACOSTE
M. Charles LACRAMPE
M. Francis LAFON PUYO
M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTTOYA
Mme Chantal MORERA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Yves PIETTE

Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
M. Michel RICAUD
Mme Céline ROULET
M. Michel SAJOUX
M. Roger SEMMARTIN
M. Jacques SEVILLA

M. Robert SUBERCAZES
M. Jean-Marie TAPIE
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

M. Marc GARROCCQ
Mme Michèle PHAM-BARANNE
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Charles HABAS
M. Laurent PENIN
M. Laurent TEIXEIRA
Mme Florence GASSAN
Mme Anne-Marie ARGOUNES donne pouvoir à M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Serge DUCLOS donne pouvoir à M. Marc BEGORRE
Mme Geneviève ISSON donne pouvoir à M. Philippe BAUBAY
M. Alain TALBOT donne pouvoir à M. Claude LESGARDS
Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Lucien BOUZET donne pouvoir à M. Michel BONZOM
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE

Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à M. Francis TOUYA
Mme Marie-Françoise CRANCEE donne pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. Daniel DARRE donne pouvoir à M. Alain LUQUET
Mme Martine FOCHEATO donne pouvoir à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Simone GASQUET donne pouvoir à Mme Evelyne RICART
M. Paul LAFAILLE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Paul SADER donne pouvoir à M. André LABORDE
M. Jean TOUYA donne pouvoir à Mme Ginette CURBET

Absent(s) :

M. Michel AUSINA
M. Michel DUBARRY
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Yves CARDEILHAC

M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. SAYOUS

Objet : Adhésion 2020 au pôle de compétitivité DERBI

Vu la LOI n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République répartissant les compétences entre les collectivités notamment en matière de développement économique,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_11-DE
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

EXPOSE DES MOTIFS :

Le Pôle de compétitivité DERBI réunit en région Occitanie- Pyrénées Méditerranée, les entreprises, laboratoires, universités, centres de formation, fédérations professionnelles, organismes financiers et collectivités territoriales impliqués dans le développement de la filière des énergies renouvelables.

Il a pour mission de développer, au niveau régional, national et international, l'innovation, la recherche, la formation, le transfert de technologie, le développement et la création d'entreprises dans le domaine des énergies renouvelables appliquées au bâtiment et à l'industrie.

Les Hautes-Pyrénées ont été reconnues en juillet 2016 réseau thématique French Tech Clean Tech Mobility. Cette labellisation permet de faire rayonner le territoire communautaire autour de la filière sur la transition énergétique.

Il est donc proposé d'adhérer au pôle de compétitivité DERBI au titre de 2020 pour un montant de 4 200€ afin de favoriser la structuration et le développement de la filière Transition énergétique sur le territoire communautaire.

Cette adhésion permettra d'organiser sur le territoire communautaire un évènement d'ampleur à rayonnement des Pays de l'Adour en 2020 autour de la thématique transition énergétique.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'adhérer au pôle de compétitivité DERBI au titre de 2020 pour un montant de 4 200€.

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES

REGLEMENT INTERIEUR TERRAINS D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE EQUIPES DE LA TELEGESTION FREELIS

Afin que votre séjour soit le plus agréable possible, il est **indispensable** que vous respectiez le présent règlement intérieur. Toute infraction sera passible de sanction.

Article 1^{er} -

Un exemplaire du présent règlement est remis à tout nouvel arrivant sur le terrain, ce qui entraîne, de fait, l'acceptation automatique de ce dernier.

Article 2 – Admission :

Avant son arrivée sur l'aire d'accueil, tout nouvel arrivant doit se présenter à :

**la régie des Gens du Voyage
17, Rue Concorde / Zone industrielle
65320 Bordères sur l'Echez**

Les heures d'ouverture de la Régie sont les suivantes :

Du lundi au vendredi	de 8h00 à 11h00 et de 14h00 à 16h00
Le samedi	de 9h00 à 11h00

L'accès au terrain est effectué par le personnel gestionnaire, dans la limite des places disponibles et sous réserve de présentation de pièces justifiant de l'identité. **Les aires d'accueil étant réservées aux gens du voyage uniquement, toute demande doit être attestée d'une domiciliation auprès d'un organisme agréé, d'un centre communal d'action social (CCAS) ou d'un centre intercommunal d'action sociale (CIAS).**

La carte d'identité, passeport, les livrets spéciaux de circulation et les livrets de circulation, délivrés antérieurement au 29 janvier 2017, sont acceptés comme pièces justifiant de l'identité. La **carte grise** et l'**attestation d'assurance** des véhicules et du versement de la **caution** sont également demandées. Seules les familles séjournant en véhicule mobile en état de marche peuvent stationner sur le terrain.

Ce règlement a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire du 30 novembre 2017.

Il a pour objectif de favoriser le bon fonctionnement des Aires d'Accueil des Gens du Voyage de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

Toute personne stationnant sur l'aire devra se comporter en « bon père de famille » et se conformer à ce document et à ses obligations, afin de garantir le calme et la

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_12b-AU
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES

tranquillité à l'ensemble des usagers de l'aire d'accueil et le respect de la structure d'accueil. Toute infraction au présent règlement pourra entraîner l'annulation de l'autorisation de stationner sur cette aire d'accueil.

Pour être admis sur l'aire d'accueil, les voyageurs doivent :

Pour le titulaire de l'emplacement, être en possession **obligatoirement** d'un document d'identité et des documents d'identification des véhicules et de pouvoir justifier de son statut «Gens du Voyage». Les cartes grises des véhicules doivent être au même nom que le titulaire de l'emplacement.

Etre à jour du paiement des redevances correspondant à des séjours antérieurs sur une aire de la CATLP.

Accepter de respecter le règlement intérieur, par la signature du titulaire de l'emplacement.

Fournir la composition du groupe familial résidant sur l'emplacement selon la convention d'occupation ci-jointe.

Avoir des véhicules et caravanes en état de marche (conformément à l'article 1 du décret n°72-37 du 11 janvier 1972), c'est à dire permettant un départ immédiat éventuel.

Effectuer le dépôt de garantie et laisser une copie de la carte grise de(s) la caravane(s) auprès du gestionnaire.

Régler la taxe journalière et les consommations d'eau et d'électricité par prépaiement.

Article 2.1 - Refus d'admission :

L'admission sur le terrain peut être refusée par le gestionnaire, lorsque le chef de famille, ou des membres de sa famille, ou toute personne placée sous sa responsabilité, aura lors d'un séjour précédent :

- provoqué des troubles sur le terrain ou sur la commune
- détérioré les biens mis à leur disposition ou nécessaires au fonctionnement du terrain
- commis d'autres actes, en contradiction flagrante avec un usage paisible et raisonnable du terrain d'accueil
- avoir fait preuve d'incivilités ou de violences (verbales ou physiques),
- contracté une dette vis-à-vis de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées du fait, soit d'impayés lors de séjours précédents, soit de dégradations sur une aire d'accueil, que la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées considèrera devoir lui imputer
- avoir enfreint, de quelque manière que ce soit, le règlement intérieur.

Les aires d'accueil étant réservées aux gens du voyage non sédentarisés, l'admission sera refusée en l'absence d'attestation de domiciliation auprès d'un organisme agréé.

Article 3 – Permanence de week-end :

(Aucun départ ni arrivée durant le week-end ou les jours fériés)

Une astreinte préfectorale est assurée 7Jours /7, 24Heures /24

Accusé de réception en préfecture 065-00069300-20191127-CC271119_12b-AU Date de télétransmission : 02/12/2019 Date de réception préfecture : 02/12/2019
--

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES

Article 4 – Durée de séjour sur une aire d'accueil des gens du voyage :

La durée du séjour est limitée à **4 mois** par an.

Prolongation :

Une dérogation pourra notamment être accordée :

- aux familles dont les enfants sont scolarisés sur la commune sous réserve de la présentation d'un certificat de scolarité (en date du début de séjour et ou du début de la période scolaire) et cela pour toute la durée de la période scolaire (de septembre à juin).
- aux personnes handicapées, sous réserve de la présentation de la carte d'invalidité, ne disposant pas d'autre moyen d'accueil,
- aux personnes pouvant justifier d'un suivi médical hospitalier dans un hôpital de la communauté d'agglomération (fournir l'attestation signée d'un **médecin hospitalier**)

Réduction :

Lors des rentrées scolaires la durée de séjour pourra être réduite pour les familles sans enfants scolarisés, de façon à permettre l'accueil des familles dont les enfants sont scolarisés sur la commune.

Article 5 –

Toute famille séjournant sur un emplacement est tenue de respecter le présent règlement. Tout manquement à ce règlement ou tout trouble de l'ordre public pourra entraîner l'exclusion du fautif pour une période temporaire, ou définitive, sur l'ensemble des terrains de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

ARRIVÉE – DÉPART – TARIFS

Article 6 – Arrivée :

Les arrivées et les départs sont enregistrés par le régisseur, dont la permanence d'accueil est effectuée au local d'accueil sur la commune de Bordères sur l'Echez.

Un état des lieux est effectué et contresigné lors de l'installation des nouveaux arrivants.

Toute famille se verra remettre :

- un exemplaire du présent règlement intérieur
- une clé donnant accès aux sanitaires de son emplacement
- un container individuel à ordures ménagères
- 4 à 5 plots lestés, pour la fixation des auvents.

Article 7 – Dépôt de garantie :

Le versement d'un **dépôt de garantie d'un montant de 180 €**, en numéraire, est exigé au moment de la demande d'admission.

Ce dépôt de garantie sera restitué à la fin du séjour selon le constat de l'état des lieux sortant, lors du départ de l'occupant.

En effet, il pourra être réduit des montants des dégradations commises ou des dettes laissées.

dégradations commises ou des dettes
Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_12b-AU
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES

Une liste précisant les montants déductibles pour les différents types de dégradations est annexée au présent règlement.

Article 8 - Electricité et Eau :

Les consommations d'eau et d'électricité de l'emplacement sont directement payées par les résidents, au local de régie à Bordères , par avance (principe du prépaiement).

Ces prépaiement ne peuvent être effectués qu'aux heures d'ouverture du local : 8h00-11h00 et 14h00-16h00 du lundi au vendredi et le samedi de 9h à 11h.

Tout branchement non autorisé, sur un compteur, ou une arrivée de fluide, sera sanctionné d'une amende forfaitaire, en plus du montant dû de la consommation illicite estimée et entraînera l'expulsion et l'interdiction sur l'ensemble des terrains d'accueil de la CATLP.

Pour faire ouvrir ou fermer (en cas d'absence prolongée) l'accès aux fluides sur son emplacement, le résident doit appeler la régie de Bordères.

Article 9 – Droit d'usage :

Les résidents doivent s'acquitter d'un droit d'usage, payable par emplacement et **par jour** d'un montant de **1,60€**

Cette contribution sert au paiement :

- de la gestion locative,
- des frais de ramassage des ordures,
- de l'éclairage public du terrain,
- des frais de maintenance des bâtiments,
- de l'entretien général du terrain.

Ce droit d'usage est défalqué chaque jour, quel que soit le temps de présence du résident sur son emplacement. **Cette participation continuera d'être due en cas d'absence ponctuelle du résident, quelle qu'en soit la durée.**

Article 10 – Départ :

Uniquement pendant les heures d'ouvertures du bureau (pas d'astreintes pour un départ)

Tout départ doit être signalé auprès du gestionnaire du terrain ou du régisseur **au plus tard la veille du départ avant 10 heures le matin.**

Ce délai permet :

- de réaliser exclusivement le matin suivant, un état des lieux de sortie,
- de procéder à l'enregistrement du départ et au solde des comptes,
- de restituer la caution (au local d'accueil de Bordères) selon le bilan de l'état des lieux

Tout départ ou toute absence non signalé et non enregistré auprès du gestionnaire seront interprété comme un abandon des lieux. Passé un délai de trois jours d'absence non signalée, le gestionnaire pourra attribuer l'emplacement à une autre famille.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_12b-AU
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES

Des autorisations d'absence pourront être accordées, pour des raisons de travail ou hospitalisation, à titre exceptionnel, sur présentation de pièces justificatives et étude de dossier.

FONCTIONNEMENT GENERAL ET RESPONSABILITÉS

Article 11 -

Chaque emplacement est équipé :

- d'une surface stabilisée pour le stationnement des caravanes (2 au maximum)
- d'un bloc sanitaire comprenant : une douche, un WC, un évier abrité et une prise d'eau pour lave-linge
- d'un coffret mural de distribution de l'eau et de l'électricité
- d'un étendoir à linge.

Observations :

Les ampoules d'éclairage sont des consommables à la charge du résident et ne pourront être l'objet de demande d'intervention auprès du prestataire de service.

Article 12 -

Les conteneurs à déchets sont vidés toutes les semaines, avec une fréquence variable selon les communes.

Dans le cas de conteneurs individuels, chaque résident s'occupe de mettre ses déchets dans des sacs poubelle fermés et fait son affaire d'acheminer son conteneur à déchets jusqu'à l'aire de collecte située à l'entrée du terrain et de le nettoyer. Les sacs poubelles sont à la charge du résident, ils ne sont donc pas fournis.

Article 13 – Responsabilités :

Chaque famille est responsable :

- du bon fonctionnement des équipements de son emplacement (y compris des étendoirs à linge)
- des invités qu'elle reçoit sur le terrain
- de l'entretien courant de l'emplacement, ainsi que des bâtiments
- du nettoyage de ses sanitaires
- de la gestion de ses déchets, dans des sacs poubelle, au moyen de la poubelle individuelle
- du remplacement des ampoules électriques défectueuses.

Article 14 – Les personnes autorisées à stationner s'engagent à respecter :

1. les autres familles résidentes
2. le personnel travaillant sur le terrain
3. les installations et le matériel mis à leur disposition
4. la propreté de leur emplacement et de l'ensemble du terrain d'accueil
5. les alentours du terrain (à ne pas souiller ou détériorer)
6. la tranquillité sur le terrain.

Accusé de réception en préfecture 065-200069300-20191127-CC271119_12b-AU Date de télétransmission : 02/12/2019 Date de réception préfecture : 02/12/2019

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES

Article 15 -

Chaque résidant ne doit utiliser que l'emplacement pour lequel il est enregistré et ne devra pas en changer, ni même envahir un autre emplacement vacant (limitrophe ou pas).

Article 16 – il est interdit :

1. de modifier les équipements mis à disposition, et de percer les murs ou le sol
2. de jeter ou d'abandonner des déchets sur le terrain et ses abords, y compris les cendres
3. de laisser divaguer les chiens et autres animaux
4. d'abandonner des épaves (voitures, caravane) ou autres débris de véhicules ; de laisser des caravanes ou « roulottes » inhabitées (l'aire n'est pas un lieu de gardiennage de véhicules ou autres, pas plus qu'elle n'est un lieu de résidence secondaire)
5. de stocker de la ferraille sur le terrain ou aux abords
6. de faire du feu à même le sol ou en dehors de récipients prévus à cet effet
7. de stationner sur le chemin d'accès au terrain, sur les espaces verts, à l'entrée du terrain et sur la voie centrale du terrain.
8. de réserver un emplacement, ou d'en empêcher l'accès en son absence au moyen d'un véhicule ou de tout autre moyen. Tout véhicule ou tout objet laissé sur place sera placé en fourrière aux frais de son propriétaire.
9. Construire ou modifier les installations : toute installation fixe, ou toute construction, toute fixation de pieux, de piquets (ou objets similaires) dans le sol sont interdites sur le terrain, à l'exception des auvents réglementaires homologués par les constructeurs de caravanes. Les béquilles de caravane devront reposer sur des cales.
10. Tout changement de distribution, de percement des murs, de modification des canalisations est interdit et passible de sanctions, suivies d'expulsion provisoire ou définitive, de l'ensemble des aires d'accueil de la CATLP
11. **Ferrailage : Toute activité commerciale est strictement interdite sur l'ensemble et aux abords immédiats du terrain.** Toute entrée et/ou dépôt d'objet de ferraille, d'épaves, etc. sont interdits sur l'aire d'accueil et ses abords.
12. Les déchets lourds ou encombrants (électroménager, chaises, roues, mobiliers) seront évacués par les utilisateurs vers les déchetteries habilitées, dont la liste peut être consultée auprès du gestionnaire.
13. **Brûlage :** Tout brûlage est strictement interdit, de quelque nature que ce soit (plastique, bois, caoutchouc, cuivre etc.). Les feux de bois et barbecue sont autorisés uniquement dans des bidons ou barbecues prévus à cet effet
14. En cas de dégradation sur les espaces communs (clôtures, voirie, local électrique général etc.) la répartition des frais de réparation se fera sur l'ensemble des résidents, accompagné de l'amende forfaitaire.

Articles 17 - Dégradations

Toute dégradation constatée fera l'objet d'un procès verbal et sera facturée aux occupants de l'emplacement concerné, par ~~demande d'émission de titre auprès de la~~

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_12b-AU
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES

trésorerie principale qui sera chargée de réclamer la somme due, selon la liste jointe en annexe.

Article 18 - Les familles pourront également être expulsées et/ou exclues de l'ensemble des terrains, en cas de :

1. non-respect des personnes et personnels travaillant sur l'aire. Toute agression, qu'elle soit verbale ou physique, sera passible de poursuite en pénal.
2. manquement au présent règlement intérieur
3. désordres, troubles graves

et/ou se voir appliquer une amende selon l'annexe jointe.

Les sanctions suivantes pourront être prononcées, après avertissement écrit et à l'appréciation de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées par une exclusion de toutes les aires d'accueil de l'agglomération

- d'une durée de six mois et plus
- d'une durée définitive.

Article 19 : Animaux

Les animaux domestiques sont seulement tolérés sur l'aire de stationnement.

Le chef de famille est responsable des animaux qu'il introduit sur l'aire d'accueil. Ils doivent être attachés ou enfermés.

Les chiens dangereux de 1^{ère} et 2^{ème} catégorie sont interdits sur l'aire. En cas de doute sur la catégorie d'un chien ou l'absence de documents sur la classification de l'animal, le gestionnaire fera appel aux services de Police ou de Gendarmerie pour procéder aux contrôles nécessaires.

Article 20: Fermeture de l'aire

L'aire d'accueil est ouverte 12 mois par an. Une fermeture peut-être programmée par la CATLP, pour des raisons d'hygiène ou nécessités d'entretien sans que les résidents ne puissent s'y opposer.

Les dates de fermeture seront portées à la connaissance des voyageurs 15 jours minimum avant le début de la période de fermeture.

La période de fermeture prévaut sur toute disposition du contrat de séjour.

Article 21: Litiges

Le gestionnaire vérifie l'ordre, la bonne tenue et le bon fonctionnement du terrain. Tout manquement au présent règlement (dégradations, impayés, troubles de voisinage, agression verbale ou physique du personnel, refus du respect du règlement en général...) par le chef de ménage et/ou les membres de sa famille, sera sanctionné par un retrait de l'autorisation de stationnement et l'obligation de quitter le terrain, dès notification de ce retrait. L'expulsion pourra être poursuivie par voie judiciaire, y compris sous la forme d'un simple référé.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_12b-AU
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES

L'exclusion définitive des terrains d'accueil de la collectivité pourra être prononcée.

Le présent règlement intérieur est transmis au Préfet des Hautes-Pyrénées et à Monsieur Le Président du Conseil Départemental, co-signataires du schéma départemental d'accueil des Gens du Voyage.

A Tarbes, le
Le Président de la
Communauté d'Agglomération
Tarbes-Lourdes-Pyrénées,

Gérard TREMEGE.

Aire et n° emplacement :

L'utilisateur, M. ou Mme.....

Certifie avoir pris connaissance du présent règlement intérieur, et ses annexes, et s'engage à le respecter.

Date et signature :

Accusé de réception en préfecture 065-200069300-20191127-CC271119_12b-AU Date de télétransmission : 02/12/2019 Date de réception préfecture : 02/12/2019

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES

ANNEXE AU REGLEMENT INTERIEUR FACTURATION POUR DEGRADATIONS

Sont prises en compte, les dégradations résultant autant de l'acte intentionnel de l'occupant que du manque d'entretien courant de sa part, ou de la non surveillance de son emplacement, lors de dégradations constatées en son absence.

Liste non exhaustive :	Prix TTC	
Bec universel robinetterie	20 €	u
Mélangeur douche	50 €	u
Mélangeur évier	40 €	u
Vanne évier ¼ tour	10 €	u
Evier	125 €	u
Débouchage WC/douche	20 €	u
Siphon évier ou bonde de douche	12 €	u
Queue de carpe	06 €	u
Plafonnier ou prise électrique	30 €	u
Interrupteur	10 €	u
Compteur de fluides	1700 €	u
Descente de pluvial	50 €	u
Serrure verrou	80 €	u
Paumelle	15 €	u
Clef	30 €	u
Patères	08 €	u
Carrelage	10 €	m2
Étendoir à linge	29 €	u
Poubelle	80 €	u
Plots béton	22 €	u
Clin bois : classe3	15 €	m2
Clin PVC	50 €	m2
Grillage	15 €	ml
Nettoyage WC/douche/cuisine	35 €	u
Nettoyage des parties privatives	20 €	u
Nettoyage complet	80 €	u
Nettoyage du bac à ordure individuel	20 €	u
Porte	100 €	u
Porte local technique	Selon devis	u
Poignée de porte	10 €	u
Cellule photoélectrique	195 €	u
Candélabre	600 €	u
Carte de déchèterie	50 €	u

Accusé de réception en préfecture

065-200069300-20191127-CC271119_12b-AU

Date de télétransmission : 02/12/2019

Date de réception préfecture : 02/12/2019

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES

Dégradation du bac à ordures ménagères	100 €	u
Dégradation non comprise dans liste ci-dessus	Selon devis	
Main d'œuvre (tarif horaire)	30 €	h
AUTRE		
Autre non prévu sur la liste	Selon estimation	

AMENDES

Amende forfaitaire fixe, pour toute infraction au règlement intérieur	150 €
Occupation des espaces verts	05 €/ jour
Piratage des compteurs	150 €
Piratage de l'eau	100 €

Si un autre élément, non listé, était détérioré, la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées se réserve la possibilité d'en estimer le coût et de le facturer.

A Tarbes, le
Le Président de la
Communauté d'Agglomération
Tarbes-Lourdes-Pyrénées,

Gérard TREMEGE.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_12b-AU
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES

REGLEMENT INTERIEUR TERRAINS D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE (LUMEX)

Afin que votre séjour soit le plus agréable possible, il est **indispensable** que vous respectiez le présent règlement intérieur. Toute infraction sera passible de sanction.

Article 1^{er} -

Un exemplaire du présent règlement est remis à tout nouvel arrivant sur le terrain, ce qui entraîne, de fait, l'acceptation automatique de ce dernier.

Article 2 – Admission :

Avant son arrivée sur l'aire d'accueil, tout nouvel arrivant doit se présenter à :

la Régie des Gens du Voyage
17, Rue Concorde / Zone industrielle
65320 Bordères sur l'Echez

Les heures d'ouverture de la Régie sont les suivantes :

Du lundi au vendredi	de 8h00 à 11h00 et de 14h00 à 16h00
Le samedi	de 9h00 à 11h00

L'accès au terrain est effectué par le personnel gestionnaire, dans la limite des places disponibles, et sous réserve de présentation de pièces justifiant de l'identité. **Les aires d'accueil étant réservées aux gens du voyage uniquement, toute demande doit être attestée d'une domiciliation auprès d'un organisme agréé, d'un centre communal d'action social (CCAS) ou d'un centre intercommunal d'action sociale (CIAS).**

La carte d'identité, passeport, les livrets spéciaux de circulation et les livrets de circulation, délivrés antérieurement au 29 janvier 2017, sont acceptés comme pièces justificatives de l'identité. La **carte grise et l'attestation d'assurance** des véhicules, ainsi que le versement de la caution, sont également demandés. Seules les familles séjournant en **véhicule mobile en état de marche peuvent stationner sur le terrain.**

Ce règlement a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire du 28 novembre 2018.

Il a pour objectif de favoriser le bon fonctionnement des Aires d'Accueil des Gens du Voyage de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

Toute personne stationnant sur l'aire devra se comporter en « bon père de famille » et se conformer à ce document et à ses obligations, afin de garantir le calme et la

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_12a-AU
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES

tranquillité à l'ensemble des usagers de l'aire d'accueil et le respect de la structure d'accueil. Toute infraction au présent règlement pourra entraîner l'annulation de l'autorisation de stationner sur cette aire d'accueil.

Pour être admis sur l'aire d'accueil, les voyageurs doivent :

Pour le titulaire de l'emplacement :

- être en possession **obligatoirement** d'un document d'identité et des documents d'identification des véhicules et pouvoir justifier de son statut «Gens du Voyage». Les cartes grises des véhicules doivent être au même nom que le titulaire de l'emplacement,
- être à jour du paiement des redevances correspondant à des séjours antérieurs sur une aire de la CATLP,
- accepter de respecter le règlement intérieur, par la signature du titulaire de l'emplacement,
- fournir la composition du groupe familial résidant sur l'emplacement,
- avoir des véhicules et caravanes en état de marche (conformément à l'article 1 du décret n°72-37 du 11 janvier 1972), c'est à dire permettant un départ immédiat éventuel,
- effectuer le dépôt de garantie et laisser une copie de la carte grise de(s) la caravane(s) auprès du gestionnaire.
- régler le droit de place et des consommations d'eau et d'électricité, par prépaiement.

Article 2.1 - Refus d'admission :

L'admission sur le terrain peut être refusée par le gestionnaire, lorsque le chef de famille, ou des membres de sa famille, ou toute personne placée sous sa responsabilité, aura lors d'un séjour précédent :

- provoqué des troubles sur le terrain ou sur la commune,
- détérioré les biens mis à leur disposition ou nécessaires au fonctionnement du terrain,
- commis d'autres actes, en contradiction flagrante avec un usage paisible et raisonnable du terrain d'accueil,
- avoir fait preuve d'incivilités ou de violences (verbales ou physiques),
- contracté une dette vis-à-vis de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées du fait, soit d'impayés lors de séjours précédents, soit de dégradations sur une aire d'accueil, que la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées considérera devoir lui imputer
- avoir enfreint, de quelque manière que ce soit, le règlement intérieur.

Les aires d'accueil étant réservées aux gens du voyage non sédentarisés, l'admission sera refusée en l'absence d'attestation de domiciliation auprès d'un organisme agréé.

Article 3 – Permanence de week-end :

(Aucun départ ni arrivée durant le week-end ou les jours fériés)

Une astreinte préfectorale est assurée 7Jours /7, 24Heures /24

Article 4 – Durée de séjour sur une aire d'accueil des gens du voyage :

La durée du séjour est limitée à **4 mois** par an.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_12a-AU
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES

Prolongation :

Une dérogation pourra notamment être accordée :

- aux familles dont les enfants sont scolarisés sur la commune sous réserve de la présentation d'un certificat de scolarité (en date du début de séjour et ou du début de la période scolaire), et cela pour toute la durée de la période scolaire (de septembre à juin).
- aux personnes handicapées, sous réserve de la présentation de la carte d'invalidité, ne disposant pas d'autre moyen d'accueil,
- aux personnes pouvant justifier d'un suivi médical hospitalier dans un hôpital de la communauté d'agglomération (fournir l'attestation signée d'un **médecin hospitalier**)

Réduction :

Lors des rentrées scolaires, la durée de séjour pourra être réduite pour les familles sans enfant scolarisé, de façon à permettre l'accueil des familles dont les enfants sont scolarisés sur la commune.

Article 5 –

Toute famille séjournant sur un emplacement est tenue de respecter le présent règlement. Tout manquement à ce règlement ou tout trouble de l'ordre public pourra entraîner l'exclusion du fautif pour une période temporaire, ou définitive, sur l'ensemble des terrains de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

ARRIVÉE – DÉPART – TARIFS

Article 6 – Arrivée :

Les arrivées et les départs sont enregistrés par le régisseur, dont la permanence d'accueil est effectuée au local d'accueil sur la commune de Bordères sur l'Echez.

Un état des lieux est effectué et contresigné lors de l'installation des nouveaux arrivants.

Toute famille se verra remettre :

- un exemplaire du présent règlement intérieur,
- une clé donnant accès aux sanitaires de son emplacement,
- un badge donnant accès aux fluides (eau et électricité) pour les résidents des aires d'accueil qui ne sont pas équipées du système de télégestion EELIS,
- un container individuel à ordures ménagères,
- 4 à 5 plots lestés, pour la fixation des auvents.

Article 7 – Dépôt de garantie :

Le versement d'un dépôt de garantie d'un montant de 180 € en numéraire, est exigé au moment de la demande d'admission.

Ce dépôt de garantie sera restitué à la fin du séjour selon le constat de l'état des lieux sortant, lors du départ de l'occupant.

En effet, il pourra être déduit des montants des dégradations commises ou des dettes laissées.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_12a-AU
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES

Une liste précisant les montants déductibles pour les différents types de dégradations est annexée au présent règlement.

Article 8 - Electricité et Eau :

Pour les aires d'accueil non équipées du système de télégestion EELIS :

Les consommations d'eau et d'électricité de l'emplacement sont directement payées par les résidents, au local de régie à Bordères, au moyen d'un badge rechargeable, donnant à la fois accès à l'eau et à l'électricité, par avance (principe du prépaiement).

Les badges sont nominatifs et rechargeables avec un montant minimum de 5 €

Pour toutes les aires d'accueil :

Pour avoir accès à l'eau et l'électricité, les résidents effectuent des versements, à l'avance, au local de régie à Bordères (principe du prépaiement).

Ces prépaiement ne peuvent être effectués qu'aux heures d'ouverture du local : 8h00-11h00 et 14h00-16h00 du lundi au vendredi et le samedi de 9h à 11h.

Tout branchement illicite sera sanctionné d'une amende forfaitaire, en plus du montant dû de la consommation illégale estimée, et entraînera l'expulsion et l'interdiction sur l'ensemble des terrains d'accueil de la CATLP.

Pour faire ouvrir ou fermer l'accès aux fluides sur son emplacement, le résident doit appeler la régie de Bordères.

Article 9 – Droit d'usage :

Les résidents doivent s'acquitter d'un droit d'usage, payable par emplacement et **par jour**, d'un montant de **1.60 €**

Cette contribution sert au paiement :

- de la gestion locative,
- des frais de ramassage des ordures,
- de l'éclairage public du terrain,
- des frais de maintenance des bâtiments,
- de l'entretien général du terrain.

Cette participation continuera d'être due en cas d'absence ponctuelle du résident, quelle qu'en soit la durée.

Article 10 – Départ :

Uniquement pendant les heures d'ouvertures du bureau (pas d'astreinte pour un départ)

Tout départ doit être signalé auprès du gestionnaire du terrain ou du régisseur **au plus tard la veille du départ avant 10 heures le matin.**

Ce délai permet :

- de réaliser exclusivement le matin suivant, un état des lieux de sortie,
- de procéder à l'enregistrement du départ et au solde des comptes.

Accuse de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_12a-AU
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES

- de restituer la caution (au local d'accueil de Bordères) selon le bilan de l'état des lieux.

Tout départ ou toute absence non signalé et non enregistré auprès du gestionnaire sera interprété comme un abandon des lieux. Passé un délai de trois jours d'absence non signalée, le gestionnaire pourra attribuer l'emplacement à une autre famille.

FONCTIONNEMENT GENERAL ET RESPONSABILITÉS

Article 11 -

Chaque emplacement est équipé :

- d'une surface stabilisée pour le stationnement des caravanes (2 au maximum),
- d'un bloc sanitaire comprenant : une douche, un WC, un évier abrité et une prise d'eau pour lave-linge,
- d'un coffret mural de distribution de l'eau et de l'électricité,
- d'un étendoir à linge.

Observations :

Les ampoules d'éclairage sont des consommables à la charge du résident et ne pourront être l'objet de demande d'intervention auprès du prestataire de service.

Article 12 -

Les conteneurs à déchets sont vidés toutes les semaines, avec une fréquence variable selon les communes.

Dans le cas de conteneurs individuels, chaque résident s'occupe de mettre ses déchets dans des sacs poubelle fermés et fait son affaire d'acheminer son conteneur à déchets jusqu'à l'aire de collecte située à l'entrée du terrain et de le nettoyer. Les sacs poubelles sont à la charge du résident, ils ne sont pas fournis.

Article 13 – Responsabilités :

Chaque famille est responsable :

- du bon fonctionnement des équipements de son emplacement,
- des invités qu'elle reçoit sur le terrain,
- de l'entretien courant de l'emplacement, ainsi que des bâtiments,
- du nettoyage de ses sanitaires,
- de la gestion de ses déchets au moyen de la poubelle individuelle,
- du remplacement des ampoules électriques défectueuses.

Article 14 – Les personnes autorisées à stationner s'engagent à respecter :

- les autres familles résidentes,
- le personnel travaillant sur le terrain,
- les installations et le matériel mis à leur disposition,
- la propreté de leur emplacement et de l'ensemble du terrain d'accueil,
- les alentours du terrain (à ne pas souiller ou détériorer),
- la tranquillité sur le terrain.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_12a-AU
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES

Article 15 -

Chaque résident ne doit utiliser que l'emplacement pour lequel il est enregistré et ne devra pas en changer, ni même envahir un autre emplacement vacant (limitrophe ou pas).

Article 16 – il est interdit :

- 1- de modifier les équipements mis à disposition, et de percer les murs ou le sol,
- 2- de jeter ou d'abandonner des déchets sur le terrain et ses abords, y compris les cendres,
- 3- de laisser divaguer les chiens et autres animaux,
- 4- d'abandonner des épaves (voiture, caravane) ou autres débris de véhicules ; de laisser des caravanes ou « roulottes » inhabitées (l'aire n'est pas un lieu de gardiennage de véhicules ou autres, pas plus qu'elle n'est un lieu de résidence secondaire),
- 5- de stocker de la ferraille sur le terrain ou aux abords,
- 6- de faire du feu à même le sol,
- 7- de stationner sur le chemin d'accès au terrain, sur les espaces verts, à l'entrée du terrain et sur la voie centrale du terrain,
- 8- de réserver un emplacement, ou d'en empêcher l'accès, en son absence, au moyen d'un véhicule ou de tout autre moyen. Tout véhicule ou tout objet laissé sur place sera placé en fourrière aux frais de son propriétaire,
- 9- de construire ou modifier les installations : toute installation fixe ou toute construction, toute fixation de pieux, de piquets (ou objets similaires) dans le sol sont interdites sur le terrain, à l'exception des auvents réglementaires homologués par les constructeurs de caravanes. Les béquilles de caravane devront reposer sur des cales.
- 10- Tout changement de distribution, de percement des murs, de modification des canalisations est interdit et passible de sanctions suivies d'expulsion provisoire ou définitive, de l'ensemble des aires d'accueil de la CATLP
- 11- ferrailage : toute activité commerciale est strictement interdite sur l'ensemble et aux abords immédiats du terrain. Toute entrée et/ou dépôt d'objet de ferraille, d'épaves, etc. sont interdits sur l'aire d'accueil et ses abords,
- 12- les déchets lourds ou encombrants (électroménager, chaises, roues, mobiliers) seront évacués par les utilisateurs vers les déchetteries habilitées, dont la liste peut être consultée auprès du gestionnaire.
- 13- brûlage : tout brûlage est strictement interdit, de quelque nature que ce soit (plastique, bois, caoutchouc, cuivre etc.). Les feux de bois et barbecue sont autorisés uniquement dans des bidons ou barbecues.
- 14- En cas de dégradation sur les espaces communs (clôtures, voirie, local électrique général etc.) la répartition des frais de réparation se fera sur l'ensemble des résidents, accompagné de l'amende forfaitaire.

Articles 17 - Dégradations

Toute dégradation constatée fera l'objet d'un procès verbal et sera facturée aux occupants de l'emplacement concerné, par demande d'émission de titre auprès de la

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_12a-AU
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES

trésorerie principale qui sera chargée de réclamer la somme due, selon la liste jointe en annexe.

Article 18 - Les familles pourront être expulsées ou exclues de l'ensemble des terrains, en cas de :

- non-respect des personnes et personnels travaillant sur l'aire. Toute agression, qu'elle soit verbale ou physique, sera passible de poursuite en pénal,
- manquement au présent règlement intérieur,
- désordres, troubles graves,

et/ou se voir appliquer une amende selon annexe jointe.

Les sanctions suivantes pourront être prononcées, après avertissement écrit et à l'appréciation de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées par une exclusion de toutes les aires d'accueil de l'agglomération

- d'une durée de six mois et plus
- d'une durée définitive.

Article 19 : Animaux

Les animaux domestiques sont seulement tolérés sur l'aire de stationnement.

Le chef de famille est responsable des animaux qu'il introduit sur l'aire d'accueil. Ils doivent être attachés ou enfermés.

Les chiens dangereux de 1ère et 2ème catégorie sont interdits sur l'aire. En cas de doute sur la catégorie d'un chien ou en l'absence de documents sur la classification de l'animal, le gestionnaire fera appel aux services de Police ou de Gendarmerie pour procéder aux contrôles nécessaires.

Article 20: Fermeture de l'aire

L'aire d'accueil est ouverte 12 mois par an. Une fermeture peut-être programmée pour des raisons d'hygiène ou nécessités d'entretien sans que les résidents puissent s'y opposer.

Les dates de fermeture seront portées à la connaissance des voyageurs 15 jours minimum avant le début de la période de fermeture.

La période de fermeture prévaut sur toute disposition du contrat de séjour.

Article 21: Litiges

Le gestionnaire vérifie l'ordre, la bonne tenue et le bon fonctionnement du terrain. Tout manquement au présent règlement (dégradations, impayés, troubles de voisinage, agression verbale ou physique du personnel, refus du respect du règlement en général...) par le chef de ménage et/ou les membres de sa famille, sera sanctionné par un retrait de l'autorisation de stationnement et l'obligation de quitter le terrain, dès notification de ce retrait. L'expulsion pourra être poursuivie par voie judiciaire, y compris sous la forme d'un simple référé.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_12a-AU
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES

L'exclusion définitive des terrains d'accueil de la collectivité pourra être prononcée.

Le présent règlement intérieur est transmis au Préfet des Hautes-Pyrénées et à Monsieur le Président du Conseil Départemental, co-signataires du schéma départemental d'accueil des Gens du Voyage.

A Tarbes, le
Le Président de la
Communauté d'Agglomération
Tarbes-Lourdes-Pyrénées,

Gérard TREMEGE.

Aire et n° emplacement :

A

L'utilisateur, M. ou Mme.....

Certifie avoir pris connaissance du présent règlement intérieur, et ses annexes, et s'engage à le respecter.

Date et signature :

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_12a-AU
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES

ANNEXE AU REGLEMENT INTERIEUR FACTURATION POUR DEGRADATIONS

Sont prises en compte les dégradations résultant autant de l'acte intentionnel de l'occupant que du manque d'entretien courant de sa part ou de la non surveillance de son emplacement lors de dégradations constatées en son absence.

Liste non exhaustive :	Prix TTC	
Bec universel robinetterie	20 €	u
Mélangeur douche	50 €	u
Mélangeur évier	40 €	u
Vanne évier ¼ tour	10 €	u
Evier	125 €	u
Débouchage WC/douche	20 €	u
Siphon évier ou bonde de douche	12 €	u
Queue de carpe	06 €	u
Plafonnier ou prise électrique	30 €	u
Interrupteur	10 €	u
Compteur de fluides	1700 €	u
Descente de pluvial	50 €	u
Serrure verrou	80 €	u
Paumelle	15 €	u
Clef	30 €	u
Patères	08 €	u
Carrelage	10 €	m2
Etendoir à linge	29 €	u
Poubelle	80 €	u
Plots béton	22 €	u
Clin bois : classe3	15 €	m2
Clin PVC	50€	m2
Grillage	15 €	ml
Nettoyage WC/douche/cuisine	35 €	u
Nettoyage des parties privatives	20 €	u
Nettoyage complet	80 €	u
Nettoyage du bac à ordure individuel	20 €	u
Porte	100 €	u
Porte local technique	Selon devis	u
Poignée de porte	10 €	u
Cellule photoélectrique	195 €	u
Candélabre	600 €	u
Carte de déchèterie	50 €	u
Dégradation du bac à ordures ménagères	100 €	u
Dégradation non comprise dans liste ci-dessus	Selon devis	
Main d'œuvre (tarif horaire)	30 €	h

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_12a-AU
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES

AUTRE	
Autre non prévu sur la liste	Selon estimation

AMENDES

Amende forfaitaire fixe, pour toute infraction au règlement intérieur	150 €
Occupation des espaces verts	05 € / jour
Piratage des fluides	150 €

Si un autre élément, non listé était détérioré, la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées se réserve la possibilité d'en estimer le coût.

A Tarbes, le
Le Président de la
Communauté d'Agglomération
Tarbes-Lourdes-Pyrénées,

Gérard TREMEGE.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_12a-AU
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

Conseil Communautaire du mercredi 27 novembre 2019

Délibération n° 12

Modifications du règlement intérieur des aires d'accueil des gens du voyage

Date de la convocation : le 14 novembre 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
Mme Josette BOURDEU
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. Jacques LAHOILLE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
Mme Christiane ARAGNOU
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Emmanuel DUBIE
M. Jacques GARROT
M. Christian LABORDE
Mme Evelynne LABORDE
Mme Yvette LACAZE
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelynne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES

M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Christian AMARE
Mme Elisabeth ARHEIX
Mme Marie-Paule BARON
M. Philippe BAUBAY
M. Michel BONZOM
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Alain GARROT
M. Romain GIRAL
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Bernard LACOSTE
M. Charles LACRAMPE
M. Francis LAFON PUYO
M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE

M. Pierre MONTROYA
Mme Chantal MORERA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
M. Michel RICAUD
Mme Céline ROULET
M. Michel SAJOUX

M. Roger SEMMARTIN
M. Jacques SEVILLA
M. Robert SUBERCAZES
M. Jean-Marie TAPIE
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

M. Marc GARROCCQ
Mme Michèle PHAM-BARANNE
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Charles HABAS
M. Laurent PENIN
M. Laurent TEIXEIRA
Mme Florence GASSAN
Mme Anne-Marie ARGOUNES donne
pouvoir à M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Serge DUCLOS donne pouvoir à M.
Marc BEGORRE
Mme Geneviève ISSON donne pouvoir à M.
Philippe BAUBAY
M. Alain TALBOT donne pouvoir à M.
Claude LESGARDS
Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à M.
Jean BURON
M. Lucien BOUZET donne pouvoir à M.
Michel BONZOM
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir
à M. Gérard TREMEGE

Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE
donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE
RODRIGUEZ donne pouvoir à M. Francis
TOUYA
Mme Marie-Françoise CRANCEE donne
pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. Daniel DARRE donne pouvoir à M. Alain
LUQUET
Mme Martine FOCESATO donne pouvoir
à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Simone GASQUET donne pouvoir à
Mme Evelyne RICART
M. Paul LAFAILLE donne pouvoir à Mme
Christiane DURAND
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M.
Jean-François DRON
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir
à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Paul SADER donne pouvoir à M. André
LABORDE
M. Jean TOUYA donne pouvoir à Mme
Ginette CURBET

Absent(s) :

M. Michel AUSINA
M. Michel DUBARRY
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Yves CARDEILHAC

M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. BARRET

Objet : Modifications du règlement intérieur des aires d'accueil des gens du voyage

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté
d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes,
des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-

Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,

Vu l'avis favorable de la commission des gens du voyage, réunie le 22 octobre 2019, pour modifier le règlement intérieur des aires d'accueil, en vigueur,

EXPOSE DES MOTIFS :

Afin de mieux réglementer les admissions des familles, sur les aires d'accueil, sur la base de justificatifs, et mieux lutter contre les infractions au règlement intérieur, celui-ci doit être modifié. Ces modifications figurent en rouge dans les deux règlements intérieurs annexés, un pour les aires d'accueil équipées du système de télégestion et un autre pour les aires équipées de l'ancien système. Elles portent principalement sur les points et articles des règlements intérieurs suivants :

■ autorisation des admissions :

le titulaire de l'emplacement doit avoir le même nom que celui porté sur la carte grise et justifier de son statut de non sédentaire, par présentation d'une attestation de domiciliation auprès d'un organisme agréé (article 2 du RI) ;

■ lutte contre les infractions :

- augmentation du dépôt de garantie de 150 € à 180 € (article 7) ;
- paiement des frais liés aux infractions, par une demande d'émission de titre auprès de la trésorerie (article 17) ;
- répartition des frais à l'ensemble des résidents, en cas de dégradations réalisées sur les espaces communs ;
- mise en place d'une amende forfaitaire de 150 € (articles 16, 17 et annexe du RI), dès infraction au règlement intérieur ;

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'approuver les modifications apportées aux règlements intérieurs des aires d'accueil, joints à la présente délibération.

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_12-DE
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

Débat d'orientation budgétaire

Rapport sur les Ressources Humaines

EFFECTIF :

Au 1^{er} janvier 2019, l'effectif de la CA Tarbes Lourdes Pyrénées se décomposait ainsi :

Agents titulaires :

FILIERE ADMINISTRATIVE	A	10
	B	7
	C	40 dont 7 à TNC
		57
FILIERE TECHNIQUE	A	7
	B	5
	C	62 dont 7 à TNC
		74
FILIERE ANIMATION	B	0
	C	2
		2
FILIERE CULTURELLE	A	25
	B	31 dont 5 à TNC
	C	27
		83
FILIERE MEDICO SOCIALE	B	0
	C	0
		0
FILIERE SPORTIVE	B	16
	C	2
		18
TOTAL TITULAIRES		234

Agents contractuels :

FILIERE ADMINISTRATIVE	A	5 dont 1 à TNC
	B	0
	C	0
		5

FILIERE TECHNIQUE	A	1
	B	0
	C	0
		1

FILIERE SPORTIVE	A	0
	B	2 dont 1 à TNC
	C	0
		2

FILIERE CULTURELLE	A	2 dont 1 à TNC
	B	11 dont 9 TNC
	C	0
		13

TOTAL CONTRACTUELS

21

MISES A DISPOSITION :

- Agents de la CA TLP mis à disposition auprès du SYMAT sur une certaine quotité de temps de travail :
 - 5 agents de catégorie C – filière technique
- Mise à disposition partielle auprès des mairies :
 - 4 agents de catégorie C – filière administrative,
 - 1 agent de catégorie B – filière administrative,
 - 1 agent de catégorie A – filière administrative
- Mise à disposition partielle de la Mairie de Tarbes auprès de la CA TLP :
 - 2 agents de catégorie A – filière administrative
- Mise à disposition de la CA TLP auprès de la Mairie de Lourdes :

- 2 agents de catégorie C – filière administrative,
- 1 agent de catégorie B – filière administrative.
- Mise à disposition de la CA TLP auprès du GIP :
- 1 agent de catégorie A – filière administrative

RECRUTEMENTS au cours de l'année 2019

- 1 chargé de mission contractuel (catégorie A – temps complet) au service développement économique en qualité de chargé d'affaires – conseiller en entreprises,
- 1 chargé de mission contractuel (catégorie A – temps complet) à la direction de l'attractivité du territoire en qualité d'action cœur de ville,
- 2 assistants d'enseignement artistique principal de 2^{ème} classe normale contractuel au Conservatoire Henri Duparc (discipline musiques traditionnelles – catégorie B – temps non complet – en remplacement d'un départ en mutation),
- 2 assistants d'enseignement artistique principal de 2^{ème} classe normale contractuel au Conservatoire Henri Duparc (discipline cor – catégorie B – temps non complet – en remplacement d'un départ en retraite),
- 1 adjoint technique (catégorie C – temps non complet – 25 heures par semaine) à la bibliothèque Nelson Mandela en qualité d'agent d'entretien,
- 1 ingénieur (catégorie A – temps complet) au service technique en qualité d'adjointe au responsable du service technique
- 1 chargé de communication contractuel (catégorie B – temps complet) au service communication (suite à la fin de la mise à disposition du responsable du service communication de la Ville de Tarbes),
- 1 chargé de mission contractuel (catégorie A – temps complet) au service transport et mobilité en charge du vélo et des mobilités actives,
- 1 chargé de mission titulaire (catégorie A – temps complet) au service urbanisme aménagement (suite à un départ en mutation),
- 1 responsable du réseau de lecture publique (catégorie A+ - temps complet) à la Médiathèque Louis Aragon,
- 1 agent de catégorie A – filière administrative au service habitat en qualité de chef de projet « actions cœur de ville ».

DEPARTS

- retraites
 - 1 agent de catégorie C – filière technique
 - 1 agent de catégorie A – filière culturelle
- mutation
 - 1 agent de catégorie A – filière administrative
 - 1 agent de catégorie A – filière culturelle

RECRUTEMENTS actuellement en cours

- 1 responsable des transports scolaires au service transport mobilité – catégorie A, filière technique ou administrative,
- 1 professeur d'enseignement artistique de classe normale – catégorie A – filière culturelle (suite à changement de structuration au sein du Conservatoire Henri Duparc),
- 1 adjoint administratif au service des finances – catégorie C – filière administrative,
- 1 agent de catégorie A – filière administrative au service attractivité en qualité de chargé de mission culture-tourisme.

MASSE SALARIALE

BP 2019 : 12 103 210 € inscrits initialement

L'évolution de la masse salariale présentée dans ce document est basée sur un GVT à 2.50%.

Dans cette évolution, la poursuite de l'application du nouveau régime indemnitaire RIFSEEP (enveloppe indemnitaire fixée à 100 K€ supplémentaire pour 2019). L'application du PPCR au 1^{er} janvier 2020 impactera aussi le 012.

A compter du 1^{er} janvier 2020, la compétence eau et assainissement est transférée à la CA TLP. Afin d'assurer la mise en place de ce nouveau service, il est créé deux régies, une pour l'Assainissement de la CATLP et une pour l'Eau potable de la CA TLP, dotées de la seule autonomie financière, ayant pour objet la gestion du service public d'assainissement pour l'une et eau potable pour l'autre.

Ces services sont des services publics à caractère industriel et commercial.

38 agents seront transférés issus des collectivités et établissements suivants :

- 31 agents de la Ville de Tarbes,
- 1 agent de la Ville de Lourdes,
- 3 agents de la Ville de Juillan,
- 2 agents du syndicat mixte Adour Alaric,
- 1 agent du syndicat mixte intercommunal d'alimentation en eau potable des 3 vallées.

Le bureau d'études engagé pour réaliser l'impact de ce transfert a mis en évidence des carences réglementaires tant en eau qu'en assainissement sur une partie du territoire. Afin de poursuivre le travail de ce cabinet et de réaliser les investissements nécessaires, les élus ont souhaité que le service eau et assainissement soient renforcés en termes de ressources humaines. Le scénario retenu prévoit le recrutement d'une dizaine d'agents sur l'exercice 2020 : 2 agents de catégorie A, 6 agents de catégorie B et 2 agents de catégorie C.

BP 2020 prévisionnel :

- Eau : 1 376 670 €
- Assainissement : 493 600 €

Régime indemnitaire :

Rappel des RI en 2018

Grade	RI Moyen brut mensuel
Filière administrative	
Attaché	774
Rédacteur	493
Adjoint administratif	254
Filière animation	
Adjoint animation	194
Filière culturelle	
Assistant de conservation	262
Adjoint du patrimoine	213
Professeur d'enseignement artistique	187
Assistant d'enseignement artistique	81
Filière technique	
Ingénieur	1130
Technicien	595
Agent de maîtrise	362
Adjoint technique	185
Filière sportive	
ETAPS PI 1ère c	262
Opérateur	331

Avec la mise en place du régime indemnitaire liée aux fonctions, aux sujétions, à l'expertise et l'expérience professionnelle (RIFSEEP), les primes sont désormais divisées en deux parties l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) et le complément indemnitaire annuel (CIA).

L'IFSE n'est plus attribuée en fonction du grade mais liée aux fonctions, sujétions, à l'expertise et à l'expérience professionnelle.

L'objectif premier de la CA TLP a été d'harmoniser le régime indemnitaire des agents et de l'attribuer prioritairement à ceux qui n'en n'ont pas ou très peu.

Les montants de l'IFSE ont été fixés en partant du RI moyen de l'ex Grand Tarbes avec une augmentation de manière à intégrer une enveloppe financière fixée initialement à 100 000 €.

Après avoir intégré l'ensemble des agents, y compris les cadres d'emplois des ETAPS et OTAPS, ce montant global est désormais de près de 150 000 €

PLAFONDS MAXIMUM APPLIQUES AU SEIN DE LA CA TLP :

	Groupe 4	Groupe 3	Groupe 2	Groupe 1
Catégorie C	-	-	3200 € bruts / an	3700 € bruts / an
Catégorie B	-	3800 € bruts / an	4400 € bruts / an	5000 € bruts / an
Catégorie A	6000 € bruts / an	8400 € bruts / an	12000 € bruts / an	Emplois fonctionnels

Catégorie C :

G2 : agent d'exécution de base

G1 : agent ayant une expertise particulière

Catégorie B :

G3 : agent occupant des fonctions sans sujétion ni expertise particulière

G2 : agent ayant une expertise et / ou des sujétions particulières ou adjoint à un responsable de service,

G1 : responsable de service

Catégorie A :

G4 : agent occupant des fonctions type « chargé de mission »,

G3 : agent dirigeant un service de moins de 3 personnes ou adjoint à un responsable de service et rattaché à la direction générale,

G2 : agent dirigeant un service d'au moins 3 personnes et rattaché à la direction générale,

G1 : emplois fonctionnels

Pour les agents bénéficiant d'une progression de leur RI par l'instauration du RIFSEEP, si cette augmentation est supérieure à 1200 € par an, le solde sera réparti sur une 2^{ème}, voire une 3^{ème} année.

Les agents ayant un RI supérieur aux plafonds fixés ci-dessus verront le montant de leurs primes maintenu.

Compte tenu des pratiques en vigueur au sein de l'ex Grand Tarbes, en cas d'arrêt maladie (sauf en disponibilité d'office pour raisons de santé) le RI sera maintenu en totalité.

Concernant le complément indemnitaire annuel (CIA), il n'est pas encore mis en place au sein de la CA TLP.

A titre d'information, voici le nombre d'agents bénéficiaires de l'IFSE par catégorie et par groupe pour l'année 2019 :

Catégorie C :

- G2 : 93 agents
 - montant minimum perçu : 0.02 € bruts mensuels,
 - montant maximum perçu : 238.92 € bruts mensuels.

6 agents ne sont pas concernés par la revalorisation.

- G1 : 18 agents
 - montant minimum perçu : 7.83 € bruts mensuels,
 - montant maximum perçu : 194.95 € bruts mensuels

13 agents ne sont pas concernés par la revalorisation.

Catégorie B :

- G3 : 12 agents
 - montant minimum perçu : 24.99 € bruts mensuels,
 - montant maximum perçu : 172.78 € bruts mensuels.

5 agents ne sont pas concernés par la revalorisation.

- G2 : 9 agents
 - montant minimum perçu : 85.97 € bruts mensuels,
 - montant maximum perçu : 155.92 € bruts mensuels.

6 agents ne sont pas concernés par la revalorisation.

- G1 : 0 agent

8 agents ne sont pas concernés par la revalorisation.

Catégorie A :

- G4 : 2 agents
 - montant minimum perçu : 92.73 € bruts mensuels,
 - montant maximum perçu : 235.36 € bruts mensuels.

5 agents ne sont pas concernés par la revalorisation.

- G3 : 2 agents
 - montant minimum perçu : 25.59 € bruts mensuels,
 - montant maximum perçu : 277.25 € bruts mensuels.

3 agents ne sont pas concernés par la revalorisation.

- G2 : 4 agents
 - montant minimum perçu : 40.46 € bruts mensuels,
 - montant maximum perçu : 539.59 € bruts mensuels.

5 agents ne sont pas concernés par la revalorisation.

Heures supplémentaires :

Elles ne sont pas rémunérées au sein de l'EPCI.

NBI :

59 agents perçoivent la NBI au 1^{er} janvier 2019 :

- 32 agents de catégorie C
- 17 agents de catégorie B
- 10 agents de catégorie A

Temps de travail :

Compte tenu de la fusion des 7 EPCI au 1^{er} janvier 2017, on constate des temps de travail et d'organisation très disparates sur le nouveau territoire.

Après plusieurs mois de discussions, le temps de travail a été aligné sur les conditions de l'ex Grand Tarbes.

EGALITE HOMMES – FEMMES

Titulaires :

Catégorie	Femmes	Hommes	Total
A	16	26	42
B	35	26	61
C	86	45	131
	137	97	234

Contractuels :

Catégorie	Femmes	Hommes	Total
A	4	4	8
B	8	5	13
C	0	0	0
	12	9	21

2 emplois fonctionnels sont occupés par des hommes.

Conseil Communautaire du mercredi 27 novembre 2019

Délibération n° 13

Débat d'orientation budgétaire 2020

Date de la convocation : le 14 novembre 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
Mme Josette BOURDEU
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. Jacques LAHOILLE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
Mme Christiane ARAGNOU
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Emmanuel DUBIE
M. Jacques GARROT
M. Christian LABORDE
Mme Evelyne LABORDE
Mme Yvette LACAZE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA

M. Guy VERGES
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Christian AMARE
Mme Elisabeth ARHEIX
Mme Marie-Paule BARON
M. Philippe BAUBAY
M. Michel BONZOM
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Alain GARROT
M. Romain GIRAL
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Bernard LACOSTE
M. Charles LACRAMPE
M. Francis LAFON PUYO
M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA
Mme Chantal MORERA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Yves PIETTE

Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
M. Michel RICAUD
Mme Céline ROULET
M. Michel SAJOUX
M. Roger SEMMARTIN
M. Jacques SEVILLA

M. Robert SUBERCAZES
M. Jean-Marie TAPIE
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

M. Marc GARROCCQ
Mme Michèle PHAM-BARANNE
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Charles HABAS
M. Laurent PENIN
M. Laurent TEIXEIRA
Mme Florence GASSAN
Mme Anne-Marie ARGOUNES donne
pouvoir à M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Serge DUCLOS donne pouvoir à M.
Marc BEGORRE
Mme Geneviève ISSON donne pouvoir à M.
Philippe BAUBAY
M. Alain TALBOT donne pouvoir à M.
Claude LESGARDS
Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à M.
Jean BURON
M. Lucien BOUZET donne pouvoir à M.
Michel BONZOM
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir
à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE

donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE
RODRIGUEZ donne pouvoir à M. Francis
TOUYA
Mme Marie-Françoise CRANCEE donne
pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. Daniel DARRE donne pouvoir à M. Alain
LUQUET
M. Laurent DUBOUIX donne pouvoir à Mme
Fabienne LAYRE CASSOU
Mme Martine FOCESATO donne pouvoir
à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Simone GASQUET donne pouvoir à
Mme Evelyne RICART
M. Paul LAFAILLE donne pouvoir à Mme
Christiane DURAND
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M.
Jean-François DRON
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir
à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Paul SADER donne pouvoir à M. André
LABORDE
M. Jean TOUYA donne pouvoir à Mme
Ginette CURBET

Absent(s) :

M. Michel AUSINA
M. Michel DUBARRY
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING

M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. FEGNE

Objet : Débat d'orientation budgétaire 2020

Le débat sur les orientations budgétaires 2020

Conformément à l'article L 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales, un débat sur les orientations budgétaires doit être organisé dans les deux mois qui précèdent l'examen du budget.

Ce débat permet de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent le budget primitif.

Le débat se déroule dans les conditions fixées au règlement intérieur de la collectivité ; il ne constitue toutefois qu'une étape préliminaire à la procédure budgétaire et ne présente aucun caractère décisionnel.

La procédure budgétaire s'achèvera par l'examen du budget primitif, qui sera soumis à l'approbation du Conseil communautaire le 18 décembre prochain.

Le débat d'orientations budgétaires 2020 se déroulera comme les autres années passées dans un contexte de perpétuelle évolution.

2019 a été marquée par la préparation de la prise de compétence de l'eau et l'assainissement avec l'appui technique de la société COGITE.

Celle-ci sera donc effective au 1^{er} janvier 2020 avec le vote de deux budgets annexes intitulés eau et assainissement lors du prochain conseil de décembre. Ces deux budgets seront assujettis à la TVA et soumis à la nomenclature M 49.

Sur le plan externe cette préparation sera impactée comme l'an dernier par la continuité des réformes gouvernementales concernant la fiscalité locale et les dotations.

Après avoir présenté ces deux points, nous aborderons les principales orientations du budget 2020 pour la CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

I) Sur le plan interne

Le budget primitif 2020 par rapport à celui de 2019 se caractérise comme nous venons de le noter par la création de deux budgets annexes supplémentaires.

- un budget dit « eau » retraçant l'ensemble des opérations relatives à la distribution de l'eau à destination des usagers du territoire de la CA-TLP.
- et un budget dit « assainissement » retraçant l'ensemble des opérations relatives à l'assainissement collectif et à l'assainissement non collectif. Les deux budgets assainissement dénommés ex CCM et ex CCB, gérés par la CA – TLP depuis le 1^{er} janvier 2017 suite à la fusion, seront intégrés dans ce nouveau budget.

Nous récupérons pour la compétence eau, la gestion de 29 collectivités (soit 26 communes et 3 syndicats dissous) ce qui représente plus de 35 000 abonnés), pour la compétence assainissement collectif et non collectif, c'est 36 collectivités (soit 33 communes et 3 syndicats dissous) ce qui représente plus de 45 000 abonnés).

Le budget primitif 2020 se composera d'un budget principal et de 13 budgets annexes.

Ces 13 budgets annexes peuvent être selon leur typologie classés en 6 grandes catégories : la location d'immeubles, la location-vente, l'aménagement de zones, la distribution de l'eau, l'assainissement et le Transport.

II) – Les effets du projet de loi de finances 2020

Le projet de loi de finances 2020, actuellement débattu au Parlement, affiche une stabilité des concours financiers aux collectivités locales.

1) Des concours financiers stagnants

La principale composante de l'enveloppe qu'est la DGF est quasi stable, ce qui signifiera concrètement pour notre collectivité une réduction de notre dotation compte tenu de la faiblesse de notre coefficient d'intégration fiscale (0,32138) qui est en légère baisse par rapport à 2018. Celle-ci s'explique par le retour de la compétence scolaire-péri scolaire-petite enfance au SIMAJE.

2) La réforme de la taxe d'habitation

Il est rappelé dans le projet de loi de finances que 80% des foyers ne paieront plus aucune taxe d'habitation sur leur résidence principale dès 2020 tandis que pour les 20% de ménages restants, la suppression se déploiera jusqu'en 2023 et que la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et les logements vacants sera maintenue.

Pour les EPCI, il est confirmé qu'elle sera compensée, comme pour les départements, par une fraction de la TVA. Ce qui est regrettable, c'est qu'une ressource dynamique soit compensée par une dotation qui par nature n'a pas vocation à évoluer et, si on se réfère aux dernières années, soit tendanciuellement à la baisse.

Enfin il est à noter pour l'année

2020 que la revalorisation des bases (hors locaux professionnels) sera égale à 0,9%.

Après avoir été écarté dans le projet de loi de finances 2020 initial, il semble aujourd'hui que cette revalorisation soit confirmée suite à la première lecture du projet de loi à l'Assemblée Nationale.

Enfin il est précisé que la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation fera l'objet de travaux préparatoires pour ne produire ses premiers effets qu'à partir de 2026.

III) – Les principales orientations du budget 2020 de l'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées

Pour le Budget Principal

A) Un objectif : contenir l'évolution des dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement (autofinancement et amortissements déduits) s'élèveront autour de 80 432 500 € (contre 78 400 000 € pour 2019).

*** Les charges à caractère général.**

Ces charges pour 2020 sont estimées à 5 915 000 € soit une évolution de 7,85 % par rapport au BP 2019. (contre 5 485 000 € en 2019)

Celle-ci est liée principalement dû à l'augmentation, d'une part, des dépenses du service économique pour la réalisation deux études pour un montant de 120 000 €, financées à hauteur de 50 % et pour le financement du marketing territorial soit 113 000 € comprenant cette année la reconduction du concours START UP Pyrénées, et d'autre part aux frais de chauffage de la piscine de Lourdes pour lesquelles il y avait eu une sous-estimation en 2019 soit 90 000 € en plus.

*** Les dépenses de personnel.**

La masse salariale 2020 devrait s'élever à 12 586 000 € environ, soit une évolution de 4 % par rapport au budget primitif de 2019.

Cette augmentation s'explique par le recrutement de cinq nouveaux agents, d'une part afin de renforcer les fonctions supports (ressources humaines, finances, informatique) dans le cadre du transfert de la compétence eau et assainissement soit 4 agents et d'autre part, pour le service économique soit un agent. Ces nouveaux recrutements sont financés pour les premiers par le remboursement des budgets annexes eau et assainissement au budget principal et pour la seconde par une subvention attribuée par l'Etat dans le cadre en particulier de Territoire d'industrie et de l'animation des tiers lieux.

Elle s'explique, également, pour la deuxième année, par la poursuite de la mise en place du RIFSEEP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel, institué par la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016), résultant des négociations avec les organisations syndicales dans le courant de l'année 2018. Pour 2020 l'enveloppe s'élève à 50 000 €, elle s'ajoute à celle de l'an dernier qui était de 100 000€.

Conformément à la loi Notre, vous trouverez en annexe du DOB le rapport intégrant un volet sur le personnel. Ce dernier se compose d'une présentation de la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs, notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Dans ce rapport figurera le personnel affecté aux deux budgets annexes eau et assainissement, la masse salariale concernant ces deux budgets devrait s'élever à 1 890 000 €. Ce montant si vous le décidez, intégrera les 10 recrutements prévus pour 2020, qui correspond au scénario 2 qui a été présenté lors des réunions aux élus.

A cette somme il conviendra d'ajouter, comme précisé précédemment, le coût des fonctions supports à hauteur de 80 000 € dont la charge sera supportée à part égale sur les deux budgets annexes, et le coût pour 30 000 € de deux agents en partie du service commun de l'ex CCB qui assureront l'entretien des captages.

*** Les reversements de produits :** pour un montant de 38 638 364 €, soit une quasi stabilité par rapport à 2019. Car durant cette dernière année aucun transfert de compétence n'est intervenu, la CLECT s'est réunie uniquement en mars pour acter des régularisations de montant.

Ils sont regroupés au chapitre 014 intitulé « Atténuations de produits », ils se décomposent principalement, de la manière suivante :

- l'attribution de compensation, reversée aux communes membres, est évaluée à 26 995 000 €. Cette somme prend en compte l'ensemble des évaluations de charges qui ont été examinées et actées par la CLECT depuis 2017.
- Le FNGIR s'élève à 11 628 364 €. Il est figé et résulte de la consolidation des FNGIR des anciennes communautés fusionnées.

***Autres de charges de gestion courantes** : 22 900 000 € soit une augmentation de 4,50 % par rapport à 2019.

Ce chapitre regroupe les participations versées aux organismes publics et privés. Elles se décomposent principalement de la manière suivante :

- Organismes publics : 18 288 000 € pour la contribution versée au SYMAT
650 000 € pour la GEMAPI
241 000 € pour les subventions versées aux budgets annexes
470 000 € pour le service incendie
738 600 € pour le SM Pyrénia
540 000 € pour l'attractivité du territoire (PTER : PLVG, Cœur de Bigorre) et la politique de la ville (GIP, mission locale, office du tourisme)
- Organismes privés : 521 142 € pour le Parvis
463 000 € pour le service économie dont la subvention à Crescendo, à la Pépinière de Bastillac, à la Mission Locale, et une somme pour le financement des thèses.

B) Une évaluation sincère des recettes de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement (hors opération d'ordre : travaux en régie et amortissements des subventions) s'élèveraient à 84 695 000 €.

- **Les recettes fiscales** : 67 100 000 €

Le budget 2020 sera établi sur l'hypothèse d'une augmentation de 1,00 % des bases de 2019 pour la CFE (cotisation foncière des entreprises) et les taxes foncières bâties et non bâties.

Pour la taxe d'habitation, ne pouvant pas précisément évaluer les impacts de la réforme en cours sur l'évolution de notre produit, nous avons choisi d'inscrire le même montant produit que celui notifié en 2019 soit 19 866 000 €.

Pour la CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) compte tenu des éléments communiqués par DGFIP début septembre nous avons travaillé sur l'hypothèse d'une baisse de produit de 35 000 € par rapport au montant notifié pour l'exercice 2019.

Pour les IFER et la TASCOT, nous avons reconduit pour 2020, le produit notifié en 2019 soit 2 970 000 €

Le produit fiscal des taxes foncières et des taxes économiques citées dessous s'élèvera à 46 895 000 € (contre 46 484 000 € pour 2019).

Le montant des allocations compensatrices perçues au titre de la taxe habitation et de la CFE est évalué à 1 808 000 €.

A ce produit il convient d'y ajouter les recettes fiscales suivantes :

- la TEOM : pour un montant de 18 288 000 €, reversée au SYMAT sous forme de contribution,
- la taxe GEMAPI : 840 000 €. Pour 2020, nous restons sur le même produit voté en 2019.
- le FPIC : 1 055 000 €.

- **Les recettes issues des produits des services et de reversement divers**

Les reversements pour le personnel mis à disposition et le remboursement de frais s'élèvent à 1 138 000 €, ils se composent principalement du remboursement par les communes du service ADS (autorisation et instruction du droit des sols) pour 236 000 €, des services communs pour les ex CCB et CCM pour un montant de 240 000 €, et du remboursement des budgets annexes au budget principal pour le BA transport pour 219 000 € et pour les budgets eau et assainissement pour 80 000 €.

Les produits des services sont estimés à 790 000 € soit 269 000 € pour les services culturels (bibliothèques, écoles de musiques, cyberbase) et 521 000 € pour les services sportifs.

- **Les dotations et participations**

Le montant de la dotation d'intercommunalité a été estimé à la baisse, comparable à celle enregistrée entre 2018 et 2019, soit 3 800 000 €. La dotation de compensation compte tenu des modalités de calcul de cette dernière a été diminuée de 100 000 € ce qui donne un montant de 8 780 000 €.

Le montant global des dotations inscrit en 2020 sera de 12 580 000 € contre 13 235 000 € en 2019.

Les participations de fonctionnement, tous financeurs confondus (Etat, Région, Département, Caisses de Dépôts et autres) sont estimées à 880 000 € pour 2020. Les plus importantes concernent principalement les écoles de musique pour 221 000 €, la politique de la ville et l'habitat pour 200 100 €, les gens du voyage pour 135 000 € (reversement de la CAF pour la gestion des aires d'accueil) et le service économique pour 153 800 €.

- **Les autres recettes**

Elles se composent des loyers encaissés pour 269 000 € et d'un remboursement d'assurance de 110 000 € pour la Maison des Arts Martiaux et l'Espace Public Occitanie ex Maison de Régionale de l'Emploi et de la Formation.

Notre épargne de gestion, pour 2020 (différence entre les dépenses réelles de fonctionnement et les recettes réelles de fonctionnement, hors intérêt de la dette) devrait s'établir à 3 930 822 € soit une moyenne de 31,18 euros/habitant. En 2019 l'épargne de gestion était de 4 633 030 € de 36,66 euros /habitant.

Quant à **l'épargne nette disponible, pour 2020** (épargne de gestion diminuée de l'annuité de la dette), elle s'élèvera à 2 508 380 € soit une moyenne de 19,89 euros /habitant, pour une annuité de dette à ce jour d'environ 1 422 450 €. En 2019, l'épargne nette s'établissait à 3 151 373 € soit une moyenne de 24,93 euros / habitant.

Pour l'ensemble des budgets, principal et annexes, en 2019 l'épargne nette disponible était de 5 110 055 € soit 40,43 euros/habitant. En 2020 l'épargne nette disponible s'élèvera à 9 521 500 € soit 71,60 €. Celle –ci intègre l'épargne nette des budgets annexes eau et assainissement pour un montant de 3 500 000 €. Pour le budget annexe des transports elle a été estimée à 500 000 € compte tenu de la négociation de la délégation de service public en cours.

C) Les investissements

Le montant annuel des investissements en 2020 (hors remboursement de la dette et opération d'ordre) devrait s'établir 10 548 000 € pour le budget principal et à 4 638 000 € pour l'ensemble des budgets annexes soit un montant global de 15 186 000 € .

1) Les principales opérations d'investissement pour 2020 :

Les opérations gérées en Autorisation de Programme (AP) et Crédit de Paiement (CP) sont :

- Atelier des sports : 306 100 €, les RAR 2019 s'élèveront à 1 885 000 € pour la poursuite de la maîtrise d'œuvre, l'acquisition d'une bande de terrain à la société Alsyom et le démarrage des travaux.
- Universciel : 310 000 €
- Pic du Jer : 253 000 €
- Auditorium : 50 000 €
- Documents d'urbanisme : SCOT PLUI AGGLO phase diagnostic : 406 000 €
- Sédentarisation des gens du voyage : 184 000 €, pour la commune de Séméac
- Restructuration de la Médiathèque : 105 000 €, pour le lancement de la maîtrise d'œuvre,
- CPER : 393 000 €
- Piscine Paul Boyrie : RAR 2019 pour la réfection de la partie souterraine du bassin intérieur et la réfection du revêtement du bassin intérieur soit 785 100 €

Le montant de ces opérations s'élève à 2 486 100 € donc 785 100 € en RAR.

A celles-ci s'ajoutent les opérations suivantes :

- Révision et réalisation des documents d'urbanisme (ex PLU ET AVAP) : 391 000 €
- Aménagement des itinéraires cyclables : 477 000 €
- Réaménagement du rond-point situé à la sortie ouest de l'autoroute A64 : RAR 2019

- Travaux sur les ZAE (celles dont les dépenses sont portées sur le BP car elles sont achevées, les autres en cours sont portées sur les BA comme nous le verrons ci-dessous) : 533 000 € dont 378 000 € pour la zone de l'Arsenal (aménagement de la rue de la cartoucherie) 55 000 € pour la poursuite de la signalétique des zones et 100 000 € pour la reprise de l'éclairage et des travaux de voirie.

- Plan climat-air-énergie territorial (PCAET) : 60 000 € pour la réalisation de deux études : réalisation du schéma directeur des énergies (SDER, soit l'action 611 du PCAET) et étude de Préfiguration Station Multi énergie (soit action 333 du PCAET).

2) Investissements récurrents

L'enveloppe concernant les investissements récurrents est estimée pour 2020 à 582 000 €.

Elle concerne, comme les années précédentes, principalement les besoins des services en logistique et en environnement de travail : petits équipements, matériels divers (outillages, nettoyeur haute pression...), véhicules, instruments de musique, mobilier et matériel informatique.

S'agissant de l'informatique, il est prévu, pour l'ensemble des services, de poursuivre le programme annuel de renouvellement des postes et autres matériels (routeurs, onduleurs, extensions disques...), et de faire face aux impondérables (pannes de matériel hors garantie).

Il faut préciser que pour 2020 concernant l'informatique il est prévu des investissements particuliers qui sont les suivants :

- L'acquisition d'un logiciel extranet – partage collectif pour le Conservatoire : 20 000 €
- L'harmonisation du logiciel de prêts des bibliothèques : 70 000 €

3) L'amélioration du patrimoine

Au-delà des travaux obligatoires pour la mise aux normes des bâtiments (ERP + ADAP), ces investissements d'un montant de 2 568 000 € ainsi répartis :

* Bâtiments culturels :

- Ecoles de musique : 465 000 € pour Conservatoire Henri Duparc dont 173 000 € des travaux divers (remplacement des sièges de l'auditorium) et 292 000 € pour le lancement de la maîtrise d'œuvre et des travaux pour l'extension des locaux, 60 000 € pour des travaux divers sur Joseph Kosma (changement menuiserie, grille fenêtres extérieures...)
- Bibliothèques : 106 000 € pour des travaux divers
- Réhabilitations des piscines : 660 000 € pour des aménagements intérieurs sur Paul Boyrie, et l'étude et les travaux d'aménagement de la buvette pour la piscine de Lourdes.

* Autres bâtiments ou équipements :

- Poursuite des travaux de remise en l'état de l'aire d'accueil d'Aureilhan et de l'ensemble des aires ainsi que le lancement de l'aménagement de l'aire d'accueil de Lourdes pour un total de 717 000 €
- Travaux sur le hangar à proximité des Téléports pour entreposer le matériel du service environnement 160 000 €
- Travaux pour l'Espace Public Occitanie pour 83 000 €

4) Subventions d'équipement à verser

Il est prévu d'inscrire au budget principal 2020 les subventions d'équipement suivantes :

- Aides aux entreprises, tiers lieux et aides aux commerces en zones rurales et à Lourdes : 920 000 €
- GEMAPI : 435 000 € dont 275 000 € au PLVG et 160 000 € pour le SMAA
- Participation au Syndicat mixte Pyrénia pour l'investissement : 436 000 € sur une participation globale de 1 400 000 € répartie sur le BP en fonctionnement et sur le BA transports pour la partie OSP
- Aide financière apportée au développement des laboratoires de recherche du Pôle Universitaire Tarbais en lien avec les filières pour leurs équipements et des aménagements particuliers : 260 000 €
- Fonds d'aide aux communes : 450 000 €
- Contrat Régional Occitanie 2018 – 2021 (anciennement CRU) : 431 6000 € : pour le Centre de Santé d'Aureilhan, la Salle Multisports de Louey, les Haras de Tarbes tranche 2, le tennis synthétique de Tarbes et la crèche d'Ossun
- Action du Programme pour l'Amélioration de l'Habitat (PL) axe 1 : production de logements sociaux et axe 2 : réhabilitation de logements sociaux pour un total de 610 000 €, et pour le PIG Nexter 38 500 €

Pour les budgets annexes :

- Locations d'immeubles et location – vente : 407 000 € pour le BA Téléport et locations immeubles dont 320 000 € pour l'aménagement du bâtiment de l'aviation civile pour le transformer en tiers-lieux et 85 000 € pour une étude relative à l'installation de panneaux photovoltaïques sur les téléports 2 et 3 et divers travaux, et 95 000 € pour le BA Hôtels d'entreprises concernant des travaux de mise aux normes pour l'hôtel d'entreprises situés boulevard Renaudet.
- Aménagements de zones : 200 000 € pour le BA Aménagement Parc de l'Adour, 290 000 € pour le BA Aménagement du Parc d'activités des Pyrénées, 115 000 € pour le BA Cap Pyrénées, 1 082 000 € pour le BA Aménagement de zones Pyrène Aéro-pôle et 607 000 € pour le BA Parc d'activités de SAUX,
- Eau : 1 586 000 € dont 15 000 € de frais d'annonces, 50 000 € de frais d'études, 50 000 € pour le remplacement de compteurs, 590 000 € pour l'extension des réseaux, 814 000 € de travaux dont 500 000 € pour la réhabilitation du château

d'eau de Tarbes et 67 000 € d'équipement récurrents pour les besoins du service (véhicule, matériel informatiques et mobiliers).

- Assainissement : 2 965 000 € dont 300 000 € en études pour la réalisation d'un schéma et diagnostics divers, 900 000 € pour l'extension des réseaux (dont 300 000 € pour l'ancien syndicat Adour-Alaric), 1 650 000 € pour des travaux et 60 000 € d'équipements récurrents pour les besoins du service (véhicule, matériel informatiques et mobiliers).
- Transports : 200 000 € pour les fonds de concours aux communes pour l'accessibilité des points d'arrêts,

D) Le financement de nos investissements

*** Autofinancement :**

Pour 2020, il devrait s'élever à 4 905 000 € il se décompose de la manière suivante :

- le virement à la section d'investissement : 2 105 000 €
- les crédits relatifs à l'amortissement de l'actif : 2 800 000 €.

*** Subventions à recevoir**

Pour 2019, elles devraient s'élever à 868 280 €, elles concernent le financement des deux études dans le cadre du PCAET à hauteur de 12 000 €, 28 280 € pour le PLUI du canton d'OSSUN – volet eau, 18 000 € pour l'opération cœur de ville et 810 000 € pour la réalisation de l'atelier des sports.

***Le Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) est estimé à 820 000 €.**

***L'attribution de compensation : 226 343 €**

Suite aux transferts des ZAE et des modalités d'évaluation proposées et examinées par la CLECT du 13 novembre 2018, les communes de Bazet, de Bordères sur l'Echez, d'Ibos, de Séméac, de Lourdes et de Tarbes versent à la CA-TPL une attribution de compensation libre d'investissement 226 343 €.

*** L'emprunt**

Pour 2020, le montant de l'emprunt prévu pour le budget principal devrait s'élever 4 991 500 € et 771 285 € pour les budgets annexes.

Point sur l'encours de la dette :

La dette au 31 décembre 2018 s'élevait à 18 058 624,40 €.

Au 1^{er} janvier 2020, l'encours de la dette sera considérablement impactée par le transfert des compétences eau et assainissement.

Le transfert de cette dette appelle des précisions.

En vertu de l'article L 1321-2, le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit que « la collectivité bénéficiaire de la mise à disposition est substituée à la collectivité propriétaire dans ses droits et obligations découlant des contrats portant notamment sur des emprunts affectés... ».

Pour les contrats d'emprunts cette substitution est difficilement applicable lorsque des emprunts ont été conclus initialement de manière globale sans être affectés en particulier à un budget individualisé.

En effet, c'est le cas pour la ville de Tarbes (soit 14 emprunts) et en partie pour la ville de Lourdes (soit 7 emprunts), les emprunts ont été contractés globalement et répartis par quote-part sur chacun des budgets de la commune.

Ce type d'emprunt, de ne pouvant faire l'objet d'une scission car le coût financier en serait prohibitif, il a été convenu avec ces deux communes qu'elles continueront d'assurer la charge de ces emprunts et demanderont le remboursement de la quote-part des annuités à la CATLP.

En résumé

- Encours de la dette au 31 décembre 2019 **avant transfert** : 16 476 923,95 €
- Encours de la dette au 1^{er} janvier 2020 **avec transfert** (sans prendre en compte les emprunts non transférés) : 38 455 328,14 €.
- Encours de la dette au 1^{er} janvier 2020 **non transférée**, pour la commune de Tarbes 1 153 493,27 € et 4 223 840,94 € pour la commune de Lourdes soit un total 5 377 334,21 €.

Détail de la dette directe par budget suite au transfert

	DETTE INITIALE	CAPITAL RESTANT 31/12/2019	AMORT 2020	INTERETS 2020	ANNUITE 2020
BUDGET PRINCIPAL	19 915 418,00	12 035 931,92	1 082 507,80	341 169,70	1 423 677,50
BA PARC D'ACTIVITE DES PYRENEES	1 000 000,00	1 369 567,61	124 206,19	16 625,18	140 831,37
BA HOTELS D'ENTREPRISES	2 000 000,00	966 666,67	133 333,34	49 069,19	182 402,53
BA TELEPORT	1 000 000,00	528 100,98	69 115,93	21 201,67	90 317,60
BA ZI SAUX	990 918,61	55 294,15	55 294,15	34,05	55 328,20
BA EAU	2 992 655,74	1 934 365,85	143 458,40	60 037,01	203 495,41
BA ASSAINISSEMENT	34 458 076,73	21 565 400,96	1 688 840,26	741 479,57	2 430 319,83
TOTAL	63 357 069,08	38 455 328,14	3 296 756,07	1 229 616,37	4 526 372,44

Au titre de la dette non transférée, et en sus de l'annuité détaillée ci-dessus, pour 2020 il faudra rembourser :

- à la ville de Tarbes :
 - Budget eau : intérêts : 18 576 € - capital : 213 841 €
 - Budget assainissement : intérêts : 6 224 € - capital : 60 180 €

Soit la somme 232 417 € + 66 404 € = 298 821 €

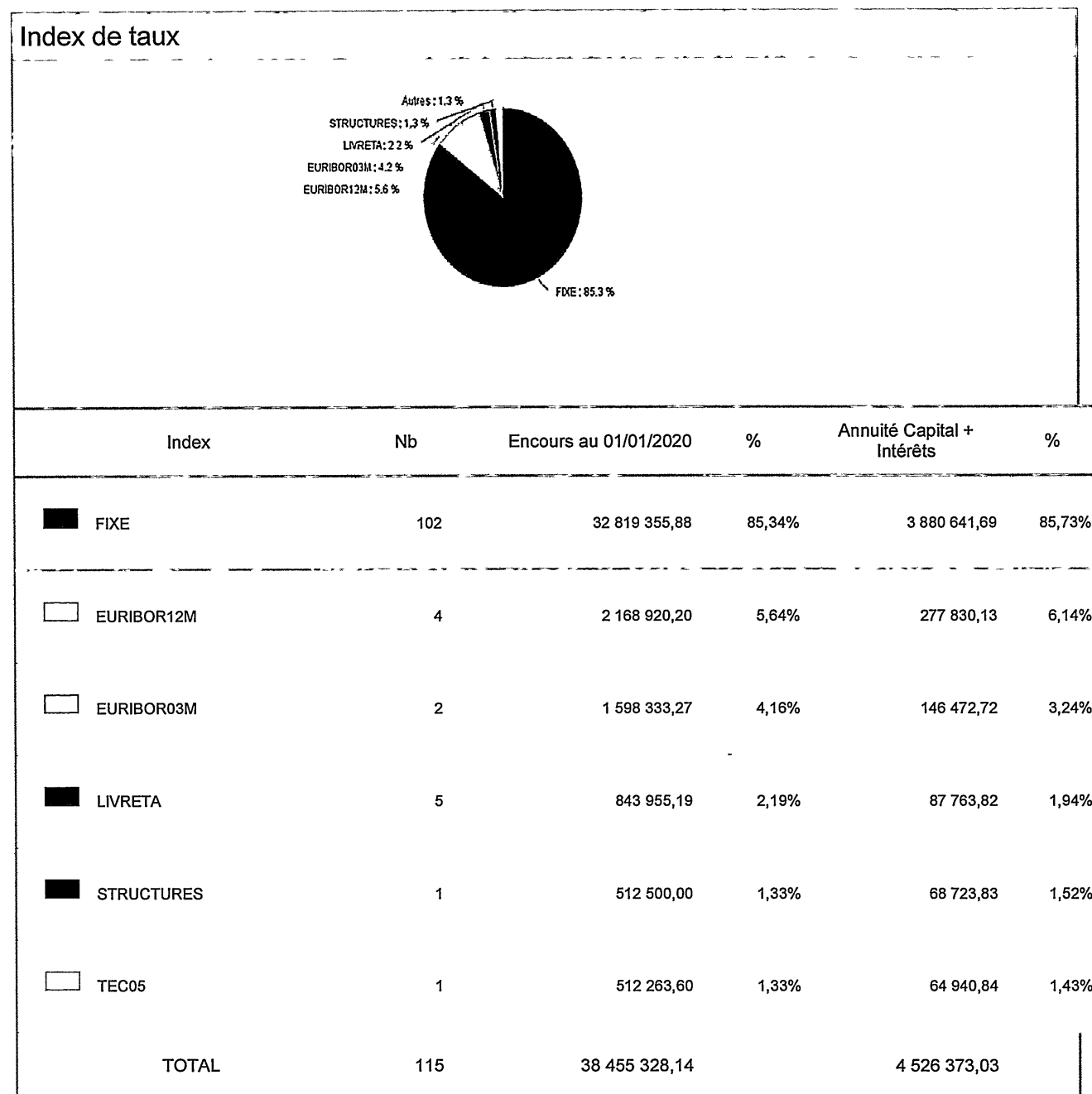
- à la ville de Lourdes
 - Budget eau : intérêts : 33 489 € - capital : 72 797 €
 - Budget assainissement : intérêts : 83 445 € - capital : 200 423 €

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_13-DE
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

Soit la somme de 106 286 € + 283 868 € = 390 154 €

L'annuité de la dette (dette propre + dette non transférée) s'élèvera donc à 4 526 372,44 € + 298 821 € + 390 154 € soit à 5 215 589,44 €

La dette directe se compose de 115 contrats : les emprunts à taux fixe représentent 85,73 % et les emprunts à taux variables (Euribor 3M, 12 M, Livret A et TEC05) représentent 14,27 % de la totalité de la dette.



E) Le volet Politique de la Ville

Enfin, conformément à l'article L 1111-2 du CGCT, nous devons indiquer les actions qui sont menées dans les zones urbaines sensibles (ZUS).

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_13-DE
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

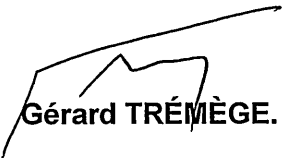
En 2020, comme les années précédentes, si l'Etat permet sa réalisation, la CA-TLP interviendra principalement comme coordonnateur du NPNRU (Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain) auprès des maîtres d'ouvrage (OPH, SEMI, ville de Tarbes) dans le cadre des actions menées pour la gestion urbaine de proximité.

Les autres interventions de la CA-TLP en particulier en fonctionnement sont faites par le GIP Politique de la Ville Tarbes-Lourdes que nous cofinançons avec l'Etat et le Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées. Notre participation devrait s'élever à 260 000 € en 2020, comme en 2019.

Après examen de la commission Finances et Procédures administratives du 25 novembre 2019, il vous est proposé de débattre de ces orientations.

Prend acte de la tenue du débat sur les orientations budgétaires 2020.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Conseil Communautaire du mercredi 27 novembre 2019

Délibération n° 14

DM N°2 et 3 des BA Téléports et ZI de Saux

Date de la convocation : le 14 novembre 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
Mme Josette BOURDEU
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. Jacques LAHOILLE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
Mme Christiane ARAGNOU
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Emmanuel DUBIE
M. Jacques GARROT
M. Christian LABORDE
Mme Evelyne LABORDE
Mme Yvette LACAZE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA

M. Guy VERGES
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Christian AMARE
Mme Elisabeth ARHEIX
Mme Marie-Paule BARON
M. Philippe BAUBAY
M. Michel BONZOM
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Alain GARROT
M. Romain GIRAL
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Bernard LACOSTE
M. Charles LACRAMPE
M. Francis LAFON PUYO
M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA
Mme Chantal MORERA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Yves PIETTE

Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
M. Michel RICAUD
Mme Céline ROULET
M. Michel SAJOUX
M. Roger SEMMARTIN
M. Jacques SEVILLA

M. Robert SUBERCAZES
M. Jean-Marie TAPIE
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYSKI
M. Philippe JOUANOLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

M. Marc GARROCC
Mme Michèle PHAM-BARANNE
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Charles HABAS
M. Laurent PENIN
M. Laurent TEIXEIRA
Mme Florence GASSAN
Mme Anne-Marie ARGOUNES donne
pouvoir à M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Serge DUCLOS donne pouvoir à M.
Marc BEGORRE
Mme Geneviève ISSON donne pouvoir à M.
Philippe BAUBAY
M. Alain TALBOT donne pouvoir à M.
Claude LESGARDS
Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à M.
Jean BURON
M. Lucien BOUZET donne pouvoir à M.
Michel BONZOM
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir
à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE

donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE
RODRIGUEZ donne pouvoir à M. Francis
TOUYA
Mme Marie-Françoise CRANCEE donne
pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. Daniel DARRE donne pouvoir à M. Alain
LUQUET
M. Laurent DUBOUIX donne pouvoir à Mme
Fabienne LAYRE CASSOU
Mme Martine FOCESATO donne pouvoir
à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Simone GASQUET donne pouvoir à
Mme Evelyne RICART
M. Paul LAFAILLE donne pouvoir à Mme
Christiane DURAND
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M.
Jean-François DRON
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir
à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Paul SADER donne pouvoir à M. André
LABORDE
M. Jean TOUYA donne pouvoir à Mme
Ginette CURBET

Absent(s) :

M. Michel AUSINA
M. Michel DUBARRY
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING

M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. FEGNE

Objet : DM N°2 et 3 des BA Téléports et ZI de Saux

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_14-DE
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

Adour-Echez, du Montaignu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

EXPOSE DES MOTIFS :

Par rapport au budget primitif des budgets Annexes, des ajustements s'avèrent nécessaires. Ces inscriptions budgétaires s'inscrivent en recettes et en dépenses de la manière suivante pour chacun des budgets annexes qui suivent ci – dessous :

BA LOC TELEPORTS ET IMMEUBLES EX CCCO - M 4

Décision Modificative n°2

Total général en RECETTES	8 340,00
Total général en DEPENSES	8 340,00

INVESTISSEMENT

RECETTES

Chapitre	Imputation	Libellé	Montant
041	2031	Intégration des études HE du GABAS	8 340,00
		TOTAL	8 340,00

DEPENSES

Chapitre	Imputation	Libellé	Montant
041	2313	Intégration des études HE du GABAS	8 340,00
		TOTAL	8 340,00

BA ZI DE SAUX

Décision Modificative n°3

Total général en DEPENSES	-
----------------------------------	----------

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Chapitre	Imputation	Libellé	Montant
011	61521	Entretien : Bâtiment public Régularisation versement de la caution à la société Capdevielle Mécanique suite à son départ	- 3 600,00
67	6718	Autres charges exceptionnelles	3 600,00
		TOTAL	-

Sur avis favorable de la Commission Finances du 25 novembre 2019, il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver les décisions modificatives n° 2 et n°3 pour l'ensemble des budgets annexes présentés ci-dessus.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE,

Article 1 : d'approuver les décisions modificatives n° 2 et n° 3 pour les l'ensemble des budgets annexes présentés ci-dessus.

Article 2 : d'autoriser le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Conseil Communautaire du mercredi 27 novembre 2019

Délibération n° 15

**Convention de partenariat GAB65 et Secours Populaire- TEPCV
programme «Bio pour tous» - solde**

Date de la convocation : le 14 novembre 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
Mme Josette BOURDEU
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. Jacques LAHOILLE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
Mme Christiane ARAGNOU
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Emmanuel DUBIE
M. Jacques GARROT
M. Christian LABORDE
Mme Evelyne LABORDE
Mme Yvette LACAZE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE

M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Christian AMARE
Mme Elisabeth ARHEIX
Mme Marie-Paule BARON
M. Philippe BAUBAY
M. Michel BONZOM
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Alain GARROT
M. Romain GIRAL
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Bernard LACOSTE
M. Charles LACRAMPE
M. Francis LAFON PUYO
M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE

M. Pierre MONTROYA
Mme Chantal MORERA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
M. Michel RICAUD
Mme Céline ROULET
M. Michel SAJOUX

M. Roger SEMMARTIN
M. Jacques SEVILLA
M. Robert SUBERCAZES
M. Jean-Marie TAPIE
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

M. Marc GARROCCQ
Mme Michèle PHAM-BARANNE
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Charles HABAS
M. Laurent PENIN
M. Laurent TEIXEIRA
Mme Florence GASSAN
Mme Anne-Marie ARGOUNES donne
pouvoir à M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Serge DUCLOS donne pouvoir à M.
Marc BEGORRE
Mme Geneviève ISSON donne pouvoir à M.
Philippe BAUBAY
M. Alain TALBOT donne pouvoir à M.
Claude LESGARDS
Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à M.
Jean BURON
M. Lucien BOUZET donne pouvoir à M.
Michel BONZOM
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir
à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE

donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE
RODRIGUEZ donne pouvoir à M. Francis
TOUYA
Mme Marie-Françoise CRANCEE donne
pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. Daniel DARRE donne pouvoir à M. Alain
LUQUET
M. Laurent DUBOUIX donne pouvoir à Mme
Fabienne LAYRE CASSOU
Mme Martine FOCESATO donne pouvoir
à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Simone GASQUET donne pouvoir à
Mme Evelyne RICART
M. Paul LAFAILLE donne pouvoir à Mme
Christiane DURAND
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M.
Jean-François DRON
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir
à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Paul SADER donne pouvoir à M. André
LABORDE
M. Jean TOUYA donne pouvoir à Mme
Ginette CURBET

Absent(s) :

M. Michel AUSINA
M. Michel DUBARRY
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING

M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. LABORDE

**Objet : Convention de partenariat GAB65 et Secours Populaire- TEPCV programme
«Bio pour tous» - solde**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté
d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes,

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_15-DE
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,
Vu la délibération N°9 du Conseil Communautaire du Grand Tarbes du 31 mars 2016 approuvant la convention de partenariat sur le programme Bio pour Tous.

EXPOSE DES MOTIFS :

Dans le cadre de la convention Territoire à Energie Positive et Croissance Verte (TEPCV) signée en octobre 2015 avec Madame la Ministre de l'Environnement, le Grand Tarbes avait souhaité mener une action partenariale à destination des populations des quartiers prioritaires « politique de la ville » sur le thème de l'alimentation.

Les deux raisons qui l'ont poussé à agir étaient :

1. Que 21% de nos émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) proviennent de notre alimentation, presque autant que le secteur des transports (26%)
2. Lutter contre la précarité alimentaire que subissent ces populations fragiles

Trois conventions partenariales portant sur le projet « Bio pour tous » ont été signées depuis mai 2016. La dernière se terminera au 31 décembre 2019 dont l'animation a été confiée au Groupement des Agriculteurs Biologiques des Hautes Pyrénées (GAB65).

Cette convention regroupe trois partenaires financiers :

1. La CA TLP a alloué à cette action pour la période 2016-2019 la somme de 88 000 euros financée à hauteur de 80% par TEPCV.
2. Le Département des Hautes Pyrénées soutient ce programme dans le cadre du Programme Départemental d'Insertion, dont le programme opérationnel 2.3 s'intitule « *Mieux prendre en compte la santé des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) pour améliorer l'accès aux droits, aux soins et à la prévention* » avec une participation financière de 12 000 euros sur la période.
3. Le GIP politique de la ville intervient au titre du programme d'actions à destination des personnes vivant dans les quartiers prioritaires avec une participation financière de 15 000 euros sur la période.

Au travers de la construction du plan d'actions, il nous est apparu opportun de travailler avec quatre partenaires techniques:

1. la Biocoop 65 de Tarbes et de Lourdes,
2. le Groupement des Agriculteurs Biologiques des Hautes Pyrénées (GAB65),
3. le Secours Populaire
4. Villages Accueillants (association d'insertion).

Les trois actions du programme d'actions sont les suivantes:

1. faciliter l'accès aux produits biologiques et de saison à des publics en précarité dans les magasins Biocoop 65 par des remises de caisses, baisses de marges et la création d'une participation citoyenne. Achat d'un panier de courses à 30 € par la famille pour une valeur marchande de 60€. En 2018, cette action a été étendue à la Biocoop de Lourdes. En 2019, 55 personnes ont bénéficié du dispositif tout au long de l'année.
2. organiser des ateliers de cuisine biologique (9 ateliers au Secours Populaire pour un total de 90 participants et 10 ateliers lors des livraisons pour un total de 300 personnes en 2019), des visites de ferme sur le territoire (8 visites de fermes avec une quarantaine de participants au total en 2019) et accompagner la création d'un lieu de transformation et de conservation de fruits et de légumes.
3. livrer de façon hebdomadaire 50 à 100 kgs de légumes frais et biologiques de Villages Accueillants au Secours populaire de Tarbes puis l'étendre à Lourdes en

2019. 1.5 tonnes ont été livrées depuis septembre 2018 pour cette dernière convention mais représente moins de 5% du volume reçu par le Secours Populaire au titre de l'aide alimentaire.

A ce jour 67 000 euros sur les 88 000 euros prévus ont été utilisés. Ainsi, nous vous proposons de valider le bilan de cette convention 2018-2019 et donc d'utiliser les 21 000 euros restant (financés à 80% par TEPCV) à l'acquisition par le Groupement des Agriculteurs Biologiques des Hautes Pyrénées du matériel nécessaire pour la création d'un lieu pérenne de transformation et de conservation de fruits et de légumes au sein du Secours Populaire. Cette acquisition nous permettra de voir l'action 2 se pérenniser dans le temps.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : de valider le bilan de la convention telle qu'exposée ci-dessus.

Article 2 : d'utiliser les 21 000 euros restants en les attribuant au Groupement des Agriculteurs Biologiques des Hautes Pyrénées pour l'acquisition du matériel nécessaire pour la création d'un lieu pérenne de transformation et de conservation de fruits et de légumes au sein du Secours Populaire.

Article 3 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.



Logo commune

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION **D'UN HANGAR COMMUNAL**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune d' Arrodets ez Angles représentée par Madame RENAUD Danielle, Maire de la Commune d' Arrodets ez Angles, agissant en cette qualité, autorisée par délibération du Conseil Municipal en date du,

Ci-après désignée sous le vocable « La Commune »
D'une part,

et

La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées, représentée par Monsieur Gérard TREMEGE, Président, agissant en cette qualité, autorisé par la délibération du conseil communautaire en date du,

Ci-après désignée sous le vocable « L'Occupant »
D'autre part,

Les dispositions ci-après ont été convenues et arrêtées :

Article 1er : OBJET

La Commune donne par ces présentes le droit d'occuper les lieux ci-après désignés conformément aux dispositions des articles L.2111-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, à l'Occupant qui accepte :

► Sur la Commune d' Arrodets.-ez-Angles, un hangar communal afin d'entreposer du matériel et des véhicules.

Ce local est cadastré sous la référence Section B n° 38.

L'occupant déclare parfaitement connaître ce bien pour l'avoir vu et visité préalablement

Cette mise à disposition est consentie à titre précaire et révoable.

Article 2 : DUREE

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de trois ans à compter du 1er janvier 2020.

Accusé de réception en préfecture 065-200069300-20191127-CC271119_16a-AU Date de télétransmission : 02/12/2019 Date de réception préfecture : 02/12/2019

Article 3: ETAT DES LIEUX

L'occupant prendra les locaux en l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance. Il déclare connaître les locaux pour les avoir vus et visités à sa convenance.

Article 4: OCCUPATION DES LIEUX

Le local, objet de la présente, sera utilisé par l'occupant pour entreposer du matériel et des véhicules du « service commun entretien communal de Montaigu ».

Il est expressément convenu avec la commune que ce local est à usage exclusif de la CATLP et que celui-ci pourra être mis à disposition occasionnellement de la Commune pour ses besoins ou celui d'associations sises sur son territoire après accord exprès de la CATLP sans que cela ne puisse perturber son activité.

Article 5 : CHARGES ET CONDITIONS

L'occupant jouira des lieux mis à sa disposition en bon père de famille selon leurs destinations.

Il veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre du voisinage ne soient troublés ni par son fait, ni par celui de ses préposés, de ses fournisseurs ou de ses membres. Il devra notamment prendre toutes les précautions pour éviter tous troubles de jouissance, notamment par le bruit, la chaleur et les odeurs.

Il devra se conformer aux lois, prescriptions, règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'hygiène et le travail.

Il devra notamment respecter toutes les dispositions réglementaires applicables aux activités qu'il entend exercer dans les locaux mis à disposition, la responsabilité de l'organisateur pouvant être recherchée en cas d'accident.

Article 6 : ENTRETIEN ET TRAVAUX

L'occupant devra entretenir les lieux pendant toute la durée de la mise à disposition et les rendre, en fin de celle-ci, en bon état de réparations locatives et d'entretien lui incombant, notamment pour les dégradations survenues du fait de ses membres ou des personnes à son service.

L'occupant devra prévenir immédiatement la Commune de tous les dommages et dégradations qui surviendraient dans les lieux loués pendant l'utilisation et qui rendraient nécessaires des réparations lui incombant. Faute de satisfaire à cette obligation, il serait responsable des préjudices de tous ordres engendrés par son silence ou par son retard.

L'occupant ne pourra effectuer aucun travaux ou aménagements des lieux notamment les travaux de percement des murs, de changement de distribution, de cloisonnement, de démolition ou affectant l'aspect extérieur du bâtiment.

Il souffrira sans indemnité toutes les constructions, surélévations et travaux quelconques qui seront exécutés par la Commune dans les locaux mis à disposition ou dans l'immeuble quelle qu'en soit la durée et l'importance.

Pendant toute la durée de la convention, l'occupant devra laisser la Commune, ses services, ou son mandataire, visiter les lieux loués pour s'assurer de leur état toutes les fois que cela paraîtra utile, sans que ces visites puissent être abusives, à charge, en dehors des cas urgents, de prévenir au moins vingt-quatre heures à l'avance.

Article 7 : CESSION - SOUS LOCATION

Sous réserve de l'accord préalable de la Commune d'Arrodets ez Angles l'occupant pourra prêter tout ou partie les lieux mis à sa disposition sous sa propre responsabilité à toute personne désignée par lui, à la condition que les activités exercées par les occupants soient compatibles avec la destination des lieux prévues à l'article 1 et ne soient en aucun cas une gêne pour le voisinage.

Article 8 : ASSURANCES

L'occupant s'engage à souscrire une assurance en responsabilité civile pour les activités exercées dans les locaux ainsi qu'une assurance pour les risques locatifs. L'occupant devra s'assurer et tenir constamment assurés les lieux mis à disposition contre l'incendie et toutes explosions, dégâts des eaux, et autres ainsi que les risques locatifs et recours des voisins,

Il devra justifier cette assurance et le paiement des primes à toute demande de la Commune.

L'occupant ne pourra exercer aucun recours contre la Commune en cas de vols, détériorations ou actes délictueux dont il pourrait être victime dans les lieux loués et il ne pourra réclamer à la Commune aucune indemnité ou dommages et intérêts.

Article 9 RESPONSABILITE-RECOURS

L'occupant sera personnellement responsable, vis-à-vis de la Commune et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou préposés

L'occupant répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'il en aura la jouissance et commises tant par lui-même que par ses membres, préposés, et toute personne effectuant des travaux pour son compte.

Article 10: LOYER

Le montant annuel de la location est fixé à 1538,44 € (base 2019), il sera versé

Accusé de réception en préfecture 065-200069300-20191127-CC271119_16a-AU Date de télétransmission : 02/12/2019 Date de réception préfecture : 02/12/2019

annuellement dès émission du titre de recette.

La révision annuelle sera effectuée, soit en augmentation ou en diminution en fonction de la variation de l'indice du coût de la construction (ILAT) par l'INSEE et connu à la date anniversaire de la révision (indice de référence: 2^{ème} trimestre 2019: 114,47).

Article 11 : CHARGES-IMPÔTS ET TAXES

Les impôts et taxes de toute nature relatifs aux locaux mis à sa disposition seront supportés par la Commune.

Article 1.2: CLAUSE RESOLUTOIRE

A défaut d'exécution de l'une ou l'autre des clauses et conditions de la présente convention, ou d'inexécution des obligations imposées à l'occupant par la loi ou les règlements et un mois après une sommation d'exécuter restée sans effet, la présente convention sera résiliée de plein droit.

La révocation pour un motif d'intérêt général, de la présente convention ne donnera lieu à aucune indemnisation.

Article 13 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes les parties font élection de domicile :

- pour la Commune en Mairie,
- pour l'occupant au lieu de son siège social.

Fait à Arrodets ez Angles, le

Fait à Juillan, le

Le Maire d'Arrodets ez Angles
Madame Danielle RENAUD

Le Président de la CATLP
Monsieur Gérard TREMEGE

Conseil Communautaire du mercredi 27 novembre 2019

Délibération n° 16

Mise à disposition d'un local communal à usage de hangar sur la commune d'Arrodets-Ez-Angles

Date de la convocation : le 14 novembre 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
Mme Josette BOURDEU
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. Jacques LAHOILLE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
Mme Christiane ARAGNOU
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Emmanuel DUBIE
M. Jacques GARROT
M. Christian LABORDE
Mme Evelynne LABORDE
Mme Yvette LACAZE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelynne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE

M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Christian AMARE
Mme Elisabeth ARHEIX
Mme Marie-Paule BARON
M. Philippe BAUBAY
M. Michel BONZOM
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Alain GARROT
M. Romain GIRAL
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Bernard LACOSTE
M. Charles LACRAMPE
M. Francis LAFON PUYO
M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE

M. Pierre MONTROYA
Mme Chantal MORERA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
M. Michel RICAUD
Mme Céline ROULET
M. Michel SAJOUX

M. Roger SEMMARTIN
M. Jacques SEVILLA
M. Robert SUBERCAZES
M. Jean-Marie TAPIE
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

M. Marc GARROCCQ
Mme Michèle PHAM-BARANNE
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Charles HABAS
M. Laurent PENIN
M. Laurent TEIXEIRA
Mme Florence GASSAN
Mme Anne-Marie ARGOUNES donne
pouvoir à M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Serge DUCLOS donne pouvoir à M.
Marc BEGORRE
Mme Geneviève ISSON donne pouvoir à M.
Philippe BAUBAY
M. Alain TALBOT donne pouvoir à M.
Claude LESGARDS
Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à M.
Jean BURON
M. Lucien BOUZET donne pouvoir à M.
Michel BONZOM
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir
à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE

donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE
RODRIGUEZ donne pouvoir à M. Francis
TOUYA
Mme Marie-Françoise CRANCEE donne
pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. Daniel DARRE donne pouvoir à M. Alain
LUQUET
M. Laurent DUBOUIX donne pouvoir à Mme
Fabienne LAYRE CASSOU
Mme Martine FOCESATO donne pouvoir
à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Simone GASQUET donne pouvoir à
Mme Evelyne RICART
M. Paul LAFAILLE donne pouvoir à Mme
Christiane DURAND
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M.
Jean-François DRON
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir
à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Paul SADER donne pouvoir à M. André
LABORDE
M. Jean TOUYA donne pouvoir à Mme
Ginette CURBET

Absent(s) :

M. Michel AUSINA
M. Michel DUBARRY
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING

M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. LABORDE

Objet : Mise à disposition d'un local communal à usage de hangar sur la commune d'Arrodets-Ez-Angles

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté
d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes,

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_16-DE
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,

EXPOSE DES MOTIFS :

Afin d'entreposer le matériel et des véhicules du service commun sur l'ancienne Communauté de Communes du Montaigu, il est proposé de poursuivre la convention de mise à disposition précédemment passée avec la Commune d'Arrodets-Ez-Angles pour une durée de 3 ans à compter du 1 janvier 2020.

Le montant annuel de la location est fixé à 1 538,44 euros et celui-ci sera indexé sur l'indice du loyer des activités tertiaires et de logistique (ILAT) publié par l'INSEE.

Il est expressément convenu avec la commune que ce local est à usage exclusif de la CATLP et que celui-ci pourra être mis à disposition occasionnellement de la Commune pour ses besoins ou celui d'associations sises sur son territoire après accord exprès de la CATLP sans que cela ne puisse perturber son activité.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'approuver la convention de mise à disposition du local communal à usage de hangar avec la commune de Arrodets-Ez-Angles selon la convention ci jointe à compter du 1 janvier 2020 pour une durée de 3 ans.

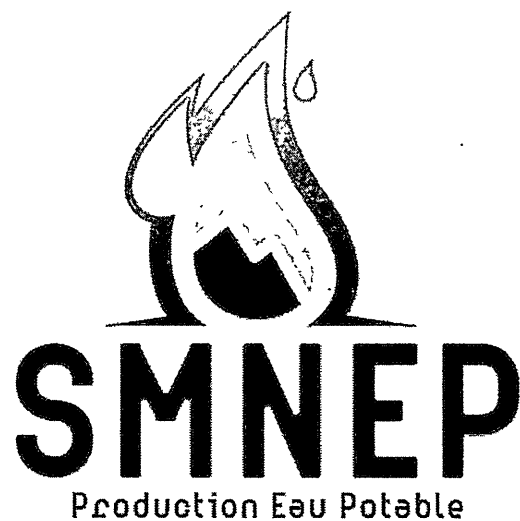
Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.



Syndicat Mixte du Nord Est de Pau (SMNEP)

Statuts révisés en Comité syndical du 26 septembre 2019

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_17a-
AU
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_17a-
AU
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

TABLE DES MATIERES

Article 1 – Présentation et composition.....	1
Article 2 - Objet et compétences.....	2
Article 3 - Périmètre du syndicat.....	3
Article 4 - Durée	3
Article 5 - Siège de l'établissement	3
Article 6 – Adhésion	3
Article 7 - Retrait	4
Article 7.1 - Retrait du Syndicat	4
Article 7.2 - Modalités du retrait	4
Article 8 - Dissolution	4
Article 9 - Comité syndical.....	4
Article 9.1 - Composition et vote	4
Article 9.2 - Quorum	6
Article 9.3 - Pouvoir	6
Article 9.4 - Attributions du Comité syndical	6
Article 10 - Commissions	6
Article 11 - Bureau syndical.....	7
Article 11.1 Organisation du Bureau Syndical	7
Article 11.2 - Attributions du Bureau	7
Article 12 - Président.....	7
Article 13 - Vice-Président(s)	7
Article 14 – Dispositions diverses.....	8
Article 14.1 - Contrôle	8
Article 14.2 – Disposition générale	8
Article 14.3 - Entrée en vigueur des statuts	8

ARTICLE 1 – PRESENTATION ET COMPOSITION

Le Syndicat Mixte du Nord Est de Pau est un syndicat de production d'eau potable d'intérêt interdépartemental, dont le rayonnement s'étend sur le Gers, les Pyrénées-Atlantiques et les Hautes-Pyrénées. Son rôle principal réside dans la mutualisation de moyens et la solidarité entre les territoires autour de la thématique de l'eau potable.

Au 1^{er} janvier 2020, le **Syndicat Mixte du Nord-Est de Pau**, ci-après dénommé **SMNEP**, est composé du :

- **Syndicat des Eaux Luy Gabas Leés**, ci-après dénommé **SE LGL** pour les communes : *Abère, Anos, Argelos, Arrien, Astis, Aubin, Auriac, Baleix, Barinque, Bernadets, Bournos, Buros, Carrère, Caubios-loos, Doumy, Escoubes, Eslourenties, Gabaston, Higuères-Souye, Lasclaveries, Lespourcy, Lombardia, Maucor, Miossens-Lanusse, Momas, Montardon, Navailles-Angos, Riupeyrous, Saint-Armou, Saint-Castin, Saint-Jammes, Saint-Laurent-Bretagne, Saubole, Sauvagnon, Sedze-Maubecq, Sedzère, Serres-Castet, Sévignacq, Thèze, Urost, Viven, Aubous, Aydie, Baliracq-Maumusson, Boueilh-Boueilho-Lasque, Burousse-Mendousse, Cadillon, Castetpugon, Claracq, Conchez de Béarn, Diusse, Garlin, Mascaraas-Haron, Moncla, Mont-Disse, Mouhous, Portet, Ribarrouty, Saint-Jean-Poudge, Tadousse-Ussau, Taron-Sadirac-Viellenave, Vialer ; Arget, Arzacq-Arraziguet, Auga, Bouillon, Cabidos, Casteide-Candau, Coublucq, Fichous-Riumayou, Garlède-Mondebat, Garos, Geus D'Arzacq, Lalouquette, Larreule, Lème, Lonçon, Louvigny, Malaussanne, Mazerolles, Méricq, Mialos, Montagut, Morlanne, Piets, Poms, Pouliacq, Poursiugues-Boucoue, Séby, Saint-Médard, Uzan, Vignes ; et la Communauté d'Agglomération Pau Béarn Pyrénées pour la commune d'Uzein.*
- **Syndicat d'Eau et d'Assainissement Béarn Bigorre**, ci-après dénommé **SEABB** pour les communes : *Andoins, Artigueloutan, Barzun, Espéchède, Espoey, Ger, Gomer, Hours, Lée, Limendous, Livron, Lourenties, Lucgarier, Nousty, Ouillon, Ousse, Pontacq, Sendets, Ibos, Soumoulou, Aast, Anoye, Arricau-Bordes, Bassillon-Vauzé, Bédeille, Bentayou-Sérée, Casteide-Doat, Castéra-Loubix, Castillon(Canton de Lembeye), Corbère-Abères, Coslédaà-Lube-Boast, Escaunets, Escurès, Gardères, Gayon, Gerderest, Labatut, Lalougue, Lamayou, Lannecaube, Lembeye, Lespielle, Luc-Armau, Lucarré, Luquet, Lussagnet-Lusson, Maspie-Lalonquère-Juillacq, Maure, Momy, Monassut-Audiracq, Monségur, Montaner, Peyrelongue-Abos, Ponson-Debat-Pouts, Ponson-Dessus, Pontiacq-Viellepinte, Samsons-Lion, Séméacq-Blachon, Séron, Simacourbe, Villenave-près-Béarn, Arrosès, Aurions-Idernes, Bétracq, Crouseilles, Lasserre, Moncaup, Monpezat.*
- **Communauté de Communes du Pays de Nay**, ci-après dénommé **CCPN** pour les communes : *Angaïs, Arros de Nay, Arthez-d'Asson, Assat (en partie), Asson, Baliros, Baudreix, Bénéjacq, Beuste, Boeil-Bezing, Bordères, Bordes, Bourdettes, Bruges-Capbis-Mifaget, Coarraze, Haut de Bosdarros, Igon, Labatmale, Lagos, Lestelle-Bétharram (en partie), Mirepeix, Montaut, Nay, Pardies-Piétat, Saint-Abit, Saint-Vincent.*

- **Syndicat Intercommunal des Eaux du Bassin Adour Gersois**, ci-après dénommé **SIEBAG** pour les communes : *Aurensan, Bernède, Corneillan, Labarthète, Lannux, Maumusson-Laguian, Projan, Ségos, Verlus, Viella*.

A compter du **1^{er} avril 2020**, devient également membre du Syndicat Mixte du Nord-Est de Pau :

- **Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées**, ci-après dénommé **CA TLP** pour la commune d'Ossun.

Le **SE LGL**, le **SEABB**, le **CCPN**, le **SIEBAG** et la **CA TLP** étant ci-après collectivement désignés par « **les Distributeurs** ».

ARTICLE 2 - OBJET ET COMPETENCES

Le Syndicat est constitué en vue de la satisfaction des besoins communs dans le domaine de l'eau potable. Il a pour objet d'exercer pleinement les compétences suivantes :

- Recherche et étude de nouvelles ressources,
- Production d'eau potable et préservation de la ressource (la protection des captages est incluse dans cette compétence),
- Transport et stockage d'eau potable (réseau d'adduction constitué par toute canalisation comprise entre une unité de production et un compteur de vente d'eau [limite patrimoniale avec les Distributeurs], incluant les ouvrages de stockage),
- Sécurisation de l'approvisionnement en eau (interne ou externe vers les collectivités limitrophes),
- Animation pédagogique et communication (sensibilisation du public aux grand et petit cycles de l'eau),
- Production et vente d'énergies renouvelables issu des équipements du SMNEP.

Le Syndicat assure ainsi en qualité de maître d'ouvrage tous les investissements en équipements nécessaires à l'exécution des missions et au bon fonctionnement du service public de production d'eau potable.

A ce titre, le syndicat assure pour ses membres les missions suivantes :

- Préservation de la ressource et protection des captages : réalisation de la procédure de déclaration d'utilité publique, suivi des arrêtés et des recommandations de l'autorité sanitaire, actions de prévention et de réduction des pollutions, ...
- Production de l'eau : fonctionnement, surveillance et entretien des installations, maintenance, réparation, rénovation, amélioration des installations électriques, hydrauliques, électromécaniques et de traitement, petits entretiens du génie civil et des bâtiments, entretien des abords des ouvrages, ...

- Gestion des réseaux de transport : fonctionnement, surveillance, entretien et réparation, renouvellement, amélioration, renforcement, recherche et réparations des fuites ; tenue à jour des plans, ...
- Gestion des réservoirs, stations de reprise et stations de surpression : fonctionnement, surveillance, entretien et réparation, rénovation, renouvellement, amélioration, renforcement, simplification, ...
- Etudes : recherche de nouvelles ressources en eau, anticipation des besoins en eau du territoire, sécurisation de l'alimentation en eau, amélioration des systèmes de production, optimisation de la qualité de l'eau mise en distribution, développement d'énergie renouvelable, prospective technico-économique du service, ...
- Elaboration d'un schéma directeur : étude technico-économique des investissements à prévoir sur 10 ans à partir des perspectives de recettes de vente d'eau produite.

ARTICLE 3 - PERIMETRE DU SYNDICAT

Le syndicat intervient dans les limites du périmètre de son patrimoine.

ARTICLE 4 - DUREE

Le syndicat est constitué pour une durée illimitée.

ARTICLE 5 - SIEGE DE L'ETABLISSEMENT

Le siège est fixé à la Maison de l'Eau – Route de Morlaàs à BUROS (64160).

Les réunions du syndicat se tiennent au siège du syndicat.

ARTICLE 6 – ADHESION

Les Communes et les EPCI peuvent adhérer au Syndicat selon les dispositions de l'article L. 5211-18 du CGCT ou de toutes dispositions qui s'y substitueraient.

Toute demande d'adhésion sera soumise à l'approbation du Comité Syndical après avis du Bureau et devra suivre la procédure prévue à l'article L. 5211-18 du CGCT ou de toutes dispositions qui s'y substitueraient.

ARTICLE 7 - RETRAIT

Article 7.1 - Retrait du Syndicat

Toute collectivité membre peut solliciter son retrait du Syndicat en application des articles L. 5211-19, L. 5212- 29, L. 5212-29-1 ou L. 5212-30 du CGCT ou de toutes dispositions qui s'y substitueraient.

Le retrait doit faire l'objet d'un accord des membres du Syndicat à la majorité qualifiée requise pour la création du syndicat en application des dispositions de l'article L. 5211-5 du CGCT ou de toute disposition qui s'y substitueraient.

Article 7.2 - Modalités du retrait

Le retrait du Syndicat s'effectue dans les conditions fixées à l'Article L. 5211-25-1 du CGCT ou toutes dispositions qui s'y substitueraient. Lorsque les biens meubles ou immeubles ont été acquis ou réalisés, ou lorsqu'une dette a été contractée postérieurement au transfert de compétences, la répartition des biens ou des produits de leur réalisation, ainsi que celle du solde de l'encours de la dette est fixée, à défaut d'accord, par arrêté du représentant de l'Etat dans le Département.

Le retrait suppose l'accord de l'organe délibérant du membre qui se retire et du Comité Syndical du Syndicat sur la répartition des biens entre le Syndicat et le membre concerné. A défaut d'accord, les modalités du retrait sont arrêtées par le représentant de l'Etat dans le département en application des dispositions de l'article L. 5211-19 du CGCT ou de toutes dispositions qui s'y substitueraient.

Dans tous les cas, les conditions du retrait précisent les modalités de répartition et d'utilisation des moyens y compris humains affectés à la gestion des services et de prise en charge des conséquences financières de ce retrait.

ARTICLE 8 - DISSOLUTION

Le Syndicat peut être dissout dans les conditions prévues aux articles L. 5212-33 et suivants du CGCT ou de toutes dispositions qui s'y substitueraient.

ARTICLE 9 - COMITE SYNDICAL

Article 9.1 - Composition et vote

Jusqu'au 31 mars 2020, le Syndicat est administré par un Comité syndical, placé sous la responsabilité de son Président, composé de 18 délégués titulaires et 10 délégués suppléants.

Ces délégués sont nommés par les Distributeurs. Chaque délégué dispose d'une voix délibérative.

Chaque membre est représenté par un ou plusieurs représentants ainsi que suit :

Distributeurs	Représentativité
SE LGL	6 délégués titulaires 3 délégués suppléants
SEABB	6 délégués titulaires 3 délégués suppléants
CCPN	5 délégués titulaires 3 délégués suppléants
SIEBAG	1 délégué titulaire 1 délégué suppléant
Total	18 délégués titulaires 10 délégués suppléants

A compter du 1^{er} avril 2020, le Syndicat est administré par un Comité syndical, placé sous la responsabilité de son Président, composé de délégués nommés par les Distributeurs.

Le nombre de délégués est proportionnel au volume d'eau acheté au SMNEP d'après les derniers volumes validés au 31 décembre de l'année N-1 précédant chaque révision de la composition du comité syndical, suivant la répartition suivante :

Volume consommé par le Distributeur	Nombre de délégué titulaire
[0 - 500 000 m ³ [	1
[500 000 - 1 000 000 m ³ [	2
[1 000 000 - 1 500 000 m ³ [	3
[1 500 000 - 2 000 000 m ³ [	4
[2 000 000 - 2 500 000 m ³ [	5
[2 500 000 - 3 000 000 m ³ [	6
[3 000 000 - 3 500 000 m ³ [	7
[3 500 000 - 4 000 000 m ³ [	8
[4 000 000 - 5 000 000 m ³ [	9
[5 000 000 - 6 000 000 m ³ [	10

Volume consommé par le Distributeur	Nombre de délégué suppléant
[0 - 1 000 000 m ³ [	1
[1 000 000 - 2 000 000 m ³ [	2
[2 000 000 - 3 000 000 m ³ [	3
[3 000 000 - 4 000 000 m ³ [	4
[4 000 000 - 5 000 000 m ³ [	5
[5 000 000 - 6 000 000 m ³ [	6

Une délibération sera prise à cet effet pour déterminer le nombre de délégué à désigner par Distributeur à chaque renouvellement.

Chaque délégué dispose d'une voix délibérative.

La composition du comité syndical sera obligatoirement révisée à chaque évolution territoriale ou à la demande de la majorité des membres du comité ou à chaque renouvellement général des conseils municipaux.

Article 9.2 - Quorum

Le Comité syndical n'est réuni valablement pour prendre des décisions que si la majorité des membres en exercice est présente ou représentée. Les décisions sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées, sauf dispositions contraires précisées.

Si, après une première convocation régulière, le quorum n'est pas atteint, le Comité syndical est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Article 9.3 - Pouvoir

La suppléance est prioritaire par rapport à tout pouvoir qui serait octroyé par un délégué titulaire absent.

Un délégué titulaire empêché d'assister à une séance et ne pouvant être représenté par son suppléant qui serait également empêché peut donner pouvoir, par écrit et signé, à un autre délégué titulaire de son choix.

Ainsi, le pouvoir n'est valable que si le délégué titulaire et le délégué suppléant sont tous deux absents ou empêchés.

Un même délégué ne peut détenir qu'un seul pouvoir.

Article 9.4 - Attributions du Comité syndical

Le Comité syndical se réunit au moins trois fois par an, sur convocation de son Président.

Les séances sont publiques.

ARTICLE 10 - COMMISSIONS

Le Comité syndical peut, à tout moment, créer des commissions permanentes ou temporaires.

Leur nombre, leur composition, leur objet et leur fonctionnement sont fixés par délibération du Comité syndical.

ARTICLE 11 - BUREAU SYNDICAL

Article 11.1 Organisation du Bureau Syndical

Le Comité syndical désigne parmi ses membres, et après chaque renouvellement, un Bureau composé d'un Président, de Vice-Présidents, et éventuellement d'un ou de plusieurs autres membres.

Le nombre de membres sera défini par délibération du Comité syndical. Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que le Comité syndical.

Chaque membre du Bureau est détenteur d'une seule voix.

Les règles de quorum sont identiques à celles du Comité syndical.

Article 11.2 - Attributions du Bureau

Le Bureau assure la gestion et l'administration du Syndicat en fonction des délégations qu'il a reçues du Comité syndical. En dehors de ces délégations, le Bureau est un lieu de préparation des décisions du Comité syndical.

ARTICLE 12 - PRESIDENT

Le Président est l'organe exécutif du syndicat et à ce titre, il :

- Convoque aux séances du Comité syndical et du bureau ;
- Dirige les débats et contrôle les votes ;
- Prépare le budget ;
- Prépare et exécute les délibérations du Comité syndical ;
- Est chargé, sous le contrôle du Comité syndical, de la gestion des biens du syndicat ;
- Ordonne les dépenses et prescrit l'exécution des recettes du syndicat ;
- Accepte les dons et legs ;
- Est seul chargé de l'administration, mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux membres du Bureau, peut, par délégation du Comité syndical, être chargé du règlement de certaines affaires à l'exception des attributions fixées à l'article L. 5211-10 du CGCT. Il rend compte à la plus proche réunion du Comité syndical des décisions intervenues dans le cadre de ses délégations ;
- Représente le Syndicat en justice.

ARTICLE 13 - VICE-PRESIDENT(S)

Les Vice-présidents remplacent, dans l'ordre de nomination, le Président en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 14 – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 14.1 - Contrôle

Les règles applicables au SMNEP en ce qui concerne le contrôle administratif, financier et technique seront celles applicables aux Syndicats (Cf. Code Général des Collectivités Territoriales).

Article 14.2 – Disposition générale

Pour tout ce qui n'est pas explicitement prévu dans les présents statuts, il sera fait application des dispositions prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 14.3 - Entrée en vigueur des statuts

Les présents statuts entrent en vigueur à la date de la dernière publication au recueil des actes administratifs de l'arrêté pris par le Représentant de l'Etat dans les Pyrénées-Atlantiques.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_17a-
AU
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

Conseil Communautaire du mercredi 27 novembre 2019

Délibération n° 17

**Syndicat mixte du Nord-Est de Pau : adhésion de la Communauté
d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées pour le territoire de la
commune d'Ossun**

Date de la convocation : le 14 novembre 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
Mme Josette BOURDEU
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. Jacques LAHOILLE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
Mme Christiane ARAGNOU
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Emmanuel DUBIE
M. Jacques GARROT
M. Christian LABORDE
Mme Evelynne LABORDE
Mme Yvette LACAZE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelynne RICART
M. François RODRIGUEZ

M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Christian AMARE
Mme Elisabeth ARHEIX
Mme Marie-Paule BARON
M. Philippe BAUBAY
M. Michel BONZOM
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Alain GARROT
M. Romain GIRAL
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Bernard LACOSTE
M. Charles LACRAMPE
M. Francis LAFON PUYO
M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE

M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA
Mme Chantal MORERA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
M. Michel RICAUD
Mme Céline ROULET

M. Michel SAJOUX
M. Roger SEMMARTIN
M. Jacques SEVILLA
M. Robert SUBERCAZES
M. Jean-Marie TAPIE
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

M. Marc GARROCQ
Mme Michèle PHAM-BARANNE
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Charles HABAS
M. Laurent PENIN
M. Laurent TEIXEIRA
Mme Florence GASSAN
Mme Anne-Marie ARGOUNES donne
pouvoir à M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Serge DUCLOS donne pouvoir à M.
Marc BEGORRE
Mme Geneviève ISSON donne pouvoir à M.
Philippe BAUBAY
M. Alain TALBOT donne pouvoir à M.
Claude LESGARDS
Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à M.
Jean BURON
M. Lucien BOUZET donne pouvoir à M.
Michel BONZOM
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir
à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE

donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE
RODRIGUEZ donne pouvoir à M. Francis
TOUYA
Mme Marie-Françoise CRANCEE donne
pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. Daniel DARRE donne pouvoir à M. Alain
LUQUET
M. Laurent DUBOUIX donne pouvoir à Mme
Fabienne LAYRE CASSOU
Mme Martine FOCHEATO donne pouvoir
à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Simone GASQUET donne pouvoir à
Mme Evelyne RICART
M. Paul LAFAILLE donne pouvoir à Mme
Christiane DURAND
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M.
Jean-François DRON
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir
à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Paul SADER donne pouvoir à M. André
LABORDE
M. Jean TOUYA donne pouvoir à Mme
Ginette CURBET

Absent(s) :

M. Michel AUSINA
M. Michel DUBARRY
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING

M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. PIRON

Objet : Syndicat mixte du Nord-Est de Pau : adhésion de la Communauté
d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées pour le territoire de la commune d'Ossun

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4 et
L.5211-8

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_17-DE
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

Vu l'article 66 de la loi 2015-991 du 07-08-2015

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Vu la délibération du Syndicat Mixte du Nord-Est de Pau (SMNEP) en date du 26 septembre 2019,

EXPOSE DES MOTIFS :

Le SMNEP est un syndicat de production d'eau potable créé en 1963. Il dessert près de 100 000 habitants et en 2020 il sera composé du Syndicat des Eaux Luy Gabas Leés, le Syndicat d'Eau et d'Assainissement de Béarn Bigorre, la Communauté de Communes du Pays de Nay et le Syndicat Intercommunal des Eaux du Bassin Adour Gersois.

Afin de mener à bien cette mission, il assure le captage à travers 12 ressources, le traitement par 4 usines de production, le transport avec 190 kilomètres de réseaux et le stockage par des châteaux d'eau et réservoirs.

Actuellement 5 communes de la CATLP (Ibos, Gardères, Luquet, Seron et Lamarque Pontacq) sont alimentées en eau potable par ce syndicat à travers leurs adhésions au Syndicat d'Eau et d'Assainissement de Béarn Bigorre.

Compte tenu de la proximité du réseau de ce syndicat et afin de sécuriser l'alimentation en eau potable de la Commune d'Ossun, il est proposé d'adhérer au SMNEP pour l'alimentation en eau potable de ce périmètre pour le 1 avril 2020 en approuvant les statuts joints à la présente délibération.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'adhérer, au 1^{er} avril 2020, au Syndicat Mixte du Nord Est de Pau (SMNEP) dont les statuts sont joints à la présente délibération pour le périmètre de la commune d'Ossun.

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_17-DE
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

STATUTS DU SYNDICAT MIXTE D'ELIMINATION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES (SYMAT)

TITRE I OBJET-MEMBRES-COMPETENCES

ARTICLE 1 : Constitution du syndicat

Conformément aux dispositions de l'article L 5711-1 du code général des collectivités territoriales, un syndicat mixte d'élimination des déchets ménagers et assimilés est constitué par arrêté préfectoral 2002-357-4 23 du décembre 2002.

Les présents statuts définissent les modalités de fonctionnement du syndicat mixte.

ARTICLE 2 : Dénomination

Ce syndicat mixte porte le nom de syndicat mixte d'élimination des déchets ménagers et assimilés (acronyme SYMAT).

ARTICLE 3 : Objet

Ce syndicat a pour objet l'ensemble de la compétence collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés conformément à la définition prévue aux articles L 2224-13 à-16 du code général des collectivités territoriales. A des fins de mutualisation des coûts le Syndicat mixte a transféré la partie traitement de sa compétence (centre de tri, transfert, transport aux installations de traitement et valorisation de déchets ménagers et assimilés) au SMTD 65 – Syndicat mixte de traitement départemental des Hautes Pyrénées.

ARTICLE 4 : Durée

Le syndicat est institué pour une durée illimitée.

ARTICLE 5 : Siège

Le siège du syndicat est fixé au 115 rue de l'Adour, 65460 Bours.

ARTICLE 6 : Composition du Syndicat

Le syndicat est composé de trois adhérents disposant du pouvoir délibérant :

- la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées,
- La Communauté de communes de la Haute-Bigorre,
- la Communauté de communes des coteaux du Val d'Arros pour 7 communes.

ARTICLE 7 : Modifications statutaires

Admission et retrait des membres :

Sous réserve de modification et d'adaptation de l'article 6 relatif à la composition du syndicat, le périmètre du syndicat mixte pourra être étendu par l'adjonction ou réduit par retrait de nouveaux E.P.C.I. dans le cadre des dispositions prévues aux articles L 5211-18 et 19, L 5212-32 du code général des collectivités territoriales et prendra effet au 1^{er} janvier de l'année suivante.

Les conditions de reprise, à savoir les répartitions de l'actif et du passif, devront faire l'objet de délibérations concordantes de la collectivité qui se retire ou adhère au comité syndical et du SYMAT. A défaut d'accord, l'article L 5211-19 s'applique.

ARTICLE 8: Dissolution

Le syndicat mixte pourra être dissous conformément aux dispositions de l'article L 5211-26 du code général des collectivités territoriales.

L'arrêté de dissolution détermine, dans le respect des dispositions prévues à l'article L 5211-25-1 du code général des collectivités territoriales et sous la réserve des droits et des tiers, les conditions dans lesquelles le syndicat est liquidé.

TITRE II ADMINISTRATION

ARTICLE 9 : Comité Syndical

9-1 – Composition

Le syndicat mixte est administré par un comité syndical, placé sous la présidence de son président et composé de 37 délégués répartis proportionnellement à la population des membres :

- **31** au titre de la communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées,
- **5** au titre de La communauté de communes de la Haute-Bigorre,
- **1** au titre de la communauté de communes des coteaux du Val d'Arros.

Chaque EPCI a au minimum 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant.

Chaque adhérent désigne son ou ses délégués suppléants en nombre égal au nombre des titulaires. Les membres disposant de plusieurs délégués titulaires peuvent désigner un délégué suppléant spécifique à chaque délégué titulaire. Faute de précision en ce sens, il sera fait application de l'ordre de désignation retenu par l'assemblée délibérante dans la délibération portant désignation de ses délégués.

9-2 - Pouvoirs

Les délégués suppléants seront appelés à siéger au Comité Syndical avec voix délibérative en cas d'absence ou d'empêchement du ou des délégués titulaires.

En cas d'absence ou d'empêchement du suppléant, le délégué titulaire pourra donner pouvoir à tout autre délégué de son choix. Un délégué (titulaire ou suppléant) ne peut pas détenir plus d'un pouvoir.

ARTICLE 10 : Quorum et vote

Le comité syndical se réunit sur convocation du Président ou à la demande au moins d'un tiers des délégués.

Il ne peut valablement délibérer que lorsque sont présents plus de la moitié des délégués chaque délégué ne pouvant être porteur que d'un seul pouvoir.

La majorité absolue des suffrages exprimées est requise pour toutes les délibérations à l'exception des décisions relatives aux modifications et conditions initiales de fonctionnement et de durée du syndicat.

Bureau Syndical

Le comité syndical désigne parmi ses membres et après chaque renouvellement un bureau composé d'un Président et de Vice-Présidents et éventuellement d'un ou plusieurs autres membres

Selon l'article L 5211-10 du code général des collectivités territoriales, le nombre de vice-présidents est déterminé par l'organe délibérant sans que ce nombre ne puisse être supérieur à 20% de l'organe délibérant. Toutefois l'organe délibérant peut à la majorité des deux tiers, fixer un nombre de vice-présidents supérieur à 20% de l'effectif total de l'organe délibérant sans pouvoir dépasser 30%.

Le bureau syndical exerce les responsabilités de gestion des affaires courantes, ses règles de fonctionnement sont fixées par le règlement intérieur.

Article 11 – Attributions du Comité Syndical

Le Comité Syndical règle par ses délibérations les affaires du syndicat mixte, sous réserve des dispositions particulières prévues aux présents statuts.

Il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs au Président et/ou au Bureau.

Il sera créé des commissions permanentes ou temporaires, par thématiques chargées d'examiner les dossiers qui seront soumis aux instances syndicales.

ARTICLE 12 – PRESIDENT

Article 12.1 – Élection

Le Président est élu par le Comité Syndical au scrutin secret et à la majorité absolue des voix.

Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue des voix, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des voix, le plus âgé est déclaré élu.

La séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du Président est présidée par le plus âgé des membres du Comité Syndical.

A partir de l'installation de l'organe délibérant et jusqu'à l'élection du Président, les fonctions de Président sont assurées par le doyen d'âge.

Article 12.3 – Pouvoirs du Président

Le Président est l'organe exécutif du syndicat mixte.

Il prépare et exécute les délibérations de l'organe délibérant du syndicat mixte. Il est l'ordonnateur des dépenses et il prescrit l'exécution des recettes du syndicat mixte.

Il est seul chargé de l'administration, mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice de tout ou partie de ses fonctions aux Vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du Bureau.

TITRE III. Dispositions financières et comptables

ARTICLE 13 : Comptable public

Le receveur du syndicat est désigné par M. Le Trésorier payeur général des Hautes- Pyrénées.

ARTICLE 14 : Budget du syndicat

Le budget du syndicat pourvoit aux dépenses à l'accomplissement de ses compétences, de création et d'entretien des établissements ou services pour lesquels le syndicat est constitué.

ARTICLE 15 : Recettes du syndicat

Les recettes du syndicat mixte comprennent, notamment, sans que cette énumération soit limitative :

- La contribution annuelle des membres,
- Les revenus des biens, meubles ou immeubles du syndicat,
- Les sommes reçues des administrations publiques, des associations, des particuliers...en échange d'un service rendu ainsi que des organismes agréés notamment les eco organismes agréés par l'Etat,
- Les subventions de l'Etat, de la Région, du Département, de l'ADEME et de l'union Européenne, autres Etablissements publics,
- Le produit des dons et legs,
- Le produit des taxes ou redevances et contributions aux services assurés,
- Les participations des partenaires concernés par des projets à finalité mixte (collectivités membres ou non membres). Un projet à finalité mixte est un projet qui présente un intérêt :
 - soit partagé entre le syndicat et une personne publique non membre,
 - soit partagé entre le syndicat et un membre mais avec un intérêt qui n'est pas jugé d'intérêt syndical complet.
- Les versements pour des mises à disposition de service ou des prestations de services, ainsi que l'éventuel produit perçu,
- Le produit des emprunts,
- Les participations d'organismes privés pour des projets à finalité mixte (publique / privée) en maîtrise d'ouvrage du syndicat mixte,
- Et plus généralement tous les produits directs et indirects liés à l'exercice des compétences du syndicat mixte.

Article 16– Dépenses

Le budget du syndicat mixte pourvoit à toutes les dépenses d'investissement et de fonctionnement destinées à la réalisation des objectifs du syndicat mixte.

Les dépenses comprennent, sans que cette énumération soit limitative :

- Les frais d'administration et de fonctionnement du syndicat,
- Les frais de réalisation sous maîtrise d'ouvrage des opérations, des aménagements et d'acquisitions foncières et de bâtiments,
- Les frais de mises à disposition de service ou de prestations de services réalisées par un membre ou toute autre personne morale,
- Les coûts d'entretien et de surveillance des aménagements du syndicat mixte dont il est le gestionnaire, ceux confiés par mandat ou faisant l'objet d'une mention explicite dans l'objet du syndicat,
- Les participations aux coûts des opérations à finalité mixte,
- Les charges d'emprunt,
- Toutes les autres dépenses correspondant à l'objet du syndicat mixte.

ARTICLE 17 : Contributions financières des membres

Le Syndicat mixte notifie à chacun des membres sa contribution financière. Les contributions sont établies en fonction des services dont bénéficient chaque secteur.

TITRE IV – AUTRES

ARTICLE 18 – DISPOSITIONS DIVERSES

Pour tout ce qui n'est pas explicitement prévu dans les présents statuts, et sans préjudice des dérogations qu'ils contiennent, il sera fait application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales applicables aux syndicats mixtes fermés (articles L5711-1 et suivants du CGCT).

Les présents statuts sont à annexer aux délibérations des conseils communautaires des intercommunalités membres se prononçant sur toutes modifications statutaires.

ANNEXE : LISTE DES COMMUNES MEMBRES DU SYMAT PAR EPCI

- Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées

ADE

ALLIER

ANGOS

ARCIZAC-ADOUR

ARCIZAC-EZ-ANGLES

ARRAYOU-LAHITTE

ARRODEZ-EZ-ANGLES

ARTIGUES

ASPIN-EN-LAVEDAN

AUREILHAN

AURENSAN

AVERAN

AZEREIX

BARBAZAN

BARLEST

BARRY

BARTRÈS

BAZET

BÉNAC

BERBÉRUST-LIAS

BERNAC-DEBAT

BERNAC-DESSUS

BORDERES

BOURRÉAC

BOURS

CHEUST

CHIS

ESCOUBÈS-POUTS

GARDÈRES
GAYAN
GAZOST
GER
GERMS-SUR-L'OUSSOUET
GEU
GEZ-EZ-ANGLES
HIBARETTE
HORGUES
IBOS
JARRET
JUILLAN
JULOS
JUNCALAS
LAGARDE
LALOUBERE
LAMARQUE-PONTACQ
LANNE
LAYRISSE
LES-ANGLES
LÉZIGNAN
LOUBAJAC
LOUCRUP
LOUEY
LOURDES
LUGAGNAN
LUQUET
MOMÈRES
MONTIGNAC
ODOS
OMEX

ORINCLES
ORLEIX
OSSEN
OSSUN
OSSUN-EZ-ANGLES
OURDIS-COTDOUSSAN
OURDON
OURSBELILLE
OUSTÉ
PARÉAC
PEYROUSE
POUEYFERRÉ
SAINT-CRÉAC
SAINT-MARTIN
SAINT-PÉ-DE-BIGORRE
SALLES ADOUR
SARNIGUET
SARROUILLES
SÉGUS
SEMEAC
SÈRE-LANSO
SÉRON
SOUES
TARBES
VIEILLE-ADOUR
VIGER
VISKER

- Communauté de communes des Coteaux du Val d'Arros

Coussan

GONEZ

HOURC

LANSAC

LASLADES

POUYASTRUC

SARROUILLES

SOUYEAUX

- Communauté des Communes de la Haute Bigorre

ANTIST

ARGELES-BAGNERES

ASTE

ASTUGUE

BANIOS

BEAUDÉAN

BETTES

CAMPAN

CIEUTAT

GERDE

HAUBAN

HIIS

LABASSERE

LIES

MARSAS

MERILHEU

MONTGAILLARD

NEUILH

ORDIZAN

ORIGNAC

pouzac

TREBONS

UZER

Conseil Communautaire du mercredi 27 novembre 2019

Délibération n° 18

**Syndicat mixte d'élimination des déchets et assimilés (SYMAT) :
adhésion de la Communauté de Communes de la Haute Bigorre**

Date de la convocation : le 14 novembre 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
Mme Josette BOURDEU
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. Jacques LAHOILLE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
Mme Christiane ARAGNOU
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Emmanuel DUBIE
M. Jacques GARROT
M. Christian LABORDE
Mme Evelyne LABORDE
Mme Yvette LACAZE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE

M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Christian AMARE
Mme Elisabeth ARHEIX
Mme Marie-Paule BARON
M. Philippe BAUBAY
M. Michel BONZOM
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Alain GARROT
M. Romain GIRAL
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Bernard LACOSTE
M. Charles LACRAMPE
M. Francis LAFON PUYO
M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE

M. Pierre MONTROYA
Mme Chantal MORERA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
M. Michel RICAUD
Mme Céline ROULET
M. Michel SAJOUX

M. Roger SEMMARTIN
M. Jacques SEVILLA
M. Robert SUBERCAZES
M. Jean-Marie TAPIE
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

M. Marc GARROCQ
Mme Michèle PHAM-BARANNE
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Charles HABAS
M. Laurent PENIN
M. Laurent TEIXEIRA
Mme Florence GASSAN
Mme Anne-Marie ARGOUNES donne
pouvoir à M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Serge DUCLOS donne pouvoir à M.
Marc BEGORRE
Mme Geneviève ISSON donne pouvoir à M.
Philippe BAUBAY
M. Alain TALBOT donne pouvoir à M.
Claude LESGARDS
Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à M.
Jean BURON
M. Lucien BOUZET donne pouvoir à M.
Michel BONZOM
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir
à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE

donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE
RODRIGUEZ donne pouvoir à M. Francis
TOUYA
Mme Marie-Françoise CRANCEE donne
pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. Daniel DARRE donne pouvoir à M. Alain
LUQUET
M. Laurent DUBOUIX donne pouvoir à Mme
Fabienne LAYRE CASSOU
Mme Martine FOCHEATO donne pouvoir
à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Simone GASQUET donne pouvoir à
Mme Evelyne RICART
M. Paul LAFAILLE donne pouvoir à Mme
Christiane DURAND
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M.
Jean-François DRON
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir
à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Paul SADER donne pouvoir à M. André
LABORDE
M. Jean TOUYA donne pouvoir à Mme
Ginette CURBET

Absent(s) :

M. Michel AUSINA
M. Michel DUBARRY
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING

M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. PIRON

Objet : Syndicat mixte d'élimination des déchets et assimilés (SYMAT) : adhésion de la Communauté de Communes de la Haute Bigorre

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L.5111-4 et L.5211-8.

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,

Vu la délibération du SYMAT en date du 26 septembre 2019 demandant à ses membres de se prononcer sur l'adhésion de la CCHB au SYMAT,

EXPOSE DES MOTIFS :

La CCHB possède la compétence « collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés » et a délégué la compétence traitement des déchets au SMTD65.

Depuis 2014, son service environnement travaille à l'optimisation de la collecte des déchets afin de contenir le coût de gestion des déchets.

Dans le cadre de cette optimisation, la CCHB et le SYMAT ont décidé en 2018, de mettre en œuvre une politique de groupement de commande des marchés publics qui s'est avérée fructueuse et de mutualiser des équipements. De plus, depuis près d'un an, un groupe de travail constitué d'élus et de techniciens des deux collectivités s'est réuni tous les deux mois afin d'aborder tous les points de transfert de compétence (personnel, locaux, matériel budget, fiscalité, mutualisation, gouvernance, représentativité....) et a permis de conclure qu'une adhésion du service « déchets » de la CCHB au SYMAT est possible.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'accepter au 1^{er} janvier 2020 l'adhésion de la Communauté de Communes de la Haute Bigorre au Syndicat Mixte d'élimination des déchets ménagers et assimilés (SYMAT) et d'approuver les statuts joints à la présente délibération.

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_18-DE
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

Conseil Communautaire du mercredi 27 novembre 2019

Délibération n° 19

DM n°2 BA des transports

Date de la convocation : le 14 novembre 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
Mme Josette BOURDEU
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. Jacques LAHOILLE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
Mme Christiane ARAGNOU
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Emmanuel DUBIE
M. Jacques GARROT
M. Christian LABORDE
Mme Evelyne LABORDE
Mme Yvette LACAZE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA

M. Guy VERGES
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Christian AMARE
Mme Elisabeth ARHEIX
Mme Marie-Paule BARON
M. Philippe BAUBAY
M. Michel BONZOM
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Alain GARROT
M. Romain GIRAL
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Bernard LACOSTE
M. Charles LACRAMPE
M. Francis LAFON PUYO
M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA
Mme Chantal MORERA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Yves PIETTE

Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
M. Michel RICAUD
Mme Céline ROULET
M. Michel SAJOUX
M. Roger SEMMARTIN
M. Jacques SEVILLA

M. Robert SUBERCAZES
M. Jean-Marie TAPIE
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

M. Marc GARROCCQ
Mme Michèle PHAM-BARANNE
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Charles HABAS
M. Laurent PENIN
M. Laurent TEIXEIRA
Mme Florence GASSAN
Mme Anne-Marie ARGOUNES donne
pouvoir à M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Serge DUCLOS donne pouvoir à M.
Marc BEGORRE
Mme Geneviève ISSON donne pouvoir à M.
Philippe BAUBAY
M. Alain TALBOT donne pouvoir à M.
Claude LESGARDS
Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à M.
Jean BURON
M. Lucien BOUZET donne pouvoir à M.
Michel BONZOM
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir
à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE

donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE
RODRIGUEZ donne pouvoir à M. Francis
TOUYA
Mme Marie-Françoise CRANCEE donne
pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. Daniel DARRE donne pouvoir à M. Alain
LUQUET
M. Laurent DUBOUIX donne pouvoir à Mme
Fabienne LAYRE CASSOU
Mme Martine FOCESATO donne pouvoir
à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Simone GASQUET donne pouvoir à
Mme Evelyne RICART
M. Paul LAFAILLE donne pouvoir à Mme
Christiane DURAND
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M.
Jean-François DRON
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir
à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Paul SADER donne pouvoir à M. André
LABORDE
M. Jean TOUYA donne pouvoir à Mme
Ginette CURBET

Absent(s) :

M. Michel AUSINA
M. Michel DUBARRY
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING

M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. PEDEBOY

Objet : DM n°2 BA des transports

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté
d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes,
des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-
Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de
ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_19-DE
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

Vu la délibération du 21 décembre 2017 approuvant le principe de la dissolution du Syndicat mixte de transport du Fil Vert

Vu la décision du comité syndical du Fil Vert en date du 12 novembre 2018 fixant les modalités de liquidation du syndicat mixte de transport avant sa dissolution

EXPOSE DES MOTIFS :

Suite à la dissolution du Syndicat Mixte du Fil Vert, les immobilisations qui étaient inscrites au budget du fil vert ont été intégrés au BA Transport.

Afin de pouvoir passer les écritures comptables pour l'année 2019, il est nécessaire d'ouvrir des crédits et de modifier le budget comme suit :

INVESTISSEMENT

RECETTES

Imputation	Libellé	Montant
28157	Agencement et aménagements du matériel et outillage industriels	278 541,00
28088	Autres immobilisations incorporelles	51 294,00
28182	Matériel de transport	2 139,00
28183	Matériel de bureau et matériel informatique	1 361,00
021	Virement de la section d'investissement	- 333 335,00
	TOTAL	0,00

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Imputation	Libellé	Montant
6811	Dotation aux amortissements sur immobilisation	333 335,00
023	Virement à la section d'investissement	- 333 335,00
	TOTAL	0,00

Sur avis favorable de la commission mobilité, il est proposé au conseil communautaire d'approuver la décision modificative N°2 du budget annexe des transports.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'approuver la décision modificative n°2 du budget annexe des transports.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_19-DE
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Convention de délégation de la compétence d'organisation des transports scolaires entre la CATLP et le Département des Hautes-Pyrénées

Avenant n°1

Vu :

- ✓ La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
- ✓ La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs (LOTI) ;
- ✓ La loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
- ✓ La loi n°2006-10 du 5 janvier 2006 relative à la sécurité et au développement des transports ;
- ✓ Le décret n°2014-784 du 8 juillet 2014 relatif à la sécurité des transports collectifs routiers de personnes et portant diverses dispositions relatives au transport routier ;
- ✓ Le règlement CE n°1370/2007 du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route (ROSP) ;
- ✓ Le Code général des collectivités territoriales ;
- ✓ Le Code des transports notamment son article L 3111-9 ;
- ✓ Le Code de l'éducation ;
- ✓ La convention de transfert de la compétence transports entre la Région Occitanie et la CATLP ;
- ✓ La convention de délégation de la compétence d'organisation des transports scolaires entre la CATLP et le Département des Hautes-Pyrénées 11 janvier 2018 ;
- ✓ La délibération du Conseil départemental des Hautes-Pyrénées en date du 12 juillet 2019 ;
- ✓ La délibération de la CATLP en date du

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées, représentée par son président en exercice, Monsieur Gérard TREMEGE, agissant en vertu de la délibération en date du 21 décembre 2017, ci-après dénommé la « communauté d'agglomération » ou « la CATLP » ;

Et

Le Conseil départemental des Hautes-Pyrénées, représenté par son président en exercice, Michel PELIEU, agissant en vertu de la délibération en date du 8 décembre 2017, ci-après dénommé « le Département » ;

Considérant la demande de fin anticipée de la délégation de compétence adressée par le Département des Hautes-Pyrénées à la CATLP en date du 1^{er} avril 2019,

Considérant la réponse de la CATLP en date du

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1ER – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier la durée de la convention et, en conséquence, les dispositions financières afférentes.

ARTICLE 2 – DUREE

L'article 2 – Durée de la convention objet du présent avenant est modifié comme suit :

« La présente convention est conclue à compter du 1^{er} janvier 2018. Elle expire le 31 décembre 2019 pour l'ensemble des services ci-dessus, sans ouvrir droit à aucune indemnité pour l'une ou l'autre des parties. »

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIERES

En conséquence des dispositions de l'article 2, les articles 10.2 et 10.3 de la convention objet du présent avenant est modifié comme suit :

« Article 10.2 : Conditions de révision de la dotation financière

Afin de préparer les budgets des deux parties, la dotation financière allouée par la CATLP pour couvrir les charges de l'ensemble des compétences déléguées au Département est définie chaque année en Comité de suivi et validée par la CATLP au plus tard le 31 juillet sur la base :

- Du rapport d'exercice de la compétence déléguée tel que prévu à l'article 8.6 de la présente convention ;
- Des propositions chiffrées d'évolution des réseaux interurbains et scolaires ;
- Des révisions indiciaires contractuelles des marchés en vigueur ;
- Des évolutions réglementaires et législatives impactant l'organisation ou la gestion des transports publics

Cette dotation est calculée en 2018 pour une année complète en 2019.

Les propositions d'évolution des réseaux applicables à la rentrée scolaire de l'année N sont validées au plus tard avant le lancement des campagnes d'inscription au transport scolaire soit avant le 31 mars de l'année N. Les ajustements nécessaires en phase d'inscription pour les situations d'urgence telles que les adaptations rendues nécessaires par des décisions tardives relatives à la préparation de la rentrée scolaire (ex. : mesures de rentrée scolaires connues fin juin-début juillet) feront l'objet d'un traitement conforme aux dispositions prévues à l'article 9.2 de la présente convention.

Article 10.3 : Modalités de versement

Pour les exercices 2018 et 2019, le versement de la dotation financière sera effectué sous forme :

- *De trois avances forfaitaires* versées en janvier, mars et juillet.
Ces avances forfaitaires sont calculées selon les taux respectifs suivants :
 - 35% début janvier
 - 30% début mars
 - 20% en juilletsur la base :
 - en 2018 d'un montant établi à 1 480 000€
 - en 2019 sur la base de la dotation prévisionnelle visée à l'article 10.2
- *D'un acompte versé en novembre.*
Cet acompte sera versé par la CATLP sur demande présentée par le Département avant le 31 octobre accompagné d'un état prévisionnel des dépenses et des recettes réalisées par le Département au titre des compétences déléguées pour l'année N. Cet état présentera les dépenses et les recettes effectivement constatées au 30 septembre de l'année N et un prévisionnel de réalisation jusqu'à la fin de l'exercice. Cet état intégrera au-delà des charges directes, les charges RH, ainsi que les autres charges indirectes. Le montant de cet acompte est égal à la différence entre les dépenses prévisionnelles présentées par le Département minorées des recettes prévisionnelles présentées selon les modalités décrites ci-dessus et les avances déjà versées.
Dans le cas où le Département n'aurait pas produit l'état prévisionnel permettant le calcul de cet acompte, celui-ci sera établi à hauteur de 5% du montant ayant fondé le calcul des avances.
- *D'un solde :*
Dans un délai de un mois maximum suivant la fin de l'année N, le Département s'engage à fournir un état récapitulatif des dépenses réalisées (mandatées) et des recettes réalisées (titrées) par le Département au titre des compétences déléguées pour l'année écoulée.
Les dépenses payées et les recettes encaissées par le Département au-delà du 31 décembre de l'année N sont prises en compte si une dette ou une créance se rattache à la présente délégation.
Si les dépenses réalisées par le Département minorées des recettes sont supérieures au montant des avances et de l'acompte versés, la Région s'engage à couvrir les dépenses à due concurrence. A l'inverse, si les dépenses réalisées minorées des recettes sont inférieures au montant des avances et de l'acompte versés par la Région, le Département s'engage à lui reverser le produit trop perçu. Dans l'un ou l'autre cas le versement des sommes correspondantes devra intervenir avant fin mai de l'année N+1.

Ces montants sont arrêtés par une délibération de la CATLP.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS NON MODIFIEES

Les autres dispositions de la convention initiale sont inchangées.

Fait à Juillan, le

Pour la CATLP,

Le Président

Pour le Département,
Le Président

Gérard TREMEGE

Michel PÉLIEU

Conseil Communautaire du mercredi 27 novembre 2019

Délibération n° 20

**Avenant n°1 à la convention de délégation de compétence signée
avec le département des Hautes Pyrénées pour l'organisation
partielle des transports scolaires de la CATLP - Fin de la délégation
de compétence de la CATLP le 31 décembre 2019**

Date de la convocation : le 14 novembre 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
Mme Josette BOURDEU
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. Jacques LAHOILLE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
Mme Christiane ARAGNOU
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Emmanuel DUBIE
M. Jacques GARROT
M. Christian LABORDE
Mme Evelyne LABORDE
Mme Yvette LACAZE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART

M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Christian AMARE
Mme Elisabeth ARHEIX
Mme Marie-Paule BARON
M. Philippe BAUBAY
M. Michel BONZOM
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Alain GARROT
M. Romain GIRAL
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Bernard LACOSTE
M. Charles LACRAMPE
M. Francis LAFON PUYO

M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA
Mme Chantal MORERA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
M. Michel RICAUD

Mme Céline ROULET
M. Michel SAJOUX
M. Roger SEMMARTIN
M. Jacques SEVILLA
M. Robert SUBERCAZES
M. Jean-Marie TAPIE
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

M. Marc GARROCQ
Mme Michèle PHAM-BARANNE
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Charles HABAS
M. Laurent PENIN
M. Laurent TEIXEIRA
Mme Florence GASSAN
Mme Anne-Marie ARGOUNES donne
pouvoir à M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Serge DUCLOS donne pouvoir à M.
Marc BEGORRE
Mme Geneviève ISSON donne pouvoir à M.
Philippe BAUBAY
M. Alain TALBOT donne pouvoir à M.
Claude LESGARDS
Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à M.
Jean BURON
M. Lucien BOUZET donne pouvoir à M.
Michel BONZOM
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir
à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE

donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE
RODRIGUEZ donne pouvoir à M. Francis
TOUYA
Mme Marie-Françoise CRANCEE donne
pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. Daniel DARRE donne pouvoir à M. Alain
LUQUET
M. Laurent DUBOUIX donne pouvoir à Mme
Fabienne LAYRE CASSOU
Mme Martine FOCHEATO donne pouvoir
à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Simone GASQUET donne pouvoir à
Mme Evelyne RICART
M. Paul LAFAILLE donne pouvoir à Mme
Christiane DURAND
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M.
Jean-François DRON
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir
à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Paul SADER donne pouvoir à M. André
LABORDE
M. Jean TOUYA donne pouvoir à Mme
Ginette CURBET

Absent(s) :

M. Michel AUSINA
M. Michel DUBARRY
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING

M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. PEDEBOY

Objet : Avenant n°1 à la convention de délégation de compétence signée avec le département des Hautes Pyrénées pour l'organisation partielle des transports scolaires de la CATLP - Fin de la délégation de compétence de la CATLP le 31 décembre 2019

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu le code des transports,
Vu le code de l'éducation,
Vu la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs (LOTI),
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,
Vu la convention de délégation de compétence d'organisation des transports signée entre la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et le Département des Hautes-Pyrénées du 11 janvier 2018.

EXPOSE DES MOTIFS :

La CATLP est devenue compétente pour organiser les transports scolaires sur son territoire dès sa création le 1^{er} janvier 2017. La loi laissait cependant un an à la CATLP pour s'entendre avec la Région sur les modalités du transfert et d'exercice de cette compétence.

En janvier 2018, la CATLP et la Région ont décidé en vertu de l'article L 3111-9 du code des transports, de déléguer partiellement leurs compétences d'organisation des transports scolaires au Département des Hautes-Pyrénées jusqu'au 31 août 2020.

Le Conseil Départemental a émis le souhait de mettre fin de manière anticipée à ces conventions de délégation de compétence de la Région et de la CATLP le 31 décembre 2019.

Parallèlement, la Région a accepté dans le cadre de discussions avec la CATLP de prendre le relais du Département des Hautes-Pyrénées à compter du 1^{er} janvier 2020 jusqu'au 31 août 2021 pour continuer à assurer transitoirement la gestion des transports scolaires de la CATLP.

La Région est en effet consciente du fait qu'il est nécessaire de laisser du temps à la CATLP en 2020 pour adopter un règlement des transports scolaires, passer de nouveaux marchés publics et recruter les personnels nécessaires à l'organisation de plus de 100 circuits qui transportent actuellement chaque jour environ 3 000 élèves sur le territoire de la CATLP. Il est aussi à noter qu'aucun personnel n'a été transféré à la CATLP pour assurer l'exercice de cette compétence, tous les personnels chargés de la gestion des transports scolaires ont en effet été transférés par la loi du Département à la Région Occitanie.

Il est donc proposé au conseil communautaire d'approuver le projet l'avenant n°1 ci-joint à la convention signée avec le département des Hautes Pyrénées pour accepter de mettre fin de manière anticipée à la délégation partielle d'organisation des transports scolaires de la CATLP au département des Hautes Pyrénées le 31 décembre 2019.

La Région Occitanie prendra temporairement le relais du Département des Hautes Pyrénées dans la cadre d'une nouvelle convention de délégation de compétence d'organisation des transports scolaires du 1^{er} janvier 2020 jusqu'au 31 août 2021, qu'il vous est proposé par ailleurs d'adopter dans un autre projet de délibération.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Accusé de réception en préfecture 065-200069300-20191127-CC271119_20-DE Date de télétransmission : 02/12/2019 Date de réception préfecture : 02/12/2019
--

DECIDE

Article 1 : d'approuver l'avenant n°1 ci-joint à la convention susvisée de délégation de compétence d'organisation partielle des transports scolaires signée entre la CATLP et le Département des Hautes-Pyrénées pour mettre fin de manière anticipée à cette convention le 31 décembre 2019.

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-Président à signer cet avenant n°1.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

**Convention de délégation de compétence d'organisation des transports entre la
Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et la Région Occitanie**

Vu :

- ✓ La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
- ✓ La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs (LOTI) ;
- ✓ La loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
- ✓ La loi n°2006-10 du 5 janvier 2006 relative à la sécurité et au développement des transports ;
- ✓ Le décret n°2014-784 du 8 juillet 2014 relatif à la sécurité des transports collectifs routiers de personnes et portant diverses dispositions relatives au transport routier ;
- ✓ Le règlement CE n°1370/2007 du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route (ROSP) ;
- ✓ Le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 1111-8 ;
- ✓ Le Code des transports, notamment son article L. 3111-9 ;
- ✓ Le Code de l'éducation ;
- ✓ La convention de transfert de la compétence transport signée entre la Région Occitanie et la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées en date du 28/12/2018 ;
- ✓ La délibération du Conseil communautaire de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées en date du ;
- ✓ La délibération de la Commission permanente de la Région Occitanie n°CP/2019-OCT/10. en date du ;

Entre les soussignés :

La Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, représentée par son président en exercice, Monsieur Gérard TREMEGE, agissant en vertu de la délibération en date du , ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération » ;

Et

Le Conseil régional d'Occitanie, représenté par sa présidente en exercice, Madame Carole DELGA, agissant en vertu de la délibération n° CP/2019-OCT/10. en date du , ci-après dénommée « la Région » ;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Table des matières

Article 1 ^{er} – Objet, périmètre de la délégation	5
Article 2 – Durée.....	5
Article 3 – Gouvernance de la délégation.....	5
3.1 – Principe.....	5
3.2 – Pilotage des compétences déléguées.....	5
Article 4 – Compétence de la communauté d’agglomération	6
Article 5 – Compétence déléguée à la Région	6
Article 6 – Cas des Autorites Organisatrices de niveau 2.....	8
Article 7 – Contrôle de la délégation	8
7.1 – Objectifs de la délégation.....	8
7.2 – Modifications des services.....	9
7.3 – Contrats d’exploitation en vigueur.....	9
7.3.1 – Suivi de l’exécution des contrats	9
7.3.2 – Passation d’avenants aux contrats	9
7.3.3 – Résiliation de contrats	10
7.4 – Renouvellement de contrats d’exploitation.....	10
7.5 – Rapport d’exercice de la compétence déléguée	10
7.6 – Contrôles sur le terrain.....	11
Article 8 – Dotation financière de la Communauté d’Agglomération.....	11
Article 8.1 : Principe de financement	11
Article 8.2 : Conditions de révision de la dotation financière.....	11
Article 8.3 : Modalités de versement.....	12
Article 9 – Responsabilités	12
Article 10 – Révision et résiliation de la convention.....	13
Article 10. 1 : Modifications de la convention	13
Article 10. 2 : Résiliation de plein droit.....	13
Article 10. 3 : Fin de la délégation de compétence.....	13

10.3.1 Contrats	13
10.3.2 Dossiers précontentieux, contentieux, recours contre les tiers payeurs et sinistres	14
10.3.3 Archives	14
Article 11 – Litiges.....	14
Article 12 – Mise en demeure.....	14
Article 13 – Domiciliation	14
Article 14 – Liste des annexes.....	14

ARTICLE 1^{ER} – OBJET, PERIMETRE DE LA DELEGATION

La Communauté d'agglomération, Autorité Organisatrice de la mobilité, délègue partiellement sa compétence à la Région pour organiser des services réguliers routiers de transport scolaire à destination de l'ensemble des élèves domiciliés et scolarisés à l'intérieur de son ressort territorial, à l'exception :

- des élèves transportés sur le réseau des transports urbains de l'ex communauté d'agglomération du Grand Tarbes
- des élèves pouvant être transportés sur des circuits spéciaux scolaires dans les communes suivantes de l'ex périmètre des transports urbains du Grand Tarbes : Aureilhan, Séméac, Bordères sur Echez, Odos, Soues, Ibos, Laloubère, Bours, Orleix, Chis,
- des élèves transportés soit sur des trajets internes à la Ville de Lourdes soit sur le réseau des transports urbains de la ville de Lourdes.

La Région est substituée à la Communauté d'Agglomération dans tous ses droits et obligations relatifs à l'objet de la présente délégation, pendant la durée visée à l'article 2 ci-dessous.

La liste et la description des services précités figurent en **annexe 1** à la présente convention. Dans un souci d'optimisation financière et organisationnelle des services de transport, la Région est habilitée à organiser le transport scolaire d'élèves relevant de la compétence de la Communauté d'agglomération sur des circuits régionaux de transport.

L'organisation ou l'exploitation de ces services peut faire l'objet de conventions spécifiques d'application rattachées à la présente convention. Ces conventions sont listées en **annexe 2** ci-après.

ARTICLE 2 – DUREE

La présente convention est conclue à compter du 1^{er} janvier 2020.

Elle expire le 31 août 2021 pour l'ensemble des services ci-dessus, sans ouvrir droit à aucune indemnité pour l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 3 – GOUVERNANCE DE LA DELEGATION

3.1 – Principe

Conformément à l'article L. 1231-1 du code des transports, la Communauté d'agglomération est, dans son ressort territorial, autorité organisatrice de la mobilité au sens de l'article L. 1221-1 du code des transports.

Par application de l'article L. 3111-9 du code des transports, la Région, par délégation de compétence, exerce cette compétence au nom et pour le compte de Communauté d'Agglomération. La Communauté d'Agglomération assure donc la gouvernance de l'exercice des compétences déléguées.

3.2 – Pilotage des compétences déléguées

Un comité de suivi est institué entre les Parties, composé d'agents de la Communauté d'Agglomération et de la Région. Pourront participer aux réunions de ce comité les

Directions ou Services suivants : Transports, Commande publique, Marchés, Achats, Finances.

Le comité de suivi est garant de la bonne exécution de la présente convention. A ce titre, il peut être saisi de toute question relative à son exécution, notamment liée :

- au fonctionnement des services délégués ;
- aux ajustements éventuellement nécessaires en cours d'exécution de la convention ;
- aux contrats liés à l'exploitation des services délégués (avenant, résiliation, renouvellement, ...) ;
- plus généralement, à tout élément susceptible d'affecter le fonctionnement des services délégués.

Le comité de suivi se réunit aussi souvent que nécessaire et a minima deux fois par an, dans le courant du premier trimestre scolaire puis dans le courant du dernier trimestre scolaire.

Le comité de suivi est obligatoirement saisi pour les évolutions de coûts visés à l'article 8.1 sur le montant de la dotation annuelle ainsi que pour la révision annuelle prévue à l'article 8.2 de la présente convention.

ARTICLE 4 – COMPETENCE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

La compétence attribuée à la Communauté d'Agglomération – *Autorité délégante* – recouvre notamment les missions suivantes :

- Pilotage, avec la Région, de l'ensemble des services et missions objet de la présente délégation de compétence ;
- Contrôle du cadre budgétaire de l'organisation et de l'exploitation des services objet de la présente convention ;
- Conventionnement avec les AO2 (cf. article 6 ci-dessous) ;
- Co-animation, avec la Région, de campagnes de communication institutionnelle et de promotion des services de transports objet de la présente convention.

ARTICLE 5 – COMPETENCE DELEGUEE A LA REGION

Dans le respect des dispositions des articles 7 et 8 ci-dessous, la compétence déléguée à la Région – *Autorité délégataire* – recouvre les missions suivantes pour les années scolaires 2019-2020 et 2020-2021 :

- Définition de l'offre de services de transports scolaires et de la tarification scolaire. Durant la période de la présente convention, l'exercice de la compétence en matière de transports scolaires s'effectue dans le maintien du dispositif départemental en vigueur au 31/12/2019, et notamment le règlement des transports scolaires et la tarification, sous réserve des modifications approuvées par la Région ultérieurement, dans le respect de la cohérence du dispositif au niveau régional, dans un souci d'efficacité du service rendu. La Région s'engage à communiquer à la Communauté d'Agglomération tout projet de modification qui interviendrait dans le dispositif en vigueur.
- Définition des effectifs scolaires à transporter ;
- Définition et modification de la consistance des services de transports scolaires ;
- Création, implantation, aménagement, mise en accessibilité, et sécurisation des points d'arrêts en coordination avec l'ensemble des gestionnaires de voirie et des pouvoirs de police ;

- Inscription des élèves, et délivrance des cartes de transports scolaires ;
- Collecte de la part financière non subventionnée des transports scolaires ;
- Consultation du Conseil départemental de l'éducation nationale avant toute modification concernant l'organisation générale et le fonctionnement des services de transports scolaires dans le ressort territorial concerné ;
- Organisation des conditions de surveillance des élèves transportés ;
- Suivi de l'exploitation courante des services (contrôles, gestion des intempéries et aléas d'exploitation, etc.), et vérification de leur bonne exécution par les opérateurs ;
- Choix du mode de gestion des services, conformément aux dispositions du règlement CE n°1370/2007 précité : gestion directe en régie ou gestion déléguée sous l'empire de marchés publics ou de contrats de concession de services [délégation de service public] ou de concession de travaux, conclus avec des opérateurs privés ou publics ;
- Mise en œuvre des procédures de dévolution des contrats précités, choix des opérateurs et attribution des contrats : Attribution de contrats conclus avec des opérateurs privés, mixtes, ou publics, après mise en concurrence préalable (appels d'offres) ;
- Suivi de l'exécution, aux plans administratif et technique, des contrats précités : émission des bons de commande dans le cadre de l'exécution de marchés à bons de commande, vérification de la conformité des factures aux bons de commande émis et aux prestations réellement effectuées, application des pénalités prévues par les contrats d'exploitation des services, etc. ;
- Assistance de la Communauté d'agglomération, ci-après dénommée « Coordination technique », pour l'organisation de la délégation conventionnée entre la Région et les AO2 (cf. article 6 ci-dessous)
- Tenue de statistiques régulières sur le fonctionnement et l'utilisation des services ;
- Co-animation, avec la Communauté d'Agglomération, de campagnes de communication institutionnelle et de promotion des services de transports, objet de la présente convention.

La préparation de la rentrée scolaire de septembre 2021 sera de la compétence de la communauté d'agglomération. Elle confie toutefois au titre de la présente délégation une mission d'assistance technique sur les points suivants à la Région :

- Assistance technique à la définition de la consistance des services de transports scolaires qui seront mis en place à la rentrée scolaire de 2021,
- Assistance pour la rédaction des pièces techniques des contrats relatifs à la mise en œuvre de ces services (marchés publics, conventions...) ;
- Assistance technique à la définition des procédures d'inscription au transport scolaire ;
- Accompagnement à la prise en compte de l'organisation du transport scolaire en vigueur jusque-là (organisation des circuits, charte des transports scolaires, procédures d'inscription) afin de préserver la continuité de service,
- Assistance technique pour l'élaboration de la charte des transports scolaires de la communauté d'agglomération pour l'année scolaire 2021-2022.

Des réunions seront organisées régulièrement, et a minima une fois par mois, entre la CATLP et la Région pour préparer au mieux cette transition.

La Région exerce la compétence qui lui est déléguée :

- Dans le respect des principes de la politique des transports de la communauté d'agglomération, et de tout document normatif établi par cette dernière ;
- Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur ;
- Conformément aux dispositions des contrats qui sont conclus entre elle et des opérateurs ou un opérateur interne.

ARTICLE 6 – CAS DES AUTORITES ORGANISATRICES DE NIVEAU 2

Sans préjudice des dispositions de l'article 1er ci-dessus, la Communauté d'agglomération est responsable de l'exécution des conventions de délégation conclues avec les Autorités organisatrices de second rang (dites « AO2 »), pour la gestion et l'exploitation de services de transports scolaires.

Durant l'exécution de la présente convention, la Communauté d'agglomération conventionne directement avec de nouvelles AO2 ou avec des AO2 dont la convention de délégation arrive à échéance.

Dans tous les cas précités, la Région se voit confier, par la Communauté d'agglomération, un rôle de coordination technique de la délégation la Communauté d'agglomération → AO2.

La liste des AO2 concernées figure en **annexe 3** ci-après.

ARTICLE 7 – CONTROLE DE LA DELEGATION

7.1 – Objectifs de la délégation

Dans le cadre de la présente convention de délégation de compétence, la Région doit atteindre les objectifs suivants :

- La Région doit assurer une bonne gestion des dépenses par la maîtrise de l'évolution des dépenses liées aux contrats d'exploitations avec les opérateurs et des dépenses liées au fonctionnement des services.
- La Région doit assurer la sécurité des transports. Celle-ci concerne tant les élèves transportés que les équipements publics affectés à la délégation et le contrôle de la bonne exécution des services par les opérateurs. Dans ce cadre, la Région veille à alerter la Communauté d'Agglomération sur tous manquements constatés à la réglementation en matière de sécurité des transports scolaires et des transports non-urbains, du fait des opérateurs ou de tiers.
- La Région doit exécuter sa délégation conformément à la présente convention, notamment dans la réalisation des compétences déléguées.
- La Région assure une qualité de service des transports, qui se traduira notamment par le respect des obligations de ponctualité, d'accueil et de satisfaction des usagers ainsi que de continuité du service.

L'atteinte de ces objectifs sera mesurée par le biais des indicateurs de suivi suivants :

- Tableaux de bord financiers trimestriels de la consommation des crédits et de l'encaissement des recettes et révision budgétaire en milieu d'exercice comptable
- Bilan annuel des contrôles et des pénalités

- Rapports d'accident concernant les services délégués
- Tableau annuel des effectifs inscrits au service de transport scolaire par niveau d'enseignement et par type de transport

7.2 – Modifications des services

En sa qualité d'*autorité délégataire*, la Région s'engage :

- A soumettre à la Communauté d'Agglomération, pour accord préalable, tous projets de modifications majeures, préalablement à leur mise en place ;
- A informer, dans le cadre des comités de suivi visés à l'article 3, de toutes modifications mineures listées ci-dessous relevant de l'adaptation des moyens nécessaires à l'exploitation des services du quotidien ;
- A informer immédiatement la Communauté d'Agglomération de tous événements majeurs concernant l'exécution des services précités, susceptibles d'avoir un impact sur la continuité du service public et la sécurité des personnes.

Afin de faciliter les relations et la mise en œuvre de la délégation sur le plan opérationnel, les adaptations mineures relevant de l'adaptation des moyens nécessaires à l'exploitation des services du quotidien, sont listées ci-dessous :

- Dans le cadre des sous/sureffectifs : dédoublement/fusion de services de transports sans modification de lieu de prise en charge ou rajout/suppression de véhicule
- modification de parcours temporaire suite à une perturbation de la circulation
- modification de la desserte d'un point d'arrêt sans incidence financière
- adaptation des horaires et des services sans augmentation de la contribution financière dont les modalités de calcul sont fixées à l'article 8

7.3 – Contrats d'exploitation en vigueur

7.3.1 – Suivi de l'exécution des contrats

La Région tient la Communauté d'agglomération régulièrement informée de l'exécution des contrats (marchés et délégations de service public) relatifs à l'exploitation des services qui lui sont délégués.

En particulier, la Région consulte la Communauté d'agglomération préalablement à toutes modifications majeures de l'organisation de services. Dans ce cas, la Communauté d'agglomération se prononce sur le principe de modification au vu du projet et de ratios-clés (coût à l'élève transporté, coût kilométrique d'exploitation, etc.) qui lui sont communiqués par la Région.

En cas d'accords-cadres, la Région informe la Communauté d'agglomération préalablement à la conclusion de marchés subséquents.

7.3.2 – Passation d'avenants aux contrats

La Région est tenue d'informer la Communauté d'agglomération lors de la passation d'avenants aux contrats précités.

Lorsque ces avenants portent sur des modifications majeures de l'organisation des services, la Région est tenue de consulter la Communauté d'agglomération préalablement à leur passation.

Un projet d'avenant, accompagné d'une note présentant notamment les différences de coûts et/ou de recettes prévues ainsi que toutes pièces justificatives utiles

(études techniques ou commerciales, comptes d'exploitation prévisionnels, etc.), sont communiqués par la Région à la Communauté d'agglomération. La Communauté d'agglomération dispose d'un délai de un (1) mois avant la date de mise en œuvre envisagée pour rendre son avis.

7.3.3 – Résiliation de contrats

La Région est tenue de consulter la Communauté d'agglomération préalablement à la résiliation des contrats précités.

Un projet de décision de résiliation, accompagné d'une note présentant les motifs de résiliation et les éventuelles conséquences pécuniaires ainsi que toutes pièces justificatives utiles, sont communiqués par la Région à la Communauté d'agglomération. La Communauté d'agglomération dispose d'un délai de un (1) mois avant la date de mise en œuvre envisagée pour rendre son avis.

7.4 – Renouvellement de contrats d'exploitation

La Région est tenue de consulter la Communauté d'agglomération :

- préalablement à tout nouveau contrat d'exploitation de services de transports, objet de la présente délégation. Dans ce cas, la Communauté d'agglomération se prononce sur le principe de renouvellement au vu du projet de dossier de consultation des entreprises (DCE) ou de projet de contrat de service public avec un opérateur interne, qui lui sont transmis par la Région.
La Région consulte obligatoirement la Communauté d'agglomération, un (1) mois au moins avant l'envoi à la publication de tout avis d'appel public à la concurrence (AAPC). La Communauté d'agglomération se prononce, notamment, sur la durée envisagée pour le contrat.
Dans l'hypothèse où la durée envisagée pour le contrat excéderait la durée de la présente convention de délégation de compétence, l'accord préalable et express de la Communauté d'agglomération est nécessaire avant le lancement du marché.
- préalablement aux choix des attributaires des contrats d'exploitation de services de transports objet de la présente délégation (marchés publics, délégations de service public). Dans ce cas, la Communauté d'agglomération est associée à l'analyse des offres et aux éventuelles négociations menées avec les candidats.

7.5 – Rapport d'exercice de la compétence déléguée

La Région produit annuellement un rapport d'exercice de la compétence déléguée qui comprend, notamment, les éléments suivants :

- Un état détaillé de l'offre de transports dans le ressort territorial concerné ;
- Un état des unités d'œuvre correspondant à l'offre précitée ;
- La fréquentation des services ;
- Le montant de la part financière non subventionnée des transports scolaires ;
- Les coûts d'exploitation des services ;
- Les principaux ratios ;
- Les événements marquants ;
- Une évaluation globale de la dépense au regard de la dotation visée à l'article 8 ci-dessous.

Le rapport d'exercice est transmis à la Communauté d'agglomération au plus tard le 28 février de l'année N+1 suivant l'exercice de l'année N.

Sur demande de la Communauté d'agglomération, la Région est tenue de lui transmettre les rapports d'activité (rapports annuels, « tableaux de bord » périodiques) établis par les opérateurs de transports.

7.6 – Contrôles sur le terrain

La Région et ses opérateurs délégués (titulaires de marchés, délégataires de service public, opérateurs internes, régies locales) sont tenus de permettre et de faciliter l'accès des agents de la Communauté d'agglomération ou mandatés par elle, sur les services, lignes et équipements de transports objet de la présente convention.

La Communauté d'agglomération informe la Région des contrôles qu'elle organise sur le terrain.

ARTICLE 8 – DOTATION FINANCIERE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

Article 8.1 : Principe de financement

La Communauté d'Agglomération délègue à la Région l'exécution financière des contrats nécessaires à l'exercice des compétences déléguées. La Région encaisse les recettes d'exploitation dont l'exécution est déléguée à celle-ci.

La Communauté d'Agglomération attribue les crédits nécessaires à l'exécution de ces contrats ainsi que l'ensemble des charges directes et indirectes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délégation.

Une dotation financière sera ainsi versée par la Communauté d'Agglomération à la Région, correspondant au coût net de la compétence déléguée par la présente convention.

Les évolutions de coûts font l'objet d'une concertation en comité de suivi.

Article 8.2 : Conditions de révision de la dotation financière

Afin de préparer les budgets des deux parties, la dotation financière prévisionnelle allouée par la Communauté d'Agglomération pour couvrir les charges de l'ensemble des compétences déléguées à la Région est définie chaque année en Comité de suivi et validée par la Communauté d'Agglomération au plus tard le 31 août sur la base :

- Du rapport d'exercice de la compétence déléguée tel que prévu à l'article 7.5 de la présente convention ;
- Des propositions chiffrées d'évolution des circuits scolaires ;
- Des révisions indiciaires contractuelles des marchés en vigueur ;
- Des évolutions réglementaires et législatives impactant l'organisation ou la gestion des transports publics

Les propositions d'évolution des circuits applicables à la rentrée scolaire de l'année N sont validées au plus tard avant le lancement des campagnes d'inscription au transport scolaire soit avant le 31 mars de l'année N. Les ajustements nécessaires en phase d'inscription pour les situations d'urgence telles que les adaptations rendues nécessaires par des décisions tardives relatives à la préparation de la rentrée scolaire (ex. : mesures

de rentrée scolaires connues fin juin-début juillet) feront l'objet d'un traitement conforme aux dispositions prévues à l'article 7.2 de la présente convention.

Article 8.3 : Modalités de versement

Pour l'exercice 2020, le versement de la dotation financière sera effectué sous forme :

- De trois avances forfaitaires calculées sur la base d'un montant établi à 1 712 400 € et versées comme suit : 30% en janvier, 30% en avril et 25% au 1^{er} septembre.
- *D'un solde :*
Avant le 15 mars 2021, la Région s'engage à fournir un état récapitulatif des dépenses réalisées (mandatées) et des recettes réalisées (titrées) par la Région au titre des compétences déléguées pour l'année écoulée.
Les dépenses payées et les recettes encaissées par la Région au-delà du 31 décembre 2020 sont prises en compte si une dette ou une créance se rattache à la présente délégation.
L'état des dépenses réalisées et des recettes réalisées intégrera au-delà des charges directes, les charges indirectes. Ces charges indirectes sont calculées sur la base du montant évalué dans le cadre de la convention de transfert de compétences de la Région à la Communauté d'agglomération, sauf évolution substantielle supérieure à 20% qui donnera lieu à la signature d'un avenant à la présente convention.
Le montant du solde est égal à la différence entre les dépenses réalisées par la Région minorées des recettes encaissées selon les modalités décrites ci-dessus et les avances déjà versées.
Le versement des sommes correspondantes devra intervenir avant fin mai de l'année N+1.

Pour l'exercice 2021, le versement de la dotation financière sera effectué sous forme :

- *De deux avances forfaitaires de 35 % versées en janvier et mars, calculées sur la base de la dotation prévisionnelle visée à l'article 8.2*
- *D'un solde :*
Dans un délai de un mois maximum suivant la fin de la délégation, la Région s'engage à fournir un état récapitulatif des dépenses réalisées (mandatées) et des recettes réalisées (titrées) par la Région au titre des compétences déléguées pour la période du 1^{er} janvier au 31 août 2021.
Les dépenses payées et les recettes encaissées par la Région au-delà du 31 août 2021 sont prises en compte si une dette ou une créance se rattache à la présente délégation.
Si les dépenses réalisées par la Région minorées des recettes sont supérieures au montant des avances et de l'acompte versés, la communauté d'agglomération s'engage à couvrir les dépenses à due concurrence. A l'inverse, si les dépenses réalisées minorées des recettes sont inférieures au montant des avances et de l'acompte versés par la communauté d'agglomération, la Région s'engage à lui reverser le produit trop perçu. Dans l'un ou l'autre cas le versement des sommes correspondantes devra intervenir avant le 31 décembre 2021.

ARTICLE 9 – RESPONSABILITES

La Communauté d'Agglomération est responsable des actes du délégataire dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

En revanche, la Région engage sa responsabilité en tant que mandataire, notamment pour toute action qui excéderait le cadre de la présente délégation ainsi qu'en matière de faute ou de négligence dans l'exercice des compétences déléguées.

De son côté, la Communauté d'Agglomération s'assure pour les activités relevant de la présente délégation.

ARTICLE 10 – REVISION ET RESILIATION DE LA CONVENTION

Article 10. 1 : Modifications de la convention

Les modifications à la présente convention feront l'objet d'un avenant.

Article 10. 2 : Résiliation de plein droit

Les deux parties à la présente convention se réservent la possibilité, pour des raisons d'organisation et d'optimisation de l'offre de transports – entendue au sens large – ou en cas de désaccords majeurs constatés dans l'application de la présente convention, de mettre fin à la présente délégation dans le respect d'un préavis de six (6) mois à compter de la date de notification, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au siège de la collectivité destinataire.

Sauf accord contraire de la Région, la date de résiliation ne pourra intervenir en cours d'année scolaire.

Article 10. 3 : Fin de la délégation de compétence

Les dispositions suivantes s'appliqueront à la fin de la délégation de compétence pour quelque cause que ce soit.

10.3.1 Contrats

Les contrats en cours à la date de la fin de la délégation sont repris par la Communauté d'agglomération qui se substitue à la Région jusqu'à la fin de leur exécution. A cet effet, la Région transmettra à la Communauté d'agglomération la liste des marchés en cours dans les 3 mois précédant la fin de la délégation. La Région informera les prestataires du changement de cocontractant.

Toutes les dépenses de fonctionnement et d'investissement relatives à la période précédant la date de fin de la délégation de compétences mentionnée à l'article 2 de la présente convention sont prises en charge par la Région.

La Région fournira un état des prévisions budgétaires à inscrire au premier budget de la Communauté d'agglomération venant après les dates de fin des délégations de compétences. Elle adressera également un état des engagements non soldés valant restes à réaliser après les dates de fin de la délégation de compétences, en investissement et en fonctionnement.

10.3.2 Dossiers précontentieux, contentieux, recours contre les tiers payeurs et sinistres

Les recours précontentieux et contentieux en cours à la date de la fin de la délégation seront transférés à la Communauté d'agglomération qui se substituera à la Région dans tous les droits et obligations qui en résultent. A cet effet, la Région remettra à la Communauté d'agglomération les réclamations reçues et les dossiers et informations correspondants et en informera l'utilisateur ou le requérant.

Les dossiers de recours contre un tiers payeur dont le fait générateur est antérieur à la date de fin de la délégation de compétence et pour lesquels la Région a seule engagé des frais au titre des préjudices supportés, continuent d'être instruits par la Région jusqu'à leur règlement.

10.3.3 Archives

1 mois avant la fin des délégations de compétences prévues par la présente convention, un récolement des archives transférées (liste répertoriant, par grandes catégories, les éléments transférés) sera effectué. Il concernera : les dossiers courants, les marchés, les contrats et conventions originaux ou tout autre document transféré car nécessaire à l'exercice des compétences. Ce récolement indiquera également si des données bureautiques et des courriels sont transférés (objet et périmètre). Il sera signé par chaque autorité territoriale ainsi que par la direction des Archives départementales territorialement compétente au titre du contrôle scientifique et technique exercé sur les archives publiques.

ARTICLE 11 – LITIGES

Tout litige résultant de l'interprétation, de l'exécution ou de l'inexécution de la présente convention et qui n'aurait pu être réglé à l'amiable par les Parties, est porté par la Partie la plus diligente devant la juridiction administrative compétente.

ARTICLE 12 – MISE EN DEMEURE

Toute mise en demeure intervenant dans le cadre de la présente convention et de ses suites, sauf disposition contraire expresse, est effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 13 – DOMICILIATION

Pour l'exécution de la présente convention, les Parties font élection de domicile :

- Pour la Communauté d'Agglomération, au siège de la CATLP : Zone tertiaire Pyrène Aéro Pôle- Téléport 1 Juillan CS 51 331 65 013 Tarbes Cedex 09.
- Pour la Région, à l'Hôtel de Région - 22 boulevard du Maréchal Juin - 31406 Toulouse Cedex 9 ;

ARTICLE 14 – LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Liste des services objet de la délégation de compétence

Annexe 2 : Liste des conventions spécifiques d'application

Annexe 3 : Liste des conventions de délégation de compétence d'organisation de services de transport scolaire conclues par la CATLP avec les autorités organisatrices de second rang relevant de son ressort territorial

Fait à Toulouse en deux exemplaires originaux, le

Pour la Région,
La Présidente,

Pour la Communauté d'agglomération,
Le Président,

Carole DELGA

Gérard TREMEGE

Annexe 1

Liste des services objet de la délégation de compétence

Dans un souci d'optimisation financière et organisationnelle des services de transport, la Région est habilitée à organiser le transport scolaire d'élèves relevant de la compétence de la Communauté d'agglomération sur des circuits régionaux de transport.

N° de lot	Ligne	Circuits
001	Secteur Lourdes-Bagnères de Bigorre	485 01
24	Secteur Gayan - Lagarde	993 01
28	Secteur Maubourguet-Vic-Tarbes	903 02
		946 02
58	Secteur Angos-Tarbes	116 21
105	Secteur Bernac Dessus-Bernac Debat	137 01
107	Secteur Barbazan Debat-Tarbes	116 02
		116 12
		116 03
		116 04
		NAV 01
		NAV 07
108	Secteur Allier-Salles Adour	484 01
		484 02
110	Secteur Layrisse-Visker	496 01
		496 02
		507 01
111	Secteur Bénac-Lanne	470 01
		470 11
112	Secteur Bagnères de Bigorre-Tarbes	151 01
		151 11
		151 02
116	Secteur Pontacq-Ossun-Tarbes	908 01
		909 01
		909 11
		909 21

		910 02
		910 12
		NAV 01
		NAV 09
		NAV 10
117	Secteur Ger-Tarbes	951 01
		951 02
		951 12
118	Secteur Luquet-Séron	167 01
		948 01
		948 10
		948 02
		948 12
		948 03
		948 04
		948 05
		948 15
		948 06
120	Secteur Juillan-Tarbes	948 07
		948 08
		948 18
		948 09
		NAV 04
		NAV 05
		NAV 08
		NAV 09
121	Secteur Louey-Lourdes	163 05

N° de lot	Ligne	Circuits
122	Secteur Gazost-Lourdes	115 01
		115 11
		115 02
		115 12
		115 05
		115 21
		115 31
123	Secteur Geu-Lourdes_	115 03
		115 13
124	Secteur Julos-Lourdes	153 01
125	Secteur Bartrès-Lourdes	155 01
126	Secteur Ossun Ez Angles-Lourdes	163 02
127	Secteur Sere Lanso-Lourdes	163 03
		163 13
128	Secteur Arrayou Lahitte-Lézignan	200 01
129	Secteur Pontacq-Lourdes	912 01
		911 01
130	Secteur Omex-Lourdes	103 01
		103 02
131	Secteur Peyrouse-Lourdes	127 01
		127 02
		955 01

Annexe 2 :

Liste des conventions spécifiques d'application

- **Convention conclue entre le Département des Hautes-Pyrénées et le Département des Pyrénées-Atlantiques en date du 5 novembre 1996** relative aux modalités de prise en charge du financement du transport des élèves domiciliés dans les Pyrénées-Atlantiques et scolarisés dans les Hautes-Pyrénées et des élèves domiciliés dans les Hautes-Pyrénées et scolarisés dans les Pyrénées-Atlantiques

Annexe 3 :

Liste des conventions de délégation de compétence d'organisation de services de transport scolaire conclues par la CATLP avec les autorités organisatrices de second rang relevant de son ressort territorial

- SIVOS des Enclaves
- SIVOS des A3B
- Commune de Bernac-Debat
- SIVOM du Marquisat
- SI du Haut-Marquisat
- SI Allier-Salles-Adour
- Commune de Julos
- Commune de Bartres

Conseil Communautaire du mercredi 27 novembre 2019

Délibération n° 21

Convention de délégation de la compétence d'organisation des transports scolaires entre la CATLP et la région Occitanie du 1er janvier 2020 au 31 aout 2021

Date de la convocation : le 14 novembre 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
Mme Josette BOURDEU
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. Jacques LAHOILLE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
Mme Christiane ARAGNOU
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Emmanuel DUBIE
M. Jacques GARROT
M. Christian LABORDE
Mme Evelynne LABORDE
Mme Yvette LACAZE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelynne RICART
M. François RODRIGUEZ

M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Christian AMARE
Mme Elisabeth ARHEIX
Mme Marie-Paule BARON
M. Philippe BAUBAY
M. Michel BONZOM
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Alain GARROT
M. Romain GIRAL
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Bernard LACOSTE
M. Charles LACRAMPE
M. Francis LAFON PUYO
M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE

M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA
Mme Chantal MORERA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
M. Michel RICAUD
Mme Céline ROULET

M. Michel SAJOUX
M. Roger SEMMARTIN
M. Jacques SEVILLA
M. Robert SUBERCAZES
M. Jean-Marie TAPIE
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

M. Marc GARROCCQ
Mme Michèle PHAM-BARANNE
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Charles HABAS
M. Laurent PENIN
M. Laurent TEIXEIRA
Mme Florence GASSAN
Mme Anne-Marie ARGOUNES donne
pouvoir à M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Serge DUCLOS donne pouvoir à M.
Marc BEGORRE
Mme Geneviève ISSON donne pouvoir à M.
Philippe BAUBAY
M. Alain TALBOT donne pouvoir à M.
Claude LESGARDS
Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à M.
Jean BURON
M. Lucien BOUZET donne pouvoir à M.
Michel BONZOM
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir
à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE

donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE
RODRIGUEZ donne pouvoir à M. Francis
TOUYA
Mme Marie-Françoise CRANCEE donne
pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. Daniel DARRE donne pouvoir à M. Alain
LUQUET
M. Laurent DUBOUIX donne pouvoir à Mme
Fabienne LAYRE CASSOU
Mme Martine FOCHEATO donne pouvoir
à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Simone GASQUET donne pouvoir à
Mme Evelyne RICART
M. Paul LAFAILLE donne pouvoir à Mme
Christiane DURAND
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M.
Jean-François DRON
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir
à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Paul SADER donne pouvoir à M. André
LABORDE
M. Jean TOUYA donne pouvoir à Mme
Ginette CURBET

Absent(s) :

M. Michel AUSINA
M. Michel DUBARRY
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING

M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. PEDEBOY

Objet : Convention de délégation de la compétence d'organisation des transports scolaires entre la CATLP et la région Occitanie du 1er janvier 2020 au 31 août 2021

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu le code des transports,
Vu le code de l'éducation,
Vu la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs (LOTI),

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,

Vu la convention de transfert de la compétence transport signée entre la Région Occitanie et la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées en date du 28/12/2018.

EXPOSE DES MOTIFS :

La CATLP est devenue compétente pour organiser les transports scolaires sur son territoire dès sa création le 1^{er} janvier 2017. La loi laissait cependant un an à la CATLP pour s'entendre avec la Région sur les modalités du transfert de cette compétence.

En janvier 2018, la CATLP et la Région ont décidé en vertu de l'article L 3111-9 du code des transports, de déléguer partiellement leurs compétences d'organisation des transports scolaires au Département des Hautes-Pyrénées jusqu'au 31 août 2020.

En juillet 2019, le Conseil Départemental a émis le souhait de mettre fin de manière anticipée à ces conventions de délégation de compétence de la Région et de la CATLP le 31 décembre 2019.

Parallèlement, dans la cadre de discussions avec la CATLP la Région a accepté de prendre le relais du Département des Hautes-Pyrénées à compter du 1^{er} janvier 2020 jusqu'au 31 août 2021 pour continuer à assurer transitoirement la gestion des transports scolaires de la CATLP à la place du Département des Hautes Pyrénées.

Il est à noter qu'aucun personnel n'a été transféré à la CATLP pour assurer l'exercice de cette compétence, en effet tous les personnels chargés de la gestion des transports scolaires ont été transférés de par la loi du Département à la Région Occitanie.

La Région est consciente du fait qu'il est nécessaire de laisser du temps à la CATLP pour adopter un règlement des transports scolaires, passer de nouveaux marchés publics et recruter les personnels nécessaires à l'organisation de plus de 100 circuits transportant chaque jour environ 3 000 élèves sur le territoire de la CATLP.

Il est donc proposé au conseil communautaire d'autoriser le Président ou son représentant à signer le projet de convention ci-joint de délégation partielle de la compétence d'organisation des transports scolaires de la CATLP à la Région Occitanie du 1^{er} janvier 2020 au 31 août 2021.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

DECIDE

Article 1 : d'approuver le projet de convention de délégation partielle de compétence pour l'organisation des transports scolaires de la CATLP à la Région Occitanie du 1^{er} janvier 2020 au 31 août 2021 ci-annexé.

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-Président à signer cette convention.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Conseil Communautaire du mercredi 27 novembre 2019

Délibération n° 22

**Adhésion 2020 au pôle de compétitivité - Pôle européen de la
céramique**

Date de la convocation : le 14 novembre 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
Mme Josette BOURDEU
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. Jacques LAHOILLE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
Mme Christiane ARAGNOU
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Emmanuel DUBIE
M. Jacques GARROT
M. Christian LABORDE
Mme Evelyne LABORDE
Mme Yvette LACAZE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE

M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Christian AMARE
Mme Elisabeth ARHEIX
Mme Marie-Paule BARON
M. Philippe BAUBAY
M. Michel BONZOM
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Alain GARROT
M. Romain GIRAL
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Bernard LACOSTE
M. Charles LACRAMPE
M. Francis LAFON PUYO
M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE

M. Pierre MONTOYA
Mme Chantal MORERA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
M. Michel RICAUD
Mme Céline ROULET
M. Michel SAJOUX

M. Roger SEMMARTIN
M. Jacques SEVILLA
M. Robert SUBERCAZES
M. Jean-Marie TAPIE
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

M. Marc GARROCCQ
Mme Michèle PHAM-BARANNE
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Charles HABAS
M. Laurent PENIN
M. Laurent TEIXEIRA
Mme Florence GASSAN
Mme Anne-Marie ARGOUNES donne
pouvoir à M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Serge DUCLOS donne pouvoir à M.
Marc BEGORRE
Mme Geneviève ISSON donne pouvoir à M.
Philippe BAUBAY
M. Alain TALBOT donne pouvoir à M.
Claude LESGARDS
Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à M.
Jean BURON
M. Lucien BOUZET donne pouvoir à M.
Michel BONZOM
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir
à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE

donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE
RODRIGUEZ donne pouvoir à M. Francis
TOUYA
Mme Marie-Françoise CRANCEE donne
pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. Daniel DARRE donne pouvoir à M. Alain
LUQUET
M. Laurent DUBOUIX donne pouvoir à Mme
Fabienne LAYRE CASSOU
Mme Martine FOCESATO donne pouvoir
à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Simone GASQUET donne pouvoir à
Mme Evelyne RICART
M. Paul LAFAILLE donne pouvoir à Mme
Christiane DURAND
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M.
Jean-François DRON
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir
à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Paul SADER donne pouvoir à M. André
LABORDE
M. Jean TOUYA donne pouvoir à Mme
Ginette CURBET

Absent(s) :

M. Michel AUSINA
M. Michel DUBARRY
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING

M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. SEGNERE

Objet : Adhésion 2020 au pôle de compétitivité - Pôle européen de la céramique

Vu la LOI n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République répartissant les compétences entre les collectivités notamment en matière de développement économique,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes,

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_22-DE
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

EXPOSE DES MOTIFS :

Unique pôle de compétitivité dédié aux céramiques depuis 2005, le pôle européen est reconnu comme expert de référence en France. Il fédère 125 adhérents autour des activités céramiques : laboratoires de recherche, centres de formation, centres de transferts et industriels.

Dans l'objectif de favoriser l'innovation de son secteur, la stratégie du Pôle est définie autour de 4 marchés cibles :

- Luxe et Création (horlogerie, joaillerie, arts de la table, cosmétiques...),
- Électronique, électrique et optique (composants, fusibles et isolants électriques, fibre optique, source laser et lumineuse...),
- Systèmes énergétiques et bâtiment (réfractaires, matériaux de construction, composants mécaniques...),
- Protection des personnes et de l'environnement (biocéramiques pour la santé, blindages, filtration...).

Cette stratégie s'appuie sur des domaines d'applications stratégiques :

- Les procédés numériques,
- Le développement de nouveaux matériaux en corrélation avec les procédés de mise en œuvre,
- Les céramiques mises en œuvre par les traitements et revêtements de surface.

La Communauté d'agglomération possède sur son territoire une zone d'activités économiques dédiée à la filière céramique technique sur la commune de Bazet avec des entreprises de renommée internationale : Société des Céramiques Techniques (SCT), Groupe Mersen Boostec, Céramer, Microcertec, etc.

Il est donc proposé d'adhérer au pôle européen de la céramique au titre de 2020 pour un montant de 300€ afin de favoriser la structuration et le développement de la filière de la céramique sur le territoire communautaire.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'adhérer au pôle de compétitivité « pôle européen de la céramique » au titre de 2020 pour un montant de 300€.

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,


Gérard TRÉMÈGE.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_22-DE
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_22-DE
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées



Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Tarbes Lourdes Pyrénées 2019-2024

Entre :
L'État,
L'Agence nationale de l'Habitat,
Le Département des Hautes-Pyrénées,
La Région Occitanie Pyrénées Méditerranée,
La SACICAP Toulouse Pyrénées-Procivis



Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_23a-AU
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

La présente convention est établie :

Entre la Communauté d'Agglomération, maître d'ouvrage de l'opération programmée représentée par son président, Gérard TREMEGE,

L'État, représenté par le Préfet du département des Hautes-Pyrénées, Monsieur Brice BLONDEL,

L'Agence nationale de l'habitat, établissement public à caractère administratif, sis 8 avenue de l'Opéra 75001 Paris, représenté par Monsieur Jean -Luc SAGNARD, directeur départemental des territoires, délégué local adjoint de l'Anah dans le département, agissant dans le cadre des articles R. 321-1 et suivants du code de la construction de l'habitation et dénommée ci-après « Anah »,

Le Département des Hautes-Pyrénées, représenté par le président du Conseil Départemental, Monsieur Michel PÉLIEU,

La Région OCCITANIE Pyrénées-Méditerranée, représentée par la Présidente Carole DELGA,

La Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété (SACICAP) Toulouse Pyrénées - PROCIVIS représentée par sa directrice générale Sylvie LABESSAN

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 303-1, L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants,

Vu le Règlement Général de l'Agence (RGA) nationale de l'habitat,

Vu la circulaire n° 2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002,

Vu le Plan Départemental d'Action pour le Logement et pour l'Hébergement des Personnes Défavorisées 2018-2023, approuvé le 6 décembre 2017 par le Comité responsable du plan,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la communauté d'agglomération, maître d'ouvrage de l'opération, en date du XXXXX autorisant la signature de la présente convention,

Vu la délibération de l'Assemblée Plénière du Conseil Général du 23 mars 2012 approuvant le Programme départemental Habitat / Logement, et notamment les critères d'intervention sur le logement privé, et les délibérations de l'Assemblée Plénière du Conseil Général du 21 juin 2013, de la Commission Permanente des 6 mars 2015, 01 juillet 2016, 24 novembre 2017 et 15 décembre 2017 modifiant le Programme départemental Habitat / Logement, et notamment les critères d'intervention sur le logement privé,

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées en date du XXXXXXXX,

Vu l'avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat du département des Hautes-Pyrénées, en application de l'article R. 321-10 du code de la construction et de l'habitation, en date du XXXXXXXX

Vu l'avis du délégué de l'Anah dans la Région en date du. XXXXXXXX_

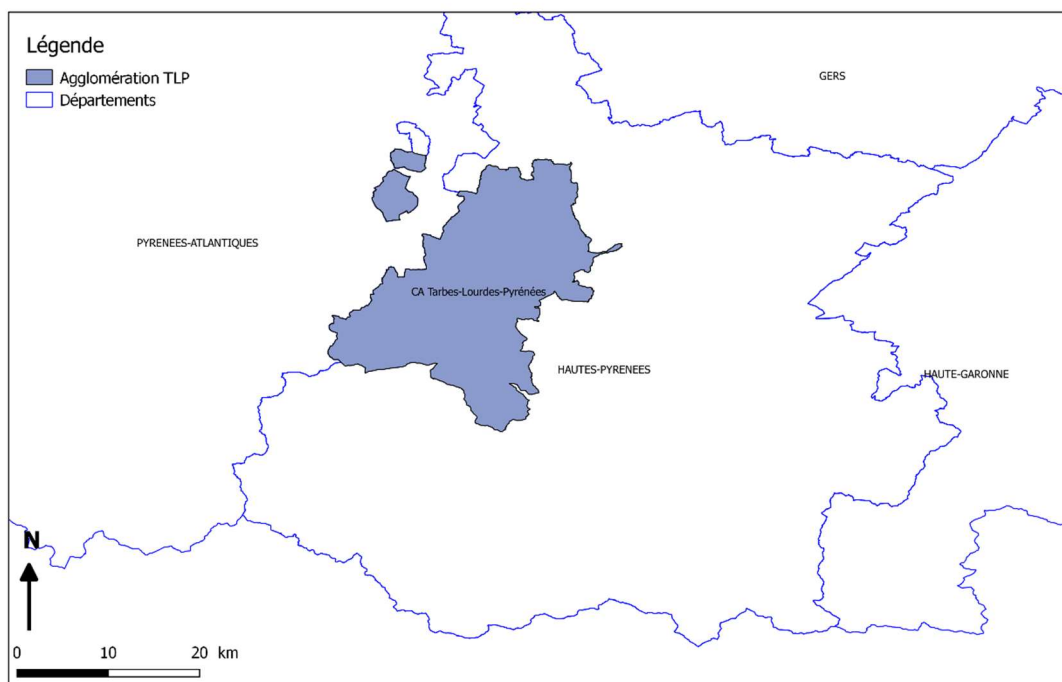
Il a été exposé ce qui suit :

Table des matières

Table des matières	4
Préambule	6
Article 1 – Dénomination, périmètre et champs d'application territoriaux	9
1.1. Dénomination de l'opération	9
1.2. Périmètre et champs d'intervention	9
Chapitre II – Enjeux de l'opération	10
Article 2 – Enjeux	10
Chapitre III – Description du dispositif et objectifs de l'opération	10
Article 3 – Volets d'action	10
3.1. Volet urbain et foncier	10
3.2. Volet immobilier	11
3.3. Volet lutte contre l'habitat indigne et très dégradé	12
3.4. Volet énergie et précarité énergétique, mise en œuvre du programme Habiter Mieux*	13
3.5. Volet travaux pour l'autonomie de la personne dans l'habitat	14
3.6 Volet social - Descriptif du dispositif	14
Article 4 – Objectifs quantitatifs de réhabilitation	14
Chapitre IV – Financements de l'opération et engagements complémentaires	15
Article 5 – Financements des partenaires de l'opération	15
5.1. Financements de l'Anah	15
5.2. Financements de l'État au titre du programme « Habiter Mieux »	16
5.3. Financements de la collectivité maître d'ouvrage	17
5.4. Financements du Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées	18
Chapitre V – Pilotage, animation et évaluation	21
Article 6 – Conduite de l'opération	21
6.1. Pilotage de l'opération	21
6.1.1. Mission du maître d'ouvrage	21
6.2. Suivi-animation de l'opération	22
6.2.1. Équipe de suivi-animation	22
6.2.2. Contenu des missions de suivi-animation	22
6.2.3. Modalités de coordination opérationnelle	22
6.3. Évaluation et suivi des actions engagées	22
6.3.1. Indicateurs de suivi des objectifs	22
6.3.2. Bilans et évaluation finale	22
Chapitre VI – Communication	23
Article 7 – Communication	23
Chapitre VII – Prise d'effet de la convention, durée, révision, résiliation et prorogation	25
Article 8 - Durée de la convention	25
Article 9 – Révision et/ou résiliation de la convention	25

Article 10 – Transmission de la convention.....	25
Annexes.....	27
Annexe 1. Périmètre de l'opération et/ ou liste des immeubles adressés.....	27
Annexe 2. Récapitulatif des aides apportées (à titre indicatif à la date de conclusion de la convention).....	28
Annexe 3. Interventions spécifiques à destination des bourgs-centres	29
3.1 Interventions spécifiques à destination des bourgs-centres dans le cadre de l'étude pré-opérationnelle.....	29
3.2 Dispositif régional contrats bourgs-centres 2018-2021	30

Localisation de l'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées



Au 1er janvier 2017, la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, a été créée. Il s'agit de la 5ème plus grande agglomération de la région Occitanie et s'étend sur 615 km².

La communauté d'agglomération est issue de la fusion de la Communauté d'agglomération du Grand Tarbes, des communautés de communes du Pays de Lourdes, du canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, de Montaigu, de Batsurguère et de Gespe-Adour-Alaric.

Composée de 86 communes et compétente en matière d'habitat, la nouvelle intercommunalité souhaite poursuivre la dynamique engagée par les précédentes opérations en matière d'amélioration de l'habitat, et renouveler ainsi une opération programmée à l'échelle du nouveau périmètre.

Le périmètre de la nouvelle OPAH ainsi que l'étude pré-opérationnelle portent sur 84 communes ; Tarbes et Lourdes possédant leurs propres OPAH-RU. Ces 84 communes, majoritairement périurbaines et rurales, comptabilisent environ 68 000 habitants sur les 126 000 de l'agglomération (Tarbes et Lourdes accueillant respectivement 43 000 et 15 000 habitants).

L'organisation spatiale et urbaine du territoire intercommunal s'appuie sur plusieurs démarches en cours dans le domaine de l'aménagement et la planification, à savoir :

- Le PLUI du Canton d'Ossun, le PLUI du Pays de Lourdes,
- Les NPNRU des villes de Tarbes et Lourdes,
- Les dispositifs « action cœur de ville » des villes de Tarbes et Lourdes,
- Les contrats de ville du Grand Tarbes et de Lourdes (période 2015-2022),
- L'OPAH-RU de la ville de Tarbes,
- L'OPAH-RU de la ville de Lourdes.

Une démarche de PLUI-HD est également en cours à l'échelle de l'agglomération.



Ce grand territoire unifié possède différentes spécificités territoriales qui devront être prises en compte dans la mise en œuvre de l'opération programmée :

- Des espaces ruraux situés entre plaines, coteaux et vallées,
- Des communes urbaines ayant une forte densité,
- Des bourgs périphériques des franges urbaines,
- Des zones de piémont plus reculées,
- Des communes de taille « intermédiaire » de la couronne péri-urbaine,
- De grandes communes rurales à faible densité.

La population évolue à l'échelle du territoire depuis 1999 passant de 60 628 habitants à 68 396 en 2016. Cette croissance est due à un **solde migratoire positif**. En observant la variation annuelle de la population, on s'aperçoit que **le territoire d'étude suit les tendances régionales et marque un dynamisme bien supérieur à la moyenne départementale**.

Le **vieillessement de la population** observé à l'échelle nationale n'échappe pas aux constats appréciés sur le territoire. Ainsi, pour la période 2006-2016, **l'augmentation des 60-74 ans est la plus forte**

Enfin, l'INSEE dénombre **29 087 ménages** installés sur le territoire pour l'année 2016. Une évolution croissante du nombre de ménages s'observe : **le nombre de ménages du territoire connaît une augmentation deux fois plus rapide que la population**. Ce phénomène de desserrement des ménages induit donc **un besoin en matière de nouveaux logements**.

Les deux opérateurs retenus pour le suivi-animation de l'opération programmée de l'Agglomération ont plus dix ans d'expériences en OPAH et PIG dans les Hautes Pyrénées et dans le grand Sud-Ouest. Leur groupement leur permettra pour cette opération de mutualiser leurs moyens, compétences et expériences.

Le territoire de la communauté d'agglomération est couvert par des opérations en faveur de l'amélioration de l'habitat privé depuis plus de dix ans. Plusieurs dispositifs viennent de prendre fin : l'OPAH Gabaz Adour Echez (2014-2019), le PIG du Grand Tarbes (2014-2019), l'OPAH du Pays des Vallées des Gaves ¹(2013-2019). Sur ces opérations, les objectifs ont été atteints et dépassés, preuve de la réussite des dispositifs mis en place. Près de 600 logements ont ainsi été concernés par des travaux de lutte contre la précarité énergétique. Cette nouvelle OPAH favorisera une procédure unique avec, pour maître d'ouvrage, la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées.

L'étude pré-opérationnelle a permis de mettre en exergue certains constats du territoire :

- Un territoire attractif avec un solde migratoire positif,
- Une population vieillissante
- Une majorité de ménages de petites tailles,
- Un territoire actif en matière d'emplois,
- Des inégalités de revenus selon le statut d'occupation ou la localisation géographique.

En matière d'habitat, plusieurs éléments sont à retenir :

- Un parc de résidences principales important (89% du parc total) composé en grande partie de maisons individuelles,
- Un parc de logements vieillissant : 77% des logements construits avant les années 2000,
- 78% des résidences principales sont occupées par des propriétaires occupants,
- 7 351 propriétaires occupants sont éligibles aux aides de l'ANAH, soit 1 ménage sur 4,
- La grande partie des ménages éligibles à l'ANAH sont « très modestes » (61%),
- 67% des propriétaires occupants éligibles ont 60 ans et plus,
- Les locataires du parc privé sont deux fois plus nombreux que ceux du parc public,
- Le taux de vacance du territoire se situe en dessous des données régionales et départementales,
- Les logements vacants seraient les plus touchés par l'habitat indigne.

Les expériences précédentes en matière d'animation de programmes d'amélioration de l'habitat nous informent que la thématique de l'énergie est une préoccupation prépondérante des ménages (75% des dossiers d'amélioration en 2018). L'adaptation des logements à perte d'autonomie représente quant à elle un peu moins du tiers des dossiers financés. Cependant, on imagine une recrudescence de cette thématique compte tenu du vieillissement constaté de la population. Enfin, les projets portant sur l'habitat locatif social sont marginaux (0.50% des dossiers déposés en 2018), ce qui interroge l'offre locative du territoire. Cet élément est à mettre en corrélation avec le fait que 14% des résidences principales du territoire soient occupées par des locataires.

À l'issu de ce constat il a été convenu ce qui suit :

¹ L'étude des dossiers de l'OPAH Vallées des Gaves ne concernent que les 38 communes situées sur le périmètre de la CA TLP (hors Lourdes)

Chapitre I – Objet de la convention et périmètre d'application.

Article 1 – Dénomination, périmètre et champs d'application territoriaux

1.1. Dénomination de l'opération

La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées, l'État et l'Anah, le Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées, le Conseil Régional Occitanie, et la Sacicap Toulouse Pyrénées décident de réaliser l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Tarbes Lourdes Pyrénées.

Cette opération fait suite au PIG du Grand Tarbes, à l'OPAH Gabas Adour Echez et à l'OPAH du Pays des Vallées des Gaves (uniquement pour les communes situées sur la partie sud de l'agglomération). Elle a fait l'objet d'une étude pré-opérationnelle menée en 2019 (4 mois).

1.2. Périmètre et champs d'intervention

Le périmètre d'intervention se définit selon les 84 communes listées ci-dessous, soit l'ensemble des communes composant le territoire de la Communauté d'Agglomération à l'exception des communes de Tarbes et Lourdes qui possèdent leurs dispositifs propres en matière d'amélioration de l'habitat.

Adé ; Allier ; Angos ; Arcizac-Adour ; Arcizac-ez-Angles ; Arrayou-Lahitte ; Arrodets-ez-Angles ; Artigues ; Aspin-en-Lavedan ; Aureilhan ; Aurensan ; Averan ; Azereix ; Barbazan-Debat ; Barlest ; Barry ; Bartrès ; Bazet ; Bénac ; Berbérust-Lias ; Bernac-Debat ; Bernac-Dessus ; Bordères-sur-l'Échez ; Bourréac ; Bours ; Cheust ; Chis ; Escoubès-Pouts ; Gardères ; Gayan ; Gazost ; Ger ; Germs-sur-l'Oussouet ; Geu ; Gez-ez-Angles ; Hibarette ; Horgues ; Ibos ; Jarret ; Juillan ; Julos ; Juncalas ; Lagarde ; Laloubère ; Lamarque-Pontacq ; Lanne ; Layrisse ; Les Angles ; Lézignan ; Loubajac ; Loucrup ; Louey ; Lugagnan ; Luquet ; Momères ; Montignac ; Odos ; Omex ; Oricles ; Orleix ; Ossen ; Ossun ; Ossun-ez-Angles ; Ourdis-Cotdoussan ; Ourdon ; Oursbelille ; Ousté ; Paréac ; Peyrouse ; Poueyferré ; Saint-Créac ; Saint-Martin ; Saint-Pé-de-Bigorre ; Salles-Adour ; Sarniguet ; Sarrouilles ; Ségus ; Séméac ; Sère-Lanso ; Séron ; Soues ; Vielle-Adour ; Viger ; Visker

	Année 2016	Année 2011	Année 2006
Population totale	68 396	66 315	63 466

Les champs d'intervention sont les suivants :

- La lutte contre la précarité énergétique,
- La lutte contre l'habitat indigne et dégradé,
- L'adaptation des logements au handicap et à la vieillesse,
- Le développement d'une offre locative sociale et très sociale de qualité.
- La rénovation énergétique des copropriétés

Chapitre II – Enjeux de l'opération.

Article 2 – Enjeux

Suite aux constats résumés plus haut et issus de l'étude pré-opérationnelle, l'OPAH devra répondre aux enjeux suivants :

- participer à l'amélioration énergétique des logements,
- favoriser le maintien à domicile des personnes en perte d'autonomie,
- permettre la résorption des situations d'habitat indigne
- remobiliser le parc privé vacants et/ou dégradé existant,
- rendre le territoire attractif en favorisant l'installation de nouveaux ménages,
- favoriser le développement d'une offre locative sociale adaptée à la demande,
- accompagner les projets communaux de revitalisation des centres-bourgs.

Chapitre III – Description du dispositif et objectifs de l'opération.

Pour répondre aux enjeux de l'opération, plusieurs objectifs, déclinés en volets d'actions seront à mettre en œuvre tout au long de la durée de la convention. Il s'agit d'une feuille de route que se fixent la collectivité et ses partenaires signataires.

Les principaux objectifs de l'opération intègrent pleinement les grandes priorités exprimées dans le cadre de la réglementation de l'Anah :

- la lutte contre l'habitat indigne,
- l'amélioration de l'efficacité énergétique des logements occupés,
- l'adaptation des logements au vieillissement des personnes en situation de handicap et/ou âgées,
- l'amélioration de logements locatifs dégradés et la production d'une offre locative privée diversifiée et à loyer maîtrisé.

Article 3 – Volets d'action

3.1. Volet urbain et foncier

Le territoire s'organise autour de communes urbaines et périurbaines, de bourgs ruraux et de communes rurales. Plusieurs communes sont engagées dans des réflexions ou des réalisations d'opérations d'aménagements afin de requalifier les cœurs de ville et centres de villages. Les principales initiatives observées ont pour objet principal l'amélioration des traversées de bourg ainsi que l'aménagement des espaces de cœur de ville et centres anciens :

- Acquisition et/ou réhabilitation de bâtiments : projets d'habitat, commerces (création de « centres-commerçants », création de halles, ...), groupes scolaires (écoles, cantines, garderies)
- Amélioration des circulations : réfection de chaussées, aménagement de voiries, stationnement, création/extension des voies cyclables, ...
- Intervention sur les espaces publics : démolition et réhabilitation (mise à disposition aux associations, installation de professions libérales, création de tiers-lieu, ...) de bâtiments publics, réfection de places.

Ces démarches s'intègrent dans la stratégie globale de l'agglomération visant à maintenir l'attractivité et favoriser le développement du territoire, en particulier pour les communes signataires des contrats « Bourg-centre » avec la Région Occitanie, les communes mobilisant le Fond d'aide aux communes de

l'intercommunalité ainsi que la DETR (les projets retenus dans le cadre de ces politiques sont cités en annexe 3).

A travers la mise en place d'une OPAH sur l'ensemble de son territoire, l'agglomération se dote d'un outil stratégique, complémentaire aux actions publiques de requalification et d'aménagement urbain, et spécifique pour intervenir en direction de l'habitat privé participant à la valoriser les centres anciens et à la reconquête du bâti vacant.

Ainsi, sur les cinq années que durera l'opération, 40 projets de propriétaires bailleurs seront soutenus afin de développer l'habitat locatif social sur le territoire ainsi que 40 logements de propriétaires occupants souhaitant améliorer des habitations très dégradées ou insalubres.

Au-delà des objectifs globaux à l'échelle du territoire et suite aux bilans réalisés dans le cadre de la fin des programmes préexistants à l'OPAH (PIG du Grand Tarbes, OPAG GAZ, OPAH PLVG) certains enjeux territoriaux sont à mettre en lumière. Ainsi, les différents secteurs du périmètre (Nord, Sud et Centre) feront l'objet d'une attention particulière dans les thématiques inscrites à la convention :

- L'offre en logements locatifs conventionnés se situe principalement dans le secteur Nord du territoire, plus urbain et concentrant la grande partie des activités liées à l'économie (Aureilhan, Séméac, Bordères / Echez...).
Une attention particulière sur les autres secteurs (Centre et Sud) devra également permettre de connaître la demande et de favoriser l'émergence de tels projets dans des secteurs pertinents, notamment les communes périphériques à Lourdes ainsi que celles situées au Sud-Ouest de l'agglomération Tarbaise (Juillan, Ossun, Azereix...).
- La thématique de l'amélioration énergétique des logements représente aujourd'hui environ 70% des dossiers des propriétaires occupants. L'ensemble du territoire intercommunal est concerné par cette thématique. Bien que cet enjeu doive être pleinement investi, un travail de communication doit être mené pour informer sur les travaux subventionnables, dans un contexte de « surcharge informationnelle » autour des économies d'énergie et de vieillissement de la population constaté à l'échelle locale et nationale. Ce travail de sensibilisation doit être rendu systématique dans les communes rurales et davantage excentrées, où la problématique du maintien à domicile, des déplacements et de l'accès aux soins peut davantage se poser.
- Enfin, un appui au repérage et à la sensibilisation des acteurs locaux autour des situations d'habitat indigne ou dégradé doit être mené avec les partenaires institutionnels. L'opérateur doit être identifié dès le début de l'opération et contacté afin de permettre un travail collaboratif des différents intervenants. Egalement, l'étude pré-opérationnelle a mis en exergue un certain nombre de situations d'habitat très dégradé dans les centres-bourgs, comme à Soues, Bernac Dessus ou Juillan par exemple ; un appui à l'identification de ces situations et à leur résorption pourra être mené.

Cet outil constitue ainsi une opportunité pour participer à la revitalisation de l'ensemble du territoire à travers le confortement des fonctions de centralité des centres-bourg : les projets urbains et les interventions en direction de l'habitat privé se trouvent intégrés dans un cadre stratégique global permettant la coordination des différents leviers opérationnels.

3.2. Volet immobilier

Afin d'offrir de meilleures conditions d'habitat en lien avec les besoins identifiés localement dans l'étude pré-opérationnelle, ce volet permettra :

- le développement d'une offre locative sociale (loyers conventionnés avec ou sans travaux),
- le repositionnement de logements dégradés ou vacants sur le marché local,

- la résorption de situations d'habitat indigne occupé.

L'étude pré-opérationnelle a mis en avant une faible offre en matière de logements locatifs privés (étude menée sur un site d'offres en ligne en juillet 2019) : sur les 599 offres relatives à des logements, seulement 112 correspondent à de la location, et 72% de ces offres sont relatives à des appartements, hors l'étude de l'offre (*leboncoin*), de la demande (DVF) et des statuts d'occupation des résidences principales (FILOCOM) indique que la maison individuelle est la typologie d'habitat majoritaire sur le territoire.

L'accent sera porté sur la réalisation de projets immobiliers à vocation locative sociale. 40 projets seront accompagnés permettant d'améliorer la performance énergétique, la sécurité et salubrité de l'habitat et ainsi que la forte dégradation et la salubrité de l'habitat. Une communication spécifique sera mise en place à ce sujet.

Les accédants et primo-accédant de logements dégradés ou vacants ainsi que les propriétaires occupants ayant fait l'objet de repérages au titre de l'habitat indigne sont également les publics cibles de ce volet immobilier.

L'offre immobilière en matière d'acquisition sur le territoire correspond majoritairement à des maisons individuelles.

3.3. Volet lutte contre l'habitat indigne et très dégradé

L'OPAH doit apporter une réponse durable au traitement des situations d'habitat indigne déjà identifiées sur le territoire. Egalement, les nouveaux signalements pourront être exprimés à l'équipe d'animation par les services compétents (ARS, mairies, CCAS, ...). L'équipe d'animation pourra être mobilisée afin d'étudier en lien avec le propriétaire, suivant les dispositions techniques et financières de l'ANAH, la faisabilité des réhabilitations envisagées. Si en fonction de ces résultats le propriétaire prend la décision de s'engager dans les travaux, l'équipe d'animation poursuivra l'instruction du dossier jusqu'à la réalisation des travaux.

Egalement, certaines situations d'habitat très dégradé sont connues depuis longtemps sur le territoire. L'OPAH, pourra être un levier pour le déblocage de ces situations (mise en vente du bien, traitement du bâti pour des projets locatifs sociaux...).

Sur le territoire, le parc de logements le plus touché par des logements dits potentiellement indignes est celui des logements vacants suivi de celui des résidences secondaires. A contrario, le parc de résidences principales concerné par l'insalubrité est moins concerné.

L'amélioration des 40 logements dits indignes/insalubres/ou très dégradés est prévue. Cet objectif a été revu à la hausse compte tenu des bilans d'opérations précédents qui ont enregistré un résultat moyen de 2% des dossiers propriétaires occupants relevant de la thématique de l'habitat indigne. Les secteurs du territoire n'ont pas tous connu le même taux d'intervention sur cette thématique allant de 1% des dossiers au centre du périmètre, à 2% au sud et 3% au nord. L'objectif de ce nouveau programme sera d'accompagner de façon plus homogène les propriétaires du nouveau périmètre.

Ce volet comporte notamment :

- le repérage et le diagnostic technique, social et juridique des logements indignes et de leurs occupants ;
- les visites des logements éventuellement signalés à la commission DALO pour motif d'insalubrité ou d'indécence ;
- l'accompagnement sanitaire et social des ménages, permettant notamment la gestion des relogements temporaires ou définitifs ;
- les objectifs et méthodes de traitement des logements et/ou parties communes d'immeubles, en distinguant les objectifs de traitement purement incitatifs (insalubrité avérée et habitat très dégradé) des objectifs de traitement plus coercitifs (arrêtés éventuellement accompagnés d'aides au titre de l'habitat indigne, travaux d'office nécessaires). Les circuits de signalement seront décrits ;

- l'estimation des situations présumées d'insalubrité, de péril et de risque de saturnisme, des situations de danger à traiter, ainsi que l'estimation du volume d'intervention correspondant ;
- dispositif prévu pour le relogement, provisoire ou définitif des occupants ;
- l'estimation des situations présumées d'habitat très dégradé.

3.4. Volet énergie et précarité énergétique, mise en œuvre du programme Habiter Mieux*

La rénovation énergétique des logements est un volet principal de l'OPAH. En effet, sur le territoire de l'agglomération, on constate que la thématique de l'énergie est majoritaire (75 % des dossiers en 2018) et ce depuis son apparition en 2010. Ce volet s'inscrit également dans les ambitions de l'Etat et du territoire en matière de transition écologique et de réduction des gaz à effet de serre.

Le volet « énergie et précarité énergétique » vaut protocole territorial permettant d'engager des crédits du programme Habiter Mieux sur le territoire de l'opération programmée, en complément d'autres aides publiques ou privées.

L'OPAH permettra sur les cinq ans de rénover 520 logements occupés par leurs propriétaires sur la thématique de l'amélioration énergétique. Egalement, 15 logements proposés à la location par leurs propriétaires feront l'objet d'un soutien spécifique.

L'étude pré-opérationnelle a mis en avant que le plus grand nombre de dossiers déposés a lieu dans le secteur nord du périmètre (périmètre urbanisé autour de Tarbes). Compte tenu du fait que ce secteur comporte la plus grande part de population du territoire ainsi qu'un marché immobilier plus dynamique qu'au sud ou au centre, le nouveau programme devrait suivre ces tendances. Ainsi, les communes de Séméac, Bordères / Echez, Soues ou Aureilhan devraient être les plus concernées.

Toutefois, une attention particulière sera portée sur la demande concernant les travaux d'amélioration énergétique dans l'ensemble des secteurs de l'agglomération, notamment ceux situés au sud et présentant des spécificités en matière d'énergie (questionnement autour du raccordement au gaz, gestion de la ressource bois, question du climat pour le mode de chauffage, ...), liée à la zone montagne.

Dans le cadre de sa mission de suivi-animation, l'opérateur aura à charge d'assurer sur cette thématique les actions suivantes :

- information – sensibilisation des propriétaires,
- repérage actif des situations,
- diagnostic technique et social des situations (préconisations de travaux, évaluation énergétique, recherches des financements selon cas particuliers...),
- accompagnement renforcé pour le montage des projets,
- suivi des projets.

Ce volet, permettant entre autre une réduction des émissions de gaz à effet de serre, s'inscrit directement en lien avec les démarches de transition écologiques menées par la collectivité. Deux démarches importantes en matière de transition écologique sont en cours sur le territoire. La première, rendue obligatoire pour les EPCI de plus de 20 000 habitants depuis 2017 est le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET). La seconde est issue d'une démarche volontariste dans le cadre d'un appel à projet national et concerne les territoires à énergie positive pour la croissance verte (TEPCV). Le PCAET vise deux objectifs :

1. l'atténuation par la limitation de l'impact du territoire sur le climat en réduisant les émissions de gaz à effet de serre (GES) ;
2. l'adaptation par la réduction de la vulnérabilité du territoire.

La labellisation TEPCV, au-delà de la rénovation de l'éclairage public, de la rénovation d'ERP,... de l'acquisition de véhicules et vélos électriques, a permis d'allouer 163 000 euros à la rénovation de logements de particulier de notre territoire avec la création d'un « éco chèque logement CA TLP ». Ce programme qui se terminera au

31 décembre 2019 aura permis d'accompagner une centaine de rénovation auprès de publics éligibles à l'ANAH permettant ainsi de réduire le montant reste à charge.

3.5. Volet travaux pour l'autonomie de la personne dans l'habitat

La part des 60 ans et plus est la tranche d'âge ayant le plus augmenté sur le territoire depuis 2006.

Il s'agit de permettre aux personnes de pouvoir faire le choix de rester à domicile et/ou de réduire les conséquences de la perte d'autonomie sur la vie quotidienne. Egalement, l'âge calculé des ménages éligibles concernent en très grande partie des propriétaires occupants de 60 ans et plus.

Des travaux permettant à l'occupant de se déplacer, de se laver et d'accéder aux différents équipements seront alors réalisés.

Un travail de partenariat pourra être engagé avec d'autres acteurs tels que le Conseil Départemental, la MDPH, la Sécurité Sociale, les Caisses de Retraite en vue de mobiliser des aides complémentaires.

Dans le cadre de sa mission de suivi-animation, l'opérateur aura à charge d'assurer sur cette thématique les actions suivantes :

- visite à domicile pour poser le diagnostic technique du logement et évaluer les besoins d'adaptation du logement en fonction des besoins des personnes âgées ou handicapées,
- accompagnement renforcé des propriétaires dans leur projet de rénovation pour cibler les travaux les plus adaptés en lien avec les ressources des ménages,
- aide à l'établissement du plan de financement y compris les besoins ponctuels en trésorerie
- accompagnement dans la phase travaux et du solde financier,

Ainsi, sur la période, 200 propriétaires devraient être accompagnés dans leur perte d'autonomie en faveur du maintien à domicile. L'objectif est de répartir les dossiers de façon la plus homogène possible sur l'ensemble du territoire. Qu'il s'agisse du nord, sud ou centre du périmètre cette thématique a été la deuxième investie en nombre de dossiers sur les précédents programmes.

3.6 Volet social - Descriptif du dispositif

La lutte contre l'insalubrité, la lutte contre la précarité énergétique et le maintien à domicile des personnes handicapées ou âgées dépendantes sont les enjeux essentiels de l'OPAH. L'OPAH permettra d'accompagner spécifiquement les propriétaires occupants ou locataires connaissant des difficultés financières, afin de leur permettre d'aboutir à la réalisation et au financement de leur projet.

Pendant toute la durée du programme un partenariat permanent sera instauré entre l'opérateur, les structures sociales, ainsi que l'ensemble des intervenants dans ce domaine afin :

- de repérer les populations occupant des logements indignes, insalubres ou en situation de précarité énergétique,
- d'inciter les propriétaires à réaliser des travaux sur leurs logements afin de remédier à ces situations,
- d'inciter à la réalisation de travaux visant à l'adaptation des logements pour personnes âgées ou handicapées,
- de trouver les solutions économiques pour permettre à tous les propriétaires, même ceux en difficultés économiques, de monter un projet financièrement réalisable,
- de mettre en œuvre les mesures de relogement définitif ou d'hébergement temporaire.

Article 4 – Objectifs quantitatifs de réhabilitation

4.1 Objectifs quantitatifs globaux de la convention

Les objectifs globaux sont évalués à 800 logements minimum, répartis comme suit :

- 760 logements occupés par leur propriétaire
- 40logements locatifs appartenant à des bailleurs privés

	Objectif annuel	Total sur cinq ans
Propriétaires Bailleurs (PB)	8	40
Dont travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne, insalubre ou très dégradé	3	15
Dont travaux d'amélioration pour sécurité-salubrité, autonomie, logement dégradé, décence, transformation d'usage	2	10
Dont travaux d'amélioration des performances énergétiques	3	15
Propriétaires Occupants (PO)	152	760
Dont travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne, insalubre ou très dégradé (travaux pour la sécurité et la salubrité de l'habitat)	8	40
Dont travaux pour l'autonomie de la personne	40	200
Dont travaux pour lutter contre la précarité énergétique	104	520
Total Bailleurs + Occupants	160	800

Chapitre IV – Financements de l'opération et engagements complémentaires.

Article 5 – Financements des partenaires de l'opération

5.1. Financements de l'Anah

5.1.1. Règles d'application

Les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicables à l'opération découlent de la réglementation de l'Anah, c'est-à-dire du code de la construction et de l'habitation, du règlement général de l'agence, des délibérations du conseil d'administration, des instructions du directeur général et des dispositions inscrites dans le programme d'actions.

Les conditions relatives aux aides de l'Anah et les taux maximaux de subvention sont susceptibles de modifications, en fonction des évolutions de la réglementation de l'Anah.

5.1.2 Montants prévisionnels

Les montants prévisionnels des autorisations d'engagement de l'Anah pour l'opération sont de €, selon l'échéancier suivant :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
AE prévisionnels	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
dont aides aux travaux	€					0 €
dont aides à l'ingénierie						0 €

Détails du financement de l'Equipe opérationnelle

Le Coût global de la mission est estimé à un montant annuel de 137 250 € HT soit 164 700 € TTC

Prestation	Financement
Suivi-animation	35 % HT du forfait animation
Prime au dossier	300 € par dossier engagé sur les priorités de l'agence (PO et PB)

5.2. Financements de l'État au titre du programme « Habiter Mieux »

5.2.1. Règles d'application

Les règles d'application sont régies par le conseil d'administration de l'Anah en date du 29 novembre 2017.

5.2.2 Montants prévisionnels

Les montants prévisionnels des autorisations d'engagement du programme Habiter Mieux pour l'opération sont :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
AE prévisionnels	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
dont aide de solidarité écologique (ASE)						0 €
dont aides à l'ingénierie						0 €

Prestation	Financement
Prime habiter Mieux	560 € par logement
Prime habiter Mieux Travaux Lourds	840 € par logement

5.3. Financements de la collectivité maître d'ouvrage

5.3.1. Règles d'application

La **Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées** intervient en tant que **maître d'ouvrage** conformément aux dispositions prévues dans le cadre de sa délibération du 27/11/2019.

5.3.2 Equipe opérationnelle

La **Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées** s'engage à financer les prestations de suivi-animation mobilisées dans le cadre de la présente convention, au titre du suivi-animation, déduction faite des participations de l'Anah et du Conseil Départementale des Hautes-Pyrénées indiquées à la présente sur la durée de la convention.

5.3.3 Aides aux travaux

La communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées poursuit son soutien en faveur de l'amélioration du parc de logement existant en accordant des aides financières, sous forme de primes et/ou de subventions, aux propriétaires bailleurs, dans la limite de l'enveloppe budgétaire annuelle votée par le Conseil Communautaire et sous le strict respect des critères déclinés ci-dessous.

Les logements (opérations) éligibles doivent :

- être situés sur le territoire de l'agglomération,
- être bâtis depuis plus de 15 ans,
- être destinés à un usage locatif et être occupés à titre de résidence principale par les locataires,
- bénéficier d'un agrément de l'Etat.

Les aides concernent uniquement les opérations de travaux suivantes :

- réhabilitation (type ANAH ; parc privé uniquement),
- transformation de commerce en logement,
- acquisition-amélioration,
- démolition-reconstruction,
- sortie de vacance.

Les travaux subventionnables devront réduire de manière significative les charges de consommation d'énergie (l'étiquette énergétique devra obtenir obligatoirement un gain minimum de 2 classes).

Les aides de la communauté d'agglomération sont ouvertes, sur le territoire de la communauté d'agglomération, pour des projets locatifs à titre de résidence principale, sous condition de conventionnement avec l'Etat, du logement remis sur le marché aux propriétaires bailleurs privés : personnes physiques ou personnes morales (SCI, SA, associations agréées ou reconnues d'utilité publique...).

Dans le cadre de l'OPAH TLP, l'agglomération versera, sous conditions d'obtention des aides de l'ANAH et des priorités de cette dernière, des aides en direction de l'habitat privé, à savoir :

1/ une prime forfaitaire « sortie de vacance »

Cette prime est destinée à favoriser des travaux d'amélioration de logement ou de transformation d'usage (commerce ou bureau en logement), financé au moins en partie par l'ANAH et vacant depuis plus d'un an.

Les travaux devront être d'un montant minimum de 10 000 € HT par logement.

La communauté d'agglomération versera une prime forfaitaire de 3 000 €/logement. Cette aide sera attribuée dans la limite de 1 logement par an et par propriétaire ou de 10 logements par an et par propriétaire s'il s'agit d'un

ensemble immobilier.

2/ une subvention habitat dégradé

Cette subvention est destinée à favoriser des travaux de réhabilitation de logement ou de transformation d'usage (commerce ou bureau en logement) d'immeuble ou de logement dégradé (classification des travaux d'amélioration en rapport à la grille de dégradation ANAH : $0,35 \leq \text{Indice de Dégradation} < 0,55$). Le logement devra être financé au moins en partie par l'ANAH.

La communauté d'agglomération versera une subvention correspondant à 10% du montant HT des travaux subventionnables (plafonné à 20 000€), l'aide étant limitée à 2 000€/logement. Cette aide sera attribuée dans la limite de 1 logement par an et par propriétaire ou de 10 logements par an et par propriétaire s'il s'agit d'un ensemble immobilier.

3/ une subvention habitat indigne / très dégradé

Cette subvention est destinée à favoriser des travaux lourds de réhabilitation de logement ou de transformation d'usage (commerce ou bureaux en logement) pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé (situation de péril, d'insalubrité ou de forte dégradation [grille de dégradation ANAH : Indice de Dégradation $\geq 0,55$] nécessitant des travaux lourds, dont l'ampleur et le coût justifient l'application du plafond de travaux majoré, avec obligation de produire une évaluation énergétique dans tous les cas). Le logement devra être financé au moins en partie par l'ANAH.

La communauté d'agglomération versera une subvention correspondant à 10% du montant HT des travaux subventionnables (plafonné à 30 000€), l'aide étant limitée à 3 000€/logement. Cette aide sera attribuée dans la limite de 1 logement par an et par propriétaire ou de 10 logements par an et par propriétaire s'il s'agit d'un ensemble immobilier.

Les propriétaires bailleurs pourront bénéficier soit d'une prime, soit une subvention. Ces aides ne seront en aucun cas cumulatives.

5.4. Financements du Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées

5.4.1 Règles d'application

Le Conseil Départemental intervient conformément aux dispositions prévues dans le cadre de son Programme Départemental Habitat/Logement voté le 23 mars 2012 et modifié les 21 juin 2013, 6 mars 2015, 1er juillet 2016, 24 novembre 2017 et 15 décembre 2017.

5.4.2. Montants prévisionnels

SUIVI ANIMATION :

Le Département s'engage, en complément de l'ANAH, à participer au cofinancement des prestations de suivi-animation mobilisées dans le cadre de la présente convention, au titre du suivi-animation, sur la durée de cette convention et au vu de la demande annuelle produite par le porteur de projet.

Sous réserve des disponibilités budgétaires, le Département s'engage à réserver une enveloppe financière correspondant à 20 % du montant HT du forfait annuel de suivi animation, soit 13 050 € par an et 65 0250 € sur les 5 années d'OPAH.

TRAVAUX :

Le Conseil Départemental s'engage à accorder ses aides financières en complément des aides de l'Anah et/ou d'autres collectivités, dans la limite de l'enveloppe budgétaire allouée annuellement à son action en faveur des propriétaires privés (occupants et bailleurs) et dans la limite du taux d'aides publiques (toutes aides confondues) indiqué dans le tableau ci-annexé. Le montant prévisionnel des aides du Département s'élève à 108 000 €/an soit 540 000€ sur les 5 années d'OPAH.

En cas d'évolution dans la mise en œuvre du programme prévu par cette convention, toute modification

d'intervention pourra être prise en compte par le Département, sur la durée de son exécution et dans la limite de l'enveloppe annuelle dédiée au logement privé, à partir du moment où elle aura fait l'objet d'un examen et d'une validation par le comité de pilotage territorial chargé d'assurer le suivi spécifique de la présente opération, et qu'elle sera conforme au Programme d'Actions de la délégation locale de l'Anah.

Les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicables à l'opération découlent d'une part du Programme d'actions de la délégation locale de l'Anah et, d'autre part, du Programme Départemental Habitat/Logement du Conseil Départemental. Les conditions relatives aux aides du Département et les taux maximaux de subvention sont susceptibles de modifications en fonction des évolutions de la réglementation du régime d'aides de l'Anah.

5.5. Financements du Conseil Régional...

Afin de contribuer à l'effort européen de diminution des émissions de gaz à effet de serre, et dans la continuité des objectifs inscrits dans la Loi pour la Transition énergétique et la Croissance verte de réduire de 50 % les consommations d'énergie à échéance 2050, la Région porte l'ambition de devenir la première Région à énergie positive d'Europe.

L'éco-chèque logement, dispositif de soutien aux particuliers mis en œuvre par la **Région** en matière d'amélioration énergétique de leur logement, contribue à tendre vers cet objectif ambitieux.

Dans le cadre des critères en vigueur, la Région intervient pour des travaux d'économies d'énergie dans les logements, permettant d'atteindre un gain d'au moins 25% sur les consommations énergétiques après travaux. Ces travaux doivent être réalisés par des professionnels partenaires éco-chèque et donc reconnus garant de l'environnement (RGE) à partir du 1er octobre 2016.

Pour les propriétaires occupants dont les revenus fiscaux sont inférieurs ou égal aux plafonds de revenus définis par les critères en vigueur, le montant de l'éco-chèque logement est de 1 500 €.

Pour les propriétaires bailleurs conventionnant avec l'Anah, le plafond de revenus ne s'applique pas et le montant de l'éco-chèque logement est de 1 000€.

L'éco-chèque est cumulable avec d'autres aides liées aux économies d'énergie proposées dans le cadre du Plan de rénovation énergétique de l'habitat.

Les décisions d'attribution des éco-chèques de la Région relèvent uniquement des critères en vigueur ; elles sont prises au vu des dossiers directement déposés auprès de la Région par les bénéficiaires potentiels en amont du démarrage de leurs travaux.

La communication autour du dispositif Habiter Mieux devra être élaborée en étroite collaboration avec la Région. En particulier, toute publication et support de promotion élaborés localement par ou à l'initiative d'un des partenaires de la présente convention devra comporter le logo de la Région.

La Région devra être associée pour la planification, l'organisation et la valorisation des temps forts dans le cadre de ce dispositif. La Région sera systématiquement associée à toute instance de pilotage.

5.6. Les engagements de la SACICAP TOULOUSE – PROCIVIS

Par convention signée avec l'Etat le 19 juin 2018, les SACICAP se sont, collectivement et pour une durée de 5 ans, engagées à poursuivre, par leur activité « Missions sociales », leur action permettant de favoriser le financement des logements des ménages très modestes, propriétaires occupants, dans le cadre de conventions fixant les modalités de leurs interventions avec leurs partenaires locaux.

La SACICAP TOULOUSE PYRENEES - PROCIVIS a voulu par la présente convention inscrire son intervention dans le cadre du programme en faveur des ménages les plus démunis.

Objectif poursuivi par la SACICAP TOULOUSE PYRENEES - PROCIVIS

Les parties aux présentes constatent que les ménages très modestes, propriétaires occupants visés par la présente convention n'engagent pas de projet de réhabilitation de leur logement faute de trouver une solution au financement de l'avance des subventions et /ou au coût des travaux restant à charge après versement des subventions.

Le but de la SACICAP est de favoriser le financement d'opérations où l'Etat, l'Anah, les collectivités locales ou d'autres intervenants ne peuvent intervenir seuls, les financements complémentaires indispensables étant difficiles ou impossibles à obtenir compte tenu du caractère très social des dossiers ou présentant des conditions très particulières ne répondant à aucun critère finançable par le circuit bancaire. La SACICAP propose aux populations concernées un financement adapté qui n'aurait pu aboutir dans un cadre classique avec pour objectif que la charge supportée par le bénéficiaire soit compatible avec ses ressources après mobilisation de son éventuelle faculté contributive.

Les conditions de remboursement sont adaptées à la situation particulière de chaque propriétaire occupant, établies à la suite d'une étude budgétaire globale, étant entendu que la SACICAP se réserve le droit d'affecter ou non l'aide dont le montant et les conditions sont également fixées par elle.

Les bénéficiaires

Ce sont les ménages propriétaires ou copropriétaires occupants qui sont reconnus comme « ménages nécessitant une aide » par des organismes ou services sociaux, des collectivités locales et partenaires du fait de leur situation sociale. Pour être éligible au financement « Missions Sociales » de la SACICAP, les ménages devront être bénéficiaires d'une subvention Anah.

Engagement de la SACICAP TOULOUSE PYRENEES – PROCIVIS

La SACICAP TOULOUSE PYRENEES - PROCIVIS apporte les financements « Missions Sociales » nécessaires pour :

- L'octroi de **prêts, sans intérêt**, permettant de financer le coût des travaux restant à la charge du bénéficiaire,
- Et/ou l'**avance** des aides et/ou subventions dans l'attente de leur déblocage **sans frais**. En contrepartie, les organismes et le bénéficiaire devront s'engager à verser directement à la SACICAP le montant des subventions accordées.

La SACICAP TOULOUSE PYRENEES - PROCIVIS s'engage à :

- Accompagner les actions de l'opération programmée,
- À étudier les dossiers proposés par le ou les opérateurs agréés dans le cadre du présent contrat.

La SACICAP TOULOUSE PYRENEES - PROCIVIS, au regard des éléments transmis par le ou les opérateurs agréés, décide d'engager ou non le financement Missions Sociales, son montant, sa durée et ses modalités de remboursements.

La SACICAP TOULOUSE PYRENEES - PROCIVIS s'engage à informer le ou les opérateurs agréés des décisions et des caractéristiques des prêts « Missions Sociales » attribués.

Chapitre V – Pilotage, animation et évaluation.

Article 6 – Conduite de l'opération

6.1. Pilotage de l'opération

6.1.1. Mission du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage sera chargé de piloter l'opération, de veiller au respect de la convention de programme et à la bonne coordination des différents partenaires. Il s'assurera par ailleurs de la bonne exécution par le prestataire du suivi-animation.

6.1.2. Instances de pilotage

Les comités de pilotage ont pour objectif la coordination et l'animation des partenariats.

Le pilotage est assuré par la collectivité locale, maître d'ouvrage de l'opération. Des réunions seront organisées autant que nécessaire en vue d'assurer un bon déroulement de l'opération. À cet effet, il est recommandé de mettre en place un comité de pilotage et un comité technique.

Le comité de pilotage stratégique sera chargé de définir les orientations de l'opération et de permettre la rencontre de l'ensemble des partenaires concernés. Il se réunira au moins une fois par an.

Il est composé :

- des représentants de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées
- des représentants de la Délégation Départementale de l'Anah (DDT 65),
- des représentants du Conseil Départemental des Hautes Pyrénées,
- des représentants de la Région Occitanie
- des représentants de l'équipe opérationnelle
- des représentants de Sacicap Toulouse Pyrénées

Le comité technique sera en charge de la conduite opérationnelle. Il se réunira en tant que de besoin et au moins une fois par an pour préparer le comité de pilotage.

Il est composé :

- des représentants de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées
- des représentants de la Délégation Départementale de l'Anah (DDT 65),
- des représentants du Conseil Départemental des Hautes Pyrénées,
- des représentants de l'équipe opérationnelle

D'autres partenaires intéressés par l'opération ou des personnes compétentes pourront être invités à participer au comité de pilotage et/ou au comité technique tels un représentant de l'ADIL, un représentant de la DSD, représentant du CLIC...

6.2. Suivi-animation de l'opération

6.2.1. Équipe de suivi-animation

Le maître d'ouvrage a confié la mission de suivi-animation au groupement composé des deux bureaux d'études Soliha et Altaïr dans le cadre d'un marché public.

6.2.2. Contenu des missions de suivi-animation

L'opérateur assurera les missions suivantes :

- Actions d'animation, d'information et de coordination : communication, sensibilisation des propriétaires, des milieux professionnels ; accueil du public pour conseiller et informer sur les enjeux de l'opération ; coordination des acteurs.
- Diagnostic : diagnostic technique ; diagnostic social et juridique ; diagnostic de gestion en cas de copropriété ; proposition de stratégies et des outils adaptés.
- Accompagnement sanitaire et social des ménages : accompagnement social ; accompagnement renforcé dans le cas d'arrêt d'insalubrité ; hébergement et relogement.
- Aide à la décision : AMO technique au propriétaire ; assistance administrative et financière ; assistance à l'autorité publique.
- Constitution et analyse des indicateurs de résultats pour informer le maître d'ouvrage et les comités de pilotage sur l'état d'avancement de l'opération.

6.2.3. Modalités de coordination opérationnelle

La mise en œuvre des actions de l'OPAH repose sur un protocole d'intervention qui permet d'apporter une « valeur ajoutée » dans la réponse aux besoins des personnes concernées en mettant en œuvre une « logique de projet » pilotée par un référent unique pour la personne : l'équipe d'animation de l'OPAH.

L'équipe d'animation est en charge de l'établissement des liens avec les partenaires techniques, financiers et sociaux concernés en fonction des projets. Elle ne se substitue pas à eux. Elle intègre les objectifs et modalités des actions existantes développées (Conseil départemental, PDALHPD, MDS, MDPH, PLHI, ADIL, ADEME, Caisses de retraites, CCAS ; services à la personne...)

6.3. Évaluation et suivi des actions engagées

6.3.1. Indicateurs de suivi des objectifs

La présente convention doit permettre d'atteindre les objectifs généraux définis aux articles 3 et 4. Les objectifs seront suivis grâce aux indicateurs de résultats définis pour chaque volet. Le bureau d'études animateur du programme assurera le suivi du programme à travers :

- un tableau de bord récapitulant l'ensemble des dossiers déposés,
- une analyse statistique et qualitative du programme.

6.3.2. Bilans et évaluation finale

Des bilans annuels de l'opération seront réalisés et présentés sous la responsabilité du maître d'ouvrage en comité de pilotage stratégique. Ils seront adressés aux différents partenaires de l'opération.

Bilan annuel

Le bilan annuel établi sous la responsabilité du maître d'ouvrage sera plus complet que le rapport d'avancement dans la mesure où il ouvrira des perspectives pour la bonne continuité du programme. Il sera validé à l'occasion du comité stratégique annuel.

Ce rapport devra faire état des éléments suivants :

- pour les opérations réalisées : localisation, nature et objectif ; coûts et financements ; maîtrise d'œuvre ; impact sur le cadre de vie et la vie sociale ;
- pour les opérations en cours : localisation, nature et objectif ; état d'avancement du dossier ; plan et financement prévisionnel ; points de blocage.

En fonction des difficultés rencontrées sur les plans techniques, administratifs et financiers, des mesures seront proposées pour corriger la tendance et atteindre les objectifs fixés par la convention. Elles feront si nécessaire l'objet d'un avenant à la convention.

Bilan final

Sous la responsabilité du maître d'ouvrage, un bilan final du programme sous forme de rapport devra être présenté au comité de pilotage stratégique en fin de mission.

Ce rapport devra notamment :

- Rappeler les objectifs quantitatifs et qualitatifs ; exposer les moyens mis en œuvre pour les atteindre ; présenter les résultats obtenus au regard des objectifs.
- Analyser les difficultés rencontrées (techniques, financières, administratives) lors de l'animation sur ses différentes phases : sensibilisation des propriétaires (et locataires) et acteurs de l'habitat ; coordination du projet et des acteurs ; problèmes techniques, déroulement des chantiers ; relations entre les maîtres d'ouvrage, les maîtres d'œuvre et les entreprises ; maîtrise des coûts ; dispositifs spécifiques ou innovants.
- Recenser les solutions mises en œuvre.
- Lorsque l'opération le permet, fournir un récapitulatif ou des fiches des opérations financées avec la nature et le montant prévisionnel des travaux effectués et le détail des subventions et aides perçues.
- Synthétiser l'impact du dispositif sur le secteur de l'habitat, sur les activités économiques et la vie sociale.

Ce document pourra comporter des propositions d'action à mettre en œuvre pour prolonger la dynamique du programme ainsi que des solutions nouvelles à initier.

Chapitre VI – Communication.

Article 7 – Communication

Le maître d'ouvrage du programme, les signataires et l'opérateur s'engagent à mettre en œuvre les actions d'information et de communication présentées ci-dessous. Il est ainsi impératif de porter le nom et le logo de l'Agence nationale de l'habitat sur l'ensemble des documents et ce dans le respect de sa charte graphique. Ceci implique les supports d'information de type : dépliants, plaquettes, vitrophanies, site internet ou communication presse portant sur l'Opah.

Le logo de l'Anah en quadrichromie, la mention de son numéro indigo (0 820 15 15 15) et de son site internet anah.fr devront apparaître sur l'ensemble des supports écrits et « on line » dédiés à informer sur le programme au même niveau que les autres financeurs : articles presse municipale, ou presse quotidienne régionale, affichage, site internet, exposition, filmographie, vitrophanie dans le cadre du bureau d'accueil de l'opération notamment.

L'opérateur assurant les missions de suivi-animation indiquera dans tous les supports de communication qu'il élaborera, quels qu'ils soient, l'origine des subventions allouées par l'Anah.

Il reproduira dans ces supports à la fois le logo type, la mention du numéro indigo et du site internet de l'Agence dans le respect de la charte graphique ;

Dans le cadre des OPAH, pour les opérations importantes de travaux, les éventuels supports d'information de

chantier (autocollants, bâches, panneaux ...) comporteront la mention « travaux réalisés avec l'aide de l'Anah ».

Lors des réunions d'information destinées à présenter les financements, l'organisme d'animation devra travailler en étroite collaboration avec la délégation locale (ou le cas échéant le délégataire des aides à la pierre) et remettre un dossier qui aura été élaboré avec celle-ci ou celui-ci.

D'une manière générale, les documents de communication devront avoir été réalisés avec la DDT (ou le cas échéant le délégataire des aides à la pierre), qui fournira toutes les indications nécessaires à la rédaction des textes dans le cadre de la politique menée localement : priorités, thématique, enjeux locaux, etc. et validera les informations portées sur l'Anah.

Les documents d'information générale ou technique conçus par l'Agence à destination du public devront être largement diffusés. Il appartient au maître d'ouvrage du programme et à l'opérateur de prendre attache auprès de la direction de la communication de l'Anah afin de disposer en permanence des supports existants : guides pratiques, liste des travaux recevables, dépliants sur les aides, etc.

Par ailleurs, dans le cadre de sa mission d'information et de communication, l'Anah peut être amenée à solliciter l'opérateur en vue de réaliser des reportages journalistiques, photographiques ou filmographiques destinés à nourrir ses publications et sites internet. L'opérateur apportera son concours à ces réalisations pour la mise en valeur du programme. En complément, si les signataires de la convention réalisent eux-mêmes des supports de communication relatifs à l'OPAH, ils s'engagent à les faire connaître à la direction de la communication de l'Anah et les mettre à sa disposition, libres de droits.

Enfin, le maître d'ouvrage et l'opérateur assurant les missions de suivi-animation dans le secteur programmé s'engagent à informer la direction de la communication de l'Anah de toute manifestation spécifique consacrée à l'opération afin qu'elle relaie cette information.

Afin de faciliter les échanges, l'ensemble des outils de communications (logos et règles d'usage) sont à disposition sur l'extranet de l'Agence.

Le plan de communication sera défini en co-construction par l'opérateur ainsi que le maître d'ouvrage. Il se formalisera notamment par :

- un dossier d'information destiné aux propriétaires, partenaires et professionnels avec toutes les informations pratiques pour accéder aux aides de l'OPAH et être accompagné. Ce dossier sera utilisable en « dossier de presse »
- une plaquette grand public à diffuser largement, en lien avec le service « communication » de la CA TLP
- des projets d'articles et d'insertions pour les sites internet, en lien avec le service « communication » de la CA TLP
- un dossier spécifique dédié aux élus et reprenant, outre les informations pratiques pour accéder aux aides de l'OPAH, le « vademecum » pour repérer et agir sur l'habitat indigne

Nous proposons d'organiser une CONFERENCE DE L'OPAH impliquant les élus, les partenaires, les professionnels et qui soit accessible au grand public : 3 sessions (Tarbes –Ossun –Lourdes).

Nous inviterons les représentants des professionnels du bâtiment et de l'immobilier pour une séance d'information dédiée visant à donner confiance en l'opération (délais, préfinancement des travaux...).

Chapitre VII – Prise d'effet de la convention, durée, révision, résiliation et prorogation.

Article 8 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période de 5 années calendaires. Elle portera ses effets pour les demandes de subvention déposées auprès des services de l'Anah du jj/mm/aa (date qui ne peut être antérieure à la date de signature apposée par le dernier signataire) au jj/mm/aa.

Article 9 – Révision et/ou résiliation de la convention

Si l'évolution du contexte budgétaire, de la politique en matière d'habitat, ou de l'opération (analyse des indicateurs de résultat et des consommations de crédits), le nécessite, des ajustements pourront être effectués, par voie d'avenant.

Toute modification des conditions et des modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

La présente convention pourra être résiliée, par le maître d'ouvrage ou l'Anah, de manière unilatérale et anticipée, à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à l'ensemble des autres parties. La lettre détaillera les motifs de cette résiliation. L'exercice de la faculté de résiliation ne dispense pas les parties de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

Article 10 – Transmission de la convention

La convention de programme signée et ses annexes sont transmises aux différents signataires, ainsi qu'au délégué de l'agence dans la région et à l'Anah centrale en version PDF.

Fait en xx exemplaires à xx, le jj/mm/aa

La Communauté d'Agglomération
de Tarbes - Lourdes-Pyrénées

Représenté par le Président

L'État
Représenté par le Préfet
des Hautes-Pyrénées

Brice BLONDEL

L'Anah,
Représenté par le Délégué
départemental adjoint

Jean -Luc SAGNARD

Gérard TREMEGE

Le Département
des Hautes-Pyrénées
Représenté par le Président du
Conseil Départemental

La Région Occitanie
Représenté par la Présidente
du Conseil Régional

SACICAP Toulouse
Pyrénées - PROCIVIS
Représenté par la Directrice
Générale

Michel PÉLIEU

Carole DELGA

Sylvie LABESSAN

Annexes

Annexe 1. Périmètre de l'opération et/ ou liste des immeubles adressés

Le périmètre d'intervention se définit selon les 84 communes listées ci-dessous, soit l'ensemble des communes composant le territoire de la Communauté d'Agglomération à l'exception des communes de Tarbes et Lourdes qui possèdent leurs dispositifs propres en matière d'amélioration de l'habitat.

Adé ; Allier ; Angos ; Arcizac –Adour ; Arcizac-ez-Angles ; Arrayou-Lahitte ; Arroquets-ez-Angles ; Artigues ; Aspin-en-Lavedan ; Aureilhan ; Aurenzan ; Averan ; Azereix ; Barbazan-Debat ; Barlest ; Barry ; Bartrès ; Bazet ; Bénac ; Berbérust-Lias ; Bernac-Debat ; Bernac-Dessus ; Bordères-sur-l'Échez ; Bourréac ; Bours ; Cheust ; Chis ; Escoubès-Pouts ; Gardères ; Gayan ; Gazost ; Ger ; Germs-sur-l'Oussouet ; Geu ; Gez-ez-Angles ; Hibarette ; Horgues ; Ibos ; Jarret ; Juillan ; Julos ; Juncalas ; Lagarde ; Laloubère ; Lamarque-Pontacq ; Lanne ; Layrisse ; Les Angles ; Lézignan ; Loubajac ; Loucrup ; Louey ; Lugagnan ; Luquet ; Momères ; Montignac ; Odos ; Omex ; Orincles ; Orleix ; Ossen ; Ossun ; Ossun-ez-Angles ; Ourdis-Cotdoussan ; Ourdon ; Oursbelille ; Ousté ; Paréac ; Peyrouse ; Poueyferré ; Saint-Créac ; Saint-Martin ; Saint-Pé-de-Bigorre ; Salles-Adour ; Sarniquet ; Sarrouilles ; Ségus ; Séméac ; Sère-Lanso ; Séron ; Soues ; Vielle-Adour ; Viger ; Visker

Annexe 2. Récapitulatif des aides apportées (à titre indicatif à la date de conclusion de la convention)

Annexe 3. Interventions spécifiques à destination des bourgs-centres

3.1 Interventions spécifiques à destination des bourgs-centres dans le cadre de l'étude pré-opérationnelle

Un panel de communes cibles avec des visites sur sites et rencontres d'élus a permis d'analyser les enjeux en matière d'habitat dans les différentes typologies de territoires composant l'agglomération.

Le choix des communes pilotes a été proposé par le bureau d'étude et validé par la communauté d'agglomération lors du comité de pilotage du 24 juin 2019.

L'objectif suivi étant d'apprécier les différents constats en matière d'habitat et d'urbanisme sur les territoires de l'agglomération et d'identifier des situations ou enjeux pour lesquels l'OPAH pourrait être un levier.

Ainsi, dix communes ont été interrogées sur les thématiques de **la typologie de l'habitat communal et des ménages, le dynamisme du marché immobilier, l'offre locative, la vacance des logements, l'identification de situations bloquées et les projets communaux en cours.**

Les constats qui découlent de ces entretiens devront faire l'objet d'une attention particulière dans les interventions de l'OPAH, à savoir :

→ Des maisons individuelles occupées par leurs propriétaires

Selon les communes, on observe entre 75% et 95% de propriétaires occupants. Les profils de ménages majoritaires qui se dégagent sont les 60 ans et plus dans une proportion croissante ainsi que des familles. **Certains quartiers sont plus fortement concernés par le vieillissement des propriétaires occupants** à savoir les zones pavillonnaires des années 60. L'ensemble des communes rencontrées possèdent une majorité de maisons individuelles. On trouve une majorité de quartiers résidentiels dont l'essentiel des pavillons ont été construits dans les années 1960-1970, les bourgs-centres sont quant à eux composés de grandes maisons anciennes (100-200 ans), allant de la maison de ville pour les communes les plus urbaines aux anciennes fermes (rénovées ou dégradées) dans les villages. **La question de l'accession à la propriété en cœurs de bourgs ainsi que de la remise en l'état du patrimoine bâti ancien est ici soulevée.**

→ L'habitat collectif majoritairement géré par des bailleurs sociaux

On note la présence de logements collectifs privés, bien que minoritaires en comparaison du poids que pèsent les logements collectifs gérés par des organismes sociaux. L'offre en logements sociaux locatifs comprend plusieurs typologies d'habitations : des appartements R+1 et R+2 aux immeubles en passant par de la maison individuelle et de la maison mitoyenne. Également, plusieurs programmes d'accession sociale à la propriété sont en place. **Ce point pose la question de l'offre en logements locatifs à loyers conventionnés par des propriétaires privés.**

→ Dynamisme du marché immobilier et vacance des logements

L'essentiel des rotations de logements s'effectue au niveau des ventes/acquisitions, ce qui explique que les logements ne restent pas souvent vides très longtemps. Les constructions neuves réalisées par des propriétaires privées sont en baisse à l'échelle du territoire. **Il se dégage de se constate un véritable enjeu en matière de rénovation thermique des logements, majoritairement anciens, par les nouveaux propriétaires.**

→ Besoin d'aménagements des résidences principales et situations d'habitat indigne

Il ressort que **les mairies ne sont pas forcément sollicitées par les propriétaires pour connaître les**

aides existantes en matière de travaux d'aménagement alors que celles-ci représentent un relais d'information principal auprès des administrés. Egalement, nombre de situations d'habitat « bloquées » sur les territoires sont souvent identifiées par les élus locaux.

3.2 Dispositif régional contrats bourgs-centres 2018-2021

Parmi les dix communes interrogées dans le cadre de l'étude pré-opérationnelle, trois ont candidaté au dispositif Bourg-centre 2018-2021 de la Région Occitanie.

- **Commune d'Aureilhan**

Le contrat bourg-centre de la commune d'Aureilhan a été retenu et validé par le conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération le 19 décembre 2018 et par les commissions permanentes de la Région Occitanie et du Département des Hautes-Pyrénées les 21 et 22 février 2019.

Le projet de développement et de valorisation de la commune d'Aureilhan constitue le socle stratégique et le cadre de référence des actions présentées dans ce contrat. Les axes de cette stratégie reposent sur :

Axe stratégique 1. : Développer une offre de services et de logements adaptés	
Action 1.1 : Agir dans le domaine de la santé pour combler les déficits et offrir des services complémentaires	Projet : Construction d'une Maison de Santé pluri-professionnelle
Action 1.2 : Favoriser le lien social et l'accès à la culture	Projets : 1.2.1. Construction d'une Maison Associative Construction d'un espace mutualisé à usage prioritaire de bou- lodrome
Action 1.3 : Développer une offre de logements adaptée, en priorité dans les « dents creuses »	Projet : 1.3.1. Constitution de réserves foncières 1.3.2. Urbanisation du quartier Saint Martin
Action 1.4 : Poursuivre la rénovation énergétique des bâtiments communaux	Projet : 1.4.1. Rénovation énergétique de l'ensemble des logements com- munaux

Axe stratégique 2. : Requalifier le cadre de vie et promouvoir les mobilités douces	
Action 2.1 : Requalification des espaces publics	Projets : Réaménagement des espaces publics devant Eglise, cimetière, salles communales et ateliers municipaux Création d'espaces de vie et de circulations entre la Mairie, la Maison de Santé et le centre Jean Jaurès Aménagement du carrefour rues Jules Guesde/Marcel Sembat Aménagements d'espaces verts entre la cité Roussel et la rue du 8 Mai
Action 2.2 : Requalification des voies publiques afin de permettre de meilleurs échanges est/ouest	Projets : Aménagements rue Jules Guesde (élargissement- notamment piétonnier) 2.2.2. Etudes d'aménagement pour partager l'avoiron
Action 2.3 : Mise en place d'équipements de mobilité	Projets:

mode doux	Mise en œuvre d'une voie mode doux rue du 8 Mai 2.3.2. Amélioration des accès au Caminadour Maillage mobilité mode doux entre la rue du 11 Novembre et la rue du 8 Mai Maillage mobilité mode doux entre la rue Jules Guesde et la rue Frédéric Mistral
-----------	--

Axe stratégique 3 : Renforcer le tissu commercial local

Action 3.1 : Interventions immobilières en centre bourg	Projets : Aménagement d'un emplacement stratégique acquis par la Commune en bordure de RN21 à proximité des commerces existants et de la future Maison de Santé 3.1.2. Création d'une Halle Programmation de l'implantation de commerces dans l'urbanisation du quartier Saint Martin
Action 3.2 : Mise en place d'une ingénierie commerciale	Projets : Etude pour résorption des friches commerciales Mise en place d'un marché local à proximité de la Mairie
Action 3.3 : Amélioration des accès	Projets : 3.3.1. Requalification de la rue de l'Industrie Renforcement du pôle commercial de la rue du 11 Novembre

Axe stratégique 4 : Consolider l'offre de loisirs pour renforcer le lien social

Action 4.1 : Création d'équipements sportifs	Projets : Construction d'un boulodrome couvert au parc des Sports de l'Adour Création d'une aire de jeux à l'Espace Liberté du Parc des Sports en complément d'autres aires réparties sur la Commune Création d'une piste d'athlétisme au stade Jules Ferry
Action 4.2 : Requalification du Parc des Sports	Projets : Réaménagement de l'entrée du stade de Rugby 4.2.2. Mise en place de sanitaires automatiques 4.2.3. Aménagement de l'accès au Parc des Sports Augmentation de la capacité d'accueil avec création de stationnements sur un terrain jouxtant le Parc des Sports situé rue de l'Industrie

• Commune de Juillan

Le contrat bourg-centre de la commune de Juillan a été validé par le comité de pilotage du 5 novembre 2019 et sera soumis à l'approbation du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération le 27 novembre 2019 et des commissions permanentes du Département des Hautes-Pyrénées et de la Région Occitanie les 29 novembre 2019 et 13 décembre 2019.

La stratégie de développement de la commune de Juillan s'articule autour de 3 axes :

Axe stratégique 1 : Renforcement et développement de l'équipement commercial et de services

Action 1.1 : Renforcer l'attractivité commerciale du centre-bourg	Projets : 1.1.1: Création d'un bâtiment à vocation commerciale 1.1.2 : Mise en place d'un marché de plein vent <i>Réflexion sur le développement de services de restauration en centre-bourg</i>
Action 1.2 : Garantir l'accès aux services de base	Projets : 1.2.1 : Création d'un service "tiers-lieu" 1.2.2 : Aménagement d'un espace associatif mutualisé <i>Réflexion sur l'implantation d'un eMaison "France Service"</i> <i>Réflexion sur la création d'une salle de spectacle</i> <i>Réflexion sur la rénovation du stade (création d'une tribune accessible PMR + changement du stabilisé)</i>

Axe stratégique 2 : Création d'interactions entre les différents quartiers de la commune pour créer du lien social et développer les modes de déplacements doux

Action 2.1 : Créer des liaisons douces entre quartiers	Projets : 2.1.1: création de cheminements piétonniers pour relier les quartiers Bellevue et Morane 2.1.2: création de voies cyclables <i>Réflexion sur les continuités cyclables entre le centre-bourg et le réseau cyclable de la CA TLP / projet de vélo route</i> <i>Réflexion sur la création d'une passerelle ou passage souterrain reliant le centre-bourg à Bellevue</i>
Action 2.2 : Aménager l'espace afin de favoriser le lien social	Projets : 2.2.1: création de zones de rencontre 2.2.2 : création d'une halle <i>Réflexion sur l'aménagement de zones de jeu / espaces de loisirs / parcours santé</i>

Axe stratégique 3 : Requalification de l'espace public du centre du village

Action 3.1 : Sécuriser et rendre accessibles les circulations en centre-bourg	Projets : 3.1.1: travaux de requalification du centrebourg - Tranche 1 3.1.2: travaux de requalification du centrebourg - Tranche 2 3.1.2: travaux de requalification du centrebourg - Tranche 3
Action 3.2 : Améliorer la signalétique du centre-bourg	Projets : 3.2.1 : Mise en place d'une signalétique directionnelle et d'information <i>Réflexion sur l'implantation de bornes d'information numériques interactives</i>
Action 3.3: Mettre en valeur le patrimoine	Projets : 3.3.1 : Démarche de labellisation "architecture contemporaine remarquable" concernant le bâtiment de l'ancienne mairie créé par l'architecte Edmond LAY en vue de sa valorisation <i>Réflexion sur la valorisation du petit patrimoine bâti (lavoirs, passerelle Edmond Lay)</i>

- Ville de Lourdes

Le contrat bourg-centre de la ville de Lourdes a été retenu et validé par le conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération le 16 mai 2019 et par les commissions permanentes de la Région Occitanie et du Département des Hautes-Pyrénées les 7 juin 2019 et 28 juin 2019.

La ville de Lourdes est couverte par sa propre OPAH-RU.

Conseil Communautaire du mercredi 27 novembre 2019

Délibération n° 23

Opération Programmée d'amélioration de l'Habitat (OPAH) sur le territoire de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées - approbation de la convention

Date de la convocation : le 14 novembre 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
Mme Josette BOURDEU
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. Jacques LAHOILLE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
Mme Christiane ARAGNOU
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Emmanuel DUBIE
M. Jacques GARROT
M. Christian LABORDE
Mme Evelyne LABORDE
Mme Yvette LACAZE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART

M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Christian AMARE
Mme Elisabeth ARHEIX
Mme Marie-Paule BARON
M. Philippe BAUBAY
M. Michel BONZOM
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Alain GARROT
M. Romain GIRAL
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Bernard LACOSTE
M. Charles LACRAMPE
M. Francis LAFON PUYO

M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA
Mme Chantal MORERA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
M. Michel RICAUD

Mme Céline ROULET
M. Michel SAJOUX
M. Roger SEMMARTIN
M. Jacques SEVILLA
M. Robert SUBERCAZES
M. Jean-Marie TAPIE
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

M. Marc GARROCQ
Mme Michèle PHAM-BARANNE
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Charles HABAS
M. Laurent PENIN
M. Laurent TEIXEIRA
Mme Florence GASSAN
Mme Anne-Marie ARGOUNES donne
pouvoir à M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Serge DUCLOS donne pouvoir à M.
Marc BEGORRE
Mme Geneviève ISSON donne pouvoir à M.
Philippe BAUBAY
M. Alain TALBOT donne pouvoir à M.
Claude LESGARDS
Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à M.
Jean BURON
M. Lucien BOUZET donne pouvoir à M.
Michel BONZOM
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir
à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE

donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE
RODRIGUEZ donne pouvoir à M. Francis
TOUYA
Mme Marie-Françoise CRANCEE donne
pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. Daniel DARRE donne pouvoir à M. Alain
LUQUET
M. Laurent DUBOUIX donne pouvoir à Mme
Fabienne LAYRE CASSOU
Mme Martine FOCHEATO donne pouvoir
à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Simone GASQUET donne pouvoir à
Mme Evelyne RICART
M. Paul LAFAILLE donne pouvoir à Mme
Christiane DURAND
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M.
Jean-François DRON
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir
à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Paul SADER donne pouvoir à M. André
LABORDE
M. Jean TOUYA donne pouvoir à Mme
Ginette CURBET

Absent(s) :

M. Michel AUSINA
M. Michel DUBARRY
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING

M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. SUBERCAZES

Objet : Opération Programmée d'amélioration de l'Habitat (OPAH) sur le territoire de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées - approbation de la convention

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,

Vu la délibération n°19 du Conseil Communautaire du 28 juin 2017 définissant d'intérêt communautaire, dans sa politique du logement, les opérations programmées, sur l'ensemble de son territoire, à l'exemption de la ville de Tarbes,

Vu la délibération n°10 du Bureau Communautaire du 16 mai 2019 autorisant le Président à signer le marché sur la réalisation d'une étude pré opérationnelle et mission suivi- animation dans le cadre de l'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat (OPAH) sur le territoire de l'agglomération de Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

EXPOSE DES MOTIFS :

Jusqu'en octobre 2019, le territoire de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées était couvert par plusieurs opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) : l'OPAH Gabas-Adour-Echez (2014-2019), le PIG du Grand Tarbes (2014-2019), l'OPAH du Pays de Lourdes et des Vallées des Gaves (2013-2019).

Afin de poursuivre la dynamique engagée en matière d'amélioration du parc de logement existant, la Communauté d'Agglomération souhaite renouveler une opération programmée à l'échelle de son territoire. Les villes de Lourdes et Tarbes étant couvertes par des dispositifs propres (OPAH-RU), le périmètre de cette nouvelle opération concerne donc les 84 autres communes qui constituent l'agglomération.

L'étude pré-opérationnelle a permis de mettre en exergue sur ce périmètre certains constats en matière d'habitat :

- un parc de résidences principales important composé en grande partie de maisons individuelles,
- un parc de logements vieillissant,
- la grande majorité des ménages éligibles à l'ANAH sont "très modestes"
- 78 % des résidences principales sont occupées par des propriétaires occupants,
- 67 % des propriétaires occupants éligibles ont 60 ans et plus,
- les locataires du parc privé sont deux fois plus nombreux que ceux du parc public.

A la suite de cette étude, une convention basée sur les résultats, les enjeux et les objectifs de celle-ci permet de valider l'engagement de l'ensemble des partenaires suivants, au côté de la CATLP, à travers un programme d'actions : l'Etat/ANAH, le Département des Hautes-Pyrénées, la Région Occitanie et la SACICAP Toulouse Pyrénées.

Il convient désormais de valider cette convention pour une durée de cinq ans.

L'exposé du Rapporteur entendu,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'approuver le projet de convention OPAH de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées ci-annexé.

Article 2 :d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

CONVENTION D'UTILITE SOCIALE

2019 - 2024

PROMOLOGIS

13 novembre 2019

Préambule

La **loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Egalité et à la Citoyenneté** a complété un arsenal législatif et réglementaire complexe et en constante évolution (lois Lamy du 21 février 2014 et ALUR du 24 mars 2014 en particulier) qui renforce toutefois l'objectif assigné à l'ensemble des organismes Hlm de **contribuer encore davantage à la mixité sociale des villes et des quartiers**. Plusieurs articles du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) ont ainsi été modifiés en ce sens et auxquelles **les CUS « nouvelle génération » doivent répondre**. Aux termes de la loi Egalité et Citoyenneté, **l'échéance des Conventions d'Utilité Sociale (CUS) « première génération » avait été prolongée jusqu'au 31 décembre 2018**, date à laquelle les CUS « nouvelle génération » devaient être déposées auprès des représentants locaux de l'Etat. Elles devaient être signées au plus tard au 30 juin 2019, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2019.

D'une façon générale, la loi Egalité et Citoyenneté confirmait que les **CUS** engagent les organismes Hlm en matière de **politique patrimoniale, sociale** et de **qualité de service** pour une **période de 6 ans** et qu'elles doivent présenter les évolutions en matière d'organisation et les politiques poursuivies sur ces trois volets. Les **engagements de l'organisme pour les 6 prochaines années** sont ainsi définis **sur la base d'indicateurs** qui ont été précisés par le décret du 9 mai 2017 et modifiés par le **décret n° 2019-801 du 26 juillet 2019 relatif aux conventions d'utilité sociale des organismes d'habitation à loyer modéré**.

Un **état de l'occupation sociale** introduit par la loi Egalité et Citoyenneté doit par ailleurs être décliné en distinguant les immeubles situés en et hors QPV.

La **loi du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique** (« loi Elan ») a introduit **de nouvelles modifications**. Elle prévoit que les organismes d'habitations à loyers modérés devront transmettre au représentant de l'Etat du département de leur siège un projet de Convention d'Utilité Sociale **avant le 1^{er} juillet 2019** et que les engagements des CUS actuellement conclues (...) sont prorogés jusqu'à la signature d'une nouvelle CUS avec l'Etat.

Avant le 31 décembre 2019, les organismes devraient ainsi conclure avec l'Etat **une convention d'une durée de 6 ans renouvelable** et prenant effet le **1^{er} juillet 2019**.

Enfin, il convient de mentionner les **effets de la loi de finances pour 2018** qui a bouleversé les équilibres économiques des organismes en rendant obligatoires des **baisses de loyers** notamment, qui les privent d'une partie de leurs recettes. La diminution des aides à la personne décidée par le Gouvernement implique en effet des baisses de loyers pour ne pas remettre en cause la capacité des ménages les plus modestes à se loger à travers la mise en œuvre du mécanisme de **Réduction de Loyer de Solidarité (RLS)**. Mais la baisse des loyers obère la capacité des organismes à investir, voire à rembourser leurs emprunts.

PROMOLOGIS a activé l'ensemble des leviers à sa disposition lui permettant de **dégager de nouvelles marges de manœuvre financière**, avec comme objectif corolaire d'**assurer la continuité et la qualité de service rendu** aux locataires, notamment à travers la

préservation de l'état du parc existant, de poursuivre une offre nouvelle soutenue de logements abordables et de **gagner en performance**.

Le présent document a pour objet de présenter **la Convention d'Utilité Sociale de PROMOLOGIS** et de fixer les droits et obligations de l'ensemble des parties prenantes, dans **un contexte de mutations accélérées du secteur Hlm et de transformation du modèle économique du logement social**, rendant notamment nécessaire **le renforcement des objectifs de vente de PROMOLOGIS** et les missions **d'accompagnement des locataires** dans leurs projets d'accession sociale.

PROMOLOGIS exécutera bien entendu les engagements de la CUS précédente jusqu'à la signature de la nouvelle CUS.

SOMMAIRE

TITRE 1 : Aspects généraux	1
1.1 Signataires	1
1.2 Visa des textes	1
1.3 Visa des délibérations de PROMOLOGIS	2
1.4 Visa de la concertation avec les collectivités locales	3
1.5 Visa de la concertation avec les représentants des locataires	4
1.6 Visa de la concertation avec les services de l'Etat	5
TITRE 2 : Objet et cadre de la Convention d'Utilité Sociale	6
2.1 Objet de la CUS	6
2.2 Durée de la CUS	6
2.3 Rappel des indicateurs obligatoires et optionnels	6
2.4 Articulation de la CUS avec le Plan Stratégique de Patrimoine (PSP)	8
2.5 Propos introductifs	8
TITRE 3 : Cadre stratégique commun aux sociétés du groupe Action Logement	10
3.1 La stratégie patrimoniale	11
3.2 La stratégie d'utilité sociale	13
3.3 La stratégie de Qualité	13
3.4 Cadre stratégique de la CUS structures collectives	14
3.5 Cadrage stratégique de la CUS accession sociale	15
TITRE 4 : Implantation et caractéristiques du patrimoine de PROMOLOGIS	16
4.1 Etat du patrimoine locatif de logements familiaux en gestion de l'organisme, dont implantation QPV / hors QPV	16
4.2 Etat de l'occupation sociale	17
4.3 Etat du patrimoine selon la qualité de service rendu	27
TITRE 5 : Etat des lieux, orientations stratégiques et programme d'action de PROMOLOGIS	35
5.1 Politique patrimoniale	35
5.2 Qualité de service rendu aux locataires	43
5.3 Les engagements de PROMOLOGIS en matière gestion sociale	54
5.4 Politique d'accession	64
5.5 Logements-foyers	66
5.6 Engagements en faveur d'une politique sociale et environnementale	67
5.7 Engagements en faveur de la maîtrise des coûts de fonctionnement.	69
TITRE 6 : Synthèse des indicateurs	70
LISTE DES ANNEXES	72
Annexes - Indicateurs PP1.	73
Indicateurs PP-2, PP-2-compl et PP3	87

Indicateurs PP-4 et PP-4-compl.	94
Indicateurs PP-5 et PP-5-compl.	104
Indicateurs PS-1	108
Indicateurs PS-2	113
Indicateurs PS-3	119
Indicateurs SR-1	123
Indicateurs G1	128
Indicateurs PP-ACC-1, PS-ACC-1,	129
Indicateurs PP-LF-1, PP-LF-2, PP-LF-3	132
Annexes : Plan Stratégique de Patrimoine	136
Annexes : Plan de Vente	155
Annexes : PV du Conseil d'Administration de PROMOLOGIS du 26/06/2019	161
Annexes : Signatures de PROMOLOGIS et de l'ETAT	162
Annexes : Signatures des Personnes Publiques Associées	163

TITRE 1 : Aspects généraux

1.1 Signataires

ENTRE

L'Etat

Représenté par le Préfet de Région Occitanie, dûment habilité à l'effet des présentes

ET

PROMOLOGIS

Dont le siège social est à Toulouse (31007), 2 rue du Docteur Sanières, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse sous le numéro B 690 802 053.

Représentée par Philippe PACHEU, agissant en qualité de Directeur Général, dûment habilité à l'effet des présentes, par délibération du Conseil d'Administration en date du 22 juin 2018.

ET

Les collectivités locales qui se sont manifestées dans le délai de 2 mois, à compter de la transmission de la délibération d'engagement de la CUS, pour être signataires, soit :

- Communauté de Communes Beaucaire Terre D'Argence
- Communauté d'Agglomération du SICOVAL
- Communauté de Commune Terres de Confluences
- Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées
- Conseil Départemental du Tarn et Garonne
- Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranés
- Communauté de Communes Cœur et Coteaux de Comminges
- Communauté d'Agglomération Pays de l'Or
- Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées
- Communauté d'Agglomération du Muretain
- Toulouse Métropole

1.2 Visa des textes

Vu

- La loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de **Mobilisation pour le Logement et de Lutte contre l'Exclusion** ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'**Accès au Logement et un Urbanisme Rénové** (ALUR) du 26 mars 2014 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de **Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles** (MAPTAM) ;
- La loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'**Egalité et à la Citoyenneté** ;

- Le **décret** n°2017-922 en date du **9 mai 2017** ;
- La **note technique** du **12 juillet 2017** relative à la mise en œuvre de la deuxième génération de conventions d'utilité sociale
- L'**arrêté du 19 octobre 2017** portant définition du format et des modalités de transmission des **engagements** et **indicateurs** des Conventions d'Utilité Sociale ;
- La **loi** n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant **évolution du logement, de l'aménagement et du numérique** (Elan).

1.3 Visa des délibérations de PROMOLOGIS

Vu

- La délibération du Conseil d'Administration de PROMOLOGIS en date du 30 janvier 2019 actant **l'engagement de la procédure d'élaboration de la Convention d'Utilité Sociale 2019-2024 et autorisant le Directeur Général à la signer** ;
- La délibération du Conseil d'Administration de PROMOLOGIS en date du 23 mai 2019 portant sur l'approbation du **Plan Stratégique de Patrimoine** en application des articles L.411-9 et R.445-2 du Code de la Construction et de l'Habitation.
- La délibération du Conseil d'Administration de PROMOLOGIS en date du 26 juin 2019 portant sur **l'adoption du Projet de Convention d'Utilité Sociale**.
- Le **Plan de Concertation Locative** approuvé le 30/01/2019, qui prévoit la concertation sur **l'état du service rendu** et le **cahier des charges de gestion sociale** de la CUS.

1.4 Visa de la concertation avec les collectivités locales

Vu

- Les démarches d'association des collectivités locales qui se sont tenues de **mai à juin 2019 : 19 collectivités locales** ont été rencontrées, dont **14** dotées d'un PLH ou tenus de se doter d'un PLH, ayant la compétence Habitat et au moins un QPV ou ETP et **5 départements**.

Collectivités locales	Dates (2019)	Objet de la concertation	Résultats
Communauté de communes de la Save au Touch	17/05	CUS	Favorable
Communauté de communes – Beaucaire – Terre d'Argence	20/05	CUS	Favorable
Communauté d'agglomération du Grand Montauban	22/05	CUS	Favorable
Conseil Départemental du Gard	22/05	CUS	Favorable
Communauté d'agglomération du SICOVAL	23/05	CUS	Favorable
Communauté d'agglomération de l'Albigeois	24/05	CUS	Favorable
Conseil Départemental de Haute-Garonne	24/05	CUS	Favorable
Communauté de communes Terres de Confluences	29/05	CUS	Favorable
Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées	03/06	CUS	Favorable
Conseil Départemental de l'Hérault	03/06	CUS	Favorable
Communauté d'agglomération de Nîmes Métropole	04/06	CUS	Favorable
Conseil Départemental du Tarn et Garonne	04/06	CUS	Favorable
Communauté d'agglomération Béziers Méditerranée	04/06	CUS	Favorable
Communauté de communes Cœur et coteaux du Comminges	05/06	CUS	Favorable
Montpellier Méditerranée Métropole	06/06	CUS	Favorable
Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées	07/06	CUS	Favorable
Communauté d'agglomération du Pays de l'Or	07/06	CUS	Favorable
Communauté d'agglomération Le Muretain Agglo	12/06	CUS	Favorable
Toulouse Métropole	27/06	CUS	Favorable

1.5 Visa de la concertation avec les représentants des locataires

Vu

- Le Plan de Concertation Locative approuvé en Conseil d'Administration du 30 janvier 2019 et signé par les Associations le 13 février 2019.
- La réunion du 05 juillet 2019 consacrée à la **concertation des locataires** sur l'état du service rendu et le **cahier des charges de gestion sociale**.

Représentants des locataires	Dates (2019)	Objet de la concertation	Résultats
Associations affiliées...	05/07	CUS	Favorable
Associations non affiliées...	05/07	CUS	Favorable
Monsieur DILLINGER, <i>représentant la CNL</i>	05/07	CUS	Favorable
Madame SIMONLATSER, <i>représentant la CLCV</i>	05/07	CUS	Favorable
Madame TOLSAN, <i>représentant la CSF</i>	05/07	CUS	Favorable
Monsieur MACABIAU, <i>représentant l'AFOC</i>	05/07	CUS	Favorable
Monsieur PIQUEMAL <i>représentant le DAL</i>	05/07	CUS	Favorable
Monsieur SUROWIECK <i>représentant le CGL</i>	05/07	CUS	Favorable

1.6 Visa de la concertation avec les services de l'Etat

Vu

- Les actions menées auprès des **services de l'Etat**.
Les démarches d'association se sont tenues le 26 juin 2019 à la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne et le 10 octobre 2019 à la Direction Départementale des Territoires de l'Hérault.

Services de l'Etat	Dates (2019)	Objet de la concertation	Résultats
Direction Départementale des Territoires – 31	26/06	CUS	Pas d'objection sur le document présenté
Direction Départementale Des Territoires - 34	10/10	CUS	Pas d'objection sur le document présenté

Il a été convenu ce qui suit :

TITRE 2 : Objet et cadre de la Convention d'Utilité Sociale

2.1 Objet de la CUS

L'article **L. 445-1 du CCH** fait obligation aux organismes de logements sociaux de signer avec l'Etat une **Convention d'Utilité Sociale** pour la **période 2019 – 2024**.

La présente Convention d'Utilité Sociale décline notamment les **politiques d'investissement sur le patrimoine existant, de développement de l'offre nouvelle, de gestion sociale et de qualité de service définies et mises en œuvre par l'ESH PROMOLOGIS**. Elle intègre un plan de mise en vente qui vaut **autorisation de vendre** pour les logements mentionnés pour la durée de la convention.

Entrent également dans le champ de cette CUS, les **logements-foyers** et les **résidences sociales** qui constituent néanmoins une catégorie autonome, ainsi que les **logements produits en accession**.

2.2 Durée de la CUS

La présente convention est signée pour une durée de **6 ans**. Elle prend effet au **01/01/2019**. A son terme, elle pourra être renouvelée pour 6 années.

Clause de revoyure :

Toutefois, une clause de mise à jour obligatoire à mi-parcours (fin 2021) est intégrée dans cette convention.

La présente convention sera ainsi revue, avant la fin de l'année 2021, afin de mettre à jour les engagements traduits dans les différents indicateurs pour la seconde période triennale (2022-2024). Cette mise à jour conduira alors à la signature d'une nouvelle CUS, selon les termes prévus par l'article L445-1 du CCH.

2.3 Rappel des indicateurs obligatoires et optionnels

Pour rappel, **13 indicateurs obligatoires** doivent faire l'objet d'engagements quantitatifs dans le cadre la CUS :

- **PP-1 : Nombre de logements locatifs**, pour chaque mode de financement (Prêt Locatif Aidé d'Intégration, Prêt Locatif à Usage Social, Prêt Locatif Social), **donnant lieu à des dossiers de financement agréés par les services de l'Etat ou les délégataires**, dont part hors des Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville et part hors du cadre du renouvellement urbain, **à trois et six ans ;**
- **PP-2 : Nombre de logements rénovés** au sens du premier alinéa du II de l'article 5 de la loi no 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la

mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, **parmi le parc de logements de classe énergétique « F », « G », par année ;**

- **PP-3 : Nombre de logements réhabilités**, appartenant à une **opération** de réhabilitation **éligible à un prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations**, parmi le parc total de logements, **par année ;**
 - **PP-4 : Nombre de logements mis en commercialisation**, parmi le parc total de logements, **à trois et six ans ;**
 - **PS-1 : Nombre d'attributions** de logements, suivies de baux signés, réalisées **en application des vingtièmes à vingt-deuxième alinéas de l'article L. 441-1**, parmi le nombre total des attributions **hors des Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville**, **par année ;**
 - **PS-2 : Nombre d'attributions de logements aux ménages relevant d'une catégorie de personnes prioritaires en application de l'article L. 441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation** déclinés par le plan départemental d'actions pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées et/ou les orientations en matière d'attribution des établissements publics de coopération intercommunale, **dont part hors des Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville**, parmi le nombre total des attributions, **par année ;**
 - **SR-1 : Nombre de logements accessibles aux personnes à mobilité réduite**, parmi le parc total de logements, **par année ;**
 - **G-1 : Coût de gestion** par logement, hors dépenses de maintenance et cotisations mentionnées aux articles L. 452-4, L. 452-4-1 et L. 342-21, **par année ;**
 - **PP-ACC-1 : Pourcentage de logements agréés** conformément à la réglementation prévue à l'article R. 331-76-5-1 transformés en logements locatifs sociaux, au regard du parc de logements en accession détenu par l'organisme et du nombre de transferts de propriété au bénéfice de titulaires de contrats sur la période concernée, **à trois et six ans ;**
 - **PS-ACC-1 : Pourcentage minimal de contrats signés par an** avec des ménages dont les revenus n'excèdent pas les plafonds applicables aux opérations financées dans les conditions de l'article R. 331-12 ;
 - **PP-LF-1 : Nombre de logements équivalents** donnant lieu à des dossiers de financement agréés par les services de l'Etat ou par les délégataires, **à trois et six ans ;**
 - **PP-LF-2 : Nombre de logements équivalents rénovés** au sens du premier alinéa du II de l'article 5 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, obtenant une étiquette A et E après rénovation, parmi le parc de logements équivalents de classe énergétique F, G, **par année.**
 - **PP-LF-3 : Nombre de logements équivalents réhabilités**, au sens où ils appartiennent à une opération éligible à un prêt de la Caisse des dépôts et consignations, parmi le parc total de logements équivalents, **par année.**
- **Cinq indicateurs optionnels** également prévus par la loi et ont été activés à la demande du Préfet :

- **PP-5 : Nombre de mutations de locataires** déjà logés dans le parc de l'organisme ou d'un autre organisme de logement social, réalisées vers le parc de l'organisme, **parmi le nombre total des attributions, par année.**
- **PP-5 Compl** : Données chiffrées en accompagnement de l'indicateurs PP-5, à l'échelle de tout le patrimoine de l'organisme, s'il est tenu de prendre des engagements pour cet indicateur : le nombre de mutations internes prévues et réalisées, par année.
- **PS-3 : Nombre d'attributions de logements aux ménages reconnus, par la commission de médiation** prévue à l'article L. 441-2-3, comme prioritaires et devant se voir attribuer un logement en urgence, dont part hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville, parmi le nombre total des attributions, **par année.**
- **PP-2 Compl** : Données chiffrées territorialisées en accompagnement de l'indicateur PP-2, portant sur le changement d'au moins une étiquette énergétique suite à la rénovation des logements ;
- **PP-4 Compl** : Données chiffrées en accompagnement de l'indicateur PP-4 : une prévision du nombre de logements vendus ainsi que le nombre de ventes réalisées, à trois et six ans, dont le nombre de ventes réalisées au bénéfice des locataires du parc social, le nombre de ventes réalisées au bénéfice des personnes morales de droit privé et le nombre de ventes réalisées au profit d'une société de vente d'habitations à loyer modéré

Les **engagements** correspondant à ces indicateurs doivent être déclinés *à minima* à l'échelle du Département.

2.4 Articulation de la CUS avec le Plan Stratégique de Patrimoine (PSP)

Conformément à la loi du 27 janvier 2017, PROMOLOGIS a actualisé son Plan Stratégique de Patrimoine (PSP). Celui-ci couvre dorénavant la période de la CUS dans son ensemble. Le PSP a été validé en Comité d'engagement Immobilier le 7 mai 2019 et approuvé le 23 mai 2019 par le Conseil d'Administration.

Il est annexé à la présente convention pages 136 à 154.

2.5 Propos introductifs

PROMOLOGIS, Entreprise Sociale pour l'Habitat dont le siège social est établi à Toulouse, gère un patrimoine d'environ **26 000 logements** répartis dans **217 communes en Occitanie**.

En 2016, PROMOLOGIS a connu **une évolution de sa gouvernance** dans le cadre de la réforme d'ACTION LOGEMENT. Cette réforme, initiée en 2015 et définitivement adoptée par le Parlement en mai 2016, a permis la constitution effective du GROUPE ACTION

LOGEMENT autour de trois entités nationales (ACTION LOGEMENT GROUPE, ACTION LOGEMENT SERVICES, ACTION LOGEMENT IMMOBILIER). **ACTION LOGEMENT IMMOBILIER** est devenue au 1^{er} janvier 2017 **actionnaire de PROMOLOGIS**, en substitution du CIL régional, le GROUPE CILEO. Ainsi, ACTION LOGEMENT IMMOBILIER et la **CAISSE D'ÉPARGNE MIDI-PYRENEES** sont désormais regroupées au sein du **pacte d'actionnaires** qui détient 96.11% du capital social de PROMOLOGIS.

Les **organes de gouvernance** sont composés d'un **Conseil d'Administration** et de **comités spécialisés** :

- Le Conseil d'Administration comprend 18 membres associant autour des 12 représentants, des actionnaires de référence, des représentants de collectivités locales et des locataires ;
- Le Comité de Coordination du Pacte d'Actionnaires et le Comité d'Audit accompagnent le Conseil d'Administration dans la définition des grandes orientations stratégiques, dans le contrôle des comptes et le pilotage des risques ;
- Le Comité des Nominations et Rémunérations examine la situation des membres du Comité de Direction ;
- La Commission d'Appel d'Offres délibère sur les attributions de marchés et contrats ;
- Les Commissions d'Attributions de Logements et de l'examen de l'occupation des logements territorialisées procèdent aux attributions des logements locatifs
- Le Comité des Engagements Immobiliers étudie et engage dans le respect de seuils de délégation fixés par le Conseil d'Administration, les projets d'investissements portant notamment sur de nouvelles opérations ou des fonciers, valide le PSP et les arbitrages qui en découlent ;
- Le Comité de Direction, qui réunit autour du Directeur Général, les Directeurs des 4 pôles métiers et le Directeur Général Adjoint, est chargé de la déclinaison opérationnelle des axes stratégiques arrêtés par le Conseil d'Administration.

Son ambition première est d'exercer son métier d'Organisme de Logement Social de manière Responsable et Sincère. Il s'agit pour PROMOLOGIS **de contribuer à développer un habitat durable par la conception et la gestion d'une offre d'habitat social diversifiée en locatif et en accession**, alliée à une politique d'**accompagnement des locataires et des accédants**.

Sept agences décentralisées assurent au quotidien **la gestion locative et immobilière** des résidences au plus près des locataires et des collectivités.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme d'ACTION LOGEMENT et de l'organisation de ses filiales immobilières, le Groupe Action Logement a souhaité **optimiser la présence territoriale des sociétés au service d'une gestion efficiente et d'un développement renforcé** dans chaque région administrative. Ainsi, **un échange de patrimoine** a été réalisé en 2018 avec l'**ESH UNICIL** pour **un recentrage de l'activité de PROMOLOGIS en Occitanie** et un désengagement de la région Provence Alpes Côte-d'Azur.

PROMOLOGIS favorise la **diversité d'occupation au sein de son patrimoine** (âges, ressources, catégories socio-professionnelles) et conformément aux orientations définies par le Groupe ACTION LOGEMENT, elle inscrit au cœur de sa mission d'intérêt général une utilité sociale spécifique, celle de **faciliter l'accès au logement pour favoriser l'accès à l'emploi**.

En 2018, les indicateurs de production de logements restent élevés et s'inscrivent dans la tendance historique de contribuer significativement à la production de logements sociaux dans les territoires dynamiques de l'Occitanie au plan économique et démographique. PROMOLOGIS a ainsi renouvelé des volumes d'activité importants : 1233 logements ont été livrés et 1108 mis en chantier, en location et en accession sociale à la propriété (PSLA).

L'**amélioration de la qualité de service aux locataires** s'est également poursuivie pour répondre au mieux aux attentes et aux nouveaux modes de vie des habitants. C'est dans ce cadre que PROMOLOGIS a obtenu fin 2016 le label « **HABITAT SENIORS SERVICES®** », mention excellence. Cette démarche vertueuse permet aux locataires les plus âgés de bien vieillir dans leur logement en conservant tous leurs repères et liens relationnels. Cette exigence de confort et de qualité de vie s'est également déclinée sur le thème du développement durable avec la mise en service de la résidence « Le Callisto » labellisée Passiv'Haus à Toulouse (Cartoucherie) et la poursuite d'investissements importants en faveur de l'amélioration des performances thermiques du parc existant.

L'offre nouvelle créée répond également aux attentes des familles modestes voulant accéder à la propriété. Grâce à la mobilisation du Prêt Social Location Accession pour les logements neufs et à la vente HLM dans l'ancien, PROMOLOGIS rend la primo-accession possible y compris dans les grandes agglomérations.

C'est dans un contexte en profonde mutation avec de réels facteurs de tensions systémiques que PROMOLOGIS réaffirme son **objectif de croissance de long terme** et l'engagement de mettre **l'efficacité économique de ses activités au service de l'utilité sociale**, au service d'un habitat de qualité, abordable et durable en Occitanie.

TITRE 3 : Cadre stratégique commun aux sociétés du groupe Action Logement

En janvier 2018, Action Logement a signé la Convention Quinquennale 2018-2022 avec l'Etat, avec pour objectif principal d'améliorer les conditions de logement des salariés afin de favoriser leur accès à l'emploi et également de maintenir, voire renforcer leur pouvoir d'achat.

Cinq actions prioritaires ont été fixées :

- Renforcer la qualité de vie dans les quartiers au travers du NPNRU
- Accélérer la production de logements
- Consolider le parcours résidentiel et professionnel des salariés, notamment des jeunes
- Accélérer la lutte contre la fracture territoriale
- Promouvoir la rénovation et la lutte contre la précarité énergétique.
- Cette convention mobilisera 15 Milliards € sur cette période.

Ses premières traductions opérationnelles ont été :

- La mise en place du PHBB 2.0 lancé en juin 2018
- L'appel à la manifestation d'intérêts de l'Organisme National des Ventes (ONV) qui a permis d'identifier 11.000 logements susceptibles d'être proposés à la vente
- Le lancement de l'opération ACTION CŒUR DE VILLE, doté de 1,5 Milliards € qui permettra de conforter les centres-villes de 222 communes
- Le lancement de l'opération « Louer pour l'emploi ».

Action Logement Immobilier gère aujourd'hui à travers les Entreprises Sociales pour l'Habitat (ESH) et Coopératives HLM, 926.000 logements sociaux au sein de 62 OLS.

En 2018, les filiales du Groupe ont livré 22 180 logements, mis en chantier 25 127 logements et programmé 33 776 logements locatifs et 2 042 logements en accession sociale.

Pour répondre aux objectifs de doublement de la production locative (48.000 logements neufs contre 24.000 en 2014), d'accession sociale (2.000 actuellement) et d'accélération de la transition énergétique (37 000 logements réhabilités en 2018), les filiales d'Action Logement Immobilier ont reçu de leur actionnaire une feuille de route personnalisée sur ces thématiques.

La Convention d'Utilité Sociale est l'opportunité de porter cette ambition et de renforcer la concertation avec les acteurs du territoire : Etat, Collectivités locales et associations de locataires.

3.1 La stratégie patrimoniale

VEILLER A LA CROISSANCE, A LA DIVERSITE DE L'OFFRE ET A L'EQUILIBRE DES TERRITOIRES

Orientations pour le Groupe :

Les ESH et les coopératives filiales d'Action Logement Immobilier poursuivront leur politique de développement accéléré sur les zones tendues en renforçant leur maîtrise d'ouvrage et en utilisant les acquisitions en VEFA en complément.

Elles interviendront aussi dans les autres territoires notamment en participant activement aux solutions apportées dans le cadre du dispositif Action Cœur de Ville.

SOUTENIR L'EMPLOI ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE

Orientations pour le Groupe :

Encourager l'accès au logement des 600.000 jeunes bénéficiant d'une mesure de politique de l'Emploi (dont 568.000 en contrat d'apprentissage en 2017), en développant notamment une offre de meublés et des services associés, par exemple via la colocation (40% des colocataires sont des jeunes actifs).

Développer l'offre locative jeune actifs/étudiants en lien avec des partenaires gestionnaires.

La mobilité territoriale des locataires au service de leur emploi sera facilitée au sein d'une même ESH mais également au sein du parc de toutes les filiales d'Action Logement Immobilier.

REPONDRE AU VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION ET AU HANDICAP

Orientations pour le Groupe :

Favoriser le maintien des personnes âgées et handicapées dans leur logement au moyen de travaux d'adaptation et innover en matière de partenariat avec les associations et les entreprises en facilitant la vie des séniors (services de proximité, objets connectés...). L'accessibilité et l'adaptation du parc aux personnes âgées ou à mobilité réduite constituera une action prioritaire pour les ESH ou Coopératives.

PROMOUVOIR UN HABITAT RENOVE

Orientations pour le Groupe :

Les ESH et coopératives filiales d'ALI procéderont à l'accélération de la transition énergétique de leur patrimoine notamment en mobilisant la deuxième tranche du PHBB2, en visant à réduire les charges locatives principalement liées au chauffage des logements en imaginant des solutions innovantes (construction et rénovation) ou en utilisant plus largement les contrats de performance énergétique avec les fournisseurs. La politique de réhabilitation fera davantage l'objet d'évaluations précises avec les fournisseurs d'énergie et de communications auprès des habitants.

Le déploiement de solutions « photovoltaïques » est lancé pour les ESH situées sur des territoires pertinents.

ENCOURAGER UNE EVOLUTION POSITIVE DU PARCOURS RESIDENTIEL EN DEVELOPPANT LES MUTATIONS DE LOGEMENTS ET LA VENTE HLM

Orientations pour le Groupe :

La mutation de logement au sein du parc des filiales doit être facilitée au bénéfice des locataires en place souhaitant un autre logement notamment pour des raisons économiques, de mobilité professionnelle ou encore de modification de la taille du ménage.

La vente HLM permet d'assurer un meilleur équilibre des quartiers et favorise la mixité sociale et le parcours résidentiel des locataires. Elle permet aussi à des salariés d'anticiper la baisse de leurs ressources à l'arrivée de la retraite en devenant propriétaire de leur logement principal. Afin d'amplifier ces effets positifs sur les quartiers et les villes tout en respectant les enjeux de la loi SRU et tenant compte des spécificités locales, l'ambition d'Action Logement Immobilier est de porter la vente à 1 % du parc.

Les ESH et coopératives du Groupe développeront et généraliseront des dispositifs permettant d'assurer la sécurisation des acquéreurs (garantie de rachat et relogement) et elles veilleront à la qualité de la gestion des copropriétés issues de la vente.

3.2 La stratégie d'utilité sociale

MAINTENIR UNE PALETTE DE LOYERS ABORDABLES

Orientations pour le Groupe :

Maintenir une diversité de loyers pour offrir une plus grande mixité sociale sur les territoires et proposer une solution logement adaptée aux diverses situations des demandeurs par exemple en participant au développement des 40.000 PLAI pour offrir des loyers plus bas aux ménages les plus modestes, ou en proposant pour les jeunes salariés des loyers ajustés.

Les ESH et les Coopératives du Groupe seront particulièrement attentives aux situations des salariés qui ne perçoivent aucune aide et qui rencontrent des difficultés pour accéder à un logement locatif. Rechercher des solutions pour les situations d'urgence sociale notamment par la participation à la création des 50.000 places d'hébergement d'urgence proposées par le Gouvernement (notamment les 10.000 places en pension de famille).

3.3 La stratégie de Qualité

QUALITE DE SERVICE

Orientations pour le Groupe :

Poursuivre les efforts en matière d'innovation sociale en créant les conditions de mise en place des services de proximité aux habitants, notamment en direction des personnes âgées ou en favorisant le maintien du lien social et économique dans les quartiers et territoires en repli.

Faciliter la fluidité du parcours résidentiel par des aménagements pratiques à l'entrée et à la sortie du logement

RECHERCHER ET MESURER LA SATISFACTION PERMANENTE DES HABITANTS

Au-delà des enquêtes de satisfaction conduites par les bailleurs sociaux auprès de leurs locataires qui sont un des indicateurs permettant de mesurer la qualité de service dans le logement social, des sondages sont préconisés après travaux de réhabilitation, de résidentialisation ou à la livraison des immeubles neufs en utilisant notamment des processus digitaux.

NUMERIQUE ET PROXIMITE : LES ENJEUX DE LA TRANSFORMATION DES METIERS AU SERVICE DES LOCATAIRES ET ACCEDANTS

Orientations pour le Groupe :

La relation aux locataires/accédants sera renforcée par des moyens digitaux permettant une plus grande couverture des possibilités de contacts (plages horaires, ...) notamment pour les clients salariés ou éloignés des lieux d'accueil.

Les ESH et les Coopératives filiales d'Action Logement Immobilier poursuivront leur effort de modernisation de la relation Client (applications smartphones, signature digitale des baux et EDL,

numérisation du dossier client, dématérialisation des avis d'échéances etc. ...) en vue de simplifier les démarches administratives des locataires ou accédants.

LA GESTION DES PROJETS DE RENOUVELLEMENT URBAIN

Orientations pour le Groupe :

Renforcer la concertation avec les parties prenantes dans le cadre des opérations de renouvellement urbain (notamment les habitants).

Améliorer la tranquillité résidentielle par l'intervention des partenaires (Etat et Collectivités) et l'expérimentation des plateformes permettant notamment le signalement de dysfonctionnement par des locataires ou citoyens : un plan tranquillité sécurité sera mis en place dans chaque ESH du Groupe et un observatoire national des faits d'incivilité sera mis en place.

3.4 Cadre stratégique de la CUS structures collectives

Les sociétés d'Action Logement Immobilier couvrent l'ensemble des segments de produits dans ce domaine :

- les résidences pour jeunes actifs, jeunes en formation et salariés en mobilité à hauteur de 46% du parc,
- les résidences pour salariés rencontrant des difficultés particulières à hauteur de 18%,
- les résidences pour personnes âgées à hauteur de 31% du parc, les structures médico-sociales et l'hébergement d'urgence à hauteur de 4%.

La gestion de ces résidences est le plus souvent (83%) confiée à des gestionnaires spécialisés externes au Groupe (CROUS, CCAS, ...) mais peuvent dans certains cas être directement gérées par les bailleurs.

Orientations pour le Groupe :

Développer une offre nouvelle centrée en priorité sur les jeunes actifs, les jeunes en formation, les salariés en mobilité, et les salariés fragiles ou démunis, rencontrant des difficultés particulières d'accès au logement à hauteur de 20 000 logements à l'échéance de la CUS.

Améliorer et optimiser le parc existant avec un effort soutenu en faveur de la réhabilitation du parc et de la restructuration des foyers de travailleurs migrants.

Développer des formes nouvelles de résidences en améliorant la qualité et les services et en renforçant leur intégration dans l'environnement urbain contribuant ainsi à la qualité de vie des résidents (espaces associatifs, services partagés entre la résidence et l'externe, ...). Des prestations de service pourront être assurées par les ESH mais aussi par des partenaires. Une attention particulière sera portée à la flexibilité et à la modularité des résidences développées, en s'attachant notamment à privilégier des modes de conception permettant une réversibilité à long terme du bâtiment et la performance énergétique, gage de soutenabilité des charges dans la durée.

Renforcer le rôle d'opérateur de référence des structures collectives, notamment médico-sociales, à destination des personnes âgées en se mobilisant sur l'accompagnement au vieillissement et de l'aide au maintien à domicile, en contribuant à rénover et développer le parc existant de structures médico-sociales destinées à ces publics et en encourageant les synergies.

3.5 Cadrage stratégique de la CUS accession sociale

L'accession sociale à la propriété est un des vecteurs de succès de la mixité sociale, elle constitue une étape qualitative du parcours résidentiel qui est une forte aspiration des Français. Elle induit une appropriation du logement mais aussi des espaces environnants plus importants que dans le cadre locatif.

Pour Action Logement, l'accession sociale s'appuie sur la vente HLM (décrite ci-dessus) et l'accession sociale dans le neuf réalisée par des opérations PSLA, VEFA sociale sécurisée et plus faiblement en CCMI (actuellement près de 2.200 réservations). L'objectif est de doubler le nombre de réservations à horizon 2023.

Les ESH et coopératives du Groupe participeront à la création et au développement d'Organismes Fonciers Solidaires (OFS) et utiliseront le levier d'accession à la propriété neuf abordable qu'est le Bail Réel Solidaire.

Les contreparties foncières obtenues par le Groupe dans le cadre du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine (NPRU), permettront de développer des opérations d'accession lorsque les conditions de marché présentes ou à venir le permettront.

Les salariés pourront bénéficier d'un conseil en financement neutre et indépendant servi par Action Logement ainsi qu'une garantie de rachat-relogement en cas d'accident de la vie.

.....

Action Logement Immobilier suivra chaque année le respect de ces objectifs et orientations et donnera à travers les feuilles de route annuelles, les impulsions nouvelles pour respecter les conventions passées avec l'Etat et les collectivités locales et EPCI qui s'y seront associés.

Action Logement Immobilier engage fortement ses filiales à entreprendre un dialogue responsable et engagé avec les signataires des CUS, Etat et collectivités locales, mais aussi avec les parties prenantes de leur territoire d'intervention.

De même, l'application opérationnelle des orientations stratégiques ci-dessus tiendra compte des spécificités locales tant en matière de lien Emploi-Logement qu'en accompagnement des politiques publiques de l'Habitat ; elle doit s'inscrire dans un dialogue permanent et pertinent au service des territoires. Les ESH et coopératives filiales d'ALI sont les garantes d'une réalisation concrète de la stratégie du Groupe Action Logement.

TITRE 4 : Implantation et caractéristiques du patrimoine de PROMOLOGIS

4.1 Etat du patrimoine locatif de logements familiaux en gestion de l'organisme, dont implantation QPV / hors QPV

4.1.1 Périmètre du patrimoine

Au 31 décembre 2018, le parc PROMOLOGIS de **logements locatifs familiaux ou étudiants** se compose de **25 872 logements** (dont 3 176 logements en QPV) **et 1 404 ensembles immobiliers** (106 en QPV).

Situation au 31/12/2018	QPV	Hors QPV	Total
Nombre de logements total de l'organisme	3 176	22 696	25 872
Nombre d'ensembles immobiliers	106	1 298	1 404

Le parc comprend 20% de logements individuels et 80% logements collectifs.

Répartition du patrimoine par type en nombre de logements	QPV	Hors QPV	Total	% total
Logements individuels	43	5 029	5 072	20%
Logements collectifs	3 133	17 667	20 800	80%
Total	3 176	22 696	25 872	100%

4.1.2 Implantation du patrimoine

Le patrimoine de PROMOLOGIS se situe sur la **région Occitanie** et se répartit principalement sur **6 départements**. Près de 64 % du patrimoine de l'organisme est en **Haute-Garonne**, et plus de 14 % en **Hautes-Pyrénées**.

Répartition par département	QPV	Hors QPV	Total	% total
Haute-Garonne	2 169	14 363	16 532	63,9%
Hautes-Pyrénées	117	3 586	3 703	14,3%
Tarn-et-Garonne	825	1 831	2 656	10,3%
Hérault	0	2 000	2 000	7,7%
Gard	65	735	800	3,1%
Autres départements	0	181	181	0,7%
Total	3 176	22 696	25 872	100%

Ses principales implantations par EPCI sont les suivantes :

Répartition du patrimoine par EPCI <i>en nombre de logements</i>	QPV	Hors QPV	Total	% total
Toulouse Métropole	767	8681	9448	37%
CA Le Muretain Agglo	1401	2977	4378	17%
CA du Sicoval	0	826	826	3%
CC de la Save au Touch	0	716	716	3%
CC Cœur et Coteaux du Comminges	1	305	306	1%
Autres EPCI du département HAUTE-GARONNE	0	858	858	3%
CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	117	2747	2864	11%
Autres EPCI du département HAUTES-PYRENEES	0	839	839	3%
CA Grand Montauban	724	962	1686	7%
CC Terres des Confluences	101	110	211	1%
Autres EPCI du département TARN-ET-GARONNE	0	759	759	3%
Montpellier Méditerranée Métropole	0	1247	1247	5%
CA de Béziers-Méditerranée	0	166	166	1%
CA du Pays de l'Or	0	98	98	0%
CC du Pays de Lunel	0	67	67	0%
CA du Bassin de Thau	0	65	65	0%
Autres EPCI du département HERAULT	0	357	357	1%
CA de Nîmes Métropole	18	418	436	2%
CC Beaucaire Terre d'Argence	27	83	110	0%
CA Alès Agglomération	0	64	64	0%
Autres EPCI du GARD	20	170	190	1%
CA Le Grand Narbonne	0	132	132	1%
Autres EPCI	0	49	49	0%
Total	3 176	22 696	25 872	100%

4.2 Etat de l'occupation sociale

Pour rappel, la loi Egalité et Citoyenneté prévoit que **l'état d'occupation sociale** doit notamment prendre en compte **les ressources** et **la composition familiale des ménages logés**.

Le classement du patrimoine en fonction de l'occupation sociale de PROMOLOGIS a été opéré dans le respect de la méthodologie établie en collaboration avec l'USH Midi-Pyrénées et se définit de la manière précisée ci-dessous.

Le périmètre analysé est fondé sur la base de données d'occupation sociale 2018, hors patrimoine situé sur le département des Bouches-du-Rhône, du fait de sa cession à Unicil au 30.06.2018.

Le périmètre d'analyse est donc de **22 508 logements**.

Méthodologie retenue

L'objectif de la méthode est de **mettre en évidence les résidences en difficulté**, fragilisées en termes de mixité sociale. Aussi, les indicateurs retenus sont ceux qui, pour les organismes HLM, révèlent un risque en matière de spécialisation sociale de l'occupation.

Huit indicateurs ont été choisis pour leur facilité d'accès afin d'éviter un traitement trop lourd pour des bailleurs. Les indicateurs choisis se recoupent et se complètent. Ils ne cherchent pas à révéler les mêmes aspects. Ils participent à démontrer que l'occupation sociale du parc ne doit pas être uniquement abordée sous l'angle financier, certaines typologies de ménage pouvant être génératrices de risque en matière d'équilibre des résidences.

La cotation est réalisée en plusieurs temps :

- La méthode choisie consiste à définir pour chaque indicateur une valeur seuil définissant un niveau d'alerte (moyenne du parc pour chaque indicateur, pondérée aux logements pour chacun des ensembles immobiliers)
- A partir de cette moyenne du parc, pour chaque item, la situation de la résidence peut être satisfaisante (attribuant 1 point par indicateur) ou non (ne confère aucun point)
- Une fois chaque indicateur renseigné, une synthèse de la résidence est établie au moyen d'une note globale comprise entre 1 et 8, 8 étant la note la plus élevée.

C'est cette note qui définit l'état de la résidence selon le barème ci-dessous :

Le barème de la cotation

La résidence obtient une note supérieure ou égale à 6 : la situation est satisfaisante, l'équilibre social est assuré.

La résidence obtient une note comprise entre 4 et 6 non inclus : la situation nécessite une vigilance particulière en terme de peuplement.

La résidence obtient une note inférieure ou égale à 4 : la fragilité est importante et les équilibres de peuplement sont compromis.

Les indicateurs retenus :

Critères d'attractivité de la résidence		Cotation
Taux de vacance commerciale	Nombre de logements disponibles au 31 décembre de l'année précédente, vacants depuis plus d'un mois	Inférieur ou égal à la moyenne pondérée (0,96 %) = +1 point Supérieur à la moyenne pondérée (0,96 %) = 0 point
L'immeuble est-il situé en zone prioritaire ?	QPV/Hors QPV	Non = +1 point Oui = 0 point

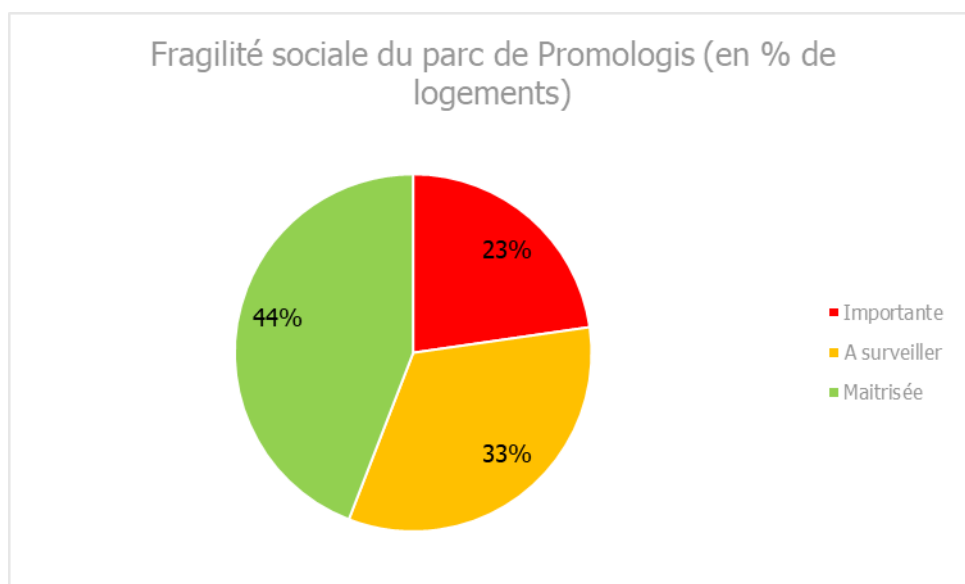
Critères d'observation sociale		Cotation
Part de ménages liés à l'emploi	En %, sont considérés les salariés, les CDD/ Stages/ Intérimaires, les retraités. Les chômeurs et les étudiants sont exclus. (en % du nombre de ménages)	Supérieure à la moyenne pondérée (65,6 %) = +1 point Inférieure ou égale à la moyenne pondérée (65,6 %) = 0 point
Ventilation des ménages percevant moins de 41% du plafonds PLUS	En % ; donnée présente dans Imhoweb et dans les outils de gestion des organismes Hlm.	Inférieure ou égale à la moyenne pondérée (43,72 %) = +1 point Supérieure à la moyenne pondérée (43,72 %) = 0 point
Part de familles nombreuses (3 enfants minimum)	En %. Ménages avec 3 enfants et plus	Inférieure ou égale à la moyenne pondérée (8,46 %) = +1 point Supérieure à la moyenne pondérée (8,46 %) = 0 point
Part des ménages percevant l'APL	En %.	Inférieure ou égale à la moyenne pondérée (61,37 %) = +1 point Supérieure à la moyenne pondérée (61,37 %) = 0 point
Part des ménages en impayés depuis plus de 3 mois	En %. Au 31 décembre de l'année n-1, nombre de locataires en impayés supérieurs à 3 fois le résiduel de loyer.	Inférieure ou égale à la moyenne pondérée (7,08 %) = +1 point Supérieure à la moyenne pondérée (7,08 %) = 0 point
Part de familles monoparentales	En %. Part des ménages composés d'un adulte et d'au moins 3 enfants.	Inférieure ou égale à la moyenne pondérée (3,26 %) = +1 point Supérieur à la moyenne pondérée (3,26 %) = 0 point

Analyse de la fragilité sociale du parc

Les valeurs moyennes des indicateurs étudiés dans le cadre de cette analyse sont les suivantes :

Valeur moyenne pondérée de référence	PROMOLOGIS
Taux de vacance commerciale	1 %
Part des ménages liés à l'emploi	65,6 %
Ménages percevant moins de 41 % du plafond PLUS	43,7 %
Part de familles nombreuses (3 enfants mini)	8,5 %
Part de ménages percevant l'APL	61,4 %
Part de ménages en impayés de plus de 3 mois	7,1 %
Part de familles monoparentales (1 adulte + 3 enfants mini)	3,3 %

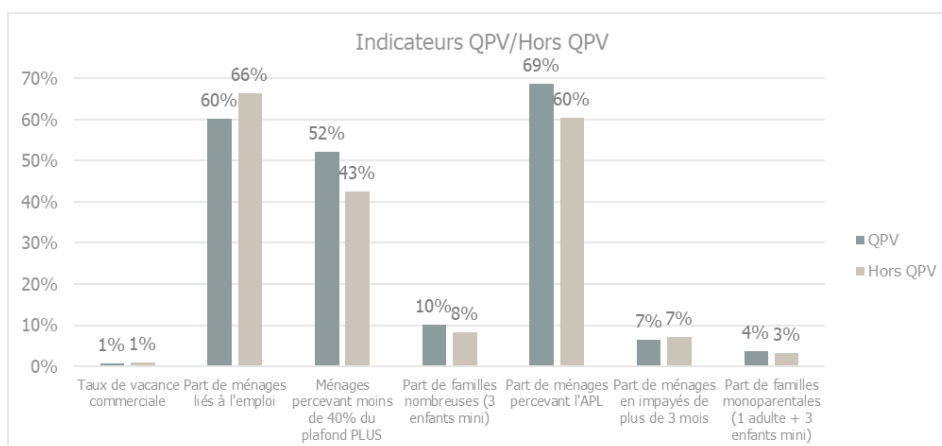
La répartition globale du parc en fonction de la « fragilité sociale » est la suivante :



En synthèse, le parc de PROMOLOGIS se caractérise ainsi en termes et mesure de la fragilité sociale de l'occupation :

- **44 % du parc** (soit 9 931 logements) se compose de résidences dont l'équilibre social est assuré. Cette part du parc présente donc une **mixité sociale qu'il conviendra de maintenir dans nos politiques d'attribution** ;
- **33 % du parc** (soit 7 466 logements) se compose de résidences pour lesquelles il conviendra d'être vigilant afin de **préserver les équilibres sociaux dans le cadre des attributions** à venir ;
- **23 % du parc** (soit 5 111 logements) se compose de résidences dont la fragilité sociale est avérée : elles doivent faire l'objet d'une **attention accrue dans le cadre des attributions** afin de ne pas y loger davantage de ménages en situation de difficulté sans mise en place de mesures d'accompagnements spécifiques.

Analyse QPV/Hors QPV

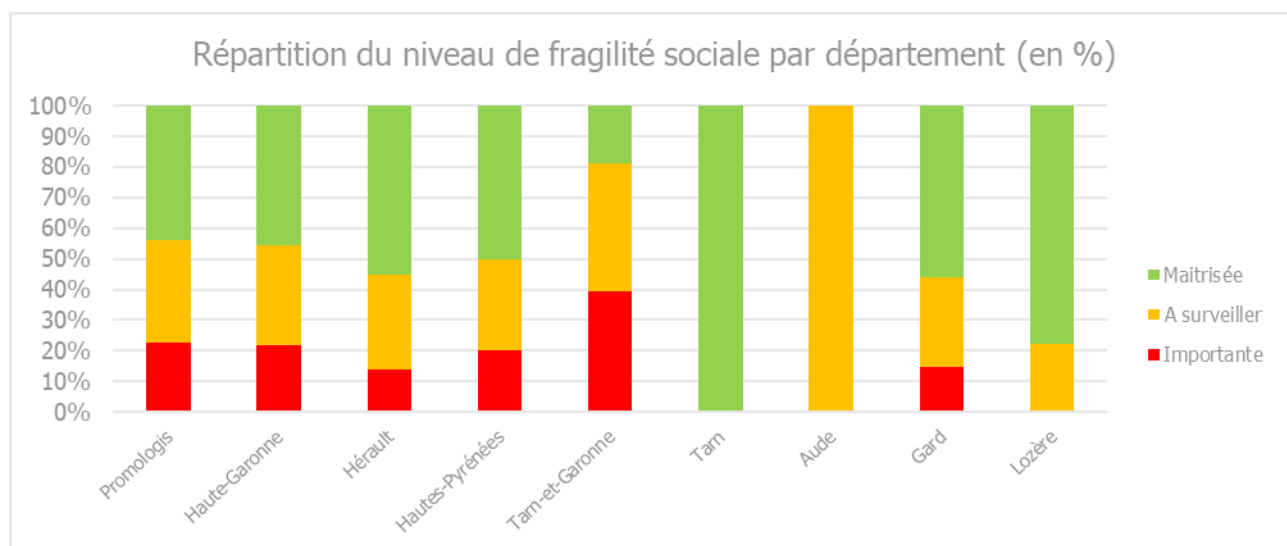


La répartition des indicateurs moyens montre **un certain équilibre entre le parc en QPV et hors QPV pour quatre d'entre eux.**

Les trois autres indicateurs ont des écarts significatifs sur les zones QPV/HQPV témoignant d'une fragilité sociale plus élevée en zone QPV. Il s'agit de

- La « part des ménages percevant moins de 41 % du plafond PLUS »,
- La « part des ménages percevant l'APL »,
- La « part de ménages liés à l'emploi ».

Analyse de la fragilité sociale par département

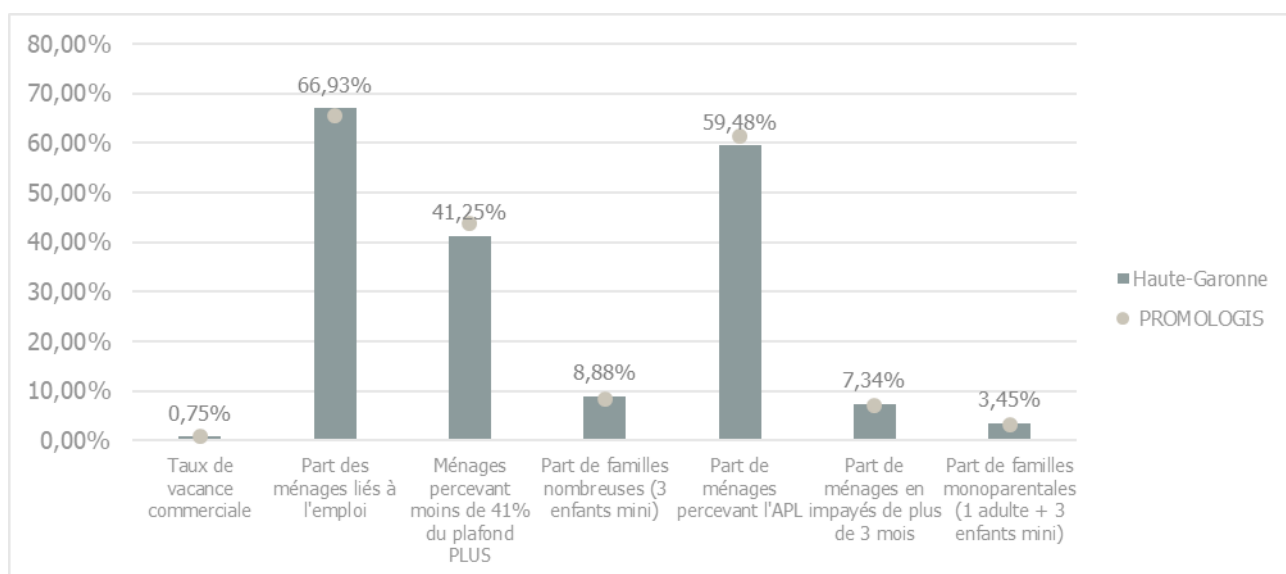


Le profil des différents départements n'est pas homogène :

- La **Haute-Garonne** et les **Hautes-Pyrénées** présentent des **profils semblables au patrimoine global de PROMOLOGIS**, voire moins fragiles (20 à 22 % du patrimoine en état de fragilité sociale importante, plus de la moitié du patrimoine en fragilité sociale maitrisée)
- **Le patrimoine présent sur l'Hérault et le Gard présente une fragilité sociale moins importante**, avec environ 15 % du parc à la fragilité importante, et environ 55 % du patrimoine à la fragilité maitrisée.
- **A l'inverse, 39 % patrimoine du Tarn-et-Garonne est en état de fragilité sociale importante**, et seulement 19 % du patrimoine est en état de fragilité maitrisée.
- Le patrimoine de la Lozère, de l'Aude et du Tarn n'est pas représentatif car inférieur à 150 logements pour chacun des départements.

Un focus est réalisé sur les quatre principaux départements, à savoir la Haute-Garonne, l'Hérault, les Hautes-Pyrénées et le Tarn-et-Garonne.

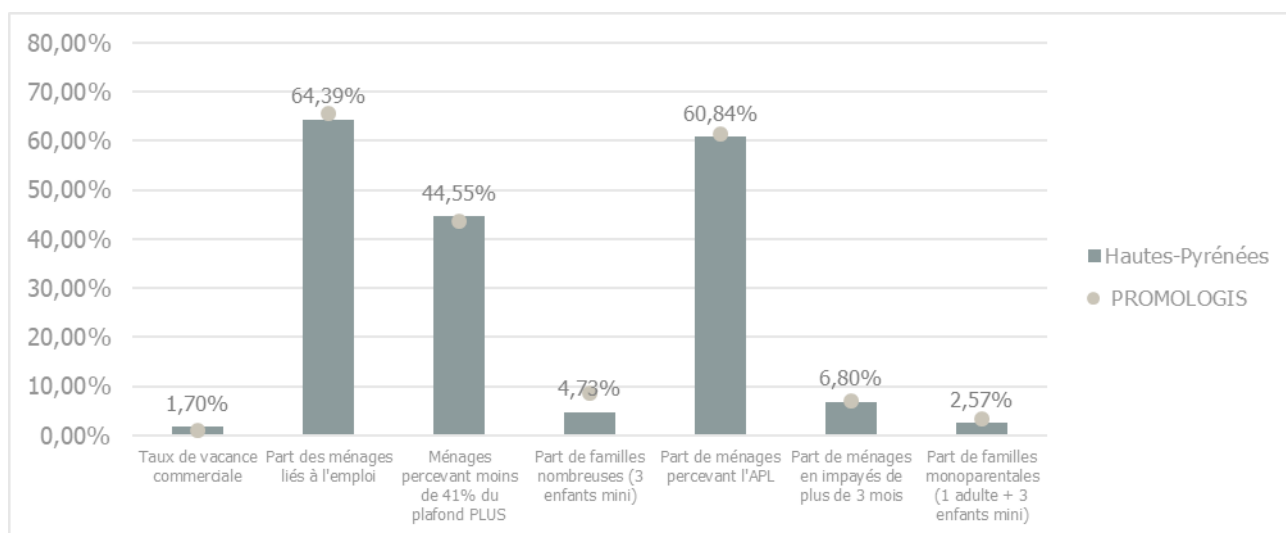
/ Haute-Garonne



La **Haute-Garonne présente un profil similaire à la moyenne pondérée par logement du patrimoine total de PROMOLOGIS** pour l'ensemble des indicateurs, hormis pour l'indicateur « ménages percevant moins de 41 % des plafonds PLUS » pour lequel le patrimoine de Haute-Garonne présente un meilleur profil que la moyenne PROMOLOGIS.

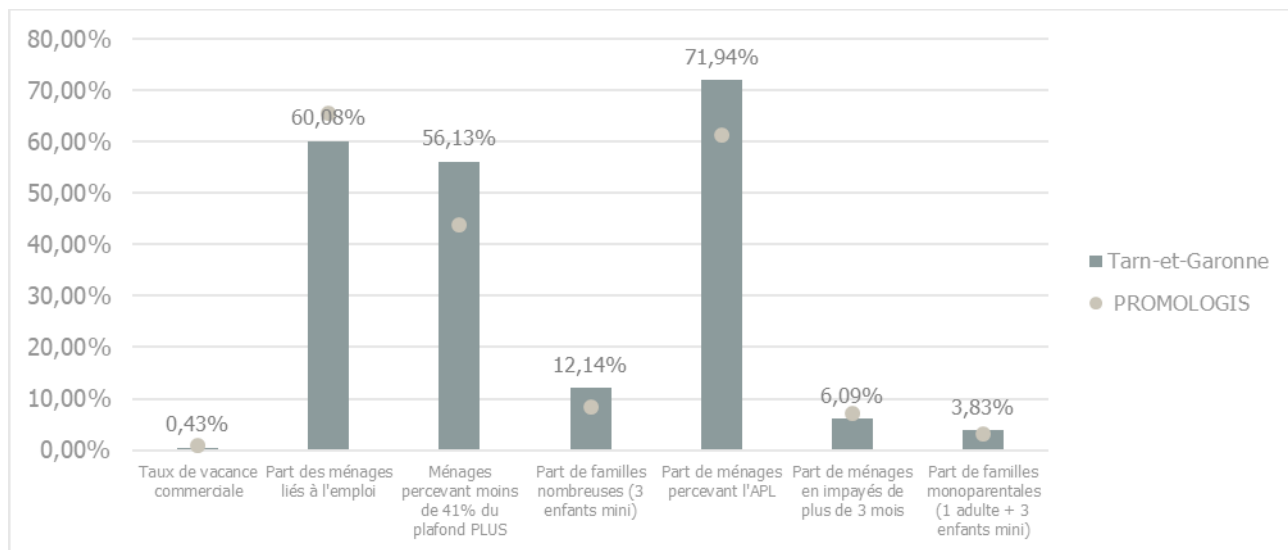
Cette similitude s'explique notamment par l'incidence sur la moyenne pondérée de la proportion importante du patrimoine de PROMOLOGIS située en Haute-Garonne (près de 14 000 logements).

/ Hautes-Pyrénées



Le **département des Hautes-Pyrénées présente un profil assez proche du profil global de PROMOLOGIS**, hormis pour la part de familles nombreuses qui est bien plus faible (4,73 % contre 8,46 %).

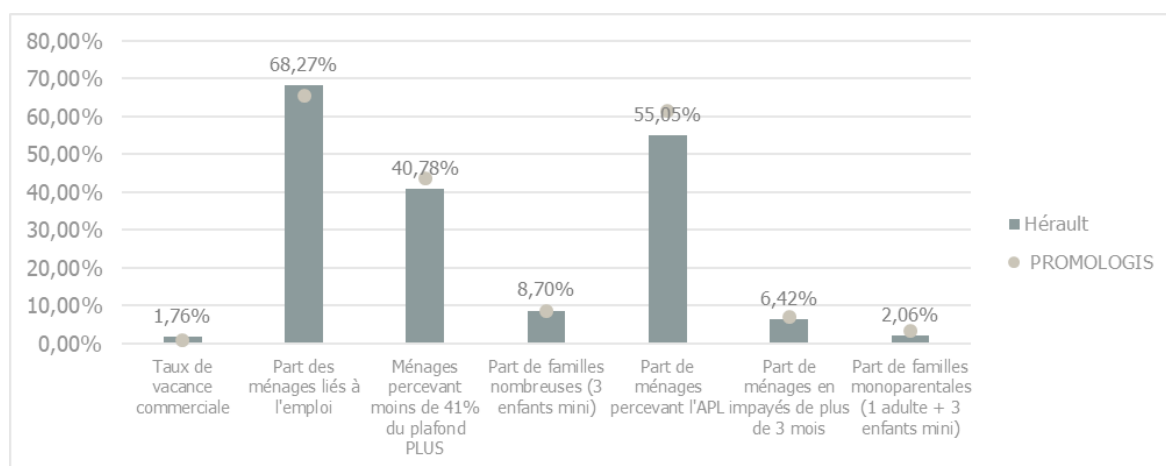
/ Tarn-et-Garonne



Le département de Tarn-et-Garonne présente un profil assez différent du reste du patrimoine de PROMOLOGIS, avec une population bien plus fragile :

- La part des ménages liés à l'emploi est en retrait (60,1 % contre une moyenne à 65,6 %)
 - Plus de la moitié des ménages perçoivent moins de 41 % du plafond PLUS
 - La part de ménages percevant l'APL est de 72 % contre 61 % en moyenne
- En revanche, le taux de vacance commerciale est inférieur à la moyenne pondérée PROMOLOGIS : 0,43 % contre 0,96 %.

/ Hérault

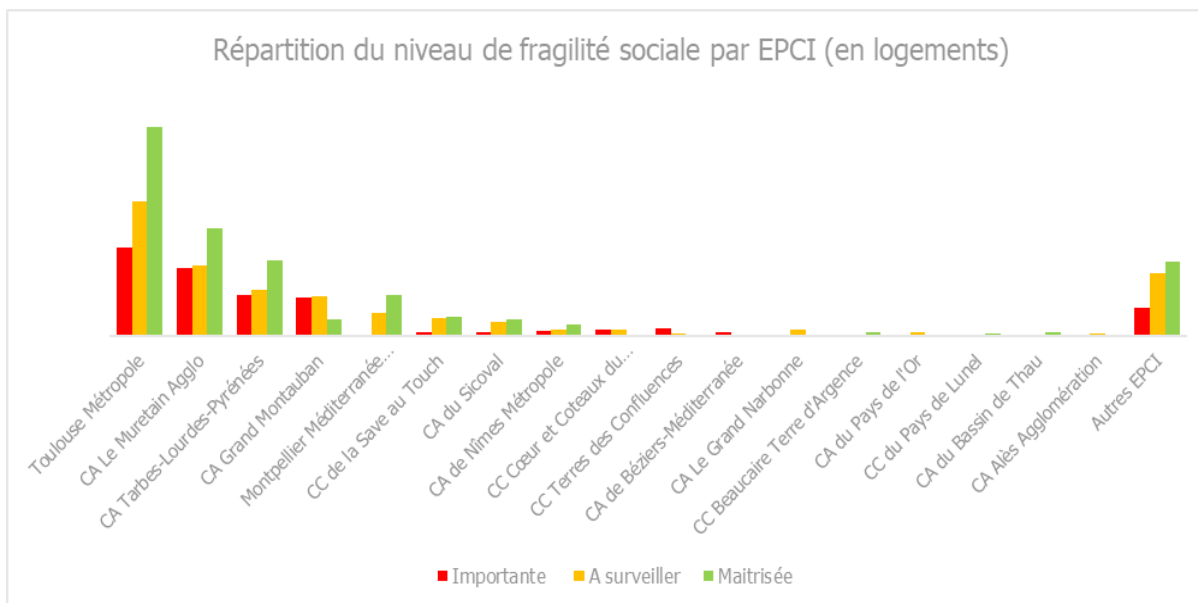
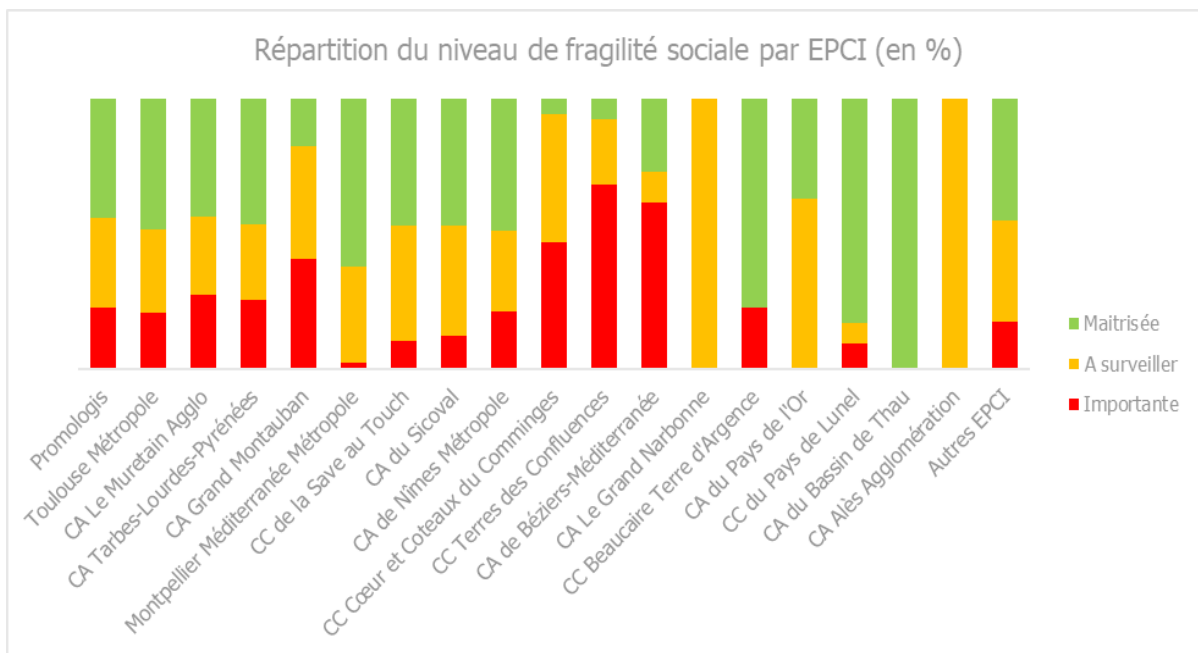


Le département de l'Hérault présente un profil moins fragile que la moyenne, avec :

- Une population moins fortement « APLisée » (55,05 % contre une moyenne de 61,4 %), la plus faiblement « APLisée » du patrimoine
- Une part de ménages percevant moins de 41 % du plafond PLUS inférieure à la moyenne (40,8 % contre 43,7 %)

Analyse de la fragilité sociale par EPCI

Le niveau de risque de fragilité est hétérogène entre territoires, notamment sur les principaux EPCI d'implantation de PROMOLOGIS et pour lesquels nous proposons le zoom ci-après. Il convient de noter que la fragilité sociale est *a priori* plus importante sur la CC Terres des Confluences, la CA de Béziers-Méditerranée, la CA Grand Montauban et la CC Cœur et Coteaux du Comminges.



/ Toulouse Métropole

Le parc situé sur Toulouse Métropole est en ligne avec le territoire de l'organisme. Toutefois, **1 résidence sur 5, accueille un public très fragile.**

/ **CA Le Muretain Agglo**

Le patrimoine situé sur la CA Le Muretain Agglo se caractérise par **une fragilité sociale plus importante que la moyenne** : 28 % des logements ont une fragilité importante, contre 23 % en moyenne. Si la part des ménages liés à l'emploi est légèrement plus forte que la moyenne (67,0 % vs. 65,6 %), la part de familles nombreuses est plus forte (9,3 % contre 8,5 %).

/ **CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées**

26 % du patrimoine situé sur la CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées présente une fragilité importante, avec notamment une **part des ménages liés à l'emploi plus faible que la moyenne** (63,1 % contre 65,6 % en moyenne).

/ **CA Grand Montauban**

La fragilité sociale du patrimoine situé sur la CA Grand Montauban est **bien plus marquée que la moyenne**, avec 41 % du patrimoine présentant une fragilité importante. Cela s'explique notamment par la forte part de ménages percevant moins de 40 % du plafond PLUS (54,9 % contre 43,7 % en moyenne) et la part importante de ménages percevant l'APL (71,2 % contre 61,4 %).

/ **Montpellier Méditerranée Métropole**

Seulement 2 % du patrimoine situé sur Montpellier Méditerranée Métropole présente une fragilité importante. La fragilité est maîtrisée pour 62 % du patrimoine. En termes d'indicateurs, tous sont meilleurs que la moyenne, hormis pour la vacance, qui est de 1,80 %.

/ **CC de la Save au Touch**

10 % du patrimoine de la CC de la Save au Touch se caractérise par une fragilité sociale importante, et environ 47 % présente une fragilité maîtrisée. A noter, une faible part de ménages percevant moins de 41 % des plafonds PLUS (37,3 % contre 43,7 % en moyenne).

/ **CA du Sicoval**

La fragilité sociale du patrimoine situé sur la CA du Sicoval est plus maîtrisée que la moyenne, avec seulement 12 % du patrimoine en fragilité importante. En particulier, l'EPCI présente une faible part de ménages percevant l'APL (51,0 %) et de ménages percevant moins de 40 % des plafonds PLUS (36,0 %).

/ **CA de Nîmes Métropole**

Le patrimoine situé sur la CA de Nîmes Métropole présente un profil moins fragile que le profil global, avec notamment une forte part de ménages liés à l'emploi (70,5 %) et une faible proportion de ménages percevant moins de 40 % des plafonds PLUS (34,6 %).

/ **CC Cœur et Coteaux du Comminges**

Le patrimoine situé sur la CC Cœur et Coteaux du Comminges est **très fragile d'un point de vue de l'occupation sociale**, puisque seul 6 % du patrimoine présente une fragilité sociale maîtrisée. Cela s'explique par l'ensemble des indicateurs, notamment la vacance (2,88 % contre une moyenne à 0,96 %) et la part des familles monoparentales nombreuses (6,8 %).

/ **CC Terres des Confluences**

Le patrimoine situé sur la CC Terres des Confluences présente **l'occupation sociale la plus fragile du patrimoine** : 68 % du patrimoine se caractérise par une fragilité sociale importante et seulement 7 % par une fragilité maîtrisée. Hormis la vacance et part des ménages en impayés depuis plus de trois mois, l'ensemble des indicateurs est en retrait. On note principalement la part la plus faible de ménages liés à l'emploi (moins de 50 %), la part la plus forte de ménages percevant moins de 41 % du plafond PLUS (67,5 %) et la part la plus forte de ménages percevant l'APL (plus de 80 %).

/ **CA de Béziers-Méditerranée**

De même, 62 % du patrimoine situé la CA de Béziers-Méditerranée présente une fragilité importante. On observe en particulier un taux de vacance proche de 4,5 % et **une part de ménages percevant moins de 41 % du plafond PLUS à environ 51 %**. En revanche, la part des ménages « APLisés » est la plus faible du parc, 47 % des ménages étant concernés.

/ **Le Grand Narbonne**

L'ensemble du patrimoine du Grand Narbonne se caractérise par une **fragilité sociale à surveiller**, ce qui s'explique notamment par une part faible de ménages liés à l'emploi (58,5 %) et une part forte de ménages percevant l'APL (près de 68 %).

/ **Beaucaire Terre d'Argence**

Moins d'un quart du patrimoine de l'EPCI Beaucaire Terre d'Argence présente une fragilité sociale forte, tandis que le reste est maîtrisé. Hormis la vacance à 1,49 %, la plupart des indicateurs sont proches de la moyenne.

/ **CA du Pays de l'Or**

La fragilité sociale est maîtrisée pour 1/3 du parc et à surveiller pour le reste : l'EPCI est moins fragile que le reste du parc. On observe ici le taux le plus fort de ménages liés à l'emploi (près de 78 %), la plus faible part de ménages percevant moins de 41 % des plafonds PLUS (moins de 34 %), et un taux très faible de ménages en impayés (3,2 %).

/ **CA du Pays de Lunel**

83 % du patrimoine présente une fragilité maîtrisée et tous les indicateurs sont meilleurs que la moyenne, en particulier la part de ménages liés à l'emploi, de 75,4 %.

/ **CA du Bassin de Thau**

100 % du patrimoine situé sur la CA du Bassin de Thau se caractérise par une fragilité sociale maîtrisée. On observe notamment un taux très faible de ménages en impayés depuis plus de 3 mois (3,2 %) et l'absence de famille monoparentale nombreuse.

/ **CA Alès Agglomération**

L'ensemble du patrimoine de la CA Alès Agglomération est **à surveiller** : on observe principalement un taux de vacance bien supérieur à la moyenne pondérée (7,15 %) et une part relativement faible de ménages liés à l'emploi (environ 57 %).

4.3 Etat du patrimoine selon la qualité de service rendu

Pour rappel, la loi Egalité et Citoyenneté prévoit que l'**appréciation du service rendu** dans la CUS doit notamment prendre en compte :

- **La qualité de la construction et des prestations techniques ;**
- **La localisation et l'environnement de l'immeuble**

Le **classement** du patrimoine familial de **PROMOLOGIS** a été opéré **en application de la méthodologie** qui avait été adoptée dans le cadre de la révision du **PSP**.

Le périmètre d'analyse comprend **25 872 logements**, dont 1 852 logements étudiants.

Méthodologie retenue

Il a été procédé à **une cotation de chacune des résidences**. Cette cotation vise à **mettre en lumière la qualité du service rendu aux locataires** et à **classer** les résidences selon la note qu'elles obtiennent en application du barème suivant : **chaque critère est noté de 0 à 4, 4 étant la meilleure note**. Les critères retenus par PROMOLOGIS sont les suivants :

CRITERES	PONDERATION
1. QUALITE URBAINE	30%
1.1. Accès aux services de proximité	20%
1.2 Appréciation globale du quartier	40%
1.3 Position concurrentielle	20%
1.4 Proximité bassin d'emploi	20%
2. CONCEPTION DU PRODUIT	20%
2.1 Les abords et espaces extérieurs	10%
2.2 Le stationnement	5%
2.3 La conception du bâti	20%
2.4 Les parties communes	20%
2.5 Efficacité énergétique	15%
2.6 Les logements	20%
2.7 Equipements techniques collectifs	10%
3. ETAT DU PRODUIT	20%
3.1 Les espaces extérieurs	20%
3.2 Le bâti	20%
3.3 Les parties communes	20%
3.4 Les équipements techniques collectifs	20%
3.5 Les logements	20%
4. FONCTIONNEMENT RESIDENTIEL	30%
4.1 Conditions de gestion	25%
4.2 Faits de délinquance	25%
4.3 Problèmes de voisinage	25%
4.4 Actes de vandalismes	25%

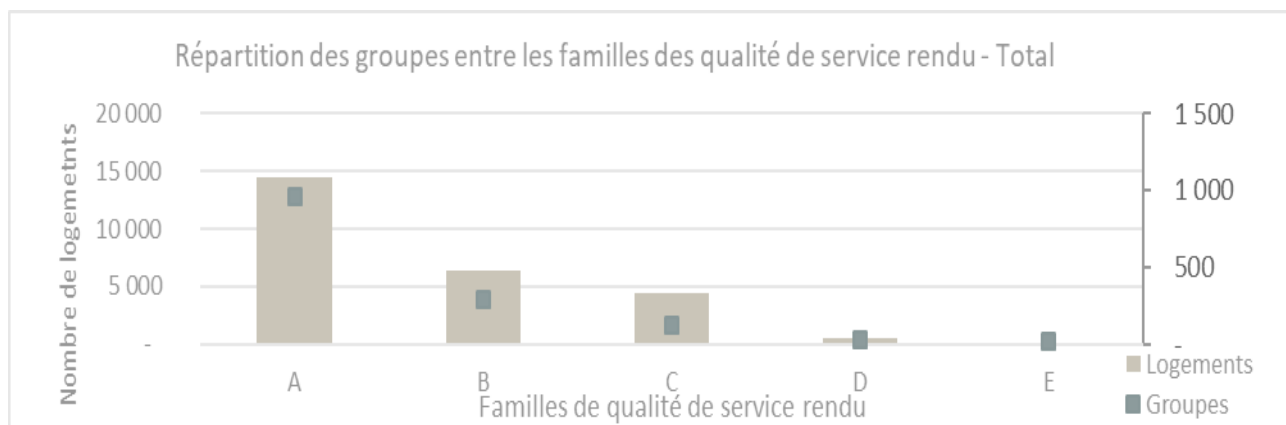
La moyenne arithmétique des critères pour chaque résidence est comprise entre 0 et 4 et permet des tris et des classements, selon les catégories suivantes :

- Famille A : Qualité de service rendu très bonne pour une note comprise entre 3 et 4
- Famille B : Qualité de service rendu bonne pour une note comprise entre 2,6 et 3
- Famille C : Qualité de service rendu moyenne pour une note comprise entre 2 et 2,6
- Famille D : Qualité de service rendu faible pour une note comprise entre 1,6 et 2
- Famille E : Qualité de service rendu très faible pour une note comprise entre 0 et 1,6

Il résulte de ce classement la répartition suivante à l'échelle du parc de PROMOLOGIS :

Total				
Famille	Nombre de logements	Nombre de groupes	% Logements	% Groupes
A	14 488	961	56%	68%
B	6 391	290	25%	21%
C	4 347	119	17%	8%
D	557	23	2%	2%
E	89	11	0%	1%
	25 872	1 404	100%	100%

Sur les 25 872 logements analysés, **81 % présentent une qualité de service bonne ou très bonne**. En particulier, PROMOLOGIS propose des produits en très bon état (moyenne pondérée : 3,14/4) et un très bon fonctionnement résidentiel (3,15/4). Les moyennes pondérées des critères « conception du produit » et « qualité urbaine » sont également bonnes, puisqu'elles oscillent entre 2,86 et 2,89/4.



Il convient enfin de noter que la note d'attractivité moyenne du parc de PROMOLOGIS est de 3,01, ce qui atteste d'une bonne qualité de service.

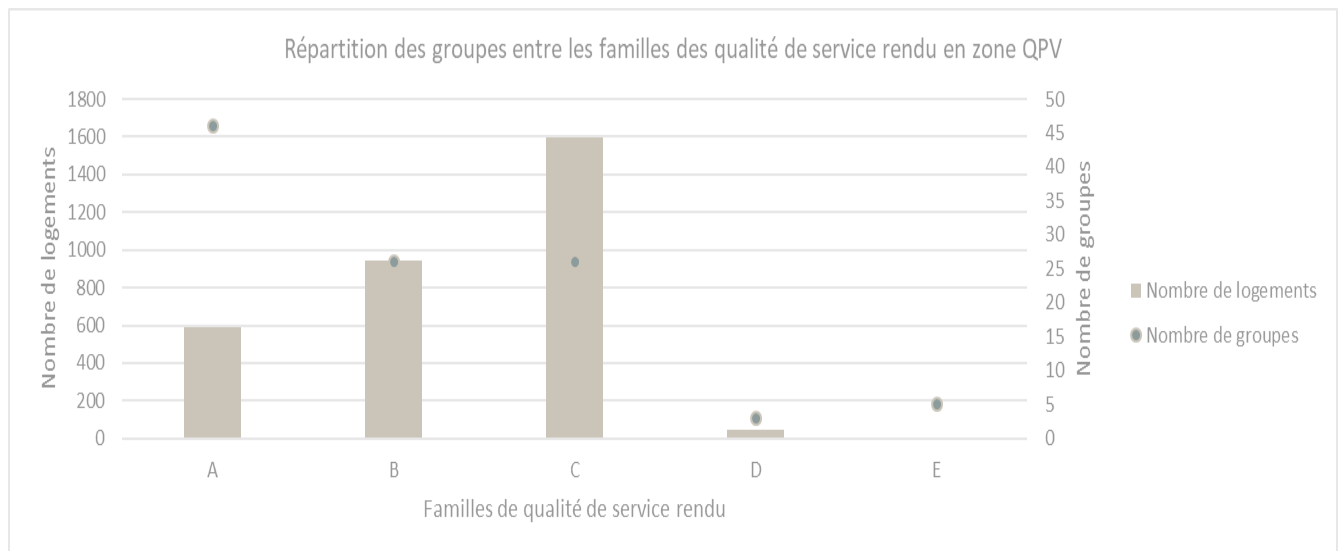
Croisement QPV/Hors QPV

Il est par ailleurs intéressant d'analyser cette qualité de service rendu au regard de la situation (QPV/hors QPV) des ensembles immobiliers.

En QPV :

Famille	Nombre de logements	Nombre de groupes	% Logements	% Groupes
A	590	46	19%	43%
B	942	26	30%	25%
C	1593	26	50%	25%
D	44	3	1%	3%
E	7	5	0%	5%
	3176	106	100%	100%

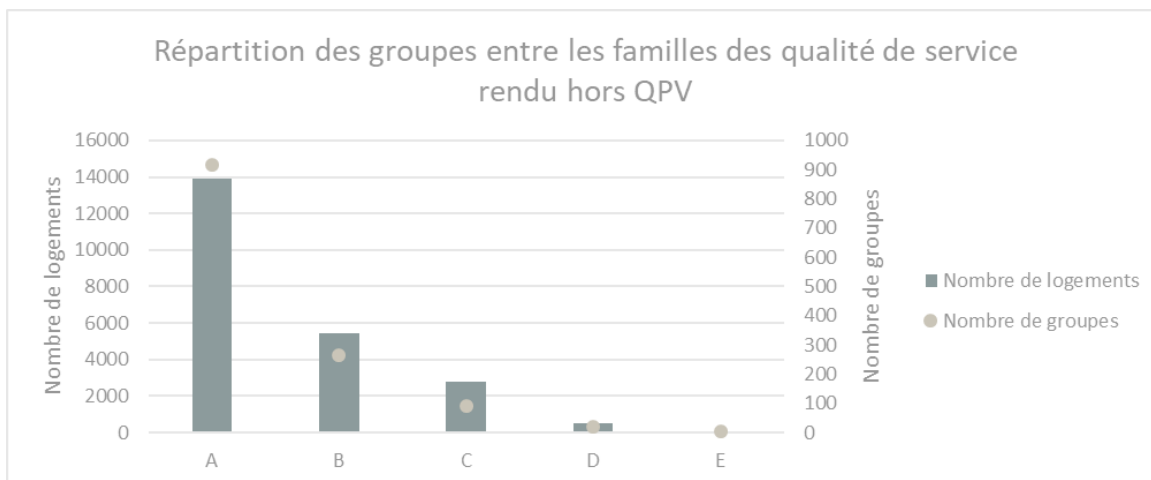
En zone QPV, on observe que le parc est essentiellement classé en famille C, qualité de service moyenne (50 % des logements). La qualité de service est faible, voire très faible, pour 1 % des logements.



Hors QPV :

Famille	Nombre de logements	Nombre de groupes	% Logements	% Groupes
A	13898	915	61%	70%
B	5449	264	24%	20%
C	2754	93	12%	7%
D	513	20	2%	2%
E	82	6	0%	0%
	22 696	1 298	100%	100%

En revanche, hors QPV, on observe que le parc est essentiellement classé en famille A (61 %) et très peu en familles D-E (qualité de service rendu faible voire très faible : 2 %) et se caractérise donc par une très bonne qualité de service.

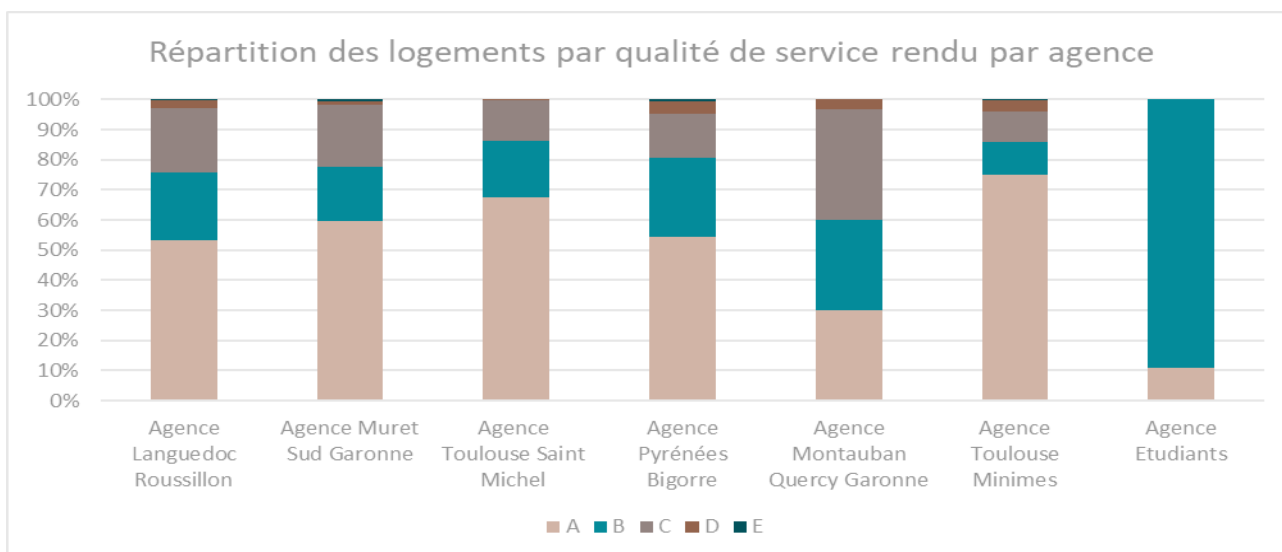


L'analyse met en lumière une qualité de service rendu globalement meilleure pour les logements situés hors QPV (au nombre de 22 698). En particulier, **61 % du patrimoine hors QPV présente une très bonne qualité de service rendu contre 19 % en QPV. La part du patrimoine dont la qualité de service rendu est moyenne correspond à 50 % du patrimoine en QPV et seulement 12 % hors QPV.**

Croisement Agences

L'ensemble des logements se répartit sur sept agences :

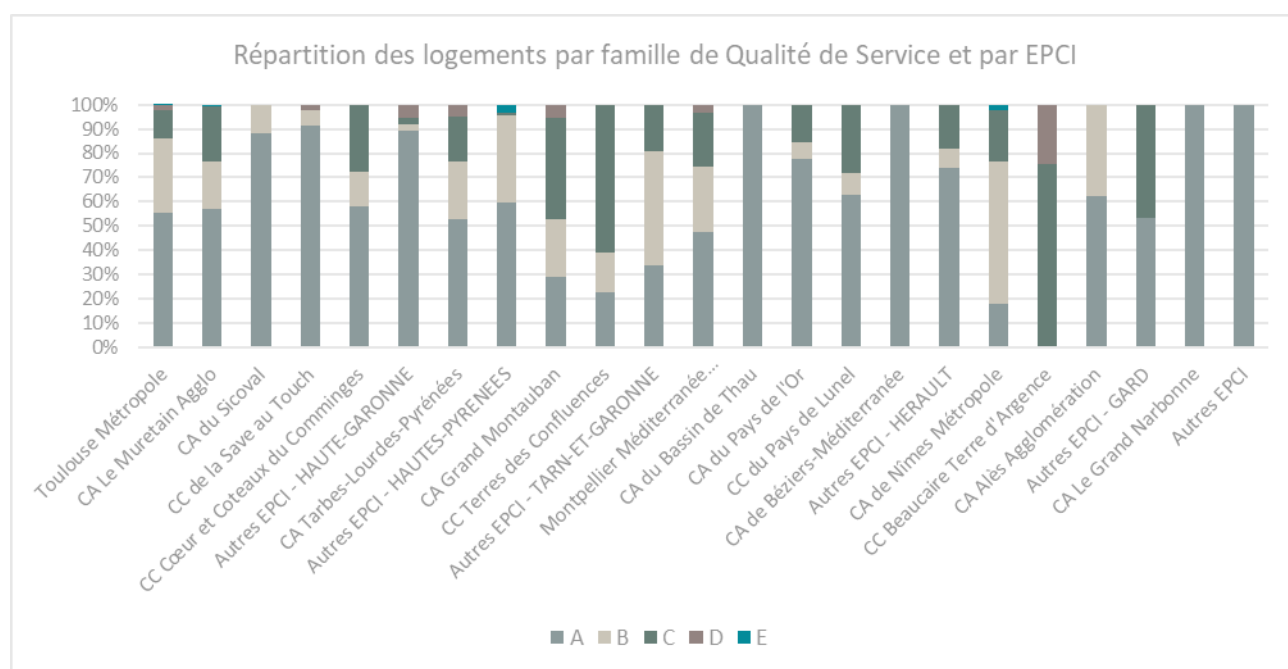
- Agence Etudiants
- Agence Languedoc Roussillon
- Agence Montauban Quercy Garonne
- Agence Muret Sud Garonne
- Agence Pyrénées Bigorre
- Agence Toulouse Minimes
- Agence Toulouse Saint Michel



Il est intéressant de noter que ces agences recouvrent des réalités différentes en matière de qualité de service :

- Les agences de Toulouse ainsi que l'agence Muret Sud Garonne gèrent un patrimoine dont la qualité de service rendu est meilleure que la moyenne, avec une proportion de logements en famille A supérieure à 60 %.
- L'agence Etudiants gère un patrimoine dont la qualité de service rendu est moindre que la moyenne, mais globalement bonne, puisque 89 % du patrimoine est en famille B.
- L'agence Montauban Quercy Garonne présente le profil le plus faible des agences, en termes de qualité de service avec seulement 30 % du patrimoine présentant une très bonne qualité de service (famille A).
- Les agences du Languedoc Roussillon et Pyrénées Bigorre ont un profil similaire au profil moyen.

Croisement par ECPI



- Le détail du classement par EPCI est le suivant (en nombre de logements) :

	Toulouse Métropole		CA Le Muretain Agglo		CA du Sicoval		CC de la Save au Touch	
A	5250	56%	2504	57%	727	88%	656	92%
B	2899	31%	852	19%	99	12%	42	6%
C	1106	12%	984	22%	0	0%	0	0%
D	184	2%	0	0%	0	0%	18	3%
E	11	0%	38	1%	0	0%	0	0%
Total	9 450	100%	4 378	100%	826	100%	716	100%

Les EPCI de Toulouse Métropole et CA Le Muretain Agglo présentent des profils proches de la moyenne de PROMOLOGIS, ce qui s'explique notamment par le poids de leur patrimoine sur le patrimoine global : à eux deux, ces EPCI représentent plus de la moitié du patrimoine PROMOLOGIS. **5 250 logements situés sur l'EPCI Toulouse Métropole et 2 504 logements sur la CA Le Muretain Agglo présentent une très bonne qualité de service.**

Les patrimoines situés sur la CA du Sicoval et la CC de la Save au Touch présentent une meilleure qualité de service rendu que la moyenne : on observe notamment que le patrimoine situé sur la **CA du Sicoval présente une très bonne qualité de service pour 88 % de son patrimoine, tandis que ce taux est de 92 % du patrimoine pour la CC de la Save au Touch.**

	CC Cœur et Coteaux du Comminges		Autres EPCI du département HAUTE-GARONNE		CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées		Autres EPCI du département HAUTES-PYRENEES		CA Grand Montauban	
A	177	58%	766	89%	1511	53%	501	60%	486	29%
B	44	14%	24	3%	679	24%	301	36%	405	24%
C	85	28%	20	2%	530	19%	7	1%	703	42%
D	0	0%	48	6%	144	5%	0	0%	92	5%
E	0	0%	0	0%	0	0%	30	4%	0	0%
Total	306	100%	858	100%	2 864	100%	839	100%	1686	100%

Le patrimoine situé sur la CC Cœur et Coteaux du Comminges se caractérise par une **qualité de service inférieure à la moyenne**, avec une plus forte proportion de patrimoine à la qualité de service moyenne (28 % du patrimoine en famille C contre un taux PROMOLOGIS à 17 %).

Les autres EPCI de Haute-Garonne présentent une qualité de service supérieure à la moyenne PROMOLOGIS. A l'inverse, le profil du patrimoine des EPCI des Hautes-Pyrénées (y compris la CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées) est similaire à cette moyenne. Enfin, **la CA du Grand Montauban est l'EPCI se caractérise par une qualité de service rendu globalement plus faible que la moyenne PROMOLOGIS** (seulement 29 % du patrimoine en famille A).

	CC Terres des Confluences		Autres EPCI du département TARN-ET-GARONNE		Montpellier Méditerranée Métropole		CA du Bassin de Thau		CA du Pays de l'Or	
A	48	23%	258	34%	593	48%	65	100%	76	78%
B	34	16%	355	47%	335	27%	0	0%	7	7%
C	129	61%	146	19%	276	22%	0	0%	15	15%
D	0	0%	0	0%	43	3%	0	0%	0	0%
E	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
Total	211	100%	759	100%	1247	100%	65	100%	98	100%

La CC Terres des Confluences et, dans une moindre mesure, les autres EPCI du Tarn-et-Garonne présentent une **très faible proportion de patrimoine dotés d'une très bonne qualité** de service rendu, comparé au reste du patrimoine PROMOLOGIS.

L'EPCI Montpellier Méditerranée Métropole a lui un profil similaire, malgré une **qualité de service rendu légèrement inférieure, au profil global PROMOLOGIS**.

Le patrimoine des CA du Bassin de Thau et du Pays de l'Or est peu important (moins de 100 logements chacun) mais présente une **excellente qualité de service rendu**.

	CC du Pays de Lunel		CA de Béziers-Méditerranée		Autres EPCI du département HERAULT		CA de Nîmes Métropole	
A	42	63%	166	100%	264	74%	78	18%
B	6	9%	0	0%	28	8%	257	59%
C	19	28%	0	0%	65	18%	90	21%
D	0	0%	0	0%	0	0%	1	0%
E	0	0%	0	0%	0	0%	10	2%
Total	67	100%	166	100%	357	100%	436	100%

De même, le reste du patrimoine de l'Hérault (CC du Pays de Lunel et CA de Béziers-Méditerranée compris) se caractérise par **une très bonne qualité de service**, mais représente une faible part du patrimoine PROMOLOGIS.

Le patrimoine de la CA de Nîmes Métropole, à l'inverse, est d'une **qualité de service bonne**, mais non très bonne, avec seulement 18 % du patrimoine en famille A.

	CC Beaucaire Terre d'Argence		CA Alès Agglomération		Autres EPCI du GARD		CA Le Grand Narbonne		Autres EPCI	
A	0	0%	40	63%	101	53%	132	100%	49	100%
B	0	0%	24	38%	0	0%	0	0%	0	0%
C	83	75%	0	0%	89	47%	0	0%	0	0%
D	27	25%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
E	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
Total	110	100%	64	100%	190	100%	132	100%	49	100%

La CC Beaucaire Terre d'Argence présente un **patrimoine bien moins attractif que la moyenne** PROMOLOGIS, avec 75 % du parc en famille C.

Les autres EPCI du Gard, CA Alès Agglomération compris, ont **un profil sensiblement identique à celui de PROMOLOGIS**.

Enfin, la CA Le Grand Narbonne et les autres EPCI sur lesquels est implanté PROMOLOGIS représentent une très faible part du patrimoine de PROMOLOGIS, mais se caractérisent par un **patrimoine de qualité** puisque 100 % du parc est en famille A.

TITRE 5 : Etat des lieux, orientations stratégiques et programme d'action de PROMOLOGIS

5.1 Politique patrimoniale

5.1.1 Politique patrimoniale et d'investissement

A. Etat des lieux

Les **lignes directrices** de la politique patrimoniale s'agissant du **parc existant s'appuient sur deux documents structurants qui déclinent les orientations stratégiques décidées par le CA** :

- **Le Plan Stratégique de Patrimoine (PSP)**

Annexé à la CUS, le PSP constitue la base de gestion du patrimoine de PROMOLOGIS et définit les principaux **engagements de la société en matière de réhabilitation, de renouvellement, de vente, de gestion sociale et technique du parc** pour la période, intégrant **un prévisionnel de démolition** de résidences frappées d'obsolescence avec ou sans reconstitution d'une offre sur site.

- **Le plan de vente de patrimoine**

La politique patrimoniale prend en compte **un prévisionnel de ventes de logements locatifs** avec un objectif de ventes représentant 1% du parc total. En application des nouvelles dispositions introduites par la loi Elan, PROMOLOGIS a intégré dans sa CUS un **plan de mise en vente** intégrant la liste des logements par commune et par EPCI que l'organisme prévoit d'aliéner sur la durée de la convention.

PROMOLOGIS a actualisé début 2019 un PSP portant sur la période 2019 - 2028. Ce travail a notamment permis de dresser un diagnostic du parc existant à travers deux axes d'analyse : **qualité urbaine** et **conception du produit**.

Le croisement de ces deux axes permet ainsi de faire ressortir **une segmentation du parc de PROMOLOGIS en familles** afin de synthétiser les enjeux patrimoniaux.

Après analyse à partir du PSP représentant **25 872 logements**, 75% du parc appartient à la famille « Bon produit – bien situé, 13% sont catégorisés en Produit fragile – bien situé, alors que 7% et 5% appartiennent respectivement aux catégories Bon produit – Mal situé et Produit fragile – Mal situé.

Famille de patrimoine	Nbre résidences	Nbre logements	% logements
Bon produit-Bien situé	992	19 376	74,9%
Bon produit-Mal situé	98	1 860	7,2%
Produit fragile-Bien situé	224	3 308	12,8%
Produit fragile-Mal situé	90	1 328	5,1%
	1 404	25 872	100 %

Au regard de ce diagnostic et des contextes locaux, PROMOLOGIS mène une politique constante d'entretien et d'amélioration de son patrimoine pour en assurer la pérennité, l'attractivité et garantir le bon niveau de service aux locataires.

La synthèse financière des travaux sur 10 ans est la suivante :

Thème	Synthèse financière travaux à 5 ans (2019-2023)		Synthèse financière travaux à 5 ans (2024-2028)	
	Coût total en K€	Moyenne/an en K€	Coût total en K€	Moyenne/an en K€
Améliorations	38 781	7 756	33 050	6 610
Opérations de désamiantage	2 300	460	2 500	500
Traitement du plomb	-	-	-	-
Label Habitat Senior	750	150	-	-
Adaptation locaux	200	100/an sur 2 ans	-	-
Gros entretien associé	10 300	2 060	10 457	2 091
Réhabilitation énergétique	39 509	7 902	42 400	8 480
Travaux Démolition	-	-	397	198/an sur 2 ans
Total	91 840 K€	18 428 K€	88 804 K€	17 879 K€

PROMOLOGIS prévoit des travaux d'entretien et d'amélioration de l'ordre de 181 M€ sur la période 2019-2028, dont 85 % sont des travaux d'amélioration (72 M€) et de réhabilitation énergétique (82 M€), le reste étant ventilé sur du gros entretien et divers travaux règlementaires.

B. Orientations stratégiques et plan d'actions

Dans le cadre de son PSP, PROMOLOGIS a défini des orientations stratégiques à donner à son patrimoine et a identifié **les actions à mener**. PROMOLOGIS a notamment réaffirmé sa volonté de poursuivre **une politique d'investissement et d'entretien ambitieuse**, à la hauteur des besoins de l'Occitanie, des attentes des habitants sur ce territoire et des orientations affirmées par le groupe Action Logement.

L'organisme s'est ainsi fixé des objectifs élevés pour **contribuer au développement d'une offre nouvelle et améliorer les caractéristiques de l'offre existante tant sur le plan du confort de vie que sur l'économie énergétique apporté à ses locataires**.

Ces objectifs sont chiffrés au travers d'un Plan Moyen Terme sur 10 ans ré examiné annuellement en fonction de l'évolution des données de contexte et sous réserve des capacités d'investissement et d'autofinancement dont dispose PROMOLOGIS.

Les transformations en cours du modèle économique du logement social seront à cet égard déterminantes pour le respect des objectifs affichés et des engagements pris.

5.1.2 Politique de développement

A. Etat des lieux

Conscient du besoin de logements abordables en Occitanie, PROMOLOGIS s'est attaché à livrer près de 6000 **logements locatifs sociaux** pour la période 2014 – 2018, soit plus de 1100 logements par an en construction neuve (cf. tableaux ci-dessous).

A cela s'ajoutent les **logements en accession sociale à la propriété** (PSLA ou assimilé).

L'essentiel de l'**offre nouvelle** se concentre dans les **secteurs géographiques où le marché est tendu**, notamment sur **les aires métropolitaines de Toulouse et Montpellier**, et les **communes** concernées par l'**article 55 SRU**.

L'offre nouvelle prend en compte également la **reconstitution d'une offre existante mais obsolète à démolir** (hors dispositif ANRU) : PROMOLOGIS réalise ainsi **en territoires détendus des démolitions-reconstructions**, notamment sur les communes de **Tarbes** et **Montauban**.

Elle intègre également les projets ANRU situés sur la commune de **Muret** et celle de **Blagnac**, totalisant 416 logements à démolir ou à réhabiliter et 671 logements à construire.

A travers une production « diversifiée », l'organisme souhaite ainsi développer une offre locative pour tous :

- Une offre très sociale et adaptée aux personnes en grande fragilité (PLAI diffus ou structure) ;
- Une offre très sociale à destination des ménages les plus modestes (PLAI), et une offre locative sociale (PLUS) ;
- Une offre pour les CSP intermédiaires (PLS) à destination, notamment, des salariés ne pouvant pas se loger dans le secteur concurrentiel.

PROMOLOGIS continue par ailleurs de promouvoir **une offre locative nouvelle par acquisition-amélioration d'habitat existant** en secteur urbain. Cet habitat diffus bénéficie d'un positionnement géographique de qualité, à proximité d'équipements structurants, de services de proximité. Il sera notamment dédié aux ménages en situation de fragilité économique, sociale, psychologique, pour faciliter les actions d'insertion.

La production neuve prend systématiquement en compte les réalités des **besoins des territoires**, des ménages et les évolutions des modes de vie pour proposer des solutions adaptées.

L'intégration dans le site est une constante, avec une diversité de formes urbaines, de typologie, etc. en lien avec les équipements et services de proximité structurants, ainsi que les schémas de transports dans une logique globale de développement durable et de respect des objectifs du Grenelle de l'Environnement.

Il est rappelé enfin que PROMOLOGIS a finalisé **une démarche de certification « NF Habitat et NF Habitat HQE » (CERQUAL)** pour son activité de construction.

B. Orientations stratégiques

Les orientations stratégiques de PROMOLOGIS sont multiples en matière de développement :

1) Maintenir un niveau élevé de production de logements locatifs sociaux en agissant sur 4 leviers :

- Améliorer l'accès aux fonciers pour favoriser la maîtrise d'ouvrage directe ;
- Renforcer le métier d'aménageur foncier pour des programmes favorisant la mixité urbaine sociale et fonctionnelle ;
- Développer les partenariats avec les promoteurs privés (VEFA / co-promotion / ULS) et aménageurs privés ou publics ;
- Poursuivre les acquisitions dans l'ancien en bloc et en diffus.

2) Poursuivre le développement d'une offre diversifiée de logements à la location, avec des produits et financements divers :

- Offre très sociale logement / hébergement exploités directement ou en partenariat avec des acteurs sociaux (PLAI-Ressources et intégration, PLAI Structure type Maisons Relais ;
- Offre locative sociale (PLUS) ;
- Offre pour CSP intermédiaires (PLS).

Cette offre sera particulièrement orientée vers les salariés d'entreprise pour soutenir l'accès à l'emploi et la mobilité professionnelle.

3) Favoriser des approches constructives économiquement performantes.

4) Cibler des performances environnementales ambitieuses dans le neuf : labellisation de programmes de plus de 20 logements en MOD en NF Habitat HQE, atteinte de performances thermiques supérieures de 10% à la réglementation en vigueur – soit 10% de déperditions en moins que la RT 2012...

5) S'agissant des territoires d'intervention, PROMOLOGIS priorise le développement dans les espaces métropolitains de l'Occitanie et sur des communes déficitaires SRU disposant de bassins économiques dynamiques.

C. Plan d'action

Le plan d'action de développement est décliné par engagement opérationnel :

1) Maintenir un niveau élevé de production de logements locatifs sociaux :

PROMOLOGIS prévoit 7700 mises en chantier de logements locatifs sociaux sur 6 ans (2019-2024) et prévoit également de nouer des partenariats avec des SEM d'agglomération (exemple : OPPIDEA) et d'autres aménageurs (promoteurs) via des conventions.

La production de logements neufs locatifs est une activité structurellement consommatrice de fonds propres. Le contexte actuel, témoin de la transformation du modèle économique du logement social avec l'entrée en vigueur de la RLS, amplifiée par la poursuite de la raréfaction des aides à la pierre et de la hausse des coûts travaux, implique une nécessaire diversification des ressources. C'est pourquoi, les ambitions de production de Promologis sont corrélées à la réalisation effective des objectifs de la vente HLM, source de renouvellement des fonds propres.

2) Développer une offre locative pour tous, avec des produits et financements diversifiés :

La société prévoit une offre diversifiée dans les proportions suivantes :

- Offre très sociale logement / hébergement (PLAI-Ressources et intégration - PLAI Structure) : 30-35% ;
- Offre locative sociale (PLUS) : 50-55% ;
- Offre pour CSP intermédiaires (PLS) : 10-15%.

3) Favoriser des approches constructives économiquement performantes.

PROMOLOGIS, tout en continuant à privilégier les appels d'offres en corps d'état séparés, qui demeure à ce jour les plus économiques, souhaite développer d'autres modes de dévolution des marchés.

A ce titre, une partie de la production en logements individuels, située en zone détendue et souffrant d'un manque d'attractivité pour les entreprises, fera l'objet d'un appel d'offres en conception-réalisation afin de sécuriser la réalisation et le prix de revient des opérations.

Tout en conservant un socle commun de qualité et de pérennité des ouvrages (cf. certification et niveau de performance thermique, point 4), une réflexion sur la segmentation des produits est également en cours, afin d'associer niveau de prestations et prix de sortie (loyers et vente).

4) Cibler des performances environnementales ambitieuses dans le neuf via les certifications suivantes :

- NF HABITAT HQE (CERQUAL) : 800 logements par an pour les opérations en MOD de plus de 20 logements, et pour les opérations en VEFA (sous réserve de l'accord du promoteur)
- NF HABITAT (CERQUAL) : 630 logements par an en neuf (Locatif VEFA, accession pour les opérations de plus de 20 logements)

D. Engagements

Voir Indicateurs PP-1 en pages 73 à 86

5.1.3 Plan de vente aux occupants : donner l'opportunité à nos locataires de devenir propriétaire

PROMOLOGIS pratique la vente HLM depuis le milieu des années 90 et a déjà vendu de nombreux logements, prioritairement aux locataires occupants.

Construite avec les élus sur les territoires, en cohérence avec les politiques publiques, l'offre de logements à vendre est concertée avec chaque collectivité, au bénéfice des besoins en développement et/ou en entretien de leur habitat et de leurs habitants.

Cette conviction que les locataires du logement social ou les foyers éligibles au logement social, doivent pouvoir devenir, s'ils le souhaitent, propriétaires de leur logement (résidence principale), est partagée avec Action Logement, lequel agit à nos côtés au bénéfice des **parcours résidentiels ascendants**.

Ainsi les locataires occupant disposent, par essence, d'une liberté de choix et du droit au maintien dans les lieux. En leur offrant la possibilité de se porter acquéreur de leur logement **dans des conditions financières attractives et en sécurisant leur achat** via diverses garanties, Promologis se veut facilitateur de leur parcours.

Enfin, afin de promouvoir auprès des acquéreurs la continuité du service rendu et prévenir la dégradation des copropriétés, la **Société Coopérative Promo Pyrène**, filiale de PROMOLOGIS, **assure une gestion sociale et solidaire des copropriétés** issues des ventes HLM au bénéfice de :

- La sécurisation du bâti
- La maîtrise des charges de copropriété

A. Etat des lieux

A PROMOLOGIS l'activité de vente HLM, dont le rythme s'élève à **388 logements vendus en Occitanie depuis 2015** est assurée par un **service dédié** qui accompagne les accédants de manière personnalisée.

	2015	2016	2017	2018	Moyenne 4 ans
Nombre de logements vendus	111	90	93	94	97

La politique actuelle de PROMOLOGIS consiste à **vendre des logements en bon état d'entretien** ne nécessitant pas d'investissement important à court et moyen-terme.

En complément, les acheteurs bénéficient d'**une garantie de rachat et de relogement**. Cette politique permet aux locataires qui ne peuvent accéder à la propriété dans des conditions financières classiques de bénéficier d'un accompagnement à long terme de PROMOLOGIS, et de maîtriser les risques de leurs engagements financiers.

Les **ressources nouvelles** issues de la vente sont discutées avec les collectivités locales et sont notamment **destinées au renouvellement du parc locatif** : 1 logement vendu permet globalement de réinvestir dans la construction de 2 à 3 nouveaux logements en termes de fonds propres affectés en fonction du contexte économique et financier du réemploi.

B. Orientations stratégiques et plan d'actions

PROMOLOGIS va poursuivre et intensifier sa politique actuelle de vente HLM. Les logements proposés à la vente font l'objet au préalable d'**un plan de travaux** pour garantir à long terme la qualité du patrimoine et sécuriser financièrement les acquéreurs.

En 2019, l'objectif est de vendre environ 240 logements et au-delà pour **atteindre les objectifs de cession de 1% du parc par an fixés par Action Logement**. PROMOLOGIS prévoit la programmation de cessions suivante :

Cessions	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Nb de logts	240	249	257	267	277	286

PROMOLOGIS envisage de **faire des logements PLS un vivier de ventes HLM futures** en contactant annuellement les locataires PLS ou en SLS, et en réservant une part de la programmation annuelle de l'offre nouvelle aux logements PLS.

Cette **politique de vente** s'inscrit dans le **parcours résidentiel** que PROMOLOGIS souhaite continuer à prôner pour ses locataires qui ne peuvent accéder à la propriété dans des conditions financières classiques. Cela permet à ces familles de s'installer durablement dans le quartier qu'ils ont choisi, proche de tous les services de proximité.

L'activité de vente HLM permet également à PROMOLOGIS de **dégager des marges de manœuvre financières** qui peuvent être **réinvesties dans l'amélioration de l'offre** existante (maintenance, investissement) ou dans le développement de l'offre nouvelle.

C. Engagements

Voir Indicateurs PP-4 et PP-4-compl en pages 94 à 103

5.1.4 Démolitions

A. Etat des lieux

PROMOLOGIS a mené plusieurs projets dans le cadre des dispositifs publics de renouvellement urbain, avec notamment **le renouvellement urbain des quartiers Est de Montauban**. Au total sur ce projet, PROMOLOGIS aura démoli 365 logements et reconstitué sur site un habitat aux formes architecturales et urbaines offrant une excellente qualité de vie à l'échelle du quartier et apte à favoriser une réelle mixité sociale. Cette offre nouvelle aura largement contribué à la transformation positive de ce quartier.

En QPV, PROMOLOGIS contribue à la mise en œuvre des contrats de villes s'agissant des résidences situées dans les quartiers prioritaires, en intervenant sur le volet urbain et patrimonial, notamment à travers de la démolition-reconstruction. Ces démolitions s'inscrivent dans le cadre du **renouvellement patrimonial** opéré par PROMOLOGIS. Le parc concerné, considéré comme obsolète ne peut pas être réhabilité dans des conditions normales, y compris en y consacrant une enveloppe financière très importante. Il fait donc l'objet de démolitions et de reconstruction totale ou partielle permettant la requalification d'un tissu urbain qui souffre de cette obsolescence, dans une action concertée avec la commune. C'est dans ce cadre que sont actuellement conduit **les programmes de rénovation urbaine de Muret et Blagnac**.

Hors QPV, PROMOLOGIS a également recours à des **démolitions de programmes immobiliers obsolètes afin de produire une offre nouvelle de logements neufs adaptée à la demande contemporaine**. Ce fut le cas du 66 chemin du château de l'Hers à Toulouse ou du quartier Saint-Exupéry (145 logements) et plus récemment du Square Maïmat à Muret (172 logements).

B. Orientations stratégiques et plan d'actions

PROMOLOGIS envisage de poursuivre la politique menée actuellement en matière de démolitions. La stratégie de l'organisme consiste ainsi à **démolir le patrimoine considéré comme obsolète ne pouvant pas être réhabilité dans des conditions normales**, dans le cadre d'opérations de démolition-reconstruction.

PROMOLOGIS a pour le moment identifié plus de 650 logements à démolir sur les cinq prochaines années environ avec un pic d'activité en 2018. 181 démolitions sont en effet prévues cette année-là, puis une diminution devrait être observée au vu du tableau prévisionnel de démolitions établi ci-dessous :

Démolitions	2018	2019	2020
Nombre de logements	181	139	86

5.1.5 Réhabilitations

A. Etat des lieux

PROMOLOGIS a adopté une politique relativement ambitieuse de réhabilitation sur les dernières années et accentuée sous l'effet du PHBB 1.0 visant à :

- Améliorer le confort et la qualité de vie des locataires ;

- Réduire les coûts de maintenance ;
- Améliorer les performances énergétiques et environnementales.

Il convient de noter qu'entre 2014 et 2018, 148 opérations de réhabilitation énergétique et 174 opérations d'amélioration ont été lancées, représentant respectivement 1915 et 13090 logements.

B. Orientations stratégiques et plan d'actions

L'organisme prévoit de poursuivre sa lancée sur sa politique ambitieuse en matière de réhabilitations énergétiques et confirme sa volonté d'œuvrer pour le confort de vie de ses locataires au travers de réhabilitations « classiques ».

S'agissant de l'énergétique, PROMOLOGIS s'inscrit dans la volonté du respect de la feuille de route Action Logement :

- Suppression des étiquettes F et G d'ici 2022
- Suppression des étiquettes E d'ici 2027

S'agissant des **réhabilitations dites « classiques »**, des comités techniques sont mis en place autour du plan **de travaux annuel** permettant de prendre en compte les obligations réglementaires, la vétusté des équipements mais aussi les besoins en agence permettant de créer une interaction avec les budgets de maintenance.

A noter qu'il en va de même sur les actions à engager sur les opérations concernées par les futurs plans de vente HLM.

S'agissant des orientations techniques prises, elles peuvent être déclinées selon 3 critères :

- L'abaissement du cout de maintenance (pérennisation, durabilité des matériaux)
- L'abaissement ou la stabilisation des charges locatives (exemple de l'énergétique)
- L'amélioration de la sécurité résidentielle (exemple du plan vidéo protection ou d'intervention structurelle comme l'abaissement des surfaces dans les halls).

Il est à souligner également que Promologis a effectué en 2018, sur un échantillon de quelques logements, une évaluation chiffrée de l'impact financier auprès de ses locataires des économies d'énergie générés par les travaux de rénovation thermique.

Cette étude est basée sur la relève réelle des consommations facturées au locataire sur une période similaire avant et après travaux.

Si l'économie s'affiche par le différentiel de charges avant – après, l'étude, à la demande du bailleur, permet également d'afficher les dépenses réelles que les locataires auraient eu à supporter si les travaux énergétiques n'avaient pas été réalisés.

Cette pratique est appelée à se renouveler pour mesurer les économies et l'augmentation de pouvoir d'achat au profit des locataires.

C. Engagements

Voir Indicateurs PP-2, PP-2-compl et PP3 en pages 87 à 93

5.2 Qualité de service rendu aux locataires

5.2.1 Satisfaction des locataires

A. Etat des lieux

La qualité de service est un enjeu majeur pour Promologis depuis de nombreuses années. Certifiée Qualibail© depuis 2010, Promologis a acquis une expérience reconnue en matière de réactivité et de résolution des irritants clients.

De par sa structure organisationnelle et l'implantation des agences sur l'ensemble de son territoire, PROMOLOGIS a développé pour ses locataires des services de proximité ciblés.

La politique qualité de Promologis a pour schéma directeur le parcours de vie de ses clients. La stratégie déployée est de répondre aux attentes et besoins de ses locataires à chaque étape cruciale de ce parcours.

▪ Des Processus Qualité contrôlés

Trimestriellement, PROMOLOGIS contrôle en agence :

○ **Les Engagements de Services Techniques :**

Etat des lieux d'entrée et de sortie, suivi & traitement des sollicitations et réclamations, travaux de réhabilitation, astreinte technique, propreté et respect des RDV

○ **Les Engagements de services Commerciaux et d'accueil Client :**

Dossier de candidature et informations auprès du client, dossier locataire, demande de logement, demande APL, demande de mutation

○ **Les Engagement de services pour les seniors (label HSS)**

▪ La satisfaction client évaluée,

Dans le cadre des engagements Qualibail©, les locataires sont enquêtés, au fil de l'eau, par courrier, par mail ou téléphone sur les items suivant:

- Les appels de bienvenue, l'enquête d'entrée et sortie du logement
- La qualité des prestations multiservices et hors multiservices
- Les travaux de Réhabilitation
- Les engagements HSS
- La propreté des parties communes et des logements

▪ Une évaluation au niveau national : l'enquête triennale.

Tous les 3 ans PROMOLOGIS participe à l'enquête triennale. Les résultats de 2016 ont indiqué une légère baisse de satisfaction par rapport à la dernière enquête triennale de 2013 (81% en 2016 vs 86% en 2013) mais reste en ligne avec les résultats des bailleurs de plus de 9000 logements sur le même territoire (82%).

Les points forts identifiés concernent les conditions d'entrée dans les lieux (86%), le logement en général (84%), l'évaluation générale du bailleur (81%) et l'accueil lors des contacts (80%). Les points à améliorer sont relatifs à la propreté des parties communes et espaces extérieurs (respectivement 55% et 61% de satisfaction), l'intervention dans les parties communes (63%) et le traitement des réclamations techniques (67%).

Le périmètre de l'enquête triennale de 2016 est un panel de locataires représentatifs en termes de QPV, ZRR, Type et Zone d'habitation, et a pour objectif d'évaluer le niveau de perception des habitants en matière de service rendu sur les 6 domaines suivants :

- La propreté des parties communes et des abords
- La maintenance et le fonctionnement des équipements

- La qualité de l'accueil et le traitement des réclamations
- La communication avec les habitants
- La qualité du cadre de vie
- Les conditions d'entrée dans les lieux

▪ **Le déploiement de nouveaux services**

Afin d'être au plus proches des attentes de ses locataires, PROMOLOGIS a mis en œuvre de nouvelles actions vers ses clients

✓ **Développer l'autonomie Client & Donner accès à l'information**

- **MonPROMOLOGIS.fr** est un service accessible sur le WEB ou en **application mobile** afin de permettre au locataire d'effectuer des démarches 24h/24 et 7jours/7 :
 - Mise à jour de l'assurance Habitation
 - Mise à jour des coordonnées téléphone et mail
 - Mise à jour de la situation professionnelle
 - Ajout ou modification d'un occupant
 - Paiement en ligne par CB
 - Consultation du relevé de compte
 - Téléchargement des quittances
 - Signalement d'une panne et Consultation du suivi de son traitement
 - Demander un RDV physique ou téléphonique
- o La page officielle **Facebook PROMOLOGIS** offre un nouveau canal de communication avec nos locataires qui répond mieux à leurs usages et mode de vie.
- o Des **actions de fidélisation** vers le client se sont concrétisées par des campagnes d'appels sortants, tels que :
 - Plan d'information canicule,
 - Informations pour prévenir des situations d'impayés
 - Relance pour éviter l'application du SLS forfait
 - Des appels de bienvenue pour les nouveaux habitants

✓ **Développer le lien social et le Bien-vivre**

- Un **partenariat avec l'ADIE** en faveur de l'emploi de nos locataires a été déployé. Promologis a organisé des rencontres individuelles dans les locaux PROMOLOGIS entre des conseillers ADIE et des locataires afin d'étudier leur besoin de financement pour créer leur entreprise
- Le Renforcement et/ou déploiement **d'actions de proximité** afin d'améliorer le bien vivre ensemble :
 - o Des jardins partagés
 - o Du marketing olfactif dans les parties communes
 - o Des petits déjeuners d'accueil
 - o Le tremplin Music'AL organisé par Action Logement...
- Mise en œuvre **d'un contrat multiservices** et **d'un contrat nettoyage multi sites** ayant vocation à mieux prendre en compte les besoins locataires

✓ **Promouvoir l'accompagnement social et l'insertion par l'économie**

- L'accompagnement social est déployé depuis 2012 par Promologis avec l'association LE RELAIS. Ce dispositif d'accompagnement des locataires a pour but

d'accompagner dans sa globalité tout locataire rencontrant différentes problématiques sociales (difficultés financières, rupture sociale, problèmes de santé, ouverture de droits...) Le RELAIS les accompagne dans leurs démarches et dans les partenaires à contacter pour l'obtention d'aides.

- Depuis 2016, Promologis a renforcé cette procédure d'accompagnement social par une procédure de détection préventive. Un diagnostic est effectué dès les candidatures en CALEOL afin d'identifier les fragilités sociales, familiales, économiques ou de santé & mettre en place un accompagnement spécifique et personnalisé dès l'entrée dans les lieux pendant les 1^{ers} mois dans le logement.
- L'insertion professionnelle est une valeur importante de Promologis. En plus d'intégrer dans certains de ses marchés des clauses obligatoires d'insertion, PROMOLOGIS s'est adossé à un facilitateur de déploiement de clauses sociales de USH afin de servir d'intermédiaire entre Promologis, les titulaires des marchés, les personnes éloignées de l'emploi et le service public de l'emploi.

✓ **Partager notre Culture Client en interne**

- La formalisation et l'analyse du parcours client a permis d'appréhender les besoins et adapter nos offres
- La communication interne sur les actions en faveur des clients auprès de l'ensemble des collaborateurs de PROMOLOGIS permet de développer notre culture client.
- Le renforcement de la concertation locative vers les représentants des locataires a amélioré la transparence et de la lisibilité des actions internes
- La consolidation de la qualification des personnels encadrants permet un meilleur service auprès de nos clients

B. Orientations stratégiques

En 2018, PROMOLOGIS a amorcé un nouvel élan dans ses ambitions en terme de qualité de PROMOLOGIS en intégrant dans sa stratégie **la notion d'orientation client**.

Cette notion d'orientation client est devenue indissociable de sa politique d'engagements de services, avec pour objectif de maximiser une **expérience client réussie** et de s'assurer que cette volonté soit partagée par **l'ensemble de ses collaborateurs**.

PROMOLOGIS a mesuré scientifiquement son orientation Client par le biais d'un outil appelé Le COS®, le Customer Orientation Score. Le résultat a confirmé une Culture Client forte et a permis d'identifier des points de progrès dans l'amélioration de ses processus.

Sa première action d'amélioration en terme de qualité de services a été de **redonner de la flexibilité et un pouvoir d'initiatives aux collaborateurs de proximité**. Promologis a décidé de conserver le cadre des engagements de services de Qualibail mais de stopper la certification afin d'alléger les procédures administratives des collaborateurs de terrain.

L'association de ces différents éléments aux évolutions sociétales et d'usages des locataires ont amené Promologis a repensé **la construction de ses offres de services par le prisme client** pour plus d'efficience.

De nouvelles dispositions ont permis de s'inscrire dans un plan stratégique organisationnel qui vise à :

✓ **Revisiter le modèle organisationnel de l'entreprise**

Intégrer la recherche d'innovation sociale, numérique et relationnelle dans les process d'amélioration continue et les déployer dans nos actions de gestion quotidienne.

Permettre le développement de projets en mode agile afin de renforcer la transversalité entre les différentes Directions de Promologis pour améliorer la qualité de service.
Intégrer, dès que cela le permet, les locataires dans la construction des services proposés

- ✓ **Réduire la fracture numérique** afin de permettre aux collaborateurs d'exercer une partie de leur métier de manière dématérialisée et aux clients d'interagir avec PROMOLOGIS au moment qui leur convient le mieux
- ✓ **Communiquer** plus régulièrement et de manière plus adaptée auprès de nos clients sur les actions et ambitions de PROMOLOGIS afin d'offrir une visibilité sur nos engagements de services et nos valeurs. Un de exemples marquants est la refonte du processus de pilotage de la construction de logements neufs intégrant le prisme client, dès le lancement des travaux jusqu'à la fin de l'année de parfaite achèvement.

Au regard de ces éléments de contexte, PROMOLOGIS entend allier une qualité de produit (les logements) à une orientation client affirmée et affichée.

L'objectif est de créer **une expérience client réussie** en provoquant un ensemble d'interactions positives. Cette expérience client est de l'ordre de l'émotionnel. La stratégie est de proposer un panel de services adapté aux besoins et aux attentes de chaque segment de clients tout au long de son cycle de vie.

C. Plan d'action

Afin d'atteindre ce niveau de qualité de service optimal tout en répondant à ses missions d'intérêt général, PROMOLOGIS envisage le déploiement des engagements de services suivants :

- **Promologis s'engage pour l'emploi**
 - ✓ En soutenant une politique d'insertion professionnelle affichée grâce à un objectif annuel d'ETP réservés aux personnes éloignées de l'emploi et en concrétisant l'inclusion de clauses d'insertion dans les marchés
 - ✓ En créant des CQP (certificat de Qualification Professionnelle) pour ses salariés avec l'objectif de l'ouvrir aux jeunes locataires
 - ✓ En soutenant l'Economie Sociale et Solidaire par la consolidation d'une politique d'achat responsable et en encourageant les achats solidaires afin de permettre le développement de l'emploi des personnes en difficultés et créer des emplois en ESA et ESAT
- **Promologis s'engage pour les Seniors et les personnes en situation d'handicap**
 - ✓ En développant du lien social grâce à des dispositifs de co-construction des services avec les Seniors. L'objectif est de créer des **Clubs Utilisateurs Séniors** en associant nos locataires de + 65 ans ainsi que les partenaires locaux dans la construction et l'évaluation des services proposés
 - ✓ En spécialisant son **accompagnement social** auprès des Séniors de **+ de 70 ans** afin de détecter les fragilités éventuelles que ce soit en terme **d'adaptation de logements ou de perte d'autonomie**
 - ✓ En garantissant un **sentiment de sécurité** par la mise en place de téléassistance, la possibilité d'adhérer au contrat multiservice Senior, en organisant des visites ou des appels de courtoisie afin de briser l'isolement
 - ✓ En accompagnant les Séniors dans **leur mobilité résidentielle**

- **Promologis s'engage pour la création de lien social**

- ✓ En développant **la solidarité et l'initiative collective** par la mise à disposition d'espaces communs
- ✓ En s'associant aux partenaires locaux sur **des évènements** en concertation avec les habitants
- ✓ En favorisant **l'entraide des locataires** grâce au développement d'outils digitaux, en proposant les services d'entreprises de recyclage d'objet, en accompagnant les épiceries solidaires, en soutenant les actions caritatives, ...

5.2.2 Lutte contre les impayés

A. Etat des lieux

La combinaison des évolutions sociétales, un contexte réglementaire durci joints à la mission d'accueil des ménages fragiles fait de la problématique des impayés un enjeu social (et économique) de premier ordre pour PROMOLOGIS.

PROMOLOGIS soutient depuis plusieurs années une politique de prévention des expulsions forte caractérisée par des mesures préventives auprès de ses clients fragiles et afin de limiter les procédures en résiliation de bail.

PROMOLOGIS a déployé un accompagnement de ses locataires dès leur candidature à la CALEOL afin de les accompagner socialement mais également de détecter le risque d'impayés.

La stratégie de PROMOLOGIS est de contacter les locataires, dès la détection du retard de paiement, afin de proposer des solutions. La période de recouvrement dite précontentieuse est très rythmée par des actions telles que des appels sortants, courrier, SMS, RDV sur une période de 10 à 20 jours. La phase contentieuse offre toujours une possibilité de solution amiable pour les locataires de bonne foi.

La prévention des impayés fait donc l'objet depuis de nombreuses années d'une procédure suivie par les équipes de terrain au quotidien. C'est pour la société un enjeu fort qui suppose une attention de tous les instants et qui mobilise des collaborateurs en agences dont des profils de type conseillères en économie sociale et familiale (14 collaboratrices). Sur le plan financier, c'est aussi un élément de la gestion de l'entreprise et il est donc primordial de veiller à contenir le niveau d'impayés.

Le taux de retard de paiement global est relativement stable sur fin 2018 (+0.54% par rapport à 2017) avec un taux de créance globale de 5.86% dont 2.21% sur la créance locataires présents et 3.61% sur la créance locataires partis.

S'agissant du taux de retard de paiement global, on note par ailleurs des disparités entre les agences au sein même de PROMOLOGIS. Les territoires tendus et urbains doivent faire face à des comportements sociétaux moins réactifs aux procédures de recouvrement. Durant l'année 2018, un manque de mobilisation sur le paiement du loyer et des dettes a également été observé.

Certains éléments externes ont également eu un impact sur nos procédures de recouvrement :

- Le décret CAF du 6 juin 2016 a eu pour conséquence d'augmenter le nombre et la durée des délais des plans d'apurement, engendrant un allongement de la dette et augmentation du risque d'impayés.
- L'augmentation des dossiers Banque de France et PRP qui freinent l'exécution nos actions de recouvrement

Un taux d'évolution de 94.5% du nombre de plans d'apurement a été constaté entre 2017 et 2018. 81% des ménages présents en dette ont bénéficié d'un plan d'apurement durant l'année 2018 permettant ainsi le maintien de leurs APL ou AL.

PROMOLOGIS fait par ailleurs face à un stock d'impayés dont le montant total reste globalement supportable, et comparable à d'autres organismes. Les taux d'impayés présents et partis sont maîtrisés sur l'exercice 2018, et proches des références du secteur mais on note un poids important des créances relatives aux locataires partis dans la créance globale.

Synthèse au : 31/12/18	
Indicateurs :	Fin M
Créance Globale - K€	8 597
Chiffre d'affaires - K€	146 828
Taux retard paiement Global	5,86%
Créance Présents - K€	3 293,
Taux impayés présents	2,24%
Créance Partis - K€	5 305,
Taux impayés partis	3,61%

Par ailleurs, un ensemble de supports informatisés de pilotage et de suivi des dossiers pour les équipes, de reporting mensuel des actions menées et des résultats sont à la disposition de la Direction de la société, des managers en charge des équipes de proximité, ainsi que des opérationnels.

Afin de répondre à notre politique de prévention des expulsions, des procédures d'accompagnement ont été déployées dès l'entrée dans les lieux :

- Le suivi des néo entrants pendant 3 ou 6 mois selon les difficultés rencontrées (attente APL, FLS Accès ou Locapass)
- L'accompagnement des familles en difficultés avec un suivi social et d'occupation du logement. Le maintien dans leur logement des familles en difficulté reste la priorité de la société.

B. Orientations stratégiques et plan d'actions

Afin d'enrayer les situations d'impayés au plus tôt, PROMOLOGIS a initié en 2016 un projet dénommé « Prévention des expulsions » qui est en cours de développement et entre pleinement dans les orientations stratégiques de la société.

Ce projet, qui s'inscrit par ailleurs dans un cadre plus global d'adaptation de l'organisation de PROMOLOGIS, a pour objectif la **mise en place d'un nouveau modèle de recouvrement** plus performant basé sur l'anticipation et la prévention. Pour ce faire, une nouvelle méthodologie a été envisagée et repose sur une segmentation de la créance (accidentelle, récurrente, installée) et une prévision du comportement du locataire en impayé. La prévision du comportement en impayés est effectuée grâce l'analyse du « cycle de vie du client ». Ce projet permettra ainsi le développement d'actions de prévention (discours, bons interlocuteurs, pratiques diversifiées) destinées à ajuster les actions de recouvrement. Ce projet nécessite une adaptation de l'organisation des différents services intervenant sur les impayés :

- Spécialisation du précontentieux, assistance du Service Relation Clients, transfert vers des sociétés de recouvrement ;

- Recentrage des missions des CESF sur l'accompagnement social, en lien avec les services commercial et technique ;
- Optimisation de la passation de dossiers entre présents et partis ;
- Réorganisation du service de contentieux partis sous une arborescence identique à celle du service recouvrement présents.

Ce projet nécessite la mise en place de nouveaux outils opérationnels et indicateurs de performance permettant un meilleur pilotage/suivi des actions de recouvrement.

En parallèle, la procédure « Accompagnement des locataires » initiée fin 2014 et destinée à améliorer l'accompagnement des locataires et l'accueil des personnes en difficultés a été déployée à l'ensemble des territoires. Elle précise les dispositifs d'accompagnement des demandeurs/locataires à mettre en place durant leur parcours résidentiel. PROMOLOGIS a ainsi décrit un processus en 8 phases visant à évaluer, dès la demande de logement, l'accompagnement à mettre en place durant le cycle de vie du locataire chez PROMOLOGIS : identification du niveau de fragilité des ménages pour définition de l'accompagnement nécessaire vers et dans le logement, développement des actions de prévention et communication, accompagnement du locataire durant sa vie au sein du logement...L'objectif étant de ramener le parcours de ces locataires vers le « droit commun ». A travers cet accompagnement, PROMOLOGIS participe ainsi à la prévention de l'impayé.

PROMOLOGIS a ainsi pour plan d'actions à court et moyen terme :

- Le déploiement du projet « Prévention des expulsions »
- L'optimisation de la procédure de « Accompagnement des locataires »
- L'amélioration continue de ses processus et modes de fonctionnement en réponse aux éléments sociétaux et réglementaires impactant
- Le maintien de la créance des présents à un niveau relativement maîtrisé afin de contenir l'augmentation de la créance des partis
- La mise en place de procédure/processus destinés à améliorer la transversalité en matière de gestion des impayés (recouvrement, technique, partis...)

5.2.3 Maîtrise des loyers et des charges impayés

A. Etat des lieux

La politique de loyers

La **politique de hausse des loyers** à PROMOLOGIS se fait dans les conditions réglementaires. Elle est soumise tous les ans à l'approbation des Préfets de départements ; à ce jour, il n'a jamais été fait d'observations de leur part quant à des décisions d'augmentations qui n'auraient pas de justification. Le conseil d'administration de la société qui donne les orientations en la matière dans le respect de l'IRL, n'ignore pas les difficultés économiques qui frappent également les locataires, c'est pourquoi l'évolution des loyers décidée par le Conseil d'administration reste modérée comme en atteste le tableau ci-dessous.

Politique des loyers - Logements

	Total 2014 en masse	Total 2015 en masse	Total 2016 en masse	Total 2017 en masse	Total 2018 en masse	Total 2019 en masse
Familial						
Haute Garonne	0,87%	0,45%	0,00%	0,00%	0,00%	1,18%
Haute Pyrénées	0,90%	0,47%				1,18%
Tarn & Garonne	0,88%	0,47%				1,19%
Tarn	0,90%	0,47%				1,25%
Hérault	0,90%	0,47%				1,22%
Lot	—	—				0,75%
Aude	—	—				1,24%
Gard	—	—				1,21%
Lozère	—	—				1,25%
Bouches du Rhône (+VAR jusqu'en 2012)	0,89%	0,46%				0,00%
Total Familial (hors SRH jusqu'en 2013)	0,88%	0,46%				1,17%
Etudiants	0,90%	0,47%	0,00%	0,00%	0,00%	0,89%

Total Promologis	0,88%	0,46%	0,00%	0,00%	0,00%	1,17%
-------------------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------

Néanmoins, même si cette évolution des loyers est **indispensable à la préservation des équilibres financiers de la société**, de son rythme de production et des capacités d'amélioration et de maintenance du patrimoine existant, **PROMOLOGIS n'a répercuté aucune hausse de loyer depuis trois ans, soit 2016, 2017 et 2018.**

Pour 2019, PROMOLOGIS a décidé d'une hausse de loyer de 1,15% pour les logements lors du conseil d'administration du 16 octobre 2018.

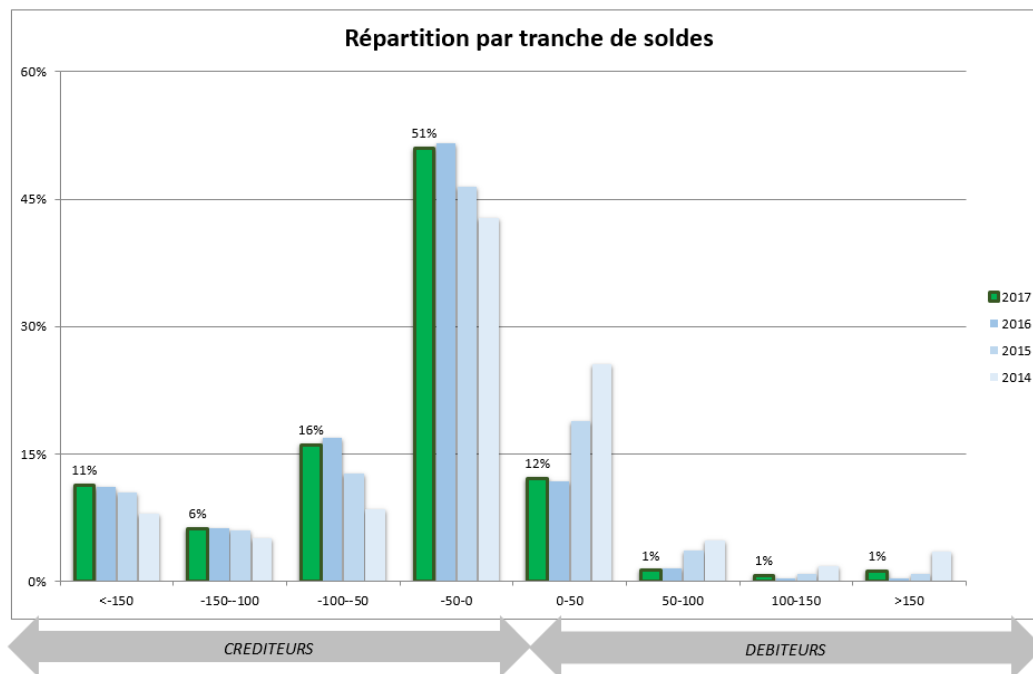
Les charges

La société s'engage également dans **la maîtrise des charges de ses locataires** ou dans **leur réduction**. Ainsi l'ensemble des contrats de prestations sont analysés et renégociés pour garantir le « juste prix » des services aux locataires. La maîtrise de ces charges s'accompagne également d'un objectif important de diminution des consommations énergétiques en relation avec les investissements soutenus réalisés en matière de rénovation thermique.

Chez PROMOLOGIS, les budgets de charges locatives permettent un provisionnement au plus juste. Ils sont établis sur la base des consommations antérieures et d'éventuelles négociations menées avec les prestataires. Le provisionnement au plus juste constitue un réel enjeu de satisfaction des locataires dans la mesure où il permet de minimiser le montant de régularisation. On observe dans le graphique ci-dessous que les soldes sont maîtrisés avec 88% des régularisations entre -150€ et 150€ (comme les années précédentes depuis 2014), 85% des soldes créditeurs (86% en 2016, 78% en 2015, 64% en 2014) et à la marge, seulement 1% de soldes débiteurs de plus de 150€.

PROMOLOGIS a ainsi une politique de provisionnement maîtrisée impactant positivement la période de régularisation des charges du point de vue des locataires.

Analyse comparée des soldes



Les locataires peuvent, sur demande, obtenir le détail des factures des postes pour lesquels ils versent des provisions et la part à laquelle ils participent. Les régularisations des dépenses sont traitées au plus tard le 30 juin (à l'exception des sites soumis au statut de la copropriété pour lesquels l'arrêté des comptes n'aurait pas été reçu et nécessitant un traitement ultérieur).

Pour les sites dont PROMOLOGIS a connaissance de l'existence d'une association de locataires, les projets de régularisation sont présentés avant envoi aux locataires, pour s'assurer de la cohérence et de la conformité.

Les règles de répartition de charges locatives ont été uniformisées et 3 natures ont été déterminées :

- Les charges collectives réparties à la surface habitable (Nettoyage, Electricité des parties communes, etc.) ;
- Les charges individuelles réparties à l'unité (Entretien chaudière, VMC, etc.) ;
- Les consommations individuelles de fluides réparties selon les index de compteurs.

B. Orientations stratégiques et plan d'actions

La loi ELAN, Article 88-III, donne la possibilité aux organismes HLM de tester la mise en place d'une politique de loyer dérogatoire à titre expérimental et pour une durée de 5 ans. PROMOLOGIS n'a pas souhaité s'engager dans le dispositif.

En matière de **gestion des charges récupérables**, PROMOLOGIS s'est attaché ces dernières années à améliorer les méthodes de contrôle et de calcul de la régularisation annuelle de charges, les délais de traitement s'en sont ainsi nettement améliorés. La mise en place d'un provisionnement

au plus juste a également permis de recentrer les soldes de la régularisation des charges autour d'un équilibre. Néanmoins, les objectifs que se fixent désormais PROMOLOGIS sont :

- La maîtrise de la quittance globale (validation de la pertinence de certains contrats d'entretien, optimisation des fluides) ;
- La communication et le déploiement d'actions partenariales.

Un plan d'actions a été défini fin 2016 pour atteindre les objectifs fixés et se décline de la manière suivante :

Sujet	Décision	Echéance
Contrôle des charges	Mise en œuvre des engagements formalisés <ul style="list-style-type: none"> - Documents - Délais - Supports de formalisation - Transmission amont des éléments 	En fonction depuis 2018
Pilotage des fluides individuels	Mise en place d'actions correctives/campagnes d'information	Mis en œuvre en 2018
Liste de sites relevant d'une association de locataire	Permettant une cohésion, une pro action et un meilleur suivi	Mis en œuvre en 2018
Intégration des CCL dans une démarche participative sur les contrats d'entretien	Suivi et rédaction des contrats d'entretien	En fonction depuis 2017

5.2.4 Accessibilité du patrimoine

A. Etat des lieux

L'accessibilité est définie suivant le principe d'accueil des personnes à mobilité réduites.

L'accessibilité est une orientation prioritaire pour PROMOLOGIS. L'organisme a qualifié l'accessibilité potentielle de son parc selon les critères graduels de notation proposés par l'USH Midi-Pyrénées en 2016 :

- Accessibilité des halls (note « Mauvaise ») ;
- Accessibilité des halls, parties communes, et logements en rez-de-chaussée (note « Moyenne ») ;
- Etages accessibles mais logements nécessitant des travaux (note « Bonne ») ;
- Immeubles et logements accessibles sans travaux (note « Très bonne »).
- 17% des logements de PROMOLOGIS ont une accessibilité potentielle qualifiée de « Très bonne » ;
- 33% bénéficient d'une accessibilité jugée « Bonne » ;
- 32 % ont une accessibilité « Moyenne » ;
- 18% du parc (soit 4541 logements) ont néanmoins une accessibilité qualifiée de « Mauvaise ».

Accessibilité	Nb résidences	Nb logements	% logts
Très bonne	178	3 881	16,5%
Bonne	306	7 204	30,63%
Moyenne	474	7 896	33,57%
Mauvaise	314	4 541	19,3 %
	1 272	23 522	100,00 %

Depuis 2008, PROMOLOGIS suit le nombre de logements accessibles PMR (Indicateur SR-1 de la CUS)

Au niveau réglementaire, PROMOLOGIS a effectué **un diagnostic sur l'ensemble de ses locaux accueillant du public** et a finalisé la mise aux normes fin 2018.

Un service maintien à domicile a été mis en place en 2016, ce qui a permis à l'entreprise d'obtenir le label **Habitat Senior Service** et d'avoir une vision stratégique sur le vieillissement de ses locataires.

B. Orientations stratégiques

PROMOLOGIS prévoit de poursuivre la politique menée actuellement en matière d'accessibilité, qui est une politique à deux niveaux :

- Une politique de masse qui consiste à réaliser des travaux d'accessibilité lors des réhabilitations identifiées dans le cadre du PSP ;
- Une politique « au cas par cas » menée directement par les agences et permettant de mettre en place un traitement personnalisé des locataires lorsque cela est justifié.

Il convient de noter que les premiers travaux relatifs à l'adaptabilité ont eu lieu sur le parc existant.

Par ailleurs, à travers l'obtention du **label Habitat Senior Service** et la **spécialisation d'une ligne budgétaire dédiée au vieillissement** et donc à l'accessibilité, PROMOLOGIS a mis en place une démarche globale.

Enfin, lors des réhabilitations et au travers des comités techniques évoqués précédemment, la pose d'équipements comme les ascenseurs ou EPMPR devient prioritaire

C. Plan d'action

PROMOLOGIS s'est engagé sur une production de 600 logements labélisés HSS sur 5 ans dont 395 sont déjà réalisés (et donc labellisés en adaptés ou en neuf), près de 50 sont en cours de travaux et 59 autres sont en AO avant la fin de l'année. Le nombre de logements labellisés HSS au 31/12/2019 sera ainsi porté à 502.

D'autre part au 31/12/2018, PROMOLOGIS a produit 360 logements neufs qui ont été préconisés selon les normes du label H.S.S. et qui sont donc potentiellement « labellisables » immédiatement.

Départements	Nb Logements labellisés neufs et adaptés	Nb logements AO 2016	Potentiel logements AO 2017
Haute Garonne	212	30	29
Tarn et Garonne	69	6	6
Hautes Pyrénées	72	12	13
Hérault	42	0	0
Gard	-	-	11
Total	395	48	59

D. Engagements

Voir Indicateurs SR-1 en pages 123 à 127

5.3 Les engagements de PROMOLOGIS en matière gestion sociale

5.3.1 Engagements d'attribution de logements à des personnes connaissant des difficultés économiques et sociales

A. Etat des lieux

La politique d'attributions définie par PROMOLOGIS tient compte de l'**accueil des publics prioritaires définis par l'article 441-1 du CCH pour lesquels l'accès au logement est complexe**. Pour ce faire la société s'appuie sur tous les dispositifs locaux opérationnels existants. Ils s'articulent principalement autour des **PDALHPD** et des **accords collectifs départementaux** qui fixent les modalités de prise en compte, des associations agréées qui accompagnent ces publics. Par ailleurs, les dispositions contenues dans les lois relatives au Droit au Logement, la mobilisation contre les exclusions et les lois ALUR et Egalité & Citoyenneté favorisent, par l'obligation pour tous les réservataires de réaliser 25% des attributions, la prise en compte des publics prioritaires tels que définis par l'article 441-1 du CCH.

Sur les différents départements sur lesquels PROMOLOGIS dispose de patrimoine, les objectifs d'attributions de logements à des personnes connaissant des difficultés économiques et sociales sont régis par les accords collectifs évoqués ci-dessus. Ces accords sont destinés à apporter une solution de relogement aux ménages qui se trouvent dans une situation difficile : publics DALO, sortie de structure d'hébergement, habitat indigne, logement en sur occupation, menace d'expulsion sans relogement, loyer et charges disproportionnés, etc. Les critères sont définis dans les accords collectifs et sont relativement semblables d'un département à un autre (seuls certains « critères » sont parfois introduits ou modifiés).

- Haute-Garonne :

Dans l'accord collectif départemental signé en 2018, PROMOLOGIS a pour objectif le relogement de 397 ménages prioritaires pour 2018 répartis comme suit :

- 14% de l'objectif annuel global des baux signés au bénéfice des personnes défavorisées prioritaires concerne les publics prioritaires DALO (56 baux signés) ;
- 55% concernent les ménages sortant d'hébergement (218 baux signés) ;
- 24% concernent les publics prioritaires CSE+ (97 propositions de logements) ;
- 7% concernent les autres publics prioritaires (26 propositions de logements).

En 2016 et 2017 les objectifs fixés n'ont pas été atteints. Pour autant, ceux de 2018 ont été évalués à la hausse. Aussi l'avenant des ACD 2018 n'a pas été signé. PROMOLOGIS, évaluant sa capacité de relogement à 320, a œuvré en ce sens pour atteindre cet objectif.

- Tarn et Garonne :

Dans le Tarn-et-Garonne, PROMOLOGIS s'est vu fixer un objectif de 61 ménages prioritaires pour 2018 par l'accord collectif départemental. Ces objectifs sont répartis comme suit :

- 1 % de l'objectif annuel global des baux signés au bénéfice des personnes défavorisées prioritaires concerne les publics prioritaires DALO (1 baux signés) ;
- 38% concernent les publics CILS (23 propositions de logements) ;
- 61% concernent les publics SIAO (Services intégrés de l'accueil et de l'orientation) (37 baux signés).

- **Hérault :**

Dans la convention de gestion de la réservation préfectorale signée en 2018, PROMOLOGIS a pour objectif le relogement de 180 ménages prioritaires pour 2018 répartis comme suit :

- 14% de l'objectif annuel global des baux signés au bénéfice des personnes défavorisées prioritaires concerne les publics prioritaires DALO (25 baux signés) ;
- 13% concernent les ménages sortant d'hébergement (23 baux signés) ;
- 12% concernent les publics prioritaires CSE+ (22 propositions de logements) ;
- 61% concernent les autres publics prioritaires (110 propositions de logements).

- **Hautes-Pyrénées :**

Dans l'accord collectif départemental signé pour 2018, PROMOLOGIS a pour objectif annuel 113 attributions réparties comme suit :

- 6 sur injonction de préfet (DALO, CCAPEX, PLHI) soit 5% de l'objectif global
- 81 à l'initiative du bailleur en CAL soit 72% de l'objectif global
- 26 entrants dans le cadre du Comité Logement soit 23% de l'objectif global

- **Aude :**

Dans l'accord collectif départemental signé pour 2018, PROMOLOGIS a pour objectif annuel 8 attributions réparties comme suit :

- 25% de l'objectif annuel global des baux signés au bénéfice des personnes défavorisées prioritaires concerne les publics prioritaires DALO (2 baux signés) ;
- 25% concernent les ménages sortant d'hébergement (2 baux signés) ;
- 50% concernent les autres publics prioritaires (4 propositions de logements).

- **Gard :**

Dans l'accord collectif départemental signé pour 2018, PROMOLOGIS a pour objectif annuel 17 attributions (pas de détail de répartition sur département)

B. Orientations stratégiques

Les **orientations stratégiques** en matière d'attribution locatives sont arrêtées **par le Conseil d'Administration**. Elles s'appliquent à l'attribution des logements locatifs sociaux de l'organisme et encadrent le travail des équipes opérationnelles ainsi que des CALEOL.

Elles garantissent la **mise en œuvre du droit au logement, dans le respect de la mixité sociale des villes, quartiers et résidences ainsi que de la diversité des besoins des candidats à un logement social**. Elles intègrent les **orientations spécifiques de PROMOLOGIS** en la matière, **en complément de la réglementation**

et en articulation avec la stratégie de développement et la politique de loyers de l'organisme. Elles expriment pleinement **l'ambition de favoriser la mobilité résidentielle des locataires.**

La politique d'attribution de PROMOLOGIS a été actualisée pour tenir compte des **nouvelles obligations introduites par la loi Egalité et Citoyenneté** du 27 janvier 2017. Elle a également été amendée en 2018 dans un contexte de mutations accélérées du secteur Hlm : la loi de finances pour 2018 (RLS) et la loi du 24 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (Elan) ont en effet profondément transformé le modèle économique du logement social et les conditions d'intervention des organismes Hlm. Ces évolutions impactent la politique d'attribution, en renforçant notamment ses objectifs de vente et ses missions d'accompagnement de ses locataires dans leurs projets d'accession notamment. Il s'agit en tout état de cause pour PROMOLOGIS, dans le cadre de sa politique d'attribution et, plus généralement, de son projet d'entreprise, d'être particulièrement vigilant à absorber les effets de la Réduction de Loyers de Solidarité (RLS) et de **concilier sa mission d'intérêt général avec ses objectifs d'équilibre économique.**

Conformément à une conception généraliste du logement social, les **Commissions d'Attribution des Logements et de l'examen de l'occupation des logements** doivent **favoriser l'accès au logement de toutes les catégories sociales et professionnelles, quel que soit leur niveau de revenus** (sous réserve qu'elles respectent les critères d'éligibilité au logement social), qui ne peuvent se loger de manière satisfaisante dans les conditions du marché. Cette **diversité d'occupation** est **jugée essentielle** par PROMOLOGIS pour assurer un fonctionnement socio-résidentiel équilibré.

Les Commissions d'Attribution des Logements et de l'examen de l'occupation des logements :

- a. Examinent les candidatures en tenant compte :
 - Des objectifs territoriaux d'accueil des ménages relevant des publics prioritaires ;
 - De la cohérence entre la composition du foyer, son mode de vie (dont le lieu de travail) et les caractéristiques du logement disponible (typologie, superficie) ;
 - De l'objectif de mixité sociale recherché
 - Des situations de sous-occupation ou sur occupation ;
 - De l'occupation et de la vie sociale actuelles au sein des résidences.
- b. Veillent à loger **les salariés** et plus largement **les actifs** dans toute leur diversité. Conformément à la ligne fixée par son actionnaire majoritaire Action Logement Immobilier, PROMOLOGIS accorde une place fondamentale à l'accueil des salariés et plus largement des actifs, et ce quel que soit leur secteur d'activité professionnel, leur statut professionnel (salarié, artisan, apprenti, libéral, travailleur indépendant, commerçant, fonctionnaire, etc.), leur type de contrat (CDI, CDD, intérim, formations rémunérées, etc.) ou encore leur niveau de revenus sous réserve qu'ils respectent les critères d'éligibilité au logement social.
- c. S'assurent que les ménages soient accompagnés aux étapes clés de leur parcours de vie.

- d. Facilitent et accompagnent la mobilité et les parcours résidentiels. Forte de son engagement vis-à-vis de ses clients et de l'évolution de leurs besoins, à critère d'urgence équivalent, PROMOLOGIS privilégie la mobilité de ses locataires avant celle de tout demandeur de logement, y compris ceux relevant des publics prioritaires.

C. Plan d'action

Le plan d'action en faveur des personnes relevant des publics prioritaires est décliné par engagement opérationnel :

- 1) **Produire une offre d'habitat très social** (logement et hébergement) **adaptée** à des ménages démunis cumulant les difficultés (financières, modes de vie, etc.), notamment ceux éligibles aux accords collectifs départementaux (DALO, CSE, CSE+, etc....).
- 2) **Accroître les mesures internes d'accompagnement social et financier**, dans et vers le logement :
 - Mettre en place un suivi renforcé de longue durée pour des familles très fragiles (développer les baux glissants, mobiliser les dispositifs publics AVDL) et nouer des partenariats avec des acteurs psychiatriques.
 - Mobiliser les recettes SLS disponibles pour des mesures d'accompagnement des locataires :
 - o Médiation
 - o Aide financière individuelle (Cette aide sera octroyée pour du nettoyage, de l'aide à la mutation économique
 - o Financement « Service Accompagnement au Logement »
 - o Mise à disposition de logements à l'association le Relais
- 3) **Renforcer les partenariats avec les associations d'insertion** :
 - S'impliquer plus fortement dans la gouvernance d'associations, dans la continuité de ce qui est déjà initié avec LE RELAIS, FIS, etc.
 - Participer au programme gouvernemental « 10 000 logements accompagnés » : des actions d'une durée expérimentale de 36 mois s'inscrivent dans un dispositif d'accompagnement et de suivi social que PROMOLOGIS développe en partenariat avec les associations LE RELAIS et LE TAURIL, pour permettre à certains ménages fragilisés de construire et se maintenir dans un parcours résidentiel.
Ce dispositif de prévention conforte les équipes de PROMOLOGIS dans le travail de proximité qu'elles exercent au quotidien, et évite dans de nombreux cas un décrochage des familles suivies dans le cadre du projet.
- 4) **Déployer le dispositif IDEAL avec les CAF départementales (APL / AL) pour faciliter et accélérer le versement des aides** : mise en place à la suite de l'expérimentation menée en 2016.
- 5) **Tendre vers zéro refus d'attribution pour motif économique** en mettant en application la **nouvelle politique d'attribution**, en lien avec les évolutions

règlementaires récentes (ALUR, Egalité & Citoyenneté, Elan), pour maintenir autant que faire se peut une mixité et une diversité sociale au sein du parc.

D. Engagements

Voir Indicateurs PS-2 en pages 113 à 118

5.3.2 Engagements d'attribution liés aux objectifs de mixité sociale hors QPV

A. Etat des lieux

Sur l'année 2018, on observe que PROMOLOGIS a attribué des logements à 4178 entrants parmi lesquels 3768 étaient situés hors QPV (contre 410 en QPV). Sur ces 3768 logements **hors QPV, 31,7% ont été attribués à des demandeurs du premier quartile** (1194 attributions).

2018	Entrants	Premier quartile
QPV	410	196
HQPV	3768	1194
Total	4178	1390

B. Orientations stratégiques et plan d'action

PROMOLOGIS s'engage **contre la ségrégation territoriale et les discriminations** en tout genre, **en favorisant la diversité sous toutes ses formes** (âges, ressources, catégories socio-professionnelles). Cette recherche de mixité est facilitée chez PROMOLOGIS par :

- Une **offre diversifiée d'habitat et de services** permettant de répondre aux besoins des 65% des Français ne parvenant pas à se loger aux conditions du marché privé ;
- Un **partenariat fort avec les réservataires** de logements, lesquels, à travers leurs propres objectifs opérationnels, participent aux équilibres résidentiels du parc de PROMOLOGIS.

La **mixité sociale** est en effet un des éléments fondamentaux de la politique d'attributions de PROMOLOGIS. La société s'efforce de mener à bien cette mission et c'est une constante dans la stratégie d'occupation de son parc immobilier qui donne des résultats probants depuis longtemps. PROMOLOGIS poursuivra ainsi cette **politique de mixité** prônée par la loi Egalité Citoyenneté, confirmée par la loi ELAN notamment et plébiscitée par l'ensemble des locataires, tout en répondant le mieux possible à ses obligations et à l'attente de ses partenaires.

C. Engagements

Voir Indicateurs PS-1 en pages 108 à 142

5.3.3 Engagements d'attributions aux DALO

A. Etat des lieux

Alinéa trentième de l'article L.441-1 du CCH

Pour l'ensemble des territoires de PROMOLOGIS, les **objectifs de relogements inscrits dans les différents Accords Collectifs Départementaux** sont répartis en fonction de catégories de publics reconnus prioritaires les Plans Départementaux d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) :

Objectifs départementaux 2018 tous bailleurs dont part PROMOLOGIS :

2018	Objectifs relogements par départements tous bailleurs	Dont objectifs pour PROMOLOGIS	
Haute-Garonne	1921	397	21%
Hautes-Pyrénées	385	113	29%
Tarn et Garonne	555	61	11%
Hérault	1512	180	12%
Aude	519	8	1,5%
Gard	350	17	4%
Total	5242	776	15%

En 2018, le nombre de candidats à loger relevant des différents publics prioritaires inscrit dans ces accords était de 776 ménages à loger et 615 attributions (dont refus abusifs) ont été réalisées (79% des objectifs). Les attributions des DALO (99 pour 90 attendues) représentent près de 13% des attributions totales comme en attestent les tableaux ci-dessous :

	Haute-Garonne			Haute-Pyrénées			Hérault		
	Objectifs de relogement	Attributions (dont refus non légitimes)	Niveau d'atteinte de l'objectif	Objectifs de relogement	Attributions (dont refus non légitimes)	Niveau d'atteinte de l'objectif	Objectifs de relogement	Attributions (dont refus non légitimes)	Niveau d'atteinte de l'objectif
DALO	56	69	123%	6	2	33%	25	27	108%
Sorties CHRS	218	165	76%	81	110	136%	23	20	87%
CSE + et PDALPD	97	69	71%	26	20	77%	22	26	118%
CSE et autres publics	26	16	62%	-	-	-	56	22	39%
Fonctionnaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	397	319	81%	113	132	117%	126	95	75%

	Tarn-et-Garonne			Aude		
	Objectifs de relogement	Attributions (dont refus non légitimes)	Niveau d'atteinte de l'objectif	Objectifs de relogement	Attributions (dont refus non légitimes)	Niveau d'atteinte de l'objectif
DALO	1	1	100%	2	-	-
Sorties CHRS	37	31	84%	2	-	-
CSE + et PDALPD	23	18	78%	3	-	-
CSE et autres publics	-	16	-	-	-	-
Fonctionnaire	-	-	-	1	-	-
Total	61	66	108%	8	-	-

Par ailleurs, s'agissant du processus de relogement publics prioritaires en **Haute-Garonne**, une **équipe dédiée de trois personnes** (toutes 3 **CESF**) gèrent les relations avec l'Etat,

siègent en SIAO et dans les instances utiles. Elles orientent les candidats inscrits dans SYPLO vers les agences après les avoir reçus et avoir fait un point complet sur les besoins. Sur les autres départements, des CESF sont présentes en agences : elles gèrent la réception des publics inscrits dans SYPLO puis les oriente vers les équipes commerciales.

B. Orientations stratégiques et plans d'action

Au plan des politiques sociales de l'habitat, la société veillera à atteindre les objectifs fixés dans le cadre des accords collectifs en matière de relogement des familles « prioritaires » et notamment des « DALO » et des sortants de structures d'hébergement. PROMOLOGIS s'appuiera par ailleurs sur les réservataires dans le cadre des attributions DALO afin d'atteindre les différents objectifs d'attribution. Cet effort devra être mené tout en veillant en parallèle au respect des équilibres sociaux du patrimoine.

Afin de développer le processus de relogement des publics prioritaires sur l'ensemble de ses territoires d'intervention, PROMOLOGIS souhaite par ailleurs **dupliquer l'organisation mise en place en Haute-Garonne** sur les autres départements (équipe dédiée, accompagnement des publics prioritaires, orientation des candidats inscrits dans SIPLO...).

5.3.4 Mutations au sein du parc social

A. Etat des lieux

Alinéa trentième de l'article L.441-1 du CCH

Comme en atteste la charte d'attribution définie en 2016 et mise à jour en décembre 2018 par PROMOLOGIS, la **mobilité résidentielle** de l'organisme est **un axe majeur de sa stratégie d'attribution**, qui souhaite dédier, conformément aux engagements pris par la Fédération des ESH (projet 2020) et l'Etat dans le cadre de l'agenda HLM 2015-2018, **jusqu'à 25% de ses attributions annuelles aux demandes de mutation** émanant de ses locataires. Pour l'heure, comme en atteste le tableau ci-dessous, le taux de mutation parmi les attributions est d'environ 10% avec des différences entre territoires : 13% pour les Hautes-Pyrénées contre 9% dans l'Hérault et le Tarn-et-Garonne.

B. Orientations stratégiques et plan d'actions

Cet objectif ambitieux de 25% de ses attributions annuelles aux demandes de mutation émanant de ses locataires ne peut être atteint que s'il est partagé entre tous les partenaires, collectivités locales et autres réservataires notamment. PROMOLOGIS s'efforce ainsi à **sensibiliser régulièrement les partenaires aux enjeux de la mobilité résidentielle** et souhaite également inscrire les mutations dans les Conventions Intercommunales d'Attribution (CIA) dans la mesure où les mutations constituent un objectif pour chacune des Conférences Intercommunales du Logement (CIL). Une démarche pédagogique sera ainsi nécessaire pour travailler sur ce sujet avec les réservataires (actions et communications dans et hors CIL) mais aussi auprès des locataires.

Par ailleurs, PROMOLOGIS souhaite s'inscrire dans une démarche proactive en matière de mutations et a d'ores et déjà initié des réflexions/projets :

- Réflexions sur **l'identification d'un chemin de mutation** (identification des mutations que le bailleur va « proposer », identification des mutations « de confort » qu'il est possible d'anticiper et d'intégrer dans un parcours résidentiel) ;
- Stratégie d'**outil de parcours** permettant de favoriser le parcours résidentiel : croisement de l'offre avec une base client pour détecter les locataires actuels qui pourraient être intéressés par un logement se libérant (avant même de proposer aux prospects, afin de favoriser le parcours résidentiel).

5.3.5 Politique en faveur de l'hébergement

A. Etat des lieux

- Développement qualitatif, appuyé de données chiffrées, sur sa politique en faveur du développement d'une offre de logements avec intermédiation locative, avec de l'accompagnement ou destinée à de l'hébergement au titre de l'article L. 442-8-1-1

- Description du partenariat noué avec les acteurs de l'accompagnement vers et dans le logement ou de l'hébergement

PROMOLOGIS s'engage à répondre aux besoins des ménages relevant du parc immobilier traditionnel mais aussi à répondre aux besoins des familles qui, traversant des difficultés économiques et/ou d'insertion, ne peuvent relever des schémas classiques de logement. Des solutions spécifiques doivent s'adresser à celles et ceux – salariés ou sans emploi, personnes seules ou familles – qui doivent bénéficier de dispositifs adaptés à leur fragilité.

Ainsi avec ses **partenaires associatifs** tels que les **Cités du Secours Catholique, Espoir, Emmaüs, France Horizon, le Relais, Olympe de Gouges** ou encore **Soliha**, PROMOLOGIS développe **des solutions locatives qui vont du bail accompagné** conclu sur des logements autonomes à faible loyer, **aux résidences d'hébergement adaptées aux besoins spécifiques des ménages**. Si les **maisons-relais** sont une réponse pertinente à ces situations, PROMOLOGIS et ses partenaires ont également à cœur de s'engager dans des projets innovants et novateurs, créateurs de valeurs sociales complémentaires.

B. Orientations stratégiques

PROMOLOGIS ambitionne de **poursuivre cette politique d'hébergement** à travers des **projets immobiliers** et souhaite pérenniser les **relations partenariales** tissées avec les acteurs de l'accompagnement vers et dans le logement ou de l'hébergement.

C. Plan d'action

A ce jour, PROMOLOGIS ambitionne ainsi de monter des projets immobiliers d'insertion avec diverses associations pour une **vingtaine de places en hébergement/an**. Plusieurs projets sont actuellement en cours de réflexion :

- Le **projet TRANSITIONS**, qui porte sur **l'accès à un logement social par le principe du bail glissant** pour les femmes victimes de violences conjugales. Un accompagnement social lié au logement permettra de pérenniser le maintien dans le logement. Les objectifs étant de permettre à ces femmes en démarche de séparation conjugale l'accès à un logement autonome, avec leurs enfants lorsque le cas se présente. Ces femmes seront orientées :

- Par les services d'hébergements temporaires et particulièrement par l'**association locale Muretaine « Du côté des femmes »**. Le projet TRANSITIONS permettra ainsi de faciliter la rotation au sein de leur logement d'urgence. Les associations toulousaines (APIAF, Olympes de Gouge) et Commingeoises « Femmes de papier » œuvrant pour ce public pourront également solliciter le dispositif ;
- Par les services sociaux de secteur et de santé (Maison des Solidarités, Centre Communal d'Action ;
- Sociale, Centre Médico-psychologique...) ;
- Par les travailleurs sociaux de SOLIHA Haute Garonne qui accompagnent parfois ce public ;
- Par le droit commun, via les demandes de logement social.

En 2018, 20 diagnostics ont été établis et 4 baux glissants ont été mis en place.

- Une **résidence sociale** avec l'association Le Relais. Cette structure a permis la création de places d'hébergement en IML (Intermédiation Locative) dédiées à des ménages dont l'autonomie est quasi-totale mais qui nécessitent encore un accompagnement avant de pouvoir accéder à un logement. Un accompagnement social est ainsi proposé aux publics accueillis et une aide est apportée dans la recherche d'un logement du secteur social ou privé. PROMOLOGIS est amené à participer aux commissions d'attributions de la résidence sociale.
- Pour répondre aux besoins d'un territoire, PROMOLOGIS propose des logements dans la **cadre de conventions d'occupation précaire** pour permettre l'ouverture de place d'hébergement d'urgence dans le cas par exemple d'un **plan hivernal ou bien d'un plan migrants**. Ainsi des places d'hébergement en diffus sont proposées aux associations qui prennent en charges les ménages orientés via le SIAO.
- Ouverture à Montauban (Tarn et Garonne) d'une résidence sociale pour les mères isolées. En collaboration avec l'association Reliance 82.
- Sur l'Hérault, projet avec en cours avec 2 associations pour la mise en place d'un accompagnement social auprès de nos ménages fragiles.

PROMOLOGIS ouvre également ses logements à des **conventions d'occupation précaire** et **places** diffuses en **CADA**.

5.3.6 Partenariats avec des associations

A. Etat des lieux

PROMOLOGIS collabore avec différentes associations afin de pouvoir proposer un accompagnement social de proximité aux locataires présentant des fragilités sociales.

Ainsi des travailleurs sociaux des associations, en partenariat et/ou en complément de nos CESF, interviennent auprès des ménages autour de diverses thématiques tels que le budget, la gestion de la vie quotidienne, ou de l'accès aux droits. Certaines associations dotées d'un psychologue peuvent aussi mettre en place un suivi spécifique pour les ménages les plus fragiles selon les demandes exprimées par les locataires.

PROMOLOGIS collabore également avec les associations qui sont mandatées dans le cadre de mesures AVDL pour des ménages orientés soit via la commission DALO soit le SIAO ; nous

retrouvons ici l'association Le Relais, Espoir, l'UCRM, France Horizon, SOLIHA ainsi que le CLLAJ.

B. Orientations stratégiques

PROMOLOGIS souhaite poursuivre et développer l'accompagnement social vers et dans le logement aux travers de différents partenariats et dispositifs ainsi que de renforcer les relations partenariales avec les acteurs de l'accompagnement. A ce titre, au-delà des contrats de partenariat, PROMOLOGIS siège au conseil d'administration de l'association Le Relais afin de s'impliquer aux côtés de cet acteur social.

C. Plan d'action

Sur le Muretain, sur le secteur QPV, une antenne de l'association Le Relais sera prochainement mise en place afin d'assurer une présence et un accueil des locataires qui seraient en demande d'un accompagnement ou d'une aide ponctuelle. L'enjeu étant de contribuer au bien-être des locataires sur des sites fragilisés.

Par ailleurs, au quotidien les collaborateurs travaillent en lien auprès de diverses associations afin de favoriser le relogement des ménages dont le profil varie :

- **Femmes victimes de violences** : Olympe de Gouges, l'Apiaf, Du côté des Femmes, les femmes de papiers etc.
- **Les personnes immigrées** : en relation avec les structures type CADA, CPH, CAO, PROMOLOGIS collabore ainsi avec des structures telles que l'UCRM, ARSEAA, ADOMA Depuis 2018, un partenariat a été mis en place auprès des structures qui œuvrent sur le **dispositif ACCELAIR** : il s'agit d'un dispositif dont le but de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes ayant obtenu un statut de réfugié depuis moins de 1 ans.
- **Les jeunes** : il est alors question des FJT de l'association Ô Toulouse (Habitat Jeune Espérance, du Dispositif Logement Jeune de l'UCRM, du CLLAJ
- **Les familles** : les CHRS de l'association ESPOIR, de l'UCRM, de France Horizon ou de l'Entraide Protestante, l'association des cités du secours catholique l'UDAF sur le département des Hautes Pyrénées.
- **Les mères isolées** : les CDEF, les Centre parental tel que celui de l'association Du May
- **Les personnes isolées** : les CHRS tels que ANTIPOUL, l'association Clémence Isaure, L'Oustal,

5.3.7 Modalités en termes de concertation locative

A. Etat des lieux

PROMOLOGIS possède un Plan de Concertation Locative sur la période 2019 – 2022, élaboré pour définir les modalités pratiques de la concertation applicable aux ensembles immobiliers du patrimoine, et ce pour formaliser le cadre de la concertation avec l'ensemble des associations représentatives des locataires.

Le Conseil de Concertation Locative est composé des membres suivants :

- Un ou plusieurs représentants du bailleur et des personnes dont la compétence est jugée utile en fonction des thèmes abordés ;
- Des représentants des organisations nationales représentatives des locataires siégeant à la Commission Nationale de Concertation Locative
- Des représentants du Droit Au Logement D.A .L.
- Les 3 administrateurs locataires membres du Conseil d'Administration

B. Orientations stratégiques

La concertation locative s'organise autour des sujets généraux ci-dessous qui relèvent de la gestion locative et patrimoniale, mais aussi pour des dossiers ou des thèmes qui le prévoient explicitement :

- Qualité de service rendu
- Bilan des campagnes de régularisation des charges et règles de répartition
- Gestion de la relation clients
- Conditions d'habitat et le cadre de vie des occupants
- Programmation neuve, reconstruction-démolition du parc locatif
- Projets d'amélioration et de réhabilitation énergétique
- Informations sur le Plan Stratégique de Patrimoine
- Maintenance et gros entretien du parc immobilier locatif
- Informations sur le NPNRU – Contrats de ville
- Evolutions des textes règlementaires
- Indicateurs de gestion locative et patrimoniale
- Convention d'Utilité Sociale

Sont néanmoins exclus des thèmes de concertation les processus internes de gestion conduits par les équipes opérationnelles, les situations individuelles des locataires et tous autres domaines relevant de l'application de textes règlementaires ou d'accords collectifs nationaux ou locaux déjà signés.

C. Plan d'action

Le Conseil de Concertation Locative se réunit chaque fois que nécessaire et à minima deux fois par an au siège social de PROMOLOGIS, ou sur un lieu différent précisé dans la lettre de convocation. Le plan de concertation locative prévoit également et à l'initiative de PROMOLOGIS la tenue de commissions de concertation locative, dites « commissions décentralisées », qui traitent spécifiquement des sujets et domaines relevant du périmètre de compétence géographique de chaque agence. Elles sont convoquées en fonction des besoins par l'agence décentralisée concernée et se tiennent avec le même formalisme que le conseil de concertation locative.

5.4 Politique d'accession

A. Etat des lieux

Outre le développement de l'offre locative, PROMOLOGIS favorise de manière complémentaire **l'accession aidée et sécurisée à la propriété**. Il s'agit de recréer les conditions favorables

d'un réel parcours résidentiel pour les ménages disposant de ressources modestes, ou moyennes. Cette activité, qui est assurée par la marque commerciale Zelidom, a augmenté de manière significative sur les dernières années (cf. Tableau 1 – Accession ci-dessous) :

- Une augmentation du nombre de logements PS�A construits depuis 2015
- Une croissance également importante du nombre de ventes même si on peut noter que la croissance des ventes est légèrement moins importante que celle des constructions, ce qui induit mécaniquement une augmentation du stock.
- Un taux de transformation des logements PS�A construits en LLS non significatifs (1%)

PSLA	2015	2016	2017	2018
PSLA construits	79	263	233	152
Nombres de PS�A transformés en LLS	1	3	4	0
Nombre de PS�A vendus	39	128	171	154

Tableau Accession 1

Le rythme de vente devrait poursuivre son accroissement pour atteindre environ 250 logements annuels de type PS�A ou assimilé en direction des primo-accédants à partir de 2020 (cf. partie ci-dessous sur les orientations stratégiques).

On observe par ailleurs, au travers des deux tableaux ci-dessous que :

- le nombre de primo-accédants relevant du plafond PLUS représentent 81% des acheteurs
- 39% des acheteurs ont concrétisé leur accession avec moins de 10% d'apport

Accession	2015	2016	2017	2018	Total
Nombre de contrats signés	41	139	171	154	505
Contrats signés avec ménages sous plafonds PLUS	27	106	131	144	408
% Contrats signés avec ménages sous plafonds PLUS	66%	76%	77%	94%	81%

Tableau Accession 2

Accession	2015	2016	2017	2018	Total
Nombre de contrats signés	41	139	171	154	505
Contrats signés avec ménages avec apport <= 10% px vente	9	54	70	65	198
% contrats signés apport personnel <= 10% du prix de vente	22%	39%	41%	42%	39%

Tableau Accession 3

B. Orientations stratégiques

Les orientations stratégiques de PROMOLOGIS en matière d'accession à la propriété sont les suivantes :

- Produire **une offre diversifiée dans le neuf** (PS�A / lotissement / AS) ;
- Augmenter l'activité accession neuve dans l'agglomération de **Montpellier** ;

- Favoriser **l'achat pour des propriétaires occupants** et en particulier les primo-accédants ;
- Améliorer la **qualité de service aux acquéreurs** et la gestion des résidences mixtes.

C. Plan d'action

Afin de mettre en œuvre ces orientations stratégiques, l'organisme a décliné un plan d'actions pour chacune d'elles :

- **Produire une offre diversifiée dans le neuf** - Avec un objectif de 250 unités vendues en 2020, PROMOLOGIS a prévu la production ci-dessous en OS dans son PMT 2019-2023 :

2019	2020	2021	2022	2023
254	250	250	250	250

- **Augmenter l'activité accession sociale neuve dans l'agglomération de Montpellier** : PROMOLOGIS souhaite promouvoir la vente sur ce territoire avec 50 à 100 unités par an sur les trois prochaines années.
- **Favoriser l'achat pour des propriétaires occupants et en particulier les primo-accédants** avec a minima 80% des ventes éligible au Prêt à Taux Zéro (sous réserve loi en vigueur).
- **Développer la notoriété de la marque avec une stratégie marketing spécifiquement dirigée vers l'accession à la propriété.**
- **Améliorer la qualité de service aux acquéreurs et la gestion des résidences mixtes** à travers la rédaction d'une charte de syndic responsable, la participation à la gouvernance des copropriétés stratégiques, l'introduction d'un pilotage administratif centralisé des copropriétés ou encore l'amélioration de la gestion patrimoniale partagée copropriété / locatif.

D. Engagements

Voir Indicateurs PP-ACC-1, PS-ACC-1 en pages 129 à 131

5.5 Logements-foyers

A. Etat des lieux

PROMOLOGIS dispose de **17 « programmes immobilier d'insertion totalisant 255 logements »**, dont 7 foyers (adultes handicapés, jeunes travailleurs, personnes âgées). La société envisage, comme tous les produits « hors cœur de métier », de **se désengager progressivement des foyers en les proposant à la vente à leurs gestionnaires**. La **priorité** est **donnée** à ce jour **au développement de maisons relais et résidences sociales** (20 places/an environ) en partenariat avec des associations gestionnaire.

B. Orientations stratégiques et plan d'action

PROMOLOGIS prévoit de poursuivre la politique actuelle qui consiste à :

- Se désengager des foyers : plusieurs d'entre eux font l'objet de négociation pour cession ;
- Conserver voire accentuer le développement des maisons relais et résidences sociales.

C. Engagements

Voir Indicateurs PP-LF-1, PP-LF-2 et PP-LF-3 en pages 132 à 135

5.6 Engagements en faveur d'une politique sociale et environnementale

A. Etat des lieux

PROMOLOGIS a initié une dynamique RSE depuis maintenant plusieurs années et a souhaité s'appuyer sur un diagnostic de ses **engagements en matière de responsabilité sociale** établi par un prestataire externe (VIGEO) afin de :

- Poursuivre la dynamique RSE déjà activée en interne ;
- Identifier ses points forts et ses points de fragilité ;
- Donner la possibilité aux équipes de s'emparer des enjeux RSE ;
- Le cas échéant, communiquer auprès de ses parties prenantes sur ses points forts et ses engagements en matière de RSE.

Afin d'évaluer le degré de maturité de PROMOLOGIS sur les différents domaines de la RSE, le prestataire a élaboré **un protocole d'audit**. Ce dernier consiste à noter de 1 à 4 les trois axes « Pertinence des politiques – Cohérence du déploiement – Résultats » pour chacun des domaines de la RSE identifié ci-dessous.

Environnement	Promotion de l'éco-conception	Ressources humaines Droits humains	Qualité de la gestion des emplois
	Maîtrise des impacts environnementaux dans la gestion du patrimoine		Développement des compétences et de l'employabilité
Engagement sociétal	Contribution à l'aménagement durable du territoire et à l'amélioration du cadre de vie	Relations Clients Fournisseurs	Prévention des discriminations et promotion de l'égalité des chances
	Développement de l'accessibilité au logement et de l'accompagnement des personnes en difficulté		Respect des intérêts des demandeurs de logement
Gouvernance	Transparence et efficacité des instances		Respect des intérêts des locataires et accédants à la propriété
	Concertation avec les associations de locataires		Intégration des facteurs sociaux et environnementaux dans le processus d'achats

Ce diagnostic permet ainsi d'identifier les thématiques sur lesquelles PROMOLOGIS est relativement avancé, et celles sur lesquelles des marges d'amélioration existent.

A titre d'exemple, PROMOLOGIS a mis en œuvre des actions sur différents champs de la RSE :

– **Lutte contre les discriminations :**

PROMOLOGIS renouvelle chaque année, à l'occasion des négociations annuelles, ses **engagements en matière d'égalité professionnelle entre hommes et femmes**, en particulier dans les domaines tels que les offres d'emploi, le recrutement, la qualification et la classification, la rémunération, l'accès aux différents postes de l'entreprise, les promotions, l'accès à la formation professionnelle, les mesures visant à concilier vie professionnelle et vie personnelle. Un accord d'entreprise sur 3 ans est en cours de signature. Ces engagements valent également pour l'emploi des seniors et des travailleurs handicapés. PROMOLOGIS n'a pas de pénalité au titre des obligations handicap depuis 5 ans.

Chaque année, les instances représentatives du personnel sont informées de la suite donnée à ces engagements via le rapport annuel unique qui consacre plusieurs indicateurs chiffrés sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, les emplois seniors, l'emploi des travailleurs handicapés.

– **Renforcement et développement des compétences**

PROMOLOGIS porte une attention particulière au **maintien et au développement des compétences de ses collaborateurs** avec un budget moyen de formation compris entre 2,5 et 3% de sa masse salariale brute annuelle. Le **développement de la performance** est soutenu par une politique d'évaluation qui consiste chaque année à **fixer des objectifs en adéquation avec les priorités et la culture de l'entreprise**. L'évaluation annuelle est l'occasion de faire le bilan entre collaborateur et chef de service des réalisations de chacun et de les reconnaître. PROMOLOGIS favorise également **la formation des jeunes en alternance**, en 2018, **11 contrats** ont été signés et une **vingtaine** étaient en cours de réalisation.

La politique de rémunération de PROMOLOGIS est étroitement liée à l'engagement de chacun, à la performance individuelle et collective, dans le respect de l'équité interne tout en prenant en compte les résultats financiers globaux.

– **Conditions de travail**

L'**articulation entre vie professionnelle et vie personnelle** est une préoccupation importante du salarié que PROMOLOGIS a pris en compte et intégré dans sa politique de ressources humaines. L'organisme veille également à favoriser les demandes individuelles de temps partiel lorsqu'elles sont compatibles avec l'emploi occupé. Une expérimentation a été lancée en 2019 sur le travail à distance et un accord d'entreprise est en cours de signature sur des horaires individualisés.

– **Politique environnementale et sociétale**

PROMOLOGIS a par exemple mis en place en 2016 **un processus d'achats responsables** intégrant des exigences, spécifications et critères en faveur de la protection et de la mise en valeur de l'environnement, du progrès social et du développement économique. La société prend ainsi quelques engagements majeurs parmi lesquels :

- Prendre en compte les aspects du développement durable tout au long du cycle de vie des produits notamment, en réduisant les impacts environnementaux des produits ou prestations achetés ;
- Promouvoir les achats solidaires en augmentant la part des achats auprès des secteurs adaptés et protégés (handicap), de l'insertion et du commerce équitable. En 2018, PROMOLOGIS a consacré 21 140 heures à des clauses d'insertion sociales sur ces contrats de maîtrise d'ouvrage, soit l'équivalent de 13 ETP ;
- Stimuler le tissu économique en soutenant le développement des entreprises locales dans les territoires où PROMOLOGIS investit, en recourant notamment à l'allotissement ;
- Promouvoir une concurrence saine et loyale entre les fournisseurs, la transparence et la traçabilité des procédures de consultation en favorisant la dématérialisation des appels d'offres ;
- Être attentif aux entreprises qui adoptent un comportement éthique en matière d'emploi et apportent toutes les garanties de légalité dans l'exercice de leurs activités.

B. Orientations stratégiques et plan d'action

Dans le cadre de son PMT Stratégique, PROMOLOGIS a fixé l'orientation stratégique suivante : « Mieux rendre compte de l'exercice des activités ». La RSE fait partie de cet engagement opérationnel, et PROMOLOGIS souhaite en effet :

- Mettre en œuvre ses engagements RSE ;
- Déployer les actions identifiées ;
- Elaborer et publier un rapport RSE.

Pour ce faire, un plan d'action a d'ores et déjà été identifié et se compose des actions suivantes :

- Cartographie exhaustive des parties prenantes ;
- Interview des parties prenantes de la société et proposition d'actions sur la base des rapports d'interview ;
- Décliner en fonction des priorités des enjeux stratégiques les actions opérationnelles en interne comme en externe ;
- Elaborer des indicateurs de mesure des engagements.
- Développer le recours aux clauses d'insertion par le travail.

5.7 Engagements en faveur de la maîtrise des coûts de fonctionnement.

A. Etat des lieux

La DHUP a récemment ouvert une souplesse pour retenir dans la CUS la définition du DIS. Par lisibilité, simplicité et meilleur rendu compte de la diversité de nos métiers, Action Logement Immobilier fait le choix de retenir dans les CUS de ses ESH cette définition DIS.

B. Orientations stratégiques et plan d'action

Sur cette base, PROMOLOGIS prévoit de poursuivre son développement en maîtrisant ses coûts de gestion sans dépasser le seuil des 1000€ / logements.

C. Engagements

Voir Indicateurs G1 en page 128

TITRE 6 : Synthèse des indicateurs

Engagements OBLIGATOIRES	Indicateurs
Adapter l'offre de logements locatifs sociaux aux besoins des populations et des territoires, entretenir et améliorer le patrimoine existant	PP-1. Nombre de logements locatifs, pour chaque mode de financement (prêt locatif aidé d'intégration, prêt locatif à usage social, prêt locatif social), donnant lieu à des dossiers de financement agréés par les services de l'Etat ou par les délégataires, dont part hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville et part hors du cadre du renouvellement urbain, à trois et six ans.
	PP-2. Nombre de logements rénovés au sens du premier alinéa du II de l'article 5 de la loi no 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, parmi le parc de logements de classe énergétique « F », « G », par année.
	PP-3. Nombre de logements réhabilités , appartenant à une opération de réhabilitation éligible à un prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations , parmi le parc total de logements, par année.
Favoriser l'accèsion à la propriété	PP-4. Nombre de logement mis en commercialisation , parmi le parc total de logements, à trois et six ans.
Assurer la diversité des ménages dans l'occupation et s'engager sur l'accueil des ménages défavorisés	PS-1. Nombre d' attributions de logements , suivies de baux signés, réalisées en application des vingtième à vingt-deuxième alinéas de l'article L. 441-1, parmi le nombre total d'attributions, par année.
	PS-2. Nombre d' attributions de logement relevant d'une catégorie de personnes prioritaires en application de l'article L. 441-1 du CCH déclinés par le plan départemental d'actions pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées et/ou les orientations en matière d'attribution des établissements publics de coopération intercommunale, dont part hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville , parmi le nombre total d'attributions, par année.
Assurer la qualité du service rendu aux locataires	SR-1. Nombre de logements accessibles aux personnes à mobilité réduite , parmi le parc total de logements, par année
Améliorer la performance de la gestion des logements	G-1. Coût de gestion par logement, hors dépenses de maintenance et cotisations mentionnées aux articles L. 452-4, L. 452-4-1 et L. 342-21, par année
Engagements ACCESSION OBLIGATOIRES	Indicateurs
Adapter l'offre d'accèsion aux besoins des populations et des territoires	PP-ACC-1. Pourcentage de logements agréés conformément à la réglementation prévue à l'article R. 331-76-5-1 transformés en logements locatifs sociaux , au regard du parc de logements en accèsion détenu par l'organisme et du nombre de transferts de propriété au bénéfice de titulaires de contrats sur la période concernée, à trois et six ans.
Favoriser l'accèsion à la propriété des ménages modestes	PS-ACC-1. Pourcentage minimal de contrats signés par an avec des ménages dont les revenus n'excèdent pas les plafonds applicables aux opérations financées dans les conditions de l'article R. 331-12.

Engagements FOYERS OBLIGATOIRES	Indicateurs
Adapter l'offre de logements-foyers aux besoins des populations et des territoires, entretenir et améliorer le patrimoine existant	PP-LF-1. Nombre de logements équivalents donnant lieu à des dossiers de financement agréés par les services de l'Etat ou par les délégataires, à trois et six ans.
	PP-LF-2 Nombre de logements équivalents rénovés au sens du premier alinéa du II de l'article 5 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, obtenant une étiquette A et E après rénovation, parmi le parc de logements équivalents de classe énergétique F, G, par année.
	PP-LF-3. Nombre de logements équivalents réhabilités, au sens où ils appartiennent à une opération de réhabilitation éligible à un prêt de la CDC, parmi le nombre total de logements équivalents, à trois et six ans.

Engagements OPTIONNELS	Indicateurs
Adapter l'offre de logements locatifs sociaux aux besoins des populations et des territoires, entretenir et améliorer le patrimoine existant	PP-2 Compl : Données chiffrées territorialisées en accompagnement de l'indicateur PP-2, portant sur le changement d'au moins une étiquette énergétique suite à la rénovation des logements
Favoriser l'accession à la propriété	PP-4 Compl : Données chiffrées en accompagnement de l'indicateur PP-4 : une prévision du nombre de logements vendus ainsi que le nombre de ventes réalisées, à trois et six ans, dont le nombre de ventes réalisées au bénéfice des locataires du parc social, le nombre de ventes réalisées au bénéfice des personnes morales de droit privé et le nombre de ventes réalisées au profit d'une société de vente d'habitations à loyer modéré
Fluidifier les parcours résidentiels des locataires en facilitant les mutations internes ou externes	PP-5. Nombre de mutations de locataires déjà logés dans le parc de l'organisme ou d'un autre organisme de logement social, réalisées vers le parc de l'organisme, parmi le nombre total des attributions, par année.
Fluidifier les parcours résidentiels des locataires en facilitant les mutations internes ou externes	PP-5 Compl : Données chiffrées en accompagnement de l'indicateurs PP-5, à l'échelle de tout le patrimoine de l'organisme, s'il est tenu de prendre des engagements pour cet indicateur : le nombre de mutations internes prévues et réalisées, par année.
Assurer la diversité des ménages dans l'occupation et s'engager sur l'accueil des ménages défavorisés	PS-3. Nombre d' attributions de logements aux ménages reconnus par la commission de médiation prévue à l'article L. 441-2-3, comme prioritaires et devant se voir attribuer un logement en urgence , dont part hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville, parmi le parc total de logements, par année.

LISTE DES ANNEXES

- **Indicateurs – Pages 73 à 135**
- **Plan Stratégique du Patrimoine (PSP) – Pages 136 à 154**
- **Plan de vente – Pages 155 à 160**
- **Extrait du PV du Conseil d'Administration du 26 juin 2019 – Page 161**
- **Signatures PROMOLOGIS et ETAT – Pages 162**
- **Signatures des Personnes Publiques Associées – Pages 163 à 174**

Annexes - Indicateurs PP1.

Indicateurs logements locatifs sociaux

Veuillez saisir les informations ci-dessous concernant votre organisme avant de commencer à renseigner les engagements des différents indicateurs dans les onglets suivants

Nom de l'organisme	PROMOLOGIS		
Statut	ESH	Dép. siège social	Haute-Garonne
N° SIREN	630 802 053	Nombre de LLS (au 31/12/2018)	25872

Précisions importantes :

- * Ce formulaire concerne les indicateurs relatifs aux logements locatifs sociaux ordinaires (y compris logements étudiants), et non aux logements-foyers ou à l'accèsion
- * Les engagements doivent être déclinés par département et/ou par EPCI. Les Préfets de région ont défini les indicateurs optionnels sur chaque territoire, ainsi que les EPCI sur lesquels les engagements doivent être affichés.
- * En fonction de vos obligations réglementaires (caractère obligatoire ou optionnel des indicateurs défini par le Préfet), vous devez renseigner les onglets suivants correspondant aux indicateurs de la CUS logements locatifs sociaux ordinaires, ainsi qu'aux données chiffrées territorialisées en accompagnement des indicateurs PP2, PP4 et PP5.
- * Le formalisme indiqué dans les exemples devra être respecté pour chaque indicateur.
- * Les engagements peuvent être demandés en nombre ou en pourcentage.

Nom de l'organisme	PROMOLOGIS		
Statut	ESH	Dép. siège social	Haute-Garonne
N° SIREN	690802053	Nombre de LLS (au 31/12/2018)	25872

PP-1. Nombre de logements locatifs, pour chaque mode de financement (prêt locatif aidé d'intégration, prêt locatif à usage social, prêt locatif social), donnant lieu à des dossiers de financement agréés par les services de l'Etat ou par les délégataires, dont part hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville et part hors du cadre de la rénovation urbaine, à trois et six ans.

Numéro et nom du département (format : XX – XXXXXXX)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Quartiers et financements	Référence : Indicateur PP-1 pour la période de N-3 (2016) à N-1 (2018)	Engagements en nombre et pourcentage, cumulés à 3 et 6 ans	
				De l'année N (2019) à l'année N+2 (2021)	De l'année N (2019) à l'année N+5 (2024)
82 - Tarn et Garonne	Ensemble du département	PLAI	41	57	105
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	89	115	216
		PLS	6	16	30
		% hors QPV	73%	75%	75%
		% hors RU	100%	100%	100%
82 - Tarn et Garonne	CA du Grand Montauban	PLAI	32	44	83
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	74	102	192
		PLS	6	4	8
		% hors QPV	67%	67%	67%
		% hors RU	100%	100%	100%
82 - Tarn et Garonne	CC Terres de confluences	PLAI	0	0	0
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	0	0	0
		PLS	0	0	0
		% hors QPV	0%	0%	0%
		% hors RU	0%	0%	0%

PP-1. Nombre de logements locatifs, pour chaque mode de financement (prêt locatif aidé d'intégration, prêt locatif à usage social, prêt locatif social), donnant lieu à des dossiers de financement agréés par les services de l'Etat ou par les délégataires, dont part hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville et part hors du cadre de la rénovation urbaine, à trois et six ans.

Numéro et nom du département (format : XX – Xxxxxxx)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Quartiers et financements	Référence : Indicateur PP-1 pour la période de N-3 (2016) à N-1 (2018)	Engagements en nombre et pourcentage, cumulés à 3 et 6 ans	
				De l'année N (2019) à l'année N+2 (2021)	De l'année N (2019) à l'année N+5 (2024)

82 - Tam et Garonne	CC des Deux Rives	PLAI	0	0	0
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	0	0	0
		PLS	0	0	0
		% hors QPV	0%	0%	0%
		% hors RU	0%	0%	0%
82 - Tam et Garonne	CC du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron	PLAI	0	0	0
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	0	0	0
		PLS	0	0	0
		% hors QPV	0%	0%	0%
		% hors RU	0%	0%	0%
31 - Haute-Garonne	Ensemble du département	PLAI	667	725	1363
		dont PLAI adapté	7	5	10
		PLUS	1305	1397	2624
		PLS	225	310	582
		% hors QPV	95%	95%	95%
		% hors RU	100%	100%	100%

PP-1. Nombre de logements locatifs, pour chaque mode de financement (prêt locatif aidé d'intégration, prêt locatif à usage social, prêt locatif social), donnant lieu à des dossiers de financement agréés par les services de l'Etat ou par les délégataires, dont part hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville et part hors du cadre de la rénovation urbaine, à trois et six ans.

Numéro et nom du département (format : XX – Xxxxxxx)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Quartiers et financements	Référence : Indicateur PP-1 pour la période de N-3 (2016) à N-1 (2018)	Engagements en nombre et pourcentage, cumulés à 3 et 6 ans	
				De l'année N (2019) à l'année N+2 (2021)	De l'année N (2019) à l'année N+5 (2024)

31 - Haute-Garonne	Toulouse Métropole	PLAI	506	549	1032
		dont PLAI adapté	7	5	10
		PLUS	946	1023	1923
		PLS	180	294	552
		% hors QPV	97%	97%	97%
		% hors RU	100%	100%	100%
31 - Haute-Garonne	CA Le Muretain Agglo	PLAI	116	122	230
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	261	267	501
		PLS	6	0	0
		% hors QPV	81%	81%	81%
		% hors RU	100%	100%	100%
31 - Haute-Garonne	CA du Sicoval	PLAI	14	29	55
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	29	51	96
		PLS	7	3	6
		% hors QPV	100%	100%	100%
		% hors RU	100%	100%	100%

PP-1. Nombre de logements locatifs, pour chaque mode de financement (prêt locatif aidé d'intégration, prêt locatif à usage social, prêt locatif social), donnant lieu à des dossiers de financement agréés par les services de l'Etat ou par les délégataires, dont part hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville et part hors du cadre de la rénovation urbaine, à trois et six ans.

Numéro et nom du département (format : XX – Xxxxxxx)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Quartiers et financements	Référence : Indicateur PP-1 pour la période de N-3 (2016) à N-1 (2018)	Engagements en nombre et pourcentage, cumulés à 3 et 6 ans	
				De l'année N (2019) à l'année N+2 (2021)	De l'année N (2019) à l'année N+5 (2024)

31 - Haute-Garonne	CC de la Save au Touch	PLAI	23	25	47
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	51	55	104
		PLS	12	13	24
		% hors QPV	100%	100%	100%
		% hors RU	100%	100%	100%
31 - Haute-Garonne	CC Cœur et côtes de Comminges	PLAI	0	0	0
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	0	0	0
		PLS	0	0	0
		% hors QPV	0%	0%	0%
		% hors RU	0%	0%	0%
31 - Haute-Garonne	CC du Volvestre	PLAI	0	0	0
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	0	0	0
		PLS	0	0	0
		% hors QPV	0%	0%	0%
		% hors RU	0%	0%	0%

PP-1. Nombre de logements locatifs, pour chaque mode de financement (prêt locatif aidé d'intégration, prêt locatif à usage social, prêt locatif social), donnant lieu à des dossiers de financement agréés par les services de l'Etat ou par les délégataires, dont part hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville et part hors du cadre de la rénovation urbaine, à trois et six ans.					
Numéro et nom du département (format : XX – XXXXXXX)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Quartiers et financements	Référence : Indicateur PP-1 pour la période de N-3 (2016) à N-1 (2018)	Engagements en nombre et pourcentage, cumulés à 3 et 6 ans	
				De l'année N (2019) à l'année N+2 (2021)	De l'année N (2019) à l'année N+5 (2024)

31 - Haute-Garonne	CC du Frontonnais	PLAI	0	0	0
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	0	0	0
		PLS	0	0	0
		% hors QPV	0%	0%	0%
		% hors RU	0%	0%	0%
31 - Haute-Garonne	CC Cœur de Garonne	PLAI	0	0	0
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	0	0	0
		PLS	0	0	0
		% hors QPV	0%	0%	0%
		% hors RU	0%	0%	0%
65 - Hautes Pyrénées	Ensemble du département	PLAI	34	38	72
		dont PLAI adapté	12	0	0
		PLUS	52	57	107
		PLS	0	0	0
		% hors QPV	100%	100%	100%
		% hors RU	100%	100%	100%

PP-1. Nombre de logements locatifs, pour chaque mode de financement (prêt locatif aidé d'intégration, prêt locatif à usage social, prêt locatif social), donnant lieu à des dossiers de financement agréés par les services de l'Etat ou par les délégataires, dont part hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville et part hors du cadre de la rénovation urbaine, à trois et six ans.					
Numéro et nom du département (format : XX – XXXXXXX)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Quartiers et financements	Référence : Indicateur PP-1 pour la période de N-3 (2016) à N-1 (2018)	Engagements en nombre et pourcentage, cumulés à 3 et 6 ans	
				De l'année N (2019) à l'année N+2 (2021)	De l'année N (2019) à l'année N+5 (2024)

65 - Hautes Pyrénées	CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	PLAI	34	38	72
		dont PLAI adapté	12	0	0
		PLUS	46	57	107
		PLS	0	0	0
		% hors QPV	100%	100%	100%
		% hors RU	100%	100%	100%
34 - Hérault	Ensemble du département	PLAI	346	445	840
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	701	888	1664
		PLS	117	150	283
		% hors QPV	100%	100%	100%
		% hors RU	100%	100%	100%
34 - Hérault	Montpellier Méditerranée Métropole	PLAI	223	245	460
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	454	533	1001
		PLS	87	96	180
		% hors QPV	100%	100%	100%
		% hors RU	100%	100%	100%

PP-1. Nombre de logements locatifs, pour chaque mode de financement (prêt locatif aidé d'intégration, prêt locatif à usage social, prêt locatif social), donnant lieu à des dossiers de financement agréés par les services de l'Etat ou par les délégataires, dont part hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville et part hors du cadre de la rénovation urbaine, à trois et six ans.

Numéro et nom du département (format : XX – Xxxxxxx)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Quartiers et financements	Référence : Indicateur PP-1 pour la période de N-3 (2016) à N-1 (2018)	Engagements en nombre et pourcentage, cumulés à 3 et 6 ans	
				De l'année N (2019) à l'année N+2 (2021)	De l'année N (2019) à l'année N+5 (2024)

34 - Hérault	CA Hérault-Méditerranée	PLAI	51	77	144
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	102	153	288
		PLS	0	25	48
		% hors QPV	100%	100%	100%
		% hors RU	100%	100%	100%
34 - Hérault	CA du Bassin de Thau	PLAI	0	0	0
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	0	0	0
		PLS	0	0	0
		% hors QPV	0%	0%	0%
		% hors RU	0%	0%	0%
34 - Hérault	CA du Pays de l'Or	PLAI	24	22	41
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	48	42	79
		PLS	9	14	26
		% hors QPV	100%	100%	100%
		% hors RU	100%	100%	100%

PP-1. Nombre de logements locatifs, pour chaque mode de financement (prêt locatif aidé d'intégration, prêt locatif à usage social, prêt locatif social), donnant lieu à des dossiers de financement agréés par les services de l'Etat ou par les délégataires, dont part hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville et part hors du cadre de la rénovation urbaine, à trois et six ans.

Numéro et nom du département (format : XX – Xxxxxxx)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Quartiers et financements	Référence : Indicateur PP-1 pour la période de N-3 (2016) à N-1 (2018)	Engagements en nombre et pourcentage, cumulés à 3 et 6 ans	
				De l'année N (2019) à l'année N+2 (2021)	De l'année N (2019) à l'année N+5 (2024)

34 - Hérault	CC du Pays de Lunel	PLAI	2	3	6
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	4	7	13
		PLS	0	0	0
		% hors QPV	100%	100%	100%
		% hors RU	100%	100%	100%
34 - Hérault	CC du Clermontois	PLAI	0	0	0
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	0	0	0
		PLS	0	0	0
		% hors QPV	0%	0%	0%
		% hors RU	0%	0%	0%
34 - Hérault	CA BeziersMéditerranée	PLAI	11	18	34
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	25	42	79
		PLS	0	0	0
		% hors QPV	100%	100%	100%
		% hors RU	100%	100%	100%

PP-1. Nombre de logements locatifs, pour chaque mode de financement (prêt locatif aidé d'intégration, prêt locatif à usage social, prêt locatif social), donnant lieu à des dossiers de financement agréés par les services de l'Etat ou par les délégataires, dont part hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville et part hors du cadre de la rénovation urbaine, à trois et six ans.

Numéro et nom du département (format : XX – Xxxxxxx)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Quartiers et financements	Référence : Indicateur PP-1 pour la période de N-3 (2016) à N-1 (2018)	Engagements en nombre et pourcentage, cumulés à 3 et 6 ans	
				De l'année N (2019) à l'année N+2 (2021)	De l'année N (2019) à l'année N+5 (2024)

34 - Hérault	SETE Agglopôle Méditerranée	PLAI	26	46	87
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	51	92	173
		PLS	15	15	29
		% hors QPV	100%	100%	100%
		% hors RU	100%	100%	100%
11 - Aude	Ensemble du département	PLAI	0	0	0
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	0	0	0
		PLS	0	0	0
		% hors QPV	0%	0%	0%
		% hors RU	0%	0%	0%
11 - Aude	CA le Grand Narbonne	PLAI	0	0	0
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	0	0	0
		PLS	0	0	0
		% hors QPV	0%	0%	0%
		% hors RU	0%	0%	0%

PP-1. Nombre de logements locatifs, pour chaque mode de financement (prêt locatif aidé d'intégration, prêt locatif à usage social, prêt locatif social), donnant lieu à des dossiers de financement agréés par les services de l'Etat ou par les délégataires, dont part hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville et part hors du cadre de la rénovation urbaine, à trois et six ans.

Numéro et nom du département (format : XX – Xxxxxxx)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Quartiers et financements	Référence : Indicateur PP-1 pour la période de N-3 (2016) à N-1 (2018)	Engagements en nombre et pourcentage, cumulés à 3 et 6 ans	
				De l'année N (2019) à l'année N+2 (2021)	De l'année N (2019) à l'année N+5 (2024)

30 - Gard	Ensemble du département	PLAI	50	77	145
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	104	180	339
		PLS	0	0	0
		% hors QPV	100%	100%	100%
		% hors RU	100%	100%	100%
30 - Gard	CC Beaucaire - Terre d'Argence	PLAI	0	0	0
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	0	0	0
		PLS	0	0	0
		% hors QPV	0%	0%	0%
		% hors RU	0%	0%	0%
30 - Gard	CA Nîmes métropole	PLAI	40	60	113
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	80	140	264
		PLS	0	0	0
		% hors QPV	100%	100%	100%
		% hors RU	100%	100%	100%

PP-1. Nombre de logements locatifs, pour chaque mode de financement (prêt locatif aidé d'intégration, prêt locatif à usage social, prêt locatif social), donnant lieu à des dossiers de financement agréés par les services de l'Etat ou par les délégataires, dont part hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville et part hors du cadre de la rénovation urbaine, à trois et six ans.

Numéro et nom du département (format : XX – xxxxxxxx)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Quartiers et financements	Référence : Indicateur PP-1 pour la période de N-3 (2016) à N-1 (2018)	Engagements en nombre et pourcentage, cumulés à 3 et 6 ans	
				De l'année N (2019) à l'année N+2 (2021)	De l'année N (2019) à l'année N+5 (2024)

30 - Gard	CA ALES Agglomération	PLAI	10	17	32
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	24	40	75
		PLS	0	0	0
		% hors QPV	100%	100%	100%
		% hors RU	100%	100%	100%
30 - Gard	CC Petite Camargue	PLAI	0	0	0
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	0	0	0
		PLS	0	0	0
		% hors QPV	0%	0%	0%
		% hors RU	0%	0%	0%
46 - Lot	Ensemble du département	PLAI	0	0	0
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	0	0	0
		PLS	0	0	0
		% hors QPV	0%	0%	0%
		% hors RU	0%	0%	0%

PP-1. Nombre de logements locatifs, pour chaque mode de financement (prêt locatif aidé d'intégration, prêt locatif à usage social, prêt locatif social), donnant lieu à des dossiers de financement agréés par les services de l'Etat ou par les délégataires, dont part hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville et part hors du cadre de la rénovation urbaine, à trois et six ans.

Numéro et nom du département (format : XX – Xxxxxxx)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Quartiers et financements	Référence : Indicateur PP-1 pour la période de N-3 (2016) à N-1 (2018)	Engagements en nombre et pourcentage, cumulés à 3 et 6 ans	
				De l'année N (2019) à l'année N+2 (2021)	De l'année N (2019) à l'année N+5 (2024)

46 - Lot	CC Grand-Figeac	PLAI	0	0	0
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	0	0	0
		PLS	0	0	0
		% hors QPV	0%	0%	0%
		% hors RU	0%	0%	0%
81 - Tarn	Ensemble du département	PLAI	0	0	0
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	0	0	0
		PLS	0	0	0
		% hors QPV	0%	0%	0%
		% hors RU	0%	0%	0%
81 - Tarn	CC du Sor et de l'Agout	PLAI	0	0	0
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	0	0	0
		PLS	0	0	0
		% hors QPV	0%	0%	0%
		% hors RU	0%	0%	0%

PP-1. Nombre de logements locatifs, pour chaque mode de financement (prêt locatif aidé d'intégration, prêt locatif à usage social, prêt locatif social), donnant lieu à des dossiers de financement agréés par les services de l'Etat ou par les délégataires, dont part hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville et part hors du cadre de la rénovation urbaine, à trois et six ans.

Numéro et nom du département (format : XX – Xxxxxxx)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Quartiers et financements	Référence : Indicateur PP-1 pour la période de N-3 (2016) à N-1 (2018)	Engagements en nombre et pourcentage, cumulés à 3 et 6 ans	
				De l'année N (2019) à l'année N+2 (2021)	De l'année N (2019) à l'année N+5 (2024)

81 - Tarn	Communauté d'agglomération de l'Albigeois (C2A)	PLAI	0	0	0
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	0	0	0
		PLS	0	0	0
		% hors QPV	0%	0%	0%
		% hors RU	0%	0%	0%
48 - Lozère	Ensemble du département	PLAI	0	0	0
		dont PLAI adapté	0	0	0
		PLUS	0	0	0
		PLS	0	0	0
		% hors QPV	0%	0%	0%
		% hors RU	0%	0%	0%

Indicateurs PP-2, PP-2-compl et PP3

PP-2. Nombre de logements disposant après rénovation d'une étiquette A à E, parmi le parc de logements de classe énergétique F, G par année									
Numéro et nom du département (format : XX - Xxxxxxx)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Références		Engagements annuels, en nombre					
		Logements F, G dans le patrimoine de l'organisme au 31 décembre de l'année N-1 (2018)	Logements F, G rénovés et passés A, B, C, D ou E lors de l'année N-1 (2018)	Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
82 - Tarn et Garonne	Ensemble du département	44	0	4	0	0	12	0	0
82 - Tarn et Garonne	CA du Grand Montauban	4	0	4	0	0	0	0	0
82 - Tarn et Garonne	CC Terres de confluences	0	0	0	0	0	0	0	0
82 - Tarn et Garonne	CC des Deux Rives	0	0	0	0	0	0	0	0
82 - Tarn et Garonne	CC du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron	12	0	0	0	0	0	0	0
31 - Haute-Garonne	Ensemble du département	148	26	19	5	3	0	0	0
31 - Haute-Garonne	Toulouse Métropole	20	23	14	5	3	0	0	0
31 - Haute-Garonne	CA Le Muretain Agglo	4	3	5	0	0	0	0	0
31 - Haute-Garonne	CA du Sicoval	5	0	0	0	0	0	0	0
31 - Haute-Garonne	CC de la Save au Touch	2	0	0	0	0	0	0	0
31 - Haute-Garonne	CC Cœur et côteaux de Comminges	1	0	0	0	0	0	0	0
31 - Haute-Garonne	CC du Volvestre	0	0	0	0	0	0	0	0
31 - Haute-Garonne	CC du Frontonnais	0	0	0	0	0	0	0	0

PP-2. Nombre de logements disposant après rénovation d'une étiquette A à E, parmi le parc de logements de classe énergétique F, G par année

Numéro et nom du département (format : XX - Xxxxxxx)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Références		Engagements annuels, en nombre					
		Logements F, G dans le patrimoine de l'organisme au 31 décembre de l'année N-1 (2018)	Logements F, G rénovés et passés A, B, C, D ou E lors de l'année N-1 (2018)	Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
31 - Haute-Garonne	CC Cœur de Garonne	0	0	0	0	0	0	0	0
65 - Hautes Pyrénées	Ensemble du département	24	34	4	0	0	2	0	0
65 - Hautes Pyrénées	CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	9	0	0	0	0	2	0	0
34 - Hérault	Ensemble du département	1	0	0	1	0	0	0	0
34 - Hérault	Montpellier Méditerranée Métropole	1	0	0	1	0	0	0	0
34 - Hérault	CA Hérault-Méditerranée	0	0	0	0	0	0	0	0
34 - Hérault	CA du Bassin de Thau	0	0	0	0	0	0	0	0
34 - Hérault	CA du Pays de l'Or	0	0	0	0	0	0	0	0
34 - Hérault	CC du Pays de Lunel	0	0	0	0	0	0	0	0
34 - Hérault	CC du Clermontais	0	0	0	0	0	0	0	0
34 - Hérault	CA BeziersMediterranée	0	0	0	0	0	0	0	0
34 - Hérault	SETE Agglopôle Méditerranée	0	0	0	0	0	0	0	0
11 - Aude	Ensemble du département	0	0	0	0	25	0	7	0
11 - Aude	CA le Grand Narbonne	0	0	0	0	0	0	0	0

PP-2. Nombre de logements disposant après rénovation d'une étiquette A à E, parmi le parc de logements de classe énergétique F, G par année

Numéro et nom du département (format : XX - XXXXXX)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Références		Engagements annuels, en nombre					
		Logements F, G dans le patrimoine de l'organisme au 31 décembre de l'année N-1 (2018)	Logements F, G rénovés et passés A, B, C, D ou E lors de l'année N-1 (2018)	Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
30 - Gard	Ensemble du département	0	0	0	0	0	0	0	0
30 - Gard	CC Beaucaire Terres d'Argence	0	0	0	0	0	0	0	0
30 - Gard	CC Petite Camargue	0	0	0	0	0	0	0	0
30 - Gard	CA Nîmes Métropole	0	0	0	0	0	0	0	0
30 - Gard	CA ALES Agglomération	0	0	0	0	0	0	0	0
46 - Lot	Ensemble du département	1	0	0	0	0	0	0	0
46 - Lot	CC Grand-Figeac	1	0	0	0	0	0	0	0
81 - Tarn	Ensemble du département	1	0	0	0	0	0	0	0
81 - Tarn	CC du Sor et de l'Agout	0	0	0	0	0	0	0	0
81 - Tarn	Communauté d'agglomération de l'Albigeois (C2A)	0	0	0	0	0	0	0	0
48 - Lozère	Ensemble du département	10	0	0	0	10	0	0	0

Données chiffrées territorialisées en accompagnement de l'indicateur PP-2, portant sur le changement d'au moins une étiquette énergétique suite à la rénovation des logements																					
Numéro et nom du département (format : XX - XXXXXXX)	Références :	Prévisions en nombre, cumulés à 3 et 6 ans						Répartition de la totalité du parc par étiquettes énergétiques, lors de l'année n-1 (2018)							Prévision de la totalité du parc de la répartition par étiquettes énergétiques, année n+5 (2024)						
	Nombre de logements dont la rénovation a abouti au changement d'au moins une étiquette énergétique, au cours de l'année N-1 (2018)	Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)	A	B	C	D	E	F	G	A	B	C	D	E	F	G
82 - Tarn et Garonne	2	67	51	86	41	47	0	269	384	887	729	343	30	14	269	384	1179	729	95	0	0
31 - Haute-Garonne	256	178	212	133	227	212	283	2473	1914	5574	4122	2301	144	4	2473	1914	6819	4122	1204	0	0
65 - Hautes Pyrénées	77	6	19	32	21	18	0	109	951	1491	894	234	18	6	109	951	1587	894	162	0	0
34 - Hérault	0	0	1	0	0	5	0	1117	417	340	120	5	1	0	1117	417	346	120	0	0	0
11 - Aude	0	0	0	21	7	0	0	84	38	10	0	0	0	0	84	38	10	0	0	0	0
30 - Gard	0	0	3	25	0	1	0	136	182	372	71	39	0	0	136	182	401	71	10	0	0
46 - Lot	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	1	1	0	0	0	0	4	1	1	0
81 - Tarn	0	0	0	0	0	0	0	0	3	6	11	12	1	0	0	3	6	11	12	1	0
48 - Lozère	0	0	0	10	0	0	0	0	0	0	0	0	10	0	0	0	10	0	0	0	0

PP-3. Nombre de logements réhabilités, appartenant à une opération de réhabilitation éligible à un prêt de la Caisse des dépôts et consignations, parmi le parc total de logements, par année.									
Numéro et nom du département (format : XX - Xxxxxxx)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Références		Engagements annuels, en nombre					
		Nombre total de logements dans le patrimoine de l'organisme au 31 décembre de l'année N-1 (2018)	Logements construits depuis plus de 25 ans et non réhabilités au sens de l'indicateur, dans le patrimoine de l'organisme au 31 décembre de l'année N-1 (2018)	Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
82 - Tarn et Garonne	<i>Ensemble du département</i>	2656	1436	67	51	86	41	47	0
82 - Tarn et Garonne	<i>CA Grand Montauban</i>	1686	661	30	27	6	8	18	0
82 - Tarn et Garonne	<i>CC des Deux Rives</i>	47	48	0	1	33	0	0	0
82 - Tarn et Garonne	<i>CC du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron</i>	20	33	0	0	0	0	13	0
82 - Tarn et Garonne	<i>CC Terres des Confluences</i>	211	277	0	0	21	4	0	0
31 - Haute-Garonne	<i>Ensemble du département</i>	16532	6991	178	212	133	227	212	283
31 - Haute-Garonne	<i>Toulouse Métropole</i>	9646	3973	160	102	58	172	165	78
31 - Haute-Garonne	<i>CA Le Muretain Agglo</i>	4380	2392	13	52	21	1	28	157
31 - Haute-Garonne	<i>CA du Sicoval</i>	626	49	0	0	12	13	4	48

PP-3. Nombre de logements réhabilités, appartenant à une opération de réhabilitation éligible à un prêt de la Caisse des dépôts et consignations, parmi le parc total de logements, par année.									
Numéro et nom du département (format : XX - Xxxxxxx)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Références		Engagements annuels, en nombre					
		Nombre total de logements dans le patrimoine de l'organisme au 31 décembre de l'année N-1 (2018)	Logements construits depuis plus de 25 ans et non réhabilités au sens de l'indicateur, dans le patrimoine de l'organisme au 31 décembre de l'année N-1 (2018)	Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
31 - Haute-Garonne	CC de la Save au Touch	716	298	5	35	34	20	0	0
31 - Haute-Garonne	CC Cœur et côtes de Comminges	306	110	0	0	0	12	0	0
31 - Haute-Garonne	CC Cœur de Garonne	191	93	0	0	2	8	0	0
31 - Haute-Garonne	CC du Volvestre	80	11	0	0	6	1	15	0
31 - Haute-Garonne	CC du Frontonnais	49	7	0	0	0	0	0	0
65 - Hautes Pyrénées	Ensemble du département	3703	3609	6	19	32	21	18	0
65 - Hautes Pyrénées	CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	2864	3160	1	19	2	19	0	0
34 - Hérault	Ensemble du département	2000	49	0	1	0	0	5	0
34 - Hérault	Montpellier Méditerranée Métropole	1247	49	0	1	0	0	5	0
34 - Hérault	CA Hérault Méditerranée	118	0	0	0	0	0	0	0
34 - Hérault	CA du Bassin de Thau	0	0	0	0	0	0	0	0
34 - Hérault	CA du Pays de l'Or	98	0	0	0	0	0	0	0
34 - Hérault	CA du Pays de Lunel	67	0	0	0	0	0	0	0
34 - Hérault	CC du Clermontais	89	0	0	0	0	0	0	0

PP-3. Nombre de logements réhabilités, appartenant à une opération de réhabilitation éligible à un prêt de la Caisse des dépôts et consignations, parmi le parc total de logements, par année.									
Numéro et nom du département (format : XX - Xxxxxxx)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Références		Engagements annuels, en nombre					
		Nombre total de logements dans le patrimoine de l'organisme au 31 décembre de l'année N-1 (2018)	Logements construits depuis plus de 25 ans et non réhabilités au sens de l'indicateur, dans le patrimoine de l'organisme au 31 décembre de l'année N-1 (2018)	Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
34 - Hérault	CA Béziers Méditerranée	166	0	0	0	0	0	0	0
34 - Hérault	Sète Agglopôle Méditerranée	189	0	0	0	0	0	0	0
11 - Aude	Ensemble du département	132	0	0	0	21	7	0	0
11 - Aude	CA le Grand Narbonne	132	0	0	0	0	0	0	0
30 - Gard	Ensemble du département	800	33	0	3	25	0	1	0
30 - Gard	CC Beaucaire Terres d'Argence	110	0	0	0	0	0	0	0
30 - Gard	CC Petite Camargue	89	0	0	0	0	0	0	0
30 - Gard	CA Nîmes Métropole	436	9	0	0	11	0	1	0
30 - Gard	CA ALES Agglomération	64	0	0	0	0	0	0	0
46 - Lot	Ensemble du département	6	6	0	0	0	0	0	0
46 - Lot	CC Grand Figeac	6	6	0	0	0	0	0	0
81 - Tarn	Ensemble du département	33	18	0	0	0	0	0	0
81 - Tarn	CC du sort et de l'Agout	15	0	0	0	0	0	0	0
81 - Tarn	Communauté d'Agglomération de l'Albigeois	9	9	0	0	0	0	0	0
48 - Lozère	Ensemble du département	10	0	0	0	10	0	0	0

Indicateurs PP-4 et PP-4-compl.

PP-4. Nombre de logements mis en commercialisation, parmi le parc total de logements, à trois et six ans.					
Numéro et nom du département (format : XX - XXXXXXX)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Référence : Logements en commercialisation dans le patrimoine du bailleur au 31 décembre de l'année N-1 (2018), parmi le parc total		Engagements en pourcentage de logements en commercialisation, en cumulé	
				De l'année N (2019) à l'année N+2 (2021)	De l'année N (2019) à l'année N+5 (2024)
82 - Tarn et Garonne	<i>Ensemble du département</i>	72	2,71%	7,74%	14,99%
82 - Tarn et Garonne	<i>CA du Grand Montauban</i>	48	2,85%	9,85%	18,58%
82 - Tarn et Garonne	<i>CC Terres de confluences</i>	4	1,90%	1,90%	1,90%
82 - Tarn et Garonne	<i>CC des Deux Rives</i>	7	14,89%	14,89%	44,68%
82 - Tarn et Garonne	<i>CC du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron</i>	0	0,00%	0,00%	0,00%
31 - Haute-Garonne	<i>Ensemble du département</i>	909	5,50%	14,18%	19,52%
31 - Haute-Garonne	<i>Toulouse Métropole</i>	557	5,77%	12,50%	15,03%

PP-4. Nombre de logements mis en commercialisation, parmi le parc total de logements, à trois et six ans.					
Numéro et nom du département (format : XX - XXXXXXX)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Référence : Logements en commercialisation dans le patrimoine du bailleur au 31 décembre de l'année N-1 (2018), parmi le parc total		Engagements en pourcentage de logements en commercialisation, en cumulé	
				De l'année N (2019) à l'année N+2 (2021)	De l'année N (2019) à l'année N+5 (2024)
31 - Haute-Garonne	CA Le Muretain Agglo	319	7,28%	21,77%	37,14%
31 - Haute-Garonne	CA du Sicoval	13	2,08%	17,27%	21,15%
31 - Haute-Garonne	CC de la Save au Touch	9	1,26%	5,08%	5,08%
31 - Haute-Garonne	CC Cœur et côteaux de Comminges	6	1,96%	11,76%	11,76%
31 - Haute-Garonne	CC du Volvestre	0	0,00%	13,75%	18,75%
31 - Haute-Garonne	CC du Frontonnais	0	0,00%	0,00%	0,00%
31 - Haute-Garonne	CC Cœur de Garonne	2	1,05%	1,40%	1,40%
65 - Hautes Pyrénées	Ensemble du département	231	6,24%	11,88%	14,67%

PP-4. Nombre de logements mis en commercialisation, parmi le parc total de logements, à trois et six ans.					
Numéro et nom du département (format : XX - XXXXXXX)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Référence : Logements en commercialisation dans le patrimoine du bailleur au 31 décembre de l'année N-1 (2018), parmi le parc total		Engagements en pourcentage de logements en commercialisation, en cumulé	
				De l'année N (2019) à l'année N+2 (2021)	De l'année N (2019) à l'année N+5 (2024)
65 - Hautes Pyrénées	CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	196	6,84%	13,31%	4,92%
34 - Hérault	Ensemble du département	0	0,00%	4,76%	3,40%
34 - Hérault	Montpellier Méditerranée Métropole	0	0,00%	7,64%	5,56%
34 - Hérault	CA Hérault-Méditerranée	0	0,00%	0,00%	0,00%
34 - Hérault	CA du Bassin de Thau	0	0,00%	0,00%	0,00%
34 - Hérault	CA du Pays de l'Or	0	0,00%	0,00%	0,00%
34 - Hérault	CC du Pays de Lunel	0	0,00%	0,00%	0,00%
34 - Hérault	CC du Clermontais	0	0,00%	0,00%	0,00%

PP-4. Nombre de logements mis en commercialisation, parmi le parc total de logements, à trois et six ans.					
Numéro et nom du département (format : XX - XXXXXXX)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Référence : Logements en commercialisation dans le patrimoine du bailleur au 31 décembre de l'année N-1 (2018), parmi le parc total		Engagements en pourcentage de logements en commercialisation, en cumulé	
				De l'année N (2019) à l'année N+2 (2021)	De l'année N (2019) à l'année N+5 (2024)
34 - Hérault	CA BeziersMediterranée	0	0,00%	0,00%	0,00%
34 - Hérault	SETE Agglopôle Maditerranée	0	0,00%	0,00%	0,00%
11 - Aude	Ensemble du département	0	0,00%	0,00%	0,00%
11 - Aude	CA le Grand Narbonne	0	0,00%	0,00%	0,00%
30 - Gard	Ensemble du département	0	0,00%	11,16%	11,17%
30 - Gard	CC Beaucaire - Terre d'Argence	0	0,00%	0,00%	0,00%
30 - Gard	CA Nîmes métropole	0	0,00%	17,84%	17,14%
30 - Gard	CA ALES Agglomération	0	0,00%	0,00%	0,00%

PP-4. Nombre de logements mis en commercialisation, parmi le parc total de logements, à trois et six ans.					
Numéro et nom du département (format : XX - XXXXXXX)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Référence : Logements en commercialisation dans le patrimoine du bailleur au 31 décembre de l'année N-1 (2018), parmi le parc total		Engagements en pourcentage de logements en commercialisation, en cumulé	
				De l'année N (2019) à l'année N+2 (2021)	De l'année N (2019) à l'année N+5 (2024)
30 - Gard	CC Petite Camargue	0	0,00%	0,00%	0,00%
46 - Lot	Ensemble du département	0	0,00%	0,00%	0,00%
46 - Lot	CC Grand-Figeac	0	0,00%	0,00%	0,00%
81 - Tarn	Ensemble du département	0	0,00%	0,00%	0,00%
81 - Tarn	CC du Sor et de l'Agout	0	0,00%	0,00%	0,00%
81 - Tarn	Communauté d'agglomération de l'Albigeois (C2A)	0	0,00%	0,00%	0,00%
48 - Lozère	Ensemble du département	0	0,00%	0,00%	7,47%

Données chiffrées en accompagnement de l'indicateur PP-4 : une prévision du nombre de logements vendus ainsi que le nombre de ventes réalisées, à trois et six ans, dont le nombre de ventes réalisées au bénéfice des locataires du parc social, le nombre de ventes réalisées au bénéfice des personnes morales de droit privé et le nombre de ventes réalisées au profit d'une société de vente d'habitations à loyer modéré

Numéro et nom du département (format : XX - Xxxxxxx)	Type de vente	Période de référence : Nombre de logements vendus de l'année N-3 (2016) à N-1 (2018)	Prévisions en nombre et % de logements vendus	
			De l'année N (2019) à l'année N+2 (2021)	De l'année N (2019) à l'année N+5 (2024)
82 - Tarn et Garonne	Nombre de logements	28	61	110
82 - Tarn et Garonne	% de vente à des locataires du parc social	7,1%	55%	55%
82 - Tarn et Garonne	% de ventes à des personnes morales de droit privé	0,0%	0,0%	0,0%
82 - Tarn et Garonne	% de ventes à une société de vente d'habitations à loyer modéré	50,0%	0,00%	0,0%
31 - Haute-Garonne	Nombre de logements	341	818	1137
31 - Haute-Garonne	% de vente à des locataires du parc social	24,0%	54%	54%
31 - Haute-Garonne	% de ventes à des personnes morales de droit privé	4,7%	0,0%	0,0%
31 - Haute-Garonne	% de ventes à une société de vente d'habitations à loyer modéré	32,3%	36%	24%

Données chiffrées en accompagnement de l'indicateur PP-4 : une prévision du nombre de logements vendus ainsi que le nombre de ventes réalisées, à trois et six ans, dont le nombre de ventes réalisées au bénéfice des locataires du parc social, le nombre de ventes réalisées au bénéfice des personnes morales de droit privé et le nombre de ventes réalisées au profit d'une société de vente d'habitations à loyer modéré				
Numéro et nom du département (format : XX - XXXXXXX)	Type de vente	Période de référence : Nombre de logements vendus de l'année N-3 (2016) à N-1 (2018)	Prévisions en nombre et % de logements vendus	
			De l'année N (2019) à l'année N+2 (2021)	De l'année N (2019) à l'année N+5 (2024)
65 - Hautes Pyrénées	Nombre de logements	51	143	173
65 - Hautes Pyrénées	% de vente à des locataires du parc social	19,6%	54%	54%
65 - Hautes Pyrénées	% de ventes à des personnes morales de droit privé	0,0%	0,0%	0,0%
65 - Hautes Pyrénées	% de ventes à une société de vente d'habitations à loyer modéré	0,0%	13%	10%
34 - Hérault	Nombre de logements	0	25	45
34 - Hérault	% de vente à des locataires du parc social	0,0%	54%	54%
34 - Hérault	% de ventes à des personnes morales de droit privé	0,0%	0,0%	0,0%
34 - Hérault	% de ventes à une société de vente d'habitations à loyer modéré	0,0%	0,0%	0,0%

Données chiffrées en accompagnement de l'indicateur PP-4 : une prévision du nombre de logements vendus ainsi que le nombre de ventes réalisées, à trois et six ans, dont le nombre de ventes réalisées au bénéfice des locataires du parc social, le nombre de ventes réalisées au bénéfice des personnes morales de droit privé et le nombre de ventes réalisées au profit d'une société de vente d'habitations à loyer modéré				
Numéro et nom du département (format : XX - XXXXXXX)	Type de vente	Période de référence : Nombre de logements vendus de l'année N-3 (2016) à N-1 (2018)	Prévisions en nombre et % de logements vendus	
			De l'année N (2019) à l'année N+2 (2021)	De l'année N (2019) à l'année N+5 (2024)
11 - Aude	Nombre de logements	0	0	0
11 - Aude	% de vente à des locataires du parc social	0,0%	0,0%	0,0%
11 - Aude	% de ventes à des personnes morales de droit privé	0,0%	0,0%	0,0%
11 - Aude	% de ventes à une société de vente d'habitations à loyer modéré	0,0%	0,0%	0,0%
30 - Gard	Nombre de logements	0	37	44
30 - Gard	% de vente à des locataires du parc social	0,0%	55%	55%
30 - Gard	% de ventes à des personnes morales de droit privé	0,0%	0,0%	0,0%
30 - Gard	% de ventes à une société de vente d'habitations à loyer modéré	0,0%	0,0%	0,0%

Données chiffrées en accompagnement de l'indicateur PP-4 : une prévision du nombre de logements vendus ainsi que le nombre de ventes réalisées, à trois et six ans, dont le nombre de ventes réalisées au bénéfice des locataires du parc social, le nombre de ventes réalisées au bénéfice des personnes morales de droit privé et le nombre de ventes réalisées au profit d'une société de vente d'habitations à loyer modéré				
Numéro et nom du département (format : XX - XXXXXXX)	Type de vente	Période de référence : Nombre de logements vendus de l'année N-3 (2016) à N-1 (2018)	Prévisions en nombre et % de logements vendus	
			De l'année N (2019) à l'année N+2 (2021)	De l'année N (2019) à l'année N+5 (2024)
46 - Lot	Nombre de logements	0	0	0
46 - Lot	% de vente à des locataires du parc social	0,0%	0,0%	0,0%
46 - Lot	% de ventes à des personnes morales de droit privé	0,0%	0,0%	0,0%
46 - Lot	% de ventes à une société de vente d'habitations à loyer modéré	0,0%	0,0%	0,0%
81 - Tarn	Nombre de logements	13	0	0
81 - Tarn	% de vente à des locataires du parc social	0,0%	0,0%	0,0%
81 - Tarn	% de ventes à des personnes morales de droit privé	0,0%	0,0%	0,0%
81 - Tarn	% de ventes à une société de vente d'habitations à loyer modéré	100,0%	0,0%	0,0%

Données chiffrées en accompagnement de l'indicateur PP-4 : une prévision du nombre de logements vendus ainsi que le nombre de ventes réalisées, à trois et six ans, dont le nombre de ventes réalisées au bénéfice des locataires du parc social, le nombre de ventes réalisées au bénéfice des personnes morales de droit privé et le nombre de ventes réalisées au profit d'une société de vente d'habitations à loyer modéré				
Numéro et nom du département (format : XX - Xxxxxxx)	Type de vente	Période de référence : Nombre de logements vendus de l'année N-3 (2016) à N-1 (2018)	Prévisions en nombre et % de logements vendus	
			De l'année N (2019) à l'année N+2 (2021)	De l'année N (2019) à l'année N+5 (2024)
48 - Lozère	Nombre de logements	0	0	0
48 - Lozère	% de vente à des locataires du parc social	0,0%	0,0%	0,0%
48 - Lozère	% de ventes à des personnes morales de droit privé	0,0%	0,0%	0,0%
48 - Lozère	% de ventes à une société de vente d'habitations à loyer modéré	0,0%	0,0%	0,0%

Indicateurs PP-5 et PP-5-compl.

PP-5. Nombre de mutations de locataires déjà logés dans le parc de l'organisme ou d'un autre organisme de logement social, réalisées vers le parc de l'organisme, parmi le nombre total des attributions, par année.									
Numéro et nom du département (format : XX - XXXXXXX)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Référence : Mutations de locataires du parc social au cours de l'année N-1 (2018), parmi le nombre total d'attributions		Engagements annuels, en pourcentage					
				Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
82 - Tarn et Garonne	Ensemble du département	59	25,11%	25%	25%	25%	25%	25%	25%
82 - Tarn et Garonne	CA du Grand Montauban	43	18,30%	%	%	%	%	%	%
82 - Tarn et Garonne	CC Terres de confluences	6	2,55%	%	%	%	%	%	%
82 - Tarn et Garonne	CC des Deux Rives	-	-	%	%	%	%	%	%
82 - Tarn et Garonne	CC du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron	1	0,43%	%	%	%	%	%	%
31 - Haute-Garonne	Ensemble du département	341	19,71%	25%	25%	25%	25%	25%	25%
31 - Haute-Garonne	Toulouse Métropole	189	10,92%	%	%	%	%	%	%
31 - Haute-Garonne	CA Le Muretain Agglo	93	5,38%	%	%	%	%	%	%
31 - Haute-Garonne	CA du Sicoval	17	0,98%	%	%	%	%	%	%

PP-5. Nombre de mutations de locataires déjà logés dans le parc de l'organisme ou d'un autre organisme de logement social, réalisées vers le parc de l'organisme, parmi le nombre total des attributions, par année.									
Numéro et nom du département (format : XX - XXXXXXX)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Référence : Mutations de locataires du parc social au cours de l'année N-1 (2018), parmi le nombre total d'attributions		Engagements annuels, en pourcentage					
				Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
31 - Haute-Garonne	CC de la Save au Touch	16	0,92%	%	%	%	%	%	%
31 - Haute-Garonne	CC Cœur et côteaux de Comminges	8	0,46%	%	%	%	%	%	%
31 - Haute-Garonne	CC du Volvestre	2	0,12%	%	%	%	%	%	%
31 - Haute-Garonne	CC du Frontonnais	2	0,12%	%	%	%	%	%	%
31 - Haute-Garonne	CC Cœur de Garonne	7	0,41%	%	%	%	%	%	%
65 - Hautes Pyrénées	Ensemble du département	113	25,11%	25%	25%	25%	25%	25%	25%
65 - Hautes Pyrénées	CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	87	19,33%	%	%	%	%	%	%
34 - Hérault	Ensemble du département	62	17,13%	25%	25%	25%	25%	25%	25%
34 - Hérault	Montpellier Méditerranée	37	10,22%	%	%	%	%	%	%
34 - Hérault	CA Hérault-Méditerranée	5	1,38%	%	%	%	%	%	%
34 - Hérault	CA du Bassin de Thau <i>est passé dans Sète Agglo pôle</i>			%	%	%	%	%	%
34 - Hérault	CA du Pays de l'Or	1	0,28%	%	%	%	%	%	%
34 - Hérault	CC du Pays de Lunel	2	0,55%	%	%	%	%	%	%
34 - Hérault	CC du Clermontais	-	-	%	%	%	%	%	%
34 - Hérault	CA BeziersMediterranée	7	1,93%	%	%	%	%	%	%

PP-5. Nombre de mutations de locataires déjà logés dans le parc de l'organisme ou d'un autre organisme de logement social, réalisées vers le parc de l'organisme, parmi le nombre total des attributions, par année.									
Numéro et nom du département (format : XX - XXXXXXX)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Référence : Mutations de locataires du parc social au cours de l'année N-1 (2018), parmi le nombre total d'attributions		Engagements annuels, en pourcentage					
				Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
34 - Hérault	SETE Agglopôle Méditerranée	10	2,76%	%	%	%	%	%	%
11 - Aude	Ensemble du département	2	66,67%	25%	25%	25%	25%	25%	25%
11 - Aude	CA le Grand Narbonne	2	66,67%	%	%	%	%	%	%
30 - Gard	Ensemble du département	6	15,38%	25%	25%	25%	25%	25%	25%
30 - Gard	CC Beaucaire - Terre d'Argence	1	2,56%	%	%	%	%	%	%
30 - Gard	CA Nîmes métropole	1	2,56%	%	%	%	%	%	%
30 - Gard	CA ALES Agglomération	0	0%	%	%	%	%	%	%
30 - Gard	CC Petite Camargue	4	10,26%	%	%	%	%	%	%
46 - Lot	Ensemble du département	0	0%	%	%	%	%	%	%
46 - Lot	CC Grand-Figeac	0	0%	%	%	%	%	%	%
81 - Tarn	Ensemble du département	0	0%	%	%	%	%	%	%
81 - Tarn	CC du Sor et de l'Agout	0	0%	%	%	%	%	%	%
81 - Tarn	Communauté d'agglomération de l'Albigeois (C2A)	0	0%	%	%	%	%	%	%
48 - Lozère	Ensemble du département	0	0%	%	%	%	%	%	%

Nom de l'organisme	PROMOLOGIS		
Statut	ESH	Dép. siège social	Haute-Garonne
N° SIREN	690802053	Nombre de LLS (au 31/12/2018)	25872

A l'échelle de tout le patrimoine de l'organisme

Données chiffrées en accompagnement de l'indicateur PP-5 , à l'échelle de tout le patrimoine de l'organisme, s'il est tenu de prendre des engagements pour cet indicateur : le nombre de mutations internes prévues et réalisées, par année.						
A l'échelle de tout le patrimoine de l'organisme	Prévision en nombre, par année					
	Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
Prévision du nombre de mutations internes	1124	1188	1232	1276	1320	1360

Indicateurs PS-1

PS-1. Nombre d'attributions de logements, suivies de baux signés, réalisées en application des vingt-troisième à vingt-sixième alinéas de l'article L. 441-1, Parmi le nombre total des attributions hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville, par année.								
Numéro et nom du département (format : XX - Xxxxxxx)	EPCI tenus de se doter d'un programme local de l'habitat ou ayant la compétence habitat et au moins un quartier prioritaire de la politique la ville)	Objectifs fixés par une CIA ? (Oui/Non)	Engagements annuels, en pourcentage					
			Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
82 - Tarn et Garonne	<i>Ensemble du département</i>	non	25%	25%	25%	25%	25%	25%
82 - Tarn et Garonne	<i>CA du Grand Montauban</i>	non	25%	25%	25%	25%	25%	25%
82 - Tarn et Garonne	<i>CC Terres de confluences</i>	non	25%	25%	25%	25%	25%	25%
82 - Tarn et Garonne	<i>CC des Deux Rives</i>	non	%	%	%	%	%	%
82 - Tarn et Garonne	<i>CC du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron</i>	non	%	%	%	%	%	%
31 - Haute-Garonne	<i>Ensemble du département</i>	non	25%	25%	25%	25%	25%	25%

PS-1. Nombre d'attributions de logements, suivies de baux signés, réalisées en application des vingt-troisième à vingt-sixième alinéas de l'article L. 441-1, Parmi le nombre total des attributions hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville, par année.								
Numéro et nom du département (format : XX - Xxxxxxx)	EPCI tenus de se doter d'un programme local de l'habitat ou ayant la compétence habitat et au moins un quartier prioritaire de la politique la ville)	Objectifs fixés par une CIA ? (Oui/Non)	Engagements annuels, en pourcentage					
			Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
31 - Haute-Garonne	<i>Toulouse Métropole</i>	non	25%	25%	25%	25%	25%	25%
31 - Haute-Garonne	<i>CA Le Muretain Agglo</i>	non	25%	25%	25%	25%	25%	25%
31 - Haute-Garonne	<i>CA du Sicoval</i>	non	25%	25%	25%	25%	25%	25%
31 - Haute-Garonne	<i>CC de la Save au Touch</i>	non	%	%	%	%	%	%
31 - Haute-Garonne	<i>CC Cœur et côteaux de Comminges</i>	non	%	%	%	%	%	%
31 - Haute-Garonne	<i>CC du Volvestre</i>	non	25%	25%	25%	25%	25%	25%
31 - Haute-Garonne	<i>CC du Frontonnais</i>	non	25%	25%	25%	25%	25%	25%
31 - Haute-Garonne	<i>CC Cœur de Garonne</i>	non	25%	25%	25%	25%	25%	25%

PS-1. Nombre d'attributions de logements, suivies de baux signés, réalisées en application des vingt-troisième à vingt-sixième alinéas de l'article L. 441-1, Parmi le nombre total des attributions hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville, par année.								
Numéro et nom du département (format : XX - XXXXXXX)	EPCI tenus de se doter d'un programme local de l'habitat ou ayant la compétence habitat et au moins un quartier prioritaire de la politique la ville)	Objectifs fixés par une CIA ? (Oui/Non)	Engagements annuels, en pourcentage					
			Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
65 - Hautes Pyrénées	Ensemble du département	non	25%	25%	25%	25%	25%	25%
65 - Hautes Pyrénées	CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	oui	25%	25%	25%	25%	25%	25%
34 - Hérault	Ensemble du département	non	25%	25%	25%	25%	25%	25%
34 - Hérault	Montpellier Méditerranée Métropole	non	25%	25%	25%	25%	25%	25%
34 - Hérault	CA Hérault-Méditerranée	oui	25%	25%	25%	25%	25%	25%
34 - Hérault	CA du Bassin de Thau "est passé dans Sète Agglo pôle Méditerranée"	Oui/Non	%	%	%	%	%	%
34 - Hérault	CA du Pays de l'Or	oui	25%	25%	25%	25%	25%	25%
34 - Hérault	CC du Pays de Lunel	Oui/Non	%	%	%	%	%	%
34 - Hérault	CC du Clermontais	Oui/Non	%	%	%	%	%	%

PS-1. Nombre d'attributions de logements, suivies de baux signés, réalisées en application des vingt-troisième à vingt-sixième alinéas de l'article L. 441-1, Parmi le nombre total des attributions hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville, par année.								
Numéro et nom du département (format : XX - Xxxxxxx)	EPCI tenus de se doter d'un programme local de l'habitat ou ayant la compétence habitat et au moins un quartier prioritaire de la politique la ville)	Objectifs fixés par une CIA ? (Oui/Non)	Engagements annuels, en pourcentage					
			Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
34 - Hérault	CA BeziersMediterranée	non	25%	25%	25%	25%	25%	25%
34 - Hérault	SETE Agglopôle Maditerranée	Oui/Non	%	%	%	%	%	%
11 - Aude	Ensemble du département	Oui/Non	%	%	%	%	%	%
11 - Aude	CA le Grand Narbonne	Oui/Non	%	%	%	%	%	%
30 - Gard	Ensemble du département	non	25%	25%	25%	25%	25%	25%
30 - Gard	CC Beaucaire - Terre d'Argence	Oui/Non	%	%	%	%	%	%
30 - Gard	CA Nîmes métropole	non	25%	25%	25%	25%	25%	25%
30 - Gard	CA ALES Agglomération	non	25%	25%	25%	25%	25%	25%
30 - Gard	CC Petite Camargue	non	25%	25%	25%	25%	25%	25%

PS-1. Nombre d'attributions de logements, suivies de baux signés, réalisées en application des vingt-troisième à vingt-sixième alinéas de l'article L. 441-1, Parmi le nombre total des attributions hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville, par année.								
Numéro et nom du département (format : XX - Xxxxxxx)	EPCI tenus de se doter d'un programme local de l'habitat ou ayant la compétence habitat et au moins un quartier prioritaire de la politique la ville)	Objectifs fixés par une CIA ? (Oui/Non)	Engagements annuels, en pourcentage					
			Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
46 - Lot	Ensemble du département	non	%	%	%	%	%	%
46 - Lot	CC Grand-Figeac	Oui/Non	%	%	%	%	%	%
81 - Tarn	Ensemble du département	Oui/Non	%	%	%	%	%	%
81 - Tarn	CC du Sor et de l'Agout	Oui/Non	%	%	%	%	%	%
81 - Tarn	Communauté d'agglomération de l'Albigeois (C2A)	Oui/Non	%	%	%	%	%	%
48 - Lozère	Ensemble du département	Oui/Non	%	%	%	%	%	%

Indicateurs PS-2

PS-2 - Nombre d'attributions de logements aux ménages relevant d'une catégorie de personnes prioritaires en application de l'article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation déclinées par le plan départemental d'actions pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées et/ ou les orientations en matière d'attribution des établissements publics de coopération intercommunale, dont part hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville, parmi le nombre total des attributions, par année.

Pour l'indicateur PS-2, l'organisme transmet des engagements relatifs aux attributions aux ménages relevant d'une catégorie de personnes prioritaires, y compris les ménages reconnus prioritaires par la commission de médiation prévue à l'article L.441-2-3, uniquement pour les attributions de logements non réservés ou pour lesquels l'attribution à un candidat présenté par le réservataire a échoué.

Numéro et nom du département (format : XX - XXXXXXX)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Zone	Engagements annuels, en pourcentage					
			Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
82 - Tarn et Garonne	Ensemble du département	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
82 - Tarn et Garonne	CA du Grand Montauban	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
82 - Tarn et Garonne	CC Terres de confluences	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
82 - Tarn et Garonne	CC des Deux Rives	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%

PS-2 - Nombre d'attributions de logements aux ménages relevant d'une catégorie de personnes prioritaires en application de l'article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation déclinées par le plan départemental d'actions pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées et/ ou les orientations en matière d'attribution des établissements publics de coopération intercommunale, dont part hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville, parmi le nombre total des attributions, par année.

Pour l'indicateur PS-2, l'organisme transmet des engagements relatifs aux attributions aux ménages relevant d'une catégorie de personnes prioritaires, y compris les ménages reconnus prioritaires par la commission de médiation prévue à l'article L.441-2-3, uniquement pour les attributions de logements non réservés ou pour lesquels l'attribution à un candidat présenté par le réservataire a échoué.

Numéro et nom du département (format : XX - XXXXXXX)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Zone	Engagements annuels, en pourcentage					
			Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
82 - Tarn et Garonne	CC du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
31 - Haute-Garonne	Ensemble du département	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
31 - Haute-Garonne	Toulouse Métropole	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
31 - Haute-Garonne	CA Le Muretain Agglo	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
31 - Haute-Garonne	CA du Sicoval	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
31 - Haute-Garonne	CC de la Save au Touch	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
31 - Haute-Garonne	CC Cœur et côtes de Comminges	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%

PS-2 - Nombre d'attributions de logements aux ménages relevant d'une catégorie de personnes prioritaires en application de l'article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation déclinées par le plan départemental d'actions pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées et/ ou les orientations en matière d'attribution des établissements publics de coopération intercommunale, dont part hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville, parmi le nombre total des attributions, par année.								
Pour l'indicateur PS-2, l'organisme transmet des engagements relatifs aux attributions aux ménages relevant d'une catégorie de personnes prioritaires, y compris les ménages reconnus prioritaires par la commission de médiation prévue à l'article L.441-2-3, uniquement pour les attributions de logements non réservés ou pour lesquels l'attribution à un candidat présenté par le réservataire a échoué.								
Numéro et nom du département (format : XX - XXXXXXX)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Zone	Engagements annuels, en pourcentage					
			Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
31 - Haute-Garonne	CC du Volvestre	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
31 - Haute-Garonne	CC du Frontonnais	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
31 - Haute-Garonne	CC Cœur de Garonne	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%	37,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
65 - Hautes Pyrénées	Ensemble du département	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
65 - Hautes Pyrénées	CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
34 - Hérault	Ensemble du département	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
34 - Hérault	Montpellier Méditerranée Métropole	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%

PS-2 - Nombre d'attributions de logements aux ménages relevant d'une catégorie de personnes prioritaires en application de l'article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation déclinées par le plan départemental d'actions pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées et/ ou les orientations en matière d'attribution des établissements publics de coopération intercommunale, dont part hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville, parmi le nombre total des attributions, par année.								
Pour l'indicateur PS-2, l'organisme transmet des engagements relatifs aux attributions aux ménages relevant d'une catégorie de personnes prioritaires, y compris les ménages reconnus prioritaires par la commission de médiation prévue à l'article L.441-2-3, uniquement pour les attributions de logements non réservés ou pour lesquels l'attribution à un candidat présenté par le réservataire a échoué.								
Numéro et nom du département (format : XX - XXXXXXX)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Zone	Engagements annuels, en pourcentage					
			Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
34 - Hérault	CA Hérault-Méditerranée	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
34 - Hérault	CA du Bassin de Thau <i>"est passé dans Sète Agglo pôle Méditerranée"</i>	% total	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
34 - Hérault	CA du Pays de l'Or	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
34 - Hérault	CC du Pays de Lunel	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
34 - Hérault	CC du Clermontais	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
34 - Hérault	CA BeziersMediterranée	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
34 - Hérault	SETE Agglopôle Maditerranée	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%

PS-2 - Nombre d'attributions de logements aux ménages relevant d'une catégorie de personnes prioritaires en application de l'article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation déclinées par le plan départemental d'actions pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées et/ ou les orientations en matière d'attribution des établissements publics de coopération intercommunale, dont part hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville, parmi le nombre total des attributions, par année.								
Pour l'indicateur PS-2, l'organisme transmet des engagements relatifs aux attributions aux ménages relevant d'une catégorie de personnes prioritaires, y compris les ménages reconnus prioritaires par la commission de médiation prévue à l'article L.441-2-3, uniquement pour les attributions de logements non réservés ou pour lesquels l'attribution à un candidat présenté par le réservataire a échoué.								
Numéro et nom du département (format : XX - XXXXXXX)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Zone	Engagements annuels, en pourcentage					
			Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
11 - Aude	Ensemble du département	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
11 - Aude	CA le Grand Narbonne	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
30 - Gard	Ensemble du département	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
30 - Gard	CC Beaucaire - Terre d'Argence	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
30 - Gard	CA Nîmes métropole	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
30 - Gard	CA ALES Agglomération	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
30 - Gard	CC Petite Camargue	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%

PS-2 - Nombre d'attributions de logements aux ménages relevant d'une catégorie de personnes prioritaires en application de l'article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation déclinées par le plan départemental d'actions pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées et/ ou les orientations en matière d'attribution des établissements publics de coopération intercommunale, dont part hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville, parmi le nombre total des attributions, par année.								
Pour l'indicateur PS-2, l'organisme transmet des engagements relatifs aux attributions aux ménages relevant d'une catégorie de personnes prioritaires, y compris les ménages reconnus prioritaires par la commission de médiation prévue à l'article L.441-2-3, uniquement pour les attributions de logements non réservés ou pour lesquels l'attribution à un candidat présenté par le réservataire a échoué.								
Numéro et nom du département (format : XX - XXXXXXX)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Zone	Engagements annuels, en pourcentage					
			Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
46 - Lot	Ensemble du département	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
46 - Lot	CC Grand-Figeac	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
81 - Tarn	Ensemble du département	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
81 - Tarn	CC du Sor et de l'Agout	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
81 - Tarn	Communauté d'agglomération de l'Albigeois (C2A)	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%
48 - Lozère	Ensemble du département	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%

Indicateurs PS-3

PS-3. Nombre d'attributions de logements aux ménages reconnus, par la commission de médiation prévue à l'article L. 441-2-3, comme prioritaires et devant se voir attribuer un logement en urgence, dont part hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville, parmi le nombre total des attributions, par année.									
Numéro et nom du département (format : XX - XXXXXXX)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Zone	Référence : Attributions au titre de l'indicateur PS-3, de l'année N-3 (2016) à N-1 (2018), parmi le nombre total des attributions	Engagements annuels, en pourcentage					
				Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
82 - Tarn et Garonne	Ensemble du département	% total	0,06%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	0,06%	%	%	%	%	%	%
82 - Tarn et Garonne	CA du Grand Montauban	% total	0,10%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	0,10%	%	%	%	%	%	%
82 - Tarn et Garonne	CC Terres de confluences	% total	0%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	0%	%	%	%	%	%	%
82 - Tarn et Garonne	CC des Deux Rives	% total	0%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	0%	%	%	%	%	%	%
82 - Tarn et Garonne	CC du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron	% total	0%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	0%	%	%	%	%	%	%
31 - Haute-Garonne	Ensemble du département	% total	2,44%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	2,25%	%	%	%	%	%	%
31 - Haute-Garonne	Toulouse Métropole	% total	3,56%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	3,48%	%	%	%	%	%	%

PS-3. Nombre d'attributions de logements aux ménages reconnus, par la commission de médiation prévue à l'article L. 441-2-3, comme prioritaires et devant se voir attribuer un logement en urgence, dont part hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville, parmi le nombre total des attributions, par année.									
Numéro et nom du département (format : XX - XXXXXXX)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Zone	Référence : Attributions au titre de l'indicateur PS-3, de l'année N-3 (2016) à N-1 (2018), parmi le nombre total des attributions	Engagements annuels, en pourcentage					
				Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
31 - Haute-Garonne	CA Le Muretain Agglo	% total	0,83%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	0,56%	%	%	%	%	%	%
31 - Haute-Garonne	CA du Sicoval	% total	1,24%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	1,24%	%	%	%	%	%	%
31 - Haute-Garonne	CC de la Save au Touch	% total	%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%	%
31 - Haute-Garonne	CC Cœur et côtes de Comminges	% total	%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%	%
31 - Haute-Garonne	CC du Volvestre	% total	%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%	%
31 - Haute-Garonne	CC du Frontonnais	% total	%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%	%
31 - Haute-Garonne	CC Cœur de Garonne	% total	%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%	%
65 - Hautes Pyrénées	Ensemble du département	% total	0,87%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	0,87%	%	%	%	%	%	%
65 - Hautes Pyrénées	CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	% total	%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%	%
34 - Hérault	Ensemble du département	% total	7,43%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	7,43%	%	%	%	%	%	%
34 - Hérault	Montpellier Méditerranée Métropole	% total	7,45%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	7,45%	%	%	%	%	%	%

PS-3. Nombre d'attributions de logements aux ménages reconnus, par la commission de médiation prévue à l'article L. 441-2-3, comme prioritaires et devant se voir attribuer un logement en urgence, dont part hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville, parmi le nombre total des attributions, par année.									
Numéro et nom du département (format : XX - XXXXXXX)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Zone	Référence : Attributions au titre de l'indicateur PS-3, de l'année N-3 (2016) à N-1 (2018), parmi le nombre total des attributions	Engagements annuels, en pourcentage					
				Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
34 - Hérault	CA Hérault-Méditerranée	% total	%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%	%
34 - Hérault	CA du Bassin de Thau	% total	%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%	%
34 - Hérault	CA du Pays de l'Or	% total	%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%	%
34 - Hérault	CC du Pays de Lunel	% total	%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%	%
34 - Hérault	CC du Clermontais	% total	%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%	%
34 - Hérault	CA BeziersMediterranée	% total	%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%	%
34 - Hérault	SETE Agglopolé Maditerranée	% total	%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%	%
11 - Aude	Ensemble du département	% total	0%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	0%	%	%	%	%	%	%
11 - Aude	CA le Grand Narbonne	% total	0%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	0%	%	%	%	%	%	%
30 - Gard	Ensemble du département	% total	8,33%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	8,33%	%	%	%	%	%	%
30 - Gard	CC Beaucaire - Terre d'Argence	% total	%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%	%
30 - Gard	CA Nîmes métropole	% total	%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%	%

PS-3. Nombre d'attributions de logements aux ménages reconnus, par la commission de médiation prévue à l'article L. 441-2-3, comme prioritaires et devant se voir attribuer un logement en urgence, dont part hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville, parmi le nombre total des attributions, par année.									
Numéro et nom du département (format : XX - XXXXXXX)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Zone	Référence : Attributions au titre de l'indicateur PS-3, de l'année N-3 (2016) à N-1 (2018), parmi le nombre total des attributions	Engagements annuels, en pourcentage					
				Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
30 - Gard	CA ALES Agglomération	% total	%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%	%
30 - Gard	CC Petite Camargue	% total	%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%	%
46 - Lot	Ensemble du département	% total	0%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	0%	%	%	%	%	%	%
46 - Lot	CC Grand-Figeac	% total	0%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	0%	%	%	%	%	%	%
81 - Tarn	Ensemble du département	% total	%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%	%
81 - Tarn	CC du Sor et de l'Agout	% total	%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%	%
81 - Tarn	Communauté d'agglomération de l'Albigeois (C2A)	% total	%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	%	%	%	%	%	%	%
48 - Lozère	Ensemble du département	% total	0%	%	%	%	%	%	%
		% hors QPV	0%	%	%	%	%	%	%

Indicateurs SR-1

SR-1. Nombre de logements accessibles aux personnes à mobilité réduite, parmi le parc total de logements, par année.									
Numéro et nom du département (format : XX - Xxxxxxx)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Référence : logements accessibles aux personnes à mobilité réduite, parmi le parc total de logements, au 31 décembre de l'année N-1 (2018)		Engagements annuels, en pourcentage					
				Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
82 - Tarn et Garonne	Ensemble du département	1418	53,39%	54,02%	54,89%	56,80%	57,85%	58,63%	59,37%
82 - Tarn et Garonne	CA du Grand Montauban	913	54,15%	54,25%	55,35%	57,72%	58,72%	59,68%	60,58%
82 - Tarn et Garonne	CC Terres de confluences	16	7,58%	7,58%	7,58%	7,58%	7,58%	7,58%	7,58%
82 - Tarn et Garonne	CC des Deux Rives	47	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
82 - Tarn et Garonne	CC du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron	20	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
31 - Haute-Garonne	Ensemble du département	9779	59,15%	60,76%	62,29%	64,10%	65,76%	67,28%	68,38%

SR-1. Nombre de logements accessibles aux personnes à mobilité réduite, parmi le parc total de logements, par année.									
Numéro et nom du département (format : XX - XXXXXX)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Référence : logements accessibles aux personnes à mobilité réduite, parmi le parc total de logements, au 31 décembre de l'année N-1 (2018)	Engagements annuels, en pourcentage						
			Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)	
31 - Haute-Garonne	Toulouse Métropole	5741	59,52%	61,78%	63,68%	65,67%	67,23%	69,05%	70,33%
31 - Haute-Garonne	CA Le Muretain Agglo	2777	63,40%	63,71%	64,58%	66,42%	68,72%	69,74%	70,43%
31 - Haute-Garonne	CA du Sicoval	240	38,34%	38,83%	40,98%	43,03%	44,92%	46,68%	48,33%
31 - Haute-Garonne	CC de la Save au Touch	319	44,55%	44,55%	46,48%	48,31%	50,01%	51,59%	53,07%
31 - Haute-Garonne	CC Cœur et côtes de Comminges	150	49,02%	49,02%	49,02%	49,02%	49,02%	49,02%	49,02%
31 - Haute-Garonne	CC du Volvestre	57	71,25%	71,25%	71,25%	71,25%	71,25%	71,25%	71,25%
31 - Haute-Garonne	CC du Frontonnais	0	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

SR-1. Nombre de logements accessibles aux personnes à mobilité réduite, parmi le parc total de logements, par année.									
Numéro et nom du département (format : XX - XXXXXXX)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Référence : logements accessibles aux personnes à mobilité réduite, parmi le parc total de logements, au 31 décembre de l'année N-1 (2018)	Engagements annuels, en pourcentage						
			Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)	
31 - Haute-Garonne	CC Cœur de Garonne	55	28,80%	38,46%	38,46%	38,46%	38,46%	38,46%	38,46%
65 - Hautes Pyrénées	Ensemble du département	818	22,09%	22,77%	23,31%	23,86%	24,39%	24,91%	25,43%
65 - Hautes Pyrénées	CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	699	24,41%	25,23%	25,91%	26,59%	27,25%	27,89%	28,52%
34 - Hérault	Ensemble du département	963	48,15%	54,86%	61,71%	66,84%	70,72%	73,79%	76,26%
34 - Hérault	Montpellier Méditerranée Métropole	626	50,20%	57,52%	63,58%	68,19%	71,74%	74,57%	76,88%
34 - Hérault	CA Hérault-Méditerranée	23	19,46%	36,67%	56,93%	67,50%	73,86%	78,14%	81,19%
34 - Hérault	CA du Bassin de Thau	0	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
34 - Hérault	CA du Pays de l'Or	44	44,90%	48,08%	56,87%	63,21%	67,89%	71,51%	74,33%
34 - Hérault	CC du Pays de Lunel	0	0,00%	0,00%	3,97%	7,69%	11,10%	14,28%	17,21%

SR-1. Nombre de logements accessibles aux personnes à mobilité réduite, parmi le parc total de logements, par année.									
Numéro et nom du département (format : XX - XXXXXXX)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Référence : logements accessibles aux personnes à mobilité réduite, parmi le parc total de logements, au 31 décembre de l'année N-1 (2018)	Engagements annuels, en pourcentage						
			Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)	
34 - Hérault	CC du Clermontais	67	75,28%	75,28%	75,28%	75,28%	75,28%	75,28%	75,28%
34 - Hérault	CA BeziersMediterranée	101	60,84%	65,79%	68,54%	70,91%	72,94%	74,70%	76,24%
34 - Hérault	SETE Agglopôle Méditerranée	0	0,00%	0,00%	18,33%	31,16%	40,44%	47,51%	53,05%
11 - Aude	Ensemble du département	132	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
11 - Aude	CA le Grand Narbonne	132	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
30 - Gard	Ensemble du département	352	44,00%	51,20%	54,72%	57,81%	60,49%	62,85%	64,92%
30 - Gard	CC Beaucaire - Terre d'Argence	0	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
30 - Gard	CA Nîmes métropole	283	64,91%	72,55%	75,06%	77,18%	78,95%	80,47%	81,77%
30 - Gard	CA ALES Agglomération	24	37,50%	37,50%	49,80%	58,17%	64,10%	68,56%	72,01%

SR-1. Nombre de logements accessibles aux personnes à mobilité réduite, parmi le parc total de logements, par année.									
Numéro et nom du département (format : XX - Xxxxxxx)	Sous-ensemble (ensemble du département ou EPCI retenu par le préfet)	Référence : logements accessibles aux personnes à mobilité réduite, parmi le parc total de logements, au 31 décembre de l'année N-1 (2018)		Engagements annuels, en pourcentage					
				Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
30 - Gard	CC Petite Camargue	45	50,56%	50,56%	50,56%	50,56%	50,56%	50,56%	50,56%
46 - Lot	Ensemble du département	6	100,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
46 - Lot	CC Grand-Figeac	6	100,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
81 - Tarn	Ensemble du département	33	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
81 - Tarn	CC du Sor et de l'Agout	0	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
81 - Tarn	Communauté d'agglomération de l'Albigeois (C2A)	8	88,89%	88,89%	88,89%	88,89%	88,89%	88,89%	88,89%
48 - Lozère	Ensemble du département	0	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

Indicateurs G1

Nom de l'organisme	PROMOLOGIS		
Statut	ESH	Dép. siège social	Haute-Garonne
N° SIREN	690802053	Nombre de LLS (au 31/12/2018)	25872

A l'échelle de tout le patrimoine de l'organisme

G1. Coût de gestion par logement, hors dépenses de maintenance et cotisations mentionnées aux articles L. 452-4, L.452-4-1 et L. 342-21, par année								
Référence			Engagements annuels, en €					
Coûts de gestion par logement, hors dépenses de maintenance et cotisations mentionnées aux articles L.452-4, L.452-4-1 et L.342-21 en euros								
Au cours de l'année N-3 (2016)	Au cours de l'année N-2 (2017)	Au cours de l'année N-1 (2018)	Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
911 €	941 €	932 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €

Indicateurs PP-ACC-1, PS-ACC-1,

Indicateurs accession sociale à la propriété

Veillez saisir les informations ci-dessous concernant votre organisme avant de commencer à renseigner les engagements des différents indicateurs dans les onglets suivants

Nom de l'organisme	PROMOLOGIS		
Statut	ESH	Dép. siège social	Haute-Garonne
N° SIREN	690802053	Activité accession : nombre de ventes entre l'année n-3 et l'année n-1 (au 31/12/2018)	428

Précisions importantes :

- * Ce formulaire concerne les indicateurs relatifs à l'accession sociale à la propriété, et non aux logements locatifs sociaux ou aux logements-foyers.
- * Les engagements doivent être déclinés par région et par département.
- * Vous devez renseigner les onglets suivants, correspondant pour chacun à un indicateur de la CUS accession. Les deux indicateurs sont obligatoires.
- * Le formalisme indiqué dans les exemples devra être respecté pour chaque indicateur.
- * Les objectifs des indicateurs sont demandés en pourcentage.

PP-ACC-1. Pourcentage de logements agréés conformément à la réglementation prévue à l'article R. 331-76-5-1 transformés en logements locatifs sociaux, au regard du parc de logements en accession détenu par l'organisme et du nombre de transferts de propriété au bénéfice de titulaires de contrats sur la période concernée, à trois et six ans.				
Région	Région entière ou numéro et nom du département (format : XX - XXXXXXXX)	Référence : Indicateur PP-ACC-1 pour la période de l'année n-3 (2016) à l'année n-1 (2018)	Engagements en pourcentage cumulés à 3 et 6 ans	
			De l'année N (2019) à l'année N+2 (2021)	De l'année N (2019) à l'année N+5 (2024)
Occitanie	Région entière	0,73%	0%	0%
Occitanie	82 - Tarn et Garonne	100%	0%	0%
Occitanie	31 - Haute-Garonne	1,13%	0%	0%
Occitanie	65 - Hautes Pyrénées	0%	0%	0%
Occitanie	34 - Hérault	0%	0%	0%
Occitanie	11 - Aude	0%	0%	0%
Occitanie	30 - Gard	0%	0%	0%
Occitanie	46 - Lot	0%	0%	0%
Occitanie	81 - Tarn	0%	0%	0%
Occitanie	48 - Lozère	0%	0%	0%

PS-ACC-1. Pourcentage minimal de contrats signés par an avec des ménages dont les revenus n'excèdent pas les plafonds applicables aux opérations financées dans les conditions de l'article R. 331-12.								
Région	Région entière ou numéro et nom du département (format : XX - XXXXXXX)	Référence : Indicateur PS-ACC-1, pour la période de l'année N-3 (2016) à l'année N-1 (2018)	Engagements en pourcentage					
			Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
Occitanie	Région entière	76%	70%	55%	55%	55%	55%	55%
Occitanie	82 - Tarn et Garonne	%	%	%	%	%	%	%
Occitanie	31 - Haute-Garonne	76%	70%	55%	55%	55%	55%	55%
Occitanie	65 - Hautes Pyrénées	%	%	%	%	%	%	%
Occitanie	34 - Hérault	76%	70%	55%	55%	55%	55%	55%
Occitanie	11 - Aude	%	%	%	%	%	%	%
Occitanie	30 - Gard	0%	0%	55%	55%	55%	55%	55%
Occitanie	46 - Lot	%	%	%	%	%	%	%
Occitanie	81 - Tarn	%	%	%	%	%	%	%
Occitanie	48 - Lozère	%	%	%	%	%	%	%

Indicateurs PP-LF-1, PP-LF-2, PP-LF-3

Indicateurs logements foyers

Veillez saisir les informations ci-dessous concernant votre organisme avant de commencer à renseigner les engagements des différents indicateurs dans les onglets suivants

Nom de l'organisme	PROMOLOGIS		
Statut	ESH	Dép. siège social	Haute-Garonne
N° SIREN	690 802 053	Nombre total de logements foyers (ou équivalents) Au 31/12/2018	255

Précisions importantes :

- * Ce formulaire concerne les indicateurs relatifs aux logements-foyers, et non aux logements locatifs sociaux ou à l'accèsion
- * Les engagements doivent être déclinés par département.
- * Vous devez renseigner les onglets suivants, correspondant pour chacun à un indicateur de la CUS LF. Les trois indicateurs sont obligatoires.
- * Le formalisme indiqué dans les exemples devra être respecté pour chaque indicateur.
- * Les indicateurs peuvent être demandés en nombre ou en pourcentage.

PP-LF-1. Nombre de logements équivalents donnant lieu à des dossiers de financement agréés par les services de l'Etat ou par les délégataires, à trois et six ans.			
Numéro et nom du département (format : XX - XXXXXXX)	Référence : Logements équivalents ayant donné lieu à des dossiers de financement agréés de l'année N-3 (2016) à l'année N-1 (2018)	Engagements en nombre , cumulés à 3 et 6 ans	
		De l'année N (2019) à l'année N+2 (2021)	De l'année N (2019) à l'année n+5 (2024)
82 - Tarn et Garonne	0	0	0
31 - Haute-Garonne	0	10	30
65 - Hautes Pyrénées	0	0	0
34 - Hérault	0	0	0
11 - Aude	0	0	0
30 - Gard	0	0	0
46 - Lot	0	0	0
81 - Tarn	0	0	0
48 - Lozère	0	0	0

PP-LF-2. Nombre de logements équivalents disposant après rénovation d'une étiquette A à E, parmi le parc de logements de classe énergétique F, G par année

Numéro et nom du département (format : XX - XXXXXXX)	Références :		Engagements annuels, en nombre					
	Logements équivalents F, G dans le patrimoine de l'organisme au 31 décembre de l'année N-1 (2018)	Logements équivalents F, G rénovés, passés A, B, C, D ou E au cours de l'année N-1 (2018)	Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
82 - Tarn et Garonne	9	0	0	0	0	0	0	0
31 - Haute-Garonne	37	0	0	0	0	0	0	0
65 - Hautes Pyrénées	15	0	0	0	0	0	0	0
34 - Hérault	0	0	0	0	0	0	0	0
11 - Aude	0	0	0	0	0	0	0	0
30 - Gard	0	0	0	0	0	0	0	0
46 - Lot	0	0	0	0	0	0	0	0
81 - Tarn	0	0	0	0	0	0	0	0
48 - Lozère	0	0	0	0	0	0	0	0

PP-LF-3. Nombre de logements équivalents réhabilités, appartenant à une opération de réhabilitation éligible à un prêt de la Caisse des dépôts et consignations, parmi le parc total de logements équivalents, par année								
Numéro et nom du département (format : XX - XXXXXXX)	Références :		Engagements annuels, en nombre					
	Nombre total de logements équivalents dans le patrimoine de l'organisme au 31 décembre de l'année N-1 (2018)	Logements équivalents construits depuis plus de 25 ans et non réhabilités au sens de l'indicateur, dans le patrimoine de l'organisme au 31 décembre de l'année N-1 (2018)	Année N (2019)	Année N+1 (2020)	Année N+2 (2021)	Année N+3 (2022)	Année N+4 (2023)	Année N+5 (2024)
82 - Tarn et Garonne	57	26	0	0	0	0	0	0
31 - Haute-Garonne	157	103	0	0	0	0	0	0
65 - Hautes Pyrénées	41	5	0	0	0	0	0	0
34 - Hérault	0	0	0	0	0	0	0	0
11 - Aude	0	0	0	0	0	0	0	0
30 - Gard	0	0	0	0	0	0	0	0
46 - Lot	0	0	0	0	0	0	0	0
81 - Tarn	0	0	0	0	0	0	0	0
48 - Lozère	0	0	0	0	0	0	0	0

Annexes : Plan Stratégique de Patrimoine



Plan stratégique de patrimoine

Préambule

	Situation du patrimoine arrêtée au 1er Janvier 2019
	Plan de travaux période 1 (2019-2023) issu du Plan d'Entretien et du Plan à Moyen Terme
	Plan de travaux période 2 (2024-2028) établi à partir de ratios

Sommaire

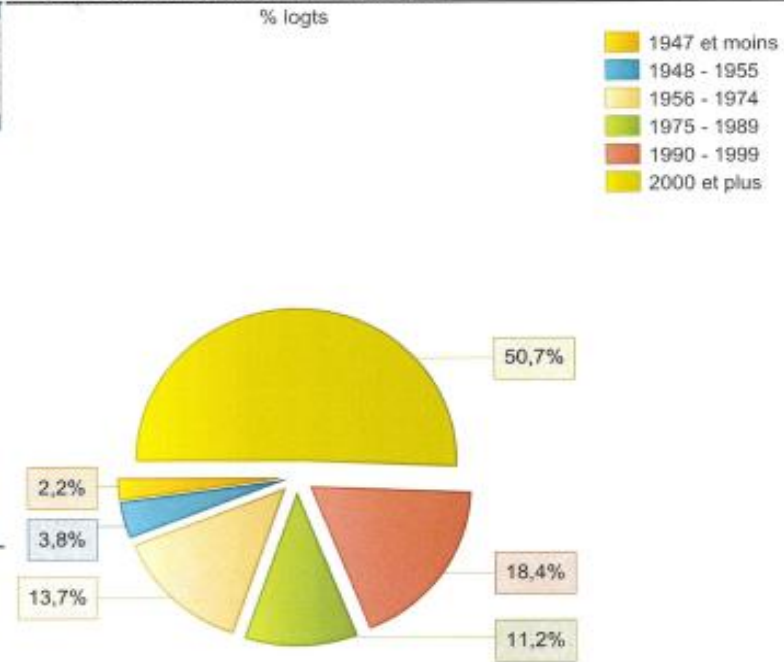
Page 3 - Époques de construction
Page 4 - Politique de la ville / Familles de financement CUS
Page 5 - Habitants : Situations professionnelles / Revenus
Page 6 - Habitants : Ages / Structures familiales
Page 7 - Zones de marché
Page 8 - Répartition du patrimoine par Département
Page 9 - Qualité urbaine / Conception du produit
Page 10 - État du produit / Fonctionnement résidentiel
Page 11 - Familles de patrimoine / Enjeux produit
Page 12 - Classement qualité CUS
Page 13 - Accessibilité PMR
Page 14 - Étiquettes énergétiques
Page 15 - Cartographie des enjeux (1) - qualité urbaine / conception du produit / fonctionnement résidentiel
Page 16 - Cartographie des enjeux (2) - qualité urbaine / conception du produit / état du produit
Page 17 - Cartographie des enjeux (3) - qualité urbaine / conception du produit / consommation énergétique
Page 18 - Orientations stratégiques à 10 ans / Plan de travaux
Page 19 - Répartition vente par Département

Plan stratégique de patrimoine

Epoque de construction

Epoque	Nbre de résidences	Nbre de logements	% logts
1947 et moins	46	570	2,2%
1948 - 1955	89	964	3,8%
1956 - 1974	140	3 542	13,7%
1975 - 1989	159	2 908	11,2%
1990 - 1999	312	4 764	18,4%
2000 et plus	681	13 106	50,7%
	1 404	25 874	100,00 %

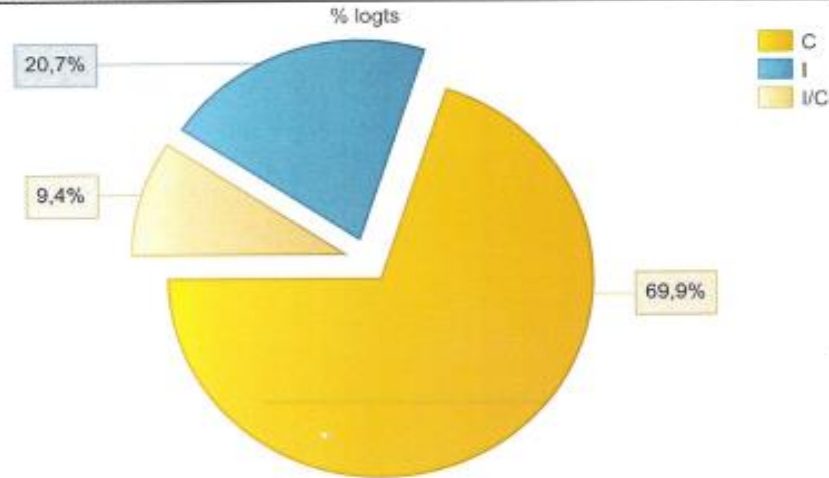
Epoque de construction (en % logts)



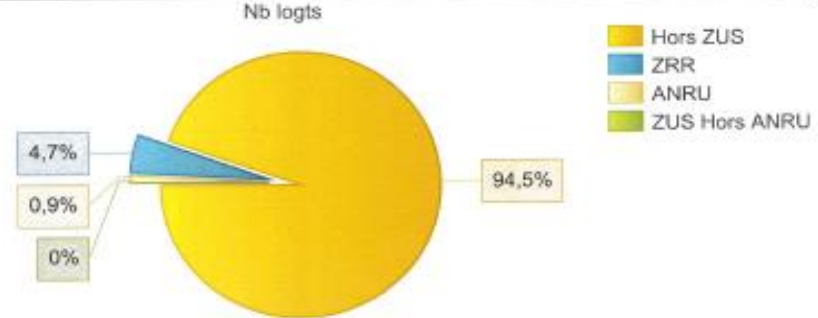
Cliquez sur la légende pour afficher le détail

Plan stratégique de patrimoine

Type d'Habitat



Politique de la ville



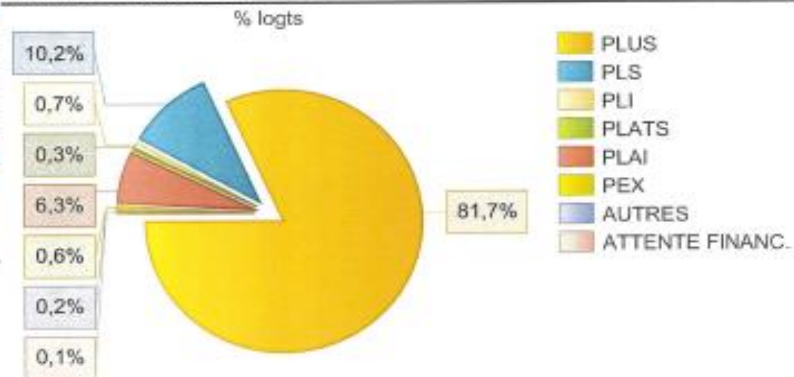
Cliquez sur la légende pour afficher le détail

Financement CUS

Famille de financement CUS	Nb Résid.	Nb Logts	% logts
ATTENTE FINANC.	3	22	0,1%
AUTRES	8	62	0,2%
PEX	6	147	0,6%
PLAI	457	1 642	6,3%
PLATS	14	65	0,3%
PLI	7	169	0,7%
PLS	65	2 640	10,2%
PLUS	846	21 127	81,7%
	1 494	25 674	100%

PLS = nouveaux PLS + prêts libres
PLUS = nouveaux PLUS + HLMO + PLA

Famille de financement CUS

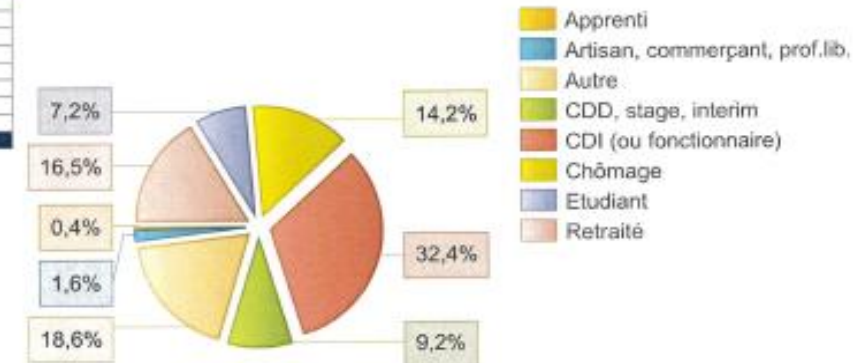


Plan stratégique de patrimoine

Situation professionnelle

Situation professionnelle	nb ménages	% ménages
Apprenti	87	0 %
Artisan, commerçant, prof.lib.	400	2 %
Autre	4 615	19 %
CDD, stage, interim	2 277	9 %
CDI (ou fonctionnaire)	8 090	32 %
Chômage	3 521	14 %
Etudiant	1 797	7 %
Retraité	4 095	16 %
	24 845	100 %

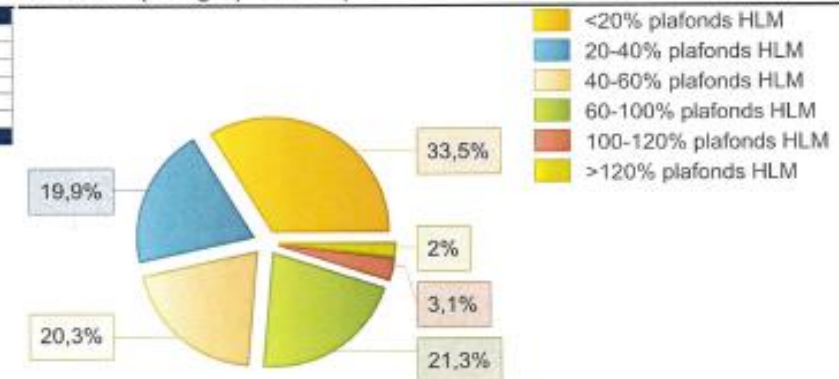
Situation professionnelle



Revenus

Revenus	Nombre de ménages	% de ménages
<20% plafonds HLM	8 224	33,5 %
20-40% plafonds HLM	4 878	19,9 %
40-60% plafonds HLM	4 958	20,3 %
60-100% plafonds HLM	5 211	21,3 %
100-120% plafonds HLM	752	3,1 %
>120% plafonds HLM	484	2,0 %
	24 517	100 %

Revenus (% logts) - % sur plafond PLUS

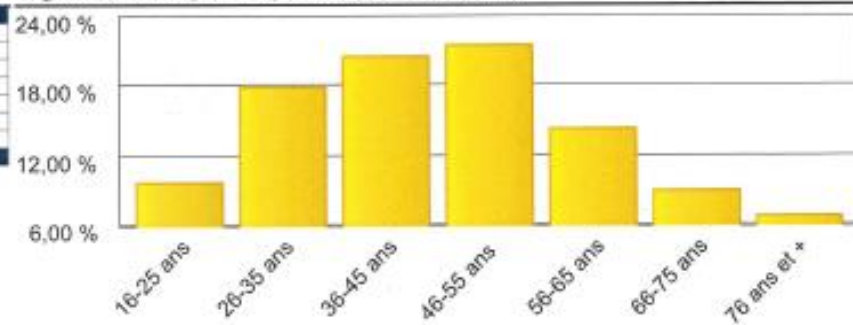


Plan stratégique de patrimoine

Age des occupants

Age des occupants	nb ménages	% ménages
16-25 ans	2 389	9,77%
26-35 ans	4 382	17,92%
36-45 ans	5 025	20,55%
46-55 ans	5 257	21,5%
56-65 ans	3 508	14,35%
66-75 ans	2 211	9,04%
76 ans et +	1 679	6,87%
	24 452	100 %

Age des occupants (en % des ménages)

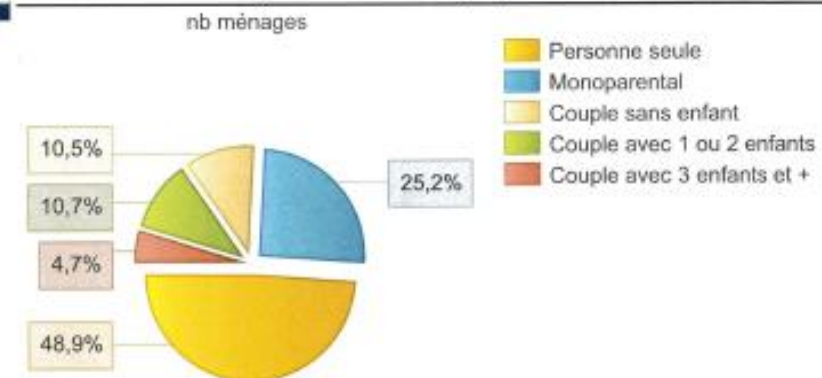


Structure familiale

	Nombre de ménages	% de ménages
Personne seule	11 567	48,9 %
Monoparental	6 183	25,2 %
Couple sans enfant	2 567	10,5 %
Couple avec 1 ou 2 enfants	2 611	10,7 %
Couple avec 3 enfants et +	1 156	4,7 %
	24 504	100 %

Cliquez sur la légende pour afficher le détail

Structure familiale (en % des ménages)

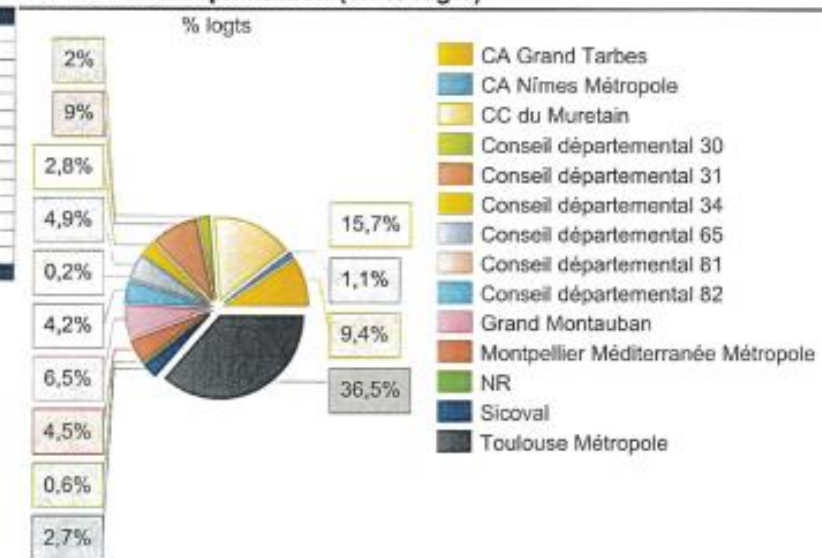


Plan stratégique de patrimoine

Zones de marché

	Nbre de résidences	Nb logts	% logts
CA Grand Tarbes	107	2 436	9,4%
CA Nîmes Métropole	20	273	1,1%
CC du Muretain	176	4 075	15,7%
Conseil départemental 30	18	527	2,0%
Conseil départemental 31	166	2 324	9,0%
Conseil départemental 34	27	718	2,8%
Conseil départemental 65	72	1 361	4,9%
Conseil départemental 81	4	39	0,2%
Conseil départemental 82	74	1 681	6,5%
Grand Montauban	92	1 686	6,5%
Montpellier Méditerranée Métropole	64	1 156	4,5%
NR	6	140	0,6%
Sicoval	29	796	2,7%
Toulouse Métropole	599	9 442	36,5%
	1 404	25 874	100 %

Territoires d'implantation (en % logts)

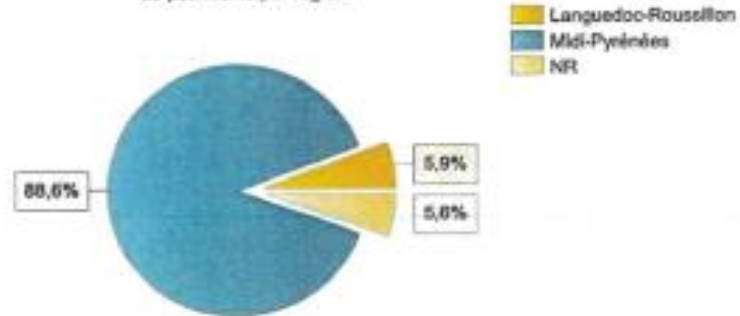


Cliquez sur la légende pour afficher le détail

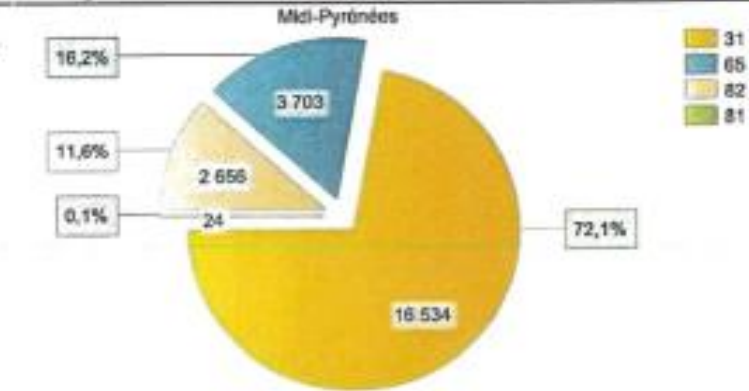
Plan stratégique de patrimoine

Le patrimoine par région

Le patrimoine par région



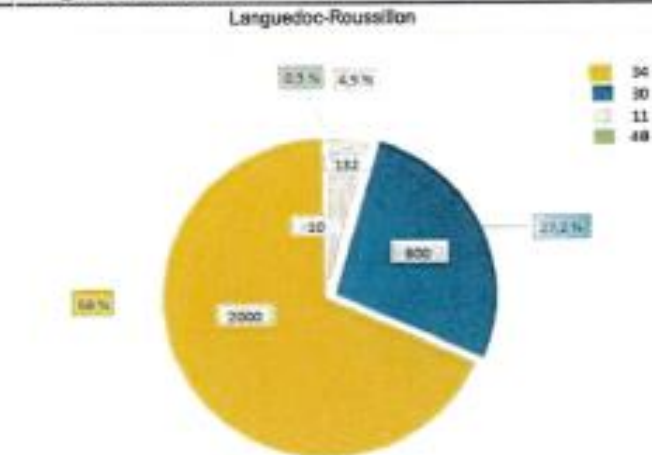
Midi-Pyrénées



PACA

Ce rapport ne contient aucune donnée

Languedoc-Roussillon



Plan stratégique de patrimoine

Qualité urbaine

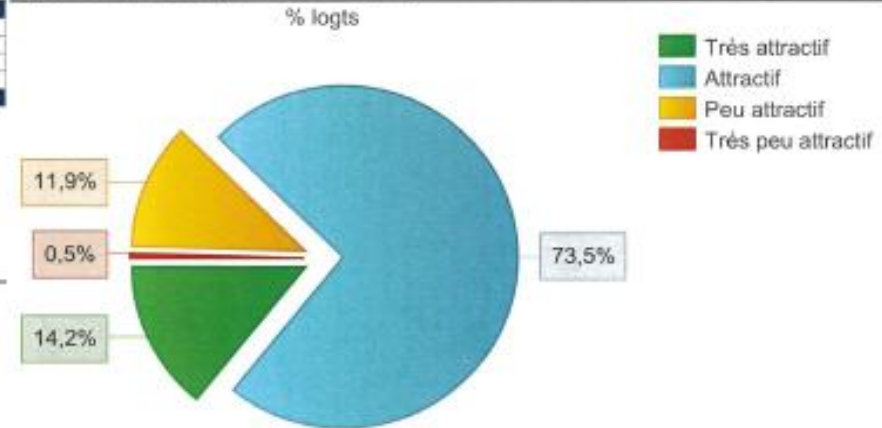
Qualité urbaine	Nbre de résidences	Nb logts	% logts
Très attractif	216	3 662	14,2%
Attractif	1 000	19 034	73,5%
Peu attractif	183	3 068	11,9%
Très peu attractif	5	120	0,5%
	1 404	25 874	100 %

Moyenne des notes de 1 à 4 sur critères analysés :

- l'accessibilité du quartier - offres de services rendus de proximité - offre commerciale de proximité - qualité de l'environnement du quartier - formes urbaines du quartier - image du quartier et tranquillité sociale

1 - Très peu attractif 2 - Peu attractif 3 - Attractif 4 - Très attractif

Qualité urbaine (en % de logts)



Conception du produit

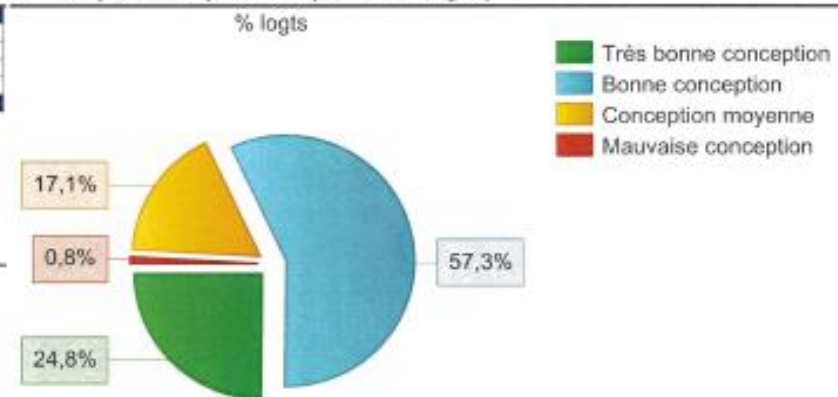
Conception du produit	Nbre de résidences	Nb logts	% logts
Très bonne conception	350	6 420	24,8 %
Bonne conception	790	14 818	57,3 %
Conception moyenne	285	4 422	17,1 %
Mauvaise conception	29	214	0,8 %
	1 454	25 874	100 %

Moyenne des notes de 1 à 4 sur critères analysés :

- les abords et espaces extérieurs - le stationnement - la conception du bâti - les parties communes (hall, cages d'escalier, paliers) - équipements techniques collectifs - efficacité énergétique - les logements

1 - Mauvaise conception 2 - Conception moyenne 3 - Bonne conception 4 - Très bonne conception

Conception du produit (en % de logts)

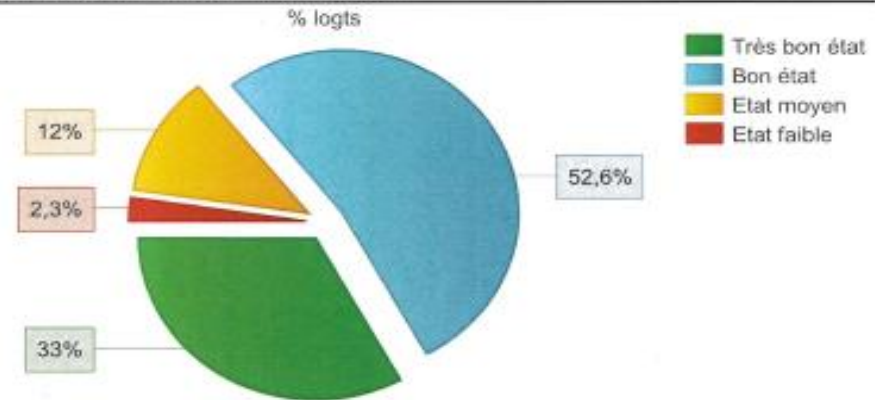


Plan stratégique de patrimoine

Etat du produit

Etat du produit	Nbre de résidences	Nb logts	% logts
Très bon état	436	8 544	33,8 %
Bon état	726	13 621	52,6 %
Etat moyen	203	3 103	12,0 %
Etat faible	39	606	2,3 %
	1 404	25 874	100 %

Etat du produit (en % de logts)



Moyenne des notes de 1 à 4 sur critères analysés :

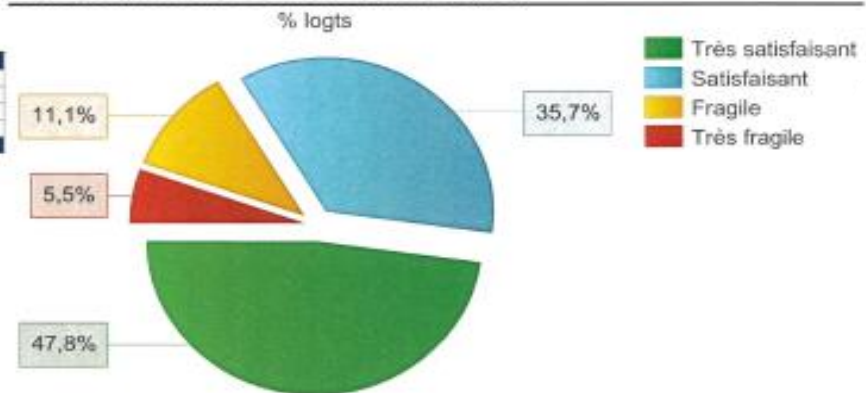
- l'état des espaces extérieurs - l'état du bâti - l'état des parties communes - l'état des équipements techniques collectifs - l'état des logements

1 - Mauvais état 2 - Etat moyen 3 - Bon état 4 - Très bon état

Fonctionnement résidentiel

	Nbre de résidences	Nb logts	% logts
Très fragile	31	1 419	5,5 %
Fragile	85	2 967	11,1 %
Satisfaisant	262	9 230	35,7 %
Très satisfaisant	1 026	12 356	47,8 %
	1 404	25 874	100,00 %

Fonctionnement résidentiel (en % logts)



Moyenne des notes de 1 à 4 sur critères analysés :

- conditions de gestion - faits de délinquance - problèmes de voisinage - actes de vandalisme

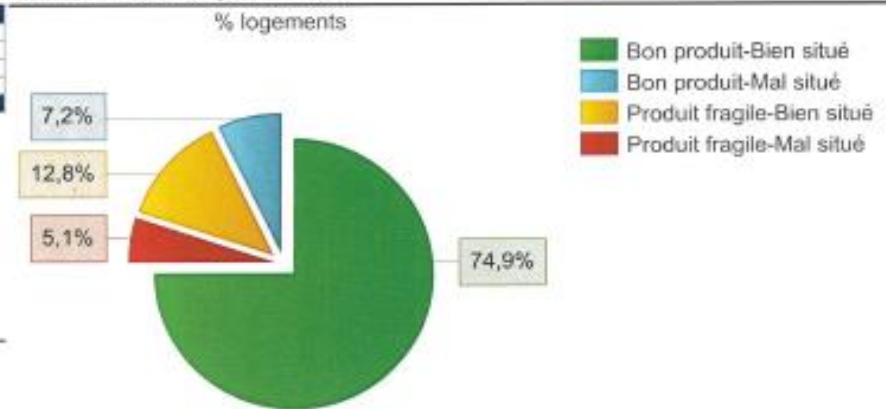
1 - Très fragile 2 - Fragile 3 - Satisfaisant 4 - Très satisfaisant

Plan stratégique de patrimoine

Famille Patrimoine

Famille de patrimoine	Nbre résidences	Nbre logements	% logements
Bon produit-Bien situé	992	19 378	74,9%
Bon produit-Mal situé	98	1 860	7,2%
Produit fragile-Bien situé	224	3 308	12,8%
Produit fragile-Mal situé	90	1 328	5,1%
	1 404	25 874	100 %

Les familles de patrimoine



Croisement entre :

- Qualité urbaine - Conception du produit

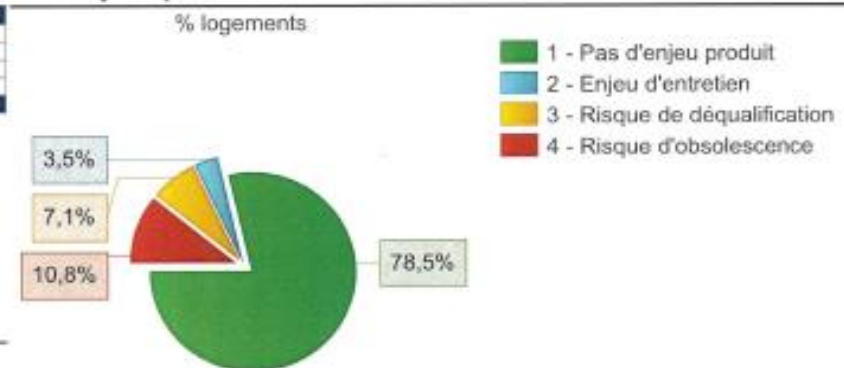
1 - Produit fragile mal situé 2 - Produit fragile bien situé 3 - Bon produit mal situé

4 - Bon produit bien situé

Enjeux Produit

Enjeu produit	Nbre résidences	Nbre logements	% logements
1 - Pas d'enjeu produit	1029	20322	78,5%
2 - Enjeu d'entretien	61	916	3,5%
3 - Risque de déqualification	133	1843	7,1%
4 - Risque d'obsolescence	181	2793	10,8%
	1 404	25 874	100 %

Les enjeux produit



Croisement entre :

- Qualité urbaine - État du produit

1 - Risque d'obsolescence 2 - Risque de déqualification 3 - Enjeu d'entretien 4 -

Pas d'enjeu produit

Plan stratégique de patrimoine

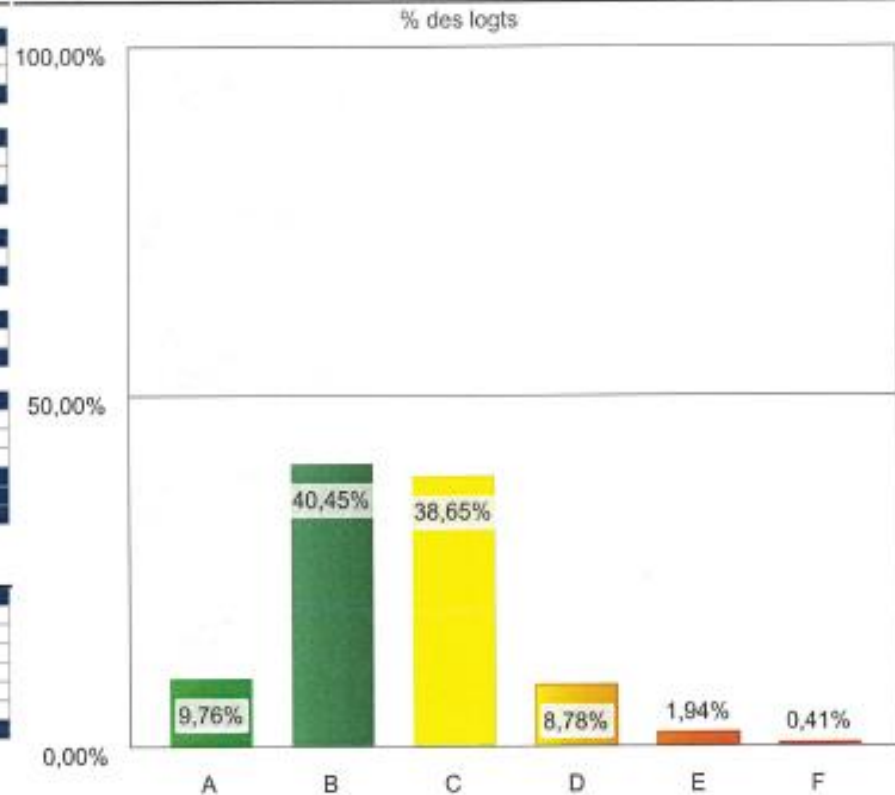
Gammes de qualité E et F

30	Nb logts	Type
	35	C
	1	I
	37	
31	Nb logts	Type
	58	I
	272	C
	330	
34	Nb logts	Type
	1	C
	1	
65	Nb logts	Type
	175	C
	175	
82	Nb logts	Type
	16	IC
	21	C
	29	I
	66	
	Nb logts	Type
	603	

Classement Qualité CUS

Classement Qualité CUS	Nbre de résidences	Nb logts	% logts
A	135	2 525	9,76%
B	579	10 407	40,45%
C	499	10 001	38,65%
D	144	2 272	8,78%
E	41	503	1,94%
F	6	105	0,41%
	1 404	25 874	100,00 %

Classement Qualité CUS



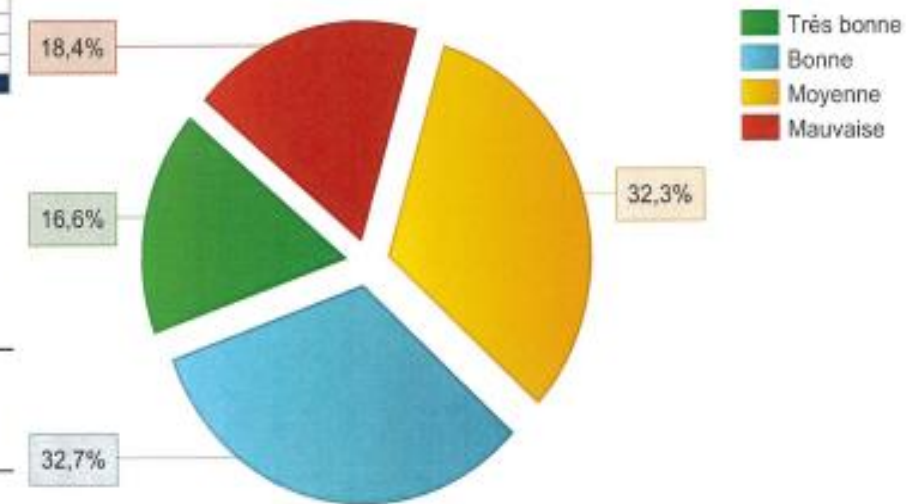
- Moyenne des critères : URBAIN, CONCEPTION et ÉTAT DU BÂTI
- Gammes de qualité de A (très attractif) à F (pas du tout attractif)

Plan stratégique de patrimoine

Accessibilité potentielle

Accessibilité	Nb résidences	Nb logements	% logts
Très bonne	196	4 262	16,6%
Bonne	354	8 393	32,7%
Moyenne	499	8 293	32,31%
Mauvaise	348	4 719	18,35%
	1 397	25 667	100,00 %

Accessibilité potentielle (en % de logements)



Principe de Notation accessibilité sur situation actuelle (selon critères enquête 2007 / 2008 USH Midi Pyrénées)

- Accessibilité des halls
- Hall + parties communes et logements en RdeC
- Étages accessibles mais besoins travaux logements
- Immeubles et logements accessibles sans travaux

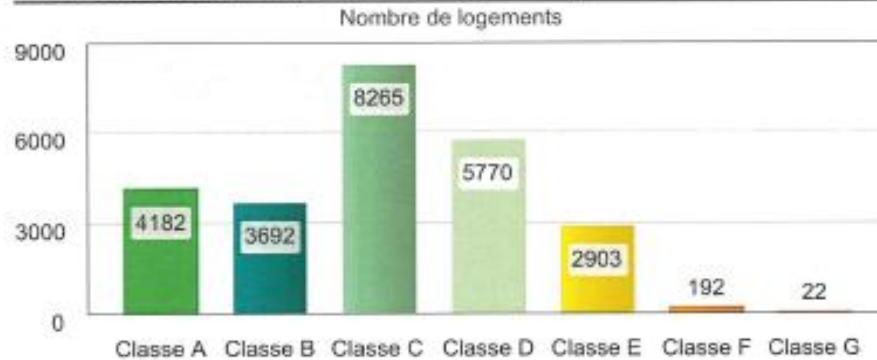
Notes :

- 1- MAUVAISE
- 2- MOYENNE
- 3- BONNE
- 4- TRÈS BONNE

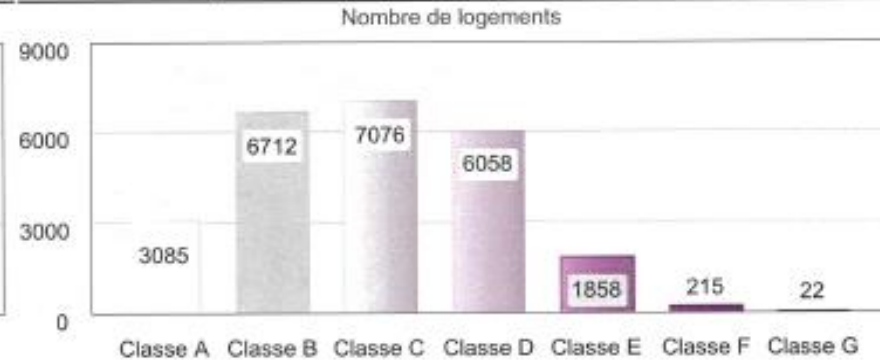
Cliquez sur la légende pour afficher le détail

Plan stratégique de patrimoine

DPE Consommation (en nbre de logements)



DPE Emission (en nbre de logements)



DPE Consommation (calculés en kWh/m².an)

Classe	Classe A	Classe B	Classe C	Classe D	Classe E	Classe F	Classe G	
Nb de résidences	183	186	400	352	196	36	4	1 366
Nb de logements	4 182	3 692	8 265	5 770	2 903	192	22	25 026
% logs	16,71%	14,76%	33,03%	23,06%	11,6%	0,77%	0,09%	100,00 %

DPE Emission (calculés en kg éq CO2/m².an)

Classe	Classe A	Classe B	Classe C	Classe D	Classe E	Classe F	Classe G	
Nb de résidences	143	295	346	328	161	85	16	1 363
Nb de logements	3 085	6 712	7 076	6 058	1 858	215	22	25 026
% logs	12,33%	26,82%	28,27%	24,21%	7,42%	0,86%	0,09%	100 %

Seuils : kWh d'énergie primaire / m² de SH / an

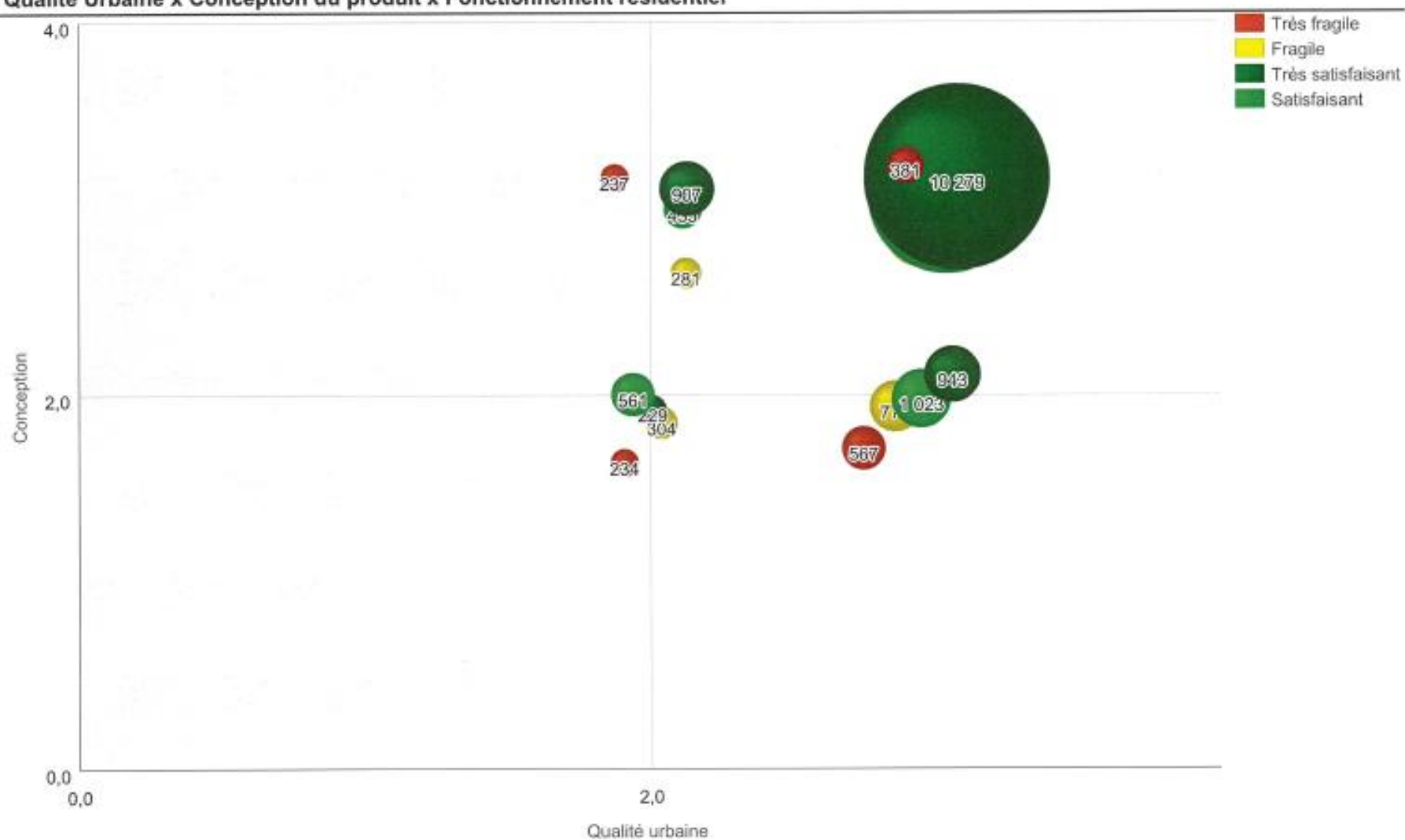
- A - inf. 50 kWh
- B - 51 à 90 kWh
- C - 91 à 150 kWh
- D - 151 à 230 kWh
- E - 231 à 330 kWh
- F - 331 à 450 kWh
- G - sup. à 450 kWh

Seuils : kg d'équivalent CO2 / m² de SH / an

- A - inf. 6 kg
- B - 6 à 10 kg
- C - 11 à 20 kg
- D - 21 à 35 kg
- E - 36 à 55 kg
- F - 56 à 80 kg
- G - sup. à 81 kg

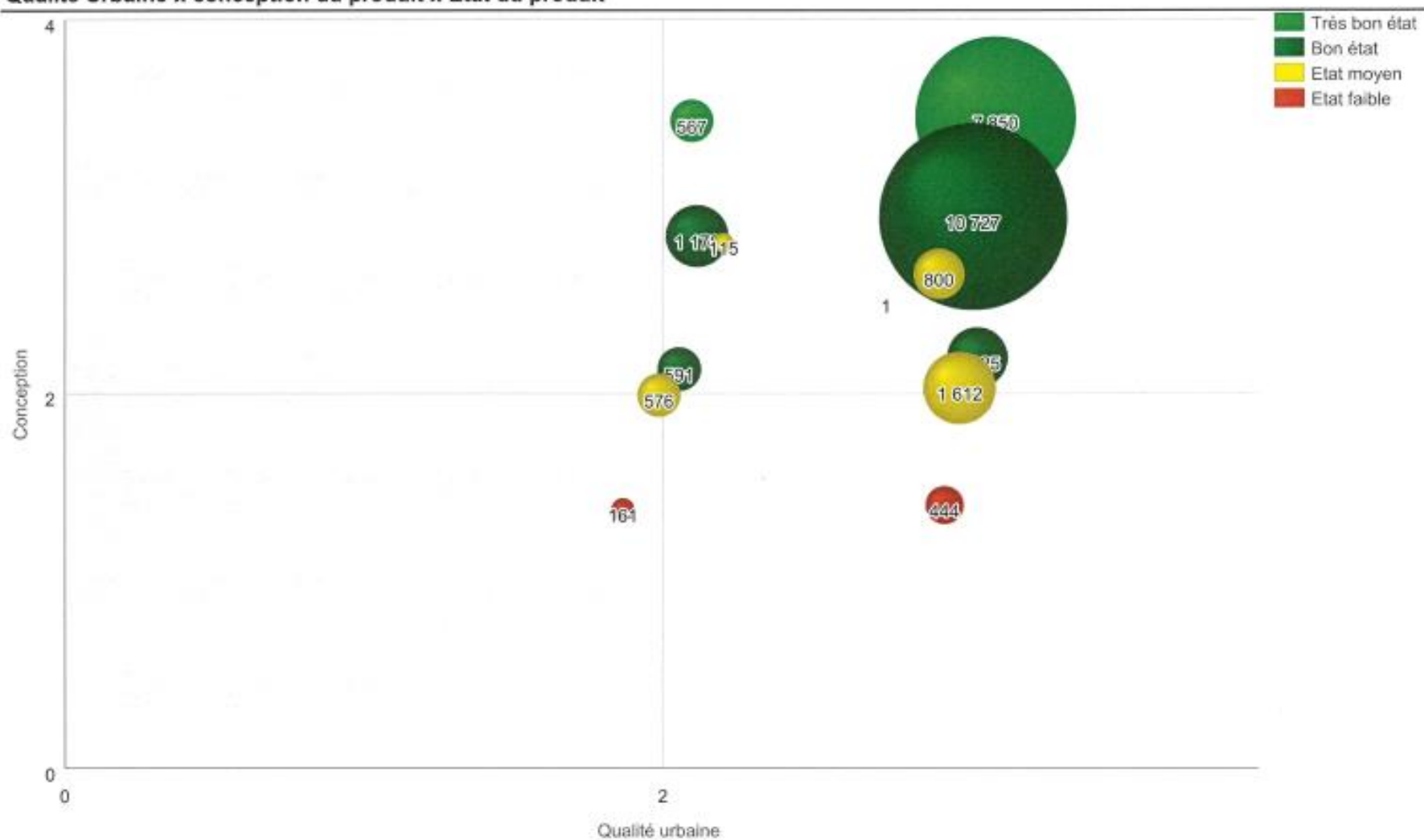
Plan stratégique de patrimoine

Qualité Urbaine x Conception du produit x Fonctionnement résidentiel



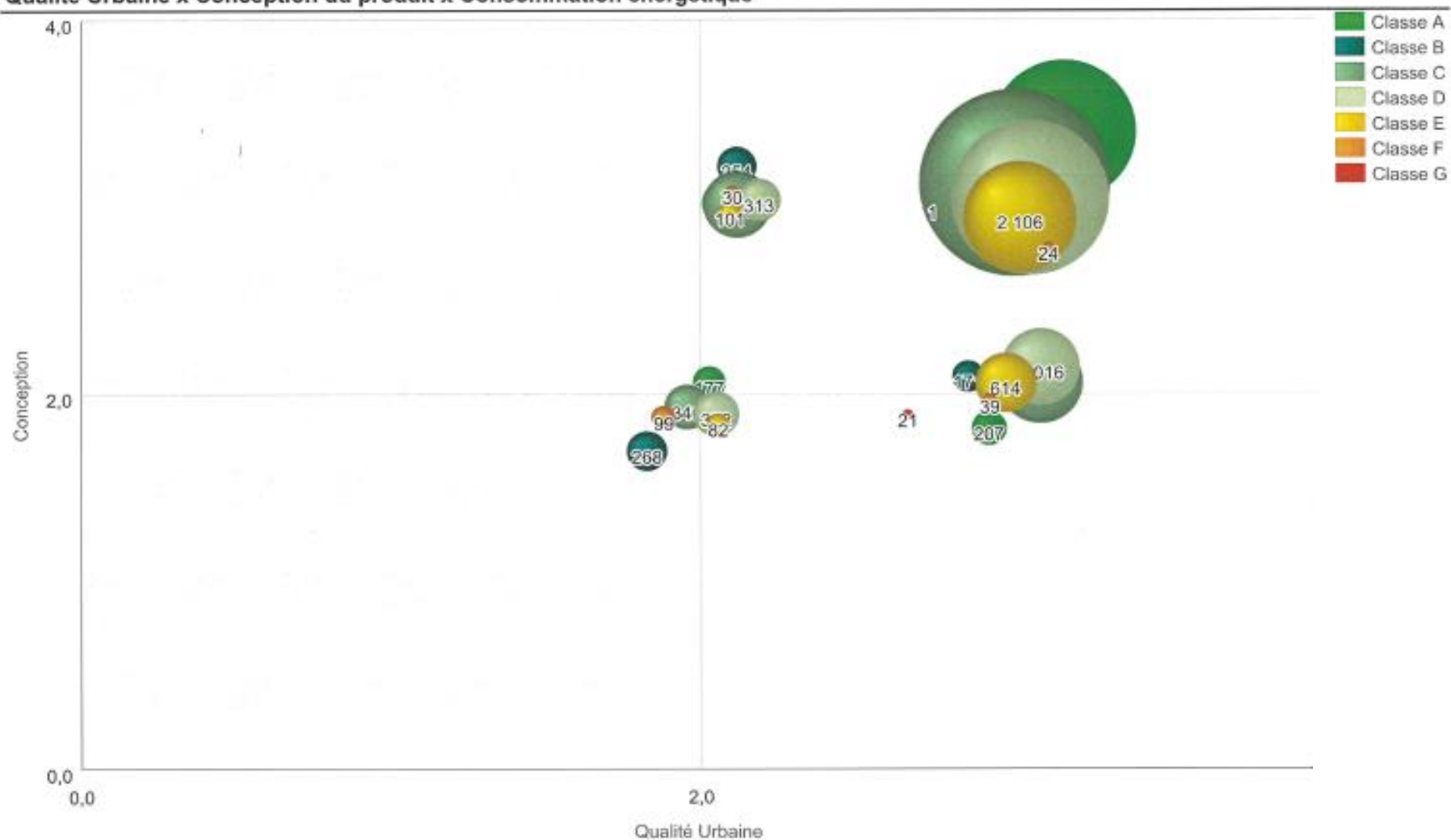
Plan stratégique de patrimoine

Qualité Urbaine x conception du produit x Etat du produit



Plan stratégique de patrimoine

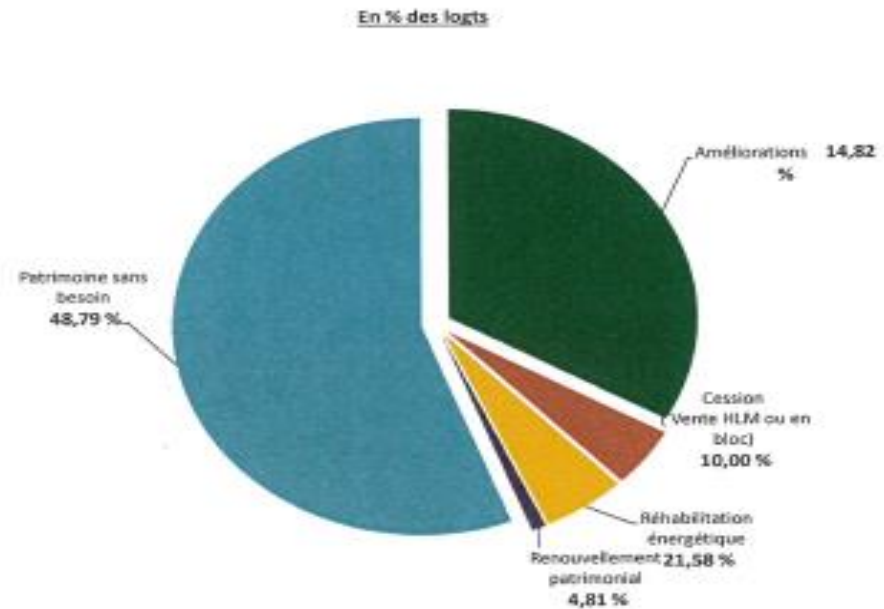
Qualité Urbaine x Conception du produit x Consommation énergétique



Plan stratégique de patrimoine

Orientations stratégiques à 5 ans

Orientation	Nbre de résidences	Nbre de logements	% logts
Améliorations	150	8 563	33,09%
Cessions en cours (Vente HLM ou en bloc après accord préf.)	94	1 197	4,63%
Réhabilitation énergétique	158	1 423	5,50%
Renouvellement patrimonial	7	247	0,95%
Patrimoine sans besoin	995	14 444	55,82%
Total :	1 404	25 874	100,00%



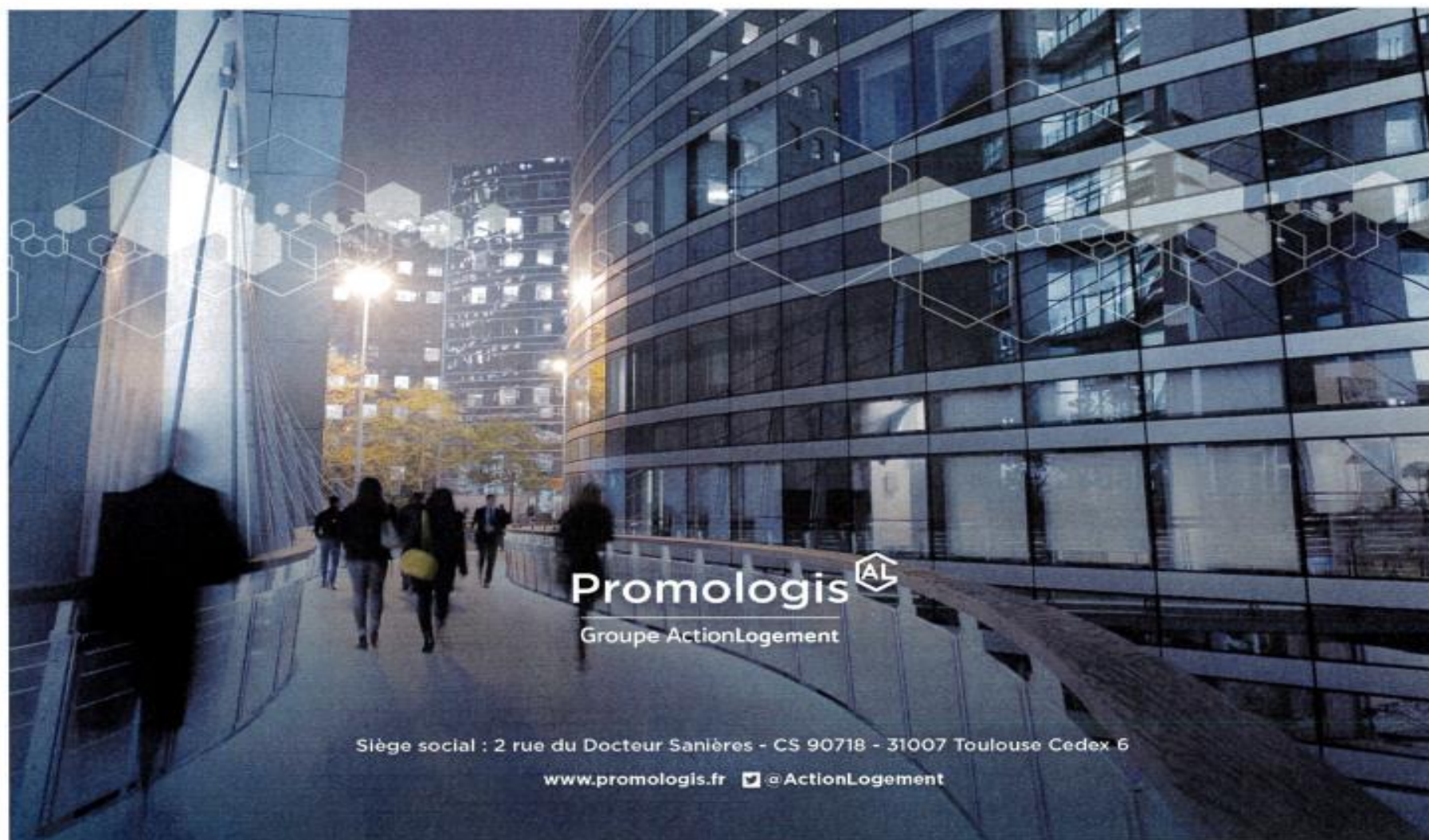
Synthèse financière travaux à 5 ans - 2019 / 2023


Thème	Coût total en euros	Moyenne/an en euros
Améliorations	38 781 252 €	7 756 250 €
Opérations de désamiantage	2 300 000 €	460 000 €
Traitement du plomb	0 €	0 €
Label Habitat Senior	750 000 €	150 000 €
Adaptation locaux (Ad'ap)	200 000 €	100 000 €
Gros entretien associé	10 299 857 €	2 059 971 €
Réhabilitation énergétique	39 509 201 €	7 901 840 €
Total	91 840 310 €	18 428 062 €


Synthèse financière travaux à 5 ans - 2024 / 2028




Thème	Coût total en euros	Moyenne/an en euros
Améliorations	33 050 000 €	6 610 000 €
Opérations de désamiantage	2 500 000 €	500 000 €
Gros entretien associé	10 456 800 €	2 091 360 €
Réhabilitation énergétique	42 400 000 €	8 480 000 €
Travaux Démolition	396 800 €	198 400 €
Total	88 803 600 €	17 879 760 €

* Simulation effectuée sur base de ratios



Promologis 
Groupe ActionLogement

Siège social : 2 rue du Docteur Sanlères - CS 90718 - 31007 Toulouse Cedex 6
www.promologis.fr  @ActionLogement

Certifications et labels   

Annexes : Plan de Vente

EPCI	Commune	Code Prg	Programme	Adresse	N°RPLS	Nb logts	PREVI VENTE TOTAL	PERIODE TRIENNALE POUR OUVERTURE	CATEGORIE
CA du Sicoval	AUZEVILLE TOLOSANE	610	6 PAV - ZAC PONT DE BOIS - AUZEVILLE	MAIL DE LA COCAGNE	0031132880	6	1	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA du Sicoval	DEYME	491	12 PAV CENTRE BOURG DEYME	RUE DE LA CROIX DE TALOU	0031114739	12	3	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA du Sicoval	DONNEVILLE	365	11 PAV-RUE BARRAU-DONNEVILLE	RUE BARRAU	0031036199	11	3	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA du Sicoval	PECHBUSQUE	451	5 PAV.PLUS RUE DU LAURAGAIS - PECHBUSQUE	RUE DU LAURAGAIS	0031121271	5	1	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA du Sicoval	PECHBUSQUE	452	6 PAV.PLS RUE DU LAURAGAIS - PECHBUSQUE	RUE DU LAURAGAIS	0031190789	6	1	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA du Sicoval	POMPERTUZAT	717	12 APPTS 4 RTE DE DEYME POMPERTUZAT	ROUTE DE DEYME	0048944971	12	3	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Grand Montauban	MONTAUBAN	8010	2 APPT-35 RUE LEON CLADEL-MONTAUBAN	RUE LEON CLADEL	0031196034	2	2	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Grand Montauban	MONTAUBAN	8014	23 APTS 10 RUE DE LA MAYENNE MONTAUBAN	RUE DE LA MAYENNE	0031073183	23	5	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Grand Montauban	MONTAUBAN	8020	16 APPT-11 PL. MANUEL AZANA-MONTAUBAN	PLACE MANUEL AZANA	0031019690	16	4	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Grand Montauban	MONTAUBAN	8095	RESIDENCE LE PASTEL-MONTAUBAN	IMPASSE DE L'HARMONIE	0031081780	60	14	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Grand Montauban	MONTAUBAN	8105	RESIDENCE 40 RUE DE LA BANQUE-MONTAUBAN	RUE DE LA BANQUE	0046217883	17	5	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Grand Montauban	MONTAUBAN	8120	69 APPT-RUE KENNEDY/M. GUERRET-MONTAUBAN	RUE MARCEL GUERRET	0031196018	69	16	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Grand Montauban	MONTAUBAN	8125	49 APPT-RUE MARCEL GUERRET-MONTAUBAN	RUE MARCEL GUERRET	0031140966	49	11	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Grand Montauban	MONTAUBAN	8137	10 PAV-RUE M-P KOENIG-MONTAUBAN	RUE MARIE PIERRE KOENIG	0031180673	10	3	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Grand Montauban	MONTAUBAN	8138	14 PAV-RUE DU BAC/RUE GAMOT-MONTAUBAN	RUE DU BAC	0031181457	14	3	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Grand Montauban	MONTAUBAN	8145	25 APPT-2 QUAI LAFORGUE-MONTAUBAN	QUAI LAFORGUE	0031196589	25	7	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Grand Montauban	MONTAUBAN	8158	RESIDENCE DURRIEU-MONTAUBAN	RUE DU LYCEE	0031197199	12	3	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	EAUNES	280	21 APPT-RUE ANDRE MALRAUX -EAUNES	RUE ANDRE MALRAUX	0031071260	21	6	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	EAUNES	597	28 PAV - CHAMPS DE MOULET EAUNES	CHEMIN DE LA CROIX ROUGE	0031122203	28	6	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	FONSORBES	416	40 PAV- RUE ET IMP DU GERS-FONSORBES	RUE DU GERS	0031120801	40	9	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	FONSORBES	538	44 PAV CANTELAUZE FONSORBES	RUE DES LIEVRES	0031132137	44	13	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	FONSORBES	676	39 LGTS CHEMIN DES CARRELASSES FONSORBES	CHEMIN DES CARRELASSES	0031184188	39	9	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	LABARTHE-SUR-LEZE	670	59 APPTS PL VINCENT AURIOL LABARTHE/LEZE	PLACE VINCENT AURIOL	0031136303	59	14	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	LABARTHE-SUR-LEZE	738	37 APPTS RTE DE PLANTAUREL LABARTHE/LEZE	PASSAGE DU MERLE	0047809811	37	9	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	LABARTHE-SUR-LEZE	812	15 APTS 1/3 ALLÉE DU PETIT BOIS LABARTHE	ALLEE DU PETIT BOIS	0047809887	15	4	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	LABASTIDETTE	585	38LGTS -47 RTE PRINCIPALE LABASTIDETTE	ROUTE PRINCIPALE	0031124530	38	9	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	LAMASQUERE	660	11 LGTS LIEU DIT LA BOURDETTE LAMASQUERE	IMPASSE DES IRIS	0031137202	11	3	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	LAVERNOSE LACASSE	780	7 LGTS 5 AV BOUQUIER LAVERNOSE LACASSE	AVENUE BOUQUIER	0048944054	7	2	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS

EPCI	Commune	Code Prg	Programme	Adresse	N°RPL S	Nb logts	PREVI VENTE TOTAL	PERIODE TRIENNALE POUR OUVERTURE	CATEGORIE
CA le Muretain Agglo	LE FAUGA	478	15 PAV CLOS DU LUXEMBOURG LE FAUGA-MURET	CLOS DU LUXEMBOURG	0031117022	15	4	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	LE FAUGA	571	12 APTS RUE DU LUXEMBOURG LE FAUGA	RUE DU LUXEMBOURG	0031113567	12	3	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	MURET	5	73 APPT-RUE LOUIS HENRY-MURET	RUE LOUIS HENRY	00311104368	73	17	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	MURET	40	44 APPT-25 AV. LATTRE DE TASSIGNY -MURET	AVENUE DE LATTRE TASSIGNY	0031074727	44	10	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	MURET	315	36 LOGT-IMP.M.BELLONTE- MURET	IMPASSE MAURICE BELLONTE	0031073547	36	11	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	MURET	343	10 LOGT-RUE E.BRANLY -MURET	RUE EDOUARD BRANLY	0031087217	10	3	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	MURET	364	1 PAV- 52 RUE ST-PIERRE-MURET	RUE SAINT-PIERRE	0031198577	1	1	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	MURET	424	31 APPT-13 RUE ALEXIS SEVENE -MURET	RUE ALEXIS SEVENE	0031077052	31	7	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	MURET	436	1 PAV-8 RUE ST-JACQUES-MURET	RUE SAINT-JACQUES	0031191654	1	1	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	MURET	440	36 APPT-4 AV.DE L'EUROPE -MURET	AVENUE DE L'EUROPE	0031116230	36	11	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	MURET	469	106 LGTS-2 ,6,8 AV EUROPE-LAILLE MURET	RUE BENJAMIN LAILLE	0031126669	106	24	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	MURET	522	18 APTS SAINT EXUPERY MURET BAT E	RUE BENJAMIN LAILLE	0031190309	18	4	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	MURET	523	21 APPTS RUE VINCENT AURIOL MURET	AVENUE VINCENT AURIOL	0031112733	21	5	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	MURET	646	68 APPTS AV VINCENT AURIOL MURET	RUE ALEXIS SEVENE	0031085005	68	20	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	MURET	39	74 APPT-CHE. DE RUDELLE-MURET	AVENUE LOUIS PASTEUR	0031083413	52	15	2020-2022	COMPLEMENT
CA le Muretain Agglo	MURET	37	95 APPT-AV. DE L' EUROPE-MURET	AVENUE DE L'EUROPE	0031082895	68	20	2020-2022	COMPLEMENT
CA le Muretain Agglo	MURET	334	54 PAV- RUE R.GARROS -MURET	RUE ROLAND GARROS	0031088489	39	12	2020-2022	COMPLEMENT
CA le Muretain Agglo	MURET	15	570 APPT-AV. DE L'EUROPE-MURET	AVENUE VINCENT AURIOL	0031106207	66	20	2020-2022	COMPLEMENT
CA le Muretain Agglo	MURET	276	32 PAV-RUE EDOUARD BRANLY-MURET	RUE EDOUARD BRANLY	0031077995	5	1	2020-2022	COMPLEMENT
CA le Muretain Agglo	PINSAGUEL	408	3 APPT-94B RTE D' ANDORRE - PINSAGUEL	ROUTE D'ANDORRE	0031075478	3	1	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	PINS-JUSTARET	287	27 PAV-RUE E.VIGUIER - PINS-JUSTARET	RUE EUGENE VIGUIER	0031037064	27	8	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	PINS-JUSTARET	480	38LGTS-7RUE S.DAURIAC-PINS JUSTARET	RUE SYLVAIN DAURIAC	0031122807	38	9	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	PINS-JUSTARET	551	13 APPTS CHEMIN DE LA GARE PINS_ JUSTARET	CHEMIN DE LA GARE	0031115274	13	4	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	PINS-JUSTARET	593	15 LGTS AVENUE DE TOULOUSE PINS-JUSTARET	PLACE LUCIE AUBRAC	0031187752	15	3	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	PINS-JUSTARET	766	16 LGTS CH DE LA CROISSETTE PINS-JUSTARET	CHEMIN DE LA CROISSETTE - BAT B	0048945284	16	4	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS

EPCI	Commune	Code Prg	Programme	Adresse	N°RPLS	Nb logts	PREVI VENTE TOTAL	PERIODE TRIENNALE POUR OUVERTURE	CATEGORIE
CA le Muretain Agglo	PORTET SUR GARONNE	104	34 PAV-CHE DES SABLES-PORTET/GARONNE	CHEMIN DES SABLES	0031101497	50	50	2020-2022	PRINCIPE MAIRIE EN 2018 POUR 50 LOG
CA le Muretain Agglo	PORTET SUR GARONNE	127	32 PAV-RUE ANDRE MALRAUX-PORTET	RUE JOACHIM DU BELLAY	0031095187			2020-2022	
CA le Muretain Agglo	PORTET SUR GARONNE	151	40 PAV-RUE DES ACACIAS-PORTET/GARONNE	ALLEES CLAIREFONTAINE	0031095400			2020-2022	
CA le Muretain Agglo	PORTET SUR GARONNE	171	33 PAV-PLACE DU SIDOBRE-PORTET/GARONNE	RUE DES ACACIAS	0031095260			2020-2022	
CA le Muretain Agglo	PORTET SUR GARONNE	275	32 PAV-PLACE DE VICDESSOS-PORTET/GARONNE	PLACE DU VICDESSOS	0031110323			2020-2022	
CA le Muretain Agglo	PORTET SUR GARONNE	291	40 PAV-RUE DES ECOLES-PORTET/GARONNE	ALLEES CLAIRE FONTAINE	0031110886			2020-2022	
CA le Muretain Agglo	PORTET SUR GARONNE	292	30 PAV-ALLEE DES FRENES-PORTET/GARONNE	ALLEE DES FRENES	0031191258			2020-2022	
CA le Muretain Agglo	PORTET SUR GARONNE	293	4 PAV-ALLEE CLAIRE FONTAINE-PORTET	ALLEE CLAIRE FONTAINE	0031107148			2020-2022	
CA le Muretain Agglo	PORTET SUR GARONNE	455	8 PAV-RUE ROGER SALENGRO-PORTET/GARONNE	RUE ROGER SALENGRO	0031191787	8	2	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	PORTET SUR GARONNE	511	6 APTS RUE DES ECOLES PORTET SUR GARONNE	RUE LEO FERRE	0031189584	6	1	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	PORTET SUR GARONNE	516	6 APPTS RUE DES ECOLES PORTET SURGARONNE	RUE LEO FERRE	0031132707	6	1	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	PORTET SUR GARONNE	528	4 APPTS 5 RUE DE LA TUILERIE PORTET/GARO	RUE DE LA TUILERIE	0031131030	4	1	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	PORTET SUR GARONNE	529	17 APPTS 5 RUE DE LA TUIL PORTET/GARONN	RUE DE LA TUILERIE	0031188479	17	4	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	ROQUETTES	669	39 LGTS ZONE DE LENSEMEN ROQUETTES	RUE JEAN PRAT	0031134612	39	9	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	ROQUETTES	719	6 PAV LE CLOS D'AURIOL ROQUETTES	AVENUE VINCENT AURIOL	0046220670	6	1	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	SEYSSSES	72	18PAV-PLACE DU 8MAI1945-SEYSSSES	PLACE DU 8 MAI 1945	0031068902	18	5	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	SEYSSSES	367	1 PAV-13 RUE BOLTAR-SEYSSSES	RUE BOLTAR	0031198585	1	1	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	SEYSSSES	415	1 PAV-105 CHE. DE. MOUNICARD-SEYSSSES	CHEMIN DE MOUNICARD	0031199616	1	1	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	SEYSSSES	418	34 PAV-RUE JACQUELINE AURIOL-SEYSSSES	RUE JACQUELINE AURIOL	0031120190	34	8	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	SEYSSSES	421	22 PAV-RUE PAUL GAUGUIN -SEYSSSES	RUE PAUL GAUGUIN	0031117931	22	5	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA le Muretain Agglo	ST CLAR DE RIVIERE	671	6 LGTS LIEU DIT LA NAUZE ST CLAR DE RIVI	ROUTE DE LA GARE	0031137385	6	1	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Nîmes Métropole	NIMES	1210	RESIDENCE SUPER NIMES - NIMES	PLACE JEAN COCTEAU	0039068920	2	2	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Nîmes Métropole	NIMES	1217	RESIDENCE LE COLISEE - NIMES	RUE DU COLISEE	0039092622	93	28	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Nîmes Métropole	NIMES	1220	RESIDENCE LE STELLA - NIMES	RUE FRIEDLAND	0039078383	1	1	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Nîmes Métropole	NIMES	1229	RESIDENCE LE CELTIQUE - NIMES	ROUTE DE BEAUCAIRE	0039082201	1	1	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Nîmes Métropole	NIMES	1230	RESIDENCE RUE DE L'ETOILE - NIMES	RUE DE L'ETOILE	0039082219	1	1	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Nîmes Métropole	NIMES	1233	RESIDENCE LE PALAZZO - NIMES	RUE SEGUIER	0039082441	21	5	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	BARBAZAN-DEBAT	6313	48 LOGT-AV. DU LOUNG ARRIOU-BARBAZAN	RUE DES TAMARIS	0031155717	48	14	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	BAZET	6975	1 PAV-21 RUE JEAN JAURES-BAZET	RUE JEAN JAURES	0031038640	1	1	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	BORDERES SUR L ECHEZ	6344	28 PAV. RUE THOREZ 65320 BORDERES	RUE MAURICE THOREZ	0031169031	28	6	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	LOURDES	6073	19 PAV-35 CHE. DE LANNEDARRE-LOURDES	CHEMIN DE LANNEDARRE	0031158571	19	6	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS

EPCI	Commune	Code Prg	Programme	Adresse	N°RPLS	Nb logts	PREVI VENTE TOTAL	PERIODE TRIENNALE POUR OUVERTURE	CATEGORIE
CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	ORLEIX	6966	1 PAV-7 RUE DES BERGERONNETTES-ORLEIX	RUE DES BERGERONNETTES	0031038369	1	1	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	SAINT PE DE BIGORRE	6064	8 PAV-RUE DES AHUMATS-SAINT PE	RUE DES AHUMATS	0031156682	8	2	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	TARBES	6016	38 APPT-RUE RACINE-TARBES	RUE RACINE	0031153018	38	11	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	TARBES	6059	17 LOGT-56 BIS RUE JEAN MOULIN-TARBES	RUE JEAN MOULIN	0031156484	17	4	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	TARBES	6066	31 APPT-47 RUE FRANCOIS MARQUES-TARBES	RUE FRANCOIS MARQUES	0031195292	31	9	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	TARBES	6072	38 LOGT-16 AV.FOULD-TARBES	AVENUE FOULD	0031158406	38	11	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	TARBES	6341	18 APPT-RUE JULIO CURIE-TARBES	RUE JOLIOT CURIE	0031191464	18	4	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	TARBES	6978	1 APPT-58 RUE DU VIGNEMALE-TARBES	RUE DU VIGNEMALE	0031039317	1	1	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	TARBES	6979	1 APPT 6 RUE LATIL-TARBES	RUE LATIL	0031038707	1	1	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	TARBES	6980	1 APPT-6C QUAI DE L'ADOUR-TARBES	QUAI DE L'ADOUR	0031039078	1	1	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	TARBES	6981	2 APPT-3 QUARTIER RUE DES CARMES-TARBES	RUE DES CARMES	0031039531	2	2	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	TARBES	6989	1 APPT-2 BIS RUE DE CRONSTADT-TARBES	RUE DE CRONSTADT	0031038731	1	1	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	TARBES	6990	2 APPT-RIVES DE L'ADOUR-TARBES	RESIDENCE RIVES DE L'ADOUR	0031039424	2	2	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	TARBES	6994	3 APPT-BD. LACAUSSE-TARBES	BOULEVARD LACAUSSE	0031039705	3	1	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	TARBES	6995	1 APPT-17 RUE DE LA BIGORRE-TARBES	RUE DE LA BIGORRE	0031038765	1	1	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	TARBES	6996	2 APPT-108 BIS RUE DU CFP-TARBES	RUE DU CORPS FRANC POMMIES	0031039713	2	2	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	TARBES	6997	1 APPT-7 RUE VOLTAIRE-TARBES	RUE VOLTAIRE	0031039440	1	1	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	TARBES	6999	4 APPT-CITE RADIEUSE-TARBES	CITE RADIEUSE	0031191315	4	1	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CC Adour Madiran	VIC	6094	9 PAV QUARTIER DES ECOLES VIC EN BIGORRE	AVENUE JACQUES FOURCADE	0031172935	9	2	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CC Coeur et Coteaux du Comminges	MONTREJEAU	381	14 PAV -AV. MARECHAL JUIN -MONTREJEAU	RUE DU MARECHAL JUIN	0031114664	14	4	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CC Coeur et Coteaux du Comminges	ST GAUDENS	363	16 PAV-IMP.JEAN SOUBIE -SAINT-GAUDENS	RUE DU COLONEL BOURRELLY	0031066675	16	5	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CC de la Haute-Bigorre	BAGNERES DE BIGORRE	6056	23 APPT-7 BD. CARNOT-BAGNERES	BOULEVARD CARNOT	0031144661	23	7	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CC de la Save Au Touch	PLAISANCE DU TOUCH	92	64 APTS DOMAINE DU LAC-PLAISANCE DU TOUCH	ROUTE DE TOULOUSE	0031095426	30	30	2020-2022	ACCORD DE PRINCIPE MAIRIE EN 2018 POUR 30 LOGTS EN DIFFUS
CC de la Save Au Touch	PLAISANCE DU TOUCH	131	32 PAV-LE CLOS DU LAC-PLAISANCE DU TOUCH	RUE RIMBAUD/VERLAINE	0031104459			2020-2022	
CC de la Save Au Touch	LEGUEVIN	500	4 PAV 22 RUE DES GASCOGNE LEGUEVIN	RUE PIPET	0031200877	4	1	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CC des Coteaux Bellevue	ST-GENIES-BELLEVUE	290	15 PAV-CLOS BELLEVUE -ST-GENIES BELLEVUE	CLOS DE BELLEVUE	0031108683	15	4	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CC des Deux Rives	DONZAC	8530	14 PAV-LOT.MIRADOUX-DONZAC	RESIDENCE MIRADOUX	0031180574	14	3	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CC des hauts Tolosans	GRENADE	558	10 PAV LIEU-DIT CHAMBERT GRENADE	IMPASSE DES GRAVES	0031112478	10	3	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CC des hauts Tolosans	MERVILLE	519	26 PAV ROUTE DE LARRA MERVILLE-BLAGNAC	IMPASSE DU CANIGOU	0031127170	26	8	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CC des Terres du Lauragais	AVIGNONET LAURAGAIS	377	6 PAV-LOT. LA BORDETTE II -AVIGNONET	LOTISSEMENT DE LA BORDETTE II	0031121693	6	1	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CC des Terres du Lauragais	NAILLOUX	684	43 PAV LE COTEAU DU PASTELLIER NAILLOUX	RUE CHARLES BEAUDELAIRE	0046220183	43	10	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS

EPCI	Commune	Code Prg	Programme	Adresse	N°RPLS	Nb logts	PREVI VENTE TOTAL	PERIODE TRIENNALE POUR OUVERTURE	CATEGORIE
CC du Bassin Auterivain Haut-Garonnais	AUTERIVE	493	17 PAV LE LYCERY AUTERIVE / PORTET	IMPASSE DES MOINEAUX	0031119408	17	4	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CC du Quercy Caussadais	CAUSSADE	8320	RESIDENCE MICHAUT-CAUSSADE	RUE PABLO PICASSO	0031181176	8	2	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
CC du Volvestre	CAPENS	587	4 LGTS INDIV CENTRE BOURG A CAPENS	CHEMIN DE LA GARONNE	0031109459	4	1	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CC Grand Sud Tarn et Garonne	MONTECH	8171	32 PAV LIEU DIT LAGAFETTE MONTECH	RUE LAGAFETTE	0031183031	32	7	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CC Pyrénées Vallées des Gaves	LUZ SAINT SAUVEUR	6058	9 APPT-8 RUE DES MARCATS-LUZ ST SAUVEUR	RUE ETHS MARCATS	0031143142	9	2	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
CC Pyrénées Vallées des Gaves	PIERREFITTE-NESTALAS	6053	25 PAV-12 RUE PIERRE CURIE-PIERREFITTE	RUE PIERRE CURIE	0031163471	25	6	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
Montpellier Méditerranée Métropole	CASTELNAU LE LEZ	1236	RES. LES JARDINS DE VERT PARC-CASTELNAU	RUE DES ANEMONES	0039083332	39	12	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
Montpellier Méditerranée Métropole	JUVIGNAC	1224	RES. LA BERGERIE DE CAUNELLE - JUVIGNAC	RUE DES CAPITELLES	0039043443	35	10	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
Montpellier Méditerranée Métropole	MONTPELLIER	1214	RESIDENCE CITE PLAISANCE - MONTPELLIER	RUE DE ST MAUR	0039040077	1	1	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
Toulouse Métropole	BALMA	621	24 PAV ZAC DU CYPRIE BALMA	RUE LOUISE WEISS	0031187447	24	6	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
Toulouse Métropole	BLAGNAC	77	71 APPT-PLACE DE CATALOGNE-BLAGNAC	PLACE DE CATALOGNE	0031191240	69	16	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
Toulouse Métropole	BLAGNAC	78	65 APPT-PLACE NICOLAS POUSSIN-BLAGNAC	PLACE DE CATALOGNE	0031191331	65	19	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
Toulouse Métropole	BLAGNAC	115	63 APPT-RUE MAURICE UTRILLO-BLAGNAC	PLACE DE CATALOGNE	0031043425	63	19	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
Toulouse Métropole	BLAGNAC	139	41 APPT-PLACE DE CATALOGNE-BLAGNAC	PLACE DE CATALOGNE	0031075387	41	9	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
Toulouse Métropole	BLAGNAC	273	36 APPT-IMP. ELSA TRIOLET-BLAGNAC	IMPASSE ELSA TRIOLET	0031080170	36	8	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
Toulouse Métropole	CUGNAUX	411	36 APPT-39AV.G.POMPIDOU -CUGNAUX	AVENUE GEORGES POMPIDOU	0031191448	36	8	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
Toulouse Métropole	TOULOUSE	261	21LOGTS-IMP.TONY PONCET-TLS- BLAGNAC	IMPASSE TONY PONCET	0031072630	21	5	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
Toulouse Métropole	TOULOUSE	289	35 APPT-IMP.TONY PONCET-TOULOUSE-BLAGNAC	IMPASSE TONY PONCET	0031073125	35	10	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
Toulouse Métropole	TOULOUSE	333	14 LGT-27 PLACE ARNAUD BERNARD-TOULOUSE	PLACE ARNAUD BERNARD	0031039870	14	4	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
Toulouse Métropole	TOULOUSE	360	39 PAV-RUE MAURICE MELAT-TOULOUSE	RUE MAURICE MELAT	0031118418	39	12	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
Toulouse Métropole	TOULOUSE	372	11 LOGTS - RUE BOURBAKI - TOULOUSE	BIS RUE DU GENERAL BOURBAKI	0031202005	11	3	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
Toulouse Métropole	TOULOUSE	375	10 APPT-PLACE DES GLIERES-TOULOUSE	PLACE DES GLIERES	0031083869	10	2	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
Toulouse Métropole	TOULOUSE	378	12 APPT-40 RUE ADOLPHE COLL-TOULOUSE	RUE ADOLPHE COLL	0031201461	12	3	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
Toulouse Métropole	TOULOUSE	432	17 LOGT-4 BIS RUE ANDRE HAON-TOULOUSE	BIS RUE ANDRE HAON	0031121437	17	5	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
Toulouse Métropole	TOULOUSE	461	14 APPT- 28CHE. DE MOULIS -TOULOUSE	CHEMIN DE MOULIS	0031114391	14	3	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
Toulouse Métropole	TOULOUSE	464	18 APTS RUE DES FONTAINES TOULOUSE	RUE DES FONTAINES BAT A	0031189245	18	5	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
Toulouse Métropole	TOULOUSE	476	49 APT-AV BOURGES MAUNOURY BORDEROU-G-TLS	AVENUE BOURGES MAUNOURY	0031128003	49	11	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
Toulouse Métropole	TOULOUSE	477	21 APT- 2 RUE BERTRAN BORDEROU-G-TLSE	RUE BERTRAN	0031187231	21	6	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
Toulouse Métropole	TOULOUSE	540	13 APTS 42 RUE DE LA CHAUSSE TOULOUSE	RUE DE LA CHAUSSEE	0031132963	13	4	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
Toulouse Métropole	TOULOUSE	549	38 LGTS ZAC DES MENUISIERS TOULOUSE	RUE DU PORT GARAUD	0031130272	38	9	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
Toulouse Métropole	TOULOUSE	624	19 APPTS 2 ET 4 AV F.ESTEBE TOULOUSE	AVENUE FREDERIC ESTEBE	0031133466	19	4	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS

EPCI	Commune	Code Prg	Programme	Adresse	N°RPLS	Nb logts	PREVI VENTE TOTAL	PERIODE TRIENNALE POUR OUVERTURE	CATEGORIE
Toulouse Métropole	TOULOUSE	858	60 APPTS 12 CHEMIN PRAT LONG TOULOUSE	CHEMIN PRAT LONG	0054884509	59	14	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
Toulouse Métropole	TOURNEFEUILLE	457	15 PAV-RUE DES CEVENNES-TOURNEFEUILLE	AVENUE DE L'ARIEGE	0031066138	15	4	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
Toulouse Métropole	TOURNEFEUILLE	463	14 APT- 122D AV. DE MARQUISAT -TOURNEF	AVENUE DU MARQUISAT	0031114119	14	3	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
Toulouse Métropole	VILLENEUVE-TOLOSANE	200	18PAV- PL. DES LILAS -VILLENEUV-TOL	RUE DES LILAS	0031036636	18	5	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
Toulouse Métropole	VILLENEUVE-TOLOSANE	237	16 APPT-ALLEE DES PLATANES VIL-TOLOSANE	BOULEVARD DES PLATANES	0031022734	16	4	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
Toulouse Métropole	VILLENEUVE-TOLOSANE	301	23 APPT-8 RUE DU CANELET - VIL-TOLOSANE	RUE DU CANALET	0031021629	23	7	2020-2022	NOUVELLE DEMANDE CUS
Toulouse Métropole	VILLENEUVE-TOLOSANE	437	32 LOGT- RUE A.DAVID-NEEL -VIL-TOLOSANE	RUE ALEXANDRA DAVID-NEEL	0031115745	32	7	2023-2025	NOUVELLE DEMANDE CUS
Toulouse Métropole	LAUNAGUET	308	49 LGTS-RESIDENCE MARIANNE-LAUNAGUET	CHEMIN DES COMBES	0031111868	49	25	2020-2022	ACCORD DE PRINCIPE MAIRIE EN 2018 POUR 25 LOGTS EN DIFFUS
Toulouse Métropole	CUGNAUX	183	39 APPTS-RESIDENCE LA FRANCOY II-CUGNAUX	AVENUES DE GAULLE/LECLERC	0031073191	39	39	2020-2022	ACCORD DE PRINCIPE MAIRIE EN 2018 POUR 39 LOGTS
Toulouse Métropole	VILLENEUVE-TOLOSANE	244	65 PAV- RUE DES PALOMBES-VIL-TOLOSANE	RUE DES PALOMBES	0031111644	10	10	2020-2022	NOUVEAU DEPOT-ACCORD DE PRINCIPE SUR CHIFFRE GLOBAL

Annexes : PV du Conseil d'Administration de PROMOLOGIS du 26/06/2019

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



L'an deux mille dix-neuf à 11 heures, le 26 juin

<p>Objet :</p> <p>PROJET CONVENTION D'UTILITE SOCIALE 2019-2024</p> <p>Le nombre de membres en exercice est de : 18</p> <p>Délibération n° : 2019-036</p>	<p>Le Conseil d'Administration de la Société PROMOLOGIS s'est réuni au siège social à Toulouse, sous la présidence de Monsieur Serge CAMBOU.</p> <p>Présents : Messieurs Serge CAMBOU (ALI) – Frédéric CARRE – Madame Christine PEIFFER (ALI) – Messieurs Jacques SUCHEL (Représentant permanent d'ALI) – Frédéric CABROL (CEMP) – Stéphane KOLB (Représentant permanent de la CEMP) – Mesdames Sophie PLOUGASTEL (CEMP) – Sara VERDIE (CEMP) – Monsieur Bernard KELLER (Représentant de Toulouse Métropole) – Madame Elisabeth SERE (Représentante du Muretain Agglo) – Monsieur Eric MARION (Représentant les locataires) – Madame Claude SELMI (Représentant les locataires) – Monsieur André BERNAT (Censeur)</p> <p>Sont représentés : Messieurs Pierre CARLI (CEMP) pouvoir à Stéphane KOLB – Pierre CABROL (CEMP) pouvoir à Frédéric CABROL – Antoine BONILLA (Représentant le Conseil Départemental 31) pouvoir à Elisabeth SERE – Jean-Louis GUNDOLFF (Représentant les locataires) pouvoir à Eric MARION</p> <p>Sont absents excusés : Madame Catherine MALLET (ALI) – Monsieur Guillaume BERTRAND (ALI)</p>
--	--

Le Conseil du 30 janvier dernier a approuvé l'engagement du processus réglementaire d'élaboration de la C.U.S. 2019-2024, en lien avec les collectivités locales associées.

Par cette convention il s'agit de contractualiser avec l'Etat un projet stratégique global pour l'ensemble du patrimoine et de le décliner en objectifs de performance sur les principales missions.

Il est proposé et commenté au Conseil un projet de convention à déposer auprès du Préfet avant le 30 juin pour une signature au plus tard le 31 décembre 2019.

Intégrée dans le cadre stratégique d'Action Logement et articulée avec le Plan Stratégique de Patrimoine et le Plan Moyen Terme d'activité, cette convention a fait l'objet d'une concertation avec les représentants des locataires et associé 19 EPCI dont 12 en seront signataires.

Un des grands enjeux de cette convention est le volet Vente HLM avec une consultation de toutes les communes sur lesquelles un plan de vente à horizon de 6 ans est envisagé.

Il est à signaler que le projet de décret, intégrant les modifications apportées par la loi ELAN et fixant notamment le nombre et la nature des indicateurs de performance, n'étant pas publié à ce jour, le projet de CUS est appelé ainsi à évoluer avant sa signature définitive.

... / ...

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION




Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil approuve le projet de Convention d'Utilité Sociale et autorise sa signature.

Pour extrait certifié conforme à l'original
A TOULOUSE, le 12 novembre 2019

Hervé GIRARDI
Directeur Général Adjoint

Annexes : Signatures de PROMOLOGIS et de l'ETAT

PROMOLOGIS Le Directeur Général - Philippe PACHEU	Le Préfet de Région Occitanie M. Etienne Guyot
	

Annexes : Signatures des Personnes Publiques Associées

Signatures de la CUS définitive de PROMOLOGIS du 13 Novembre 2019 transmise par courriel le 14/11/2019

Communauté de Communes Beaucaire Terre D'Argence

Le Président - Juan MARTINEZ

Signatures de la CUS définitive de PROMOLOGIS du 13 Novembre 2019 transmise par courriel le 14/11/2019

Communauté d'Agglomération du SICOVAL

Le Président – Jacques OBERTI

Signatures de la CUS définitive de PROMOLOGIS du 13 Novembre 2019 transmise par courriel le 14/11/2019

Communauté de Commune Terres de Confluences

Le Président – Bernard GARGUY

Signatures de la CUS définitive de PROMOLOGIS du 13 Novembre 2019 transmise par courriel le 14/11/2019

Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées

Le Président – Gérard TREMEGE

Signatures de la CUS définitive de PROMOLOGIS du 13 Novembre 2019 transmise par courriel le 14/11/2019

Conseil Départemental du Tarn et Garonne

Le Président – Christian ASTRUC

Signatures de la CUS définitive de PROMOLOGIS du 13 Novembre 2019 transmise par courriel le 14/11/2019

Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranés

Le Président – Frédéric LACAS

Signatures de la CUS définitive de PROMOLOGIS du 13 Novembre 2019 transmise par courriel le 14/11/2019

Communauté de Communes Cœur et Coteaux de Comminges

Le Président - Loïc LE ROUX de BRETAGNE

Signatures de la CUS définitive de PROMOLOGIS du 13 Novembre 2019 transmise par courriel le 14/11/2019

Communauté d'Agglomération Pays de l'Or

Le Président - Stéphan ROSSIGNOL

Signatures de la CUS définitive de PROMOLOGIS du 13 Novembre 2019 transmise par courriel le 14/11/2019

Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées

Le Président - Michel PELIEU

Signatures de la CUS définitive de PROMOLOGIS du 13 Novembre 2019 transmise par courriel le 14/11/2019

Communauté d'Agglomération du Muretain

Le Président - André MANDEMENT

Signatures de la CUS définitive de PROMOLOGIS du 13 Novembre 2019 transmise par courriel le 14/11/2019

Toulouse Métropole

Le Président – Jean-Luc MOUDENC

Conseil Communautaire du mercredi 27 novembre 2019

Délibération n° 24

Convention d'Utilité Sociale (CUS) de Promologis – approbation et signature de la convention

Date de la convocation : le 14 novembre 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
Mme Josette BOURDEU
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. Jacques LAHOILLE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
Mme Christiane ARAGNOU
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Emmanuel DUBIE
M. Jacques GARROT
M. Christian LABORDE
Mme Evelynne LABORDE
Mme Yvette LACAZE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelynne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE

M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Christian AMARE
Mme Elisabeth ARHEIX
Mme Marie-Paule BARON
M. Philippe BAUBAY
M. Michel BONZOM
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Alain GARROT
M. Romain GIRAL
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Bernard LACOSTE
M. Charles LACRAMPE
M. Francis LAFON PUYO
M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE

M. Pierre MONTROYA
Mme Chantal MORERA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
M. Michel RICAUD
Mme Céline ROULET
M. Michel SAJOUX

M. Roger SEMMARTIN
M. Jacques SEVILLA
M. Robert SUBERCAZES
M. Jean-Marie TAPIE
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

M. Marc GARROCCQ
Mme Michèle PHAM-BARANNE
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Charles HABAS
M. Laurent PENIN
M. Laurent TEIXEIRA
Mme Florence GASSAN
Mme Anne-Marie ARGOUNES donne
pouvoir à M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Serge DUCLOS donne pouvoir à M.
Marc BEGORRE
Mme Geneviève ISSON donne pouvoir à M.
Philippe BAUBAY
M. Alain TALBOT donne pouvoir à M.
Claude LESGARDS
Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à M.
Jean BURON
M. Lucien BOUZET donne pouvoir à M.
Michel BONZOM
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir
à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE

donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE
RODRIGUEZ donne pouvoir à M. Francis
TOUYA
Mme Marie-Françoise CRANCEE donne
pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. Daniel DARRE donne pouvoir à M. Alain
LUQUET
M. Laurent DUBOUX donne pouvoir à Mme
Fabienne LAYRE CASSOU
Mme Martine FOCHEATO donne pouvoir
à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Simone GASQUET donne pouvoir à
Mme Evelyne RICART
M. Paul LAFAILLE donne pouvoir à Mme
Christiane DURAND
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M.
Jean-François DRON
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir
à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Paul SADER donne pouvoir à M. André
LABORDE
M. Jean TOUYA donne pouvoir à Mme
Ginette CURBET

Absent(s) :

M. Michel AUSINA
M. Michel DUBARRY
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING

M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. SUBERCAZES

Objet : Convention d'Utilité Sociale (CUS) de Promologis – approbation et signature de la convention

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu les articles L445-1 et suivants et R445-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation,

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_24-DE
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

EXPOSE DES MOTIFS :

Promologis est actuellement engagé dans l'élaboration de sa nouvelle Convention d'Utilité Sociale (CUS).

Conclue pour une durée de 6 ans, la CUS traduit l'engagement du bailleur social envers l'Etat sur ses missions d'intérêt général et dans la mise en œuvre des politiques de l'habitat à travers notamment les éléments suivants : occupation sociale du parc, service rendu aux locataires, gestion sociale de l'organisme, modalités de la concertation avec les locataires, politique patrimoniale et d'investissement de l'organisme, engagements chiffrés, etc...

Comme l'article R445-2-4 du code de la construction et de l'habitation le dispose, la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a la possibilité d'être signataire de la CUS.

Les récentes évolutions législatives et réglementaires (loi Egalité & Citoyenneté, loi ELAN) sont venues renforcer le rôle de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées en tant que chef de file des politiques de l'habitat et du logement via notamment la Conférence Intercommunale du Logement (CIL).

Dans la mesure où Promologis possède un parc de logements sur le territoire de la CATLP, les enjeux liés à la CUS sont donc forts, aussi bien en terme d'offre, d'équilibre de peuplement, d'hébergement ou encore d'accession.

Après avoir été associé à l'élaboration de la CUS, il convient désormais de valider le document et d'autoriser le Président de la communauté d'agglomération à le signer.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'approuver le projet de Convention d'Utilité Sociale (CUS) de Promologis ci-annexé.

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à signer ladite CUS et à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_24-DE
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191127-CC271119_24-DE
Date de télétransmission : 02/12/2019
Date de réception préfecture : 02/12/2019

Conseil Communautaire du mercredi 27 novembre 2019

Délibération n° 25

**Ouverture dominicale des commerces - Avis sur les projets
d'arrêtés municipaux relatifs aux dérogations accordées par les
maires - Année 2020**

Date de la convocation : le 14 novembre 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
Mme Josette BOURDEU
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. Jacques LAHOILLE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
Mme Christiane ARAGNOU
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Emmanuel DUBIE
M. Jacques GARROT
M. Christian LABORDE
Mme Evelyne LABORDE
Mme Yvette LACAZE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART

M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Christian AMARE
Mme Elisabeth ARHEIX
Mme Marie-Paule BARON
M. Philippe BAUBAY
M. Michel BONZOM
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Alain GARROT
M. Romain GIRAL
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Bernard LACOSTE
M. Charles LACRAMPE
M. Francis LAFON PUYO

M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTROYA
Mme Chantal MORERA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
M. Michel RICAUD

Mme Céline ROULET
M. Michel SAJOUX
M. Roger SEMMARTIN
M. Jacques SEVILLA
M. Robert SUBERCAZES
M. Jean-Marie TAPIE
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

M. Marc GARROCQ
Mme Michèle PHAM-BARANNE
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Charles HABAS
M. Laurent PENIN
M. Laurent TEIXEIRA
Mme Florence GASSAN
Mme Anne-Marie ARGOUNES donne
pouvoir à M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Serge DUCLOS donne pouvoir à M.
Marc BEGORRE
Mme Geneviève ISSON donne pouvoir à M.
Philippe BAUBAY
M. Alain TALBOT donne pouvoir à M.
Claude LESGARDS
Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à M.
Jean BURON
M. Lucien BOUZET donne pouvoir à M.
Michel BONZOM
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir
à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE

donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE
RODRIGUEZ donne pouvoir à M. Francis
TOUYA
Mme Marie-Françoise CRANCEE donne
pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. Daniel DARRE donne pouvoir à M. Alain
LUQUET
M. Laurent DUBOUIX donne pouvoir à Mme
Fabienne LAYRE CASSOU
Mme Martine FOCHEATO donne pouvoir
à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Simone GASQUET donne pouvoir à
Mme Evelyne RICART
M. Paul LAFAILLE donne pouvoir à Mme
Christiane DURAND
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M.
Jean-François DRON
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir
à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Paul SADER donne pouvoir à M. André
LABORDE
M. Jean TOUYA donne pouvoir à Mme
Ginette CURBET

Absent(s) :

M. Michel AUSINA
M. Michel DUBARRY
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING

M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. VINUALES

**Objet : Ouverture dominicale des commerces - Avis sur les projets d'arrêtés
municipaux relatifs aux dérogations accordées par les maires - Année 2020**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

EXPOSE DES MOTIFS :

La loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques a modifié le code du travail, notamment quant aux règles d'ouverture des commerces le dimanche.

Parmi les dispositions nouvelles introduites par la loi, le sous-paragraphe 3 du code du travail "Dérogations accordées par le Maire" est modifié. Les 2 premiers alinéas de l'article L 3132-26 du même code disposent en effet que, dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés, pour chaque commerce de détail, par décision du Maire prise après avis du Conseil municipal.

Le nombre de ces dimanches ne peut excéder 12 par an.

Lorsque le nombre de ces dimanches excède 5, la décision du Maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre.

A défaut de délibération dans un délai de 2 mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable.

La Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées doit donc être sollicitée, pour avis, par les communes situées sur son territoire où les maires souhaitent accorder entre 6 à 12 dimanches travaillés.

La présente délibération vise à rendre l'avis de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, pour l'année 2020, sur les projets d'arrêtés municipaux portés par les communes présentes sur son territoire, pour les communes souhaitant accorder entre 6 et 12 dimanches d'ouverture dominicale annuelle pour les commerces de détail de leur territoire.

Concernant les dérogations accordées par les maires au repos dominical dans les commerces de détail, il s'agit donc pour la Communauté d'agglomération de veiller à ce que ces dispositions permettent de répondre à l'enjeu d'attractivité accrue du territoire, dans le respect des équilibres commerciaux entre bassins de vie et des enjeux d'animation locale.

Au regard des objectifs stratégiques ci-dessus, la Communauté d'agglomération recommande des dates d'ouverture dominicale définies en cohérence :

- avec les événements de portée communautaire, générateurs d'attractivité vis-à-vis des habitants et de la clientèle touristique,
- avec des événements locaux générateurs d'animation locale.

Il est précisé que le choix des dates d'ouvertures dominicales des commerces de détail est laissé à la discrétion des maires des communes pour l'année 2020.

Deux communes ont sollicité l'ouverture de plus de 5 (cinq) dimanches en 2020, ce qui nécessite un avis conforme de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

Il est donc proposé d'émettre un avis favorable pour l'autorisation de 6 dimanches pour les communes demandeuses et 12 pour la commune de Lourdes au regard notamment de sa situation de ville touristique.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'autoriser l'ouverture dominicale de 6 (six) jours l'ensemble des communes de la Communauté d'agglomération hors la commune de Lourdes autorisée à 12 jours.

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à la majorité avec 101 voix pour, 12 voix contre et 2 abstentions

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.